



NUNC COGNOSCO EX PARTE



THOMAS J. BATA LIBRARY  
TRENT UNIVERSITY



AUTRES  
OUVRAGES HISTORIQUES  
DU MEME AUTEUR

---

<b>Au Pays de l'Ours Noir</b> ; 1 vol., Paris, 1897.....	<i>Epuisé</i>
<b>La Colombie Britannique</b> (dans les <i>Missions catholiques françaises au XIX<sup>e</sup> siècle</i> , vol. VI; Paris, 1903).....	
<b>History of the Northern Interior of British Columbia</b> ; 1 vol., 3 <sup>e</sup> édition; Toronto, 1905.....	\$2.75
<b>Aux Sources de l'Histoire manitobaine</b> ; 1 vol., Québec, 1908.....	<i>Epuisé</i>
<b>History of the Catholic Church in Western Canada</b> ; 2 vols., Toronto, 1910.....	\$4.50
<b>Dictionnaire historique des Canadiens et des Métis français de l'Ouest</b> ; 1 vol., 2 <sup>e</sup> édition, Québec, 1912....	\$1.50
<b>Catholic Indian Missions in Canada</b> (et beaucoup d'autres articles dans la <i>Catholic Encyclopedia</i> ).....	
<b>The Roman Catholic Church West of the Great Lakes</b> (dans <i>Canada and its Provinces</i> , vol. XI; Toronto, 1918)..	
<b>Histoire abrégée de l'Ouest canadien</b> ; 1 vol., Saint-Boniface, 1914.....	.50
<b>Les Droits historiques du Français dans l'Ouest canadien</b> (Introduction au <i>Sang Français</i> de M. de Trémaudan; Winnipeg, 1918).....	
<b>Vie de M<sup>gr</sup> Langevin</b> ; 1 vol., 3 <sup>e</sup> édition; Saint-Boniface, 1 vol., 1919.....	\$1.75

EN PREPARATION

- Du Pays de l'Ours Noir**, 1 vol.
- Mémoires d'un Centenaire** (le R. P. D. Dandurand, O.M.I.), 1 vol.



# HISTOIRE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE DANS L'OUEST CANADIEN

Du Lac Supérieur au Pacifique

(1659-1915)

PAR LE

R. P. MORICE, O. M. I.

Licencié ès lettres et Lauréat de la Société de Géographie de Paris ;  
Membre de la Société Historique et Scientifique du Manitoba; de la Société  
Historique de St-Boniface; de l'Association Artistique, Historique et  
Scientifique de Vancouver ; de la Société d'Histoire naturelle de la  
Colombie Britannique; de la Société de Philologie de Paris; de  
l'Association Anthropologique d'Amérique ; des Sociétés  
de Géographie de Neuchâtel (Suisse) et de Québec,  
du Comité Ethnologique de l'Association Bri-  
tannique pour l'Avancement des Sciences;  
du Club Anthropologique d'Ottawa, et  
Membre honoraire du Royal Ins-  
titut Canadien de Toronto.

AVEC DE NOMBREUSES ILLUSTRATIONS

VOL. I

SAINT-BONIFACE  
CHEZ L'AUTEUR  
Ave. Provencher

MONTREAL  
GRANGER FRÈRES  
43, rue Notre-Dame O.

1921



BX 1421 .M58 1921 v.1 cop.2

A L'ÉPISCOPAT  
ET AU CLERGÉ  
DE L'OUEST ET DU NORD CANADIENS  
CET OUVRAGE  
QUI REDIT LEURS ŒUVRES ADMIRABLES  
ET CELLES DE LEURS DEVANCIERS  
EST RESPECTUEUSEMENT DÉDIÉ

*Cum permissu Superiorum.*

J.-B. BEYS, O. M. I., PROV.

Saint-Boniface, 1<sup>er</sup> mai 1920.

*Imprimatur.*

† P.-E. ROY, ARCH. DE SEL., V. G.

Archevêché de Québec, 11 mai 1920.

---

#### DÉCLARATION

Pour nous conformer au décret d'Urbain VIII, nous déclarons que s'il nous est arrivé, dans le cours de cet ouvrage, d'employer les titres de Saint, Bienheureux ou autres semblables, nous leur avons donné le sens le plus large, sans vouloir en aucune manière prévenir le jugement de l'Église au sujet des personnages auxquels nous avons pu les appliquer.



LETTRE DE S. É. LE CARDINAL RAMPOLLA  
ANCIEN SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE LÉON XIII

A M<sup>GR</sup> LANGEVIN, O. M. I.  
arch. de Saint-Boniface


---

Monseigneur,

*J'ai reçu avec plaisir votre aimable lettre et les trois volumes de l'ouvrage si important du Rév. Père A.-G. Morice, O. M. I., que vous avez eu la bonté de me remettre: "Histoire de l'Eglise Catholique dans l'Ouest Canadien". Je vous en suis reconnaissant et vous en remercie bien vivement, en vous priant de remercier de ma part le R. P. Morice et de lui présenter mes plus sincères félicitations pour son savant travail, qui honore hautement l'Institut bienfaisant des Oblats de Marie Immaculée.*

*Agréez, Monseigneur, l'assurance de ma sincère et particulière estime.*

*M. Card. Rampolla*



*Rome, ce 11 mars 1913.*

*Monseigneur L.-Ph.-A. Langevin,  
Archevêque de Saint-Boniface.*

LETTRE DE  
S. É. LE CARDINAL MERRY DEL VAL  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE PIE X  
A M<sup>GR</sup> LANGEVIN, O. M. I.

---

*Segretaria di Stato  
di Sua Santità*

*Del Vaticano, 27 mai 1913.*

---

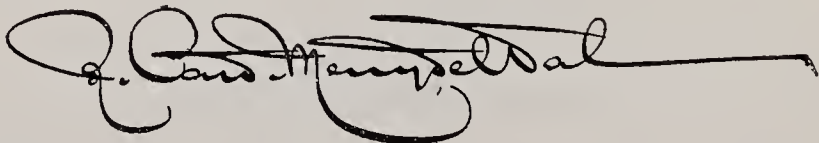
N<sup>o</sup> 64.480

Monseigneur,

*J'ai reçu avec un plaisir particulier l'exemplaire que Votre Grandeur m'a gracieusement offert de l'ouvrage du Rév. Père A.-G. Morice, O. M. I., intitulé "Histoire de l'Eglise Catholique dans l'Ouest Canadien" en trois volumes.*

*Raconter les bienfaits inestimables que l'Eglise catholique apporte dans un pays, conserver la mémoire de ces âmes généreuses, de ces vaillants apôtres qui l'y fondèrent au prix de sacrifices sans nombre, et de ceux qui continuèrent à travers les siècles à répandre ses lumières et ses enseignements, décrire enfin ce qui constitue pour un peuple sa vraie gloire, son plus riche et plus précieux patrimoine : sa religion et sa foi, tel est le noble but que s'est proposé le R. P. Morice, et qu'il a si bien réalisé dans son important ouvrage.*

*Avec mes félicitations pour l'auteur et mes remerciements pour votre hommage, recevez, Monseigneur, la nouvelle assurance de mon entier dévouement en Notre Seigneur.*



LETTRE DE S. É. LE CARDINAL FALCONIO  
ANCIEN DÉLÉGUÉ APOSTOLIQUE AU CANADA  
A M<sup>GR</sup> LANGEVIN, O. M. I.

---

*Piazza Cavour, 17, Roma, le 16 mars 1913.*

*Monseigneur,*

*Permettez-moi de vous remercier de m'avoir envoyé un ouvrage si intéressant et si important pour l'histoire de l'Eglise du Canada. Je me fais un plaisir de le lire et d'y trouver tant d'exemples d'héroïsme chrétien, qu'ont laissés pour notre édification vos saints prédécesseurs dans cette œuvre missionnaire. Je vous prie de transmettre au Révérend auteur mes félicitations sincères.*

*En me recommandant à vos bonnes prières, je vous prie, Monseigneur, de me croire*

*Votre tout dévoué en N. S.*

*+ D. Card. Falconio*

---





## PRÉFACE

### DE L'ÉDITION DÉFINITIVE

---

L'auteur du présent ouvrage avait un but bien déterminé lorsqu'il l'entreprit, il y a une douzaine d'années. Les échos de la lutte qui s'était faite autour de la question des écoles, lors de la fondation des deux provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta, n'étaient point encore entièrement éteints. On entendait assez souvent les récriminations de gens qui, ignorants du passé des catholiques de l'Ouest canadien, surtout de ceux de langue française, ne se lassaient point de déblatérer contre eux. Ils étaient comme hantés par le spectre des "privilèges" qu'on accordait, prétendaient-ils, à cette race qui, en 1870, s'était montrée réfractaire à tout sentiment d'honneur, au point de se révolter contre l'autorité légitime, sous la conduite d'un tyran au petit pied appelé Riel. A les entendre, celui-ci s'était rendu coupable de toutes sortes d'excès, dont heureusement il avait été bien puni par les troupes du valeureux Wolseley, en attendant qu'il expiât ses crimes sur l'échafaud.

Là-dessus, on partait à fond de train dans une campagne d'insultes sans nom contre la mémoire du pauvre chef métis.

D'un autre côté, l'action de celui-ci avait été, et demeurerait, travestie dans les livres d'histoire anglais

d'une manière qui la rendait méconnaissable à ceux, encore nombreux alors, qui savaient pertinemment qu'elle avait été des plus légitimes, et que ses résultats étaient aussi satisfaisants que possible. Pour ces ouvrages, il n'y avait pas dans le vocabulaire anglais d'épithète assez forte pour flétrir la mémoire de cet "archi-rebelle", de cet "assassin graisseux", dont on ne pouvait mentionner le nom sans le vouer aux gémonies.

En outre et surtout, on paraissait ignorer dans les cercles anglais jusqu'au premier mot du rôle si honorable joué par l'Église catholique dans nos immensités. Tout ce que les plus instruits en savaient, c'était que les catholiques avaient un grand missionnaire connu sous le nom de P. Lacombe; qu'un certain "évêque Taché" avait été mêlé aux troubles de 1870, et qu'un P. Lestanc, de concert avec un M. Ritchot, en étaient sortis avec une réputation gravement compromise. Du fondateur de l'Église dans l'Ouest on ne connaissait même pas le nom, et nos missions, avec leur glorieux héritage d'héroïsme, étaient chose absolument inconnue du même public.

Et puis l'Ouest n'était-il pas en somme un pays anglais, partant protestant? Alors pourquoi tant de considération pour cette poignée de Français éparpillés le long de ses interminables plaines?

Et de la rivière Rouge aux montagnes Rocheuses on entonnait le chant de guerre contre leur langue, qui n'avait aucun droit dans le pays, et leurs écoles, qui devaient céder la place à celles qu'on décorait gratuitement du nom de nationales.

C'est du désir d'éclairer cette opinion si lamen-

tablement fourvoyée, en lui rappelant nos titres de noblesse, qui découlent des hauts faits de nos devanciers, pionniers, civilisateurs, missionnaires et martyrs, sinon brillants hommes d'Église et d'État, en montrant les événements de 1870 sous leur véritable jour et en dévoilant l'insigne mauvaise foi des gouvernants du Manitoba vingt ans plus tard, qu'est née cette Histoire. Et voilà pourquoi sa première édition parut en anglais.

Les résultats ont-ils un tant soit peu répondu aux espérances qu'avaient conçues son auteur et ceux qui l'avaient encouragé dans la voie où il s'était engagé? Il est si difficile de réagir contre une opinion qui flatte l'amour-propre et les préjugés nationaux, contre des prétentions résultant de passions populaires qui ont souvent l'ignorance pour base, qu'une réponse négative à notre question ne saurait étonner. Et pourtant nous croyons pouvoir affirmer que, avec la bénédiction du Ciel, notre livre a fait son œuvre, et qu'il a quelque peu contribué à éclairer et à convertir à la vérité ceux qui ne sont pas à l'épreuve de toute logique, et pour lesquels les faits, tels que corroborés par les témoignages les plus irrécusables, sont assez puissants pour engendrer la conviction.

Nous ne disons rien du concert unanime d'acclamations qui salua son apparition dans la presse catholique: les trois lettres de deux anciens secrétaires d'État pontificaux, dont l'un faillit devenir pape, et du premier délégué apostolique au Canada, que nous publions pour la première fois, en donneront une faible idée. Nous ne parlons ici que des interprètes de l'opinion anglaise et protestante, à laquelle

s'adressait surtout la première édition de cet ouvrage.

En ce qui est de l'insurrection de 1869-70, nos pages eurent pour effet immédiat de provoquer une surprise mêlée de curiosité, et, chez quelques-uns, un désir peu caché de réfuter nos dires. On essaya probablement d'en contester l'exactitude; mais les preuves étaient accablantes. Il y avait, au bas de notre texte, ces malencontreux renvois qui en appelaient, soit à des documents officiels contemporains des événements, soit à des témoignages de protestants alors sur les lieux, qu'on ne pouvait décemment récuser. Et il fallut bien s'exécuter, et avouer implicitement qu'on s'était jusque-là trompé.

C'est du moins ce que firent la plupart des publications sans parti pris. Qu'on nous permette d'en citer un spécimen. Voici ce que disait le *Telegram*, de Winnipeg, en date du 19 mars 1910:

“L'une des parties les plus intéressantes du livre du P. Morice est son exposé des jours troublés qui marquèrent l'entrée du Manitoba dans la Confédération. Il aborde ce sujet d'un point de vue différent de celui qui a été généralement reçu. Le temps adoucit l'amertume des sentiments, ainsi que les préjugés de race et de religion occasionnés par le soulèvement, et il existe une tendance croissante à regarder Riel avec des yeux plus bienveillants. Le P. Morice émet de vigoureuses objections à l'application du mot rébellion à l'affaire Riel. Il se sert du mot insurrection, et nous devons admettre ses arguments, qui sont solides”.

Puis, après avoir résumé ces mêmes arguments, le journal anglais conclut par une phrase qui est à elle seule toute une révélation. “L'histoire,” dit-il, “en



vient de plus en plus à adopter la manière de voir du P. Morice”.

Ces quelques passages rendent assez bien, croyons-nous, l'impression produite sur le public anglais par nos deux premiers volumes<sup>1</sup>. Énormément surpris d'un exposé si nouveau pour lui, ses journaux et ses revues ou bien se retranchèrent dans un mutisme discret, ou bien ne purent s'empêcher de faire remarquer à quel point nous nous étions écarté de la version jusque-là en vogue parmi eux.

Deux journaux seulement, de Toronto naturellement, sans contester l'exactitude de nos détails, se permirent de hasarder une petite réserve touchant l'à propos de certaines de nos remarques. Ainsi le *World* écrivait le 20 mars 1910: “Même le P. Morice, qui fait généralement preuve d'une justice uniforme (*uniformly fair*) dans son traitement de chaque phase de son sujet, paraît être sorti de son chemin pour noircir la réputation de l'infortuné Thomas Scott”. Avant d'aller plus loin, on nous permettra de faire remarquer que nous n'aurions été ni juste ni complet, si nous n'avions pas mis le lecteur en état de placer équitablement les responsabilités dans la malheureuse affaire à laquelle il est ici fait allusion. Ce n'est pas notre faute si le portrait que nous avons dû crayonner de celui dont les sectaires orangistes ont fait un martyr, et qu'ils voudraient auréoler de vertus auxquelles il n'a jamais eu droit, les met aujourd'hui en assez mauvaise posture.

Du reste, le journal torontonien se gardait bien, et

1. Notre édition anglaise ne comprenait que deux volumes.

pour cause, de prétendre que le moindre de nos avancés au sujet de son héros fût controuvé, ou même simplement hasardé. Dans tous les cas, aucun périodique n'osa jamais, devant l'abondance d'autorités de première main auxquelles nous avions renvoyé le lecteur, nier, ou même révoquer en doute, aucune de nos assertions.

Bien plus, certains livres écrits depuis ont largement profité de nos rectifications. Leurs auteurs se sont vus contraints d'admettre qu'on ne pouvait plus, sans forfaire à l'honneur, reproduire, à propos de Riel et de ses métis de 1870, les absurdes calomnies et les interprétations plus que fantastiques auxquelles le public anglais était accoutumé avant l'apparition de cette Histoire. On en est même venu à croire qu'après tout il pouvait bien avoir eu raison de se soulever avec son peuple. C'est ainsi qu'un M. Isaac Cowie, ancien fonctionnaire de la compagnie de la baie d'Hudson, écrivait, au cours d'un livre d'intéressantes réminiscences :

“Ce que le gouvernement McTavish et le conseil d'Assiniboia avaient réellement à faire, c'était de supprimer le journal *Nor'wester* pour cause de diffamation séditieuse vis-à-vis des autorités constituées, d'arrêter comme intrus les arpenteurs du gouvernement canadien, et si le soi-disant gouverneur McDougall et sa suite pénétraient dans le territoire en envahisseurs non autorisés, de les mettre, eux aussi, en prison comme des rebelles au gouvernement de fait du pays”<sup>2</sup>.

Et plus loin le même auteur va jusqu'à faire cette

2. I. COWIE, *The Company of Adventurers*, p. 450; Toronto, 1913.

confession des plus significatives: "Je crois maintenant, bien que, de concert avec ceux de ma race, je fusse loin de le croire alors, que lorsque les métis français prirent la résolution de résister à l'entrée illégale de M. William McDougall et de son parti d'aventuriers (*carpet-baggers*), leur acte était admirable, et, étant donné l'inaction du gouverneur McTavish et du conseil d'Assiniboia, elle était légitime et même légale"<sup>3</sup>.

Des métis en armes le même ex-fonctionnaire dit: "Quand on considère à quel point les passions étaient montées, et combien leur était facile l'accès aux barils de rhum de la Compagnie au fort Garry, il est vraiment remarquable de voir le petit nombre d'attentats à la liberté personnelle, ainsi qu'au droit de propriété, qui furent commis pendant cette période d'excitation par ces incultes chasseurs de la plaine. En comparaison avec les Boers de l'Afrique australe, les métis de la terre de Rupert étaient des gentils-hommes"<sup>4</sup>.

Nous n'hésitons pas à déclarer que, alors même que notre ouvrage n'aurait eu pour résultat que d'élucider pareilles admissions, il n'aurait pas failli à sa tâche, et nous devrions nous regarder heureux de l'avoir écrit. Naturellement, tout le monde n'est ni aussi franc ni aussi explicite. Mais nous croyons pouvoir affirmer que les rares auteurs qui se sont occupés d'histoire manitobaine depuis la publication de l'ou-

3. *Ibid.*, p. 451.

4. *Ibid.* Comme nous avons bien connu cet auteur, nous savons ce qui lui a inspiré des idées si saines, et autrefois absolument inconnues des Anglais.

vrage dont nous présentons aujourd'hui une édition définitive en ont, consciemment ou non, subi l'influence en ce qui regarde les événements de 1869-70 et le rôle sublime de l'Église catholique au Nord-Ouest canadien. Ces auteurs sont au nombre de trois. Nous venons de voir l'opinion si explicite du premier; le Dr N.-F. Black excuse ainsi le soulèvement métis dans son *Histoire de la Saskatchewan*:

“Comme si l'on n'eût pas fait assez de sottises, le gouvernement du Dominion nomma lieutenant-gouverneur, avant d'avoir aucun titre légal au territoire et sans consulter les colons, l'hon. William McDougall, dont les aventures humiliantes lui valurent dans la suite le surnom malheureux de “Willie Errant”, et chassèrent pratiquement cet énergique politicien de la vie publique”<sup>5</sup>.

Bien plus, Black adopte expressément notre manière de voir relativement à la légitimité du soulèvement dirigé par Riel. “Le clergé français”, dit-il, “ne considérerait pas plus que l'auteur de ce livre l'établissement d'un gouvernement provisoire par Riel et ses associés comme, à proprement parler, un acte de rébellion. Dans les malheureux excès dont se rendit coupable le jeune Riel (il n'avait alors que vingt-cinq ans), le clergé catholique n'eut aucune part, en dépit des insinuations et des accusations qui lui ont été jetées à la figure par des gens qui auraient dû être mieux renseignés. De fait, le P. Lestanc fut l'un de ceux dont l'intercession empêcha l'exécution de

5. *History of Saskatchewan and the Old North-West*, pp. 144-45: Regina, 1913.



Boulton, et le même ecclésiastique fit ce qu'il put pour sauver Scott"<sup>6</sup>.

Avis au D<sup>r</sup> Bryce et aux autres tenants de l'ancienne école.

Quant aux résultats de l'intervention de Riel et des siens, Black montre assez clairement qu'ils furent des plus satisfaisants, puisqu'il fait observer que l'Acte du Manitoba "fut arrangé substantiellement en conformité avec la liste des Droits élaborée par Riel et ses associés"<sup>7</sup>. Enfin il emboîte résolument le pas derrière l'auteur de ces lignes, en déclarant que, plus tard, "l'on demanda l'exécution de Riel, non pas à cause de ce qu'il avait fait à Batoche, mais pour le punir du meurtre de Scott quinze ans auparavant"<sup>8</sup>.

Un troisième auteur anglais, protestant comme les deux précédents, F.-H. Schofield, soit de son propre mouvement, soit pour plaire à ceux aux gages desquels il était, a voulu réagir contre ces tendances à l'impartialité historique, dont la presse se faisait aussi parfois l'écho. Il a écrit dans un but commercial une Histoire du Manitoba, où il se montre moins violent à l'endroit de Riel que ne l'avaient été ses devanciers avant 1910, où il nous cite même deux fois assez au long, mais où il réédite les anciennes rengaines à propos de rébellion. Cet ouvrage étant plein d'inexactitudes, il ne saurait, pour cette raison, nous arrêter longtemps<sup>9</sup>.

6. *Ibid.*, p. 528.

7. *Ibid.*, p. 149.

8. *Ibid.*, p. 378.

9. C'est pour la même raison que nous passons également sous silence une autre publication parue l'année dernière (1920). Apparemment jaloux des lauriers gagnés par son confrère le D<sup>r</sup> G. Bryce, le Rév.

Plus importante, à notre sens, ne fût-ce qu'en raison de sa source, est l'appréciation que fit de notre Histoire de l'Église, pour la *Review of Historical Publications relating to Canada*, un certain D<sup>r</sup> E.-H. Oliver, de l'université de la Saskatchewan, homme

R.-G. MacBeth, qui paraît partager ses prédilections pour le roman, a écrit *The Romance of Western Canada*, dont les chapitres sur l'insurrection de la Rivière-Rouge sont criblés de fautes historiques, d'inexactitudes, fausses appréciations, assertions gratuites et motifs prêtés sans l'ombre de raison.

D'après cet auteur, qui est comme Bryce un ministre presbytérien, Riel avait eu pour père un homme dont "la main était levée contre toute autorité constituée" (p.108); il avait lui-même reçu son éducation à l'université Laval (*ibid.*); il s'empara du fort Garry le 3 novembre et non le 2 (p. 115, et ceci n'est pas une faute d'impression); la république éphémère de Spence au Portage-la-Prairie fut proclamée non pas en 1867, comme le portent tous les documents, mais "après la rébellion" (*sic*), c'est-à-dire après 1870; Thomas Scott fut exécuté non pas pour s'être révolté deux fois (la seconde en dépit de la parole donnée) et pour avoir rendu la vie extrêmement difficile aux gardes des prisonniers, en nullifiant leur autorité sur les autres détenus, mais, le croira-t-on ? pour s'être adonné avec eux à des parties de boxe dans le but de se réchauffer (*risum teneatis, amici*)! C'est écrit en toutes lettres à la p. 156 de son précieux volume.

Quant au métis Parisien qui, au dire de Begg et de tous les contemporains, "mourut quelques jours après des blessures" qu'il reçut aux mains des Anglais qui le capturèrent (*The Creation of Manitoba*, p. 285), M. MacBeth est si véridique, qu'il affirme positivement que le pauvre déséquilibré "languit pour mourir de causes naturelles quelques mois après" (p. 152). Peut-on se moquer plus cyniquement du monde ?

Ne nous laissons pourtant pas gagner par l'indignation devant pareilles tactiques. Il convient de ne pas se montrer trop sévère pour un ouvrage de ce genre: c'est un roman qu'a écrit MacBeth—*The Romance of Western Canada* !

Nous ne dirons rien non plus des motifs diaboliques que son auteur prête à la moindre action du président du gouvernement Provisoire, qu'il représente constamment comme "enragé", pas plus que des péchés d'omission volontaire du même écrivain à l'endroit d'incidents honorables pour le clergé catholique; à plus forte raison passerons-nous par-dessus les injustifiables libertés qu'il prend avec l'orthographe des noms propres (par exemple, M. Ritchot, qu'il appelle sans cesse "père Richot"; O'Donoghue qui, sous sa plume, devient invariablement O'Donaghue;

capable qui se pique d'impartialité historique, impartialité qu'il a manifestée d'une manière pour le moins surprenante, ainsi qu'on va le voir. C'est le seul auteur qui ait critiqué ce qui, dans nos pages, touche à des questions purement religieuses. Le fait que ce protestant n'est point un laïque enlèvera sans doute aux yeux d'un grand nombre beaucoup de l'import-

Lavallée, qu'il transforme en Laveiller; Burke, qu'il écrit Burk, etc). Il n'y a pas à se le dissimuler: les révérends presbytériens G. Bryee et R.-G. MacBeth font une paire bien assortie, et bien naïf serait l'historien qui croirait pouvoir les contenir dans les bornes du réel et du vrai.

Le malheur est que ces deux romanciers donnent leurs élueubrations pour de l'histoire, et qu'un grand nombre de leurs compatriotes les prennent au sérieux.

Un mot final pour montrer encore combien on peut se fier au dernier. A la page 159 de son livre, MacBeth écrit: "Le corps de Scott chargé d'une chaîne comme poids fut mis dans la rivière, au travers d'un trou pratiqué dans la glace, ainsi que je l'appris plus tard de quelqu'un qui se trouvait là quand ce fut fait". Nous pourrions en dire long sur cette brûlante question. Qu'il nous suffise pour le moment d'assurer M. MacBeth, en dépit des assertions de son prétendu témoin, que, s'il n'invente pas lui-même, on a indignement surpris sa bonne foi.

A propos de ce trou légendaire dans la glæe de la Rouge, qui aurait reçu la dépouille mortelle de Scott, MacBeth trouve encore le moyen d'ajouter une gaffe, qui est sa propriété personnelle, à celles qu'avaient déjà commises les historiens anglais avant la publication de notre Histoire. Comme s'il eût voulu insulter au malheur d'une victime, sans aucun souci des respectables descendants qu'elle a laissés, il ne craint pas d'écrire que Goulet, qui fut tué par la soldatesque ontarienne comme il traversait la rivière (circonstance qu'il cache naturellement), "se noya à peu près à la place où il avait déposé le corps de Scott au travers de la glace" (p. 164), et il ajoute que "beaucoup virent une espèce de juste rétribution dans la mort de Goulet à cette place" (*ibid.*).

En voilà du nouveau! N'est-ce pas que ce rapprochement fait bonne figure dans un "roman"? L'histoire ne sert pas si complaisamment l'écrivain; elle est beaucoup plus discrète, et refuse de nous dire ce qui advint du corps de Scott. S'il fut réellement jeté dans la rivière à l'endroit où périt Elzéar Goulet, comment se fait-il que les orangistes ne l'y ont jamais trouvé, tout immobilisé qu'il ait pu être? Faudrait-il donc maintenant se résoudre à croire qu'un ministre protestant ne puisse

tance qui pourrait s'attacher à ses dires sur un pareil sujet. La *Review* est une publication qui, bien qu'anglaise et voyant le jour à Toronto, a souvent fait preuve d'un esprit large et désintéressé. Elle n'était donc apparemment guère bien inspirée lorsqu'elle faisait appel à un ministre presbytérien pour rendre compte d'un livre par un prêtre catholique sur l'Église catholique.

Dans un accès de bienveillance étudiée, l'auteur de ce compte rendu va bien jusqu'à qualifier notre ouvrage de "classique qui restera". Il affirme qu'il est "plus qu'une Histoire de l'Église catholique", que c'est "une Histoire de l'Ouest canadien"<sup>10</sup>. Mais, tout d'abord, il se plaint indirectement de ce que nous établissions la priorité de nos missionnaires dans l'Ouest, priorité qui, jusqu'à ces dernières années, n'avait fait de doute pour personne, et qu'il voudrait réclamer pour ses propres coreligionnaires, ainsi qu'il appert d'un article de journal que nous dûmes refuter autrefois. La simple lecture de notre premier volume permettra au lecteur de se former là-dessus une idée correcte, laquelle pourra devenir encore plus précise par un coup d'œil jeté sur notre appendice D.

écrire sur cette époque troublée sans faire constamment des pas de clerc ?

Les préjugés de ces gens ne peuvent guère se comparer qu'à ceux des orangistes. Un petit volume, le 28<sup>e</sup> de la série des *Chronicles of Canada*, qui a été publié à Toronto au cours de 1916, paraît être l'œuvre d'un de ces sectaires. L'orange du fanatique, qui méprise tout fait, tout avancé, contraires à sa thèse, déteint sur chacune des pages qu'il consacre à Riel. Avec pareilles gens, il est inutile de raisonner. Ce qui étonne, c'est que des éditeurs responsables, même de Toronto, puissent encore avoir recours à leurs services.

10. *Op. cit.* vol. xviii, p. 211.



Il déclare aussi sans aucune fondation notre remarque à l'effet que l'établissement de l'Église catholique à la Rivière-Rouge contribua probablement à rendre impossibles les actes de violence sans lesquels la rivalité entre les compagnies opposées ne pouvait continuer<sup>11</sup>. Pour établir cette contention, il suffit pourtant de comparer la situation de la colonie avant l'arrivée de nos missionnaires avec ce qu'elle devint après, et surtout l'état des esprits depuis la fondation de la mission catholique et les travaux de ses premiers titulaires avec les désordres de toutes sortes, actes de violence sans nombre, attentats à la propriété et à la liberté individuelle, qui désolaient alors le district d'Athabaska, où l'action pacificatrice du prêtre ne pouvait pénétrer.

L'influence de ce dernier en faveur de l'ordre frappait jusqu'à un protestant comme le colonel Dickson, et devait bientôt être reconnue officiellement par les représentants de l'autorité civile. Nous sommes donc en droit de nous étonner qu'un homme intelligent comme le Rév. D<sup>r</sup> Oliver, non seulement ne paraisse pas avoir assez de perspicacité pour s'en apercevoir, mais aille même jusqu'à la nier formellement.

Il nous blâme ensuite<sup>12</sup> de suivre, à propos du gouverneur Al. Macdonell, M<sup>gr</sup> Provencher, qui le connut intimement et fut son commensal, plutôt que le presbytérien Alex. Ross, qui ne vit jamais ce fonctionnaire à la tête de la colonie, mais arriva au pays trois ans après sa démission forcée. Il suffit, ce semble,

11. *Ibid.*, *ibid.*

12. *Ibid.*, p. 212.

de signaler cette critique pour laisser voir l'esprit qui la dicte<sup>13</sup>. Viennent ensuite certaines remarques à propos de distillerie, dont nous disposons à la note de la page 279 de notre premier volume. Si le lecteur veut bien la lire, il s'apercevra que, d'après les documents officiels publiés par notre contradicteur lui-même, nous avons raison sur toute la ligne.

Mais, selon lui, nous ne sommes pas "heureux dans nos références aux missionnaires anglicans du Grand-Nord", et il ajoute: "C'est chose gratuite que de déclarer que le zèle pour le salut des âmes ne pouvait guère être le mobile qui poussait l'archidiacre Hunter" à aller faire concurrence aux prêtres catholiques<sup>14</sup>. Nous serait-il permis de déclarer à notre tour que pareille observation, venant d'un homme du calibre du D<sup>r</sup> Oliver, est pour le moins étonnante? Tellement il est vrai que les préjugés religieux sont parfois de nature à obscurcir l'intelligence des mieux doués! Que le lecteur veuille bien se reporter à l'endroit critiqué—livre IV, seconde page du chapitre I—et il verra que nous nous basons pour cette déclaration non pas sur nos propres préventions, comme notre censeur le donne à entendre, mais sur l'opinion de

13. D'ALEXANDRE ROSS JOSEPH TASSÉ a écrit: "Il n'est pas inutile de remarquer que cet historien est très partial. On dirait qu'il a écrit seulement l'histoire des colons écossais de la Rivière-Rouge. Il passe intentionnellement sous silence des faits où les métis français ont joué un rôle assez important, et effleure ceux qu'il ne peut taire. Il a fait son possible, par exemple, pour ignorer la mission catholique de Saint-Boniface. De plus, il semble considérer les métis comme des intrus, tandis que c'est le clergé catholique et les métis qui ont surtout fait le pays ce qu'il est" (*Les Canadiens de l'Ouest*, vol. II, p. 371, note; Montréal, 1882).

14. *Review of Historical Publications*, vol. XVIII, p. 212.



M<sup>gr</sup> Taché lui-même, ou plutôt sur une remarque qui fut faite à ce prélat par “un protestant éminent” du temps<sup>15</sup>. Nous blâmer personnellement d’une insinuation dont nous indiquons d’ailleurs si clairement la source, n’est pas digne d’un homme qui a le souci de sa réputation comme auteur consciencieux et averti.

Quant aux autres missionnaires protestants, nous avons voulu éviter à notre critique et à ceux qui sont animés de semblables dispositions le piège auquel le premier s’est fait prendre, et nous avons écrit dans notre préface: “Parce que nous avons constamment essayé de donner à chacun ce qui lui est dû, nous aurions voulu ne point rencontrer sur notre chemin une certaine classe d’individus, dont il nous était impossible de laisser les actes et les paroles sans un mot de blâme. Pour cette raison, quelques lecteurs non catholiques seront probablement tentés de voir dans notre critique de leur conduite des traces d’animosité contre les sectes auxquelles ils appartiennent, malgré les censures non déguisées que leurs propres coreligionnaires ne leur ont pas ménagées. Nous préférons pourtant dire la vérité, même lorsqu’elle est accompagnée de l’appréhension de pareils soupçons, plutôt que d’excuser des actes et des paroles qui violaient toute loi professionnelle”<sup>16</sup>.

Même aujourd’hui, il nous est difficile de croire que le Dr Oliver veuille approuver des gens qui, pour se donner une contenance en face des Indiens, allèrent jusqu’à accuser de la plus grossière immoralité de

15. Et qu’on pourra relire dans cette édition, qui, en ce qui est de ce passage, reste sans aucune altération.

16. Préface, p. xix de notre troisième édition.

saints prêtres comme le P. Grollier qui se préparait à la mort, le P. Séguin, qui mourut en odeur de sainteté après quarante ans de sacrifices inouïs dans les déserts arctiques, et même le doux et vertueux M<sup>sr</sup> Grandin, qui montera peut-être un jour sur nos autels; des gens qui se riaient des sacrements, accusaient les catholiques d'idolâtrie et leurs prêtres d'avoir causé la mort de Notre Seigneur, et qui expliquaient nos divergences religieuses par les plus ridicules inventions.

D'un autre côté, il nous fallait bien expliquer leurs peu honorables agissements, sous peine d'empêcher le lecteur d'acquiescer une idée adéquate des difficultés que nos propres missionnaires eurent à surmonter.

Mais, insiste notre censeur, "l'enthousiasme que vous ressentez pour ceux-ci vous porte à déprécier les travaux des autres"<sup>17</sup>. S'il en est ainsi, on peut trouver quelque peu étrange que ce bon docteur Oliver semble être le seul de cette opinion. Jusqu'ici nous avons été fier de la réputation d'impartialité que nous avaient valu de précédents ouvrages de nature analogue, et les éloges que nous avaient adressés bien des plumes protestantes ne nous avaient point non plus préparé à cette accusation implicite de manque de justice distributive.

C'était pourtant bien encore un non-catholique qui écrivait, du livre même que critique aujourd'hui le ministre presbytérien, que nous y "louons abondamment les étrangers (*outsiders*, c'est-à-dire les non-catholiques) qui ont été justes vis-à-vis

17. *Review*, p. 211.

de nous et des nôtres”<sup>18</sup>. C’était aussi un protestant qui assurait, en rendant compte du même ouvrage, qu’il devrait être lu par tous ceux qui désirent un aperçu correct et sans préjugés (*unbiased*) des événements qu’il touche”<sup>19</sup>. Et protestant était encore, pour négliger les autres, le critique qui, dans le *Monitor*, de Newark, déclarait que nous nous y étions montré “brave, juste et impartial”<sup>20</sup>.

Mais vos éloges aux missionnaires catholiques? objectera peut-être Oliver. Tout d’abord, nous nous contentons le plus souvent de relater leurs exploits, sans y ajouter aucun commentaire. Ce n’est pas notre faute s’il se dégage de notre récit comme une splendeur d’héroïsme chrétien, qui peut offusquer des yeux non catholiques. Et encore faut-il dire que nous connaissons des cas où ces yeux ont pu supporter cette lumière sans aucune peine. En effet, le grand journal méthodiste de Montréal, le *Witness*, en prenait, au contraire, occasion pour écrire le 2 avril 1910: “Le récit des labeurs de ces dévoués ‘princes ‘des missionnaires’, qui parcourent les déserts en prairie ou en forêt, sont dignes des plus héroïques pages de Parkman”.

Dans tous les cas, si nous avons péché par excès d’admiration, nous nous trouvons en bonne compagnie. Nos pages contiennent, en effet, les appréciations les plus flatteuses de nos missionnaires par des protestants comme Alexandre Ross, Alexandre Simpson, sir Georges Simpson, sir John Richardson, lord

18. *The Gazette*, Montréal, 5 mai 1910.

19. *The Province*, Vancouver, 19 mars 1910.

20. 5 juin 1910.

Milton et le Dr Cheadle, lord Southesk, J.-J. Hargrave, Alexandre Begg, Robert-B. Hill, le prof. Macoun, Julien Ralph, H. de Windt, M. Macfie, A. St.Maur, Frances Herring et un huguenot français, Henri de Lamothe. A cette liste déjà longue il nous faut même ajouter les noms de trois ministres protestants, les Rév. G.-M. Grant, J. Ryerson et D. Gordon. Ce sont là tout autant d'auteurs avec une réputation à perdre, comme disent les Anglais, qui ont, de près ou de loin, abordé le sujet des missions catholiques. Sur ce nombre, quelques-uns, comme lord Southesk, le Rév. J. Ryerson et de Windt, ont même été jusqu'à établir entre nos missionnaires et ceux de leurs sectes respectives des comparaisons assez peu flatteuses pour les derniers, liberté que nous ne nous serions jamais permise.

Et pourtant, puisque l'occasion s'en présente, nous pouvons bien souffler ici à l'oreille du révérend Dr Oliver, quitte à le rendre mal à l'aise par de semblables témoignages, que nous aurions pu en citer d'autres, n'eût-ce été que le suivant de lord Somerset, dont nous atténuons considérablement la force en l'écourtant: "Le père X est le missionnaire catholique, et nous avons fait sa connaissance presque immédiatement après notre arrivée. Nous étions ainsi venus en contact avec l'un des hommes les plus remarquables de l'Amérique nord-ouest. Le père X est naturellement un Français, mais son anglais était irréprochable. C'est quelque chose de surprenant de trouver un savant et un homme de science travaillant parmi les Indiens dans une mission isolée du nord. Mais, à en juger par ses ouailles, il est évident que ses talents



n'étaient point employés en vain. Ses sauvages sont immensément supérieurs aux Castors. Ils se bâtissent des maisons en tronc d'arbres, et beaucoup parlent anglais et lisent. . . C'est là un des nombreux exploits extraordinaires de ce prince des missionnaires. . . Ses Indiens ont reçu un grand nombre des avantages de la civilisation, mais aucun de ses inconvénients''<sup>21</sup>.

En outre, il n'est pas nécessaire de savoir lire entre les lignes pour s'apercevoir que notre souci de l'impartialité nous a même porté à accoler à la mémoire de quelques-uns des catholiques dont nous avons eu à parler, quelque chose comme un mot de blâme discret, une critique proportionnée aux exigences du cas, chaque fois que nous croyions ce mot ou cette critique mérité. *Cuique suum*.

Enfin Oliver aborde la question Riel, telle qu'exposée par notre ouvrage. Il a aussi quelques mots sur les démêlés scolaires du Manitoba et de l'Ouest. Il paraît que nous n'avons pas traité le premier point absolument à son goût. Il trouve que cette partie de notre travail sent trop le plaidoyer<sup>22</sup>; mais il admet formellement le bien-fondé de nos contentions relativement à la légitimité du soulèvement et à l'absence de toute révolte chez les métis.

Or comment ce critique en serait-il venu lui-même à partager notre opinion sur cette question, si nous n'étions pas entré dans quelques détails, et produit les arguments nécessaires, appuyés sur des faits incontestables, pour prouver l'absolue fausseté des accusations portées avant nous par tous les auteurs

21. *The Land of the Muskeg*, pp. 227-28; Londres, 1895.

22. *Review*, p. 215.

anglais qui ont écrit depuis Begg? Lorsque l'opinion publique a été si complètement égarée sur un point de cette importance, il faut de toute nécessité s'arrêter quelque peu pour la remettre sur le bon chemin, et il va sans dire qu'en pareil cas les affirmations platoniques de l'historien passent pour non avenues, tant qu'elles ne sont pas accompagnées de preuves convaincantes. Notre familiarité avec le sujet nous a forcé de dire le contraire de nos devanciers: qui se fût cru obligé de prendre notre parole de préférence à celle des autres, si nous n'avions point démontré qu'on s'était jusque-là trompé? Qu'on qualifie cette manière de faire de plaidoyer, ou qu'on lui donne un autre nom, il n'en reste pas moins certain que, dans les circonstances, elle était d'une nécessité incontestable.

D'un autre côté, Oliver approuve sans réserve notre compte rendu de la rébellion de 1885; mais sans opposer le moindre démenti à nos avancés concernant la question des écoles manitobaines, il prétend que nous avons traité celle-ci avec "quelque amertume". Est-ce bien le cas? Peut-être. Mais comment rester froid devant la violation éhontée de la parole solennellement donnée, et les mesures de persécution qui ont jusqu'ici forcé de nombreux catholiques à payer pour l'éducation des enfants protestants, après en avoir fait autant pour celle de leur propre progéniture? N'est-il, par ailleurs, jamais venu à l'esprit de notre censeur que le simple exposé de faits odieux en eux-mêmes suffit parfois pour créer chez le lecteur comme un certain ressentiment, sinon une véritable indignation, qui peut facilement donner le change et faire croire à de l'aigreur chez celui qui



les narre ? C'est là un sentiment purement subjectif, avec lequel l'auteur, comme tel, n'a rien à faire.

Pour éviter toute occasion de susciter pareil sentiment, il nous aurait fallu imiter l'auteur de l'Histoire du Manitoba déjà mentionnée. Malgré les amples proportions de son volume, Schofield croit avoir traité la question scolaire sans avoir dit un mot des droits que les catholiques tenaient de la prescription et de la lettre formelle de la constitution manitobaine, ainsi que des promesses qu'on leur avait faites lors de leur entrée dans la Confédération. Il n'a pas la moindre allusion au fait que les libéraux qui abolirent les écoles séparées avaient été portés au pouvoir par leur engagement formel de ne jamais toucher à ces écoles. Il passe à pieds joints sur les déclarations de Greenway à M<sup>gr</sup> Taché, ainsi que sur la déposition sous serment d'Alloway, et cache soigneusement le fait que le soi-disant règlement Laurier ne fut jamais accepté par ceux pour lesquels il avait été élaboré. Faut-il donc maintenant supprimer tout ce qui peut soulever l'indignation d'un cœur bien né, c'est-à-dire la meilleure partie d'une question comme celle qui nous occupe, pour se montrer impartial et sans "amertume" ? Nous pouvons nous tromper, mais nous n'avons jamais compris ainsi les exigences de l'histoire. Et, sous rapport, nous nous faisons gloire d'être l'humble disciple du grand pape Léon XIII, qui a déclaré que "la première loi de l'histoire, c'est de ne pas mentir; la seconde de ne pas craindre de dire la vérité"<sup>23</sup>.

23. Lettre *Sæpe numero*, 18 août 1883.

Du reste, chacun sait que la suppression du vrai peut altérer, et même dénaturer, une situation tout autant que l'énonciation du faux. N'en déplaise au Dr Oliver, la manière dont Schofield a traité la question des écoles manitobaines est tout simplement une farce, une moquerie. Il n'en a dit que ce qui ne pouvait froisser un protestant honnête, et son lecteur ne peut retirer du chapitre qu'il y consacre qu'une idée absolument fausse, parce qu'incomplète, de cette question.

Est-ce à dire que notre propre Histoire, telle que déjà publiée en anglais et en français, ait été exempte de toute imperfection ? Loin de là. Un certain nombre d'inexactitudes, quelques passages qui sentaient la traduction, des fautes d'impression assez fréquentes, indice habituel de la fragilité humaine, s'étaient au contraire glissés dans les 1257 pages qui contenaient le texte de notre édition française. Ce travail était le premier du genre, et touchait à une multitude de sujets sur lesquels certaines sources d'information n'avaient pas toute la sûreté voulue dans chacun de leurs détails. Notre ambition, à la réalisation de laquelle nous venons de consacrer sept années de travail, a été, non seulement d'éliminer ces petites taches, mais de donner à notre ouvrage, par des additions, nombreuses mais motivées, le fini qui pourrait lui attirer la considération de ceux qui viendront après nous. On nous permettra d'énumérer ici les principaux points sur lesquels portent ces additions.

1° C'est d'abord une prolongation dans notre récit, qui le mène de 1905 à 1915, époque de la mort

de M<sup>gr</sup> Langevin, et date de l'inauguration d'une nouvelle ère pour l'Église catholique dans l'Ouest canadien. C'est là, on le sait, un laps de temps qui, assez court en lui-même, n'en fut pas moins très fécond en œuvres et en événements de toutes sortes. Il en devait être ainsi, puisque, dans ce jeune pays, nous en sommes encore à la période des fondations, et le récit de fondations n'est jamais sans importance.

2° Une description plus complète de la population aborigène, tant esquimaude que peau-rouge, et surtout un exposé sommaire de ses us et coutumes. Nous avons voulu par là satisfaire aux désirs légitimes d'un de nos plus bienveillants critiques.

3° Des détails absolument inédits sur chacun des membres de la famille de la Corne, fameuse dans l'histoire du Canada, et dont l'un fut le dernier gouverneur de l'Ouest sous le régime français. Ces détails forment surtout l'appendice C, et nous les croyons d'autant plus précieux qu'ils sont moins connus<sup>24</sup>. De fait, la plus grande confusion a jusqu'ici régné entre deux de ces personnages, sur lesquels l'histoire ne saurait pourtant se taire.

4° Des renseignements additionnels et tout à fait typiques sur les missions du nord, basés sur une collection de lettres originales des premiers apôtres de ces déserts glacés, dont nous sommes devenu acquéreur depuis la publication de notre première édition française.

5° Des additions importantes aux chapitres qui

24. A ce propos, nous avons une dette de reconnaissance à M. Placide Gaudet, des Archives du Canada, Ottawa, qui nous a puissamment aidé dans nos recherches à cette institution.

traitent de la rébellion de la Saskatchewan et à d'autres.

6° Un exposé plus complet, avec pièces à l'appui, de l'irritante question des écoles manitobaines, ainsi que de plus copieux détails sur la question scolaire du Nord-Ouest avant 1905.

7° Pour un pays neuf comme est l'Ouest canadien, sa genèse, en tant qu'il est peuplé de blancs, doit naturellement se chercher dans sa colonisation. C'est là un sujet sur lequel nous avons cru devoir revenir souvent, et que nous avons, pour la première fois, voulu traiter d'une manière aussi adéquate que possible. Non seulement nous nous sommes efforcé de montrer les efforts faits par les représentants de l'Église catholique pour la promouvoir, et par là contribuer au sain développement du pays, mais nous sommes entré dans quelques détails concernant l'établissement du colon, sa vie et ses difficultés, comme aussi ses agréments.

8° La présente édition contient en outre l'élucidation de plusieurs points de l'histoire plutôt profane du pays, points qui n'en touchent pas moins, de près ou de loin, aux événements d'ordre religieux que nous racontons, et qui n'ont jamais été traités, ou bien que nous croyons n'avoir point attiré l'attention comme ils le méritent, ou bien encore sur lesquels les auteurs n'ont pas, selon nous, été aussi corrects qu'ils auraient pu l'être.

9° Nous avons en outre multiplié, dans cette dernière édition, bien au delà de ce qui se voyait dans les précédentes, ces renseignements sur la fondation de nos paroisses qui ont reçu un si bon accueil du



public. Ces détails portent sur une soixantaine de nouvelles paroisses.

10° De nos jours, on ne tient rien pour dit, et le lecteur intelligent se croit toujours en droit de vérifier les dires d'un auteur. D'où ces nombreuses notes et ces renvois sans lesquels un travail historique ne peut prétendre à paraître autre chose qu'un ramassis plus ou moins indigeste, un résumé plus ou moins sommaire, de ce que les autres ont écrit. Un livre du genre de celui-ci sans notes ou renvois ne peut guère exciter la confiance. C'est ce qui expliquera les nombreuses additions à notre texte, qui fournissent au lecteur ou bien des appels à nos autorités, ou bien des explications qui ajoutent encore au bilan des renseignements fournis par nos pages.

Voilà pour le texte. En ce qui est des illustrations, nous en signalions dans la préface de notre première édition française deux que nous croyions mériter une mention spéciale, à savoir le portrait authentique de Louis Riel et la reproduction de la fameuse cathédrale aux tours jumelles chantée par Whittier. La première reste dans cette édition; mais la seconde est remplacée par une autre, et voici pourquoi.

Il existe un croquis du célèbre temple, maintes fois publié, d'après une aquarelle qui fut, croyons-nous, exécutée de mémoire après l'incendie de 1860. Cette reproduction n'avait aucune garantie d'authenticité, et, pour cette raison, ne pouvait figurer dans nos pages. Or il était à la connaissance des chercheurs, qu'une photographie de l'édifice avait été prise en 1858 par l'expédition Hind. Elle est

même mentionnée à la fin de son rapport officiel, comme devant se trouver dans un récipient ménagé à cet effet dans la couverture du dit volume<sup>25</sup>. Malheureusement, notre exemplaire ne la contenait point, et des recherches faites dans l'est à l'effet de la découvrir demeurèrent sans résultats.

Faute de mieux, nous fîmes donc exécuter un dessin de la cathédrale, d'après une peinture à l'huile qui représentait sa façade et les souvenirs des anciens en ce qui était du corps même de l'édifice. C'est ce que nous crûmes pouvoir donner comme la véritable cathédrale de M<sup>sr</sup> Provencher.

Quelque temps après, un grand chercheur dans le champ des origines manitobaines, le Dr C.-N. Bell, de Winnipeg, voulut bien nous envoyer spontanément un exemplaire de l'antique photographie, qu'il avait trouvée nous ne savons où. Inutile d'ajouter que nous avons été enchanté de la faire graver. Nous avons donc là, à ne pas s'y méprendre, "la cathédrale (catholique romaine) de Saint-Boniface et le couvent sur les bords de la rivière Rouge, en face du fort Garry", tels que l'une et l'autre étaient en 1858, et nous sommes fiers de pouvoir enfin offrir au lecteur une représentation absolument authentique du fameux temple, dont les tours jumelles contenaient

Les fières cloches de la mission romaine  
Qui, dans leur double tour secouant leur crinière,  
Hélent le nautonnier voguant sur la rivière,  
Appellent le chasseur attardé sur la plaine.

25. Il ne faut pas confondre ce livre de HIND avec son ouvrage en deux volumes sur le même sujet, mais pour le public ordinaire. Le premier est de nature strictement scientifique, et destiné sur toute ceux qui lui avaient confié sa mission.



Bref, nous rendant bien compte du fait que, selon l'ordre naturel des choses, cette refonte de notre Histoire doit être finale en ce qui nous concerne personnellement, nous nous sommes efforcé de la rendre non seulement aussi exacte, mais encore aussi complète, que possible. Pourtant, il n'est que juste d'ajouter que, dans les quatre volumes qui succèdent aujourd'hui aux trois de nos éditions françaises, nous n'avons nullement visé à être long; nous avons simplement voulu, autant que possible, éviter des lacunes qu'on pourrait plus tard regretter, ou enrichir nos pages de renseignements qu'on appréciera un jour, sinon dès maintenant.

D'aucuns, considérant uniquement l'extrême jeunesse du pays dont nous traitons, seront peut-être portés à taxer d'exagération les proportions que nous avons données à cette Histoire. S'il en est ainsi, nous nous permettrons de leur faire remarquer que, pendant longtemps, l'Église s'est développée surtout dans les froides régions du nord, et y a donné lieu à des travaux qui ne se relatent pas convenablement en quelques pages. Ces régions ont perdu, il est vrai, de leur importance comme théâtre d'action religieuse; mais cet amoindrissement est plus que compensé par le développement extraordinaire qu'ont pris les immenses plaines du sud.

Ensuite, il serait bien inutile de fermer les yeux sur le fait que l'Ouest canadien est appelé à un rôle dont on ne s'est pas toujours rendu compte en certains quartiers. Déjà, depuis l'apparition de notre première édition, ce pays a fait des pas de géant dans la voie du progrès, et énormément augmenté en importance

politique et religieuse. Le jour n'est pas loin, croyons-nous, où le centre du Dominion, le cœur du Canada, se trouvera à l'ouest du lac Supérieur. On sera bien aise alors d'avoir sur la contrée tout entière un exposé historique assez complet, exposé dont la préparation deviendra de plus en plus difficile, au fur et à mesure que le laps des ans éloignera des faits à noter. Nous écrivons pour l'avenir, et plus tard on nous en saura peut-être gré.

Au point de vue religieux, pas moins de trois diocèses en règle, ainsi que deux vicariats apostoliques se sont ajoutés à ceux qui existaient lors de notre première édition, et cela sans compter le diocèse extra-territorial des ruthènes, qui, lui aussi, a été créé depuis. D'un autre côté, ce n'est un secret pour personne que l'érection d'au moins un autre se prépare doucement. Six évêchés de plus en quelques années, voilà certes un indice de progrès bien réels, et le prélude d'une importance qui ne pourra bientôt plus s'ignorer.

Il y a deux manières d'écrire l'histoire. On peut d'abord s'appliquer à narrer le plus de faits possible, quitte à se permettre de temps à autre quelques explications, courtes réflexions ou brèves remarques ayant trait au sujet, ne fût-ce que pour reposer un peu le lecteur. Ou bien l'on se contentera des événements les plus saillants, et l'on en prendra occasion pour s'embarquer dans de longues gloses, dissertations, preuves et considérations d'ordre plus ou moins philosophique. A notre humble avis, cette dernière méthode serait un véritable hors d'œuvre dans un ouvrage comme le nôtre. Étant le premier du genre en

ce qui est de la région dont il s'occupe, et traitant surtout des origines d'un nouveau peuple, il doit poser autant de bases que possible, sur lesquelles les auteurs à venir pourront étayer toutes les thèses qu'ils voudront.

Pour un pays neuf comme est l'Ouest canadien, le temps n'est pas encore venu de se livrer à ce qu'on est convenu d'appeler la philosophie de l'histoire.

Et puis, dans l'espèce, les faits ne sont-ils pas assez éloquents par eux-mêmes ? Qu'est-il besoin d'en prendre texte pour broder autour d'eux de laborieux enjolivements et d'interminables commentaires ? D'un auteur contemporain qui réussit mieux dans la littérature historique que dans l'histoire proprement dite, on a écrit qu'il "en vient parfois à négliger le récit, par amour du décor", et l'on ajoute : "Le cinéma présente des scènes intéressantes ; mais l'on préférera toujours le théâtre où l'on parle"<sup>26</sup>. Sans vouloir hasarder la moindre comparaison, même indirecte, il nous semble que ce reproche ne pourra guère nous être adressé. D'aucuns croiront même peut-être que nous sommes tombé dans le défaut contraire.

En effet, nous avons tenu à narrer, ou plutôt à laisser parler, les faits, que nous avons donnés nombreux et généralement dans l'ordre chronologique, laissant à d'autres le privilège de mettre à nu leur petite personnalité psychologique et d'étaler au grand jour l'acuité de leurs facultés mentales, en accumulant considérations sur considérations, au détriment de l'exposé des événements, pour lequel

26. *La Revue Moderne*, 2<sup>e</sup> année, p. 18.

il ne restera plus la place qui lui convient normalement.

Un mot maintenant dans un autre ordre d'idées. Un historien américain termine ainsi la préface d'un de ses livres: "Bien que, pour la préparation de ce volume, nous ayons dû patiemment colliger et faire de grandes recherches, d'autres écrivains l'ont copié sans nous donner le crédit exigé, et ont souvent ajouté l'injustice au plagiat. Nous espérons que l'honneur et l'honnêteté des nôtres les empêcheront d'encourager un procédé si peu honorable"<sup>27</sup>.

Sans vouloir aucunement critiquer cette remarque d'un auteur qui avait probablement une famille à faire vivre, nous déclarons que, quant à nous, nous avons travaillé plus pour le bien général que pour nos intérêts personnels. C'est ce qui nous a permis de voir sans réclamer une condensation de notre Histoire publiée par un auteur protestant, qui n'a pas jugé à propos de nous mentionner une seule fois à cette occasion, bien que nombre de nos idées et parfois plusieurs de nos phrases y soient reproduites, et qu'il se soit approprié certaines de nos gravures, auxquelles nous avons légalement un droit exclusif. Comme nous désirons avant tout la diffusion de la vérité, nous laissons chacun libre de puiser dans nos pages les renseignements dont il pourrait avoir besoin, quitte à lui d'en indiquer la source si le sentiment de la justice et de l'honneur l'y portent.

Saint-Boniface, 2 juillet 1921.

27. *History of the Catholic Church in the United States*, par J.-Gilmary Shea, fin de la préface; New-York, 1879.



# PRÉFACE

## DE LA PREMIÈRE ÉDITION FRANÇAISE

---

L'histoire de l'Église catholique dans l'Ouest canadien est une succession d'actes d'héroïsme, de fidélité au devoir dans les plus pénibles circonstances, de souffrances patiemment endurées et d'émouvantes aventures qui ont été à peu près sans parallèle dans les temps modernes. Dans le but d'améliorer la condition morale et matérielle des humbles de ce monde et de les faire entrer au bercail, les missionnaires ont dit un éternel adieu à leur foyer et se sont ensevelis dans les neiges du Nord, les sombres forêts de l'Extrême-Ouest et les vallées qui découpent les grandes prairies du Centre, y menant une vie de sacrifice inconnue des hommes, mais précieuse aux yeux de Dieu.

L'histoire de l'Église dans ces régions sans bornes est en pratique celle du pays lui-même. Les premiers sur le champ des explorations et des découvertes, les catholiques y restèrent longtemps les seuls représentants de la civilisation, et lorsque des gens d'autres croyances affluèrent à cette terre promise, les descendants des pionniers que furent nos explorateurs et nos coureurs de bois surent affirmer leur droit non seulement à la vie dans leur pays natal, mais encore à une juste part d'influence dans la direction des affaires publiques.

Pour ne mentionner que ce qui a trait au territoire connu aujourd'hui sous le nom de Manitoba, le premier gouverneur de la colonie qui en fut l'embryon était un catholique convaincu; les premiers missionnaires de l'Évangile dans son périmètre étaient catholiques. Ce furent nos coreligionnaires qui arrachèrent la liberté du commerce au monopole sous le joug duquel gémissait le pays. Ces mêmes catholiques jouèrent plus tard un rôle prépondérant dans la direction de la jeune nation qui croissait lentement sur les bords de la Rouge, et ce sont aussi des individus de la même foi que les Manitobains d'aujourd'hui doivent remercier des garanties constitutionnelles dont ils jouissent ou auxquelles ils ont un droit légal.

Même dans la lointaine Colombie Britannique, nous voyons des catholiques agir partout en pionniers. L'exploration du nord de cette contrée et l'effroyable descente et exploration de sa grande artère fluviale, le torrentiel Fraser, furent l'œuvre d'un catholique, secondé par un catholique, accompagné de rameurs catholiques. Les premiers blancs qui résidèrent sur l'île de Vancouver et la partie du continent qui lui fait face, ainsi que les missionnaires qui portèrent pour la première fois la lumière de l'Évangile à l'une et à l'autre de ces contrées étaient des catholiques. Même de nos jours, nous voyons que le premier enfant né dans la métropole commerciale du Pacifique canadien, Vancouver, fut le rejeton de parents catholiques et reçut le baptême des mains d'un prêtre catholique.

Nous pouvons conclure de ce qui précède qu'il



n'est point trop tôt de consigner sous une forme durable ce que l'Église a fait pour ces immenses régions. Pour la même raison, il doit être permis d'espérer que, à moins d'avoir complètement échoué dans la tâche que nous nous sommes imposée—ou plutôt que nous ont confiée des personnes dont nous n'avons pas le droit de négliger les désirs—notre ouvrage contient des éléments d'intérêt pour la plupart des lecteurs. L'historien devrait pouvoir y trouver des données qui dénotent une remarquable évolution de la sauvagerie la plus complète à une civilisation relative, l'ordre venant après le chaos, et cette organisation qui est caractéristique d'une société bien ordonnée succédant au stage le plus primitif par lequel a passé la grande famille humaine, tandis que ses dernières parties devraient révéler les progrès les plus satisfaisants et une extension presque sans précédent dans le champ d'action de l'Église catholique.

Abstraction faite de la satisfaction qu'il retirera de la contemplation de cet heureux résultat et des différentes étapes qui y ont conduit, le lecteur devrait trouver dans nos pages assez de matière à son goût pour le compenser de ce qui pourrait ne pas l'intéresser. Dans cet ouvrage, comme dans notre *History of the Northern Interior of British Columbia*, que le grand public reçut avec une faveur si marquée, notre ambition constante a été de combiner l'intérêt avec l'exactitude des faits que nous relations. Dans ce but, nous n'avons point considéré comme contraire au sérieux et au discernement qui doivent être le propre de tout historien de donner un peu de

vie à notre récit, en y introduisant des détails concernant certains incidents d'une importance médiocre, mais d'un frappant qui ne pouvait manquer de faire impression. Nous avons toujours cru que la ressemblance d'un portrait, les traits caractéristiques d'une physionomie résultent souvent de coups de pinceau qui, pris séparément, ne signifient rien, mais qui n'en sont pas moins de la plus haute importance si l'on considère les éléments qu'ils sont appelés à modifier et à déterminer.

Cette considération expliquera la présence dans nos volumes de récits détaillés comme, par exemple, le massacre du P. Aulneau et de ses compagnons; l'épisode de Saint-Pierre avec les braves assiniboines; la déplorable affaire de la Grenouillère; l'émeute des métis pour venger l'insulte faite à l'un des leurs en 1834, et, plus tard, pour mettre fin aux exactions de la compagnie de la baie d'Hudson; le meurtre de M. Darveau; la bataille d'une poignée de métis avec deux mille Sioux; la rencontre de M<sup>sr</sup> Grandin avec le faux Fils de Dieu, ainsi que les dangers qu'il courut sur la glace du Grand lac des Esclaves; la terrible nuit passée par le P. Lacombe entre deux partis de guerre, son intervention opportune contre la rage des Pieds-Noirs qui assiégeaient le fort Edmonton, non moins qu'en faveur des autorités du Pacifique-Canadien; la triste aventure de M. Goiffon et la destruction de la cathédrale de Saint-Boniface qui s'ensuivit; la fin prématurée des PP. Eynard, Lamure, Hert et Chapelière, de M. Graton, du F. Hand et de Louis Dazé; le terrible sort du F. Alexis; la mésaventure du P. Lefebvre

abandonné des Esquimaux sur les bords d'une rivière arctique; l'attentat contre la vie de M. Brabant; l'épisode de la Martre et ses conséquences; le massacre du lac la Grenouille; l'assassinat de M<sup>gr</sup> Seghers, et tant d'autres circonstances du même genre.

Celui qui a des préférences pour l'histoire non ecclésiastique trouvera aussi dans nos pages une relation absolument authentique des explorations et des découvertes des Français dans l'Ouest canadien; des détails inédits sur l'établissement de la colonie de la Rivière-Rouge et sur l'état de ce pays à l'époque où elle fut inaugurée. Il sera témoin de la naissance et du développement au centre du continent de l'Amérique du Nord de ces institutions coloniales qui eurent pour résultat final l'incorporation d'un État minuscule dans la grande confédération canadienne.

Par-dessus tout, le lecteur y trouvera ce que nous nous sommes efforcé de rendre une relation impartiale, basée sur des sources d'information absolument inattaquables, de l'insurrection de la Rivière-Rouge. Cette relation a été écrite avec d'autant plus de soin qu'elle était originellement destinée à un public anglais. Nous nous permettons d'attirer l'attention sur cette partie de notre ouvrage, dans l'espoir que la lumière toute nouvelle que nous avons essayé de projeter sur cette période troublée ne contribuera pas peu à dissiper les ténèbres des contes et des insinuations sans fondement que presque tous les auteurs anglais ont donnés comme autant de points d'histoire incontestés.

L'alerte fénienne et les conséquences du mouvement de protestation contre les empiètements sur les droits des premiers Manitobains y trouveront aussi la place qu'elles méritent. Le soin tout particulier avec lequel l'Église a toujours veillé sur l'éducation de la jeunesse sera pareillement mis en lumière, et le lecteur désireux de s'instruire, au lieu de se laisser guider par ses préférences politiques, aura aussi dans nos pages un exposé aussi impartial que nous avons pu le faire des différentes phases qu'a suivies la fameuse question des écoles du Manitoba.

Rien n'a été épargné pour rendre cet exposé aussi exact que possible. Nous nous sommes dans ce but servi, non pas simplement des comptes rendus qui en ont déjà paru, mais des différentes publications contemporaines qui s'y rapportent spécialement, telles que, par exemple, les brochures si documentées de M<sup>gr</sup> Taché et du P. Leduc, celles de l'avocat Ewart et de son adversaire, M. Wade, ainsi que plusieurs autres qui ne portent point de nom d'auteur. Nous avons étudié le très rare et confidentiel volume sur la même question publié à Rome par les soins, à n'en pas douter, de sir Wilfrid Laurier lui-même; nous avons parcouru avec soin les rapports des différents procès qui résultèrent de la lésion des droits des catholiques manitobains, et pris connaissance des volumineux débats—1164 colonnes petit texte—pour et contre ces mêmes droits qui agitèrent le Parlement fédéral au printemps de 1896.

Nous espérons également que, dans le récit des hauts faits au crédit de tous les rangs de la grande armée de l'Église sur les plaines de l'ouest, l'écono-



miste pourra se rendre compte de l'accroissement et de l'évolution de la population et observer la part que les catholiques ont prise dans la direction des affaires publiques au Manitoba et ailleurs, ainsi que le rôle qu'ils ont joué dans la fondation des nouveaux centres d'activité humaine.

Enfin nous nous flattons que celui qui s'intéresse aux choses du passé en général, et en particulier à ces figures qui sont sûres de passer à la postérité, ne sera pas fâché de voir, émaillant les pages de nos volumes, les autographes de nos principaux héros, laïques aussi bien qu'ecclésiastiques, ainsi que certaines illustrations pratiques des moyens dont se sont servis les missionnaires pour donner l'instruction religieuse et profane à leurs ouailles.

A propos d'illustrations, nous pourrions peut-être en signaler deux qui méritent une mention spéciale: nous voulons parler de celle qui représente la fameuse cathédrale aux tours jumelles chantée par le poète Whittier, que nous présentons au lecteur sous sa forme authentique, et le portrait du chef métis de 1869 et de 1885, qui est la reproduction exacte d'une photographie très ressemblante, non pas un croquis plus ou moins fidèle le représentant tel qu'il était à une époque où les intérêts de sa sécurité personnelle le forçaient à se déguiser.

Un autre point sur lequel nous pourrions attirer l'attention sera surtout apprécié des gens qui se sont établis à l'ouest du Manitoba. Combien y a-t-il d'habitants, par exemple, de Calgary qui sont familiers avec l'origine de leur charmante cité? Ils la trouveront exposée tout au long dans nos pages. On peut



en dire autant des villes ou villages, non seulement de Winnipeg et de Saint-Boniface, ainsi que de la plupart des paroisses du Manitoba, mais encore de Régina, Lebret, Battleford, Prince-Albert, Saint-Louis, Bellevue, Domrémy, Bonne-Madone, Lac-Canard, Marcelin, Végreville, Edmonton, Saint-Albert, Morinville, Legal, Saint-Paul des Métis, Sainte-Anne, Lacombe, Leduc, Lethbridge, Pincher-Creek, Gleichen, etc, sur les grandes prairies, et celles de Victoria, New-Westminster, Vancouver, Kamloops, Fernie, Vernon et d'autres places en Colombie Britannique.

Au cours du présent ouvrage, nous nous sommes appliqué à être aussi impartial que possible. Nous ne sommes point par nature partisan des panégyriques, pas plus que nous ne croyons à l'opportunité de critiques à outrance. Nous pensons que, dans les choses de ce monde, le succès est loin d'être le partage de toutes les entreprises. Lorsqu'il est question d'actes humains, alors même que ceux-ci n'ont d'autre but que la plus grande gloire de Dieu, les échecs sont assez souvent la récompense de la bonne volonté.

D'un autre côté, parce que nous avons constamment essayé de donner à chacun ce qui lui est dû, nous aurions voulu ne point rencontrer sur notre chemin une certaine classe d'individus, dont il nous était impossible de laisser les actes et les paroles sans un mot de blâme. Pour cette raison, quelques lecteurs non catholiques seront probablement tentés de voir dans notre critique de leur conduite des traces d'animosité contre les sectes auxquelles ils appartiennent, malgré les censures non déguisées

que leurs propres coreligionnaires ne leur ont pas ménagées. Nous préférons pourtant dire la vérité, même lorsqu'elle est accompagnée de l'appréhension de pareils soupçons, plutôt que d'excuser des actes et des paroles qui violaient toute loi professionnelle.

De plus, au lieu de chercher des occasions de censurer les antagonistes de nos missionnaires, nous les avons, au contraire, évitées avec le plus grand soin, autant du moins que le permettait l'exposition des labeurs de ces derniers. Lorsqu'il nous a été impossible d'omettre toute mention des premiers, nous nous sommes efforcé d'être aussi discret que possible.

Du reste, même nos meilleurs amis ne tarderont pas à s'apercevoir que nous avons usé vis-à-vis d'eux de la même liberté d'appréciation. L'historien a, croyons-nous, des droits tout spéciaux à la plus grande indépendance, et ce serait pour lui prévariquer que de ne point s'en servir.

Mais nous aimerions qu'il fût bien entendu que le principal mérite de cet ouvrage, s'il en a, consiste dans l'originalité de son contenu. C'est un livre de première main, écrit d'après des sources d'information jusqu'ici inconnues, ou du moins peu exploitées, non pas une vulgaire réédition de matériaux déjà publiés par différents auteurs, comme c'est le cas pour un trop grand nombre d'ouvrages qui paraissent de nos jours sur des sujets apparentés au nôtre. Même en ce qui touche à des questions historiques qui ont déjà été traitées par des spécialistes, telles que, par exemple, les origines françaises du

centre du Canada, nous nous sommes toujours fait un devoir de recourir pour nos autorités aux toutes premières sources, comme les lettres manuscrites de Lavérendrye, ses mémoires et ses journaux de voyage, ainsi que ceux du gouverneur de Beauharnois, de Legardeur de Saint-Pierre, etc.

Pour notre exposé de la fondation de la colonie de lord Selkirk, nous avons parcouru avec soin la volumineuse correspondance de cet homme réellement supérieur, ainsi que celle de son lieutenant Miles Macdonell et de certains autres. En ce qui est de l'établissement permanent de l'Église dans l'Ouest canadien et de son histoire pendant les premières années de ce pays, nous nous sommes basé sur les originaux des lettres échangées entre les évêques de Québec et leur représentant sur les grandes plaines occidentales, ainsi que son clergé. La publication officielle des Oblats de Marie-Immaculée—qui ne circule point en dehors de leurs maisons, et peut, pour cette raison, être comparée à un manuscrit qui dort sous la poussière d'une bibliothèque peu achalandée—nous a fourni la plupart de nos données sur les travaux de leurs missionnaires dans le territoire dont nous nous étions imposé l'étude. Enfin, lorsque nous en sommes venu à esquisser la fondation et les développements des différents groupes de l'Ouest, nous nous sommes adressé à la source la plus sûre en pareil cas : les registres de ces paroisses et ceux qui en ont aujourd'hui la garde, c'est-à-dire les curés actuels qui ont pu se renseigner près des pionniers locaux.

Ce sont là autant d'autorités de première main.

Nous avons en outre recouru à l'occasion à des ouvrages d'une certaine importance, comme les histoires plus ou moins complètes du Manitoba, de l'ouest et de la Colombie Britannique, par Ross, Gunn et Tuttle, Hargrave, Hill, Begg, Bryce, Dugas et nous-même, sans négliger les volumes et les brochures de cadre plus restreint, ou qui n'ont qu'un caractère partiellement historique, comme la vie monumentale de M<sup>sr</sup> Taché par Dom Benoît, les *Vingt Années de Missions* de ce prélat, et les ouvrages ou compilations de Masson, Ross Cox, Southesk, Milton et Cheadle, Mayne, Macfie, W. Pike, Petitot, Prud'homme et peut-être une soixantaine d'autres, dont les titres figurent dans notre Bibliographie.

Pour les troubles politiques de 1869 et de 1885, nos autorités ont été des plus abondantes. On les trouvera souvent indiquées au cours des copieuses notes qui accompagnent les chapitres affectés à cette double époque. La pittoresque figure historique de Louis Riel occasionna toute une série de livres et de brochures, dont la plupart ne sont guère que des pamphlets dus aux passions politiques. Nous les avons tous vus, mais ils ne nous ont pas tous servi. Nous avons préféré nous en rapporter aux documents officiels, surtout aux comptes rendus des dépositions faites sous serment, par des personnes qui avaient été mêlées aux événements dont elles parlaient. Le livre intitulé *The Creation of Manitoba*, par cet Anglais à l'esprit droit qui avait nom Alexandre Begg, nous a aussi été de la plus grande utilité relativement aux détails de l'insurrection de la Rivière-Rouge.

Nous sommes fier de posséder tous les documents



imprimés qui nous ont aidé dans l'accomplissement de notre tâche. Mais il va sans dire que les nombreux manuscrits que nous avons examinés en préparant cette histoire ne se trouvent point chez nous, mais sont soigneusement serrés en divers endroits, à l'abri des indiscretions de tout œil profane. Nous n'avons pourtant rencontré aucun cerbère inexorable préposé à leur garde, mais au contraire des intellectuels pleins d'obligeance et toujours prêts à permettre un examen approfondi de leurs trésors.

Il nous est donc on ne peut plus agréable de remercier publiquement ici M. le D<sup>r</sup> L. Saint-Georges Lindsay, gardien à l'archevêché de Québec de la plus précieuse collection de manuscrits qui existe au nord du Mexique, sinon dans toute l'Amérique du Nord; le R. P. A.-E. Jones, S. J., le savant archiviste des Jésuites de Montréal; les D<sup>rs</sup> Doughty et Roy, respectivement directeur et assistant des Archives du gouvernement fédéral à Ottawa, ainsi que le D<sup>r</sup> J. Prud'homme et l'abbé D. Lamy qui, sur l'ordre de M<sup>gr</sup> Langevin, nous ont laissé avoir accès aux importants documents dont ils ont successivement été chargés à l'archevêché de Saint-Boniface.

D'autres personnes, trop nombreuses pour être mentionnées nommément, nous ont, comme nous l'avons donné à entendre, plus ou moins aidé par leurs réponses à nos questions. Le R. P. H. Leduc, O. M. I., vicaire général de Saint-Albert, mérite sous ce rapport une mention toute spéciale, ainsi que le R. P. Le Chesne, O. M. I., de Vancouver. L'un et l'autre ont droit à nos plus sincères remerciements, que nous envoyons également à tous ceux qui ont bien voulu nous aider dans la mesure de leur compétence.



Une ou deux remarques sur l'origine et le contenu de notre histoire sous sa présente forme compléteront ces notes préparatoires. La plupart de ceux qui la liront n'ignorent pas que, pour des raisons toutes spéciales et qu'on a reconnues comme parfaitement valables, elle a d'abord paru en anglais. N'était l'apparence extérieure de cette nouvelle publication, ils seraient peut-être étonnés de ne la point voir donnée comme une traduction de la première. Mais l'examen le plus superficiel du présent ouvrage suffira, pensons-nous, pour les convaincre que celui-ci a d'excellentes raisons pour prétendre à la nouveauté. Trois volumes d'environ 430 pages de matière à lire, au lieu de deux qui n'en contiennent qu'une moyenne de 350, suggèrent une assez grande différence pour qu'un certain degré d'originalité s'attache à la nouvelle publication.

Nous ne pouvons nous empêcher de croire que celle-ci arrive à point. Winnipeg vient de célébrer le centième anniversaire de l'arrivée des premiers colons qui transformèrent ces régions autrefois si sauvages en un pays civilisé. Nous espérons que de nombreux lecteurs prendront occasion de l'apparition de notre livre pour se familiariser avec les hauts faits de ces colons, de ceux qui leur succédèrent, et surtout des missionnaires qui rendirent possibles leur établissement et leurs succès au milieu des hordes plus ou moins hostiles qui les avaient précédés dans ces immenses régions, qui sont devenues le grenier d'abondance du Canada, en attendant qu'elles en forment le centre politique et social.

Winnipeg, 9 octobre 1912.



# L'ÉGLISE DANS L'OUEST CANADIEN

## LIVRE I

### PRÉPARATION

---

#### CHAPITRE I

##### LES ABORIGÈNES

1650

Il y a trois cents ans, la vaste région qui s'étend entre le lac Supérieur et les montagnes Rocheuses, dans l'Amérique du Nord, pouvait passer pour un pays solitaire et silencieux. Ni les sombres forêts à l'est de la rivière Rouge, ni les prairies sans fin qui se déroulent à l'ouest de ce cours d'eau ne connaissaient en aucune manière ce qu'il nous plaît d'appeler la civilisation. De fait, les unes et les autres étaient à peu près désertes. C'est à peine si, çà et là, quelques hordes d'Indiens aux mœurs primitives, nombreux en comparaison de ce que sont aujourd'hui leurs descendants, bien que d'importance numérique insignifiante relativement à l'étendue des terres au travers desquelles ils erraient, disputaient au bison la libre possession du sol.

Immédiatement au nord et au nord-ouest de la Rouge, ces terres s'affaissent par endroits, pour donner asile à d'immenses pièces d'eau, poissonneuses et généralement peu profondes en proportion de leur superficie, dont les principales sont, de temps immémorial, connues sous les

noms de lacs Winnipeg <sup>1</sup>, Manitoba <sup>2</sup>, et Winnipegosis <sup>3</sup>. D'autres, de moindre importance, ont depuis l'introduction de notre civilisation, porté les noms de Dauphin, Poule d'Eau, Bourbon ou aux Cèdres, etc., sans compter la multitude de nappes qui émaillent les déserts contigus aux premiers. Ces mornes étendues sont, elles aussi, coupées de nombreux cours d'eau, tels que la Saskatchewan <sup>4</sup>, qui traverse tout l'Ouest central après avoir pris naissance dans les neiges des montagnes Rocheuses; le Churchill, le Nelson et d'autres qui, après s'être endormis en maint remous, sinuosité et élargissement momentané, se précipitent dans la baie d'Hudson, en se créant un passage au travers des plus grands obstacles naturels qu'on puisse imaginer.

A l'ouest de ces innombrables bassins, s'étendent à perte de vue ces vastes plaines dont les aborigènes d'abord, puis les colons qui les ont à peu près supplantés, vont faire en grande partie l'objet de cet ouvrage.

Pendant des centaines de milles à la fois, ces plaines sont unies comme la surface d'un liquide qui repose dans un vase, comme une eau paisible immobilisée par la gelée. Ou plutôt c'est la mer, le grand océan un jour de calme parfait, avec des horizons sans bornes et des distances incommensurables. Puis la surface de ces immensités semble graduellement s'animer. Elle s'élève légèrement en des places pour s'abaisser proportionnellement en d'autres. On dirait le même océan agité par quelque force intérieure, comme la houle qui succède à la tempête. De béantes déchirures dans la prairie, des vallées étroites et irrégulières produisent même parfois l'illusion d'un furieux coup de vent, qui aurait creusé un sillon dans

1. Sale étendue d'eau, eau bourbeuse, en algonquin.

2. Détroit de l'esprit.

3. Petit Winnipeg.

4. Abréviation de *Ni-Siskatchiwan*, courant rapide.

une mer solidifiée aussitôt après, sous l'action de quelque baguette magique.

Le tout est invariablement recouvert d'un tapis de verdure, une herbe courte, fine et drue, et généralement dénué d'arbres, excepté le long des rares cours d'eau, sur quelques élévations appelées localement montagnes, ainsi qu'au nord de la Saskatchewan et dans la vallée de la rivière Rouge, où des bosquets de trembles et autre menu bois diversifient un peu le paysage.

Au sud du fleuve Churchill, d'une part, et de la branche nord de la Saskatchewan, d'autre part, les peuplades qui étaient alors les seuls habitants de ces vastes domaines se divisaient en quatre tribus, qui pouvaient se réduire à deux grandes familles ethniques. Du Sault Sainte-Marie, près du débouché du lac Supérieur, au lac des Bois, quelques centaines de milles à l'ouest, les Chippeways ou Sauteux, ainsi appelés du nom de leurs quartiers généraux <sup>5</sup>, régnaient au nombre d'au moins trente-cinq mille, et peuplaient d'une certaine manière les bords rocailleux des lacs et les sombres retraites des bois.

Au nord et au sud de la présente frontière des États-Unis, leurs voisins immédiats à l'ouest étaient leurs congénères, les Cris ou Christinaux, comme les Français les appelèrent d'abord, appliquant à la tribu entière le nom d'une de ses bandes <sup>6</sup>. C'était une puissante peuplade, dont les membres, actifs et énergiques, passaient leur vie nomade dans un point ou dans un autre du territoire

5. Le Sault Sainte-Marie.

6. Christinaux, Killistinos, Kristinaux, ou Kinistineaux, est la forme française de *Kenistenoag*, l'un de leurs noms aborigènes. Comme les Sauteux, les Cris étaient originairement enfants des bois, mais furent attirés vers la plaine par l'abondance des buffles. Une partie de la nation, appelée Cris des bois, est retournée à son ancien habitat, mais sous une latitude différente, c'est-à-dire juste au nord des grandes prairies. Ces Cris sont plus simples et plus faciles à convertir au christianisme que les Cris des prairies.



sis au sud du Churchill, à partir du lac des Bois et de la baie d'Hudson, à l'est, presque jusqu'aux montagnes Rocheuses, à l'ouest. Là ils confinaient à leurs ennemis héréditaires, les fameux Pieds-Noirs, tribu d'humeur belliqueuse de la même famille algonquine, qui était composée d'Indiens aussi essentiellement chasseurs sur les grandes plaines que les Cris étaient originellement trappeurs dans les bois.

Les premiers eurent d'abord leur habitat le long de la Saskatchewan, où ils pouvaient compter vingt mille âmes.

Mais, à l'époque qui nous occupe, ils venaient d'être chassés au sud-ouest, et regardaient comme leur patrimoine la région qui s'étend d'un point légèrement au nord de la rivière à l'Arc jusqu'au Missouri supérieur, et au delà. Ce déplacement avait résulté d'une alliance des Cris avec une des branches de la famille siousse, désignée d'abord sous le nom d'Assiniboëls, et connue aujourd'hui comme les Assiniboines, c'est-à-dire "ceux qui font cuire au moyen de pierres"<sup>7</sup>. Brouillés avec leurs frères des grandes plaines américaines, ces aborigènes avaient émigré vers le nord, où les Cris leur avaient donné l'hospitalité. Ceux-ci leur assignèrent d'abord les terres incultes que nous voyons entre les lacs Winnipeg et Manitoba, au nord, et la vallée de la rivière à laquelle les nouveaux venus devaient donner leur nom, au sud, mais les laissèrent ensuite se répandre vers la source de ce cours d'eau et de ses tributaires.

Au moment de leur séparation du corps principal de leur nation, les Assiniboines pouvaient être évalués à quinze mille âmes, tandis que les Cris étaient probablement quatre fois aussi nombreux<sup>8</sup>.

7. *Assini*, pierres; *abwan*, il rôtit, fait cuire.

8. Les Cris sont aujourd'hui près de quinze mille. Or un "traîtreur" de fourrures (mot employé au Canada dans le sens de "commerçant" en cette espèce de produits), John Macdonell, écrivait en 1797 que,

Ainsi que les Cris qui les avaient traités si généreusement, les Assiniboines étaient constamment en guerre, non seulement avec les Pieds-Noirs, mais même et surtout avec leurs propres parents, les Sioux qui, de temps immémorial, avaient en outre à repousser les attaques des Sauteux de l'est<sup>9</sup>.

Au nord de ces importantes tribus, allaient et venaient les innombrables bandes de la grande famille dénée, dont ample mention sera faite en temps et lieu, tandis que, de l'autre côté des montagnes Rocheuses, des hordes moins homogènes et relativement populeuses, qui seront décrites lorsque nous traiterons de la Colombie Britannique, étaient plus sédentaires et s'adonnaient surtout à la pêche du saumon et autre poisson.

Toutes les peuplades indigènes des grandes plaines canadiennes avaient des coutumes et une religion à peu près semblables. Vêtus au complet—ce qui arrivait rarement aux hommes en été—ces aborigènes portaient en guise de manteau la peau d'un bison, dont la chair leur servait aussi de nourriture, avec des mitasses, ou guêtres, ornées de franges le long de la couture extérieure, et des

“à cause de leurs guerres avec leurs voisins, la petite vérole de 1780-81 et d'autres calamités publiques, il ne reste pas aujourd'hui le tiers de la nation” (dans MASSON, *Les Bourgeois de la compagnie du Nord-Ouest*, vol. 11, p. 277). En supposant, par impossible, que les Cris n'aient pas diminué depuis 1797, ceci nous donne un total de plus de quarante-cinq mille. On sait en outre qu'une autre visite du même fléau balaya en 1838 au moins la moitié de la population des grandes plaines de l'Ouest canadien. D'où l'on peut aisément conclure que le chiffre de soixante mille n'est pas du tout exagéré en ce qui est du nombre des Cris avant l'arrivée des premiers blancs, avec leurs maladies contagieuses et leur eau de feu non moins fatale à la race peau-rouge.

9. Le mot Sioux vient de Nadowessioux (ou mieux Nadowesiw), nom sous lequel les Sauteux connaissaient l'une de leurs principales tribus, celle des Dakotas. Il signifie serpents ou aspics, et par métaphore ennemis. D'autres ne voient dans ce nom qu'un mot iroquois, qui voudrait dire: petits Iroquois.

mocassins, chaussure en cuir mou de même provenance, ou de quelque autre espèce de peau tannée. Indépendamment du pagne qui ne les quittait guère, la pièce principale de leur vêtement consistait en une sorte de chemise en peau garnie de son poil. Pendant la saison chaude, les hommes se contentaient souvent du pagne et des mocassins, tandis que les femmes portaient une courte jupe, toujours de cuir, retenue à la taille par une ceinture ornée de diverses breloques, comme des dents de castors, des griffes d'ours, des sabots de faon, etc.

En guise d'ornements personnels, l'un et l'autre sexe étaient généralement tatoués de lignes affectant diverses formes géométriques, quelquefois même représentant des pics de montagnes, des oiseaux ou des animaux sauvages. Les hommes se peignaient aussi communément le visage en rouge—d'où leur nom de Peaux-Rouges—en jaune, en vert pâle, ou en d'autres couleurs. Plusieurs de ces couleurs se faisaient souvent remarquer à la fois, sous la forme de raies ondulantes, sur la même personne.

Hommes et femmes portaient en outre d'énormes pendants d'oreilles en dentalium<sup>10</sup>, en nacre ou autre matière, et les guerriers s'ornaient la tête d'une espèce de panache en plumes d'aigle ou d'autre oiseau de proie, garni d'une longue queue qui retombait sur le dos. Un calumet, pipe à très long tuyau également orné de plumes colorées, complétait l'accoutrement de l'Indien en grande tenue, tandis qu'un collier en coquillages ou en rassade de pierre de couleur, quand il n'était point composé des noyaux de différents fruits, enlaçait le cou et la poitrine des femmes, qui portaient aussi parfois aux poignets des bracelets en corne ou autre matière.

10. Petit coquillage effilé, de la grosseur de la tige d'une plume d'oie, ou à peu près, qui était fort estimé de tous les Indiens et servait de monnaie parmi ceux du Pacifique.

Ces Indiens vivaient dans des *tipis*, espèces de loges coniques en peau, montées sur des perches assez légères pour être facilement transportées là où l'exigeaient leurs instincts nomades. En plus de la viande de buffle ou bison, qui se trouvait alors un peu partout, le poisson, une variété de riz sauvage, la folle avoine des coureurs de bois (*Zizania aquatica*) et plusieurs espèces de petits fruits, ou baies, servaient à leur subsistance. A ces ressources alimentaires il faut encore ajouter la chair de l'ours, du castor, du porc-épic, et même du rat musqué qui, avec le bison, faisaient surtout l'objet de leur chasse.

Par ailleurs, aucune espèce de culture, pas même celle du maïs alors en honneur chez certaines tribus de l'est, pas plus que celle d'une sorte de tabac indigène qui se remarquait chez des riverains du Pacifique, ne se pratiquait chez les aborigènes des grandes plaines dont nous parlons. L'idée ne paraît pas leur être jamais venue de demander au sol qu'ils foulaient, au cours de leurs interminables migrations, de contribuer de la moindre manière à leur entretien. Du reste, la Providence avait amplement pourvu à leurs besoins, en dotant leur pays d'immenses troupeaux d'animaux sauvages.

Il se procuraient le bison soit par la chasse à courre, soit, le plus souvent, au moyen de fourrières, immenses enclos de branchages dans lesquels on pourchassait le gibier, qu'on expédiait alors avec des flèches à tête de silex ou autre pierre, ou des casse-têtes de même matière. Les animaux à fourrure se prenaient généralement au moyen de pièges et de lacets ou collets.

Des armes de modèle identique à celles du chasseur servaient au guerrier. Les guerres indiennes consistaient plus en embuscades et en surprises, dont le résultat était le massacre du faible par le plus fort, qu'en rencontres à découvert entre partis jouissant des mêmes avantages. Et pourtant, on portait aux nues la prétendue prouesse



des guerriers vainqueurs, dont le meilleur titre à la considération publique n'était autre que la chevelure des vaincus, qu'on scalpait avec délices, sans se préoccuper si ceux-ci étaient morts ou simplement blessés. Le nombre de ces trophées, dans la loge d'un individu, était considéré comme un sûr critérium de son courage, et déterminait le degré d'estime auquel il avait droit dans sa tribu. Des danses spéciales, au cours desquelles les jeunes gens enduraient sans sourciller les tortures les plus horribles, préparaient au rang de guerrier, et des fêtes semblables, pendant lesquelles les chevelures enlevées à l'ennemi étaient étalées avec complaisance, se célébraient après ce qu'on était convenu d'appeler une victoire.

Dans la loge, les instruments dont on se servait, tels que couteaux et râcloirs, étaient de pierre ou d'os. Les arbres faisant défaut sur la prairie, les haches n'y étaient guère nécessaires. On se servait en général de la fiente desséchée du bison en guise de bois de chauffage.

Aucune tribu n'était remarquable par la pureté de ses mœurs ou l'honorabilité de son code. La polygamie était générale, et un échange temporaire de femmes était réputé la plus grande preuve d'amitié possible. Il s'ensuit que le sort de ces dernières était loin d'être enviable, d'autant plus que le divorce était chose commune, surtout lorsque aucun enfant n'était venu cimenter l'union contractée.

La jeune fille n'avait presque jamais rien à dire quand il était question de mariage. N'ayant en vue que leurs propres intérêts, ses parents la donnaient généralement au plus offrant, sans se préoccuper de ses préférences personnelles. Une fois mariée, elle devenait l'esclave de son seigneur et maître. En voyage, elle devait, avant l'introduction des chevaux<sup>11</sup>, porter à dos le bagage de la

11. Qui leur vinrent du sud, c'est-à-dire indirectement des Espagnols.



famille<sup>12</sup>, et, le soir arrivé, c'est à elle qu'incombait encore le soin de planter la tente et de préparer le souper. Pendant ce temps, son mari se reposait sur l'herbe d'avoir passé la journée à se pavaner, l'arc en mains et le carquois sur le dos, dans l'attente d'un gibier qui ne paraissait pas toujours au temps voulu.

Les relations incestueuses n'étaient nullement rares chez les indigènes des grandes prairies. Ceux-ci ne se faisaient pas plus faute d'épouser simultanément plusieurs sœurs. Bref, leur morale n'était rien moins que puritaine.

Aux misères dues à la condition de la femme considérée comme épouse, on pourrait ajouter celles qui découlaient des observances propres à certaines périodes de son existence en tant que femme ou en tant que mère, alors qu'elle était considérée comme légalement impure et évitée avec le plus grand soin. Elle devait alors vivre en recluse, sous un misérable abri de peaux, et ne pouvait même pas toucher au moindre ustensile du ménage, de peur de le rendre impropre à tout usage ultérieur. Si l'on voyageait sur une neige épaisse, on lui refusait le privilège de suivre les traces de la bande. Malade et littéralement à bout, elle devait alors frayer son propre sentier, les pieds chaussés d'énormes raquettes, aussi nécessaires à la marche en pareille circonstance que fatigantes lorsque la neige n'avait pas la consistance voulue. Tout contact

12. Ce qu'un auteur anglais dit des Pieds-Noirs, s'applique à tous les Indiens des plaines—de fait, à tous les Peaux-Rouges d'Amérique. "Un Pied-Noir", écrit cet auteur, "ne fera jamais aucune espèce d'ouvrage dont sa femme peut s'acquitter; et je crois que l'idée qui domine dans l'esprit d'un jeune homme qui se risque à prendre la 'pucelle de son choix' est non pas la jouissance, mais le travail qu'il peut en tirer. Les femmes sont ses esclaves, des créatures prédestinées à le servir et à faire tout le travail manuel du ménage. Un guerrier pied-noir va à cheval, pendant que sa fidèle épouse chemine péniblement à pied sans murmurer, bien qu'elle soit chargée de nombreux fardeaux" (CUMBERLAND, *The Queen's Highway*; Londres, 1887).

avec celui des hommes attirait, pensait-on, les plus terribles calamités, ou tout au moins avait pour résultat infaillible une malchance à laquelle aucun des voyageurs qui l'avait suivie ne pouvait se soustraire <sup>13</sup>.

Au campement, pendant que les femmes s'occupaient aux travaux du ménage, cuisine, couture—le lavage était à peu près inconnu—tannage des peaux, confection des raquettes et de divers ustensiles, les hommes s'adonnaient à certains jeux de hasard, le plus souvent accompagnés de chants sans paroles et de violents battements de tambour. Ces jeux étaient pour l'indigène l'objet d'une véritable passion. Il y passait une bonne partie de ses nuits, et y perdait souvent la somme totale de ce qu'il possédait, y compris parfois ses propres femmes.

Malgré cette passion pour le jeu, qui était universelle sur la prairie comme au fond des bois, et en dépit de la dissipation, des rixes et autres désordres qu'elle entraînait, l'Indien était religieux à sa manière, ou plutôt il

13. Cette coutume barbare était commune à tous les Indiens de l'Amérique. Un des premiers explorateurs anglais, le capitaine Back, rapporte sans en deviner la cause l'incident que voici: "Une femme d'âge moyen vint, accompagnée d'une fille de six ans, nous trouver sous l'empire de la plus grande consternation, cherchant près de nous protection contre un chasseur, sur le fusil duquel elle avait passé par mégarde pendant la nuit. Voyant ce qui lui était arrivé, accident qui, dans l'opinion de l'Indien, détruit toute la valeur de l'arme, elle fut si alarmée que, bien qu'attachée à son mari, elle préféra fuir plutôt que de s'exposer aux mauvais traitements que sa furie pourrait lui suggérer. Cependant, après avoir laissé passer un laps de temps suffisant pour l'évaporation de sa colère, elle retourna vers lui, et comme l'Indien avait, depuis le désastre, eu la bonne fortune de tuer un animal avec ce même fusil, elle en fut quitte pour une bonne volée, accompagnée de l'avertissement d'avoir à être plus cautiveuse à l'avenir. Étant donné le code indien, c'était là un traitement excessivement indulgent, vu que la femme coupable de pareil crime en sort rarement avec un châtiment moindre qu'un nez fendu ou une partie des oreilles coupée (BACK, *Narrative of the Arctic Land Expedition*, pp. 213-14; Londres, 1836).



SAUVAGE DES PLAINES CANADIENNES





était profondément superstitieux. Bien que *Natous*, ou le soleil, paraisse avoir été la divinité suprême des Pieds-Noirs, à en juger par les fêtes annuelles célébrées en son honneur, fêtes qui avaient leur équivalent dans la danse de la soif des Cris, *Kitchi-Manitou*, ou le Grand Esprit <sup>14</sup>, était généralement regardé, du moins à l'époque de la découverte de leur pays, comme le maître de la vie, qui gouverne le monde et tout ce qu'il renferme.

Il est néanmoins à remarquer qu'on ne lui prêtait point les attributs d'un pouvoir créateur. Ceux-ci appartenaient en propre à une espèce de héros national, un demi-dieu ou être fabuleux qui portait souvent un nom d'animal, mais possédait de grandes vertus magiques. Il avait en outre une propensité irrésistible à la ruse et à la supercherie, qui faisait mettre à son crédit une foule de tours assez peu édifiants.

Chez les sauvages de race algonquine (Sauteux, Cris et Pieds-Noirs), c'était un Grand-Lièvre mythique, dans lequel certains savants doués de beaucoup d'imagination ont cru voir une personnification de la lumière, par suite de la ressemblance des expressions crises pour ces deux idées <sup>15</sup>. D'après les Indiens des plaines et d'autres aborigènes, c'est ce Grand-Lièvre qui créa le monde par la vertu de sa magie, qui le remplit d'animaux, enseigna aux premiers hommes l'art de la chasse, et leur donna les rares avantages économiques dont ils jouissaient à l'arrivée des blancs.

Quant au mal et aux misères auxquelles l'homme est condamné, on les attribuait au principe contraire au Grand Esprit, c'est-à-dire à *matchi-manitou*, le mauvais esprit. On apaisait ce dernier par des incantations, dont les ministres officiels étaient des chamans, ou sorciers,

14. Plusieurs auteurs anglais traduisent à tort cette expression par : maître de la vie.

15. BRINTON, *Essays of an Americanist*, p. 132; Philadelphie, 1890.



auxquels on attribuait un pouvoir surnaturel, et dont la danse et les insufflations étaient accompagnées de chants frénétiques et de violents battements de tambour. Dans l'opinion des indigènes, maladie et mauvais esprit étaient des termes plus ou moins corrélatifs. Ils croyaient que le dernier ne pouvait céder qu'aux objurgations d'un parti possédé d'un esprit plus puissant, espèce de génie protecteur qu'on acquérait ou bien par un noviciat, dont les traits saillants étaient le jeûne et le rêve, ou bien par suite d'attaques cataleptiques qui, pour l'esprit indien, n'étaient autre chose qu'une manifestation extérieure de l'absence de l'âme, momentanément partie pour le monde invisible <sup>16</sup>.

Le Grand Esprit était honoré par des fêtes périodiques, au cours desquelles les chefs et les vieillards le remerciaient publiquement des faveurs dont il avait honoré la tribu, et imploraient son assistance contre ses ennemis. Après quelques chants sacrés, la cérémonie se terminait par un banquet et l'usage solennel du calumet, dont le tuyau était dirigé vers le sud, séjour de la Divinité, puis successivement vers la terre, le soleil levant et l'occident <sup>17</sup>.

C'était là tout le culte public connu des aborigènes, et ses manifestations n'étaient point fréquentes. Les parti-

16. C'est cet esprit que les sorciers conjuraient, et dont ils se disaient possédés une fois entrés en fonctions.

17. Un célèbre missionnaire des grandes plaines, le P. A. Lacombe, donne sur ce dernier les intéressants détails qui suivent: "Ce n'est pas seulement comme passe-temps que les Indiens usent du calumet: il a de plus un rôle important dans toutes les cérémonies des sauvages encore infidèles, ou qui ne connaissent que très imparfaitement notre sainte religion. C'est ce qui explique le respect, et même la vénération, qu'ils ont pour le calumet. J'ai dit le calumet; il serait plus exact de dire le manche auquel il est adapté, car le récipient du tabac n'est compté pour rien parmi eux. C'est dans le tuyau qui sert à en aspirer la fumée que, selon ces pauvres Indiens, réside toute vertu. Dans toutes leurs cérémonies civiles et religieuses, sa présence est indispensable. Une assemblée tenue où ce fameux manche de calumet serait absent t

culiers préféraient adresser leurs hommages au mauvais esprit, parce que lui seul était supposé capable de nuire. Un chien était alors sacrifié, ou bien quelque autre chose, comme une partie de la chasse ou tout objet de valeur, était offert par le suppliant, qui laissait son offrande sur un échafaudage, hors d'atteinte de la dent des bêtes fauves.

Pareil assemblage de pieux et de perches tenait généralement lieu de tombe parmi les aborigènes des grandes plaines occidentales. Les morts y étaient déposés, enveloppés dans de nombreuses peaux tannées, et accompagnés de tout ce qui leur avait été le plus cher en ce monde et pouvait leur servir davantage dans l'autre, comme leur pipe, leurs armes, les chevelures dues à leurs prouesses, ou, dans le cas des femmes, les ustensiles dont elles avaient fait usage et les ornements dont elles s'étaient parées.

C'est dire qu'ils croyaient implicitement à l'immortalité de l'âme. La présence de celle-ci se manifestait, d'après eux, d'une double manière. En communiquant au corps la chaleur qui l'animait, elle était un principe de vie. Mais l'approche de la maladie pouvait la faire momentanément quitter sa résidence habituelle, et la porter à errer à l'aventure. Sous cette forme, elle était dotée d'un nouveau nom. C'était alors le double de l'homme, et il appartenait au jongleur-médecin, ou chaman, de la ramener au logis par des insufflations réitérées, des tours de passe et des incantations sans fin.

serait par ce seul fait radicalement illégale; tout y serait nul et sans effet. Ce manche est un tube long de deux pieds et demi environ, que l'on a soin d'orner de plumes d'oiseau. Il s'adapte à un vaste récipient de pierre rouge ou noir. On l'enveloppe toujours de quelque étoffe précieuse, et quand la tribu est en marche, quelques vieux chefs sont chargés de le porter. Son exhibition ne se fait que dans des circonstances importantes, telles que dans les réunions où il faut conclure la paix, etc." (*Rapport sur les missions du diocèse de Québec*; mai 1870, p. 109).

L'énergumène échouait-il dans ses efforts, la mort s'ensuivait à brève échéance, et l'individu s'en allait, pensait-on, dans un lointain pays, au séjour des esprits, où il était heureux ou malheureux, en proportion de la fidélité avec laquelle il s'était conformé aux inspirations de ce que nous appelons la loi naturelle <sup>18</sup>.

Car se tromperait étrangement quiconque s'imaginerait que, tout grossier qu'il était, l'Indien n'avait pas une claire intuition de la différence entre le bien et le mal. Les notions de la moralité sexuelle pouvaient n'être chez lui ni aussi précises ni aussi délicates que les nôtres; un acte de la volonté, resté dans le domaine de la pensée, pouvait ne point le frapper comme une contravention formelle à ses obligations d'honnête homme: il n'en savait pas moins que toute action impure était reprehensible, que toute violation de la justice devait être évitée <sup>19</sup>, et que la vérité avait des droits imprescriptibles <sup>20</sup>.

Mais on pourrait dire que, à part certains cas exceptionnels, comme ceux d'homicide ou d'adultère, qui étaient punis par les individus lésés dans leurs droits, cette loi n'avait guère d'autre sanction dans la société aborigène que la peur de l'opinion publique. Il n'y avait, en effet, presque aucune organisation sociale et à peu près aucun sentiment de l'autorité parmi ces hordes nomades, ce qui revient à dire qu'un gouvernement régulier et, à plus forte raison, un corps judiciaire ou exécutif étaient presque partout inconnus.

Chaque tribu, ou bande, distincte, avait bien son chef;

18. Cela est si vrai que toute effusion de sang humain, même à l'occasion des massacres qu'ils décoraient du nom de guerre, était censée entraîner avec elle une espèce d'impureté légale, dont on devait se purifier par certaines observations fidèlement gardées.

19. D'où le mépris général professé pour les voleurs.

20. Chez eux, pas d'insulte plus cinglante que l'épithète de menteur lancée à la figure.

mais l'office de celui-ci était surtout honorifique, excepté sur le champ de bataille, et un peu aussi lorsqu'il était question de reprendre ou d'interrompre le cours de sa vie errante. En d'autres termes, son rôle était plutôt de persuader, au moyen d'interminables harangues, que de commander comme dépositaire de l'autorité.

Les quelques chefs qui se firent un nom dans les annales de leur tribu dérivait leur prestige et le respect dont on les entourait de leur valeur personnelle, de leur courage ou sang-froid dans les moments critiques, ou de leur nombreuse parenté et de la crainte qu'elle inspirait, beaucoup plus que de leur rang comme premiers officiers de la peuplade à laquelle ils étaient préposés <sup>21</sup>. Cela est si vrai que le successeur immédiat du plus grand potentat

21. Quant à l'origine des Indiens de l'Amérique du Nord, l'auteur de cette Histoire a publié un assez long travail (*Essai sur l'origine des Dénés*; Québec, 1915) qu'on dit démontrer péremptoirement que les Dénés, grande famille occupant un immense territoire au nord et au sud des sauvages des plaines dont il sera d'abord parlé au cours de cet ouvrage, ainsi que très probablement ces derniers eux-mêmes, sont originairement venus de la Sibérie. Une comparaison consciencieuse entre ces aborigènes et les naturels de l'Asie nord-est trahit un physique identique, des mœurs et coutumes qui se ressemblent d'une manière frappante, une technologie (ensemble d'outils, d'instruments, d'armes et d'ustensiles) parfaitement analogue, et une mentalité on ne peut plus semblable sur les deux continents.

Bien plus, nous avons trouvé sur les tundras de la Sibérie septentrionale une légende tout à fait caractéristique, avec des détails très originaux qui ont leur exact équivalent dans un mythe de la tribu des Porteurs, que nous publiâmes il y a de longues années—identité qui ne peut être l'effet du hasard. Les langues seules diffèrent, bien que, au point de vue morphologique, c'est-à-dire à considérer leurs éléments constitutants, celles des Indiens d'Amérique se rattachent aux dialectes parlés en Sibérie.

Il ne peut donc y avoir de doute que ces aborigènes ne soient venus de ce pays, probablement par le détroit de Behring. Leurs traditions, du reste, l'indiquent assez clairement, et les noms qu'ils donnent à certains points de leur pays prouvent jusqu'à l'évidence qu'ils vinrent du nord-ouest, après avoir traversé une étroite pièce d'eau.

indigène <sup>22</sup> n'eut souvent de chef que le nom, ses soi-disants sujets se contentant de l'entourer d'une certaine déférence qui n'engageait à rien.

22. Comme, par exemple, celui du grand chef Pied-de-Corbeau.



## CHAPITRE II

### LE COMMERCE DES FOURRURES

1659-1727

Cette population primitive coulait ses jours dans une succession de paix et de guerre, sans soupçonner le moins du monde l'existence d'autres sociétés de l'autre côté du "grand lac", pas plus qu'elle n'avait conscience des bénédictions que le Rédempteur avait apportées à la terre, quand l'idée se fit graduellement jour dans son esprit que, bien loin dans le sud, des gens au visage pâle et barbu, qui avaient à leur disposition de merveilleux produits et de terribles engins, avaient fait leur apparition au milieu des Indiens.

Quelques-uns de ces étrangers devaient bientôt traverser le propre pays des Cris, dans la personne de deux aventuriers français, Pierre-Esprit Radisson et Médard Chouart, dit sieur Desgroseillers <sup>1</sup>. Le premier venait de Paris, où il était né en 1636 <sup>2</sup>, tandis que le second était originaire de la Touraine <sup>3</sup>, où il avait vu le jour vers 1621. Desgroseillers s'étant marié à la sœur de Radisson, les deux Français s'étaient par là trouvés unis par des liens de famille qui, ajoutés à une similitude d'inclinations

1. Le nom de ce dernier a été diversement écrit, et Radisson le donne lui-même tantôt comme Desgroiseliens, tantôt comme des Grosiliens, ou même des Grosilières, dans la même partie de son journal—pendant qu'un Anglais le convertissait sans rire en *Gooseberries* !

2. Il vécut longtemps à Saint-Malo; d'où probablement le *lapsus* de M<sup>lle</sup> A.-C. LAUT (*Pathfinders of the West*, p. 6; Toronto, 1904), d'après lequel il serait né à cette place.

3. Ainsi que l'affirme positivement la Mère Marie de l'Incarnation, qui le connaissait et venait elle-même de cette province. On ne voit donc pas pourquoi d'autres ont voulu le faire naître aux environs de Meaux.

remarquable, les avaient préparés pour la carrière merveilleuse qu'ils devaient suivre.

Tous les deux ont été représentés comme protestants par le D<sup>r</sup> Georges Bryce <sup>4</sup>, ainsi que par d'autres écrivains. D'un autre côté, tout en répudiant pareille religion en ce qui concerne Desgroseillers, même l'abbé Georges Dugas déclare <sup>5</sup> qu'il n'y a aucun doute que Radisson n'ait été huguenot <sup>6</sup>. Pourtant chacun des deux aventuriers était catholique.

Desgroseillers passa sa première jeunesse chez les Ursulines de Québec, et la vénérable Mère de l'Incarnation en parle dans les termes les plus flatteurs. Plus tard, il devint une espèce de frère convers, donnant son temps et son argent aux missions des Jésuites (de 1637 à 1646). De plus, on raconte que, au cours de ses pérégrinations, il exposa un jour aux yeux ébahis des Indiens une image religieuse, qu'il n'est guère vraisemblable de voir conservée et portée si loin par un protestant. Mais une preuve irrécusable de sa foi catholique consiste en ce que son nom se trouve dans les registres des Trois-Rivières, à côté de ceux de plusieurs enfants dont il était le parrain.

Quant à Radisson, il commence son journal par la célèbre formule "pour la plus grande gloire de Dieu". Cette circonstance trahit une familiarité remarquable avec l'ordre des Jésuites, qui l'avaient aidé de leur argent non moins que de leurs conseils. Voici ce qu'il écrit dans ses mémoires au sujet de ces missionnaires, si souvent en butte à la calomnie: "Leur seul désir est l'agrandissement du royaume de Dieu. Ils font preuve d'une charité vraiment admirable envers tous ceux qui travaillent

4. *The Remarkable History of the Hudson's Bay Company*, p. 3; Toronto, 1900).

5. *L'Ouest canadien*, p. 22; Montréal, 1896.

6. Telle est aussi l'opinion du P. LEWIS DRUMMOND, S. J. (*The French Element in the Canadian Northwest*, p. 2; Winnipeg, 1887).

et qui, par leur conduite honnête, se montrent dignes d'être aidés. Ceci est la pure vérité. C'est la réponse que je fais à tous ceux qui voudroient jamais prétendre le contraire. Je parle ici avec connaissance de cause" <sup>7</sup>.

Si nous considérons que ce témoignage se trouve dans un document de caractère privé, qui n'était nullement destiné à être publié du vivant de celui qui le rendait, et dont il ne pouvait, par conséquent, attendre aucun avantage matériel, il ne sera pas difficile de décider si Radisson était catholique ou protestant.

De plus, comme Agnès-C. Laut le fait remarquer <sup>8</sup>, il admet avoir été à confesse au P. Pons, S. J. Cette circonstance devrait à elle seule trancher la question. Enfin, dans une lettre qu'il écrivait en 1683 à un correspondant de Paris, Radisson, qui s'était uni à une protestante d'Angleterre <sup>9</sup>, dit expressément que son beau-père avait presque abandonné sa propre fille (c'est-à-dire la femme Radisson) "dans la croyance qu'elle avait embrassé la religion catholique" <sup>10</sup>, supposition qui ne serait jamais venue à l'esprit de l'Anglais protestant si son beau-fils avait réellement professé la même foi que lui.

Cependant nous ne saurions nier que, après une vie passée presque tout entière au milieu des sauvages, Radisson ne pourrait être cité comme un modèle d'honorabilité. Il faut avouer que les scrupules ne le gênaient guère lorsqu'il s'agissait d'atteindre ses fins. Deux fois traître à son propre pays, il ne paraît pas avoir beaucoup plus respecté la vérité, en décrivant les péripéties de ses voyages, qu'il ne fit preuve de fidélité à l'égard de son roi.

7. Cité par L.-A. PRUD'HOMME, *Notes historiques sur la vie de P.-E. Radisson*, p. 27-28.

8. *Pathfinders of the West*, p. 41.

9. La fille de Louis Kertk, l'un des trois frères qui s'emparèrent de Québec en juillet 1629.

10. N.-E. DIONNE, *Chouart et Radisson*, p. 154; Québec, 1910.

Son journal, outre qu'il est si vague dans ses détails topographiques, contient des assertions auxquelles il est difficile d'ajouter foi; comme, par exemple, quand il dit avoir rencontré un jour une bande de trois cents ours <sup>11</sup>! Une autre fois, il voudrait nous faire croire que, de concert avec Desgroseillers et un sauvage, il tua six cents orignaux près d'un lac dans le voisinage de la baie James <sup>12</sup>. Rien d'extraordinaire, par conséquent, si quelques-unes de ses supputations sont fort exagérées. Il n'est, en effet, guère facile de le croire quand il affirme avoir vu, au

11. Il est rare d'en trouver plus de trois ensemble, et nous n'éprouvons aucune hésitation à affirmer que Radisson n'en vit jamais la moitié de trente à la fois.

Un récent admirateur de cet aventurier, M. A.-H. DE TRÉMAUDAN, entreprend de défendre cette grossière exagération dans un intéressant et très patriotique ouvrage, *Le Sang français*, p. 109. Il base son plaidoyer indirect sur le fait que, s'il faut en croire l'explorateur FRANK RUSSELL, au cours de l'hiver 1893-94, "une ligne ininterrompue de cariboux passa près du fort (Rae) en masse si serrée que, d'après le dire du témoin oculaire, on ne pouvait voir le jour à travers. Cette colonne ne prit pas moins de quatorze jours à passer le fort". Nous trouvons, en effet, cette assertion à la p. 88 des *Explorations in the Far North* de cet auteur (*University of Iowa*, 1898); mais nous nous permettons de faire remarquer que, alors même qu'elle ne contiendrait elle-même aucun élément d'exagération, elle ne prouverait rien en faveur de celle de Radisson. Chacun sait, en effet, que les animaux sauvages se divisent en grégaires et en solitaires, c'est-à-dire qu'il y a ceux qui vont en bandes, en troupeaux, et ceux qu'on ne trouve que seuls ou avec quelque membre de leur famille. Les rennes du Nord-Est canadien (qu'il ne faut pas confondre avec les cariboux qui, au dire du même F. RUSSELL, ne vont généralement que quatre ou cinq ensemble) sont, avec le bison des jours d'antan, les animaux les plus grégaires de l'Amérique. Mais autant ils aiment la société de leurs semblables, autant l'ours recherche la solitude et déteste la vue d'autres ours qui n'appartiennent point au cercle de sa proche parenté.

Tout chasseur, tout naturaliste connaît cette particularité, et l'auteur de ces pages ne pourrait non plus l'ignorer, après avoir passé, comme il l'a fait, plus de vingt-deux ans "au pays de l'ours noir" (V. notre volume qui porte ce titre).

12. *Notes historiques*, p. 33. V. le texte dans les *Transactions de la Société royale du Canada*, pour 1904, p. 230.



pays des Sioux, un village qui contenait “plus de sept mille guerriers” <sup>13</sup>, ce qui ferait au moins vingt mille âmes pour la place entière.

Quoi qu’il en soit, il semble avéré que ces deux Français furent les premiers visiteurs de notre race au pays des Cris, bien qu’on ne puisse déterminer le lieu précis où ils rencontrèrent ces Indiens, ou même la route qu’ils suivirent au travers de leurs terres.

C’était en 1659-60. Quittant les bords d’un des grands lacs <sup>14</sup>, en compagnie de vingt-sept compatriotes, ils s’engagèrent dans le sud-ouest, atteignant peut-être le haut Mississipi <sup>15</sup>, et retournèrent au nord par le territoire des Cris. Il est impossible d’être plus précis relativement à ce voyage, sans s’exposer au danger de se tromper <sup>16</sup>. Hivernant sur le lac Supérieur, ils furent, dit la *Relation* de 1660, assez heureux pour y baptiser deux cents petits enfants algonquins atteints de maladie, et dont quarante moururent immédiatement après. Malgré leurs fautes et leurs faiblesses, Radisson et Desgroseillers étaient donc bien toujours français, c’est-à-dire des catholiques et des apôtres <sup>17</sup>.

13. *Notes*, p. 31. Plus loin il se représente comme visitant un village de sept mille hommes (p. 229 des *Transactions*, ou *Proceedings*).

14. Que Radisson appelle le lac des Hurons.

15. C’est du moins ce que laisse supposer leur mention d’un fleuve qu’ils déclarent “pouvoir se comparer au Saint-Laurent”. Benj. Sulte et le D<sup>r</sup> Dionne affirment que c’était le Mississipi, et ils ont probablement raison.

16. Le seul journal de leurs explorations ne suffit même pas à établir le fait qu’ils virent ce que nous appelons aujourd’hui le Nord-Ouest canadien. C’est tout au plus si la mention par la *Relation* des Jésuites (écrite par un père qui venait (1660) de voir les deux coureurs) d’un pays qu’ils avaient visité, où il y avait si peu de bois que les aborigènes brûlaient du charbon de terre—sic probablement pour la bouse de bison desséchée—pourra prouver leur passage par ces régions.

17. Qui a jamais, en effet, entendu parler d’un explorateur anglais, fût-il même un gentleman pondéré et rassis comme Hearne, se préoccupant le moins du monde du salut éternel de ses compagnons couverts de vermine ?



Mais cette tournée des deux amis fut le fait d'aventuriers et de coureurs de bois, plutôt que de véritables explorateurs. Elle ne laissa aucune trace et ne versa aucune lumière sur la nature du pays visité, pas plus que sur le caractère et les mœurs des indigènes qu'ils y avaient rencontrés. Ce n'est pas en cela que consistent les titres de Radisson à l'immortalité. Il nous faut les chercher ailleurs.

Mécontent de la manière dont il avait été traité par les autorités françaises, il se tourna vers les Anglais, dans l'espoir d'en recevoir du secours, et leur fit entrevoir la quantité fabuleuse de riches fourrures qu'ils pourraient se procurer, s'ils se mettaient en rapport avec les tribus des grandes plaines canadiennes. On conçoit aisément si des perspectives si alléchantes durent faire impression sur un peuple aux dispositions mercantiles comme ont toujours été les Anglais. Les intrigues de Radisson eurent pour résultat final la formation d'une association commerciale, destinée à avoir sur ce pays une influence qui devait durer des siècles. Nous voulons parler du "gouverneur et de la compagnie d'aventuriers faisant le commerce dans la baie d'Hudson", corporation plus connue dans la suite sous le nom abrégé de compagnie de la baie d'Hudson.

Elle fut à l'origine composée du prince Rupert, du duc d'Albermarle, du général Monck et de quinze autres nobles ou marchands, auxquels Charles II accorda une charte conférant de si vastes pouvoirs que plus tard sa validité fut maintes fois contestée.

Ce document donnait à la compagnie "le commerce absolu de toutes les mers, rivières, anses et golfes qui ne sont point déjà dans la possession d'un de nos sujets, ou des sujets d'un autre prince ou État chrétien."

C'était indubitablement généreux. Mais il y en a qui, se rappelant l'axiome "personne ne donne ce qu'il n'a point", peuvent trouver cette libéralité facile, puisque

aucun monarque anglais n'avait jamais encore représenté comme lui appartenant ce que, le 2 mai 1670, le roi Charles II accorda avec tant de bienveillance à son parent et à ses futurs associés dans le commerce des fourrures<sup>18</sup>.

Mais ceux-ci n'eurent aucun scrupule de profiter de l'occasion, et ils le firent sans tarder. A partir de ce temps-là, des vaisseaux quittèrent périodiquement la Tamise pour les bords glacés de la baie d'Hudson, chargés de mousquets et de munitions, de haches et de hachettes, de couteaux et de chaudières, ainsi que de tabac et de spiritueux, d'habits et d'étoffes de toutes sortes, que les commerçants départissaient, avec d'énormes profits, à des Indiens qui affluèrent bientôt à leurs postes de traite. En retour, ils reçurent de leur clientèle à peau rouge les meilleures pelleteries de ce qui est aujourd'hui le Canada central.

Les traiteurs anglais établirent des forts, ou comptoirs, aux points les plus avantageux de la côte occidentale de

18. Comme cette charte et les droits qu'elle était supposée conférer furent plus tard l'objet de beaucoup d'opposition de la part d'une corporation rivale et de ses associés catholiques, ce n'est que simple justice à ces derniers de donner, d'après le juge L.-A. Prud'homme, les raisons qui les portaient à contester si énergiquement sa validité. D'après les adversaires de cette charte,

1.—La couronne n'avait pas le droit d'aliéner sans l'autorisation du Parlement un territoire plus vaste que la Grande-Bretagne elle-même. Le souverain ne peut céder une colonie, parce que celle-ci appartient à la nation.

2.—La charte de la compagnie de la baie d'Hudson contient une clause qui exclut, de la région qu'elle était supposée concéder, tout pays appartenant déjà à un prince chrétien. Or, le 29 avril 1627, c'est-à-dire quarante-trois ans avant l'émission de cette charte, Louis XIII avait donné le même territoire à la compagnie de la Nouvelle-France.

3.—Par le traité de Ryswick, conclu longtemps avant qu'on eût commencé à faire opposition à la charte de la compagnie de la baie d'Hudson, toute la contrée de la baie d'Hudson fut cédée à la France, sans qu'on fit mention d'aucun droit de la susdite compagnie.

la baie d'Hudson, ou sur les cours d'eau qui s'y jettent, et, dans la suite, ils donnèrent à l'immense contrée tribulaire de cette baie le nom de leur premier gouverneur, le prince Rupert. Ces établissements, des plus primitifs dans le principe, furent graduellement agrandis et consolidés, jusqu'à ce que quelques-uns eussent atteint des proportions dignes de leur nom. De fait, l'un deux, appelé fort du prince de Galles, à l'embouchure du fleuve Churchill, était de pierre et avait la forme d'un grand rectangle, avec bastions munis de nombreux canons<sup>19</sup>.

C'est ainsi que furent fondés des postes de traite, ou comptoirs commerciaux, sur la rivière Albany, à l'île Hayes, à la rivière Rupert, à port Nelson et à New-Severn. Les Esquimaux, les Cris et les Montagnais furent les premiers à bénéficier de ces fondations, et la liste des gouverneurs locaux fut inaugurée par un nommé Charles Bailey, qui, de concert avec Radisson et son neveu, Jean-Baptiste Desgroseillers, fut mis à la tête du fort Charles.

Cependant les Français du Canada disputaient aux Anglais le droit d'établir des forts de traite dans un pays qu'ils considéraient comme leur appartenant. Ils purent d'autant plus facilement affirmer ce droit, réel ou supposé, que Radisson et Desgroseillers, négligés par ceux vers

4.—D'après le droit international, la seule prise de possession d'un pays ne suffit point pour avoir des effets durables. Il faut qu'elle soit suivie d'une occupation effective et de la proclamation de droits de propriété indivise. Or les Français découvrirent, puis exploitèrent, le Nord-Ouest sans aucune protestation de la part de l'Angleterre.

5.—Le pays appartient d'abord à la Franco qui, par le traité de Paris, le rétrocéda, non pas à la compagnie de la baie d'Hudson, mais à l'Angleterre.

6.—Enfin cette compagnie se doutait elle-même que la validité de sa charte était pour lo moins discutable, puisque, en 1690, elle la fit confirmer pour sept ans par le Parlement.

19. Les restes de ses puissantes murailles font encore l'admiration des très rares touristes qui s'aventurent dans cette inhospitalière contrée.

lesquels le dépit les avait poussés, étaient en 1674 retournés au service de la France, qu'ils n'auraient jamais dû quitter. Représentant la compagnie du Nord, nouvellement fondée dans ce pays, ils arrivaient en 1682 dans deux grandes barques en face du fort Charles; puis, passant outre, ils entraient dans la rivière Hayes, où ils érigeaient un poste qu'ils appelèrent fort Bourbon. Peu après, ils trouvèrent un rival dans la personne du gouverneur Bridgar, de la compagnie de la baie d'Hudson, près duquel ils exagérèrent habilement leurs propres ressources, pour se protéger contre leur faiblesse réelle. Cette conduite n'empêcha pas Radisson de repasser, en 1684, au service des Anglais, et de s'emparer au fort Bourbon de vingt mille pièces de fourrures, que son neveu, le jeune Desgroseillers, dut lui livrer.

Indignés de pareils procédés, les Français du Canada résolurent d'agir par eux-mêmes. En 1686, le chevalier de Troyes se rendit de Montréal à la baie, à la tête de quatre-vingts compatriotes, parmi lesquels se trouvait un audacieux du nom de Le Moyne d'Iberville. Tombant alors à l'improviste sur le fort Hayes, il s'en empara avant que ses défenseurs fussent revenus de leur surprise. Les forts Charles et Albany eurent bientôt le même sort, pendant qu'un des vaisseaux de la compagnie anglaise devenait la proie d'une poignée de Français commandés par d'Iberville. Il ne restait plus aux Anglais qu'une place importante sur la baie, port Nelson, non loin du fort Bourbon.

En 1689, l'intrépide d'Iberville défendit avec succès contre une attaque de ces derniers le fort Albany, qui tomba plus tard entre leurs mains, pour être ensuite repris par les Français et finalement (1692) par une force imposante d'Anglais, qui redevinrent les maîtres sur la baie.

Mais en 1694 d'Iberville s'empara du fort Bourbon,



puis, en 1697, fit dans ces parages des captures qui jetèrent le plus vif éclat sur les armes françaises. Avec un seul vaisseau, le *Pélican*, qui n'avait que cinquante canons, il eut le courage d'attaquer trois navires anglais qui en portaient cent vingt-quatre. Il en coula un et reçut la soumission de l'autre, pendant que le troisième parvenait à s'évader; après quoi l'audacieux marin s'empara du fort Nelson.

Cette même année 1697, le traité de Ryswick confirmait la France dans la possession de la baie d'Hudson qui, en 1713, devait être finalement rendue à l'Angleterre par le traité d'Utrecht <sup>20</sup>.

Les premiers officiers de la compagnie de la baie d'Hudson n'étaient rien moins qu'explorateurs. Pendant très longtemps, ils restèrent comme accolés aux rivages glacés de la baie qui leur avait donné son nom, et, bien que conscients de l'activité de leurs rivaux, les traiteurs français, qu'ils regardaient, eux aussi, comme d'intolérables intrus dans leurs domaines, ils ne tentèrent jamais de les prévenir en pénétrant dans l'intérieur, tant que le Canada appartenait à la France.

Deux seules exceptions, celles d'Henry Kelsey et d'Antoine Hendry, pourraient être citées. Mais même les découvertes du premier, si l'on peut gratifier de ce nom de simples courses sans but déterminé, furent autant le résultat de l'accident que d'ordres explicites de la compagnie. Ayant été, dans sa jeunesse, maltraité par le gouverneur de la factorerie de York, Kelsey s'enfuit en 1691 dans l'intérieur des terres, où pendant quelque temps il mena la vie aventureuse des Indiens. Un projet de loi, qui devait confirmer la charte de la compagnie, était justement à l'étude aux Communes d'Angleterre.

20. Nous extrayons ces détails sur les exploits français sur la baie d'Hudson de notre *Histoire abrégée de l'Ouest canadien*.



Pour se rendre les législateurs favorables, en se montrant dévouées aux intérêts de la science géographique non moins qu'à ceux du commerce, les autorités supérieures de cette corporation donnèrent ordre au "facteur", ou commandant, de York d'encourager la cause des découvertes.

En conséquence, ce fonctionnaire envoya des provisions au vagabond Kelsey, avec des présents pour les Indiens qu'il pourrait rencontrer, l'assurant en même temps de son pardon pour le passé s'il se rendait au pays des sauvages du sud-ouest.

Mais il est difficile de déterminer la nationalité de ceux avec lesquels il vint en contact, ou les points géographiques qu'il atteignit<sup>21</sup>. Il prétend avoir fait cinq cent quatorze milles en cinquante-neuf jours, au cours d'un voyage qui, dit-il, lui fit traverser une région boisée, après laquelle il trouva de vastes prairies sur lesquelles erraient d'innombrables bisons. Par ailleurs, il assure n'avoir vu dans tout son voyage qu'une seule rivière, large d'environ cent mètres, qu'il est impossible de reconnaître sur une carte moderne de l'Ouest. De plus, il est si difficile de penser qu'un voyage comme le sien ait pu s'effectuer sans rencontrer plusieurs cours d'eau importants, que certains auteurs sont tentés de regarder l'aventure entière comme apocryphe, ce qui est probablement aller trop loin.

D'après son journal, Kelsey était de retour à la baie d'Hudson en juin 1692.

L'autre exception devait se produire plus de cinquante

21. Cf. JOSEPH ROBSON, *An Account of Six Years Residence in Hudson's Bay*, p. 23 et *passim*; Londres, 1752. Kelsey n'avait avec lui ni boussole, ni aucun instrument qui lui permît de computer exactement les distances. En outre, comme il n'était alors qu'un petit jeune homme, on ne peut raisonnablement supposer qu'il ait amoindri le résultat de ses courses.

ans après<sup>22</sup>. Nous en reparlerons en temps et lieu. En attendant, enregistrons l'aveu suivant d'un auteur contemporain, John Robson, qui, après avoir vécu six ans sur la baie d'Hudson, déclare que les naturels de cette région "se conduisent bien vis-à-vis des Anglais, mais encore mieux envers les Français, parce que ceux-ci se donnent plus de peine pour civiliser leurs coutumes"<sup>23</sup>, témoignage en faveur de l'influence civilisatrice d'une nation catholique qui, sous la plume d'un Anglais protestant, n'est pas à dédaigner.

Une autre conclusion historique, qu'il est permis de tirer de l'ouvrage du même auteur, consiste en ce que le français est la première langue européenne qui ait jamais été apprise et parlée par un aborigène de l'Ouest canadien. En effet, après avoir mentionné l'activité alarmante des traiteurs français, Robson continue: "J'ai vu des fusils français parmi les naturels qui fréquentent le fort York, et j'ai entendu une fois le chirurgien, M. Brady, converser avec l'un d'eux en français"<sup>24</sup>.

Les communications entre gens civilisés se faisaient dans la même langue. "J'ai également", ajoute-t-il, "souvent vu entre les mains du gouverneur une lettre que lui avait adressée le facteur en chef de l'établissement sur le Nelson. Elle était en français et en indien".

Dès l'origine des postes établis par les Anglais sur la baie d'Hudson, les efforts constants des Français tendirent à en détourner les chasseurs aborigènes, chargés des dépouilles des bois et des prairies. On peut dire qu'ils y réussirent sans trop de peine, et ne leur laissèrent que les peaux qu'ils trouvaient trop lourdes pour être facilement transportées par terre à Montréal.

22. Son journal a été publié dans le premier volume, troisième série, des *Proceedings* de la Société royale du Canada, 1907.

23. *Ubi suprâ*, pp. 53-54.

24. *Ibid*, p. 62.

Une autre raison de leur redoublement d'activité dans l'Ouest consistait en ce que, après maints efforts infructueux pour découvrir un passage en Asie, par la baie d'Hudson et quelque voie d'eau qu'on crut longtemps découper le continent américain de l'est à l'ouest, les esprits dirigeants de l'époque avaient acquis la certitude que ce passage devait se chercher par terre, reléguant ainsi dans le domaine de l'imaginaire la voie par la mer, dont quelques-uns affirmaient encore l'existence, mais que personne ne pouvait trouver.

Inutile d'ajouter que la géographie ne connaissait encore que peu de choses relativement à la côte du Pacifique. On savait qu'il y avait, par delà le continent américain, une mer qui s'étendait au nord jusqu'au 43<sup>e</sup> degré de latitude, et qu'on appelait alors le détroit d'Avian. A cette étendue d'eau on s'imaginait qu'un soi-disant "golfe d'Amour" succédait, suivi lui-même d'un isthme qui reliait la terre appelée Bourbonnie, dans le sud-est, aux steppes de la Tartarie, dans le nord-ouest. En avril 1718, un prêtre de la Mission <sup>25</sup> du nom de Bobé écrivit une savante dissertation, qui représentait tout ce qu'on savait ou conjecturait alors touchant la géographie et l'ethnologie de cette partie du monde, sans oublier de mentionner que c'était par cet isthme que les Tartares et quelques Israélites avaient pénétré en Amérique.

Ce document se terminait en déclarant que la découverte de la "mer de l'Ouest", ainsi qu'on appelait origi-

25. Ou Lazariste, non pas "l'un des missionnaires jésuites de la Nouvelle-France", comme le dit LAWRENCE-J. BURPEE, p. 195 de sa *Search for the Western Sea* (Toronto, 1908). Il n'y avait alors aucun Jésuite de ce nom au Canada, et le père Bobé dont il est question ici devait écrire comme théoricien, et non comme un homme qui a quelque connaissance personnelle des pays dont il parle—ce qui, du reste, était aussi le cas des missionnaires jésuites alors en Amérique. Le nom officiel des Lazaristes est "prêtres de la Mission", et leur nom populaire leur vient de la première maison qu'ils occupèrent à Paris.

nairement le Pacifique, serait un sujet de gloire pour le roi, utile à la France et méritoire aux yeux de Dieu <sup>26</sup>.

Comme résultat pratique de ce mémoire et des discussions qui l'avaient précédé, il fut décidé de commencer par la fondation de trois postes, dont l'un serait établi sur le lac Supérieur, l'autre sur le lac Christinaux, ou des Bois, et le troisième sur celui des Assiniboëls (lac Winnipeg).

En conformité avec ce plan, Zacharie Robutel de la Noue, Canadien-français qui s'était battu en 1680 avec les Anglais de la baie d'Hudson, quitta Montréal en juillet 1717, et bâtit à l'embouchure de la Kaministiquia, sur le lac Supérieur, une maison de commerce qui devait être l'embryon du fameux fort William des années subséquentes. Il essaya même de pousser jusqu'au lac la Pluie; mais l'hostilité des Sioux l'obligea d'ajourner l'exécution de son projet. En sorte que, comme il restait cantonné à Kaministiquia, il fut remplacé, en 1721, par un certain capitaine Deschaillons de Saint-Ours qui ne s'aventura pas plus à l'ouest, et dut lui-même quitter ce poste quatre ans plus tard <sup>27</sup>.

Entre temps, d'autres conseils avaient prévalu. La découverte de la mer de l'Ouest, qui préoccupait tant les esprits dans les sphères gouvernementales de Paris et de Québec, devait maintenant se tenter par la voie du territoire des Sioux. Dans ce but, le célèbre P. de Charlevoix fut envoyé faire une reconnaissance dans le sud, et,

26. *Mémoire pour la découverte de la mer de l'Ouest*, en manuscrit dans les Archives du Canada, à Ottawa.

27. On pourrait faire remarquer ici qu'un M. de Noyon paraît avoir atteint le lac des Bois dès 1688. C'est du moins ce qui appert d'un mémoire de Michel Bégon daté du 17 nov. 1716: "Les sauvages assiniboiles ont voulu mener à la mer de l'Ouest de Noyon, voyageur, il y a environ vingt-huit ans. Il avoit alors hiverné à l'entrée du lac des Cristinaux, sur la rivière Ouchiehiq, qui conduit au lac des Assiniboiles et de là à la mer de l'Ouest".



comme résultat de son rapport, bien qu'en dépit de son propre avis, on établit une mission chez les naturels du lac Pépin (1727). Ces terribles maîtres des plaines américaines venaient de massacrer des Français qui se rendaient en Louisiane, et l'on sentait qu'il était urgent de les pacifier et de les civiliser autant que possible, avant que des partis d'explorateurs pussent traverser leurs terres avec quelque degré de sécurité.

Et comme ni l'amour des découvertes géographiques, ni même les intérêts de la religion ne pouvaient alors faire oublier les avantages d'ordre matériel à retirer des chasseurs indiens, une société fut fondée, dont les opérations devaient se poursuivre simultanément avec celles des missionnaires.

Ainsi fut établi le fort Beauharnois, sur le lac Pépin, expansion du Mississippi entre ce qui est aujourd'hui le Wisconsin et le Minnesota. Ce poste vit bientôt quelque quatre-vingt-quinze loges de Sioux se dresser à l'ombre de ses murs. Et pourtant, tous ces arrangements devaient n'aboutir à rien, pour des raisons que nous exposerons plus tard.



## CHAPITRE III

### HÉRAUTS DE LA CROIX

1727-35

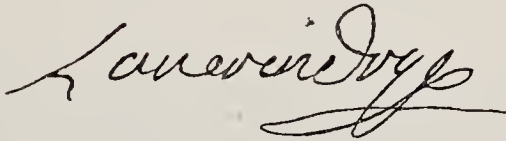
L'homme nécessaire au succès d'une entreprise aussi périlleuse que la découverte de l'Extrême-Ouest n'avait point encore attiré l'attention publique. C'était un Canadien au cœur noble, qui avait embrassé la carrière de traiteur moins par goût que par nécessité. Il s'appelait Pierre-Gaultier de Varennes, et avait assumé le surnom de la Vérendrye, qu'il abrégéait d'habitude en Lavérendrye, sous lequel il est connu dans l'histoire <sup>1</sup>.

Né aux Trois-Rivières, le 17 novembre 1685, d'un gentilhomme français, René-Gaultier chevalier de Varennes, et d'une jeune Canadienne, Marie, fille aînée de Pierre Boucher, le premier de la célèbre famille de ce nom, Pierre-Gaultier avait servi dans l'armée française, et avait été laissé pour mort sur le champ de bataille de Malplaquet, où il avait reçu neuf blessures <sup>2</sup>.

1. Ce nom se trouve écrit d'au moins quinze manières différentes dans les documents du temps. Ainsi nous avons de la Vérandrye, de la Vérenderye, de la Véranderie, Lavérandry, etc. Nous l'écrirons constamment en un mot (plus la particule), comme il le faisait lui-même, comme nous le trouvons dans les registres de Laprairie, et comme l'explorateur, ou ses fils, le firent graver sur une plaque de plomb dont il sera question plus loin. Nous ne croyons pas que personne soit autorisé à en agir autrement.

2. De Lavérendrye eut quatre fils pour l'aider dans la noble tâche qui devait lui incomber. Le premier était Jean-Baptiste qui, né à Sorel le 5 sept. 1713, succomba à la barbarie siousse, au seuil d'une carrière qui s'annonçait comme devant être brillante. Le second, né le 26 déc. 1714, portait les prénoms de son père, Pierre-Gaultier, mais n'en avait ni la détermination, ni l'esprit d'initiative. Il céda constamment le pas à son frère cadet, François, qui naquit le 22 déc. 1715.

Pourtant la récompense de son dévouement à la couronne de France n'avait consisté qu'en un vain titre, et, à l'instar d'autres nobles canadiens, il avait été comme forcé d'embrasser la carrière de traiteur de fourrures pour subvenir à ses besoins. Doué d'une énergie inlassable, d'une droiture d'esprit et d'une honnêteté peu communes alors parmi les hautes classes de la société canadienne, et surtout dirigé dans sa conduite par des convictions religieuses inébranlables, P. de Lavérendrye était indubitablement l'homme idéal pour la poursuite de projets de la cour de France et de ses représentants sur les bords du Saint-Laurent.



Signature de Lavérendrye.

Étant, en 1727, stationné au lac Népigon, il avait entendu les sauvages parler d'une voie qui devait conduire à la mer de l'Ouest<sup>3</sup>, et avait en conséquence formé un plan qu'il soumit au gouverneur du Canada,

Celui-ci, connu dans l'histoire comme le chevalier, devait non seulement se montrer un digne coadjuteur de son père tant qu'il vécut, mais continuer dignement son œuvre après sa disparition du théâtre de ses travaux. Plus instruit que les précédents était Louis-Joseph, qui naquit en 1717, et reçut à Québec une éducation spéciale, en vue de le rendre propre à la confection des cartes géographiques.

3. Des bruits, qu'on sait maintenant avoir été des plus ridicules, circulaient alors concernant des lacs avec flux et reflux, des sauvages "cabanez en terre faute de bois", qui avaient des chevaux avec lesquels ils labouraient (!), des nains de moins de trois pieds de hauteur, une "petite montagne de pierres luisantes", etc. Le P. Degonnor était porté à croire "ces nouvelles apocrifes", mais ne savait guère qu'en penser lorsque Lavérendrye l'assurait tenir la même histoire de "trois autres sauvages de différentes nations, qui ont été au même lieu par des chemins différents" (Cf. Rapport de Lavérendrye, 1728, remis par le P. Degonnor, "missionnaire aux Scioux", au marquis de Beauharnois).

Charles de Beauharnois, par l'entremise du P. Nicolas Degonnor, S. J., l'un des missionnaires de l'Ouest<sup>4</sup>. Ce prêtre s'étant rendu à Montréal, plaida la cause de Lavérendrye qui, en 1730, commandait au fort Kaminstiquia<sup>5</sup>. Comme résultat de son intervention, ce dernier partit de Montréal pour l'Ouest inconnu le 8 juin de l'année suivante, à la tête de cinquante hommes et accompagné de trois de ses propres fils, ainsi que de son neveu, Christophe Dufrost de la Jemmeraye.

Dans l'impossibilité d'obtenir de la cour un subside pour couvrir ses dépenses, il avait reçu le monopole du commerce des fourrures dans les contrées qu'il découvrirait, privilège qu'on croyait, bien à tort comme on le verra, devoir amplement le compenser de l'absence de fonds spéciaux qui lui permissent de mener l'entreprise à bonne fin. Cette circonstance rendit toute marche rapide impossible, bien qu'elle dût aider efficacement à mettre de Lavérendrye en contact avec les aborigènes de l'Ouest, et lui faire acquérir une réelle influence sur eux.

Pendant qu'il s'acheminait vers le but de son expédition, l'explorateur prit comme chapelain le P. Charles-Michel Mesaiger<sup>6</sup>, Jésuite né en France le 7 mars 1706 et arrivé à Québec dans le cours de 1722<sup>7</sup>. Le P. Mesaiger

4. Le P. Degonnor, dont nous trouvons le nom écrit aussi de Gonnor, naquit au diocèse de Luçon, France, le 19 nov. 1691 (d'autres disent 1671), et entra dans l'ordre à Bordeaux le 11 sept. 1710, arrivant au Canada en 1725. Il mourut à Québec le 16 déc. 1759.

5. Sur la rivière du même nom, qu'on dit signifier: rivière qui coule loin en méandres. Elle se jette dans la baie du Tonnerre, lac Supérieur.

6. LAWRENCE-J. BURPEE n'avait sans doute point remarqué la signature de ce missionnaire lorsqu'il l'appelaît *Messenger* dans un opuscule publié deux ans après notre propre ouvrage (*Pathfinders of the Plains*, p. 19).

7. Il prononça ses vœux le 2 fév. 1726, et fut envoyé chez les Miamis. Il retourna en France le 20 oct. 1749, et mourut à Rouen le 7 août 1766. Les nombreuses lettres qu'il nous a laissées nous le montrent comme un homme d'un gros bon sens, et plus porté à la gaîté qu'aux idées noires.

est le premier prêtre qui ait jamais vu le lac des Bois.

Mais, longtemps avant d'y arriver, de Lavérendrye

*Charles Michel Mesaiger S.J.*

Signature du P. Mesaiger.

devait avoir comme un avant-goût des nombreuses difficultés qui allaient l'assaillir au cours de ses explorations. Le 27 août, alors qu'il était à quinze milles de Kaministiquia, ses gens, terrifiés à la vue d'un portage de neuf milles, et peut-être aussi sous l'influence de commerçants jaloux, refusèrent d'aller plus loin. Mais, écrit notre explorateur, "à l'aide de notre père missionnaire, je trouvay le moyen de gagner quelqu'un parmy le nombre de mes engagés, pour aller avec mon neveu la Jemeraye, qui était mon second, et mon fils, établir le poste du lac la Pluye. Je fis faire sur-le-champ le portage et leur donnay un bon guide" <sup>8</sup>.

Avec ces gens de bonne volonté, on finit par atteindre le lac la Pluie <sup>9</sup>, au débouché duquel fut fondé le fort Saint-Pierre, quelque temps avant l'hiver de 1731, pendant que le directeur de l'expédition lui-même devait s'en retourner à Kaministiquia.

Pendant ce temps, de la Jemmeraye n'était pas inactif au nouveau poste. Il invita les Indiens qu'il vit à venir troquer leurs pelleteries avec lui. Malheureusement, comme l'arrivée des Français n'était encore connue que d'un petit nombre, la traite ne put être bien fructueuse cet hiver-là.

Le 8 juin de l'année suivante (1732), de Lavérendrye partit encore avec le missionnaire, son neveu, qui l'avait rejoint, deux de ses enfants et sept employés, en plusieurs

8. Dans MARGRY, *Mémoires et documents pour servir à l'histoire des origines françaises des pays d'outre-mer*, vol. VI, p. 586; Paris 1888.

9. Ainsi nommé de deux mots cris qui signifient: il pleut toujours.



canots. Après une grande réception dont les Indiens du fort Saint-Pierre le gratifièrent, il poussa avec sa petite troupe jusqu'au lac des Bois, à l'extrémité occidentale duquel il érigea le fort Saint-Charles, qu'il nomma ainsi en l'honneur de son chapelain et du gouverneur du Canada, qui avaient tous les deux le même saint pour patron.

A propos du dernier, un mémoire qu'il adressa au ministre des colonies à Paris nous initie aux craintes, basées sur une ignorance bien excusable à cette époque, qui avaient alors cours, en même temps qu'il nous éclaire sur le but réel que le gouvernement français avait en vue, en entreprenant de pareilles explorations. De Beauharnois avait écrit ce qui suit de Lavérendrye et de son œuvre :

“Il faut qu'il ait des cartes bien exactes du Nouveau-Mexique et de la Californie, afin de ne pas aller se jeter dans la mer Vermeille <sup>10</sup>, où la rivière Rouge dont parle M. de la Véranderie a bien la mine de se décharger... A ces considérations, j'en adjoute une qui sera sans doute d'un grand poids auprès d'un ministre qui a autant à cœur que vous l'avez la publication de l'Évangile, parmi les nations nombreuses qui n'ont point encore entendu parler de Jésus-Christ; c'est que, chemin faisant, on pourra prendre des mesures pour ménager, dans ces vastes contrées, des établissemens également utiles à la religion et à l'État. Il seroit même difficile qu'un religieux passât trois ou quatre ans à parcourir ces contrées sans y avoir occasion de procurer, par le baptême, l'entrée du ciel à plusieurs enfans moribonds”.

Puis, en venant à sa propre expérience, le pieux gouverneur ajoute : “J'ay eu plusieurs fois cette consolation pendant ma course, et il n'en est point de plus flatteuse pour les personnes de mon état” <sup>11</sup>.

10. Le golfe du Mexique.

11. Document contemporain sans date ni signature, quoique évidemment de Beauharnois, dans les Archives du Canada.



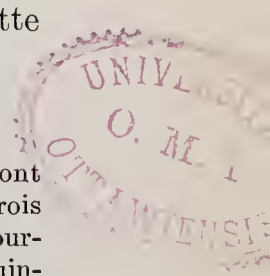
Nous ne possédons aucun document contemporain qui établisse le fait que d'autres que les gentilhommes canadiens-français et leurs employés purent jouir du ministère des premiers missionnaires jésuites, au fort Saint-Charles ou ailleurs dans l'Ouest. Mais il est difficile de concevoir comment, avec un si grand nombre d'Indiens constamment à leurs trousses, aucun d'eux n'ait jamais été baptisé. De fait, la découverte récente des restes de trois indigènes, qui avaient été enterrés à côté de Canadiens dans l'enceinte du fort susmentionné, démontre clairement que quelques-uns d'entre eux avaient reçu le sacrement qui donne droit à la sépulture ecclésiastique.

Le fort Saint-Charles était un rectangle de cent pieds de long <sup>12</sup>, avec une palissade composée d'une double rangée de pieux d'environ quinze pieds de haut, et plantés en terre de manière que l'un d'eux fût face au point de jonction de deux autres. Dans cet enclos, se trouvaient une église, une maison pour le commandant, une autre pour le chapelain, ainsi que quatre cabanes avec cheminées pour les hommes de service, un magasin et une poudrière; le tout fait de troncs d'arbres et de claie, avec des toits d'écorce <sup>13</sup>. De Lavérendrye dit expressément qu'il adopta pour ces constructions le site que lui indiqua le P. Mesai-ger, qui basa lui-même ses préférences sur l'abondance du poisson et du gibier.

Cette fondation se fit dans l'automne de 1732. Le manque de provisions empêcha d'aller plus loin cette année-là.

12. En général, les pieds dont il est question dans cet ouvrage sont des pieds anglais. Il faut un tant soit peu plus de trois pieds trois pouces anglais pour faire un mètre. Dans le cas présent, ce sont pourtant des pieds français qui sont mentionnés. Ils sont près d'un quinzième plus longs que les premiers.

13. De Beauharnois, 28 sept. 1733. Aussi, lettre du P. Aulneau au P. Bonin (*The Aulneau Collection*, p. 72; Montréal, 1893).



Le printemps suivant, l'explorateur envoya son neveu à Montréal, pour y rendre compte de l'expédition. Le P. Mesaiger, dont la santé laissait à désirer, s'en retourna avec lui.

Le 27 septembre, les canots qui avaient été expédiés à Michillimakinac, à l'extrémité orientale du lac Huron, pour y chercher des provisions et des marchandises, revinrent. On découvrit alors que les effets qu'ils avaient amenés étaient mal assortis, et de peu d'utilité pour le commerce avec les Indiens. Pourtant, comme les Cris et les Assiniboïnes du lac Winnipeg demandaient instamment un poste de traite plus rapproché d'eux, de Lavérendrye en établit un, dans l'automne de 1734, à l'embouchure de la rivière Winnipeg, qu'il appela Maurepas, en l'honneur du ministre des colonies, qui avait pourtant assez peu fait pour lui.

Jean-Baptiste, son fils aîné, dirigea l'érection de ce fort.

Quant au chef de l'expédition lui-même, écrasé par de fortes dettes et les difficultés qui s'ensuivaient avec ses gens et ses fournisseurs, il crut nécessaire de descendre à Montréal, qu'il atteignit le 25 août 1734. Il ne devait alors pas moins de quarante-trois mille livres. Pour satisfaire ses créanciers, il n'avait d'autre actif que la perspective des nombreux ballots de fourrures qu'il croyait devoir résulter de ses découvertes. Jusqu'alors, ses trois postes ne lui en avaient rendu que six cents <sup>14</sup>.

Il descendit jusqu'à Québec, et dut se résigner à affermer pour cinq ans ses établissements à ses créanciers, auxquels il accordait le droit de les exploiter au moyen d'agents, pendant que lui, délivré de tous soucis commerciaux, se dévouerait complètement à la découverte de l'Ouest. Au moment même où il se sacrifiait ainsi, son plus jeune

14. De Beauharnois au ministre des colonies, à Paris.

fil, un garçon de dix-huit ans nommé Louis-Joseph, se préparait par de sérieuses études à Québec pour la tâche de faire la carte de la contrée où il devait plus tard joindre l'expédition.

Puis, pour remplacer le P. Mesaiger qui ne pouvait retourner, le P. Jean-Pierre Aulneau de la Touche, S. J., reçut son obédience pour l'Ouest<sup>15</sup>. Sa mission ultime était l'évangélisation des Mandanes<sup>16</sup> du haut Missouri, dont les habitudes quasi-sédentaires portaient à espérer

15. Le nom du P. Aulneau a été écrit de bien des manières. L'historien ROBERT-B. HILL l'appelle Arneau. Arnaud était, pourtant, jusqu'à une date relativement récente, la forme la plus communément adoptée. Le P. PETITOT prétend (*En route pour la mer Glaciale*, pp. 192-93; Paris, 1877) que la véritable orthographe en est Arneau, et cite comme preuve de son assertion un vieux document qu'il dit exister à la factorerie de York, sur la baie d'Hudson, et qui porte le mot Arneau gravé sur la reliure. Là, dit-il encore, se voit un bréviaire imprimé à Rouen en 1701, qui a le même nom écrit sur la première feuille, et, au-dessous, les mentions de Rouen 1705 et de Paris 1698, plus des bouts de phrases comme: "sur la côte septentrionale du lac Supérieur 1729. Tous les sauvages m'aiment, et ont beaucoup de confiance en moi... L'hyver 1728 très long et des plus rigoureux... P. F. Arneau, Rouen".

Considérant le genre de mort attribué au P. Arneau du manuscrit de York, il ne peut y avoir aucun doute que celui-ci n'est point le Jésuite qui fut le compagnon de Lavérendrye. Les bouts de phrases et les dates que nous venons de reproduire, d'après ce manuscrit, contribuent d'ailleurs à établir cette dualité de personnes. Du reste, l'autographe du P. Aulneau, que nous offrons à nos lecteurs, décidera la question de l'orthographe de son nom.

16. Ainsi appelés du dakota *Mawatani*, dit-on. Ces sauvages faisaient partie de la grande famille sious et avaient quelque connaissance de l'agriculture. Quelque temps après l'arrivée du P. Aulneau, en 1750, ils avaient neuf gros villages près de l'embouchure de la rivière du Cœur (*Heart R.*); mais la visite de la petite vérole et des attaques de tribus ennemies ne tardèrent pas à les décimer. Au commencement du dix-neuvième siècle, ils n'étaient plus que 1,275, lesquels, une cinquantaine d'années plus tard, se trouvaient réduits à un peu plus de trois cents. Aujourd'hui ils ne sont guère plus de deux cents, cantonnés dans une réserve qui contient également les restes des Arikaras et des Hidatsas, immédiatement au sud de 48° de lat. nord.

qu'ils se montreraient plus disposés à adopter la foi chrétienne et les mœurs de la civilisation que les hordes nomades des grandes plaines canadiennes.

Né en France le 25 (ou 21) avril 1705, à Moutiers-sur-Laye, d'une bonne famille qui donna à l'Église deux autres prêtres et une religieuse, le P. Aulneau avait été admis dans la compagnie de Jésus le 12 décembre 1720. Il avait quitté La Rochelle le 29 mai 1734, en route pour le Canada, et y était arrivé le 12 août de la même année, après s'être conquis l'estime universelle par son dévouement aux victimes de la peste, qui s'était déclarée à bord de son bateau.

Brûlant du désir de convertir les Indiens, le jeune missionnaire écrivait de Québec le 25 avril 1735, relativement aux plans qu'il pensait mettre à exécution une fois rendu dans l'Ouest. Il se proposait de passer l'hiver chez les "Assinipoëls" et les Christinaux; puis de se diriger vers le pays des "Ouant Chipouanes", c'est-à-dire, ajoute-t-il, de "ceux qui demeurent dans des trous" (les Mandanes), et il se réjouissait à la pensée que "si notre bon Dieu le veut..., je seray le premier à leur porter la bonne nouvelle, de l'Évangile"<sup>17</sup>.

Dans ses desseins impénétrables, Dieu en avait disposé autrement. Le P. Aulneau partit de Montréal pour l'Ouest avec Lavérendrye le 13 juin 1735<sup>18</sup>, heureux et content, bien que son bonheur fût quelque peu tempéré par la perspective d'y rester sans confrère<sup>19</sup>. Doué d'une conscience délicate, l'idée de rester si longtemps privé de ces consolations spirituelles qu'il allait lui-même dispenser

17. Lettre au P. H. Faye, 25 avril 1735.

18. Ayant à son service personnel "un excellent chasseur qui lui fournira du gibier à l'occasion" (Lettre du P. Luc-François Nau au P. Bonin; Sault Saint-Louis, 2 oct. 1735).

19. Le P. Aulneau à sa mère; 29 avril 1735. Il est vrai qu'on lui avait promis un compagnon pour l'année suivante.



aux autres lui répugnait. Ces scrupules devaient finir par décider de son sort.

Il passa quelques jours non loin de Montréal, à la mission du lac Saint-Louis, (qu'a remplacée depuis celle de Caughnawaga), avec son confrère, le P. Luc-François Nau, qui la dirigeait alors, et ne la quitta que le 21 du même mois, en la fête de saint Louis de Gonzague, circonstance que son grand esprit de foi ne put laisser inaperçue, et qu'il se plaisait dans la suite à faire remarquer <sup>20</sup>. Le 27 juillet suivant, il était à Michillimakinac et le 23 octobre arrivait au fort Saint-Charles.

Cependant de nouvelles difficultés surgissaient sans cesse sous les pas de Lavérendrye. Les canots qui devaient apporter les provisions n'étaient point arrivés à temps; on dut donc passer l'hiver au fort Saint-Charles à s'ingénier pour économiser, bien que l'explorateur eût précédemment envoyé au fort Maurepas son neveu, de la Jemmeraye, deux de ses propres fils et autant de serviteurs.

Quant à notre missionnaire, il acquérait quelques bribes de langue crise, bien malgré les Indiens eux-mêmes, qui n'appréciaient point le don de Dieu. Il avait de grandes aptitudes pour l'acquisition des langues étrangères, et l'on peut dire qu'il fut le premier blanc à étudier systématiquement celle des Cris. Dans une lettre au P. Bonin, de Michillimakinac, il admet franchement qu'il ne fondait aucune espérance sur ceux qui fréquentaient le fort Saint-Charles, puisque, en plus de leur nature superstitieuse et dépravée, le fléau des boissons enivrantes avait rendu leur conversion impossible.

"Les Anglais et les Français, par leur maudite avarice, leur ont donné de l'appétit pour l'eau-de-vie", écrit le jeune prêtre, qui se croit pourtant obligé d'ajouter peu après: "Je dois dire cependant, en justice pour les Fran-

20. Fort Saint-Charles; lettre au P. Bonin, 30 avril 1736.



çais avec lesquels j'ai voyagé, qu'ils n'ont rien à faire avec cet infâme trafic, et que, malgré les demandes réitérées des Indiens, ils ont préféré repousser toute offre de traite avec les différentes tribus, plutôt que de leur donner de l'eau-de-vie en échange" <sup>21</sup>.

Pour ceux qui connaissent à quels excès en cette matière se portèrent les traiteurs subséquents, cette dernière remarque du P. Aulneau ajoute à la mémoire de Lavérendrye comme une auréole d'honorabilité, suffisante pour en faire un homme d'une conscience exceptionnelle pour l'époque.

Tous ceux qui le suivirent sur le champ des explorations géographiques, ou même et surtout du simple commerce des fourrures, commirent sous ce rapport des fautes qu'aucune indulgence ne peut excuser, et les très rares individus qui l'y précédèrent sur des points moins occidentaux ne furent pas plus exempts de cette faiblesse. Les boissons fortes paraissaient alors comme un accom-

21. Du même au même; même date. En mettant ses propres compatriotes sur le même pied que les Anglais en ce qui était de l'habitude de donner des boissons enivrantes aux sauvages, le P. Aulneau devait avoir en vue les Français de l'est, et non ceux de l'ouest. En effet, un auteur anglais contemporain, qui écrivait après avoir vécu (en 1746 et 1747) avec les traiteurs de la baie d'Hudson, ses propres nationaux, déclare explicitement que les Indiens se procuraient leurs boissons fortes "des Anglais, contrairement aux sages maximes des Français, qui n'en veulent point" (HENRY ELLIS, *A Voyage to Hudson's Bay*, p. 187; Londres, 1748)

Un autre auteur, qui avait passé six ans à une date encore plus ancienne (puisque son premier séjour à la baie avait eu lieu entre 1733 et 1736, c'est-à-dire à l'époque des premières explorations de Lavérendrye), ce JOSEPH ROBSON que nous avons déjà eu l'occasion de citer, rend témoignage aux "bons offices" pour les sauvages des Français établis à la source du fleuve Nelson, au moyen desquels ils avaient "obtenu une telle influence sur presque tous les indigènes, que beaucoup de ces derniers se sont constitués les facteurs (ou agents pour la traite des fourrures) des Français à nos propres établissements" (*An Account of Six Years Residence in Hudson's Bay*, p. 63).

gnement obligé de tout voyage chez les Indiens. Ainsi voyons-nous que lorsque, vingt-neuf ans auparavant, il fut question d'envoyer le sieur de la Noue dans l'Ouest, on se proposait de munir son expédition de blé d'Inde, de graisse, d'eau-de-vie et de tabac, le tout accompagné de douze pièces de boisson <sup>22</sup>.

22. MM. de Vaudreuil et Bégon; 20 oct. 1717.

## CHAPITRE IV

### MASSACRE DU LAC DES BOIS

1736

Au printemps de 1736, les provisions étaient excessivement rares au fort Saint-Charles. Ce n'était guère la faute de Lavérendrye qui, dès le printemps de 1733, avait non seulement semé des pois autour de son établissement, où il avait aussi planté du maïs, mais était même parvenu à persuader à deux familles d'Indiens d'en faire autant en ce qui était du "bled", probablement du blé d'Inde ou maïs<sup>1</sup>. Pour comble d'infortune, le commandant eut la douleur d'apprendre, le 4 juin<sup>2</sup>, la mort de son neveu. Cette nouvelle fut apportée par le petit groupe du fort Maurepas, que pressurait la faim. De la Jemmeraye avait passé de vie à trépas le 10 mai 1736. C'est le premier chrétien qui ait jamais été inhumé dans les limites de ce qui est aujourd'hui le Manitoba. Ses cousins élevèrent une humble croix de bois sur sa tombe, et se réfugièrent au fort Saint-Charles.

1. "La semence d'un minot de pois, après en avoir mangé en verd pendant longtems, en rendit encore dix, que j'ay fait semer le printems suivant avec du bled d'inde. J'ay engagé deux familles de sauvages à semer du bled, à force de les solliciter" (*Journal*). Il ajoute quelque peu naïvement: "J'espère que la douceur qu'elles en tireront engagera les autres à suivre leur exemple". Ce n'est donc pas d'hier que les pois et le blé d'Inde sont estimés des Canadiens.

2. L.-A. PRUD'HOMME a le 2 juin (*Pierre-Gaultier de la Vérendrye*, dans les *Mémoires de la Société royale du Canada*, p. 32); mais le découvreur est explicite sur ce point, et mentionne lui-même le 4 (Cf. MARGRY, vol. VI, p. 589). De Beauharnois doit également se tromper quand il parle du 5 (Lettre au ministre, 14 oct. 1736). Il n'est pourtant que juste de faire observer que la question de dates dans la chronologie de Lavérendrye est une source d'embarras constants, l'explorateur lui-même ne se contentant pas toujours d'une pour le même événement.

Embarrassé par le manque de vivres, que cette augmentation dans son personnel rendait encore plus sensible, de Lavérendrye fut obligé d'expédier deux canots à Michillimakinac, sa base d'opérations la plus rapprochée. C'était là pour le P. Aulneau une trop bonne occasion de revoir ses confrères, et de bénéficier de leur ministère, pour qu'il n'en profitât point<sup>3</sup>. Il résolut immédiatement de s'embarquer avec les employés, et sollicita la compagnie de Jean-Baptiste, fils aîné de l'explorateur, que celui-ci ne put lui refuser.

Ils partirent le 8 juin 1736, dans des canots montés par dix-neuf<sup>4</sup> voyageurs, qui avaient eux-mêmes été précédés par cinq autres engagés. Ceux-ci s'étaient mis en route pour la même destination cinq jours auparavant.

Étrangers à toute intention inavouable, et encore assez peu familiers avec le caractère traître des sauvages des plaines, ces Français ne songeaient à aucun danger, pendant qu'ils ramaient gaîment sur les eaux émaillées d'îles du lac des Bois. Le père de Jean-Baptiste de Lavérendrye leur avait pourtant conseillé d'être bien sur leurs gardes<sup>5</sup>. Ils auraient pu aussi se rappeler un incident de date récente qui, tout insignifiant qu'il fût en lui-même, n'en était pas moins gros des plus graves conséquences.

Une bande de Cris, ces ennemis héréditaires des Sioux,

3. Il voulait "se confesser et chercher direction dans des difficultés causées par son extrême délicatesse de conscience" (P. Nicolas Degonnor à un confrère).

4. Les documents contemporains ne s'accordent point sur le nombre des voyageurs dans le parti. Quelques-uns disent dix-huit, d'autres vingt, la plupart dix-neuf, et l'un d'eux va jusqu'à le mettre à vingt-deux. La récente découverte du site du fort Saint-Charles ne nous permet pas de douter que, en plus du prêtre et du gentilhomme, il y ait eu dix-neuf employés, ni plus ni moins, dans la caravane.

5. "Je leur recommanday de se bien garder, que j'avois eu airs qu'il y avoit un party de Sioux dans le lac, qui cherchoient les Crys, et qu'ils pourroient peut-être les insulter" (A M. le marquis de Beauharnois 5 juin 1736).

fiers de posséder quelques fusils obtenus au fort Saint-Charles, s'étaient amusés à tirer de son enceinte sur des Sioux de prairie qui passaient.

—Qui tire sur nous? avaient demandé les étrangers du sud.

—Ce sont les Français, ricanèrent les Cris.

Réponse fatale, dictée par la lâcheté, quel résultat imprévu ne devait-elle pas avoir!

Le parti de cinq Français qui avait précédé celui de Jean-Baptiste de Lavérendrye et du P. Aulneau n'avait encore franchi qu'une assez faible distance<sup>6</sup>, quand, le matin du 4 juin, il tomba sur une bande de quatre-vingt-dix ou cent Sioux, montant une trentaine de canots, qui le cernèrent immédiatement, et garrottèrent ses membres comme pour les mettre à la torture.

—Vengeance! s'écrièrent-ils. Ces gens vont payer pour l'attaque contre nos frères à la maison des blancs!

—Mais ni nous ni nos amis ne vous avons fait aucun mal, plaïda Bourassa, l'un des voyageurs.

—Les Français ont tiré sur les Sioux, déclarèrent les guerriers Indiens.

—Vous vous trompez, dit Bourassa; ce sont les Cris qui l'ont fait. Si vous voulez vous en assurer et venger l'insulte faite à votre nation, allez à notre fort. Vous y trouverez cinq ou six loges de Cris, qui sont les seuls coupables.

Ainsi parla le pauvre voyageur, en son nom et en celui de ses compagnons. Pourtant les Sioux n'étaient qu'à demi apaisés.

—Les Français favorisent nos ennemis, objectèrent-ils. Ils leur vendent des armes et des munitions, et le fils de leur commandant a été fait chef des Cris.

6. Douze lieues à partir du fort Saint-Charles, d'après Lavérendrye.



—Je ne sais rien de cela, fit Bourassa; mais vous recevez vous-mêmes de notre fort toutes les armes que vous pouvez payer quand nous les avons<sup>7</sup>. En outre, j'ai maintes fois entendu le chef des blancs prêcher la paix aux Cris et aux autres.

A ce moment même, une femme accourut en s'écriant:

—Qu'allez-vous faire, mes parents? Je dois la vie à ce Français. Il ne m'a fait que du bien.

Cette intervention, jointe à la perspective d'une proie plus digne de leur vaillance, fit lâcher prise aux Sioux. Ils remirent Bourassa et ses compagnons en liberté, mais non sans s'être emparés de leurs armes et avoir pillé leurs provisions. Puis ils se dirigèrent vers le fort, où ils ne purent trouver les loges des Cris, qui avaient décampé avant le départ de Bourassa<sup>8</sup>.

Frustrés dans leur espoir de se venger sur leurs ennemis séculaires, les Sioux revinrent sur leurs pas, leur soif de sang encore stimulée par le désappointement,

7. "Ils se plaignoient des françois, qui donnoient des armes à leurs ennemis pour les tuer; il leur répliqua que les françois leur en donnoient bien aussy" (Mémoire de Lavérendrye au marquis de Beauharnois; 14 juin 1736).

8. Nous tenons ces détails d'une double source: de documents manuscrits (vol. xvi, fol. 189) dans les Archives coloniales de la marine, à Paris, et d'un rapport du gouverneur de Beauharnois, daté de Québec, 14 oct. 1736. Ce dernier, écrit apparemment juste après la réception des premières nouvelles, ne paraît pas correct dans tous ses détails. Il dit, par exemple, que les Sioux des prairies, au nombre de cent trente, trouvèrent le canot du P. Aulneau monté par un certain Bourassa, et attribue la mise en liberté des Français uniquement à l'intervention de la sauvagesse, qui aurait dit aux Indiens de continuer leur chemin, et qu'ils trouveraient "vingt-quatre" Français à exterminer. On ne voit guère comment cette femme pouvait avoir eu connaissance du parti du P. Aulneau, qui n'avait quitté le fort Saint-Charles que quatre jours après la rencontre des Sioux avec Bourassa. Il était en outre impossible que les sauvages vissent l'expédition des blancs en se rendant au fort de ceux-ci. Ils durent les rencontrer en s'en revenant, peut-être après les avoir suivis de loin depuis leur départ.

et jurant probablement de se dédommager en tombant sur les voyageurs qui les avaient, pensaient-ils, indignement trompés. Bourassa et ses compagnons avaient promis d'attendre leur retour, les armes qu'on leur avait prises devant alors leur être rendues; mais ils s'étaient, au contraire, hâtés de reprendre le chemin de Michillimakinac.

Les Indiens trouvèrent mieux. Une superbe occasion d'étancher leur soif de sang se présenta vite à eux. Sur une île, à quelque vingt milles du fort Saint-Charles, ils découvrirent le feu de bivouac d'un important détachement de blancs, dans lequel ils reconnurent bientôt Jean-Baptiste de Lavérendrye, le chef adoptif de leurs ennemis. Il est probable que, empêchés par le vif éclat des flammes, de s'apercevoir de ce qui se tramait sur l'eau contre eux, les Français furent pris à l'improviste. Dans un clin d'œil, flèches<sup>9</sup>, casse-têtes, poignards et même les outils du parti campé là furent mis à requisi-tion. Les blancs furent tués jusqu'au dernier, mais pas avant que les Sioux n'eussent eu de bonnes preuves du courage de leurs victimes, s'il faut en juger par le fait que, dix jours plus tard, deux Cris monsonis trouvèrent plus de vingt canots sioux encore teints de sang, et, à côté, des membres humains enterrés dans le sable. L'iden-tité de ces embarcations était certaine: près des canots sioux, s'en trouvaient deux qui avaient appartenu aux blancs.

C'était le soir du 8 juin 1736<sup>10</sup>.

Quelques jours après le massacre, les corps furent trouvés par un parti de Français. Leurs têtes, dont la plupart avaient été scalpées, reposaient sur des peaux

9. Au moins une, qui était de fer, a été retrouvée plantée dans l'un des crânes exhumés au fort Saint-Charles. V. Appendice A.

10. V. Appendice A. Par une étrange distraction, ALEXANDRE BEGG fait du fort Maurepas le théâtre de ce massacre (*History of the North-West*, vol. III, *Chronology*).

de castor. Le sieur de Lavérendrye était étendu sur le sol, la face contre terre, le dos tailladé avec un couteau et une houe enfoncée dans les reins <sup>11</sup>. Sa tête, qui avait été détachée du tronc, était enrubannée de jarretières et de bracelets en piquants de porc-épic.

Quant au P. Aulneau, il se tenait sur un genou, la main gauche reposant sur le sol et la droite levée comme dans l'acte de donner l'absolution <sup>12</sup>. On dit que la majorité des agresseurs étaient d'avis de lui laisser la vie sauve, et que ce ne fut que par pure fanfaronnade qu'un étourdi voulut montrer, en l'exécutant, qu'il était au-dessus de toute crainte.

La première conséquence de cet assassinat sacrilège fut, s'il faut en croire la même autorité, un coup de tonnerre assourdissant, qui jeta la terreur dans tous les cœurs. La bande meurtrière décampa précipitamment avec son butin, parmi lequel se trouvaient les vases sacrés dont le missionnaire s'était servi pour la célébration de la sainte messe. Ceux-ci, ou du moins le calice, échurent en partage à une veuve qui, dans un laps de temps incroyablement court, perdit presque tous ses fils. La malédiction qui semblait s'attacher au vase mystérieux l'impressionna si vivement, qu'elle finit par le jeter dans la rivière.

Ainsi se terminèrent les rêves d'évangélisation du P.

11. D'autres disent "avec une grande trouée dans les reins". Tout dépend de la manière dont on lit le manuscrit original, vu que, dans l'écriture courante, *trouée* et *houe* se ressemblent beaucoup. L'incision dans le sternum de Lavérendrye, que l'auteur de ces lignes a constatée lui-même dans son squelette, fait instinctivement penser aux suites d'un coup porté par un instrument plutôt émoussé.

12. Le document de la factorerie de York auquel nous avons déjà fait allusion, après avoir décrit comme ci-dessus l'état dans lequel le corps de Lavérendrye fut trouvé, continue ainsi: "Le père Arneau, non décapité, avait une effroyable blessure dans l'abdomen, dont les entrailles avaient été arrachées et répandues sur le sol. La main gauche était coupée" (*En route pour la mer Glaciale*, p, 192).

Aulneau. Il semblerait que, dans les derniers jours de sa vie, il avait eu un pressentiment du sort qui l'attendait, puisque, quinze jours seulement avant sa fin prématurée, il avait écrit au P. Degonnor: "Continuez de prier Dieu pour moi, mon cher père, et recommandez-moi à la Sainte Vierge. J'espère bientôt terminer ma carrière, mais crains de la terminer mal"<sup>13</sup>.

On peut dire qu'il avait été tout le printemps comme hanté par la pensée de sa mort. En effet, dès le 30 avril de cette même année, il avait écrit, après avoir détaillé tous ses plans pour l'avenir: "Qui peut le dire? Peut-être que, au lieu de recevoir l'annonce de leur réalisation, vous apprendrez la nouvelle de ma mort"<sup>14</sup>.

Esprit cultivé<sup>15</sup>, homme de devoir<sup>16</sup>, bon prédicateur<sup>17</sup> et prêtre rempli du sentiment de son indignité aux yeux de Dieu, il passa de vie à trépas sans ressentir cette appréhension angoissante qui fait alors le supplice de ses semblables. Sa vie antérieure avait été une digne

13. *The Aulneau Collection*, p. 88.

14. Du fort Saint-Charles, au P. Bonin.

15. Le P. Aulneau doit avoir été un homme plus ou moins versé dans les sciences astronomiques et géographiques, puisque, écrivant un jour de Montréal au P. Bonin, il lui demandait la liste des éclipses visibles en France et en Amérique. "J'essaieray", dit-il, "de m'en servir pour déterminer les longitudes des nouvelles régions auxquelles la Providence m'envoie" (12 juin 1735).

16. C'était, en outre, un homme d'une grande délicatesse de sentiments, que remuait facilement un spectacle édifiant. Ainsi la simple vue de la bonne tenue à l'église des Iroquois du Sault Saint-Louis (Caughnawaga), qu'il avait visités le jour de la Fête-Dieu, suffit pour lui faire verser des larmes de joie (Lettre du P. Luc-François Nau au P. Bonin; Sault Saint-Louis, 2 oct. 1735).

17. "L'année dernière, il prêcha pendant le carnaval à Québec, à la grande satisfaction de tous ceux qui ne purent assister, formant leur jugement d'après le témoignage de ceux qui furent présents. La foule qui suivit avec assiduité les sermons ne se lassait point de chanter ses louanges" (Lettre du P. Nicolas Degonnor, été de 1736, d'après la traduction anglaise du P. A. Jones, S. J.—comme c'est, d'ailleurs, le cas pour toutes les citations qui se rapportent au P. Aulneau).



préparation à cette fin si brusque<sup>18</sup> et d'autant plus déplorable que le missionnaire était dans la force de l'âge et "aussi robuste que courageux", ainsi que nous l'apprennent les documents contemporains<sup>19</sup>.

Au fort Saint-Charles, de Lavérendrye père semblait se douter de la possibilité de pareille catastrophe, d'autant plus qu'une lettre du fort Saint-Pierre lui avait appris, le 14 juin, l'accident arrivé à Bourassa. Le 22 du même mois, la terrible nouvelle venait attérer le pauvre explorateur, et jeter la consternation parmi les siens.

Les Sioux allaient-ils profiter de la terreur qu'inspirait leur crime pour venir attaquer et détruire le fort Saint-Charles? C'est ce que se demanda son commandant. Afin de pourvoir à sa propre sécurité et à celle de ses employés, il fit donc réparer son établissement, et le mit en état de résister aux assauts des sauvages des plaines américaines<sup>20</sup>.

En attendant, la tragédie de l'île au Massacre avait dans le sud les effets délétères qu'il était facile de prévoir. La nouvelle de ce qu'on appelait la défaite des Français sous Jean-Baptiste de Lavérendrye parvint le 23 août 1736 au fort Beauharnois, où commandait Legardeur de Saint-Pierre. Le 16 septembre suivant, un chef sioux entra dans le fort portant, en guise de pendant d'oreilles, un sceau d'argent qui fut reconnu pour avoir appartenu au P. Aulneau. A cette vue, le commandant français, sol-

18. V. Appendice B.

19. Lettre du P. Nau, 2 oct, 1735. Le lendemain le même père écrivait que le P. Aulneau "était plein de force et de santé, et qu'il soupirait après la conversion des Indiens de la mer de l'Ouest".

20. "Le 26, j'ay fait rétablir le fort Saint-Charles, et l'ay mis en état que quatre hommes peuvent le deffendre contre cent" (Mémoire du 2 juin 1736). Le mémoire qui porte cette date est écrit sous forme de journal, et commence en effet par les événements du 2 juin, se terminant le 27 novembre suivant.



dat impétueux bien plus qu'habile diplomate, arracha à l'Indien l'ornement improvisé, et avec lui une partie de l'oreille.

*Ma très chère mère.*

Le long séjour que j'ay esté, contre mon attente, obligé de faire à Montreal, me procure encore une fois le plaisir de vous donner de nouvelles assurances de mon respectueux attachement. J'en prends demain, à l'exception, grâce à Dieu, d'autre peine que celle de m'éloigner trop nous pourrions vous donner de mes lettres, et recevoir des vôtres, aussi souvent que je le voudrais. Je vous prie qu'à 340 lieues d'icy j'aurais encore le loisir de vous écrire. j'en profiteray avec le plus sensible plaisir voyla une grande larme dans laquelle la providence me fait entre, priez Dieu ma chère mère de me faire la grâce de la faire d'une manière digne de luy j'espère qu'elle vous sera comode de toutes sortes de consolations humaines, elle ne m'abandonnera pas, et que si au milieu des forêts ou je vais passer le reste de ma vie au milieu des bêtes féroces, je ne trouve pas de quoy contenter mon amour propre je trouveray du moins de quoy le détourner et l'occuper par mes souffrances, conjurer le dieu de m'en envoyer beaucoup, et de me donner la patience de les supporter avec résignation à la bonté sainte et divine volonté. Je prie presque tous les jours pour vous avec la confiance de la melle et je continueray jusqu'à la mort de vous donner cette unique assurance qui soit en mon pouvoir, d'en avoir pu de reconnaissance. Je suis ma chère mère avec un profond respect.

A Montreal le 12<sup>e</sup> juin. 1735

vosre très humble et obéissant  
serviteur en H. J. P. Aulneau  
D. L. C. D. J. M. H. ind.

Lettre autographe du P. Aulneau <sup>21</sup>.

Peu après, les Sioux brûlèrent le fort d'une tribu alliée aux Français, et, arrachant les piquets de la clôture de la mission catholique sur le lac Pépin, en firent un feu

21. Comme l'écriture du P. Aulneau, telle que reproduite ici, est trop fine pour se déchiffrer facilement, nous en donnons une transcription fidèle.

“Ma très chère mère,

“Le long séjour que j'ay esté, contre mon attente, obligé de faire à

de joie. Dès lors, ce ne fut plus qu'une suite ininterrompue d'actes d'hostilité contre le fort et la mission; en sorte que, après avoir consulté le P. Guignas, supérieur de cette dernière, de Saint-Pierre évacua son établissement et le prêtre le sien, le 30 mai 1737 <sup>22</sup>.

Montréal me procure encore une fois le plaisir de vous donner de nouvelles assurances de mon respectueux attachement. J'en pars demain, n'ayant, grâces à Dieu, d'autre peine que celle de m'éloigner trop pour pouvoir vous donner de mes lettres et recevoir des vôtres aussy souvent que je le voudrois. Peut-être qu'à 340 lieues d'icy j'auray encore le loisir de vous écrire. J'en profiteray avec le plus sensible plaisir. Voylà une grande carrière dans laquelle la Providence me fait entrer; priez dieu, ma chère mère, de me faire la grâce de la fournir d'une manière digne de Luy. J'espère que, séparé par son amour de toutes sortes de consolations humaines, il ne m'abandonnera pas, et que si, au milieu des forests où je vais passer le reste de ma vie, au milieu des bestes féroces, je ne trouve pas de quoi contenter mon amour-propre, je trouveray du moins de quoi le détruire et l'anéantir par mes souffrances. Conjurez le Seigneur de m'en envoyer beaucoup, et de me donner la patience de les supporter avec résignation à sa sainte et divine volonté. Je prie presque tous les jours pour vous au saint sacrifice de la messe, et je continueray jusqu'à la mort de vous donner cette unique marque qui soit en mon pouvoir de ma juste reconnaissance. Je suis, ma chère mère, avec un profond respect

Votre très humble et obéissant serviteur et fils.

J. P. AULNEAU d(e) l(a) c(ompagnie) d(e) J(ésus).

"A Montréal, le 12<sup>e</sup> juin 1735".

22. Le gouverneur de Beauharnois écrivait dans son rapport de 1738 que "cet officier avoit ajouté qu'il seroit bon de détruire cette nation", tâche dont l'impétueux de Saint-Pierre était loin de soupçonner la difficulté.

## CHAPITRE V

### PROGRÈS

1736-49

Quand de Lavérendrye apprit la calamité qui était venue s'ajouter à ses nombreux déboires, il fut comme anéanti par le coup qui le frappait. Dans les premiers moments qui suivirent le choc qu'elle lui causa, la pensée lui vint de se rendre aux pressantes instances des Indiens, qui voulaient le voir à leur tête pour aller venger un crime si gratuit. Mais il se ravisa bien vite, et, dans le but de laisser la première effervescence des passions se calmer, il donna des ordres sévères pour que rien ne fût fait dans ce sens avant qu'on ne connût l'avis du "Grand Père" de l'est, c'est-à-dire du gouverneur de Beauharnois<sup>1</sup>.

Entre temps, il envoya, le 19 septembre 1736, chercher les restes des victimes de la cruauté sieuse, à savoir les corps de son fils et du missionnaire, ainsi que les têtes des voyageurs<sup>2</sup>, qu'il fit enterrer le lendemain dans la chapelle de son fort.

1. Des représailles paraissaient si naturelles dans les circonstances, et elles étaient pourtant si dangereuses si l'on songeait à l'avenir, qu'on craignit un moment, à Paris, que Lavérendrye ne s'y laissât aller. "L'aventure arrivée au convoi du S<sup>r</sup> de la Vérendrye est des plus fâcheuses", écrivait-on peu après de Paris à M. de Beauharnois: "[elle] doit faire craindre que l'on ne soit obligé d'abandonner tous les établissemens qui ont été faits par cet officier et même celui des Sioux, surtout s'il a entrepris de venger ce coup sur les Sioux des prairies; mais j'ay, comme vous, peine à croire qu'il ait prys un party aussi contraire au bien du service" (Dépêche de la cour de France à M. de B., 22 avril 1737).

2. On dut plus tard apporter au fort Saint-Charles les ossements de ces voyageurs, puisque quelques-uns y ont été trouvés dans un état d'irrégularité qui montre que ce furent les ossements, et non les corps, qu'on y enterra.

Dès lors, nombreuses et retentissantes furent les clameurs pour une guerre d'extermination contre les Sioux. De Lavérendrye n'en voulut point entendre parler. Pourtant, dans l'automne de l'année suivante, un parti de Français captura quelques-uns des meurtriers, parmi lesquels se trouvait l'Indien qui avait tué le prêtre. Mais comme on était sur le point de les conduire aux quartiers généraux des blancs, dans le but de leur faire expier leur crime, les prisonniers furent délivrés par des Indiens de la même tribu, qui avaient peut-être aussi trempé leurs mains dans le sang des étrangers <sup>3</sup>.

Loin de se laisser abattre par ce désastre, de Lavérendrye tourna son attention vers la reprise de ses découvertes. Mais, pour obéir aux incessantes sollicitations des Cris et des Assiniboines, il crut devoir se rendre d'abord à Montréal. Sa situation financière, maintenant critique, lui faisait du reste, une loi de cette démarche. De Beauharnois le reçut bien, et l'engagea fortement à suivre une politique d'apaisement vis-à-vis des sauvages; mais les marchands furent sans pitié. Ils ne se gênèrent pas pour insinuer ouvertement que l'inanité de son administration avait seule pu l'acculer à pareille impasse. D'un autre côté, les envieux ne se lassaient point de proclamer qu'il visait plus à acquérir des pelleteries qu'à ajouter de nouvelles contrées à la colonie <sup>4</sup>.

Cependant à force d'explications et en refoulant dans

3. *The Aulneau Collection*, p. 106.

4. "Si plus de quarante mille livres de dettes, que j'ay sur le corps, sont un avantage, je puis me flatter, d'être fort riche", répliquait le pauvre explorateur au cours d'un mémoire explicatif (MARGRY, vol. VI, p. 593). D'un autre côté, le marquis de la Galissonnière, successeur du marquis de Beauharnois au poste de gouverneur de la Nouvelle-France, devait lui-même écrire au ministre de la marine, à Paris, que "ces découvertes causent de grandes dépenses, et exposent à de plus grandes fatigues et à de plus grands dangers que les guerres ouvertes" (*ibid.*, p. 613).



son cœur l'indignation qui aurait pu le gagner, il parvint à équiper quelques canots, avec lesquels il reprit le chemin de l'Ouest. Le 2 septembre 1738, il revoyait le fort Saint-Charles.

Sur ces entrefaites, trois cents guerriers monsonis<sup>5</sup> étaient partis pour le pays des Sioux, en compagnie de deux cent cinquante Cris, bien déterminés à venger, dans une expédition à leur propre compte, le tort fait aux Français. Peu de temps après, huit cents Assiniboines avaient pris la même direction dans un but identique. Mais la petite vérole, apportée de la baie d'Hudson, se déclara dans leurs rangs et paralysa leurs efforts. Dieu se réservait de punir lui-même les meurtriers de son ministre et de ses amis.

D'un autre côté, désireux d'avoir les Français à la "Grande Fourche" des Assiniboëls, les Indiens leur élevèrent un fort de leurs propres mains<sup>6</sup>. Il convenait

5. On ne s'accorde pas absolument sur le rang que tenaient les Monsonis de Lavérendrye dans la grande famille algonquine. D'aucuns voudraient voir en eux une subdivision des Cris, tandis que d'autres les croient plus proches parents des Sauteux du nord. Ils paraissent avoir occupé la vallée de la rivière à l'Orignal (*Moose R.*), bien que la carte de Dobbs (1744) mette leur habitat au sud du lac la Pluie. Ils n'existent plus en tant que division ethnique, ou du moins ils ne sont plus comptés comme tels.

6. Depuis le 14 oct. 1737, il fut constamment question de transférer le fort Maurepas à la "grande Fourche de la rivière Rouge, pour faciliter la navigation et le commerce" (Journal de Lavérendrye cité par Beauharnois). Pour hâter la réalisation de ce plan, les Indiens "avoient fait un grand fort à la grande fourche des Assiniboiles, pour y retirer les François" (De Beauharnois au ministre en France, 1<sup>er</sup> oct. 1738). L'édifice dû à l'initiative aborigène ne paraît pas avoir été remarquable par son excellence architecturale; car de Lavérendrye écrit formellement dans son journal pour les années 1738-39 que M. de la Marque lui dit avoir amené à la Fourche M. de Louvière, avec deux canots, pour y bâtir un poste qui subviendrait aux besoins des Indiens de la rivière Rouge, ajoutant qu'il consentait à cela, pourvu que ceux-ci en fussent avertis. Ce nouvel établissement était le fort Rouge, dont le nom est aujourd'hui perpétué par un quartier de Winnipeg.

dès lors que l'explorateur fût quelque chose pour les satisfaire. Dans l'automne de 1738, il partit pour le lac Winnipeg, et remonta la rivière Rouge, dont il atteignit la jonction avec l'Assiniboine le 24 septembre de la même année.

Il se trouvait alors à l'emplacement même où devait plus tard s'élever la métropole du Canada central, la grande ville de Winnipeg <sup>7</sup>.

De là, encore que l'Assiniboine fût extrêmement basse, il remonta ce cours d'eau jusqu'à un point où les Indiens avaient l'habitude de laisser leurs canots pour se diriger par terre au lac Manitoba, aujourd'hui le Portage-la-Prairie. Là il fonda un poste qu'il appela fort la Reine, en l'honneur de l'épouse du roi de France. Ce poste devait lui servir de seconde base d'opérations dans l'Ouest.

Il n'entre point dans nos plans de suivre de Lavérendrye et ses fils dans toutes leurs opérations, ni d'entrer dans les détails de leur commerce avec les aborigènes. Nous nous bornerons à mentionner le grand voyage au pays des Mandanes, haut Missouri, que l'explorateur en chef fit, du mois d'octobre 1738 à février 1739, et les excursions presque aussi importantes de son fils le chevalier <sup>8</sup> aux lacs Manitoba, Dauphin, Winnipegosis et Bourbon, ainsi qu'à la Saskatchewan inférieure. Le chevalier François de Lavérendrye fut le premier blanc à voir ces importants points géographiques. Il était généralement accompagné de son frère Louis, le plus jeune de la famille <sup>9</sup>.

7. Il faut espérer que, lorsque la mémoire du grand Lavérendrye sera honorée au Manitoba comme elle le mérite, cette date mémorable du 24 septembre sera officiellement reconnue par la célébration de quelque fête publique à Winnipeg.

8. François, et non Pierre-Gaultier, comme on l'a dit généralement. C'est là un point historique que M. A.-H. de Trémaudan a péremptoirement établi dans le *Canada français*, vol. II, p. 109 et seq.

9. Non pas de Pierre-Gaultier, comme le disent les auteurs.

Au printemps de 1741, leur père dut encore retourner à Montréal, d'où il revint avec le P. Claude-Godefroy Coquart, S. J., qui fut pourtant forcé par quelque intrigue due à la jalousie de rester momentanément à Michillimakinac.

A handwritten signature in dark ink, reading "C. Godefr. Coquart. S. J." in a cursive script. The signature is written on a light background and is the central focus of the block.

Signature du P. Coquart.

Dans le cours de l'année suivante (1742), se fit le fameux voyage qui eut pour résultat final la découverte par le chevalier et son frère Louis des montagnes Rocheuses, dont ils escaladèrent même un éperon, après avoir fait face à des périls sans nombre au milieu de hordes de grossiers sauvages (janvier 1743). Les explorateurs atteignirent vraisemblablement un point dans le coin sud-ouest de ce qui est aujourd'hui le Montana <sup>10</sup>.

Pour en revenir au missionnaire susmentionné, nous voyons que le P. Pierre du Jaunay, de Michillimakinac, s'était offert pour aller évangéliser les Mandanes, abandonnés à leur sort depuis la mort de celui qui devait être leur apôtre. "Il y avait grande apparence que notre religion jetteroit de profondes racines chez ces nations,

10. Si leur itinéraire est parfois douteux, une chose est bien certaine: c'est que, à leur retour, ils passèrent par une place qui devint dans la suite le fort Saint-Pierre, et où se trouve aujourd'hui la capitale du Dakota méridional. Le 30 mars 1743, ils enterrèrent une plaque avec inscription faisant foi de leur prise de possession du pays au nom du roi de France. Le 14 février 1913, une petite fille la trouva pendant qu'elle s'amusaît sur une colline près de l'hôpital de la ville de Pierre. Sur un côté, elle portait une inscription latine, contenant les noms de Louis XV, du marquis de Beauharnois et de P.-G. de Lavérendrye, tandis qu'au revers on avait gratté, probablement au couteau: "Pose par le chevalyer de Lavr, t(émoïn)s sont Louy La Londette Amiotte le 30 de mars 1743".

[à en juger par le] caractère dont on les dépeint, et [parce] qu'ils ont sept villages dont le moindre est de quinze cents âmes", avait mandé le gouverneur de Beauharnois en date du 14 août 1739 <sup>11</sup>. Mais la présence du P. du Jaunay fut jugée nécessaire parmi les sauvages qui le connaissaient déjà, et l'on préféra un nouveau prêtre pour les missions de l'Ouest. Pourtant celui-ci ne put partir immédiatement, "au grand regret de tout le monde et de moi en particulier", écrit de Lavérendrye <sup>12</sup>.

Quand s'y rendit-il? L'explorateur ajoute dans le mémoire que nous venons de citer: "Par les invitations de monsieur le Général, nous le possédons aujourd'hui, au grand contentement de tout le monde". Malheureusement, ce document est sans date. Comme ce missionnaire est le premier prêtre qui vit jamais l'emplacement de Winnipeg et résida au Portage-la-Prairie, la question de son arrivée dans ces localités n'est pas sans importance.

Le juge Baby affirme <sup>13</sup> que le P. Coquart se trouvait au dernier poste de l'été 1741 à celui de 1744, assertion qui ne repose sur aucune fondation solide. Nous avons vu, par le propre témoignage de Lavérendrye, qu'en 1741 ce religieux ne l'accompagna pas plus loin que Michillimakinac. D'autre part, les documents ne manquent point qui établissent péremptoirement qu'il se trouvait encore à cette mission le 27 juillet 1743 <sup>14</sup>.

11. Au ministre des colonies à Paris.

12. MARGRY, vol. VI, 594.

13. *The Gazette*, 13 déc. 1899.

14. Par les registres de Michillimakinac qui nous ont été conservés jusqu'à ce jour, nous apprenons qu'il fit un baptême dans cette mission le 20 juillet 1742, un autre le 10 sept. de la même année et un troisième le 19 janvier 1743; en sorte qu'il ne se trouvait certainement pas dans l'Ouest pendant l'hiver 1742-43. Il est vrai qu'il fit une courte apparition à Kaministiquia en septembre; mais dès le 9 octobre il était de retour à son poste, ainsi qu'on peut le voir par une lettre qu'il y écrivit au gouverneur (De Beauharnois au ministre, 12 oct. 1742).



Son séjour dans l'Ouest ne put être de longue durée, car le 21 juillet 1744 nous le retrouvons à Michillimakinac, où il suppléa les cérémonies du baptême sur l'enfant de Jacques et Marie Dumée. Tout nous porte à croire qu'il se rendit au fort la Reine dans l'été de 1743, probablement au mois d'août<sup>15</sup>. Il n'a pu y rester plus de huit ou neuf mois.

Le P. Coquart avait alors 37 ans. Il était natif de Calais, d'autres disent Melun, et avait vu le jour le 31 janvier (ou le 2 février) 1706. Il était entré dans la compagnie de Jésus le 14 mai 1726, et était parti pour le Canada douze ans plus tard. Inutile de faire remarquer que, pendant le court espace de temps qu'il passa au fort la Reine, il dut probablement limiter son ministère à la petite troupe de Lavérendrye<sup>16</sup>.

Celui-ci avait lui-même grand besoin d'un cœur capable de le comprendre, et, dans sa détresse, il dut singulièrement apprécier les consolations de la religion. De faux rapports émanant de rivaux jaloux, avaient aigri contre lui le ministre Maurepas, au point que le gouverneur du Canada avait cru de son devoir de le défendre de l'accusation de péculat, au moment même où le pauvre officier devait quarante mille livres<sup>17</sup>, et après que ses créanciers lui avaient intenté des poursuites judiciaires, pour recouvrer les fonds qu'ils lui avaient avancés.

15. Cette opinion se trouve en quelque sorte corroborée par le fait que, d'après un document daté du 13 juin 1743, "à la demande du P. Saint-Pé, supérieur des Jésuites au Canada, la somme de 1,000 livres, qui avoit été allouée aux deux missionnaires des Scioux et qui avoit été retirée, est remise aux missionnaires aux postes de M. de la Vérendrye" (Le président du conseil de la marine à M. Hocquart, intendant).

16. Il ne serait pourtant pas impossible qu'il ait essayé, au moyen d'un interprète, de prêcher la bonne nouvelle aux Indiens qui venaient traiter au fort. Le P. Coquart mourut à Chicoutimi, au cours de 1765.

17. Une livre tournoise de ce temps-là équivalait à peu près au franc moderne.

“Des procès pour moy qui les ay en horreur, n'en ayant jamais eu de ma vie”, s'écrie l'infortuné gentilhomme dans ses mémoires.

A Michillimakinac, on saisit même de son stock de marchandises pour la valeur de quatre mille livres, rendant par là problématiques ses chances de succès dans l'Ouest, succès qui dépendaient tant des présents qu'il pouvait faire aux Indiens et de la régularité qu'il mettait à payer ses employés.

Enfin ses épreuves en vinrent au point qu'en avril 1742 on suggéra de lui donner comme lieutenant un officier capable de l'aider dans ses opérations. Un sieur de Muy fut même proposé pour cette position. Les dettes de Lavérendrye s'élevaient alors à cinquante mille livres, et ses revenus étaient presque insignifiants. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si, à la vue des querelles sans cesse renouvelées de ses créanciers et des intrigues de commerçants rivaux, il ait demandé à être relevé de la responsabilité qui n'avait accumulé sur sa tête que troubles, inquiétudes et insultes.

C'était à l'automne de 1744. Il avait consacré les treize dernières années de sa vie à cette œuvre de découverte et de colonisation.

Quand il se retira de cette lutte inégale, six établissements étaient là pour attester son génie d'organisateur. C'étaient les forts Saint-Pierre, fondé en 1731 sur le lac la Pluie; Saint-Charles, sur le lac des Bois (1732); Maurepas, à l'embouchure de la rivière Winnipeg (1734; Rouge, au confluent de l'Assiniboine avec la rivière Rouge; la Reine, au Portage-la-Prairie (1738), et Dauphin, établi en 1741 au coin nord-ouest du lac du même nom. Le fort Rouge avait été érigé en octobre 1738; mais, vu sa proximité des forts Maurepas et la Reine, il ne fut pas longtemps occupé.

Par lui-même ou par ses enfants, de Lavérendrye

avait en outre non seulement exploré, mais décrit sur plusieurs cartes <sup>18</sup>, la région située entre le lac Supérieur et les montagnes Rocheuses, et depuis le Missouri, dans le sud, jusqu'à la Saskatchewan, au nord <sup>19</sup>.

Et pourtant on ne fit à Paris aucun effort pour le tirer d'embarras, après qu'il eut défrayé de ses propres deniers les dépenses de tant de fondations et d'explorations. C'était un soldat: une commission dans l'armée l'eût considérablement aidé à équilibrer son budget. Le gouverneur de Beauharnois avait donc bien raison d'écrire au ministre des colonies, en date du 27 octobre 1744, après avoir courageusement défendu la conduite de l'explorateur:

"C'est dans l'espérance où je suis que vous voudrez bien lui accorder [vos bontés] que je vous supplie, Monseigneur, de lui en donner des marques sensibles en lui procurant son avancement à la première occasion, ainsi que [le demande] son ancienneté sur ceux qui ont été pourvus de compagnies vacantes cette année. Je ne connois aucun endroit par lequel il ait pu mériter la mortification qu'il a eue de n'être point avancé, et j'oserois même ne l'attribuer qu'à l'oubli que vous avez fait, Monseigneur, de la proposition que j'ai eu l'honneur de vous faire du sieur de La Vérendrye comme le plus ancien des lieutenans, et le sujet qui me paroissoit le plus digne des grâces du Roy.

"En effet, Monseigneur, six années de service en France, trente-deux en cette colonie, sans reproches, du

18. On en connaît au moins trois, dont deux se trouvent, en copies, à la bibliothèque du Parlement d'Ottawa. Les archives du gouvernement à Paris en possèdent une troisième.

19. Il n'y a donc absolument aucune trace d'exagération dans l'assertion de LAWRENCE-J. BURPEE qu'ils "doivent toujours être regardés comme les véritables découvreurs du Grand-Nord" (*The Search for the Western Sea*, p. 282; Toronto, 1908).

moins je n'en sache aucun à lui faire, et neuf blessures sur le corps, étoient des motifs qui ne m'ont point fait balancer à vous le proposer pour remplir une des compagnies vacantes, et si j'ai eu lieu de me flatter, Monseigneur, que vous étiez persuadé que je n'admettois sur mes listes que des officiers capables de servir et qui méritoient vos bontés, c'étoit particulièrement dans l'attention que vous auriez bien voulu faire en faveur du sieur de La Vérendrye''<sup>20</sup>.

Le lieutenant Nicolas Fleurimont de Noyelles<sup>21</sup> lui succéda dans la direction des explorations occidentales. Né en 1694<sup>22</sup> à Crécy, diocèse de Meaux, de Noyelles avait épousé à Montréal Marie-Charlotte Petit le Villiers, le 8 août 1818. En 1735, il avait dirigé sans trop de succès une expédition contre les Indiens Renards. Trois ans plus tard, nous le voyons à Détroit en qualité de commandant de la place<sup>23</sup>.

Après sa nomination comme successeur de Lavérendrye dans l'Ouest, il fit son possible pour éloigner les indigènes du sentier de la guerre; mais il ne pouvait s'attendre à posséder sur eux l'ascendant de Lavérendrye, et même ce gentilhomme ne réussit pas toujours à les tenir en paix. De plus, de Noyelles restait constamment dans l'un ou l'autre des postes de l'est, n'éprouvant

20. MARGRY, vol. VI, p. 597.

21. Ou de Noyelle, ou bien encore Des Noïelles, car on rencontre toutes ces orthographes dans les documents du temps.

22. D'après Tanguay; en 1705, s'il faut en croire un rapport de 1732.

23. "J'ay été bien fâché que vous soyés déterminé à donner le commandement du Détroit au S<sup>r</sup> de Noyelles, et que vous m'eussiés annoncé ce choix. J'avois attendu de vos réflexions que vous le feriez tomber sur un autre officier. Il n'est, en effet, que trop permis de douter, après tout ce qui s'est passé dans sa campagne contre les Renards, qu'il puisse remplir ce commandement avec un certain succès; et d'ailleurs je ne sais si une pareille faveur pour luy est d'un bon exemple" (Dépêche de la cour de France au gouverneur de Beauharnois, le 22 avril 1737).



aucune inclination pour l'activité qui avait caractérisé son prédécesseur.

Mais il eut le bon esprit d'appeler à son secours les fils de Lavérendrye. De Beauharnois déplorait amèrement l'éloignement de ce gentilhomme des plaines de l'Ouest, et, à la date du 15 octobre 1746, il n'hésitait pas à écrire au ministre des colonies: "J'avanceray, Monseigneur, que cet officier est plus propre que personne à suivre cette découverte, et que, sur la demande que m'a fait (*sic*) le sieur de Noyelles de le relever, je ne balanceray point à renvoyer le sieur de la Vérendrye".

Le rappel de Beauharnois lui-même empêcha l'exécution de ce projet <sup>24</sup>.

Son successeur, le marquis de la Galissonnière, doit aussi avoir été d'opinion qu'on avait erré dans l'administration de l'Ouest, quand il écrivit ainsi au ministre à Paris, le 23 octobre 1747: "Ce qu'on vous mande au sujet du sieur de la Vérandrye, comme ayant plus travaillé à ses intérêts qu'à la découverte, est très faux, et au surplus tous les officiers qu'on y emploiera seront toujours dans la nécessité de donner une partie de leurs soins au commerce, tant que le roy ne leur fournira pas d'autres moyens de subsister".

Ce n'était là, naturellement, que l'expression du simple bon sens. Pourtant la faute commise resta sans réparation. Après avoir encore temporisé dans l'est, de Noyelles dut enfin se diriger vers son peu enviable domaine. Dans le cours de l'été 1748, il vit pour la première fois le fort la Reine, où il arriva en compagnie du chevalier F. de Lavérendrye, après que celui-ci eut eu relevé en

24. Le marquis de Beauharnois fut remplacé en 1746 dans le gouvernement de la Nouvelle-France. Le marquis de la Jonquière devait lui succéder; mais ayant été fait prisonnier par les Anglais, il fut par là condamné à voir le comte Rolland de la Galissonnière prendre sa place au Canada, du moins en qualité de lieutenant-gouverneur.

chemin le fort Maurepas, qui avait été brûlé par les Indiens<sup>25</sup>. François rendit un semblable service aux bâtisses du fort la Reine, qui menaçaient ruine. Puis il se dirigea vers le nord, et érigea cette même année, sur le lac qui est connu aujourd'hui comme le lac aux Cèdres (*Cedar L.*), un poste qu'il appela fort Bourbon, du nom que portait alors cette pièce d'eau. Il en fonda encore un autre, toujours dans le nord, qui fut connu sous le nom de fort Poskoyac, près de la jonction de la rivière Carotte avec la Saskatchewan. Ce dernier fut l'embryon de ce qui, avec le temps, devait devenir la ville du Pas.

C'est ainsi que, sous l'autorité d'un gouverneur dont le cœur était resté dans l'est, l'esprit du grand de Lavérendrye poursuivait son action bienfaisante dans les déserts de l'Ouest, par l'intermédiaire d'un fils en tous points digne de lui. Peu après, de Noyelles se retira d'une place pour laquelle il n'avait aucune aptitude, et qu'il n'aurait jamais dû accepter.

Son départ s'effectua en 1749.

25. Dans son livre sur *l'Ouest canadien*, l'abbé G. DUGAS prétend (pp. 109 et 125) que de Noyelles ne se rendit jamais plus loin que Michillimakinac, bien qu'à la p. 112 du même ouvrage il admette implicitement qu'il alla aux "postes de l'Ouest", où il "demeura", et d'où "il se hâta de demander son rappel à Montréal".

## CHAPITRE VI

### DÉCADENCE

1749-55

La retraite de M. de Noyelles était une bonne occasion pour renvoyer dans l'Ouest le vétéran dont on avait partiellement reconnu, en 1746, les droits à la reconnaissance publique en l'élevant au grade de capitaine, et, plus tard (1749) en le nommant chevalier de Saint-Louis<sup>1</sup>. C'est aussi ce qu'on dut penser en haut lieu; car, dans une lettre datée du 17 septembre 1749, de Lavérendrye père fait mention de l'ordre qu'il venait de recevoir de La Jonquière, le nouveau gouverneur canadien, de reprendre la série de ses découvertes. Il avait même envoyé à ce dernier une carte de la route qu'il pensait suivre (dont le document que nous reproduisons ci-contre est probablement la copie), et lui avait communiqué ses plans pour l'avenir.

Mais un suprême désappointement l'attendait, même à cette heure de tardive justice. Il mourut le 5 décembre 1749, âgé de 64 ans, et fut inhumé deux jours après dans la crypte de l'église Notre-Dame, à Montréal<sup>2</sup>.

De Lavérendrye était, au dire de Beauharnois qui le connaissait intimement, "un homme doux, ferme et bien plus en état de tirer d'eux [les Indiens] les connaissances

1. Proposé pour ce titre, en 1748, par M. de Beauharnois en même temps que "Des Noëllles" et le chevalier de la Corne, il y fut promu le 23 mai de l'année suivante.

2. Le marquis de la Jonquière se trompe en écrivant (Québec, 27 fév. 1750) qu'il mourut le 6, comme le fait, du reste, le chevalier lui-même dans sa lettre au ministre des colonies. L'acte de son enterrement publié par le juge PRUD'HOMME (*P. G. de Varennes Sieur de la Vérendrye*, p. 121; Saint-Boniface, 1916) porte en toutes lettres que sa mort arriva "le 5 de ce mois et année, entre neuf et dix heures du soir".

nécessaires aux progrès de cette découverte, à laquelle le sieur de Noyelle n'a aucunement avancé depuis deux ans"<sup>3</sup>. La postérité, dont l'horizon est moins borné parce qu'elle est plus éloignée du héros, et qui peut apprécier à sa juste valeur les solides qualités de cet homme vraiment grand, de ce bon chrétien et de ce véritable patriote, décidera sans doute que pleine justice n'aura point été rendue à sa mémoire tant qu'on ne lui aura point élevé une statue, dans le territoire qui fut le théâtre de ses hauts faits.

De Lavérendrye n'était point un savant. Il avait évidemment plus travaillé et couru qu'étudié. Son style est celui d'un gentilhomme, mais son orthographe est abominable, et ses phrases sont jetées pêle-mêle sur le papier, sans ordre ni presque de ponctuation.

Son fils François, le chevalier, qui avait tant contribué à la découverte et à l'exploitation de l'Ouest canadien, semblait avoir droit à sa succession. On pensa autrement. Un homme qui n'avait jamais vu le pays fut proclamé "l'officier de toute la colonie qui connoissoit le mieux ces régions"<sup>4</sup>. C'était Jacques Repentigny Legardeur de Saint-Pierre, le bouillant soldat que nous avons vu forcé d'évacuer le fort Beauharnois, à la suite du massacre du lac des Bois.

Frustré dans ses légitimes espérances, le chevalier de Lavérendrye demanda la permission de servir sous lui. De Saint-Pierre la lui refusa. Ruiné, avec des dettes qui se montaient à vingt mille livres et du crédit donné aux Indiens, dont on l'empêchait maintenant de collecter l'équivalent, le chevalier n'eut d'autre ressource que de s'adresser au ministre, à Paris. C'est ce qu'il fit dans une lettre dont le ton pathétique et empreint de noble

3. Au ministre de France; Québec, 15 oct. 1746.

4. La Jonquière; Québec, 27 fév. 1570.



dignité, ainsi que la logique serrée, étaient de nature à toucher le cœur le plus endurci (30 septembre 1750) <sup>5</sup>.

Tout fut inutile. L'intendant Bigot avait alors la clef des coffres coloniaux de Québec, et l'on ne se gênait point pour faire remarquer qu'il voulait à la tête de l'entreprise un homme moins scrupuleux qu'un de Lavérendrye. Le commerce et la concussion, non pas de sérieuses mais peu profitables explorations, tel était son but réel.

Legardeur de Saint-Pierre était né à la seigneurie de

5. Voici le commencement de cette belle lettre :

"Monseigneur—Il ne me reste plus qu'à me jeter aux pieds de Votre Grandeur, et l'importuner du récit de mes malheurs.

"Je m'appelle La Vérendrye. Feu mon père est connu ici et en France par la découverte de la mer de l'Ouest à laquelle il a sacrifié plus de quinze des dernières années de sa vie. Il a marché, et nous a fait marcher, mes frères et moi, d'une façon à pouvoir toucher le but, quel qu'il soit, s'il eût été plus aidé et s'il n'eût pas été surtout traversé par l'envie. L'envie est encore ici plus qu'ailleurs une passion à la mode, dont il n'est pas possible de se garantir".

Après avoir déclaré que "l'envie de ce pays n'est pas une envie à demy", il entre dans le détail de ce que son père a fait, et parle ainsi de lui-même :

"Je n'en suis pas moins ruiné. Mes retours de cette année, recueillis à moitié et à la suite de mille inconvénients, achèvent ma ruine. Comptes arriérés tant du fait de mon père que du mien, je me trouve endetté de plus de vingt mille livres; je reste sans fonds, ni patrimoine; je suis simple enseigne en second... Voilà le fruit actuel de tout ce que mon père, mes frères et moi avons fait.

"Celui de mes frères qui fut assassiné il y a quelques années par les Scioux n'est pas le plus malheureux. Son sang n'est pour nous d'aucun mérite, les sueurs de mon père et les nôtres nous deviennent inutiles".

Il déclare alors que "certainement nous n'aurions point été inutiles à M. de Saint-Pierre", et termine ainsi sa touchante épître :

"Daignez, Monseigneur, juger la cause de trois orphelins. Le mal, tout grand qu'il est, seroit-il sans remèdes ? Il est entre les mains de Votre Grandeur. Des ressources de dédommagemens et de consolations, j'ose les espérer. Nous trouver ainsi exclus de l'Ouest, ce seroit nous trouver dépouillés avec la dernière cruauté d'une espèce d'héritage, dont nous aurions eu toute l'ouverture et dont les autres auroient toutes les douceurs".

Repentigny, dans le cours de 1701. Sa mère était la fille de Jean Nicolet, qui découvrit le Wisconsin, et fut l'un des premiers commis des Cent-Associés de la Nouvelle-France. On ne saurait nier qu'il ait eu quelque expérience de la vie indienne, puisqu'il avait vécu depuis l'âge de quinze ans en contact avec les naturels américains. Quand les circonstances le forcèrent à quitter, en 1737, le fort Beauharnois, chez les Sioux, on lui confia une expédition chez les Chickasaws, et, depuis lors, il avait maintes fois eu maille à partir avec les Indiens.

Pourtant on ne saurait voir dans ces antécédents la préparation qui convenait à son nouveau poste. Il fit de sincères efforts pour faire toucher du doigt aux indigènes la nécessité de mettre fin à leurs guerres intestines. Mais ses propres manières n'étaient guère conciliantes. Au lieu d'atteindre son but, il s'aliéna les sympathies des Indiens qui étaient restés loyaux à Lavérendrye, alors même que cet officier avait cru devoir leur donner le même conseil.

Le P. Jean-Baptiste de la Morinie (que de Saint-Pierre appelle de la Morénerie) avait remplacé le P. Coquart au fort la Reine, où il était arrivé pendant l'été de 1750, en même temps que le nouveau commandant<sup>6</sup>. Mécontents des manières de ce dernier, les Assiniboines, dans le territoire desquels se trouvait son établissement, étaient fort peu disposés à écouter un ministre de la religion qui lui était uni par des liens si étroits. Le prêtre se découragea à la vue du peu de bien qu'il pouvait faire. Peut-être aussi trouva-t-il la vie peu agréable avec un caractère comme celui de Saint-Pierre.

6. "Le P. Coquart mourut à Chicoutimi le 4 juillet 1765, et y fut inhumé par son successeur dans la mission montagnaise, le P. Labrosse. Plus tard, ses restes mortels furent descendus et inhumés à Tadoussac, où ils reposent maintenant" (A. GOSSELIN, *L'Eglise du Canada sous M. de Pontbriand*, p. 346; Québec, 1914).

Il s'en retourna donc à Michillimakinac, d'où il était venu, disant adieu au fort la Reine le 22 juin 1751. Il devait être le dernier missionnaire de l'Ouest pendant près de soixante-cinq ans <sup>7</sup>.

On croit reconnaître comme un écho de malentendus entre les deux personnages dans ce passage du journal de Saint-Pierre: "Fatigué des misères dont je n'avois pas pu le mettre à l'abry, il [de la Morinie] prit le party de retourner à Missillimakinac... Son départ m'auroit été sensible s'il m'avoit été possible, ou, à mieux dire, si j'eusse pu me flatter de luy procurer une vie moins dure. Je pense qu'il n'oubliera point cette caravane, et qu'il ne m'agréera pour son compagnon de voyage qu'à une meilleure enseigne.

"Je ne puis parler de ses travaux. Il ne prit point hauteur, ny ne fit aucune remarque <sup>8</sup>. Il est vray qu'il était party sans le moindre instrument de mathématiques, ce à quoy je ne m'attendois pas. Il fut aussy hors d'état de faire aucuns progrès au sujet de la religion, parce qu'il ne savoit parler aucune langue sauvage, et que, d'ailleurs, son éloquence et sa piété n'auroient point été capables d'éclairer des barbares endurcis dans leur aveuglement" <sup>9</sup>.

7. Le P. de la Morinie naquit à Périgueux, France, le 24 déc. 1705 (ou 1704). Il entra dans la société de Jésus le 6 oct. 1724; arriva au Canada deux ans plus tard, et retourna en France au printemps de 1764.

8. C'est-à-dire ne fit point d'observations astronomiques, ne prit point de latitude. Cette remarque, jointe à quelques bouts de lettre du P. Aulneau, donne à entendre que les autres Jésuites du temps s'adonnaient à de semblables travaux.

9. MARGRY, vol. VI, p. 641. Devant les assertions si explicites du seul homme qui pût parler en connaissance de cause, et qui le fit du vivant même de la Morinie, on ne voit pas trop sur quelle autorité peut se baser le juge L.-A. PRUD'HOMME quand il écrit: "Les sauvages ont toujours prétendu que ces deux missionnaires les visitèrent, et leur donnèrent les premières notions de l'Évangile. Ils surent profiter

Possédant une excellente opinion de lui-même, de Saint-Pierre ne bornait pas ses critiques à son chapelain. Lui seul, paraît-il, connaissait le secret de la route qu'on devait suivre pour arriver à la mer de l'Ouest. C'était, nous assure-t-il, par la source du Missouri; ce qui le forçait à déclarer que "les plans de M. de la Vérendrye n'étoient pas bien solides, n'étant pas possible de réussir par d'autre voye"<sup>10</sup>. Quel dommage que l'excellent homme soit mort avant d'apprendre la découverte que Mackenzie devait faire de cette mer si désirée, et cela par une voie encore plus septentrionale que celle tentée par Lavérendrye<sup>11</sup>!

De Saint-Pierre avait pour lieutenant le chevalier Boucher de Niverville<sup>12</sup>. Il lui donna ordre de se rendre à la Saskatchewan, pour y établir un poste trois cents lieues plus haut que le fort Poskoyac. En conséquence, ce gentilhomme partit du fort la Reine vers la fin de 1750. Mais, arrivé à la fourche de la Saskatchewan, il tomba sérieusement malade; ce qui ne l'empêcha pas de faire remonter ce fleuve par dix de ses hommes, qui construisirent un fort spacieux, probablement sur la rivière de l'Arc, là, croit-on, où s'élève aujourd'hui la ville de Calgary (29 mai 1751). Ce poste fut connu sous

des enseignements qu'ils reçurent; car, plus d'un demi siècle après le départ de ces religieux, les traiteurs qui traversèrent cette vallée constatèrent, à leur grande surprise, que ces pauvres sauvages, malgré un abandon si prolongé, se rappelaient encore leurs prières" (*Revue Canadienne*, 1908, vol. 88, p. 460). Nous avons déjà vu que le P. Coquart n'avait guère pu, lui aussi, évangéliser les Indiens.

10. MARGRY, vol. VI, p. 642.

11. En 1792, Alexandre Mackenzie, gentilhomme écossais qui faisait partie de la compagnie du Nord-Ouest, traversa les montagnes Rocheuses par le 56<sup>e</sup> degré de lat. nord, puis, l'année suivante, atteignit l'océan Pacifique en compagnie de Canadiens-français.

12. Le sieur Joseph-Claude Boucher de Niverville était le neuvième fils de Pierre Boucher de Grosbois, ancien gouverneur des Trois-Rivières. On croit généralement qu'il mourut à Poskoyac (Le Pas).



le nom de fort la Jonquière, mais ne servit jamais, malgré l'approvisionnement complet qu'on y laissa.

De Saint-Pierre entreprit alors d'aller rejoindre de Niverville. Mais il apprit en chemin que les sauvages qui devaient l'accompagner dans ses explorations, parti qui comptait de quarante à quarante-cinq loges et avait campé dans le voisinage du fort la Jonquière, avaient été brutalement massacrés jusqu'au dernier par les Assiniboines. A cette nouvelle, de Saint-Pierre ne put que rebrousser chemin.

Les choses allaient décidément de mal en pis.

Cet officier était à peine rentré chez lui, qu'une aventure lui arriva qui faillit avoir des résultats désastreux pour lui et ses serviteurs. Le 22 février 1752, il se trouvait au fort la Reine avec seulement cinq hommes, les quatorze autres étant partis à la recherche de provisions, lorsque, vers 9 heures du matin, quelque deux cents Assiniboines armés envahirent son établissement. Fondre sur les intrus fut l'œuvre d'un instant pour un homme du caractère de Saint-Pierre.

—Vous êtes bien hardis d'entrer ainsi chez moi, leur cria-t-il par l'intermédiaire de son interprète. Que voulez-vous ?

—Nous sommes venus fumer, répondit quelqu'un en cris.

—Singulière manière de se préparer à fumer ! fit de Saint-Pierre, assez peu convaincu. Allez-vous-en, fulmina-t-il en mettant de force à la porte quatre des instrus.

Puis il retourna à sa chambre.

Mais un soldat accourut bien vite annoncer qu'une foule de sauvages avaient envahi le corps de garde, et s'étaient emparés des armes. Incontinent, le commandant s'y précipita, et voulut préparer ses gens à la résistance.

—Oui, nous allons le tuer et saccager la place, fit en ricanant un Assiniboine, qui se rendait compte de la

parfaite impuissance des Français contre un tel nombre d'agresseurs.

Mais il comptait sans son hôte. De Saint-Pierre était un homme de ressources: il saisit un tison et, entrant brusquement dans la poudrière, il défonça l'extrémité de deux barils de poudre.

—Ah! vous voulez me tuer! vociféra-t-il hors de lui-même. Eh bien! sachez que je ne vais pas mourir seul.

Ce que disant, il feignit d'appliquer son tison à la poudre<sup>13</sup>. Mais ni éloquence, ni indignation n'était plus nécessaire. Les braves Peaux-Rouges ne se rendirent pas plus tôt compte de la situation, qu'ils décampèrent précipitamment, et manquèrent d'arracher la porte de ses gonds dans leur empressement à sortir tous ensemble.

En juillet de la même année (1752), de Saint-Pierre partit pour le Grand-Portage<sup>14</sup>, dans l'est, avec le produit de sa traite, afin d'y rencontrer les canots qui devaient amener son approvisionnement pour l'année suivante. Après ce qui était arrivé, il crut prudent de prendre tous les engagés avec lui, confiant son établissement aux soins d'une bande d'Assiniboines dont il avait cultivé l'amitié. Quatre jours après son départ, il n'en restait plus que des cendres.

De Saint-Pierre dut hiverner à la rivière Rouge. Avec le fort la Jonquière abandonné avant d'être occupé et le fort la Reine détruit, cette retraite graduelle de l'Ouest pouvait faire présager une débâcle générale pour les Français de ce qui est devenu le Canada central. Per-

13. "Je défoncé un baril de poudre, sur lequel je promené mon tison", dit-il avec une pointe d'exagération. S'il l'avait réellement fait, il n'aurait pas vécu pour le dire.

14. Le Grand-Portage des traiteurs se trouvait du côté septentrional du lac Supérieur, au point de départ des voyageurs en route pour l'Ouest.

suadé que, étant donné l'hostilité des Indiens, il n'était pas possible de pénétrer plus avant qu'il ne l'avait fait <sup>15</sup>, bien qu'il se fût à peine avancé plus à l'ouest que le fort la Reine, il retourna à Montréal le 20 septembre 1753. En route, il rencontra le chevalier de la Corne, entre les mains duquel il remit le commandement de ses postes.

Le chevalier Louis-Luc de la Corne, qui a été souvent confondu avec son frère Luc de la Corne, Saint-Luc de la Corne, ou simplement la Corne <sup>16</sup>, lequel devait, sous le régime anglais, devenir conseiller législatif du Canada, était le fils de Jean-Louis de la Corne, sieur de Chapt, et de Marie Pécaudy, qui s'étaient mariés à Montréal le 17 juin 1695. Il appartenait à une famille honorable, dont tous les enfants mâles, à l'exception de deux jumeaux qui devinrent prêtres, virent du service dans l'armée coloniale.

Avant d'être envoyé dans l'Ouest, le chevalier s'était illustré dans l'Acadie, particulièrement à la "Grand-Prée", où, avec des troupes bien inférieures en nombre, et malgré les fatigues inhérentes à une longue marche à la raquette au cœur de l'hiver, il avait battu (11 février 1747) environ six cents Anglais. Il s'était de plus distingué à Beauséjour, dans l'isthme acadien, qu'il avait protégé contre les attaques de l'infâme Lawrence (1749-50) <sup>17</sup>.

Mais son administration dans l'Ouest survint en des jours mauvais. Un nuage qui était longtemps resté sus-

15. MARGRY, vol. VI, p. 651.

16. JEFF. AMHERST l'appelle de Saint-Luc la Corne (Cf. *Journal de voyage de M. Saint-Luc de la Corne, écrivain*, deuxième édition; Québec, 1863, p. 28), et l'abbé GOSSELIN le nomme M. de la Corne Saint-Luc (*L'Eglise du Canada après la conquête*, p. 32), et plus loin M. de la Corne Saint-Luc (*ibid.*, p. 241), tandis que sa table des matières le donne comme La Corne de St-Luc.

17. Pour le premier précis historique sur cette remarquable famille, V. notre Appendice C.



UNE VIEILLE SARCISE





pendu au-dessus de la France venait de se déchirer, laissant tomber sur elle la guerre de sept ans et ses horreurs. Pourtant, malgré l'anxiété générale et les dérangements sans nombre que causa ce fléau, c'est au chevalier de la Corne que revient l'honneur du premier essai d'agriculture qui ait jamais été fait dans les plaines de l'Ouest canadien.

Les circonstances voulurent que ces travaux champêtres, qui devaient, cent soixante ans plus tard, faire du pays comme le grenier d'abondance de la moitié d'un continent, eussent pour premier théâtre, non pas les grandes plaines juste à l'ouest de la rivière Rouge, pourtant si fertiles, mais les confins septentrionaux de ces immenses domaines. En effet, par suite de la destruction du fort la Reine, le nouveau gouverneur des postes de l'Ouest transporta de l'Assiniboine à la Saskatchewan inférieure le siège principal des opérations françaises. Le fort Poskoyac, que les documents contemporains appellent généralement Basquea, Pasquia, etc., devint alors sa capitale.

En 1754, de la Corne en était reparti pour Montréal, avec les pelleteries amassées l'hiver précédent, lorsque, le 22 juillet, ceux de ses gens qui gardaient l'établissement en son absence reçurent la visite d'un aventurier anglais du nom d'Anthony Hendry, qui venait de la factorerie de York, sur la baie d'Hudson. C'était la première fois que des représentants des deux civilisations, catholique et protestante, se rencontraient dans les déserts de l'Ouest. L'Anglais fut bien traité par les Français, et, après avoir passé l'hiver chez les Pieds-Noirs de ce qui est aujourd'hui l'Alberta, il revint au fort Poskoyac, le 29 mai 1755.

Six jours auparavant, il avait abordé à un nouveau poste, dû à l'initiative du chevalier de la Corne. C'était le fort qui fut successivement appelé Saint-Louis, des

Prairies et finalement de la Corne, ou à la Corne, en l'honneur de son fondateur. Malgré le peu de temps qu'il resta dans l'Ouest, celui-ci fit donc preuve de dispositions assez progressives pour introduire la culture des céréales dans ces prairies sans fin, que n'avait jamais déchirées le soc de la charrue. Poskoyac n'étant pas favorable à pareille entreprise, le gouverneur remonta la Saskatchewan jusqu'à dix ou douze milles en bas de la jonction de ses deux branches, et y établit le fort qui devait finir par porter son propre nom.

Puis il y fit ensemençer la terre, probablement au printemps de 1755<sup>18</sup>, et, longtemps après, on y voyait encore des restes de voitures et d'instruments d'agriculture<sup>19</sup>.

Indépendamment des forts Poskoyac et de la Corne, il y eut, sur la basse Saskatchewan, un établissement connu sous le nom indien de Nipawi, qui se trouvait à une centaine de milles au-dessus du premier, et qui paraît avoir encore existé lors de la cession du Canada à l'Angleterre, c'est-à-dire en 1763<sup>20</sup>.

Mais la fondation de ce poste, qui ne pouvait d'ailleurs être bien important, devait être postérieure au séjour du chevalier de la Corne dans ces pays, vu que Hendry, qui descendit la Saskatchewan juste avant le départ de celui-ci, n'en dit pas un mot. Par contre, il mentionne longuement l'étape de trois jours qu'il dut faire au fort

18. Ce ne pouvait guère être en 1754, comme on l'a généralement écrit jusqu'ici, puisque, dans son journal, Hendry, qui y arriva le 23 mai 1755, fait remarquer qu'il n'eut de pain sur la table qu'à la fin du repas, et encore était-ce des biscuits qui venaient probablement de l'est—à moins pourtant que pareils travaux aient produit des résultats si minimes qu'il n'en restait plus de trace lors du passage de l'Anglais. Le personnel du nouveau fort se composait alors de six hommes.

19. V. A. HENRY, le jeune, *Journal*, p. 482; New-York, 1897.

20. D'après ALEX. MACKENZIE, *A General History of the Fur Trade*, p. CXV, ce serait près de ce fort qu'on voyait de son temps des restes d'instruments agricoles.

supérieur (de la Corne), où il ne put s'empêcher d'admirer "l'influence qu'exercent les Français sur les indigènes", et il décrit minutieusement leur chef-lieu, Poskoyac, et son personnel <sup>21</sup>.

Quoi qu'il en soit, le temps de l'expansion française et des nouvelles fondations dans les grandes plaines canadiennes touchait à sa fin. Le Canada était assailli par les Anglais en nombres bien supérieurs. Incapable de conserver ce qu'il avait, il ne pouvait guère songer aux découvertes, et force lui fut d'oublier la mer de l'Ouest et le chemin qui devait y conduire. Graduellement, sa détresse devint plus grande: la patrie avait besoin de tous ses enfants. Comme de la Corne était un officier de l'armée, il fut rappelé au cours de 1755 <sup>22</sup>, et, à la tête de troupes indiennes, il se distingua dans des batailles qui ne purent sauver le pays.

21. Ce dernier était alors commandé par de la Corne, qui avait neuf hommes sous lui. Voici ce qu'en dit HENDRY dans son journal: "Le maître m'invita à souper avec lui, et se montra très bienveillant. Il est habillé fort élégamment; mais les employés ne portent que de minces caleçons, ainsi que des chemises de coton bariolé, avec des garnitures aux poignets et à la poitrine. Il y a longtemps que cette maison est une place de commerce aux mains des Français, qui l'appellent Basquea. Elle a 26 pieds de long, 12 de large et 9 du sol au faite. Elle a un toit en pente et des murs en troncs d'arbres superposés. Elle est couverte en écorce de bouleau, assujettie avec des saules, et est divisée en trois appartements, dont l'un est pour la traite, l'autre pour les fourrures, et un troisième sert d'habitation" (*York Factory to the Blackfeet Country*, dans *Mémoires et Comptes-Rendus de la Société Royale du Canada*, 1907, p. 352).

22. Ou plutôt, comme il dut quitter l'Ouest avec ses fourrures dans la première moitié de juin pour Kaministiquia ou Michillimakinac, ainsi que nous l'apprend le journal de Hendry (V. à la date du 31 mai 1755), il est plus probable qu'une fois arrivé là, on ne le laissa pas retourner à ses lointaines prairies,

En effet, dès le 21 mai 1756, les documents nous le montrent dans l'est, et il est évident qu'il n'avait pas eu le temps de se rendre cette année-là de Poskoyac à la vallée du Saint-Laurent. Pareils voyages ne se faisaient naturellement qu'en été, par eau ou au travers des prairies.



Le Canada français avait vécu.

Ainsi finit la première partie du rôle de l'Église dans l'Ouest canadien. Ces humbles commencements ne devaient être que le prélude de jours plus glorieux.

## CHAPITRE VII

### ÉPOQUE DE TRANSITION

1756-98

Nous voici arrivés à une époque de transition et d'effacement pour l'Église catholique. Désormais elle se retire pour mieux avancer lorsque l'heure fixée par la Providence aura sonné. Au lieu d'agir directement par ses ministres sacrés, elle va maintenant exercer son influence par l'intermédiaire de ses enfants laïques.

Et ceci n'était point pour elle un choix volontaire. Des événements sur lesquels elle n'avait aucun contrôle lui interdisaient toute autre ligne de conduite. Lors de la cession du Canada à la Grande-Bretagne, un bon nombre de prêtres retournèrent en France plutôt que de servir sous les nouveaux maîtres du pays<sup>1</sup>. Il en résulta une grande difficulté de pourvoir aux besoins spirituels même des paroisses régulièrement constituées. De plus, par la suppression des Jésuites en 1773, l'Église perdit les seuls missionnaires qu'elle possédât alors dans le nord-ouest de l'Amérique. Il ne pouvait donc plus être question de l'Extrême-Ouest, qui venait d'être abandonné par les autorités civiles<sup>2</sup>.

Il est pourtant plus que probable que quelques-uns

1. Sur cent quatre-vingt-un prêtres que possédait l'immense diocèse de Québec pendant les dernières années de la guerre de Sept Ans, cent trente-huit seulement restaient en 1760, et, avant même la suppression des Jésuites, les nouvelles autorités du Canada condamnèrent ces religieux à une mort lente, mais sûre, en leur défendant, ainsi qu'aux Récollets, de recevoir des novices.

2. Malgré cela, nous voyons un M. Jacrau, qui avait accompagné M<sup>sr</sup> Briand en Europe, écrire en 1766: "Il y a des peuples infinis et sans nombre dans la partie de l'ouest de Québec, depuis le 45<sup>e</sup> degré jusque vers le 60<sup>e</sup>, où l'Évangile n'a point encore pénétré. Je le connais

des Canadiens et des Français qui s'étaient épris de la vie libre et errante des prairies, ou se trouvaient déjà engagés dans les liens d'une alliance matrimoniale avec quelque femme indigène, aimèrent mieux rester au pays et se montrer fidèles à leurs nouveaux amis, que de retourner s'assujettir aux entraves d'une vie qui n'avait plus de charmes pour eux.

On a certainement fixé à une date trop rapprochée de nous l'origine de la merveilleuse race des métis <sup>3</sup>. Dès 1775, les Indiens de l'Ouest canadien les trouvaient supérieurs à eux-mêmes à la guerre et à la chasse <sup>4</sup>, circonstance qui suppose naturellement que leur race était déjà assez ancienne pour avoir fait ses preuves. De fait, une famille métisse du nom de Beaulieu fut trouvée en 1778 jusqu'à la rivière des Esclaves, quand les traiteurs de fourrures atteignirent pour la première fois ce point géographique <sup>5</sup>.

Aussi voyons-nous, en 1844, l'un des plus fameux personnages qu'elle ait produits, nommé Cuthbert Grant, commencer ainsi une communication officielle aux Sioux

par nos coureurs de bois, qui ont passé bien des années avec ces peuples" (20 août 1766; *apud* A. GOSSELIN, *L'Eglise du Canada après la Conquête*, p. 165). De son côté, Briand écrivait à un M. Saint-Onge: "J'ai toujours eu pour ces pauvres peuples de la compassion et une forte inclination pour leur salut" (*Ibid.*, sept. 1766). On pensait donc à ces sauvages en haut lieu; mais que pouvait-on faire pour eux, alors qu'il n'était pas possible de pourvoir à ses propres besoins?

3. Dans un traité de grande valeur sur l'élément français au Nord-Ouest, L.-A. PRUD'HOMME donne l'année 1775 comme la date possible, sinon probable, des premières unions des Français avec les sauvagesses (*L'élément français au Nord-Ouest*, p. 29)

4. "Un des chefs m'assura que les enfants de leurs femmes par des Européens étaient de plus braves guerriers et de meilleurs chasseurs qu'eux-mêmes" (AL. HENRY, *Travels and Adventurers in Canada and the Indian Territories*, p. 248; Toronto, 1901).

5. De plus, John Macdonell, avec lequel nos lecteurs feront bientôt connaissance, épousa une métisse du nom de Madeleine Poitras, le 31 déc. 1796. V. Appendice E.

du sud: "Amis, vous savez que, depuis un demi siècle ou plus, vous et nous avons fumé ensemble le calumet de la paix" <sup>6</sup>. Si elle devait être prise à la lettre, cette déclaration remettrait l'origine des métis, en tant que corps politique avec lequel il faut compter—non pas de simples familles éparses sur la prairie—à l'année 1790, ou à peu près, ce qui ferait dater d'au moins vingt-cinq ou trente ans plus tôt <sup>7</sup> la naissance des nombreuses unités dont se composait cette "nation".

Bien plus, cette race était déjà considérée comme assez ancienne dès 1817, c'est-à-dire au lendemain des troubles sanglants auxquels elle avait pris une part prépondérante. "On cherche", écrivait alors un auteur anonyme, "on cherche à créer l'impression que ces gens forment une race qui n'est connue que depuis l'établissement de la compagnie du Nord-Ouest (1783-84). Mais la vérité en est que lorsque les traiteurs pénétrèrent pour la première fois dans le pays, ils le trouvèrent envahi par des individus de cette description, dont quelques-uns étaient alors les principaux chefs des différentes tribus indiennes, et avaient hérité du nom de leurs pères, qui avaient été les commandants et traiteurs français du district" <sup>8</sup>.

Voilà qui est explicite, et nous éloigne assez de 1775, que d'aucuns ont considéré comme la date probable des toutes premières unions entre blancs et Indiens.

Et la même autorité était son dire sur le fait qu'en 1784, les métis étaient déjà assez puissants, parce qu'assez nombreux, à la Rivière-Rouge et aux environs, pour prélever sur les blancs qui y voulaient faire le commerce des fourrures de fortes sommes d'argent comme prix

6. Ap. A. Ross, *The Red River Settlement*, p. 326; Londres, 1856.

7. C'est-à-dire de 1760 environ.

8. *A Narrative of Occurrences in the Indian Countries of North America*, pp. 149-50.



du privilège. A l'un d'eux ils extorquèrent ainsi des marchandises pour la valeur de plus de £400. Et, ajoute le même document, ce monsieur trouva sur la rivière Rouge supérieure un M. Grant (père du métis Cuthbert) "qui avait payé un semblable tribut à ceux qui agissaient déjà en maîtres du pays."

On ne peut donc raisonnablement douter que plusieurs serviteurs des explorateurs français, ou même quelques-uns de ces derniers, n'aient contracté avec les indigènes des unions matrimoniales qui reçurent peut-être la bénédiction de l'Église. Ces voyageurs, une fois chargés de familles métisses, ne durent pas être plus pressés de quitter leur pays d'adoption que les gens de leur condition ne l'ont été dans la suite.

Ces coureurs de bois<sup>9</sup>, malgré ce qui pouvait leur manquer au point de vue moral et en ce qui est des aménités sociales, possédaient l'ineffable don de la foi, et ils s'efforçaient de le communiquer à leurs enfants. Les événements subséquents devaient se charger de prouver qu'en cela ils réussirent pleinement.

Il est même très probable que c'est à eux et à leurs maîtres que revient le mérite de certains actes de prosélytisme, qui ont été communément mis au crédit des missionnaires. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, Daniel-William Harmon, traiteur de l'Extrême-Ouest, rapporte qu'un prêtre français eut sa résidence à l'embouchure de la rivière Dauphin, et que "il y a encore des Indiens qui se rappellent les prières que leur enseigna le missionnaire"<sup>10</sup>.

9. Ou "courriers des bois", selon l'expression pittoresque de l'ineffable D. GUNN (*History of Manitoba*, p. 43).

10. Journal, p. 26 de l'édition de New-York (1908). A la date du 27 avril 1805, le même traiteur écrit ce qui suit dans son journal: "Il y a maintenant plus de cinquante ans qu'un missionnaire français quitta cette place [sur la rivière Souris]. Ainsi qu'on me le dit, il était

Cette remarque était faite en 1800. Or il n'y eut jamais de prêtre à la rivière Dauphin, ou au lac de ce nom, sous le régime français. Mais, en 1741, le chevalier de Lavérendrye établit, comme nous l'avons vu, un poste sur cette dernière pièce d'eau. Les formules dont parle Harmon devaient avoir été enseignées par cet officier ou ses engagés, peut-être par certains qui s'étaient mariés dans la tribu desservie par ce fort <sup>11</sup>.

Et puis, abstraction faite de ces pionniers, nous avons les Canadiens-français qui émigrèrent aux "pays d'en-haut", comme on appela longtemps ce qui est aujourd'hui le Manitoba et les autres provinces des plaines canadiennes. Parmi ces coureurs de bois, plusieurs s'y portèrent entre la cession du Canada et l'organisation de la compagnie du Nord-Ouest. Ainsi, à part François Beaulieu, père du métis de ce nom déjà mentionné, qui se trouvait au Nord-Ouest dès 1770, nous voyons qu'un certain Louis Nolin s'établit dans la vallée de la rivière Rouge au cours de 1776. Trois ans plus tard, un autre Canadien du nom de Pierre Belleau vivait sur la branche nord de la Saskatchewan, la rivière du Pas, comme on l'appelait alors. Un quatrième catholique de même race, Augustin Cadot, s'y trouvait en 1780.

resté ici un certain nombre d'années, pour enseigner la religion chrétienne aux indigènes. Il leur apprit de courtes prières en français, que quelques-uns n'ont pas encore oubliées". Or aucun prêtre français ne résida jamais à la rivière Souris, où il n'y eut d'ailleurs aucun poste de traite du temps des Français, bien qu'à la date mentionnée par Harmon il n'y ait eu pas moins de trois établissements pour la traite des fourrures sur les bords de ce cours d'eau, à savoir, un de la compagnie de la baie d'Hudson, un autre qui appartenait à la compagnie du Nord-Ouest, et un troisième qui était tenu par la compagnie X Y, ou la "petite compagnie".

11. Le passage du livre de Ross Cox (*Adventures in the Columbia River*) qu'on cite communément, pour établir l'influence acquise par les premiers Jésuites sur les Indiens de l'Ouest, a trait à la région contiguë au lac Supérieur et non au Canada central.

Bien plus, dans l'automne de l'année suivante, pas moins de vingt et un blancs, probablement tous Canadiens à l'exception de leur chef, qui pouvait lui-même n'être pas l'Écossais que semble accuser son nom de Bruce<sup>12</sup>, furent assaillis par des Cris au moment où ils construisaient le fort aux Trembles, à cinq milles du Portage-la-Prairie, sur l'Assiniboine. Ils perdirent trois des leurs, nommés Belleau, Fecteau et Lafrance, pendant qu'ils tuaient net quinze des agresseurs, et en blessaient à mort un nombre égal. Associé à Bruce dans le commandement du nouveau poste, se trouvait un M. Boyer qui devait peu après fonder un fort sur la rivière la Paix.

Ce sont là des cas qui représentent une classe, celle des fameux "hommes libres", traiteurs ou manœuvres sans aucune attache commerciale, qui devait devenir très nombreuse dans les plaines de l'Ouest. Si nous n'avons pas de noms à citer pour les années qui suivirent immédiatement le départ des officiers français pour la guerre, cela vient simplement de ce qu'aucun commerçant ou voyageur dans l'Ouest ne nous a laissé d'écrit sur cette période, pendant laquelle les aventuriers français étaient peut-être tous des illettrés.

Avant la Cession, tous les traiteurs de ce pays avaient été français, vu que les Anglais de la baie d'Hudson n'avaient jamais osé s'aventurer dans l'intérieur des terres. Profitant de l'expérience qu'ils avaient acquise dans le Bas-Canada, les autorités avaient limité le nombre des commerçants en fourrures à quelques rares individus, auxquels elles avaient octroyé des permis pour des territoires déterminés, dans le but d'identifier plus facilement tout parti qui se serait rendu coupable

12. Nous aurons l'occasion de voir, dans les pages qui vont suivre, la mention de plus d'un individu de nom anglais ou écossais, notamment des Bruce, qui étaient devenus parfaitement français.

d'infraction aux lois qui prohibaient la vente des spiritueux aux Indiens. Les nouveaux maîtres du pays abolirent ces restrictions.

En conséquence, quelques particuliers de race anglaise, et généralement protestants, en prirent occasion pour pénétrer dans le mystérieux Occident, à la recherche des pelleteries. Malheureusement, les boissons enivrantes formaient généralement une partie notable de leur équipement, et il serait impossible d'exagérer les désordres auxquels l'eau de feu donna lieu chez les indigènes. Les meurtres et les accrocs à la morale, les vols à main armée et des violences de toutes sortes découlaient de ces excès dans le boire, comme la lumière résulte des rayons du soleil <sup>13</sup>.

Un protestant du nom de Thomas Currie fut le premier Anglais à pénétrer dans la vallée de la Saskatche-

13. Les cas suivants, pris au hasard dans le journal de deux de ces traiteurs, donneront une idée assez exacte de l'effet des boissons enivrantes sur les sauvages, à l'époque où nous en sommes arrivés dans notre récit. "Wm Henry a donné un baril de dix gallons de boisson alcoolique gratis. Pendant l'état d'ivresse générale qui s'en est suivi, le fils de la Queue de Porc-Epic, a été tué par son beau-père, Courte-Oreille. Il a reçu quinze coups de poignard dans le ventre et la poitrine, et est tombé mort sur place. Quelques jours avant cette affaire, le même Courte-Oreille avait tiré sur lui; mais comme son fusil était chargé à blanc, ce dernier en fut quitte pour quelques grains de poudre, qui se logèrent dans sa peau et ne lui firent aucun mal. Il y a une dizaine de jours, un Saulteur (*sic*) fut assassiné par sa femme, qui lui mit le canon de son fusil dans la bouche et lui fit sauter la cervelle... Les meurtres sont si fréquents parmi ces gens-là que nous y faisons peu attention. Leur unique excuse pour ces outrages est qu'il sont ivres" (*Journals of Alexander Henry and of David Thompson*, vol. I, p. 429; New-York, 1897).

C'était en 1808. Un autre traiteur, RODERICK MCKENZIE, décrit ainsi un incident analogue: "Ce soir-là, les Indiens eurent une partie de 'boisson'. Ils crièrent, se querellèrent, se battirent et firent un si terrible tintamarre, qu'on pouvait croire que toutes les furies de l'enfer étaient déchaînées dans le camp; mais nos portes étaient naturellement fermées au verrou". Puis le traiteur ajoute, avec l'indifférence d'un homme



wan, dans le but de s'y livrer à la traite des fourrures<sup>14</sup>. C'était en 1770. L'année suivante, un nommé James Finlay l'y suivait, et passait l'hiver de 1771-72 au fort Nipawi; puis, après une quinzaine d'années d'un commerce fort lucratif, il rentrait à Montréal nanti d'une véritable fortune.

Peu après son arrivée dans les plaines du Nord-Ouest, à savoir en 1775, un jeune Écossais appelé Alexandre Henry, et connu comme l'aîné de deux traiteurs du même nom, se lançait, lui aussi, dans le commerce des fourrures parmi les Indiens du même pays, qui, en au moins une circonstance bien connue, abusèrent effrontément de sa faiblesse pour lui extorquer une partie de sa cargaison, à titre de tribut. A. Henry, l'aîné, était de société avec un Jean-Baptiste Cadot<sup>15</sup>, et avait pour guide un autre catholique, Étienne Campion, tandis que chaque membre de son équipage appartenait également à la race des anciens "voyageurs".

D'autres suivirent bientôt leur exemple, et en peu de temps amassèrent des quantités de fourrures, ce qui ne contribua pas peu à faire grossir les rangs des traiteurs anglais. Dès lors, aucun riche marchand de Montréal n'hésita plus à leur avancer les approvisionnements nécessaires.

habitué à pareille chose: "Le matin, un des jeunes gens vint me dire que cinq des Indiens étaient morts. "Je tuai l'un d'eux", m'assura-t-il; "c'était votre ennemi, et il voulait vous tuer à la première occasion" (*Reminiscences of the Hon. Roderick McKenzie*, dans *Les Bourgeois du Nord-Ouest*, vol. I, p. 12).

14. Anthony Hendry y était venu en explorateur, ou plutôt en aventurier.

15. Ce Cadot (dont beaucoup écrivent le nom, et que tous les Canadiens prononcent, à l'anglaise, Cadotte) avait d'abord vécu avec une Indienne, qui lui donna un enfant. A la mort de sa femme (circa 1767), il se remaria à une blanche ou métisse, Marie Mouett. Il avait établi un fort de traite du côté sud du Sault Sainte-Marie, quand Al. Henry, l'aîné, se mit de société avec lui et le mena même (1775) jusqu'au fort Cumberland, dans la vallée de la Saskatchewan inférieure.

Mais cette même surabondance de commerçants en pelleteries, outre qu'elle occasionnait une démoralisation indescriptible, finit par ruiner quelques-uns des aventuriers, qui se trouvèrent battus par d'autres, dont la provision de rhum était plus abondante, et dont les scrupules gênaient moins les aspirations de leur cupidité.

D'autre part, la compagnie de la baie d'Hudson qui, depuis la Cession, était en relations commerciales suivies avec les Indiens des plaines, vit d'un très mauvais œil cette nuée de sauterelles, qui s'abattaient sur ce qu'elle considérait comme son domaine exclusif, surtout depuis la chute du pouvoir français. Ses membres furent alors pris d'une vigueur à laquelle on n'était point habitué dans les glaces de leur baie. Ils fondèrent de nombreux postes, envoyèrent des représentants arracher les fourrures des mains des sauvages qui leur devaient, et s'efforcèrent d'affirmer leur monopole d'une manière quelque peu efficace.

Les marchands de Montréal, qui fournissaient les effets aux aventuriers qui leur tenaient lieu d'agents, s'aperçurent bientôt qu'une action commune devenait nécessaire, si les Canadiens voulaient se mesurer avec quelque chance de succès avec leurs rivaux anglais, qui jouissaient d'une si forte organisation. Telle fut l'origine de la fameuse compagnie du Nord-Ouest. MM. Benjamin et Joseph Frobisher<sup>16</sup>, avec M. Simon McTavish<sup>17</sup>, en furent les fondateurs et premiers actionnaires.

16. Jos. Frobisher était dans l'Ouest comme traiteur depuis déjà plus de dix ans.

17. Caractère altier et habile homme d'affaires, S. McTavish fut constamment dans le gouvernement de la nouvelle corporation, où ses manières hautaines lui valurent le titre dérisoire de *marquis*. Il amassa une grande fortune et fit l'acquisition de la seigneurie de Terrebonne, au Bas-Canada.

C'était pendant l'hiver de 1783-84.

En très peu de temps, cette énergique corporation couvrit l'Amérique Britannique du Nord comme d'un réseau de sentiers menant à ses postes de traite, qui bientôt laissèrent fort peu à faire à sa riche, mais moins entreprenante, rivale, la compagnie de la baie d'Hudson. Lorsque, pour sauver sa propre existence, celle-ci constata la nécessité d'adopter en grande partie les méthodes des Français, comme on appelait alors les Canadiens dont les ancêtres étaient venus de France, et établit des forts tout près des siens, il s'ensuivit une lutte dont on ne pourra jamais soupçonner l'âpreté, à moins d'avoir vécu dans les régions lointaines où se fait encore le commerce des fourrures, et où les conventions et les codes de la civilisation sont choses à peu près inconnues.

Néanmoins, toutes les chances étaient du côté de la corporation canadienne. Connaissant la préférence des Indiens pour les Français<sup>18</sup>, la compagnie du Nord-Ouest se fit une règle d'être représentée sur les plaines par autant d'individus que possible de cette nationalité. De fait, à peu près tous ses employés, contremaîtres, voyageurs, ouvriers, guides et interprètes, étaient de langue française, et partant catholiques, tandis que beaucoup de ses commis appartenaient à la même race<sup>19</sup>.

Aussi arriva-t-il que, pendant plus de cinquante ans, le français fut la langue universellement parlée dans l'Ouest canadien, en dehors des factoreries de la compagnie de la baie d'Hudson. Même les officiers écossais

18. Qu'ils aimaient mieux, mais craignaient moins, que les Anglais, au dire de Saint-Pierre.

19. L'abbé G. Dugas affirme que "les trois quarts de ses commis étaient anglais et écossais" (*L'Ouest canadien*, p. 163). En réalité, en 1804, l'année même que cet auteur cite à ce propos, sur soixante-douze commis à l'emploi de la compagnie, il y en avait trente-un de race française.

préposés aux principaux forts devaient connaître cette langue, et la facilité avec laquelle ils parsemaient leur correspondance de locutions, et même parfois de phrases entières, de la langue de Racine et de Bossuet, alors même qu'ils écrivaient en anglais, est là pour démontrer à quel point ils étaient devenus familiers avec elle <sup>20</sup>.

20. L'un d'eux, nommé John McDonald, de Garth, parle même avec une pitié quelque peu méprisante d'un Anglais nommé Harrisson, qu'il eut à son service et qui, assure-t-il, était si bouché qu'il "ne put jamais apprendre le français" (*Les Bourgeois du Nord-Ouest*, vol. II, p. 13).



## CHAPITRE VIII

### L'AUBE DE LA CIVILISATION

1799-1810

Considérés dans leur ensemble, les enfants du Saint-Laurent transformés en coureurs de bois, privés dans la sauvagerie de l'Ouest de tout ce qui rappelle la religion et les aménités sociales, n'auraient pu être cités comme des chrétiens exemplaires. Il ne serait pas moins injuste de les décrire comme irréligieux. Leur langage dénotait trop souvent une impiété qui, chez eux, était pure bravade et n'avait aucune racine dans les cœurs. Il n'était nullement un indice de leurs convictions intimes. Ils restaient souvent tout aussi fidèles à l'observation des lois de Dieu et de l'Église que le permettaient leur condition, l'état du pays et l'obéissance qu'ils devaient à leurs maîtres.

La récitation quotidienne de quelques prières, sans être générale, n'était point rare parmi eux. Ils se rappelaient, et gardaient autant qu'ils le pouvaient, les principales fêtes de l'année liturgique, administraient le baptême aux enfants et aux mourants qui ne l'avaient point reçu, et ceux qui passaient de vie à trépas étaient toujours honorés d'un enterrement accompagné de prières publiques.

“C'est aujourd'hui le dimanche de Pâques, d'après les Français”, écrit à la date du 11 avril 1799 James Mackenzie, traiteur qui n'était rien moins que partial aux représentants de notre race<sup>1</sup>. Il continue son journal par la mention suivante: “La femme de Cadien Leblanc étant tombée malade... Dusablon, bien que

1. Dans MASSON, *Les Bourgeois du Nord-Ouest*, vol. II, p. 385.

le *plus bête* <sup>2</sup>, fut ordonné prêtre et baptisa la moribonde" <sup>3</sup>.

De même, Alexandre Henry, le jeune, consigne dans sa chronique de l'année suivante une semblable reconnaissance, par les membres de son équipage, d'un jour de fête d'obligation, à la célébration de laquelle, à défaut d'exercice religieux, il dut lui-même concourir à la façon du pays. "J'ai donné une goutte à chacun de mes gens, parce que c'est aujourd'hui jour de fête pour eux", écrit-il à la date du 1<sup>er</sup> novembre 1800 <sup>4</sup>. C'est ainsi que fut en outre célébrée dans l'Ouest l'Épiphanie de l'année suivante <sup>5</sup>.

Enfin nous constatons une manière plus chrétienne de célébrer les fêtes de l'Église quand, le 1<sup>er</sup> novembre 1810, le même traiteur remarque simplement: "Les hommes n'ont pas travaillé aujourd'hui" <sup>6</sup>. Il n'y a pas jusqu'aux déserts glacés du Grand-Nord où l'on ait observé les fêtes catholiques, autant que faire se pouvait. Nous en avons une preuve plus récente, bien que se rapportant toujours à une époque, comme celle qui nous occupe en ce moment, où les représentants officiels de l'Église n'avaient point encore repris le rôle qu'ils avaient interrompu avec le départ du dernier Jésuite de l'Ouest. Nous lisons, en effet, dans le journal des traiteurs du fort Simpson pour 1837: "Comme c'est aujourd'hui la fête de la Toussaint, les employés, bien qu'ils ne soient pas des saints, l'ont célébrée en s'abstenant de travailler".

Ce souvenir des solennités si religieusement observées

2. Cette expression se trouve en français au milieu du texte anglais du traiteur.

3. *Ibid.*

4. Journal, vol. I, p. 133.

5. *Ibid.*, *ibid.*, p. 165.

6. *Ibid.*, vol. II, p. 660.

sur les bords du Saint-Laurent, ajouté aux pratiques déjà mentionnées, sans compter des entretiens d'occasion sur Dieu, sa loi, ses représentants sur la terre et ce qu'on savait d'histoire sainte, ne pouvait qu'impressionner favorablement la population indigène. C'est ainsi que les catholiques de cette période d'abandon religieux prenaient insensiblement la place des missionnaires, qu'on ne pouvait trouver pour l'Ouest.

Le caractère des Canadiens alors dans ce pays devait être d'autant moins sujet à la critique que, depuis 1789, Alexandre Henry et les agents de dix autres maisons de commerce s'étaient entendus pour "n'employer aucun voyageur qui ne pût produire un certificat de son curé" <sup>7</sup>. Aussi le journal de son neveu nous montre-t-il parfois que, malgré l'indicible licence de leur milieu, ces pauvres gens étaient loin d'avoir oublié les sentiments chrétiens et les pratiques religieuses qu'ils avaient appris sur les genoux de leurs mères. C'est ainsi qu'un des employés d'Henry, le jeune, ayant reçu dans le corps la charge d'un fusil qu'un sauvage en boisson lui avait envoyée par accident, et sentant qu'il ne lui restait pas longtemps à vivre, eut soin de mander son maître pour "lui demander pardon de toutes ses offenses passées". Il mourut le lendemain "dans les dispositions d'une véritable pénitence" <sup>8</sup>.

Pareils sentiments chez un humble employé, loin de tout prêtre et de ce qui pourrait rappeler la fin de l'homme et les obligations du chrétien, sont on ne peut plus honorables, et ne pouvaient manquer de faire impression.

On pourrait même ajouter que la civilisation, telle

7. *Travels and adventures in Canada and the Indian Territories*, p. xxvi.

8. *Journal*, vol. i, pp. 272-73.

qu'on l'entend généralement, bénéficiait de la présence de ces Canadiens parmi les enfants des plaines et des bois. Il est de notoriété publique que, dans la société de ces derniers, la femme n'est guère plus considérée que la brute. Son rôle principal dans les voyages est, nous l'avons vu, d'être la bête de somme de la famille entière, puisque son seigneur et maître, c'est-à-dire son mari, est bien trop au-dessus d'elle pour s'abaisser à porter le moindre fardeau.

Or voici ce que nous lisons dans le journal d'un des *bourgeois* écossais, comme on appelait les traiteurs-actionnaires, ou commandants des principaux postes, de l'une ou de l'autre des deux compagnies de traite: "Lambert s'en est allé avec sa *Bona Roba* ramasser de la mousse pour son fils <sup>9</sup>..... Peu après, il est revenu avec une immense charge sur le dos, pendant que Madame se prélassait en arrière, ne portant que son petit marmot. Masquasis <sup>10</sup> le voyant arriver dans cet accoutrement, a fait remarquer qu'il ne lui manquait plus qu'un manteau doublé de rouge et frangé de noir pour en faire une femme" <sup>11</sup>.

Pareille considération pour la mère de son enfant, alors même qu'elle n'était qu'une Indienne, ne nous paraît que naturelle chez un blanc. Tel n'était pas le cas pour les sauvages, et une semblable conduite, en cette circonstance et en d'autres analogues, devait à la longue avoir sur eux une influence civilisatrice.

Ne craignons pas d'ajouter qu'une telle manière de faire était d'autant plus méritoire chez de pauvres Canadiens sans instruction ou position sociale, que l'exemple qui leur venait de leurs maîtres était trop souvent plutôt

9. Matière dont on se sert comme de langes parmi les naturels de l'Amérique du Nord.

10. Un Indien.

11. *Les Bourgeois du Nord-Ouest*, vol. II, p. 373.



abrutissant que de nature à élever. Ainsi le même bourgeois écossais, James McKenzie, qui rit sous cape des attentions de Lambert pour la mère de son enfant, a l'impudence d'écrire plus loin à propos de certaines réclamations des pauvres sauvages: "Ils désiraient que nous ne trafiquions plus de leurs femmes pour quelque raison que ce fût. Je leur dis que nous ferions comme il nous semblait bon; car ce n'était pas à eux de nous poser des règles à suivre"<sup>12</sup>.

Après cette déclaration digne d'un pacha turc, le traîtreur consigne dans son journal des remarques que son éditeur n'a pas le courage de reproduire autrement que par des pointillés.

Comme nous l'avons déjà vu, la plupart des commerçants de langue anglaise étaient protestants. Il y avait pourtant des exceptions. L'une d'elles était le cas d'un nommé John Macdonell, dont le frère Miles doit bientôt attirer notre attention. John Macdonell nous apparaît comme une figure unique, strict et cons-



Signature de John Macdonell.

cientieux comme un moine, au milieu d'une tourbe d'officiers de traite dont la vie était un défi continuuel à toutes les lois de la justice et de la décence. Il était un excellent catholique, et ses employés l'avaient surnommé le Prêtre, à cause de sa scrupuleuse observation des fêtes de l'Église et de l'abstinence hebdomadaire, ainsi que de son zèle à les faire garder par ceux qui étaient sous lui<sup>13</sup>.

12. *Ibid.*, *ibid.*, p. 388.

13. On raconte qu'on le rencontra dans l'est, encore à jeûn, un jour de jeûne, bien que midi eût sonné, et qu'il fût en voyage. Pour des détails biographiques sur sa famille, V. livre II, chapitre I, note 5, du présent ouvrage et Appendice E.

Né à Croline, vis-à-vis de Sleat, dans l'île de Skye, Écosse, le 20 novembre 1768, John était passé cinq ans plus tard en Amérique, où il s'était d'abord établi avec son père dans ce qui était alors la province de New-York. Vers 1796, il devint sociétaire de la compagnie du Nord-Ouest, qui fut heureuse de mettre à profit son instruction en lui confiant l'un de ses postes. En 1793, nous le voyons stationné dans la vallée de l'Assiniboine, où il représentait sa corporation et, selon toute apparence, en blâmait les procédés si violemment hostiles contre la compagnie de la baie d'Hudson.

C'est du moins ce que nous sommes en droit de déduire de sa probité bien connue et de la conduite que nous savons qu'il tint en d'autres localités. Il dirigeait en 1806 le poste important que la compagnie du Nord-Ouest possédait à l'Ile-à-la-Crosse, où son compétiteur au compte de ses rivaux était un M. Fiddler, qui venait d'arriver de la factorerie de Churchill, suivi de dix-huit hommes destinés à établir un fort de traite à côté du sien. L'historien de la compagnie de la baie d'Hudson, Beckles Willson, déclare formellement que Macdonell en fut éloigné parce qu'il ne voulait pas "braver tout principe de loi et de justice"<sup>14</sup>, le plus honorable témoignage dont un homme en sa position pût être gratifié<sup>15</sup>.

Étant donné la nature de son milieu, on peut dire que l'attachement de cet Écossais pour les principes de

14. *The Great Company*, vol. II, p. 118; Londres, 1900.

15. En 1815, John Macdonell vendit ses intérêts dans la compagnie du Nord-Ouest, et finit par se retirer à la pointe Fortune, dans le canton de Hawkesbury, où il établit un magasin et dirigea une ligne de bateaux qui faisaient périodiquement le trajet de Montréal. Il avait auparavant dressé sa tente sur les bords du Long-Sault, sur l'Ottawa, où, le 17 septembre 1817, il reçut la visite d'un parti d'Astoriens, parmi lequel se trouvait l'auteur Ross Cox, qui signale ainsi son passage chez lui.

"Nous rencontrâmes là un ancien associé de la compagnie du Nord-Ouest, M. John McDonald (*sic*), qui insista pour que nous visitions

l'honneur et ces pratiques de la vie chrétienne qui en sont la meilleure sauvegarde n'était rien moins qu'héroïque. A côté de lui, mais probablement sur un plan inférieur au point de vue religieux, se tenaient d'honorables représentants de la race française dans la vallée de la rivière Rouge, qui n'allait pas tarder à attirer l'attention du Canada tout entier. C'était d'abord un nommé Charles-Jean-Baptiste Chaboillez, important bourgeois de la compagnie du Nord-Ouest, baptisé aux Trois-Rivières le 27 novembre 1742. Son père avait été lieutenant de troupes en 1759. En 1786, Chaboillez construisit un fort à l'embouchure de la rivière aux Rats, très humble tributaire de la rivière Rouge juste au sud de la frontière des États-Unis, point qu'on croyait alors en territoire britannique.

En 1804, ce Canadien fut promu au commandement du district de l'Assiniboine, et c'est alors que, pour étendre encore la sphère de son influence commerciale, il envoya dans le sud-ouest un compatriote et coreligionnaire du nom de François-Antoine Laroque traiter avec les sauvages qu'il rencontrerait.

Parti le 11 novembre 1804, celui-ci poussa jusqu'au village des Mandanes, sur le Missouri, et vint en contact avec la fameuse expédition américaine de Lewis et

sa maison... Ce monsieur était un strict catholique romain, et, pendant sa résidence dans les pays sauvages, les Canadiens le distinguaient d'autres individus du même nom en l'appelant le Prêtre, à cause de la manière rigide avec laquelle il faisait suivre à ses gens les différents jeûnes de l'Église catholique... Cette circonstance, jointe à ce qu'en disaient les voyageurs, m'avait porté à m'attendre trouver un second saint François dans M. McDonald. Mais, au lieu du moine austère, nous vîmes dans l'ancien traiteur un vieillard satisfait et de bonne humeur, aussi bien qu'en bonne santé.

"Ce qui prouve", ajoute l'auteur anglais, "que la véritable piété n'est point incompatible avec la gaîté sociale" (*Adventures on the Columbia River*, p. 325). V. Appendice E.

Clarke, avec laquelle il se trouva fort à l'aise, grâce à sa parfaite connaissance de la langue anglaise. Peu après, une autre tournée à peu près dans la même direction lui fit rencontrer plus de deux mille Indiens de la tribu des Corbeaux, tous à cheval et si primitifs que leur chef ne sut que faire de la main que Laroque lui tendait en signe d'amitié.

C'était en juillet 1805. Ce voyage ne se termina qu'en novembre de la même année <sup>16</sup>.

Pendant ce temps, un autre Canadien de plus humble origine n'en était pas moins à la tête du fort Qu'Appelle. Il se nommait Poitras, et était le gendre de John Macdonell <sup>17</sup>.

Les documents contemporains sont muets sur les sentiments religieux professés par ces catholiques. On peut dire sans crainte de se tromper qu'ils n'étaient pas des saints. Mais qu'ils aient quand même été foncièrement chrétiens, et que leur foi ait eu au moins quelque influence sur leur conduite et celle de leur entourage, c'est ce qu'il n'est pas téméraire de conjecturer, si nous ne perdons pas de vue certaines circonstances de leur vie subséquente, ou même ce que nous savons de leur position dans l'Ouest. Ainsi, étant donné les principes de stricte honorabilité que tout historien met au crédit de Macdonell, il va sans dire que cet excellent catholique ne se serait jamais allié à la famille d'un homme comme Poitras, si celui-ci n'avait pas été à la hauteur de ses exigences.

Dans le cas de Laroque, nous savons que ce traiteur était plus rassis, moins remuant, et partant moins porté aux excès, que son frère Joseph, dont les nombreuses

16. Le journal de cette expédition se trouve reproduit, sous le titre de *Missouri Journal*, dans le premier volume (p. 299 et seq.) des *Bourgeois du Nord-Ouest* de MASSON.

17. V. le Journal de HARMON, p. 100 de l'édition réimprimée à Toronto en 1904.



aventures chez les sauvages de l'Extrême-Ouest ne prirent fin qu'à sa retraite au couvent des sœurs grises d'Ottawa, auxquelles il fit beaucoup de bien, sans compter la fondation de l'hôpital catholique dont cette ville lui est redevable.

Ces différents Canadiens, en tant que traiteurs, appartenaient à la compagnie du Nord-Ouest, et le premier, Chaboillez, était l'un de ses principaux actionnaires. Il fut remplacé dans son poste par un gentilhomme du même rang au point de vue du service, un Pierre de Rastel sieur de Rocheblave, que nous aurons l'occasion de revoir au fort William, où il devait finir par commander. Le fait qu'il y reçut si bien les envoyés de M<sup>gr</sup> Plessis, alors même qu'ils voyageaient sous les auspices d'une corporation ennemie de la sienne, montre qu'il mettait ses convictions religieuses au-dessus des misérables intérêts de parti.

Dans une sphère plus humble, bien que remarquable par les services qu'il devait rendre au parti de l'ordre dans le pays<sup>18</sup>, fameux aussi pour avoir introduit au Nord-Ouest la première femme blanche qu'on y vit jamais<sup>19</sup>, était Jean-Baptiste Lagimonière<sup>20</sup>. Natif de Maskinongé, il vivait à la Rivière-Rouge ou dans ses environs depuis 1801 lorsque, étant retourné momentanément dans l'est, il y épousa Marie-Anne Gaboury, qu'il emmena avec lui en 1807, d'abord au théâtre de ses humbles travaux de trappeur, puis jusque dans les déserts de la Saskatchewan. Le 6 janvier 1808, Madame Lagimonière donnait le jour, au fort Pembina, à une

18. V. livre II, chapitre III, note 13 du présent volume.

19. Par "femme" il faut entendre ici "épouse". La note 21 donnera la raison de cette restriction.

20. Dont on a souvent écrit le nom Lagimodière, que portent aujourd'hui ses descendants. Lagimonière était le grand-père maternel de Louis Riel.

filles qui passa longtemps pour le premier enfant blanc né à la Rivière-Rouge <sup>21</sup>.

Ce que femme veut, Dieu le veut, a-t-on dit. Or Madame Lagimonière soupirait sans cesse après l'arrivée de missionnaires dans son pays d'adoption, qui en était privé depuis près de soixante ans. Ces aspirations de la digne chrétienne allaient-elles jamais se réaliser ? Humainement parlant, la réponse devait être plus franchement négative que jamais. En effet, l'hostilité entre les deux compagnies de traiteurs de fourrures devenait de plus en plus ouverte; tellement que, faisant définitivement trêve à sa majestueuse inaction dans la retraite où elle avait vu le jour, et où elle avait l'habitude d'attendre les chasseurs au lieu de courir après eux, celle de la baie d'Hudson avait enfin résolu de porter la guerre en Afrique. C'est de cette résolution qu'étaient nés les postes qu'elle avait établis sur l'Assiniboine supérieure (1790), près de Brandon (1794) <sup>22</sup>, au Portage-la-Prairie (1796) et sur la rivière-Rouge (1799).

D'un autre côté, l'influence de la religion était des plus nécessaires pour contenir dans de justes bornes des gens qui, émancipés de toute loi humaine, étaient dévorés d'une soif ardente d'or, représenté par les pelleteries, et devaient se faire une guerre à outrance pour

21. On a dit que Madame Lagimonière était la première blanche du Nord-Ouest, et que, par conséquent, sa fille, Reine, était le premier enfant blanc qui y ait jamais vu le jour. Or, à la date du 29 déc. 1807, c'est-à-dire juste onze jours avant la naissance de cette dernière, Alexandre Henry, le jeune, mentionne dans son journal l'accouchement à ce même fort Pembina d'une jeune fille, précédemment du fort Brandon mais originaire des îles Orkney, qui avait été séduite par un compatriote, bien qu'elle eût jusqu'alors constamment passé pour un garçon. Madame Lagimonière n'en reste pas moins la première Canadienne de l'Ouest.

22. Ou plutôt à une quinzaine de milles de la ville moderne de ce nom.

la possession d'un pays qu'une faction réclamait en vertu d'une charte royale, tandis que l'autre était non moins sûre de ses droits, qu'elle basait sur sa priorité de découverte. Celle-ci considérait en outre ce pays comme ayant été dévolu au Canada, et par là aux intérêts qu'elle représentait elle-même, lors de sa cession à la couronne britannique.

Mais Dieu, qui sait tirer le bien du mal, avait décrété que l'instrument de l'établissement de son Église dans ces immensités lointaines serait un homme qui n'appartenait point à son corps visible. Il voulait aussi que même les excès dont les commerçants devaient se rendre coupables fussent le moyen de hâter l'accomplissement de ce dessein.

## LIVRE II

### ÉTABLISSEMENT

---

#### CHAPITRE I

##### COLONIE DE LA RIVIÈRE-ROUGE

1811-15

Pendant que les deux compagnies rivales s'efforçaient de s'exclure mutuellement des vallées de la rivière Rouge et de ses tributaires, un homme à l'esprit noble et au cœur grand et généreux mûrissait, dans la lointaine Écosse, un projet philanthropique qui avait pour but d'améliorer le sort des classes inférieures de son pays natal, ainsi que de la catholique Irlande. Dès l'année 1802, nous le voyons considérer l'opportunité de diriger l'excédent de leur population sur une région située "à l'extrémité occidentale du Canada", tel qu'il était à cette époque, et dont le climat, pensait-il, "n'était pas plus sévère que celui de l'Allemagne et de la Pologne"<sup>1</sup>.

N'ayant reçu aucun encouragement du gouvernement anglais, qui avait alors besoin de tous les bras dont il pouvait disposer, pour la campagne qu'il prévoyait devoir bientôt mener contre Napoléon, et trouvait probablement trop isolée la région choisie par le jeune noble, celui-ci avait dû se contenter momentanément des côtes de l'île du prince Édouard. Là il avait envoyé au mois d'août de l'année suivante, pas moins de huit

1. GEO. BRYCE, *Mackenzie, Selkirk, Simpson*, p. 128; Toronto, 1906.



cents colons, qui s'étaient établis dans une localité forcément abandonnée par les Français<sup>2</sup>.

Nous parlons, on le comprend, de Thomas cinquième comte de Selkirk, homme aussi noble par l'excellence de ses sentiments et la droiture de ses intentions que par l'éclat de sa naissance. Ayant acquis un grand nombre d'actions dans la compagnie de la baie d'Hudson, en même temps qu'il en achetait (2 juin 1811), à un prix nominal<sup>3</sup>, 116,000 milles carrés d'excellente terre dans les vallées des rivières Rouge et Assiniboine, ainsi que les pays circonvoisins, il se mit à la recherche de colons pour peupler ce vaste domaine<sup>4</sup>. Puis il confia la direction de son entreprise à un ancien officier du régiment royal de New-York, promu, le 6 juin 1796, au rang de capitaine dans la milice canadienne.

Cet officier n'était autre que Miles Macdonell, frère du sociétaire de la compagnie du Nord-Ouest dans la vallée de l'Assiniboine.

Né en 1769, dans la même place que celui-ci<sup>5</sup>, Miles était le fils du fameux "John espagnol", qui avait étudié

2. V. le dernier chapitre, p. 176 *et seq.*, du propre livre de lord SELKIRK, *Observations on the present State of the Highlands of Scotland*; Londres, 1805.

3. Dix chelins "bien et dûment payés". Il est vrai que le comte assumait en même temps de graves obligations, relativement à la colonisation de ce pays.

4. Qui avait cinq fois la superficie de l'Écosse. Cet immense territoire comprenait ce qui est devenu le Manitoba méridional, à partir du fort Alexandre, presque jusqu'à l'extrémité septentrionale du lac Winnipegosis; puis prenait une partie de la Saskatchewan moderne, enlevait un bon morceau aux États du Dakota nord et du Minnesota, et taillait ensuite une longue pointe dans l'Ontario, dont la hauteur des terres entre le lac Supérieur et le système fluvial à l'ouest était la limite.

5. Les auteurs les plus en vue ne s'accordent point sur la nationalité exacte de Miles Macdonell, et aucun d'eux ne dit un mot de la date de sa naissance. Ainsi le prof. E.-H. OLIVER le fait naître dans l'État de New-York (*Pioneer Legislation*, vol. 1, p. 40; Ottawa, 1914); A.-C. LAUR le qualifie de "coureur des bois de l'Ottawa" (*The Conquest of the*

à Rome, apparemment pour la prêtrise. C'est dire qu'il était le rejeton d'une excellente famille catholique. Son père le fit passer avec lui en Amérique au cours de 1773, et tous les deux s'établirent d'abord, avec John, dans la vallée de la Mohawk. Mais à l'ouverture de la guerre d'Indépendance, les Macdonell étant restés fidèles à leur roi, durent prendre le chemin du nord et passer au Canada. Miles habitait le comté de Glengarry, sur

*Great Northwest*, vol. II, p. 27; Toronto, s. d.); CHESTER MARTIN le donne comme un "montagnard de Glengarry originaire du Haut-Canada" (*Lord Selkirk's Work*, p. 35; Toronto, 1916), et le D<sup>r</sup> G. BRYCE dit expressément qu'il était "canadien" (*The Remarkable History of the Hudson's Bay Company*, p. 211). Il ne saurait pourtant y avoir de doute qu'il ne fût né en Écosse.

Son père était un John (Scotus) Macdonell, natif de Knoidart, où il avait vu le jour en 1728. A l'âge de douze ans, il passa au collège écossais à Rome, puis entra (1744) dans l'armée du roi de Naples. Deux ans plus tard, nous le voyons retourner à son pays natal, tout en portant d'importantes dépêches au prince Charles Stuart. C'est alors qu'il se maria (vers 1750), restant en Écosse jusqu'en 1773, époque où il émigra en Amérique. Il s'établit alors dans le comté de Scoharie, province de New-York, d'où il passa en Canada vers 1782. Il mourut à Cornwall en 1810, après avoir écrit son autobiographie, dont nous sommes heureux de posséder le manuscrit original.

Or lorsque John Macdonell quitta l'Écosse pour le Nouveau-Monde, il avait avec lui son fils Miles, alors tout jeune enfant. En voici la preuve. En date du 18 mars 1822, Miles Macdonell envoya au gouverneur Maitland un mémoire, dont nous avons par devers nous un fac-similé photographique (grâce à l'obligeance de M. Placide Gaudet, des Archives du Canada). Il y est dit que Miles avait 14 ans lorsqu'il s'enrôla au Canada, et qu'il servit comme enseigne dans le régiment de sir John Johnson. Par ailleurs, une liste des officiers à demi solde datée du 23 avril 1807 nous apprend que le jeune militaire avait retiré sa paie depuis 1783. Comme il s'était enrôlé à l'âge de quatorze ans, il devait être né en 1769, quatre ans avant son départ pour l'Amérique. D'un autre côté, ce dernier document lui donne 39 ans en 1807: c'est là une façon de parler assez vague, qui peut faire reporter sa naissance à la fin de 1768 ou au commencement de l'année suivante. Dans les deux cas, il est clair qu'il était né en Écosse. Étant donné que son frère aîné John (dit le Prêtre) naquit le 30 nov. 1768, nous devons choisir 1769 comme étant l'année de la naissance de Miles. V. Appendice E.

l'Ottawa, lorsqu'il fit la connaissance du comte de Selkirk, alors de passage en Amérique dans l'intérêt de ses plans humanitaires.

Comme encouragement pour accepter la position très onéreuse que celui-ci lui offrit en cette rencontre, il en reçut, outre la moitié des émoluments attachés au grade d'enseigne, qu'il avait dans l'armée anglaise, la concession d'une grande étendue de terre dans la colonie dont il devait être le gouverneur <sup>6</sup>.

Avec la largeur de vues qui le caractérisait, lord Selkirk n'avait fait aucun cas des différences confessionnelles dans le choix de ses colons. Il avait même obtenu pour ceux d'entre eux qui professaient la foi catholique les services d'un aumônier, dans la personne d'un abbé Charles Bourke <sup>7</sup>.

Le premier contingent d'émigrés quitta Stornoway, dans les îles Hébrides, le 26 juillet 1811, et arriva à la factorerie de York, le 24 septembre suivant, après un passage qui avait été orageux de plus d'une manière. Le nombre total des passagers était, à leur départ, de "quatre-vingt-dix ouvriers et de quinze écrivains", ou commis destinés aux établissements de la compagnie de la baie d'Hudson. Parmi les premiers, nous trouvons des noms irlandais comme Costello, John Burke, ou Bourke, Michael Bourke, John Green, Davey McRooney, Jos. Walsh, Pat. Corcoran, Anthony McDonnell et John O'Rourke <sup>8</sup>.

6. Lettre de Macdonell au comte de Selkirk.

7. Cette absence de fanatisme ne peut étonner chez un homme qui, en tant que membre de la chambre des lords, votait alors en faveur de l'émancipation des catholiques (Comtesse de Selkirk à lady Katherine Douglas, 25 mars 1812).

8. Il en était de même des *Higblanders*, ou montagnards écossais. "Macdonell était catholique; ainsi en était-il de beaucoup des *Higblanders*", remarque A.-C. LAUT (*The Conquest of the Great Northwest*, vol. II, p. 129).

Le “facteur” William Auld, préposé à la factorerie de York, déclare que les Irlandais se montrèrent intraitables, et impropres au pays dans lequel on les avait fait venir. Mais le fonctionnaire anglais trahit immédiatement le motif secret de son aversion pour eux. “Leur différence de religion”, écrit-il, “sert à confirmer l’hostilité des Écossais et des Orcadiens [et sans doute la sienne aussi] pour eux”. D’un autre côté, Macdonell, qui devait pourtant bien les connaître, affirme qu’ils “n’étaient pas plus tracassiers que les autres”, et que “les gens de Glasgow étaient à l’origine les plus turbulents”<sup>9</sup>.

Néanmoins, on ne peut nier qu’il n’y ait eu des troubles sur le bateau des émigrés, et que les Irlandais n’y aient été mêlés, pour des raisons que relève une lettre de William Auld. Il parle dans cette communication d’un nommé William Finley, qui avait tourné en ridicule “les cérémonies observées dans la célébration de l’office divin par le prêtre (qui est si différent de nos propres ministres). Je pense”, ajoute le traiteur, “qu’il reçut en conséquence un traitement tel qu’un individu revêché et obstiné comme lui ne put le supporter, sans se laisser aller à des actes peu convenables”<sup>10</sup>.

Même avant d’avoir contemplé la terre promise, le Moïse de ce nouvel exode fut assailli par des difficultés qui lui vinrent de tous les côtés. Les représentants de la compagnie de la baie d’Hudson voyaient d’un mauvais œil ses opérations, à cause de l’espèce de colons qu’il amenait au pays; parce que, en soldat qu’il était, Macdonell se riait des obstacles, et aussi parce que ce dernier donnait “n’importe quelle somme pour la viande dont ses gens avaient besoin, ce qui”,

9. Lettre à A. Wedderburne, 5 oct. 1811.

10. Lettre datée du 12 sept. 1812



déclarait le commerçant, "doit faire tort à notre marché même dans l'avenir"<sup>11</sup>.

Quant à la compagnie du Nord-Ouest, son opposition au projet de colonisation, dans un pays où elle croyait avoir les premiers droits, commençait à se dessiner sérieusement. Avant même que les colons de Macdonell fussent arrivés à la Rivière-Rouge (comme on devait appeler le pays où ils allaient s'établir), l'un de ses membres les plus en vue, John McLeod, écrivait en toutes lettres qu'il ne voulait point voir au pays "le mélange de canaille irlandaise et d'honnêtes Écossais" rêvé par le chef des nouveaux venus. Il faisait en outre remarquer, avec une sollicitude évidemment intéressée, que, dans la contrée qu'on se proposait de mettre en culture, "la mouche maringouin" causait en été une détresse encore moins supportable que "la morsure du froid en hiver"<sup>12</sup>.

Cependant comme la saison était trop avancée lorsque la troupe de Macdonell aborda à la baie d'Hudson, elle dut hiverner dans des cabanes élevées à la hâte sur les bords du fleuve Nelson, quelques milles en haut du fort.

Pendant l'ennuyeuse période d'inaction qui s'ensuivit, Macdonell put se convaincre que l'abbé Bourke n'était point l'homme qu'il lui fallait comme guide

11. Auld à Wedderburne; York Factory, 5 oct. 1811.

12. A.-D. McKenzie, Stornoway; Hill River, 28 juin 1812. "Les lettres d'Auld à Selkirk et à Wedderburne prirent la forme de diatribes contre l'imprudence de Macdonell et son manque de conciliation", écrit ARCHER MARTIN dans son petit mais important volume, *Lord Selkirk's Work in Canada*, pp. 55-56. Aux yeux du même traiteur de fourrures, le représentant du comte était "un prince de fous", qu'on ne pouvait accuser "d'avoir jamais fait une chose correctement, même en se trompant" (*Selkirk's Papers*, vol. II, p. 852, etc.), et dont les colons n'étaient que des "Caffres civilisés" et des "sauvages d'Écosse" (Auld à Macdonell; 13 mars 1814).

spirituel de ses catholiques irlandais et écossais. En outre de ses excentricités, on avait à lui reprocher le fait, maintenant connu, qu'il avait quitté l'Irlande sans l'autorisation de son ordinaire, l'évêque de Killala, qui était en voyage à Dublin lorsque le bateau qui avait amené le prêtre avait mis à la voile<sup>13</sup>.

M. Bourke avait pourtant ses bonnes qualités. "Il s'intéresse vivement à l'accroissement de notre colonie", écrit Macdonell; "il m'assure qu'il peut faire venir des milliers de personnes de Mayo. Il a, en outre, envoyé des lettres très encourageantes à ses propres parents, et écrit dans le même sens pour presque toutes ses ouailles à leurs amis"<sup>14</sup>.

Une autre lettre du gouverneur Macdonell à son noble patron montre que ces bonnes dispositions du prêtre continuèrent, malgré le mécontentement général occasionné par l'inaction forcée, la sévérité du climat et la difficulté de se procurer de la nourriture convenable. "Le chapelain est plein de confiance dans le succès de la colonie, et continue d'écrire chez lui des lettres encourageantes", remarque-t-il à la date du 31 mai 1812. "Je crois qu'il va s'adresser à Votre Seigneurie pour lui offrir ses services personnels, qui seraient plus utiles là qu'ici... Je ne pense pas qu'il puisse jamais convertir une seule âme à la religion catholique".

Cependant, ni le gouverneur ni ses coreligionnaires ne pouvaient se passer du ministère d'un prêtre. Il ajoute donc aussitôt: "Je ne voudrais pourtant pas m'en défaire avant de savoir qu'un autre est en chemin pour venir nous rejoindre. Je m'imagine que nous n'aurons main-

13. Par ailleurs, ce prêtre était d'une obligeance que d'aucuns taxeraient peut-être d'exagération, puisqu'il maria, pendant son séjour à la baie, un Écossais avec une Écossaise, alors que ni l'un ni l'autre n'étaient catholiques.

14. A lord Selkirk, 1<sup>er</sup> oct. 1811.

tenant pas de difficulté à trouver un prêtre recommandable pour venir ici”.

Miles Macdonell devait être désappointé dans cette attente.

M. Bourke retourna en Irlande par le bateau suivant. Aucune accusation bien sérieuse n'avait été portée contre lui, si ce n'est celle d'avoir quitté son diocèse irrégulièrement, et d'avoir des manières par trop excentriques, lesquelles l'empêchaient d'avoir la moindre influence sur ses ouailles. Il semblerait qu'il avait passé une bonne partie de son temps à ramasser des spécimens de différentes pierres, qu'il croyait excessivement précieuses. Lord Selkirk en écrivait un an plus tard, faisant usage en cette occasion d'une expression écossaise, dont la langue française ne peut rendre la douce ironie: “On a découvert que les minéraux de M. Bourke ne sont que de gentils cailloux”<sup>15</sup>, dit-il. “M. Lasserre<sup>16</sup> est bien meilleur juge en pareille matière, et s'il peut vous trouver du minerai de fer sous quelque marais couvert de pruches<sup>17</sup>, je suis persuadé que ce minerai aura plus de valeur que tous les diamants que M. Bourke pourra jamais découvrir”<sup>18</sup>.

Le premier contingent de colons, dans lequel, comme nous l'avons vu, l'élément catholique n'était point insignifiant<sup>19</sup>, partit pour la Rivière-Rouge dans les premiers jours de juillet 1812, et arriva à destination le 30 du mois suivant<sup>20</sup>.

15. *Chucky stanes*, en dialect écossais.

16. P. Lasserre, ou La Serre, était un chirurgien qui mourut le 16 août 1813, en se rendant d'Europe à la baie d'Hudson. Il était originaire de l'île de Guernsey, et parent du général Brock.

17. Conifère du genre pin (*Tsuga canadensis*).

18. A Macdonell, 12 juin 1813

19. Circonstance que paraissent ignorer la plupart des historiens anglais, qui donnent généralement comme des Écossais protestants les émigrés qui se rendirent à la Rivière-Rouge en 1811 et en 1813.

20. Telle est l'ignorance des origines du Canada occidental trahie par la plupart des écrivains, qu'ils regardent généralement l'histoire de cette

Le second groupe était composé d'Irlandais, sous la conduite d'un compatriote, Owen Keveney, dont les manières despotiques devaient plus tard lui être si funestes <sup>21</sup>. Cette sévérité eut pour premier résultat des troubles sérieux à bord de son vaisseau, et le détracteur des Irlandais, Wm Auld, ne put s'empêcher de se gaudir à la vue de l'impasse où gémissaient ses gens, mandant à lord Selkirk : "Les Irlandais se sont montrés dignes de la fêrule de ce féroce caractère" <sup>22</sup>.

Une conséquence fâcheuse de ces difficultés fut que, entendant parler si souvent des dispositions tapageuses des émigrés irlandais, le fondateur de la colonie contre-

partie du pays comme commençant à la fondation de la colonie de lord Selkirk. ROBERT-B. HILL a une référence, brève et hors de propos, à la présence d'un missionnaire dans l'Ouest à une époque incertaine (*History of Manitoba*, p 11; Toronto, 1890); Alex. Ross n'a pas un mot des premiers missionnaires ni des explorateurs français, pas plus que J.-J. Hargrave ou Donald Gunn. Bien que, pour écrire l'histoire de l'Ouest canadien, ce dernier se croie obligé de se reporter jusqu'à Christophe Colomb dans son curieux volume, il n'a pas la moindre allusion au glorieux de Lavérendrye, pas un mot sur ses importantes explorations! Autant écrire l'histoire de l'Est canadien sans parler de Champlain.

21. En se rendant de la baie d'Hudson à la Rivière-Rouge, Keveney voyagea tout à fait à la militaire: sentinelles pendant la nuit et armes toujours prêtes pendant le jour. Une nuit, il saisit la baïonnette de la sentinelle qu'il avait trouvée endormie, et la lui plongea dans la hanche. Puis, comme un des rameurs, épuisé par une nuit passée dans l'insomnie après le rude labeur de la veille, avait, lui aussi, eu le malheur de se laisser surprendre par le sommeil, il lui tira à la figure un coup de fusil chargé à blanc, qui le défigura momentanément.

22. York Factory, 12 sept. 1812. Keveney périt misérablement aux mains des mercenaires de la compagnie du Nord-Ouest, qui l'avait arrêté pour cause de cruauté vis-à-vis des membres de son équipage. Pendant qu'on l'emmenait dans l'est, un Indien aux gages de cette corporation tenta maintes fois de l'assassiner, mais en fut constamment empêché par deux Canadiens-français. Ayant finalement débarqué sur une île, un métis, évidemment aux ordres des mêmes parties, lui tira un coup de fusil, et un ex-Meuron lui donna le coup de grâce en le hachant à coups de sabre (19 sept. 1816).



manda l'ordre qu'il avait donné d'en chercher d'autres dans leur pays d'origine. Un autre résultat des mêmes rapports consista en ce qu'il abandonna son plan d'envoyer un prêtre à Macdonell, après qu'il eût échoué près d'un évêque auquel il s'était adressé<sup>23</sup>.

Le nombre des émigrés qui vinrent d'Irlande en 1812 a généralement été estimé à quinze ou vingt. Il fut en réalité de soixante et onze, y compris tant les futurs employés de la compagnie de la baie d'Hudson que les colons proprement dits<sup>24</sup>.

Le troisième contingent pour ces pays lointains mit à la voile à un port écossais, dans le cours de 1813. Il était composé de vigoureux montagnards, qui avaient résisté à main armée lors de leur éviction des fermes qu'ils occupaient. C'étaient des presbytériens, pleins de foi dans leur système religieux, et ayant des vues assez étroites concernant celui des autres. Lord Selkirk avait promis de leur envoyer un ministre de leur culte, en même temps qu'il procurerait un prêtre aux catholiques. Il recommanda à Macdonell de ne rien faire ou dire qui pût "alarmer les préjugés de ces gens", lui faisant remarquer que "le commerce personnel avec les catholiques romains finirait par les convaincre qu'une personne de cette religion peut être un excellent citoyen"<sup>25</sup>.

Ces colons arrivèrent dans la vallée de la rivière Rouge en 1814. Ils étaient quatre-vingt-treize.

23. A Macdonell, 12 juin 1813.

24. Ceux-ci étaient en minorité. Dans le contingent de Keveney, nous trouvons des noms catholiques comme Thomas Corcoran, Pat. Flynn, Henry et Bryan Gilgan, Michel et Phil. Rooney, Cornelius Hoys, John Conway, James et Francis Heron, Andrew McDermott, Ed. Costello, Chas. Sweeney, Jos. Kenny, John Flynn, Jas. Golden. Nous avons dans nos cartons la liste complète des 71 émigrés, dont le D<sup>r</sup> BRYCE ne donne que 17 dans son *Romantic Settlement of Lord Selkirk's Colonists*, pp. 130-21.

25. A Macdonell, 12 juin 1813.

L'année 1815 vit paraître dans la même région le plus fort parti d'émigrés que les agents du comte de Selkirk y aient jamais envoyé. Il consistait en cent personnes de tout âge, dont la plupart étaient originaires de la paroisse de Kildonan, en Écosse. Cette dernière accession porta à près de trois cent cinquante le nombre total des colons dus aux efforts des représentants du milord. Après l'arrivée de ce contingent, l'apport annuel à la population du pays consista en quelques individus, plutôt qu'en groupes de familles.

Loin de nous l'intention d'amoindrir en aucune manière l'importance du mouvement dont le résultat fut connu sous le nom de colonie de la Rivière-Rouge. Mais quand l'histoire du Manitoba sera traitée avec le soin scrupuleux qu'elle mérite, un fait devra être mis en relief que tous les auteurs ont, ou bien passé sous silence, ou bien exposé d'une manière absolument inadéquate. Lorsque les premiers colons de lord Selkirk parurent sur les bords de la rivière Rouge, ils trouvèrent dans sa vallée, ou sur les plaines avoisinantes, une population blanche ou métisse qui surpassait de beaucoup en nombre celle que le comte y fit jamais émigrer <sup>26</sup>.

Comme nous l'avons vu, le personnel de la compagnie du Nord-Ouest se composait de Canadien-français et de leurs enfants, presque toujours métis, en état de travailler <sup>27</sup>. Suivant l'exemple de son antagoniste,

26. Même lorsque le premier ministre protestant arriva dans la colonie (14 oct. 1820), il trouva que ses habitants étaient "un mélange d'individus de différents pays, principalement des Canadiens et des Allemands du régiment des Meurons" (*The Substance of a Journal during a Residence at the Red River Colony*, p. 21; Londres, 1824).

27. En 1814, ceux-ci formaient un total de "près de deux mille personnes, y compris les bourgeois et les commis", entre le lac Supérieur et l'océan Pacifique, au dire des directeurs de la compagnie eux-mêmes, dans leur mémoire au secrétaire d'État britannique pour la guerre et les colonies (*A Narrative of Occurrences in the Indian Countries of North America*, p. 55; Londres, 1817).

même la compagnie de la baie d'Hudson avait réussi à prendre à son service quelques "voyageurs" de la même nationalité. Des calculs faits avec soin nous permettent d'avancer que, sans compter les femmes et les enfants en bas âge, la corporation canadienne n'avait, dans les premières années du dix-neuvième siècle, pas moins de trois cent onze employés de race française, et partant catholiques de fait ou de droit, rien que dans les vallées de la Rouge et de l'Assiniboine<sup>28</sup>. Si l'on ajoute à ce chiffre les quelques Canadiens qui se trouvaient dans les rangs de sa rivale et la classe, autrement nombreuse, des "gens libres"—anciens serviteurs de l'une ou l'autre compagnie, ou coureurs de bois venus directement du Bas-Canada<sup>29</sup>—on trouvera que le nombre total des catholiques à la portée des nouveaux venus s'élevait à plus de sept cents.

Comment ces anciens habitants des plaines centrales reçurent-ils les premiers colons de lord Selkirk? L'historien Alexandre Ross va répondre pour nous.

"Quelques heures s'étaient à peine écoulées depuis leur arrivée dans leur nouvelle patrie", écrit-il. "qu'une troupe d'hommes armés, d'aspect grotesque, la figure peinte et habillés comme les sauvages du pays, les avertirent qu'on ne pouvait leur souhaiter la bienvenue. Ces guerriers à la tête empanachée étaient pour la plupart des employés de la compagnie du Nord-Ouest, et, comme leur ordre péremptoire de s'en aller fut bientôt aggravé

28. Ou près de huit cents dans tous ses postes.

29. En avril 1816, lord Selkirk disait qu'ils étaient "un grand nombre" (Lettre à l'évêque de Québec), et à la même date Miles Macdonell écrivait au même prélat qu'il y en avait des "centaines". Au demeurant, ces assertions ne sauraient nous étonner, lorsque nous voyons Alexandre Henry, le jeune, écrire (31 août 1807) que, dans la seule vallée de la rivière Pembina, leur nombre s'élevait à quarante-cinq.

par la peur de mourir de faim, on résolut d'aller chercher refuge à Pembina, à soixante-dix milles de distance''<sup>30</sup>.

Tout inhospitalière que puisse paraître cette réception, elle cessera d'étonner lorsqu'on apprendra que la compagnie du Nord-Ouest, qui voyait dans la colonie en voie de formation un danger très réel à sa suprématie dans l'Ouest, remuait ciel et terre pour en empêcher l'établissement. La vallée de la rivière Rouge était la partie du pays qui fournissait surtout la viande de bison dont on manufacturait le pemmican<sup>31</sup>, qui servait à ravitailler ses nombreux postes. Or une colonie devait avoir pour résultat inévitable d'éloigner, sinon d'annihiler, les animaux sauvages qu'elle croyait nécessaires à la subsistance de ses employés.

De plus, cette corporation avait alors le dessus sur ses rivaux, et elle entendait maintenir à tout prix cette position. Mais une colonie ferait affluer dans le pays une foule de gens qui deviendraient les témoins, plus ou moins désintéressés, de procédés que n'approuverait le code d'aucune nation civilisée.

Enfin, les colons lui arrivaient sous les auspices d'un homme qui était alors le principal actionnaire de la compagnie de la baie d'Hudson. Cette seule considération suffisait, aux yeux des traiteurs du Nord-Ouest, pour légitimer toute l'opposition qu'on pourrait faire à la réussite de ses projets.

C'est pourquoi, ils déguisèrent en Indiens leurs employés métis stationnés au fort Gibraltar, leurs quartiers généraux situés dans l'angle formé par la jonction de

30. *The Red River Settlement*, p. 21.

31. Le pemmican, nourriture habituelle de l'Ouest tant que durèrent les bisons, était fait de viande maigre, d'abord taillée en minces bandes, puis séchée au soleil, pilée en une espèce de poudre, et enfin convertie en une pâte solide par l'addition de graisse fondue. Le tout était conservé dans des sacs de cuir appelés "taureaux", qui donnaient souvent leur nom au contenu.



l'Assiniboine avec la Rouge <sup>32</sup>, et ces prétendus sauvages s'acquittèrent si bien de leur rôle, qu'ils frappèrent de terreur les pauvres Écossais et Irlandais, dont pas un "n'avait jamais mis le fusil à l'épaule, ou tiré un coup de feu, dans sa vie", comme Miles Macdonell nous l'apprend <sup>33</sup>.

Or ces individus qui gratifièrent les nouveaux venus d'une si hostile démonstration, étaient précisément les mêmes qui les guidèrent à Pembina, et méritèrent par leurs bons procédés la reconnaissance des émigrés. Quand ces derniers parurent pour la première fois à la Rivière-Rouge, les métis "agissaient sous l'influence de la compagnie du Nord-Ouest", remarque Ross; "mais en se rendant à Pembina dans cette occasion, ils étaient libres d'agir à leur gré. Et il est bon de remarquer ici que l'insolence et la hauteur de ces gens quand ils se trouvaient sous les yeux de leurs maîtres [de riches Écossais en général], n'étaient pas plus frappantes que leurs manières affables vis-à-vis des émigrés, quand ils suivaient l'impulsion de leur propre cœur"<sup>34</sup>.

D'où les colons écossais et irlandais n'avaient pas de peine à conclure que, "lorsqu'ils n'étaient point poussés au mal par des gens animés d'intentions inavouables, les métis étaient de dispositions humbles et bienveillantes, et aimaient à vivre en paix avec leurs semblables"<sup>35</sup>.

32. Et fondé en 1804.

33. Macdonell à Selkirk, 1<sup>er</sup> oct. 1811.

34. *The Red River Settlement*, pp. 22-23.

35. *Ibid.*, p. 23. Le D<sup>r</sup> BRYCE écrit, *Romantic Settlement*, etc., p. 85, que "le gouverneur Macdonell fit tout ce qu'il put pour eux, et réussit à leur assurer les services des Indiens sauteux, qui étaient bien disposés, pour les guider et les protéger, pendant qu'ils iraient chercher des quartiers généraux à Pembina". Or la seule autorité presque de première main que nous ayons sur ce point, ALEX. ROSS, dit expressément que les prétendus Sauteux "étaient une bande composée d'un mélange de gens libres [c'est-à-dire de Canadiens-français], de métis et de quelques rares Sauteux" (*op. cit.*, p. 22).



MACDONELL LISANT LA PROCLAMATION DE SELKIRK



## CHAPITRE II

### BATAILLE DE LA GRENOUILLÈRE

1814-16

Une autre preuve que la réception hostile des “gens du pays”, ou métis, était un coup monté par leurs supérieurs, après les premières impressions résultant d’une rencontre inopinée, consiste en ce que les premiers jours passés sur la rivière Rouge furent, à l’encontre du récit de Ross, assez calmes pour les nouveaux venus. Le 4 septembre 1812, Miles Macdonell put même faire lire en grande pompe, au camp qu’il avait dressé sur la rive droite de la rivière, juste en face de l’établissement de la compagnie du Nord-Ouest, les lettres patentes en vertu desquelles il jetait les fondations de la colonie.

Tous ses Écossais et Irlandais, un certain nombre de Canadiens libres de toute attache à l’une ou l’autre corporation commerciale et trois des messieurs du “Nord-Ouest”, comme on appelait souvent la compagnie opposée à celle de la baie d’Hudson, assistaient à la cérémonie. Elle se termina par une décharge d’artillerie et, détail caractéristique de l’Ouest, par des libations de liqueurs fortes.

Il peut être permis d’ajouter qu’en ce jour de la naissance officielle de l’État minuscule qui allait acquérir de l’importance avec le temps, les droits de la langue française ne furent point méconnus. “M. Heney traduisit une partie de la patente en français, laquelle fut lue pour l’information des Canadiens”, écrit le gouverneur à son maître<sup>1</sup>.

1. Macdonell à lord Selkirk; Fourches de la rivière Rouge, 17 juillet 1813.



Cinq jours plus tard, le premier (Macdonell) partit pour l'embouchure de la Pembina, où il éleva une humble structure à laquelle il donna le nom de fort Daer.

Les premiers jours, les émigrés vécurent en partie de la maigre pitance que leur servaient les deux rivières. Ils s'assurèrent à cet effet les services d'un Canadien, qui pêchait pour eux avec des hameçons qu'il fabriquait avec des clous. Les colons avaient avec eux une vache et un taureau. Toutes leurs cultures devaient se faire avec des houes, et leurs maisons furent construites tant bien que mal<sup>2</sup> avec des troncs d'arbres. Ce n'est que le 21 novembre 1812 que chacun trouva où se loger.

Puis l'on fixa les quartiers généraux de la nouvelle colonie près de l'embouchure de l'Assiniboine, sur une langue de terre formée par une sinuosité de la Rouge que le feu avait partiellement défrichée, et l'établissement qu'on y éleva fut décoré du nom de fort Douglas, en l'honneur du noble patron de l'entreprise entière<sup>3</sup>. Des lopins de terre furent ensuite distribués aux colons, chacun d'eux en recevant un de cent acres, dont la largeur était seulement de quatre, en sorte que, comme ces lots partaient de la rivière, sur les bords de laquelle se trouvaient les maisons, la colonie prit bientôt l'aspect d'un long village qui semblait comme la continuation du fort Douglas.

La principale difficulté qui se présenta alors à Macdonell fut celle de nourrir tant de bouches, dans un pays où l'on n'avait probablement pas récolté la valeur d'un arpent de blé avant 1813. Les champs minuscules que les colons avaient ensemencés promettaient, il est

2. "Nous n'avions que cinq vieux ouvriers employés en bas, qui fussent un tant soit peu experts dans l'art de manier la hache" (Du même au même, *ubi suprà*).

3. Dont le nom de famille était, nous l'avons vu, Thomas Douglas. Daer était un autre de ses titres.

vrai, un rendement encourageant; mais il fallait attendre plusieurs mois avant d'en pouvoir profiter. En outre, un nouveau contingent de colons, qu'on croyait devoir être numériquement important, allait arriver l'automne suivant. Par ailleurs, il était évident que les premiers habitants du pays étaient secrètement poussés par les autorités de la compagnie du Nord-Ouest à demander des prix exorbitants pour leurs denrées.



Signature de Miles Macdonell.

Et ces menées cruelles des représentants de cette corporation n'étaient pas adoptées comme représailles pour l'arrogance de Miles Macdonell, ainsi qu'ils le prétendirent dans la suite. Nous lisons, en effet, dans une lettre que William Auld écrivit de la factorerie de York, avant même que le gouverneur eût jamais vu la rivière Rouge: "Je sais que les Canadiens<sup>4</sup> auront un parti d'hommes qui précéderont [M. Sinclair], dans le but d'alarmer et de pourchasser les bisons, afin d'arrêter la marche [de Macdonell]"<sup>5</sup>.

Dans ces circonstances, mu par le sentiment de sa responsabilité vis-à-vis de tant de monde, dont la vie était comme entre ses mains, le gouverneur se crut autorisé à mettre l'embargo sur celles des provisions de bouche qui n'étaient point absolument nécessaires au soutien des traiteurs et de leurs gens. Se basant sur les droits qu'il tenait du comte de Selkirk relativement au territoire dont celui-ci était le propriétaire, il défendit

4. C'est-à-dire les gens de la compagnie du Nord-Ouest.

5. York Factory; à A. Wedderburne, 1<sup>er</sup> oct. 1811.

(8 janvier 1814), sous peine de confiscation, l'exportation de ces produits pendant douze mois. Ils devaient être "pris pour l'usage de la colonie", et "seraient payés au taux usuel en billets de banque du Royaume-Uni".

Les traiteurs du Nord-Ouest (comme leur compagnie était souvent appelée par abréviation) furent pris d'indignation en apprenant cette mesure, et jurèrent que l'édit de Macdonell resterait lettre morte.

Aussi, le printemps suivant, le gouverneur dut-il envoyer, sous double escorte, un nommé John Spencer saisir les provisions qu'ils avaient accumulées à leur fort de la rivière Souris<sup>6</sup>, procédé rigoureux et peut-être prématuré, qui ne servit qu'à envenimer les rapports entre la colonie et les traiteurs français. Ceux-ci protestèrent, mais ne firent point de résistance. Après avoir enfoncé les portes avec des hachettes, les satellites de Spencer saisirent cinq cents sacs de pemmican, cent ballots de viande sèche et quatre-vingt-seize barils de graisse: en tout, soixante mille livres environ de denrées, qu'ils emportèrent à leur propre établissement, le fort Brandon, juste à côté.

Une autre saisie fut faite pendant l'hiver de 1814-15, sur les plaines de ce qui est aujourd'hui le Dakota septentrional. Un parti de quinze hommes s'empara, au nom du gouverneur, des provisions qu'un Canadien-français, nommé Desmarais, avait faites pour la compagnie du Nord-Ouest, avec l'aide de plusieurs autres employés.

Ces actes de violence, que des courriers spéciaux portèrent à la connaissance de tous les postes de la corporation, exaspérèrent maîtres et serviteurs—ces derniers

6. Affluent de l'Assiniboine, dans laquelle il se jette, à cent quarante milles de l'embouchure de cette dernière, après avoir été faire un voyage aux États-Unis.

surtout, auxquels on fit croire que les organisateurs de la colonie, gens inféodés à la compagnie de la baie d'Hudson, ne se proposaient rien moins que de les chasser du pays où beaucoup d'entre eux avaient vu le jour.

Malheureusement, certaines déclarations de lord Selkirk semblaient justifier ces appréhensions. Aveuglé par un excès de zèle pour sa grande œuvre philanthropique, il avait écrit à l'un de ses agents: "Nous devons les avertir solennellement", parlant des traiteurs canadiens, "que ce pays appartient à la compagnie de la baie d'Hudson, et qu'ils doivent s'en retirer. Après cet avertissement, on ne devrait pas leur permettre d'y couper du bois, soit pour des bâtisses, soit comme combustible. On devrait également leur défendre de pêcher dans nos eaux, et s'ils y tendent des rets, qu'on s'en empare comme on ferait en Angleterre de ceux d'un braconnier"<sup>7</sup>.

Cette lettre étant tombée entre les mains d'un des bourgeois de la compagnie du Nord-Ouest, elle servit à activer les flammes du mécontentement qui ne brûlaient déjà que trop ardemment.

Il ne nous appartient point de relater en détail les

7. D. GUNN, *History of Manitoba*, p. 122; Ottawa, 1880. En justice pour le fondateur de la colonie, il nous faut remarquer que, non seulement il se croyait autorisé à faire cette déclaration, mais qu'il pouvait pour cela se baser sur une consultation légale qu'il avait eue de cinq hommes de loi distingués du barreau d'Angleterre, lesquels avaient écrit sous leur propre signature:

"Nous sommes d'opinion qu'un individu tenant de la compagnie de la baie d'Hudson un bail ou une concession, avec droit de propriété absolu sur une partie de son territoire, sera autorisé à jouir de tous les droits ordinaires des possesseurs d'immeubles en Angleterre, et pourra empêcher d'autres personnes d'occuper n'importe quelle partie des terres, de couper du bois, ainsi que de pêcher dans les eaux contiguës et peut (paisiblement si possible, sinon en ayant recours à la loi) les déposséder de n'importe quelles bâtisses qu'elles auraient pu ériger récemment dans les limites de sa propriété" (Cf. *The Makers of Canada*, vol. VIII, p. 144).



actes d'agression et les représailles qui s'ensuivirent. Pourtant, pour comprendre ce qui devait arriver, événements qui eurent pour résultat final l'établissement de l'Église dans l'Ouest, il est nécessaire de savoir qu'un mandat d'arrêt fut lancé contre le gouverneur Macdonell, qui le regarda d'abord comme non avenu, parce qu'il le croyait *ultra vires*. Puis, le 25 juin 1815, le fort Douglas, ou fort de la colonie, comme il était aussi appelé, bien que les intérêts de la compagnie de la baie d'Hudson au pays y fussent aussi concentrés, fut attaqué par des métis dirigés par des gens de langue anglaise, à l'instigation de la corporation rivale, après que neuf pièces de canon en eussent été capturées de force, en l'absence de Macdonell.

Comme résultat de cette escarmouche, quatre employés du fort anglais (ou de la colonie) furent blessés, dont l'un mourut le lendemain. Une autre conséquence en fut la dispersion des colons, qui durent partir pour le lac Winnipeg et l'Écosse, pendant que certains autres étaient emmenés au Canada.

Peu après, un groupe de vingt Canadiens-français, dont quelques-uns étaient accompagnés de leur famille, arrivèrent de l'est sous la conduite d'un nommé Colin Robertson, commerçant qui avait passé du service de la compagnie du Nord-Ouest à celui de ses antagonistes anglais. En leur promettant pleine et entière protection, Robertson finit par persuader aux fugitifs, qui venaient d'atteindre le lac Winnipeg, de retourner à leurs champs.

Puis arriva le contingent de cent colons écossais que nous avons déjà mentionné. A sa tête, se trouvait un gentilhomme du nom de Robert Semple, qui arrivait au pays après qu'on lui eût confié la direction de tous les intérêts de la compagnie de la baie d'Hudson dans l'Amérique du Nord.

Épuisé par la multiplicité de ses soucis et les diffi-

cultés sans nombre dont chacun semblait prendre plaisir à joncher son chemin<sup>8</sup>, le capitaine Macdonell avait demandé à être relevé de ses fonctions<sup>9</sup>. Puis, “dans l'espoir d'assurer par là le salut de la colonie”<sup>10</sup>, il s'était livré aux mains de ses adversaires, qui l'emmenèrent à Montréal subir un procès qui n'eut jamais lieu.

Pourtant, on considérait ses services comme beaucoup trop précieux pour qu'on pût s'en dispenser. Quand donc il retourna à la Rivière-Rouge, au printemps de 1816, il continua de gouverner la colonie pendant que Robert Semple était son supérieur en tant que gouverneur en chef de la compagnie de la baie d'Hudson en Amérique<sup>11</sup>.

8. Par exemple, il dut porter tout l'odieux de sa mesure contre l'exportation de denrées, après qu'elle eût été suggérée et approuvée à l'unanimité à la factorerie de York. “Ce fut la ferme opinion de ceux qui se trouvaient à York qu'une semblable mesure convenait tout à fait. Vous vous prononçâtes fortement en sa faveur”, écrivait Macdonell à Auld, qui déclinait lâchement toute responsabilité en cette matière, bien qu'il eût écrit à Macdonell: “Je suis entièrement d'accord avec vous sur l'à propos d'empêcher qu'on exporte les vivres de votre territoire sans votre permission, surtout une fois que vous en aurez prévenu le public”.

9. Le 2 sept. 1814. Les services de Macdonell étaient réellement appréciés par son patron en Écosse, ainsi qu'on le voit par ce que lui écrivit ce dernier: “L'adresse avec laquelle vous avez dirigé les montagnards écossais et les Irlandais, qui montre que ces derniers ne sont pas si absolument indomptables qu'on les représente, mérite ma plus chaude approbation, et me fait espérer les plus heureux résultats une fois que vous serez placé dans des circonstances plus favorables”, (14 juin 1813).

10. *Papers relating to the Red River Settlement*, p. 171; 1819.

11. C'est là un fait que la plupart des auteurs ont ignoré ou méconnu. Même ALEX. ROSS dit dans sa “liste des gouverneurs de la colonie de 1812 à 1855” qu'Alexandre Macdonell lui succéda au mois d'août 1815. Nous le verrons pourtant bientôt demander des prêtres pour sa colonie aussi tard que le mois d'avril 1816, et, le 24 janvier 1817, il écrivait du fort Douglas une lettre à Cuthbert Grant qu'il signait: “Miles Macdonell, gouverneur”, et que nous trouvons *in extenso* à la p. 158 du *Report of the Proceedings connected with the Disputes between*

Le 17 mars 1816, Colin Robertson, qui remplaçait le premier pendant son absence, fit arrêter Duncan Cameron, bourgeois de la compagnie du Nord-Ouest, qui avait tramé et dirigé tous les complots de ce corps commercial contre ses rivaux, et avait notamment causé la dispersion des colons. Puis, sous prétexte de recouvrer les canons qui appartenaient au fort Douglas, il prit et rasa le fort Gibraltar, quartiers généraux de la corporation canadienne au pays.

Par ces actes de violence, il est facile de voir que les torts étaient des deux côtés.

Mais on nous permettra de faire remarquer que, lorsque les habitants de langue française suivirent leurs propres inclinations et ne furent point trompés par leurs maîtres, ils se rangèrent constamment du côté de l'ordre et de la légalité. Le défenseur du fort Douglas, dans la déloyale attaque du mois de juin 1815, dit formellement dans son journal qu'il s'assura "les services d'hommes libres autour de la place—Canadiens-français et métis qui n'étaient point dans l'emploi de la compagnie du Nord-Ouest—pour remettre tout sur pied et se préparer pour l'avenir"<sup>12</sup>.

De plus, nous lisons dans les écrits du temps qu'à l'approche de l'orage final, ces soi-disant hommes libres gagnèrent le large, pour n'être point forcés d'y prendre part.

Cet orage ne vint que trop tôt. Convaincue que les

*the Earl of Selkirk and the North-West Company*. Bien plus, les instructions données par les deux compagnies rivales, le 15 juillet suivant, en vue d'assurer la restitution des biens qui avaient pu être saisis par l'une ou par l'autre, portaient la signature de M. Macdonell, qui se dit encore "*Gov. of Assiniboia*" (Cf. Archives du Canada, série M, vol. 778G 40). Cet excellent catholique fut donc gouverneur de la colonie cinq années entières, au lieu de deux et dix mois comme le voudrait Ross.

12. BRYCE, *History of the Hudson's Bay Company*, p. 223.

directions de lord Selkirk, en ce qui était de l'expulsion des commerçants canadiens du Nord-Ouest, avaient déjà reçu un commencement d'exécution, et que la double saisie de vivres, la destruction du fort Gibraltar, la prise du fort Pembina et l'emprisonnement de ceux qui le gardaient, non moins que l'attaque sur le fort Qu'Appelle (qui n'avait pas réussi aux agresseurs) faisait partie d'un plan d'extermination, la compagnie du Nord-Ouest résolut d'aller aux extrêmes, pour sauver sa propre existence et protéger ses intérêts, dans un pays où elle avait si longtemps régné en maîtresse absolue.

Dans ce but elle ramassa autant de métis et de Canadiens-français qu'elle put en trouver de disponibles. Elle alla même si loin qu'elle ne dédaigna pas de briguer les bons offices des Indiens—mesure aussi dangereuse que mal avisée—afin de frapper un coup décisif à la domination de la corporation rivale. De ses quartiers généraux du fort William, elle dépêcha une expédition munie de deux canons, qui devait arriver le 16 juin 1816<sup>13</sup> à un point en bas du fort Douglas.

Une autre bande, composée surtout de métis français et anglais accompagnés de quelques Canadiens-français, dont le nombre total s'élevait à soixante-quatre, sans compter six Indiens du pays, devait le même jour se joindre à la première. Il était entendu que la petite troupe qui résulterait de ces forces combinées ferait alors une attaque désespérée sur le fort Douglas.

Afin de passer inaperçue et d'opérer plus facilement sa jonction avec la brigade du fort William, la bande de métis, qui avait à sa tête un jeune homme du nom de Cuthbert Grant<sup>14</sup>, avait reçu l'ordre de se tenir

13. Elle n'arriva que le 20 de ce mois.

14. Fils du traîtreur du même nom qui, en 1786, avait accompagné Laurent Leroux au Grand lac des Esclaves, où les deux aventuriers avaient établi le fort Résolution. Cuthbert Grant, l'aîné, était mort.



aussi loin que possible du fort anglais. Mais la nature marécageuse du sol la força à passer en vue de la sentinelle de ce poste. Celle-ci, s'apercevant que les métis étaient à cheval et armés, en avertit le gouverneur Semple.

C'était l'après-midi du 19 juin 1816<sup>15</sup>.

—Il nous faut aller rencontrer ces gens-là, dit alors l'officier anglais. Que vingt hommes me suivent.

C'était là, sans aucun doute, une résolution des plus téméraires, que pouvait seule excuser son ignorance du caractère des étrangers et du but désespéré qu'ils poursuivaient.

Au lieu d'envoyer des éclaireurs faire une reconnaissance et s'assurer du nombre et des intentions des métis, Semple partit avec vingt-sept hommes. Arrivé à une certaine distance, il s'aperçut que les cavaliers étaient plus nombreux qu'il n'avait cru, et envoya chercher une pièce de canon. Mais comme celle-ci tardait à venir, il se remit en marche dans la direction des employés de la compagnie rivale.

A la vue de la troupe anglaise, ceux-ci se rangèrent en forme de croissant. Puis l'un d'eux, Canadien du nom de François-Firmin Boucher, s'avança vers le gouverneur en faisant signe qu'il voulait lui parler.

—Que voulez-vous? demanda-t-il quand il fut assez près.

—Que voulez-vous vous-mêmes? fit Semple.

—Nous voulons notre fort, répondit Boucher.

en 1799. Le métis du même nom devait, quelque temps après les événements que nous rapportons, être connu comme le "gardien des plaines", et occuper plusieurs postes de confiance au pays. Nous le retrouverons sur notre chemin. En attendant, qu'il nous suffise de dire qu'il était catholique, autant qu'on pouvait l'être à cette époque où tout prêtre était inconnu des métis.

15. Non pas le 17, comme le dit SANFORD FLEMING, p. 194 de son livre *England and Canada*; Montréal, 1848.

—Eh bien! allez à votre fort.

—S... coquin, vous l'avez détruit, s'écria le Canadien.

Les deux interlocuteurs se trouvaient alors tout près l'un de l'autre. S'entendant apostropher avec ce sans-gêne, le gouverneur anglais, qui était de nature délicate et habitué à être traité avec respect, ne put contenir son indignation.

—Misérable, s'écria-t-il, est-ce à moi que vous osez parler ainsi?

Ce que disant, il saisit d'une main la bride du cheval de Boucher et mit l'autre sur le fusil de ce dernier. Puis se tournant vers les siens:

—Faites-le prisonnier, commanda-t-il <sup>16</sup>.

Là-dessus, le Canadien sauta à terre. En même temps,

16. D'après la déclaration de Boucher, au cours de l'enquête qui s'ensuivit à Montréal, "le gouverneur se saisit de la crosse du fusil de l'examiné, et ordonna à ses gens d'avancer. Ceux-ci n'obéissant pas et l'examiné disant que s'ils tiroient ils étoient tous morts, le gouverneur Semple leur dit qu'il ne falloit pas craindre, qu'il n'en étoit pas tant (*sic* pour tems) et qu'il falloit tirer. Aussitôt l'examiné a entendu le rapport (*sic*, de l'anglais *report*) de deux coups de fusil, tirés par les gens de la Baye d'Hudson" (*Settlement respecting the Earl of Selkirk's Settlement upon the Red River*, p. xcviij; Londres, 1817).

Dans son ouvrage *The Conquest of the Great Northwest*, vol. II, p. 172, AGNES-C. LAUT fait de F.-F. Boucher "le fils de l'éclaireur tué sur la Saskatchewan du sud". Malgré son érudition incontestable, l'auteur de ces volumes est certainement dans l'erreur; car tous les documents contemporains disent expressément que le père de notre Boucher était un respectable propriétaire de Montréal. Dans son livre plus récent, *Canada the Empire of the North*, p. 394 (Toronto, 1909), elle en fait un métis. Or nous avons la meilleure preuve qu'elle se trompe encore dans la publication contemporaine, aujourd'hui excessivement rare, qui a pour titre: *Narrative of the Occurrences in the Indian Countries of North America*, qui représente Boucher comme *a Canadian*, c'est-à-dire un Canadien-français (p. 53). Dans le *Statement* déjà mentionné, vieux bouquin presque aussi rare, mais écrit pour servir des intérêts contraires, John Bourque appelle également Boucher un Canadien, au cours de sa déposition sous serment, et ajoute qu'il était "le fils d'un aubergiste de Montréal" (p. LI). V. aussi p. 185 de la même publication.

un coup de feu tua un des agresseurs anglais nommé Holt <sup>17</sup>. Boucher s'échappa alors, partiellement traîné par son cheval effrayé, dont il avait saisi la crinière, mais qu'il ne pouvait monter. Presque immédiatement le gouverneur tomba, blessé d'un coup de fusil.

A la vue des conséquences de son imprudence, il s'écria s'adressant à ses gens :

—Faites ce que vous pouvez pour vous sauver.

Mais la fusillade était devenue générale. Au lieu de suivre l'avis de leur commandant, les amis de Semple serrèrent leurs rangs autour de lui, pour s'assurer de la gravité de sa blessure. Le résultat fut qu'ils devinrent pour les métis un point de mire on ne peut plus facile à atteindre. En très peu de temps, ils furent tous tués ou blessés, à l'exception de cinq ou six qui parvinrent à s'enfuir.

Il est triste d'avoir à ajouter que la plupart des blessés furent massacrés par les Indiens hors d'eux-mêmes. Quelques métis s'abaissèrent même au point de se faire les bouchers de leur prochain. Ainsi un M. Rogers fut tué par un métis écossais pendant qu'il demandait grâce, et un Canadien du nom de François Deschamps se fit aussi remarquer par son manque de cœur, ce qui lui valut les éloges publics de la compagnie du Nord-Ouest, à laquelle il appartenait <sup>18</sup>.

17. Holt, Holte, ou Halte, était un natif du Danemark, où il jouissait du grade de lieutenant de marine. Il avait été quelque temps au service de la compagnie de la baie d'Hudson, qui lui avait fait jouer le rôle d'amiral improvisé. Dans le but d'intercepter les canots de la compagnie du Nord-Ouest, qui revenaient du nord chargés d'un riche butin, la corporation rivale l'avait stationné sur le lac Winnipeg, où elle lui avait confié un schooner transformé en vaisseau de guerre, avec lequel il se faisait fort de "donner une bonne râclée à la canaille du Nord-Ouest".

18. V. notre *Dictionnaire historique des Canadiens et des métis français de l'Ouest*, art. Deschamps, François, père. Un de ses fils métis, qui portait le même prénom, fit aussi preuve de beaucoup de cruauté en en cette circonstance.

Cependant le gouverneur était couché sur le côté, la cuisse cassée et la tête dans la main.

—N'êtes-vous point M. Grant? demanda-t-il à un métis qui passait.

Sur une réponse affirmative, Semple continua:

—Je ne suis point blessé mortellement, et si vous pouviez me faire transporter au fort, je crois que je vivrais.

Cuthbert Grant le promit, et laissa le gouverneur à la garde d'un Canadien nommé Vasseur. Mais un sauvage survenant alors, reconnut le blessé.

—Vilain chien, s'écria-t-il, c'est toi qui est la cause de tout le mal. Tu ne vivras point.

Et il tua l'infortuné d'un coup de fusil dans la poitrine.

Non loin de là, un Anglais du nom de John Pritchard allait être massacré. En un clin d'œil, il reconnut un Canadien-français parmi ceux qui l'entouraient.

—Lavigne, dit-il en s'adressant à lui d'un ton suppliant, vous êtes un Français, un homme et un chrétien. Pour l'amour de Dieu, sauvez-moi. Je me rends; je suis votre prisonnier.

Cet appel pathétique émut vivement le Canadien. Se plaçant entre Pritchard et ses assaillants, Lavigne parvint, au péril de sa propre vie, à l'amener dans un lieu sûr <sup>19</sup>.

L'orage qui grondait depuis si longtemps, hors de l'influence pacificatrice de la religion, venait d'éclater.

19. Les dialogues qui précèdent et les détails qui les accompagnent sont strictement historiques. Leur authenticité est entièrement garantie par les dépositions sous serment de témoins ou acteurs dans les scènes décrites, ainsi que par les documents contemporains. John Pritchard naquit en 1777, dans le Shropshire, Angleterre, bien que plusieurs l'appellent un Écossais. Après avoir passé quelques années au service de la compagnie du Nord-Ouest, il s'était mis du côté de ses rivaux en 1815. Il devint plus tard membre du conseil d'Assiniboia, et mourut à Kildonan en 1855.



Vingt et un tués d'un côté<sup>20</sup>, et un tué avec quatre blessés de l'autre<sup>21</sup>, tel en fut le résultat. En outre, les Anglais durent évacuer le fort Douglas, afin de prévenir un massacre dont Cuthbert Grant ne se gênait pas pour menacer les habitants.

Telle fut la malheureuse rencontre connue dans l'histoire sous le nom de bataille de la Grenouillère, du nom d'un marais près duquel elle eut lieu, et que les Anglais ont appelée l'escarmouche des Sept-Chênes, parce qu'elle se donna dans le voisinage de sept arbres de cette espèce<sup>22</sup>.

20. Parmi lesquels sept étaient irlandais. John-P. Bourke, garde-magasin du fort Douglas, fut blessé, mais trouva son salut dans la fuite. Peu de temps après, il fut pris par un M. McLeod, qui l'envoya prisonnier au fort William.

21. SANDFORD FLEMING se trompe quand il écrit (*England and Canada*, p. 194) qu'on ne mentionne "aucun mort du côté des Bois-Brûlés, ou métis".

22. Le sort de Semple et de ses compagnons est certainement fait pour attirer la compassion. Mais, tout légitime que soit ce sentiment, il ne doit pas interférer avec le devoir de l'historien, qui est de donner à chacun ce qui lui est dû, comme nous ne pouvons nous empêcher de croire qu'il l'a fait dans le cas de G. Dugas et de G. Bryce. Encore qu'on ne puisse entièrement absoudre la compagnie du Nord-Ouest de préméditation, il est évident que le gouverneur de la corporation rivale ne pouvait blâmer que sa propre témérité pour la tournure que prit cette triste affaire. "Grant nie de la manière la plus solennelle avoir prémédité aucune collision, et m'a assuré que la déplorable catastrophe était due entièrement à l'attaque imprudente du parti de Semple", devait écrire peu après celui que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de sir Georges Simpson (Lettre à Colville, 20 mai 1822). Les autorités de la compagnie du Nord-Ouest pouvaient néanmoins n'avoir pas été aussi innocentes.

Mais, à part de son imprudence en cette fatale journée du 19 juin, Semple avait entretenu, quelque temps auparavant, une certaine correspondance qui ne le montre pas sous un jour des plus favorables. Ainsi, le 23 mars 1816, nous le voyons écrire de Brandon un billet plutôt sec, dans lequel il disait à Alexandre McDonell, un des sociétaires du Nord-Ouest: "Je soupçonne que vos associés se trompent sur mon caractère. Rappelez-vous ce que je vous dis maintenant: Si vous, ou vos alliés indiens ou moitié indiens, essayez jamais de rien faire à l'établissement de la baie d'Hudson à Qu'Appelle ou ailleurs, les

La Providence, dont les voies sont insondables, allait se servir de cette catastrophe pour implanter son Église dans cette même terre qui venait de boire le sang de chrétiens rachetés sur la croix. En d'autres termes, le bien allait sortir du mal, la paix évangélique procéder des plus déplorables dissensions.

conséquences en seront terribles pour vous". En outre, le 14 mai de la même année, c'est-à-dire un mois seulement avant le dénouement de l'hostilité des deux corps rivaux, il termine ainsi une longue lettre au même individu: "J'ai, moi aussi, mes plans de représailles et encore de représailles au cas où j'y serais obligé, et, si je ne me trompe, le choc que celles-ci causeront se fera sentir d'Athabaska à Montréal" (*A Report of the Proceedings connected with the Disputes between the Earl of Selkirk and the North-West Company*, p. 115; Londres, 1818).

## CHAPITRE III

### LE BIEN TIRÉ DU MAL

1817-18

Quand il apprit le désastre final qui venait de s'abattre sur la colonie à laquelle il tenait tant, lord Selkirk, qui s'était rendu dans l'est du Canada, leva une troupe d'anciens soldats appelés Meurons, du nom d'un de leurs officiers, le lieutenant-colonel comte de Meuron, Suisse français de Neuchâtel, puis se hâta de partir avec eux pour le fort William, dont il s'empara. De là, il se dirigea vers la Rivière-Rouge, qu'il atteignit trois mois après ses soldats, c'est-à-dire dans la dernière semaine de juin 1817. Le fort Douglas ayant été repris le 6 janvier précédent, par une autre division des mêmes troupes, le milord s'appliqua à étudier les questions qui avaient jusque-là attendu une solution, annula par des traités en bonne et due forme les titres des Indiens aux territoires qu'il avait acquis, et y offrit des terres à ceux des militaires qui voudraient y rester.

Beaucoup de ceux-ci étaient des catholiques, et il y avait parmi eux des Allemands, des Français, des Italiens et des Suisses. C'est peut-être pour cette raison que le protestant Alexandre Ross les traite dans son histoire de "chenapans sans foi ni loi"<sup>1</sup>. Pourtant, le 26 juillet de l'année précédente, sir John Sherbrooke, gouverneur du Canada, les avait publiquement félicités de ce "qu'ils avaient maintenu, par leur conduite au Canada, la réputation qu'ils avaient acquise à bon droit par leurs services passés", mentionnant en particulier comme digne de

1. *The Red River Settlement*, p. 41.

louanges “la conduite rangée, la discipline et la bonne condition de ces régiments”<sup>2</sup>.

Parmi les “Meurons” de nationalité suisse, le plus important était sans contredit le capitaine P. d’Odet d’Orsonnens qui, bien qu’il ne soit point resté dans l’Ouest, n’en a pas moins été toujours considéré comme l’ami des premiers colons de langue française de la Rivière-Rouge, par suite d’une communauté de langue et de religion, et pour avoir été si intimement mêlé au rétablissement de la colonie de lord Selkirk. De fait, on peut dire que c’est cet officier qui commanda les opérations qui eurent pour résultat la prise des forts William, la Pluie et Douglas. Aussi les partisans de la compagnie vaincue ne se sont-ils jamais montrés bien tendres pour sa mémoire<sup>3</sup>.

2. *Statement respecting the Earl of Selkirk’s Settlement*, p. xci.

3. Prothais d’Odet d’Orsonnens était le rejeton d’une des meilleures familles de la Suisse, dont la généalogie remonte, ininterrompue, jusqu’en 1552. Elle paraît s’être établie dans ce pays dès le xiv<sup>e</sup> siècle, et son siège était au canton de Fribourg. Le commandant des troupes de lord Selkirk était fils de Pierre-Louis d’Odet, seigneur d’Orsonnens, et de Catherine de Beauderet. Son père était membre du Grand-Conseil de Suisse en 1761, baillif (ou chef de la noblesse) de Romont en 1788, et frère de M<sup>sr</sup> Jean-Baptiste d’Odet d’Orsonnens, évêque comte de Lausanne et prince du saint-empire.

Au régiment des Meurons, Prothais était capitaine des grenadiers, et en cette qualité il fut le premier de la famille à voir le Canada. Après la campagne de la Rivière-Rouge, il fut nommé par le gouvernement lieutenant-colonel et commandant du bataillon de Lachenaye. Il se retira, avec une pension du gouvernement, à Saint-Roch de l’Achigan, où il mourut subitement le 16 mars 1834. C’était un excellent chrétien, et d’après son évêque (Cf. archives de la paroisse de Saint-Roch), “il faisait plus qu’un prêtre dans une paroisse”. Sa demeure est encore connue sous le nom de chalet suisse.

Par sa femme, Sophie Rocher, sœur de M<sup>me</sup> Sabrevois de Bleury, il fut père de Thomas-Edmond d’Odet d’Orsonnens, docteur en médecine et professeur à l’école de médecine et de chirurgie, Montréal, lequel eut pour fils le lieutenant-colonel Louis-Gustave d’Odet d’Orsonnens qui naquit le 17 avril 1842. D’abord avocat, Louis-G. embrassa la carrière militaire, et fut le premier à donner l’idée (1867) d’aller au secours de la papauté en détresse. C’est ainsi qu’il décida le mouvement



Un autre officier meuron de langue française était le lieutenant Gaspard-Adolphe Fauché qui, lui aussi, retourna à Montréal après la reprise du fort Douglas. La plupart des Meurons qui restèrent au pays étaient de race allemande. Ils s'établirent sur le cours d'eau connu aujourd'hui sous le nom de Seine (Saint-Boniface), mais qui fut pendant longtemps appelé pour cette raison rivière des Allemands<sup>4</sup>.

La compagnie de la baie d'Hudson une fois rentrée en possession de ses établissements à la Rivière-Rouge, les désordres qui avaient affligé le pays se trouvaient momentanément réprimés. Le mal était enrayé dans sa marche; restait maintenant à aviser aux moyens d'en prévenir le retour.

Il n'était que trop évident pour le comte de Selkirk, non moins que pour son agent Miles Macdonell, que, sans le puissant secours de la religion, les meilleurs plans pour la réussite d'une entreprise comme la sienne étaient condamnés à n'aboutir à rien. Pendant six longues années, il avait été obligé de se passer de l'aide de tout ministre d'un culte parmi ses colons et la population remuante au sein de laquelle ils s'étaient établis. Le résultat avait été désastreux.

Et maintenant que les rangs des catholiques étaient grossis par l'arrivée de nouvelles familles canadiennes-françaises et l'accession de ses Meurons, ceux qui profes-

qui eut pour résultat l'envoi à Rome de plus de six cents zouaves pontificaux. Pour ce service, il fut créé (26 juin 1874) comte du saint-empire romain par Pie IX. Ayant uni sa destinée à celle de Marie-Louise-Adèle Desbarats, il eut pour héritier, en 1872, le vicomte Georges-Joseph-Gustave, et, à la mort de celui-ci (8 juin 1908), le R. P. Jean d'Orsonnens, S. J., qui céda ses droits à son frère.

4. Pourtant, dès le 18 mai 1818, nous la voyons appelée "rivière de la Seine" dans l'acte anglais de donation par lord Selkirk, de la seigneurie de la mission catholique. Non loin de là, une rue importante perpétue le souvenir des Meurons.

saient cette religion devaient comprendre à peu près les trois-quarts de la population non absolument indigène. Il lui fallait donc à tout prix un prêtre, si l'œuvre qu'il avait tant à cœur devait jouir d'un peu de stabilité.

Faute de chapelain, Miles Macdonell s'était vu dans la nécessité de remplir lui-même celles de ses fonctions qui n'étaient point incompatibles avec l'état laïque. "J'ai marié l'hiver dernier deux de nos serviteurs à des filles de colons et baptisé quatre enfants nés parmi nous", écrivait-il à son patron à la date du 25 juillet 1814. Venait alors l'inévitable refrain: "J'espère que l'arrivée de quelque ministre du culte me soustraira à une si terrible tâche"<sup>5</sup>.

D'un autre côté il était manifeste qu'on chercherait en vain ce prêtre en Irlande. Sans compter l'insuccès de lord Selkirk auquel nous avons déjà fait allusion, il y avait la question de langue aussi bien que celle de juridiction. Bien qu'encore dénuées de toute organisation ecclésiastique, ces immenses régions appartenaient de droit à l'évêque de Québec. Et puis au moins les neuf-dixièmes des catholiques qui s'y trouvaient avaient le français pour langue maternelle.

Heureusement qu'il y avait à la tête de ce vaste diocèse un homme qui n'avait rien tant à cœur que l'extension du royaume de Dieu, M<sup>gr</sup> Joseph-Octave Plessis<sup>6</sup>, homme supérieur, aussi zélé pour la conversion des âmes dans les pays lointains que pour la sanctification de celles de ses propres concitoyens. Il avait déjà tourné ses regards vers les grandes plaines occidentales, et, dès 1815, avait

5. Preuve évidente que les premiers baptêmes et mariages faits au Manitoba furent célébrés selon le rite catholique.

6. Ce grand évêque était né à Montréal, le 3 mars 1763, et avait succédé, le 19 janvier 1806, à M<sup>gr</sup> Briand, dont il était le grand vicaire depuis 1797. Il devait mourir le 4 déc. 1825, après avoir, par son tact et sa persévérance, organisé la hiérarchie du Canada. Il devait se montrer constamment un protecteur et un père pour l'Église de l'Ouest canadien.

fait des ouvertures à la compagnie du Nord-Ouest, dans le but d'en obtenir les facilités nécessaires pour le passage d'un missionnaire de Montréal au lac la Pluie.

C'était d'abord son intention d'exécuter lui-même cette tournée apostolique; mais les circonstances l'avaient forcé d'en charger l'un de ses prêtres. Après avoir consulté M. McGillivray et d'autres sommités de la compagnie du Nord-Ouest, il avait reçu de M. Angus Shaw une réponse favorable, écrite au nom de cette corporation<sup>7</sup>.

Ce voyage devait se faire dans l'été de 1816. Mais, avant que le prélat eût pu mettre son projet à exécution, Miles Macdonell lui adressa, au commencement du printemps, une lettre qui lui fit changer ses plans. Après avoir remercié Dieu de la préservation de la jeune colonie de la Rivière-Rouge, "malgré les actes inouïs de barbarie dont on s'était rendu coupable, dans le but de l'étouffer à son berceau", le gouverneur plaidait ainsi sa cause:

"Vous savez, Monseigneur, qu'il ne peut y avoir de stabilité dans le gouvernement des États ou des royaumes, si la religion n'en est constituée la pierre angulaire. Mon but principal, en acceptant la direction de cette entreprise ardue, bien que louable, était de faire en sorte que la foi catholique fût la religion dominante dans notre établis-

7. Montréal, 7 nov. 1815. Angus Shaw était un important personnage dans la compagnie du Nord-Ouest. Fils d'un traiteur de fourrures, il avait été lui-même l'un des "agents hivernants", ou bourgeois en activité, dans l'Ouest au compte de cette corporation. En 1789, nous le voyons élever une maison de commerce, ou fort, sur le lac d'Orignal, et, neuf ans plus tard, il bâtit le fameux fort Auguste (site du futur fort Edmonton) sur la Saskatchewan supérieure. Il se retira à Montréal vers 1800, et quatre ans après, il fut le premier des bourgeois à signer la convention par laquelle la compagnie X Y s'amalgamait avec celle du Nord-Ouest. Il devait, en 1817, être arrêté avec les autres directeurs de ce dernier corps commercial à la prise du fort William. Il obtint alors de passer en Angleterre, où il finit par être mis en liberté, "personne ne s'étant présenté pour donner suite aux accusations portées" contre lui (MASSON, *Les Bourgeois du Nord-Ouest*, vol. 1, p. 146).

sement, si la divine Providence me jugeait un instrument digne de mettre ce projet à exécution. Avec l'esprit libéral qui le distingue, le comte de Selkirk avait consenti sans peine à me laisser emmener la première année un prêtre irlandais. Votre Grandeur connaît le résultat fâcheux de ce premier essai.

“Nos besoins augmentent avec notre nombre. Nous avons beaucoup de catholiques d'Écosse et d'Irlande<sup>8</sup>, et, de plus, les Canadiens sont toujours avec nous, et nous allons avoir une vaste accession à nos rangs dans les gens de ce pays même. Il y a des centaines de Canadiens libres qui errent autour de notre colonie. Ils ont des familles par des femmes indiennes, et sont tous dans un état déplorable, faute de secours spirituels.

“Une grande moisson religieuse pourrait aussi se récolter parmi les indigènes qui nous entourent. Leur langue est celle des Algonquins. Ils sont faciles à mener et bien disposés, étant donné la corruption des mœurs introduite au milieu d'eux par des traiteurs rivaux et d'autres habitudes démoralisatrices<sup>9</sup>.

“J'ai appris avec grand plaisir que vous envoyiez cette année deux missionnaires jusqu'au lac la Pluie. Je serai heureux de donner passage dans mon canot à l'un de ces messieurs d'ici<sup>10</sup> à la rivière Rouge, qui n'est qu'à six jours de marche de là. S'il devait rester en permanence avec nous, la Compagnie lui fournirait une fois par an le moyen d'aller voir ses confrères dans la vigne du Seigneur au lac la Pluie”<sup>11</sup>.

8. Nouvelle preuve du bien-fondé de notre contention que le nombre des catholiques parmi les premiers émigrés d'Europe à la Rivière-Rouge était relativement considérable.

9. La suite fera voir que le capitaine Macdonell était ici bien optimiste.

10. Montréal.

11. Montréal, 4 avril 1816. Miles Macdonell quitta la Rivière-Rouge dans l'automne de 1817, et s'établit dans le Haut-Canada, sur une ferme



C'était là, il faut l'admettre, des sentiments bien réellement chrétiens, qui faisaient d'autant plus honneur à celui qui les exprimait qu'ils étaient plus rares dans l'Ouest à cette époque. Le noble fondateur de la colonie lui-même, sans être catholique, ne crut point déroger à sa dignité en s'y associant, et en appuyant hautement la requête de Macdonell, dans une communication qui accompagnait la lettre de ce dernier.

"Je suis absolument persuadé", écrivait-il à l'évêque de Québec, "qu'un ecclésiastique zélé et intelligent pourrait faire un bien immense à ces gens [les Canadiens], parmi lesquels tout sentiment de religion semble maintenant presque éteint. Ce serait une bien grande satisfaction pour moi de coopérer autant qu'il est en mon pouvoir à une si belle œuvre; et si Votre Grandeur veut choisir une personne apte à l'entreprendre, je ne puis avoir aucune difficulté à l'assurer que je lui procurerai toutes les commodités et tout l'appui que Votre Grandeur pourra juger nécessaires"<sup>12</sup>.

Il avait, ajoutait-il, entendu dire que deux missionnaires devaient se rendre cet été-là aux lacs Supérieur et la Pluie, dans le but de pourvoir aux intérêts spirituels des voyageurs. Il croyait que ce n'était pas assez. "Si", disait-il, "j'osais manifester une opinion, je ferais remarquer qu'un missionnaire de résidence à la Rivière-Rouge accomplirait votre pieux objet d'une manière plus efficace;

qu'il avait, croyons-nous, acquise dans le comté de Stormont. Il mourut subitement chez son frère John, alors qu'il le visitait dans sa "maison des Peupliers" (*Poplar Hall*) à la pointe Fortune. C'était le 28 juin 1828, et non 1823, comme l'ont écrit la plupart des historiens—notamment le D<sup>r</sup> E. OLIVER, *Pioneer Legislation*, p. 40—et comme on l'a longtemps cru même aux Archives du Canada, Ottawa. Ce sera toujours un honneur pour les catholiques d'avoir fourni, comme premier gouverneur de ce qui est aujourd'hui le Manitoba, un homme droit, honorable et religieux comme était Miles Macdonell. V. Appendice E.

12. Montréal, 4 avril 1816.

car, de ses quartiers d'hiver ordinaires, il pourrait facilement visiter les postes de traite du lac la Pluie et du lac Supérieur, pendant le temps que les voyageurs sont rassemblés, tandis que d'autre part un missionnaire, envoyé du Canada pour visiter ces places en été, ne pourrait prendre contact avec la grande masse des Canadiens errants auxquels j'ai fait allusion"<sup>13</sup>.

De si touchants appels ne pouvaient rester sans réponse. M<sup>gr</sup> Plessis fit donc savoir par le courrier qui suivit que, en conformité avec de si louables sentiments, l'abbé Pierre-Antoine Tabeau, prêtre canadien, accompagnerait M. Macdonell dans un voyage d'exploration à la Rivière-Rouge, avec ordre d'envoyer un rapport sur la question de savoir s'il était opportun d'y établir une mission permanente ou non. L'évêque de Québec faisait à lord Selkirk l'éloge suivant de ce prêtre :

"Santé robuste, solidité de caractère, intelligence remarquable, zèle et bonne volonté, tout se réunit dans cet ecclésiastique en faveur de l'œuvre projetée. Étranger à toute vue temporelle, il ne se propose que le salut des âmes et le doux plaisir de seconder les louables intentions de Votre Seigneurie, en faveur des pauvres créatures dont

13. *Ibid.* Une circonstance qui ne put que confirmer lord Selkirk dans son désir d'avoir des missionnaires catholiques pour sa colonie fut celle-ci. En 1815, au moment où les agissements de la compagnie du Nord-Ouest mettaient ses colons en danger, on avait confié à J.-B. Lagimonière, trappeur que nous avons déjà entrevu, des dépêches importantes pour le noble fondateur, qu'on savait arrivé dans l'est. Le courrier canadien fut assez habile pour éluder les recherches des ennemis de la colonie, et, après un trajet de dix-huit cents milles à pied et au cœur de l'hiver, il remit ses précieuses dépêches à lord Selkirk trente-six jours après son départ du fort Douglas.

Le milord écossais fut si touché de cet acte de dévouement, qu'il ne put s'empêcher de lui demander quelle faveur il désirait en retour.

—Des prêtres; donnez-nous des prêtres, avait, paraît-il, répondu l'humble Canadien.

Lord Selkirk se faisait donc son interprète en en demandant à M<sup>gr</sup> Plessis.

les vices doivent croître en proportion de l'ignorance où ils sont de Dieu et de sa religion"<sup>14</sup>.

M. Tabeau naquit à Montréal le 11 octobre 1782<sup>15</sup>. Ordonné prêtre le 11 octobre 1805, après une jeunesse quelque peu turbulente, laquelle avait fini par laisser son mérite triompher de dispositions qui avaient un moment fait craindre pour sa vocation<sup>16</sup>, il avait été nommé vicaire à la cathédrale de Québec, où il remplissait aussi les fonctions d'organiste. Puis on l'avait élevé à la cure de Sainte-Anne des Plaines, et il y était arrivé vers la fin de 1810. Trois ans plus tard (septembre 1813), il fut transféré à Saint-Jean Port-Joli, d'où on l'envoya comme curé à Boucherville.

M<sup>sr</sup> Plessis avertit à temps M. Shaw du changement dans ses plans, et lui apprit le voyage qu'on se proposait de faire au siège même des malheureuses dissensions qui préoccupaient l'opinion publique, ajoutant comme pour prévenir toute objection de la part de la compagnie du Nord-Ouest: "L'ange de paix que j'envoie a pour objet de se rendre utile à tout le monde, sans prendre aucun parti"<sup>17</sup>.

En conformité avec ce plan, M. Tabeau partit pour la Rivière-Rouge. Mais ayant appris au lac la Pluie le massacre du 19 juin, il jugea parfaitement inutile

14. A lord Selkirk, 8 avril 1816.

15. D'autres disent 1784.

16. M. Roux, vicaire général pour Montréal, écrivait à M<sup>sr</sup> Plessis (24 mai 1803): "Il a paru un peu dissipé; mais au total je crois qu'il fera un bon sujet. S'il est en bonne compagnie, il fera un prêtre fervent." Plus de deux ans après, le vicaire général était heureux de constater qu'il avait été bon prophète. Il dit, en effet, dans une lettre au même prélat datée du 13 oct. 1805: "Nous avons été très édifiés de sa conduite pendant son séjour à Montréal, et spécialement pendant la retraite. Ce jeune homme a du talent, de la santé, de la vertu, et il y a lieu de croire qu'il rendra des services à l'Église".

17. Lettre du 6 mai 1816.

d'aller parler mission catholique dans un pays déchiré par une discorde qui enfantait de si sanglants résultats. Il retourna donc dans l'est sans avoir été plus loin, mais prit son temps pour envoyer son rapport à l'autorité épiscopale. Ce rapport était opposé à tout établissement de nature permanente à la Rivière-Rouge. Dans les circonstances, des visites périodiques étaient, pensait le prêtre délégué, parfaitement suffisantes.

Mais les raisons mêmes qui détournaient M. Tabeau de l'idée d'un poste fixe poussèrent le comte de Selkirk à remuer ciel et terre pour en obtenir un pour sa colonie éprouvée. Sa détermination sur ce point était si bien prise que, avant que M<sup>gr</sup> Plessis eût pu recevoir le rapport de son représentant, le milord écossais chargea un M. F. de Chambault (ou plutôt probablement Deschambeault) de rappeler à l'évêque la nécessité d'envoyer immédiatement un prêtre à ses colons, ainsi qu'aux gens plus ou moins nomades dont ils étaient entourés.

Ce prélat reçut donc de Montréal une communication datée du 9 janvier 1817, dans laquelle M. Deschambeault disait: "Permettez-moi de vous réitérer de la part de lord Selkirk la prière et la demande d'un prêtre au printemps pour la Rivière-Rouge. Sa présence, s'il pouvait passer un hiver avec le lord, ne peut faire que l'effet le plus certain de ramener à la religion les métis. Lady Selkirk se joint fortement à [son mari pour] vous supplier de l'accorder"<sup>18</sup>.

Puis, une fois arrivé dans la vallée de la rivière Rouge —été de 1817—le noble lord fit circuler dans sa colonie une pétition en bonne et due forme, qui fut envoyée

18. Ce M. Deschambeault était évidemment issu de la noble famille des Fleury d'Eschambeault et de la Gorgendière, qui devait fournir, entres autres, un rejeton (Georges Fleury) préposé au commandement du fort de l'Ile-à-la-Crosse, pendant que M<sup>gr</sup> Taché se trouvait stationné à la mission d'à côté (1853).



à M<sup>gr</sup> Plessis. On y parlait indirectement des troubles de l'année précédente, dont on rejetait la responsabilité sur les maîtres des métis, tandis que ces derniers étaient, assurait-on, "tous bien disposés et d'un caractère doux et paisible, et n'auroient pas eu part dans les malheureux événements qui ont eu lieu l'année dernière, s'ils n'avoient pas été poussés par leurs supérieurs. Mais, ayant été informés par des personnes mal disposées qu'ils étoient les maîtres absolus du sol, c'étoit leur devoir de chasser les gens qu'on nomme ordinairement les Anglois, et ayant reçu des promesses d'être soutenus et récompensés, ils ont cru qu'en les expulsant du pays ils ont fait un acte glorieux et méritoire".

On y déclarait, en outre, que presque toute la population chrétienne, soit parmi les colons, soit parmi les Canadiens libres, professait la foi catholique.

En conséquence, les signataires de la pétition suppliaient le prélat, "au nom de leurs espérances d'une vie à venir, de vouloir bien leur accorder le secours d'un prêtre de leur sainte religion, secours que leur conduite aura mérité si elle est irréprochable, et qui ne leur sera que plus nécessaire si elle est regardée comme fautive".

Ce document étoit signé par vingt Canadiens-français ou métis, et quatre Écossais. Parmi les premiers, nous relevons des noms comme Louis Nolin, Jacques et Jean-Baptiste Hamelin, François Eno dit Delorme, et Charles Boucher, bien connus dans l'histoire subséquente du pays. Les Écossais, ou fils d'Écossais, étoient Jacques Bain, Joseph Frobisher, Joseph Fraser et Angus Macdonell<sup>19</sup>. Le nom de Justin Latimer paraît anglais. MM. Louis Nolin et Pierre-Chrysologue Pambrun—ce

19. Chacun des Canadiens-français devait laisser dans l'Ouest une nombreuse progéniture métisse—ce qui peut également se dire de l'Écossais Frobisher, si tant est que celui-ci fût un pur blanc.

dernier l'un des principaux commis de la compagnie de la baie d'Hudson, qui avait été arrêté par ses adversaires quelques jours avant la bataille de la Grenouillère—attestaient l'authenticité des signatures apposées à cette pétition. Celle-ci fut confiée aux soins d'un Samuel Gale, Anglais qui joignit ses prières à celles des signataires, et suggéra même l'idée d'une souscription pour aider au succès de la mission proposée <sup>20</sup>.

Précédé comme il l'était de requêtes venant de si haut, ou rendant si bien l'opinion publique, le rapport de M. Tabeau n'avait guère de chance de faire impression sur l'évêque de Québec. A l'encontre de ses conseils temporisateurs, M<sup>sr</sup> Plessis lui écrivit donc, le 8 mars 1818, qu'il voyait maintenant qu'une mission permanente était nécessaire à la Rivière-Rouge, faisant en même temps remarquer que "si, pour travailler au salut de ces pauvres chrétiens, il faut attendre que les deux compagnies aient cimenté une paix que l'une et l'autre se croient intéressées à reculer, on ne fera rien avant dix ans et peut-être davantage".

Le prélat pourra paraître pessimiste à ceux qui ne saisissent point la véritable situation dans ce pays si affligé, à l'époque où nous sommes rendus dans notre récit. Personne n'eût alors pu prévoir que, dans trois ans, la source de toute difficulté aurait été éliminée par la fusion des deux factions rivales en un tout homogène, sous l'ancienne raison sociale de compagnie de la baie d'Hudson.

Il est très probable que la mission catholique contribua largement à cet heureux dénouement, en rendant moralement impossibles les actes de violence sans lesquels la rivalité des deux adversaires ne pouvait plus s'exercer. Toute lutte par des moyens honorables étant

20. Samuel Gale à M<sup>sr</sup> Plessis, 29 janv. 1818.

dès lors à peu près hors de la question, la disparition de l'une des deux compagnies s'imposait <sup>21</sup>.

Le résultat des requêtes et pétition dont nous venons d'entretenir le lecteur fut l'envoi dans l'Ouest de deux prêtres qui devaient fonder l'Église de Saint-Boniface. Il fut même décidé qu'une autre mission serait ouverte au Sault Sainte-Marie, ou au fort William, laquelle ne devait pourtant pas être de caractère permanent <sup>22</sup>. Voici un passage de la lettre dans laquelle le prélat annonçait sa décision à lord Selkirk :

“Rien ne pouvoit mieux entrer dans mes vues que la requête que M. Gale me fit parvenir au mois de janvier dernier, de la part des habitants de la Rivière-Rouge. Je suis rempli de consolation à l'idée d'un établissement solide d'une mission catholique, qui peut devenir d'une importance incalculable au vaste territoire qui l'environne. La protection de Votre Seigneurie, l'intérêt qu'y met Son Exc. le Gouverneur en chef, le zèle des plus respectables citoyens de Montréal, les souscriptions déjà reçues, tout cela me persuade que la divine Providence veut favoriser cette entreprise” <sup>23</sup>.

L'évêque lui annonçait alors qu'il allait envoyer dans l'Ouest deux prêtres et un séminariste. Il demandait en même temps si le comte avait fait des plans pour rendre leur voyage plus facile et leur séjour à la Rivière-Rouge

21. La coalition des deux compagnies s'effectua le 26 mars 1821. Aux yeux de beaucoup de Canadiens, cet amalgame ne fut guère qu'un triomphe déguisé pour la plus ancienne des deux corporations. Un bon nombre d'anciens fonctionnaires de la compagnie du Nord-Ouest furent pourtant retenus, en qualité de facteurs en chef ou avec des titres inférieurs, et d'autres employés, qui avaient servi dans le même corps commercial, furent dans la suite élevés au premier rang.

22. Lettre de M<sup>gr</sup> Plessis à M. Tabeau, curé de Boucherville; Québec, 8 mars 1818.

23. Lettre du 18 mars 1818.

supportable <sup>24</sup>. Enfin, caressant toujours un premier projet qu'il avait formé dans l'intérêt d'une classe d'hommes alors dépourvue de tout secours religieux, l'évêque de Québec pensa qu'en se rendant au lointain champ du Père de famille qu'ils auraient désormais à cultiver, ces missionnaires pourraient prêcher une retraite aux nombreux engagés des traiteurs de fourrures, qui venaient chaque année du nord au lac la Pluie, par où ses propres envoyés avaient à passer.

L'opportunité du grand œuvre était donc définitivement reconnue. Bien plus, par une de ces mystérieuses dispositions de la Providence qui déconcertent la sagesse humaine, non seulement c'était un grand mal qui avait préparé les esprits à en saluer l'avènement comme une nécessité, mais ceux auxquels on allait surtout devoir cette mesure, qui promettait tant pour le bien de l'Ouest, étaient des gens de race et de foi étrangères à celles des chrétiens et païens qui devaient surtout en bénéficier.

La mission de la Rivière-Rouge était décidée en principe; restait maintenant à en entreprendre la fondation.

24. D'un autre côté, le seul fait que l'entreprise était sous les auspices de leurs adversaires suffisait pour la faire regarder d'un mauvais œil par les membres de la compagnie du Nord-Ouest, dont à peu près tous les subalternes étaient catholiques. Ceux qui étaient à la tête de cette corporation, et qui résidaient à Montréal ou au fort William, étaient même parvenus à suborner certains ecclésiastiques, qui ne purent s'empêcher de manifester leur hostilité au projet en demandant: A quoi bon aller si loin? Un laïque ne peut-il pas baptiser aussi bien qu'un prêtre? Comme si le baptême était le seul sacrement dont l'Église est la dispensatrice!



## CHAPITRE IV

### FONDATION DE L'ÉGLISE DE SAINT-BONIFACE

1818

Celui qui devait être l'instrument immédiat de la Providence dans l'établissement de l'Église au Canada occidental était l'abbé Joseph-Norbert Provencher. Né à Nicolet, Bas-Canada, le 12 février 1787<sup>1</sup>, il avait fait ses études au séminaire de cette petite ville, et avait été le premier élève inscrit sur ses registres. Puis, après un court stage à Québec, il était revenu, en qualité de professeur, à la première institution. Enfin, malgré une préparation assez sommaire, les besoins du ministère, non moins que les qualités de cœur et d'esprit du candidat, avaient porté son évêque à l'ordonner prêtre le 21 décembre 1811; après quoi il avait d'abord rempli les fonctions de vicaire dans une paroisse de la ville de Québec. En 1814, il avait été nommé curé de la Pointe-Claire, près Montréal, et deux ans après on l'avait promu à l'importante cure de Kamouraska.

M. Provencher était à la tête de cette dernière paroisse, quand M<sup>sr</sup> Plessis lui fit, pour la première fois, part de son intention de lui confier la direction de la lointaine mission de la Rivière-Rouge.

C'était là une offre rien moins que tentante. Le Canada tout entier ne parlait plus que des atrocités commises dans l'Ouest; Provencher avait-il assez de tact pour faire éviter à sa barque les écueils qui devaient de tous côtés attendre le nautonnier, dans cette mer de conflits sans fin? De

1. De Jean-Baptiste Provencher, dit Bellefeuille, et d'Élisabeth Proulx. Joseph-Norbert était le sixième de douze enfants, et dut son éducation à son oncle Alexis Provencher.

plus, la langue anglaise ne lui était point familière, et il pouvait à peine voyager, à cause d'une pénible infirmité<sup>2</sup> dont il était affligé. Que pourrait-il faire dans un pays vaste comme un océan, peuplé de tribus nomades et, en partie, de Canadiens et de métis guère plus sédentaires? Enfin il avait des dettes, qu'il devait en justice payer sans délai, alors que l'insuffisance des revenus provenant de la dîme rendait ce paiement impossible cette année-là.

Ces circonstances le poussèrent à mander à M<sup>gr</sup> Plessis: "En réfléchissant sur la grandeur de l'ouvrage proposé dans cette pénible mission, il m'a semblé que je n'étois pas l'homme qu'il falloit. Je ne me défie pourtant pas de la Providence; je crains qu'en acceptant cette mission, si toutefois elle m'est dévolue, j'en empêche ou retarde le progrès par mon incapacité".

Cependant il ne demandait pas mieux que de seconder les vues de son évêque; car, disait-il, "si cette mission étoit retardée, ou éprouvoit quelque autre contre temps, par ma faute, je craindrois les reproches des hommes et de Dieu"<sup>3</sup>.

2. Une hernie.

3. Kamouraska, 15 mars 1818. Les dettes de M. Provencher se montaient à 252 livres sterling, 12 chelins et 9 pences. C'est un signe significatif de l'estime dont il jouissait à Kamouraska que de voir un de ses paroissiens, A. Dionne, écrire alors à M<sup>gr</sup> Plessis: "Je n'ai jamais tant désiré la fortune qu'en ce moment, afin de pouvoir le tranquilliser de ce côté" (M<sup>gr</sup> HENRI TÊTU, *Histoire des familles Têtu, Bonenfant, Dionne et Perrault*, p. 467; Québec, 1898).

Et pourtant, humainement parlant, Provencher aurait pu avoir des raisons d'ordre personnel pour désirer changer le théâtre de ses travaux; car il avait rencontré à Kamouraska l'opposition de quelques esprits brouillons, qui avaient essayé d'entraver ses plans. Mais M. Dionne déclare positivement, dans la même lettre, que "les larmes qui ont été répandues dans l'église... quand le respectable M. Provencher a annoncé son départ pour la Rivière-Rouge, sont des témoignages non équivoques du bien qu'il a fait dans cette paroisse durant le peu de temps qu'il l'a desservie, et elles ont bien prouvé qu'il est généralement regretté, sans en excepter ceux qui l'ont tourmenté l'hiver dernier".

Mais Provencher était l'élu de M<sup>sr</sup> Plessis. Il dut donc se soumettre, et refouler dans son cœur les protestations de son humilité.

Aussitôt qu'il lui eut trouvé un compagnon, dans la personne de l'abbé Joseph-Nicolas-Sévère Dumoulin <sup>4</sup>, l'évêque de Québec envoya à tous les curés de son immense diocèse, alors le seul dans tout le Canada, une circulaire par laquelle il sollicitait des contributions pécuniaires pour l'établissement de la mission de la Rivière-Rouge <sup>5</sup>. Datée du 29 mars 1818, cette missive assurait qu'une souscription avait déjà été ouverte dans ce but, laquelle était "puissamment encouragée par nombre de protestants", et exprimait le vœu que les catholiques se fissent un point d'honneur de les surpasser en générosité, cette œuvre étant destinée à étendre graduellement notre sainte religion dans les immenses territoires de l'Ouest.

Puis M<sup>sr</sup> Plessis conféra à M. Provencher les pouvoirs et facultés de vicaire général, et adressa aux deux missionnaires des instructions détaillées sur la ligne de conduite qu'ils devaient tenir dans la poursuite de leur grande entreprise <sup>6</sup>.

Les futurs apôtres devaient apprendre les dialectes de leurs néophytes, et en préparer des grammaires et des dictionnaires. On leur recommandait de régulariser les unions des Canadiens-français avec les femmes du pays; on leur enjoignait de prêcher la parole de Dieu, et de s'efforcer de faire observer sa loi. Mais avant tout les missionnaires veilleront, y était-il dit, avec un soin jaloux sur l'éducation de la jeunesse, et établiront des écoles partout où ce sera possible.

4. Né à Sainte-Anne, île de Montréal, le 5 déc. 1793, et ordonné le 23 fév. 1817. Il avait fait ses études au séminaire de Nicolet.

5. Le 29 mars 1818.

6. 20 avril 1818.

Le prédicateur du fameux sermon sur la défaite des forces françaises par la flotte de Nelson<sup>7</sup>, se révèle ensuite dans le neuvième paragraphe de leur "obédience". "Ils feront connoître [aux indigènes et autres] les avantages qu'ils ont de vivre sous le gouvernement de Sa Majesté Britannique", dit l'évêque de Québec, "leur enseignant de parole et d'exemple le respect et la fidélité qu'ils doivent au souverain"<sup>8</sup>.

Et comme on craignait que la compagnie du Nord-Ouest n'essayât d'entraver l'œuvre de conciliation des deux prêtres, le prélat leur obtint des lettres testimoniales de sir John-Cape Sherbrooke, "capitaine général et gouverneur en chef dans et sur les provinces du Haut et du Bas Canada, et commandant des troupes de Sa Majesté dans icelles". Ce document, écrit en anglais et en français, était daté du 29 avril 1818. A cause de son importance, qui n'échappera à personne, nous le reproduisons en majeure partie ci-après.

"Attendu que les Révérends Joseph-Norbert Provencher, Sévère-Joseph-Nicolas Dumoulin et Guillaume-Etienne Edge, ont été nommés par le Révérendissime évêque catholique de Québec pour se rendre à la Rivière-Rouge et aux territoires indiens y adjacens, en qualité de missionnaires, pour y répandre la religion chrétienne,

7. Depuis la cession du Canada à la Grande-Bretagne, les évêques de Québec n'avaient jamais réussi à faire reconnaître leur titre par les autorités anglaises. On leur défendait même de s'en servir officiellement. M. J.-O. Plessis, qui avait été nommé coadjuteur de l'évêque de cette ville, prêcha, à l'occasion de la défaite de la flotte française, un sermon destiné à se concilier l'élément anglais au Canada. Pour la première fois depuis l'extinction du régime français, il donna son titre ecclésiastique à l'évêque de Québec, dans une brochure qui contenait le mandement du prélat et le texte de son propre sermon, et, en considération de ce dernier, on ferma les yeux sur cette innovation.

8. Nous aurons à enregistrer bien des faits qui montrent avec quelle scrupuleuse fidélité cette recommandation du prélat fut mise en pratique par ses représentants dans l'Ouest canadien.



et procurer aux habitants les avantages de ses rites, sachez donc que, désirant favoriser une œuvre si pieuse et si utile, et accorder aux personnes qui y sont engagées toute la protection et le soutien qui sont en mon pouvoir, j'enjoins par les présentes à tous les sujets de Sa Majesté civiles (*sic*) et militaires, et je requiers toutes autres personnes quelconque (*sic*) à qui ces présentes pourront parvenir, non seulement de permettre aux dits missionnaires de passer sans obstacle ou molestation, mais aussi de leur rendre tous les bons offices, et de leur prêter l'assistance et la protection toutes fois qu'ils le trouveront nécessaire pour procéder dans l'exercice de leurs saintes fonctions''<sup>9</sup>.

De plus, à la suggestion de lord Selkirk, qui craignait l'hostilité de la compagnie du Nord-Ouest et de ses agents, le même gouverneur des deux Canadas leur donna pour escorte le chevalier Jean-Baptiste de Lorimier, un des officiers du département indien les plus respectés<sup>10</sup>. Puis, pour assurer encore davantage l'avenir de la mission qu'ils allaient fonder, le noble lord la dota, "en considération de la somme de cinq chelins de bon et légal argent de la province du Bas-Canada", d'une seigneurie de cinq milles de long sur quatre de large<sup>11</sup>, à l'embouchure de la rivière la Seine, sur la rive droite de la Rouge, presque en face

9. V. la reproduction un peu réduite, de ce document, auquel nous nous sommes simplement permis d'ajouter quelques signes de ponctuation dans la transcription ci-dessus.

10. Alors "capitaine de département indien". Cet officier avait accompagné l'expédition de lord Selkirk, quand elle s'était emparée du fort William.

11. Ou plutôt, pour parler d'une façon plus précise, cette terre correspondait à une superficie de cinq milles sur quatre, ses limites suivant d'abord, la longueur de cent chaînes, c'est-à-dire un mille et quart, la propriété de J.-B. Lagimonière (qui se trouvait sur la rivière, juste au nord de l'embouchure de la Seine); puis allant, en plein est, une distance de cinq milles, laquelle distance se trouvait sur la ligne

de la jonction de l'Assiniboine<sup>12</sup>. A ce domaine il ajouta encore, du même côté de la Rivière-Rouge et pour fins d'églises et autres établissements religieux, une pièce de terre de quinze chaînes carrées.

Cette double mesure avait naturellement pour but de pourvoir aux besoins de la mission proprement dite, et ne devait servir aucun intérêt d'ordre personnel. Mais lord Selkirk voulut encore donner aux missionnaires eux-mêmes des marques non équivoques de son estime, pendant les quelques jours qu'ils durent passer à Montréal pour faire leurs derniers préparatifs de voyage.

Et le comte écossais ne fut point seul dans les attentions dont il les combla. Lady Selkirk elle-même fit tout ce qu'elle put pour leur être utile. "Je n'ai encore jamais vu de dame aussi savante, spirituelle et prévenante que milady Selkirk", écrivait M. Dumoulin à son évêque. "Elle a fait l'inimaginable pour nous procurer tout ce dont nous pouvons avoir besoin, et toujours de si bonne grâce qu'elle augmente de moitié le prix de toutes ses attentions. Il paraît que milord ne fait rien sans la consulter"<sup>13</sup>.

De son côté, M. Provencher appréciait tout autant ses prévenantes attentions. "La comtesse de Selkirk nous a préparé une belle chapelle, écrit-il, "et elle se propose de faire davantage"<sup>14</sup>.

Ce n'est que rendre simple justice à la mémoire de

parallèle, forcément raccourcie de la valeur de la superficie extra représentée par l'angle formé en face de la terre Lagimonière, par suite du cours de la Seine, qui se dirige obliquement du sud-est au nord-ouest. Ce cours d'eau constituait la limite occidentale de la seigneurie, à part du carré additionnel de quinze chaînes (22 acres et demi) sur la rivière Rouge.

12. Que l'acte de donation appelle Assiniboyna.

13. Montréal, 30 août 1818.

14. Montréal, 1818 (sans autre date). En style de missionnaire catholique, une chapelle est un assortiment d'ornements sacerdotaux et de tout ce qui sert à la célébration de la sainte messe.

deux nobles bienfaiteurs, que de faire connaître aux catholiques de l'Ouest et d'ailleurs ce que leur Église leur doit.

Ainsi prémunis contre tout obstacle possible, les deux missionnaires dirent adieu à Montréal, le 9 mai 1818, en compagnie du séminariste G. Edge, qui pensait continuer ses études à la Rivière-Rouge<sup>15</sup>.

Leur itinéraire était, après avoir remonté le Saint-Laurent à partir de Lachine, près Montréal, la vallée de l'Ottawa, qu'ils devaient suivre jusqu'à Mattawa; de là, par le lac Nipissing, aux lacs Huron et Supérieur jusqu'au fort William. Puis, après avoir remonté les méandres de la Kaministiquia jusqu'à la hauteur des terres, ils devaient se trouver en face d'une chaîne de petites pièces d'eau sans communication entre elles, qui devait donner lieu à de longs et ennuyeux portages, au bout desquels ils finiraient par atteindre le lac Traverse (*Cross L.*).

De là, le voyage était plus facile. Ils n'auraient qu'à descendre les cours d'eau et traverser les lacs la Pluie et des Bois, pour aboutir au grand lac Winnipeg par la rivière de ce nom. Après une trentaine de milles de navigation, ils entreraient alors dans la rivière Rouge, qu'ils remonteraient ensuite jusqu'à leur point de destination. Leurs "voyageurs", ou bateliers, avaient été choisis par M. Tabeau. Mais les deux missionnaires ne tardèrent pas à s'apercevoir que ce prêtre n'avait pas eu la main heureuse. Ce fut leur première épreuve; ce ne devait pas être la dernière.

Au lac Nipissing, MM. Provencher et Dumoulin eurent comme un avant-goût des mœurs introduites chez les

15. C'était, comme tant d'autres qu'on rencontre aujourd'hui dans la province de Québec, un Anglais devenu français par la langue et l'éducation.

Indiens par la rivalité des commerçants. Les Peaux-Rouges étaient civils: en retour des bons conseils des missionnaires, ils leur offrirent du poisson et leur demandèrent... du rhum, manifestant bruyamment leur surprise quand ceux-ci leur eurent déclaré qu'ils n'en avaient point.

Le 20 juin, ils atteignirent le fameux fort William, où commandait un gentilhomme canadien-français, M. de Rocheblave<sup>16</sup>, qui leur souhaita la bienvenue par la voix puissante du canon. Puis une série de longs portages, rapides, chutes et chaussées naturelles les mena jusqu'au lac la Pluie, où ils arrivèrent le 3 juillet au soir. Ils étaient désormais dans le territoire de leur mission.

Ils restèrent trois jours à cette place, où chacune des deux compagnies rivales avait un établissement, et en prirent définitivement possession au nom du Christ qu'ils représentaient, en y plantant solennellement une croix. Ainsi qu'ils s'y étaient attendus, ils étaient trop tôt pour les "voyageurs" du nord, et durent remettre à l'année suivante les exercices religieux qu'ils pensaient leur faire suivre. Ils ne profitèrent pas moins de leur passage à ce point important, qu'on pourrait appeler la porte de l'Ouest, pour baptiser dix-neuf enfants appartenant à l'un et à l'autre fort de traite.

Trois jours après, ils se remettaient en route.

Le 16 juillet 1818 fut un grand jour de fête pour les catholiques de la Rivière-Rouge. Une foule composée des éléments les plus divers, en majeure partie Canadiens-français et métis de tout âge et de toute condition, avait été convoquée au fort Douglas par courrier spécial et en assiégeait les abords. Tout à coup, vers les 5 heures

16. Ancien bourgeois de la "petite compagnie", le même que le traiteur de ce nom que nous avons déjà rencontré sur notre chemin.



du soir, on aperçut deux canots qui remontaient péniblement la rivière.

—Les voilà, cria une voix sur la grève.

—Oui, les voilà, répétèrent cent poitrines près du fort.

Inutile de faire remarquer que ceux qui étaient la cause d'une telle commotion et occasionnaient une joie si pure là où, depuis des années, ne retentissaient plus guère que des malédictions ou les provocations de gens aveuglés par les passions, étaient les deux missionnaires attendus depuis si longtemps. Simples et dignes à la fois, souriant avec bonté au peuple qui allait être leurs ouailles, Provencher et Dumoulin, drapés dans les plis de leur sombre costume, remontèrent la grève et reçurent les salutations de la foule, dont une bonne partie tremblait d'émotion.

Les deux prêtres étaient de haute stature, et avaient le port de parfaits gentilshommes<sup>17</sup>; mais la corpulence du premier contrastait quelque peu avec la maigreur du second. Ils firent une profonde impression sur tous, sans excepter Alexandre Macdonell, catholique lui-même, qui avait succédé à son homonyme, Miles Macdonell<sup>18</sup>, comme gouverneur de la colonie.

Après avoir adressé quelques bonnes paroles aux Canadiens et autres coreligionnaires réunis pour les recevoir, parmi lesquels quelques-uns pleuraient de joie à la vue du costume ecclésiastique qu'ils avaient presque oublié, tandis que les métis étaient frappés d'une crainte révérentielle en contemplant ces hommes de Dieu dont on leur avait tant parlé, ceux-ci reçurent du gouverneur une hospitalité généreuse, bien que nécessairement assez simple et frugale.

17. M. Provencher avait six pieds quatre pouces de haut, et était un remarquablement bel homme.

18. V. Appendice D.

Avant leur départ de l'est, les deux prêtres avaient recruté du renfort pour la compagnie de la baie d'Hudson, ainsi que pour la colonie elle-même<sup>19</sup>. Le résultat de leurs efforts, une quarantaine de Canadiens-français, dont quelques-uns étaient accompagnés de leurs femmes, suivirent en sept canots les premiers missionnaires de la Rivière-Rouge, sous la conduite d'un John McLeod, et arrivèrent peu après à la "Fourche".

"Ce pays est vraiment beau", écrivait alors M. Provencher. "La rivière est suffisamment large; elle est bordée de chênes, d'ormes, de lierres<sup>20</sup>, de trembles, etc. Derrière cette lisière de bois, sont des prairies à perte de vue. Le sol paroît excellent".

Telle fut sa première impression du pays. Elle se trouve consignée dans une lettre écrite à son évêque par le vicaire général, le lendemain même de son arrivée aux lieux qui devaient être témoins de ses sacrifices, de ses labeurs et de ses succès, aussi bien que de ses déboires. Il attendit un peu afin de pouvoir parler en connaissance de cause de la situation au point de vue moral. Elle n'était guère encourageante. Parlant, par exemple, de la population indigène, il écrivait le 13 septembre 1818:

"L'on peut dire sans crainte de se tromper que leur commerce avec les blancs, bien loin de les approcher de la civilisation, les en a éloignés, parce qu'ils ont gâté leurs mœurs par les liqueurs fortes, dont ils sont extraordinairement amateurs, et qu'ils leur ont appris le libertinage par leur exemple. La plupart des engagés ont des femmes, avec lesquelles ils ont des enfants qu'ils

19. Mémoire de John McLeod.

20. Sic pour liards, espèce de peuplier canadien à larges feuilles et puissantes racines (*Populus balsamifera*), qui croît surtout près de l'eau, et dont le bois, très blanc et très mou, sert à confectionner des canots dans certaines parties de l'Extrême-Ouest.

laissent ensuite au premier occupant<sup>21</sup>. C'est, paraît-il, la politique des bourgeois de faire prendre des femmes à leurs engagés, parce que par là ils ont occasion de dépenser leurs gages, en prenant des effets à haut prix pour habiller leurs femmes et leurs enfants.

“Tous les commis et bourgeois ont aussi des femmes, et, ce qu'il y a de pire, c'est qu'on ne se met pas plus en peine des enfans issus de ces prétendus mariages que s'ils n'avoient pas d'âmes”<sup>22</sup>.

Cet état de choses faisait augurer un travail opiniâtre, et peut-être aussi de grandes difficultés, pour les missionnaires de la Rivière-Rouge. Mais l'ouvrage était précisément ce qu'ils étaient venus chercher.

Leur premier soin fut de se faire une habitation quelconque, où ils pourraient passer l'hiver. Tout en profitant de l'hospitalité du gouverneur, ils se bâtirent en humbles troncs de trembles une maison de cinquante pieds sur trente, dont une partie devait leur servir de chapelle.

Moins de deux semaines après leur arrivée, ils avaient déjà fait soixante-douze baptêmes d'enfants, dont l'un

21. Ceci doit, sans nul doute, s'entendre des femmes; car, en ce qui était de leurs enfans, les pionniers de l'Ouest—du moins ceux qui étaient de race française—leur furent toujours unis par les liens de la plus sincère affection.

22. Fort Douglas, 13 sept. 1818. Le mois suivant (17 octobre), lord Selkirk parlait à M<sup>gr</sup> Plessis, dans une lettre autographe en excellent français (comme étaient la plupart de ses communications adressées à ce prélat), de sa joie en apprenant la manière dont les missionnaires avaient été reçus à la Rivière-Rouge, faisant remarquer que, s'ils connaissaient seulement la nouvelle mission, nombre de riches catholiques, et même certains protestants d'Angleterre, pourraient contribuer efficacement à son succès. Il manifeste en outre sa satisfaction de la manière dont le prélat a conduit cette entreprise, et espère que, au cas où le Haut-Canada serait constitué en diocèse distinct comme on en parlait alors, la mission de la Rivière-Rouge resterait toujours sous la juridiction de l'évêque de Québec.

Je me ferois toujours un devoir de communiquer à vos très-grands  
des les observations que vous et les curés de nos paroisses m'adresseront.  
à toutes les affaires par la suite, en attendant que j'en aie des plus  
intéressantes à faire, j'arrive à votre Excellence, permettez  
que j'en fasse l'ouverture avec les plus profonds regrets.

Devot<sup>on</sup> grandeur

Le très humble

très obéissant serviteur.

Provencher votre v<sup>re</sup> général

Du Fort Douglas  
à la rivière Rouge  
le 13 Août 1818.

Autographe de M. Provencher.



était celui d'une petite Sauteuse, qui mourut presque immédiatement après avoir été régénérée; en sorte que ce fut à une Indienne qu'ils ouvrirent pour la première fois les portes du ciel. Ce fut également leur premier enterrement dans la colonie. Leur second fut celui d'un blanc, adulte du nom de Brousse, qui était fils de l'interprète officiel du fort Douglas. Il eut lieu le 29 août 1818 <sup>23</sup>.

L'Église de Saint-Boniface était fondée.

23. Dumoulin à M<sup>gr</sup> Plessis, 30 août 1818.

## CHAPITRE V

### PREMIERS TRAVAUX

1818-20

Dès les premiers jours de leur résidence dans les “pays d'en-haut”, comme on appelait alors ce qui est pour nous l'Ouest canadien, MM. Provencher et Dumoulin firent aller de pair les intérêts des âmes avec les soins d'ordre matériel, dont ces mêmes intérêts nécessitaient la poursuite. Ainsi nous les voyons, pendant les mois de leur premier été à la Rivière-Rouge, faisant journellement le catéchisme aux enfants en âge de l'apprendre pour se préparer au baptême et instruisant de leur mieux les sauvagesses qui devaient être admises dans le giron de l'Église, comme préparation à la réception du sacrement de mariage. Nous parlons ici, on le comprend, de celles qui s'étaient unies à des Canadiens avant l'arrivée du prêtre. Ces femmes montrèrent de la bonne volonté; mais leurs progrès furent assez lents, à cause de leur âge plus ou moins avancé, et surtout de leur connaissance imparfaite de la langue française.

Le contingent de colons canadiens que nous avons déjà mentionné arriva le 12 août 1818. L'intention des nouveaux venus était de s'établir à proximité du fort Douglas, et partant du prêtre; mais des nuées de sauterelles venaient d'envahir la colonie, et avaient détruit les récoltes dont on avait jusque-là admiré la belle apparence. Découragés à la vue des dégâts causés par cette invasion, les Canadiens se rendirent à Pembina, quelque soixante milles plus haut, et toujours sur la rivière Rouge. Le vicaire général se vit par là dans la nécessité

d'envoyer à cette localité son confrère, M. Dumoulin, avec le séminariste Edge <sup>1</sup>.

Pembina se trouvant plus près de la route ordinaire suivie par les bisons, contenait déjà toute une population canadienne et métisse. M. Dumoulin mit de bon cœur la main à la charrue. Non content d'enseigner la science du ciel à son peuple, il voulut encore lui donner quelque connaissance de celle des choses de la terre. Dans ce but, il ouvrit immédiatement une école, qu'il confia aux soins de M. Edge. Cette école eut bientôt soixante enfants, et aurait pu en compter quatre-vingts sans la distance qui séparait ce centre de population des troupeaux de buffles, sur lesquels on avait à compter pour la nourriture quotidienne <sup>2</sup>.

Le zèle pour l'instruction du peuple mena même plus loin le missionnaire. Ayant fait la connaissance d'un jeune Canadien du nom de Lagacé, qui avait quelque éducation, il porta les coureurs de la plaine à faire profiter leurs enfants de ses services comme maître d'école. Lagacé alla passer l'hiver avec l'un des campements les plus nombreux, et en peu de temps il put se vanter d'avoir plus d'élèves même que M. Edge <sup>3</sup>.

Cette activité pour l'éducation ne fut pas uniquement le fait de M. Dumoulin. Son supérieur à la "Fourche" y était non moins dévoué, et avait, dès les premiers jours de sa résidence dans la vallée de la Rouge, fait lui-même l'office d'instituteur relativement aux petits garçons qui s'y trouvaient. Ainsi furent mises en pratique les recommandations de M<sup>gr</sup> Plessis à ce sujet <sup>4</sup>.

1. C'est le 13 sept. 1818 que M. Dumoulin et son compagnon partirent pour cette première succursale de Saint-Boniface.

2. Provencher au même, 5 janvier 1819.

3. Du même au même; Pembina, 14 fév. 1819.

4. Aussi peut-on proclamer que les premiers instituteurs dans tout Ouest furent des catholiques.

Au commencement de 1819, M. Dumoulin avait conféré cinquante-deux baptêmes et réhabilité nombre de mariages, parmi les quelque trois cents personnes qu'il avait avec lui à Pembina. Le vicaire général ne pouvait donc lui refuser la permission de s'y bâtir un presbytère et une chapelle. Le 31 janvier de cette année, les murs de l'un et de l'autre étaient déjà élevés; mais les bâtisses restaient inachevées faute de clous. Le logis du missionnaire avait quarante pieds sur vingt-sept, et l'église soixante sur trente.

Ces travaux d'ordre matériel ne nuisaient aucunement aux soins que M. Dumoulin avait à donner aux âmes de ses néophytes. Il était même si désireux de ne point errer en ce qui était de la conduite qu'il devait suivre comme pasteur d'âmes, qu'il avait, trois semaines auparavant, adressé à son ordinaire, l'évêque de Québec, toute une série de cas de conscience, qui projettent une bien étrange lueur sur les mœurs de ce pays. Nous n'en mentionnerons que deux sur quinze. A la date du 4 janvier 1819, il écrivait de sa retraite de Pembina:

“Premièrement, que doit-on exiger d'un employé qui a traité pour son bourgeois de la manière suivante, laquelle est généralement reçue dans ces pays: Le traiteur, rendu dans un campement, donne à boire aux sauvages *gratis*. Les ayant enivrés, il traite avec eux, met de l'eau dans le rhum et finit par avoir tout ce qu'ils ont pour très peu de chose; de manière qu'il a payé la pellerie, etc., au-dessous même du bas prix convenu entre les bourgeois et les sauvages. L'engagé n'a fait cela que pour faire plaisir à son bourgeois, qui ne lui a pas directement commandé de mettre tant d'eau, mais qui lui reproche à l'occasion d'avoir gaspillé ses effets s'il n'a pas traité de cette manière.

“Deuxièmement, nous est-il permis, lorsque nous mangeons chez les autres, de manger indistinctement de



tout ce que l'on nous présente, quand bien même on nous dirait que ces viandes ont été traitées des sauvages pour du rhum, ou illicitement"<sup>5</sup>?

Les conditions que pareilles questions trahissent doivent avoir paru bien extraordinaires à un jeune prêtre, fraîchement arrivé de la catholique province du Bas-Canada. L'attitude religieuse de ceux qui n'avaient aucune attache avec le commerce des pelleteries n'était guère plus encourageante. Moins de six semaines après que M. Dumoulin eût écrit ce qui précède, le 14 février, il mandait à son évêque relativement à ses propres compatriotes dispersés sur les plaines de l'Ouest: "J'ai eu assez de peine à les faire consentir à se marier. Ils aiment cette liberté qu'ils ont de renvoyer leurs femmes... Il ne faut pas parler des Meurons et de ceux qui sont à la tête de la colonie qui, excepté M. Macdonell, n'ont pas plus de religion que les sauvages qui nous environnent"<sup>6</sup>.

Mais le zèle des missionnaires devait triompher à la longue de cette indifférence religieuse. Quant aux excès mêmes révélés par la consultation de M. Dumoulin, la confession, ce grand remède à tous les maux d'ordre moral, devait graduellement les éliminer de la conduite de ceux qui se réclamaient encore de l'Église catholique.

5. Ces détails sur la manière dont on obtenait les fourrures sont pleinement corroborés par un témoin indépendant, R.-M. BALLANTYNE, dans son livre, *Hudson Bay* (p. 129 de la quatrième édition; Londres, 1896).

6. Provencher paraît plus satisfait de ceux qui vivaient dans son voisinage. "Les Meurons que nous avons ici sont de tous les pays et de toutes les religions", écrit-il, quelque peu en opposition avec le juge A. MARTIN, qui déclare dans son ouvrage, *The Hudson's Bay Company's Land Tenures* (pp. 27 et 29; Londres, 1898) qu'ils étaient presque tous protestants. Le prêtre ajoute: "Ils se comportent assez bien. Ils n'ont pas de rhum facilement; ils ne sont point mariés: trois ou quatre ont pris des sauvagesses. Il y en a un en chemin de se marier avec une métisse qui est une de nos catéchumènes" (Fort Douglas, 13 sept. 1818).

Pendant que cette Église s'implantait ainsi sur les bords de la rivière Rouge, la mission du fort William, que la compagnie du Nord-Ouest paraît avoir elle-même sollicitée depuis 1814, n'était pas négligée, bien que cette localité dût rester assez longtemps sans prêtre résidant.

Ce poste avait été confié aux soins de M. Tabeau, qui, pour des raisons valables, avait décliné l'honneur de fonder l'établissement de la Rivière-Rouge. De sa paroisse de Boucherville, il visitait périodiquement le Sault Sainte-Marie et le fort William. Le 13 août 1818, M<sup>gr</sup> Plessis lui donna un assistant dans la personne d'un M. Crevier, alors vicaire à Détroit. Le supérieur ecclésiastique des deux prêtres enjoignit à ce dernier d'aller offrir ses services aux Canadiens français et anglais qui fréquentaient ces deux postes, ou y résidaient.

Le 11 mars de l'année suivante (1819), M. Tabeau reçut une autre lettre, dans laquelle son évêque le consultait relativement aux gages à offrir aux jeunes gens qu'on pourrait embaucher, pour aller aider de leur travail manuel les missionnaires de la Rivière-Rouge. Il paraît que ceux qu'on avait engagés sur place ne donnaient point satisfaction. On leur reprochait une honnêteté plus que douteuse et des mœurs par trop légères. Le bon prélat était heureux d'annoncer pour l'Ouest "cinq jolis garçons de la paroisse de Kamouraska, choisis par M. Dionne, l'estimable ami de M. Provencher"<sup>7</sup>.

Il ajoutait en même temps qu'il comptait sur le curé de Boucherville pour continuer la mission du fort William, commencée l'année précédente, ainsi que sur la collaboration de M. Crevier. Il admettait avoir fait de vains efforts pour s'assurer de la manière dont les directeurs

7. En 1834, Grégoire XVI devait nommer M. Tabeau évêque de Spica et auxiliaire de M<sup>gr</sup> Lartigue, premier évêque de Montréal. Mais l'évêque nommé mourut le 18 mai 1835, avant d'avoir été sacré, et ses restes reposent à Boucherville, dont il avait longtemps été curé.

de la compagnie du Nord-Ouest regardaient cette fondation. Il craignait que, après l'avoir suggérée, l'établissement de la mission de la Rivière-Rouge, qui s'était fait sous les auspices de la corporation rivale, n'eût considérablement refroidi leur enthousiasme pour celle du fort William.

Mais là se bornent à peu près les relations qui existèrent jamais entre l'une et l'autre mission. Inutile maintenant de nous attarder à noter les progrès de la dernière, dont le territoire est en dehors des limites fixées à notre sujet. Retournons à la Rivière-Rouge<sup>8</sup>.

Seul à la "Fourche", comme on appelait encore les environs du fort Douglas, M. Provencher fit tout ce qu'il put pour hâter l'achèvement de son humble logis. Il n'est point de travail manuel auquel, en cette circonstance et en mille autres de sa vie subséquente, le missionnaire ne se soit prêté, dans le but d'aider ses ouvriers. Pénétré du sentiment de la responsabilité qui s'attachait à sa charge, et connaissant l'extrême modicité de ses ressources, Provencher fit toujours tout ce qu'il put pour diminuer les dépenses, au risque de donner le change et de se faire passer pour ce qu'il n'était point.

En outre, il ne tarda pas à s'apercevoir que, malgré le soin qu'on avait pris de le pourvoir de tout ce qui était nécessaire au culte, plusieurs articles indispensables lui faisaient défaut. C'est ainsi qu'il n'avait point d'encensoir: il en demande un à M<sup>gr</sup> Plessis, son correspondant. Par suite du départ de M. Dumoulin, le besoin d'un autre missel se fait aussi sentir, et il en prévient son supérieur de Québec. Mais par-dessus tout, ce sont des outils qu'il lui faut pour ses ouvriers. Il revient

8. Les RR. PP. Jésuites devaient établir des missions indiennes dans la région dont le fort William est le centre commercial. Mais ce pays se trouve sur le chemin du Nord-Ouest; ce n'est point le Nord-Ouest.

avec d'autant plus d'insistance sur ce point que, faute d'en recevoir "ce sera une année de leur temps perdue", écrit-il <sup>9</sup>.

La partie de sa maison qui devait servir d'église temporaire fut terminée pour la Toussaint 1818. C'est donc à cette date qu'il faut reporter la première messe célébrée à la Rivière-Rouge dans un local spécialement affecté au culte <sup>10</sup>. Il mit cette chapelle sous le patronage de saint Boniface, afin d'attirer, par l'intercession de leur patron national <sup>11</sup>, les bénédictions du ciel sur les Meurons allemands, catholiques qui ne brillaient point par leur ferveur <sup>12</sup>. Par extension, ce nom fut ensuite appliqué à toute la petite colonie catholique, composée des fermes échelonnées sur les bords de la Seine.

C'est le 15 janvier 1819 que nous voyons pour la première fois cette colonie ainsi désignée dans la correspondance de M. Provencher. Il était alors en visite chez son confrère de Pembina. Il mentionne en cette circonstance que, à part sa maison-chapelle encore inachevée, il avait préparé les matériaux—des troncs de chênes partiellement équarris à la scie—pour une église de quatre-vingts pieds de long, qu'il pensait élever à "Saint-Boniface".

Il ajoute: "Nous sommes en très bonne intelligence avec les deux compagnies de la baie d'Hudson et du Nord-Ouest. Ces derniers sont toujours prêts à nous rendre tous les services qui peuvent dépendre d'eux".

9. A M<sup>sr</sup> Plessis; Fort Douglas, 15 août 1818. Le 27 juil. suivant, il était heureux d'annoncer qu'il venait de recevoir onze caisses remplies d'outils, clous, marchandises, etc.

10. Le jour de l'ouverture de la première chapelle à la Fourche, trois enfants, Jean-Baptiste Lagimonière, Reine Lagimonière et Josette Houle, firent leur première communion, tandis qu'un ancien soldat meuron du nom de Rodger s'y maria avec Marguerite Lagimonière.

11. Plusieurs de ces soi-disant Allemands étaient des Suisses.

12. Provencher à M<sup>sr</sup> Plessis; Pembina, 14 fév. 1819.



Puis vient l'assertion assez suggestive que "les gens de la baie d'Hudson ne sont pas aussi prévenants qu'eux". A son avis, l'ancienne corporation pouvait encore en apprendre sous d'autres rapports de sa rivale, plus jeune mais bien plus vigoureuse. C'est ce qui lui fait dire en parlant des membres de la première: "Il s'en faut qu'ils entendent aussi bien le commerce de ce pays"<sup>13</sup>.

Il termine sa lettre à M<sup>sr</sup> Plessis par un sujet qu'il avait autant à cœur que M. Dumoulin: "Déjà", dit-il, "si nous avions des sœurs pour l'instruction des filles, elles trouveroient de l'occupation... Je ne crois pas [qu'il soit] hors de saison de s'en occuper. Votre Grandeur a déjà des vues là-dessus, je n'en doute pas"<sup>14</sup>.

Pendant le mois de mars suivant, M. Provencher entreprit un voyage bien plus important que celui de Pembina. Il se rendit en traîneau à chiens jusqu'aux postes de la rivière Qu'Appelle, à quelque trois cents milles de Saint-Boniface, et à la rivière Souris, où il eut la consolation de baptiser une quarantaine d'enfants de Canadiens-français, et d'entendre la confession de tous les employés catholiques, deux cent soixante environ, y compris les gens libres qui fréquentaient ces forts.

Dans la première vallée, il y avait un fort de traite qui existait déjà en 1793, et avait été fondé par un Robert Grant<sup>15</sup>, qui lui avait donné le nom de fort Espérance, sous lequel il ne fut pourtant jamais bien connu. Cet établissement appartenait à la compagnie du Nord-Ouest. La même corporation en avait un autre à la

13. Ce qui ne veut pas dire qu'il approuvât complètement les procédés de la compagnie du Nord-Ouest. Nous verrons bientôt, au contraire, qu'il trouvait ses manières de faire "ténébreuses".

14. Pembina, 15 janv. 1819.

15. L'un des membres les plus influents de la compagnie du Nord-Ouest, puisqu'il avait été l'un des dix *bourgeois* qui l'avaient reconstituée en 1790.

rivière Souris, et ce poste était déjà florissant au commencement du dix-neuvième siècle <sup>16</sup>.

A son retour de l'Ouest, M. Provencher voulut donner à son confrère l'occasion d'un déplacement analogue. Il l'envoya donc prêcher une mission au lac la Pluie, pour faire jouir les engagés des traiteurs du nord de ces avantages spirituels qu'il n'avait pu leur offrir en se rendant à la Rivière-Rouge. C'était donc juste à l'opposé de la Qu'Appelle, plus de quatre degrés et demi de longitude à l'est de Saint-Boniface, et au moins sept des postes qu'il venait lui-même de visiter. En sorte que nos deux apôtres purent sans tarder se rendre compte de l'immensité de la vigne confiée à leurs soins.

Tel fut le commencement d'une série de courses apostoliques, par lesquelles nos missionnaires prirent graduellement possession du pays au nom de Jésus-Christ <sup>17</sup>. Au cours de ces voyages, les principaux centres alors en existence reçurent leur visite, et, au printemps de 1820, M. Dumoulin alla même jusqu'à la baie d'Hudson.

Retournant à leurs quartiers généraux sur la Rouge, nous entrevoyons, à la lumière d'une lettre du vicaire général, quelques signes de l'extrême pénurie qui régnait à leur humble foyer. Le digne prêtre avait, il est vrai, été charmé de recevoir une cloche de cent livres, que le comte de Selkirk lui avait envoyée de Londres <sup>18</sup>,

16. Ce poste fut longtemps l'entrepôt des provisions de cette compagnie pour le Nord-Ouest.

17. Néanmoins les infirmités de M. Provencher ne lui permirent point de prendre à ces courses la part qui aurait pu lui revenir, si tous ses instants n'avaient été réclamés par le ministère auquel il était condamné sur les bords de la Rouge et de l'Assiniboine.

18. Provencher à M<sup>re</sup> Plessis, 24 nov. 1819. En présence de ce fait, attesté par M. Provencher lui-même, que faut-il penser de l'assertion du premier ministre protestant de la Rivière-Rouge (qu'il ne vit que l'automne de l'année suivante), d'après laquelle un fonctionnaire de la compagnie de la baie d'Hudson lui aurait dit: "Je dois admettre que j'ai hâte de voir la première église chrétienne, avec son clocher de bois,"

et qui en remplaçait avantageusement une d'une quinzaine de livres, qu'un fondeur de Montréal avait faite pour sa mission lors de son départ<sup>19</sup>. Mais non seulement il n'y avait pas une miette de pain sur sa table pendant de longs mois, mais il possédait à peine assez de farine pour en faire des hosties, et sa provision de vin pour le saint Sacrifice touchait à sa fin<sup>20</sup>.

Par ailleurs, absolument aucun aliment pour observer l'abstinence, même du Carême. Du commencement à la fin, il lui faut vivre à peu près exclusivement de viande de bison séchée: heureux encore quand il ne doit point s'abaisser à aller en mendier un peu pour son humble repas!

Cette pauvreté était, du reste, assez en harmonie avec les conditions générales de la colonie elle-même. Après avoir remarqué, dans une lettre du 29 juillet 1819, que "les esprits s'échauffent", par suite de la rivalité des deux corporations commerciales, M. Provencher nous donne des détails qui projettent quelque lumière sur la condition matérielle de la colonie. Il nous apprend, par exemple, qu'il n'y avait encore que quelques bêtes à cornes à la Rivière-Rouge, à savoir trois vaches, deux veaux, un bœuf et peut-être soixante porcs. Pas d'autres animaux domestiques, si ce n'est une femelle de bison, qui était parfaitement apprivoisée.

Sans compter les misères d'ordre matériel auxquelles s'élever lentement dans la solitude, et d'entendre le son de la première cloche de sabbat qui aura sonné ici depuis la création" (*The Substance of a Journal*, p. 155). Peut-être cet individu ne considérait-il point l'église de Provencher comme chrétienne, ou bien croyait-il que sa cloche n'était point une "cloche de sabbat", parce qu'elle servait à une mission "romaine"; ou bien encore serait-il possible que le prédicant ait attribué à un autre la création de son propre esprit prévenu?

19. Le même au même, 18 mai 1818.

20. "J'ai été bien heureux que des colons, montés cet été, m'en aient fait charité de quelques livres", écrivait-il en parlant de la farine à M<sup>sr</sup> de Salles, à la date du 24 nov. 1819.

le missionnaire devait alors se soumettre, celui-ci avait encore à supporter de grandes épreuves morales, provenant de l'apathie religieuse des Indiens, corrompus par leur contact avec des blancs sans principes, et l'endurcissement de quelques Canadiens et Allemands, habitués depuis trop longtemps à la licence la plus effrénée, pour qu'ils pussent amender leur conduite aussi vite que le prêtre l'eût désiré.

A Saint-Boniface même, une autre source d'anxiété, qui demandait de la part du pasteur une vigilance de tous les instants, consistait dans l'arrivée et les agissements d'un Rév. John West, ministre anglican envoyé d'Angleterre aux presbytériens de la colonie <sup>21</sup>. Pendant longtemps, ces protestants n'apprécièrent point ses services, à cause des différences dans la foi, et surtout dans la liturgie et les pratiques extérieures, qui les séparaient du guide spirituel qu'on leur avait imposé, au lieu du ministre de leur secte qu'on leur avait promis. Incapable de produire une grande impression sur ces non-conformistes, le ministre anglais tourna son attention vers les ouailles de M. Provencher, et, dans un petit livre où il narre ses hauts faits pendant les trois ans qu'il resta dans la colonie, M. West mentionne, par exemple, le cas d'un Canadien <sup>22</sup> qu'il maria à une pro-

21. Cette arrivée avait été annoncée l'année précédente à l'évêque de Québec, par lord Selkirk, qui se mourait lentement à Pau, France. "Les directeurs de la baie d'Hudson, en coopération avec une société de Londres qui s'occupe des missions de l'Église anglicane, se sont déterminés à envoyer un ministre protestant à la Rivière-Rouge", lui avait-il écrit en date du 30 déc. 1819; après quoi il lui avait demandé de veiller à ce que sa présence ne fût point une cause de désordre entre des habitants de diverses races et religions, comme étaient ceux de sa chère colonie.

22. A cette époque et longtemps après, cette expression voulait dire Canadien-français, même lorsqu'elle se trouvait sous la plume d'un Anglais (V. notre Introduction au vol. de M. DE TRÉMAUDAN, *Le Sang Français*).



testante venant, apparemment de la Suisse romande<sup>23</sup>.

La question des mariages mixtes fut, pendant quelque temps, une source de grands ennuis pour les deux missionnaires catholiques. Étant donné la grande ignorance du peuple et la facilité avec laquelle les unions s'étaient contractées avant leur arrivée, cette question demandait toute la vigilance et la fermeté dont ils étaient capables. Dans les cas susmentionnés, M. Provencher crut de son devoir de faire des remontrances à la partie coupable, et de lui faire toucher du doigt l'énormité de sa faute. D'où l'expression d'une sainte horreur de la part du ministre, qui écrit dans son journal à cette occasion: "Ces circonstances prouvent que le papisme comme il existe aujourd'hui, du moins dans cette partie du monde, ne diffère pas de ce qu'il était aux jours de la Réforme"<sup>24</sup>.

Il y en a, sans doute, qui ne manqueront pas d'ajouter que ce "papisme" ne changera pas jusqu'à la consommation des siècles, simplement pour faire plaisir aux caméléons religieux qui se transforment du jour au lendemain, pour suivre les caprices des novateurs à la mode.

West n'était rien moins que partisan de la "haute Église" d'Angleterre. Il professait beaucoup d'estime pour "nos grands réformateurs"<sup>25</sup>, et semble avoir considéré qu'une fois qu'une de ses bibles avait été acceptée par une personne de n'importe quelle croyance, ou sans croyance aucune, alors même que cette personne ne sût ni lire ni écrire, celle-ci avait dans son exemplaire

23. *The Substance of a Journal*, p. 74. Plusieurs Meurons catholiques furent ainsi mariés en dehors de l'Église.

24. *Ibid.*, p. 76.

25. *Ibid.*, p. 75. Ceux-là même que le D<sup>r</sup> Littledale, de la même secte, devait plus tard appeler *unredeemed villains*, de purs scélérats, de misérables gredins.

des Écritures, tronqué et plus ou moins mutilé, un passeport qui devait infailliblement lui ouvrir les portes du ciel.

Son but principal était de faire des prosélytes par ce moyen facile; mais il dut finalement changer de tactique, en face du ridicule dont il se couvrit en donnant ses volumes à d'humbles métiers, qui ne pouvaient les distinguer d'un almanach ou d'un livre de cuisine <sup>26</sup>. Même à la Rivière-Rouge on sentait que l'âge des fétiches était passé.

Bien que ce ministre eût une si piètre idée de l'influence du clergé catholique dans le pays, on s'aperçut vite que la paix et la concorde commençaient à régner là où le chaos et les plus violentes passions avaient auparavant dominé. "Les protestants d'ici sont extrêmement contents de la mission catholique", écrivait M. Dumoulin à M<sup>gr</sup> Plessis. "Ils paraissent y prendre le plus vif intérêt, particulièrement le colonel Dickson. Il est, dit-il, enchanté de nos travaux, et en écrit souvent en Angleterre. J'ai fait faire, le jour de Noël, la première communion à sa fille et à M<sup>lle</sup> Powell, née d'un père protestant" <sup>27</sup>.

26. A la p. 79 de son journal, West prétend que, un certain jour de fév. 1822 (pendant une de ses visites à Pembina), des émigrés suisses "assistèrent à l'office divin, et se montrèrent très reconnaissants de ce qu'il leur avait lu le Testament français, ainsi que du ministère qu'il avait accompli au milieu d'eux". M. West doit avoir eu une facilité toute spéciale pour l'acquisition des langues, ou bien les remerciements des Suisses doivent avoir eu pour unique mobile le désir de reconnaître sa bonne volonté. Car, à peu près un an auparavant, ce même ministre avait demandé à M. Destroismaisons de lui enseigner le français, en retour de leçons anglaises qu'il s'offrait à lui donner, et on avait dissuadé ce dernier d'acquiescer à sa demande (Dumoulin à M<sup>gr</sup> Plessis, 6 janv. 1821). Ne pourrait-on voir dans ce refus une des raisons de cette aversion pour les prêtres de la Rivière-Rouge, dont il fait si souvent preuve dans son journal?

27. Le 6 janv. 1821.

Cette salutare influence du prêtre en faveur de l'ordre, en des localités qui avaient, peu auparavant, été déchirées par la plus affreuse discorde, apparaît d'une manière encore plus sensible si nous comparons le nouvel ordre de choses introduit par son ministère avec les luttes sans cesse renouvelées, et les échauffourées se terminant trop souvent par l'effusion du sang, qui troublaient à cette même époque le lointain district d'Athabaska, que la main bienfaisante de la religion ne pouvait encore atteindre <sup>28</sup>.

Dans l'automne de 1819, Colin Robertson était arrivé au lac du même nom, à la tête de cent trente hommes, dont une trentaine furent immédiatement envoyés à la rivière la Paix. Une série de provocations et d'attaques illégales s'en étaient suivies entre les représentants des deux corps commerciaux lorsque, le matin du 11 octobre, l'audacieux bourgeois anglais fut saisi par ses rivaux

28. Le Rév. M. West écrit à propos des Canadiens et des métis français: "Il est difficile de se faire une idée exacte de la dégradation morale de ces gens, ainsi que de celle des voyageurs canadiens. Qu'il suffise de dire que c'est une dégradation qui surpasse, sous certains rapports, celle des Indiens eux-mêmes" (*Journal*, p. 137). Leur condition devait réellement être bien déplorable, d'autant plus qu'ils ne voulaient avoir rien à faire avec le ministre, tandis que, en ce qui était de leurs prêtres, M. West ne pouvait "s'imaginer que le système qu'ils enseignaient pût leur faire aucun bien au point de vue moral" (*ibid.*, p. 121).

Quel dommage que le brave homme ne soit pas resté au pays pour y constater la régénération opérée par eux au milieu de ces pauvres métis, sur le sort desquels il paraissait s'apitoyer tant! Il y aurait vu une régénération telle que même un ministre presbytérien de la trempe du D<sup>r</sup> G. BRYCE devait plus tard lui rendre hommage (*Manitoba*, p. 312; Londres, 1882). Les éloges prodigués par les protestants à des métis français comme le juge F. Bruneau, les honorables Dauphinais, P. Delorme, P. Breland et Salomon Hamelin, ainsi qu'à de parfaits gentilshommes comme les MM. Charles Nolin, Roger Goulet, oncle et neveu, Xavier Batoche, Roger Marion et tant d'autres, suffisent non seulement pour attester leur intégrité et leur honorabilité, mais encore pour prouver l'excellence du "système" si méprisé de M. West.

et emmené à leur fort, où s'étaient rendus les plus influents chefs de la compagnie du Nord-Ouest.

Comme le prisonnier était considéré dangereux, il fut expédié, au bout de huit mois, en dehors du district. Mais il fut délivré en chemin par des représentants de sa propre compagnie, qui venaient d'arrêter cinq bourgeois du Nord-Ouest au Grand-Rapide.

L'hiver suivant, le commandant d'un autre poste de la compagnie de la baie d'Hudson dut se mettre à la merci de ses rivaux, tandis qu'à un autre endroit encore les représentants de la même corporation s'emparaient, à coups de bâton, de celui qui était préposé au gouvernement du poste local. Enfin, au printemps de 1820, le même C. Robertson fut de nouveau capturé, cette fois avec soixante hommes qui mouraient de faim, et emmené à Montréal par les gens de la compagnie du Nord-Ouest.

Bien différentes étaient les scènes qui se déroulaient dans le voisinage des deux envoyés du Prince de la paix, Le 25 mai 1821, il y avait déjà trois cent treize baptêmes, cinquante-trois mariages et trente et un enterrements au crédit de la seule mission de Pembina, tandis que l'école locale prospérait sous la direction d'un M. Sauvé, autre séminariste qui avait même six élèves dans les éléments latins.

Inutile d'ajouter que ces consolants résultats réjouissaient le cœur des missionnaires. C'était pour eux un précieux encouragement; et quel est l'heureux mortel qui n'a jamais besoin d'encouragement? Ils les compensaient, en outre, de l'ennui d'une espèce d'opposition qui, pour sourde qu'elle fût, n'en était pas moins remarquée à l'occasion par le directeur de la mission catholique, lequel en écrivait ainsi à son ordinaire: "Je me doute bien que le Nord-Ouest ne fera aucune avance pour la mission de la Rivière-Rouge surtout; elle est opposée à toutes leurs idées et à leurs intérêts. Comme leur com-



merce est un peu ténébreux, il n'aime guère la lumière des missionnaires, qui se trouvent directement en opposition avec eux. Il est honteux pour eux de l'avouer, mais il est facile de le comprendre sur les lieux''<sup>29</sup>.

Peut-on désirer une preuve plus claire que les ténèbres qui entouraient les opérations des traiteurs ne pouvaient coexister avec la lumière apportée par les représentants du Christ? Comme l'œuvre que ceux-ci venaient de fonder ne pouvait s'effacer devant les machinations des commerçants, il devenait nécessaire qu'ils se missent d'accord, afin de pouvoir agir au grand jour. Or juste vingt-cinq jours après que Provencher eût formulé la remarque que nous venons de lire, c'est-à-dire, le 26 mars 1821, les deux compagnies rivales s'unissaient à son issu en un tout qui devait s'appeler la compagnie de la baie d'Hudson!

C'est de Yamachiche, Bas-Canada, que le vicaire général révélait les dessous du commerce des fourrures. Il avait, en effet, cru nécessaire de faire un voyage à Québec, afin de rendre compte verbalement du progrès et des besoins de sa mission. Il voulait aussi prévenir, s'il était possible, une mesure de la plus haute importance pour lui-même et pour l'Ouest tout entier. Il s'était cru d'autant plus libre d'entreprendre ce grand voyage, qu'il venait d'obtenir les services d'un autre missionnaire, M. Thomas Destroismaisons, qui, ordonné le 17 octobre 1819, était arrivé à la Rivière-Rouge avec le M. Sauvé, natif de Vaudreuil, que nous avons déjà mentionné. La présence du nouveau prêtre dans l'Ouest rendait moins fâcheuse l'absence du vicaire général.

Celui-ci était donc parti le 16 août, emmenant avec lui M. Edge, qui ne paraissait pas avoir de vocation à l'état ecclésiastique. Nous allons présentement voir ce qu'était la mesure dont M. Provencher se croyait menacé.

29. A M<sup>gr</sup> Plessis; Yamachiche, 1<sup>er</sup> mars 1821.

## CHAPITRE VI

### PREMIER ÉVÊQUE DE L'OUEST

1820-23

En fondant l'Église de Saint-Boniface, les autorités religieuses n'étaient pas sans prévoir que, eu égard à la distance qui séparait la Rivière-Rouge de Québec, elle ne pourrait longtemps exister sans avoir un évêque à sa tête. De fait, il semblerait qu'on avait plus d'une fois fait allusion devant M. Provencher à l'imminence de cette évolution, commune à tout établissement de ce genre. Moins de deux mois après son arrivée à la "Fourche", le fondateur de la mission avait mentionné ce sujet dans une lettre à M<sup>sr</sup> Plessis. Il écrivait :

"Ce pays est encore bien jeune pour avoir un évêque... Une chose qu'il seroit peut-être bon de considérer, c'est que le choix de ce premier pasteur pourroit tomber mieux sur un autre que sur moi. Vous trouverez facilement dans votre diocèse un prêtre plus capable que moi de remplir cette haute dignité. Je suis déjà bien haut"<sup>1</sup>.

M. Provencher admettait sans peine la nécessité d'un ecclésiastique muni de pouvoirs épiscopaux pour diriger sa mission; mais il espérait que le choix des autorités tomberait sur d'autres épaules que les siennes. Le seul fait d'être évêque à la Rivière-Rouge impliquait une résidence à laquelle la mort seule pourrait mettre fin, dans cette contrée alors si peu favorisée de la fortune. Rien que la pensée d'un si long exil suffisait pour donner le frisson<sup>2</sup>. Avait-il

1. Fort Douglas, 15 août 1818.

2. De fait, le curé intérimaire de Yamachiche avouait franchement à son ordinaire qu'il avait quitté le pays, dans l'espoir de s'exempter d'y retourner (A M<sup>sr</sup> Plessis, 19 janv. 1821).

assez de détachement de lui-même pour se résigner à pareil sort ?

De plus, est-ce que les mots évêque et supériorité intellectuelle ne sont pas généralement considérés comme synonymes ? Or Provencher savait ce qui lui manquait sous ce rapport<sup>3</sup>. Et puis il n'était pas sans avoir ses antipathies aussi bien que ses sympathies : il ne pourrait évidemment, pensait-il, gouverner avec ce degré d'impartialité nécessaire pour commander une prompte obéissance.

Grande fut donc sa consternation lorsque, à son arrivée à Montréal, le 17 octobre 1820, il apprit qu'on lui avait obtenu des bulles, datées du 1<sup>er</sup> février précédent, qui le nommaient évêque titulaire de Juliopolis et coadjuteur de l'évêque de Québec pour le Nord-Ouest. Quand, quelques jours plus tard, on les lui remit à Québec, il ne voulut même pas en prendre connaissance, mais les rendit aussitôt à M<sup>gr</sup> Plessis, demandant du temps pour réfléchir sur les conséquences de pareille nomination, et se réservant le droit de la refuser.

M<sup>gr</sup> Plessis jugea à propos de ne pas insister pour le moment ; puis, comme le pauvre missionnaire était dépourvu de tout<sup>4</sup>, il le mit temporairement à la tête de la paroisse de Yamachiche.

Là, Provencher médita à loisir sur le terrible dilemme dans lequel il se trouvait. Il n'aurait pas voulu pour tout au monde retarder, même indirectement, les progrès de la mission de la Rivière-Rouge ; et pourtant tout en lui

3. Il avait été ordonné avant d'avoir complètement terminé ses études ecclésiastiques.

4. Il écrivait à ce propos : "Quand j'arrivai à Montréal, je n'avais plus rien : ni argent, ni habits convenables pour paroître en public. Je fus obligé d'emprunter quelques piastres pour m'acheter une soutane, des souliers et un chapeau. En attendant ces trois articles, il me fallut rester enfermé au logis, tant se trouvoient en mauvais état ceux qu'ils devoient remplacer".

semblait militer contre l'acceptation de la dignité qu'on lui offrait. Son humilité cachait à ses yeux cette pureté d'intention, ces vertus sacerdotales dont personne autre que lui ne pouvait douter, ce zèle brûlant pour la gloire de Dieu et le salut des âmes qui remplaçaient facilement chez lui des qualités intellectuelles plus brillantes, mais moins utiles, dont il avait d'ailleurs sa bonne part.

De sa retraite à Yamachiche, il écrivit à son évêque une longue lettre à propos des vues qu'on avait sur lui, lettre dont nous ne pouvons nous empêcher de citer une bonne partie. Parlant de lui-même à la troisième personne, il plaide ainsi la cause de l'humilité :

“Naturellement timide, aimant la vie retirée et solitaire, il feroit peut-être un pauvre religieux occupé à se sanctifier lui-même, mais jamais un homme d'affaires, jamais surtout un évêque, qui n'a pour ainsi dire le temps de penser à lui qu'après avoir pensé aux autres. Vous lui avez montré une voie qui va le perdre et qui perdra tout. Il s'agit de fonder une Église; y avez-vous bien pensé? Pauvre Église, que tu seras mal fondée!

“En vérité, je ne vois pas comment je pourrois accepter un fardeau si visiblement au-dessus de mes forces. Vous avez trop bonne opinion de moi, Monseigneur. Vous me croyez capable de tout; vous croyez me connoître, et je croyois aussi que vous me connoissiez. Élevé par vous, pour ainsi dire, aurois-je jamais pu soupçonner que vous songiez à m'élever si haut? En entrant dans le clergé, je me suis toujours proposé de me laisser conduire par mes supérieurs, sans hésiter ni murmurer; je l'ai fait passablement, je crois. Me défiant de ma jeunesse, me confiant dans votre prudence, j'ai tout sacrifié pour exécuter, je ne dis pas vos ordres, car vous ne m'avez jamais rien commandé, mais votre volonté suffisamment marquée. Je ne me plains pas de vous; vous m'avez toujours donné plus que je ne méritois...



“Vous m’avez fait grand vicaire; c’étoit déjà trop. J’ai accepté cette place, parce que vous vouliez donner un peu de lustre à cette mission qui commençoit. On a murmuré contre ma promotion: on n’avoit pas tout à fait tort en cela. Que n’en êtes-vous resté là? Pourquoi me mettre à la tête d’un clergé, quand j’ai peine à me soutenir dans mon état actuel? Mon Dieu, que ne suis-je encore dans le simple rang des vicaires! On ne songeroit pas à moi. Hélas! faut-il qu’en avançant en âge, plus qu’en vertu, je me voie forcé de regretter un état pour lequel j’ai eu de l’attrait dès mon enfance?”

Puis la pensée lui vient qu’on peut attribuer à de la lâcheté son refus de l’épiscopat. Il continue donc: “Ne croyez pas que ce soit la peur des misères et des fatigues qui me fasse parler ainsi. Je ne me suis pas fait prêtre pour amasser de l’argent; j’irai, s’il le faut, consacrer ma jeunesse à la Rivière-Rouge, mais comme simple prêtre; parlez, je vous obéirai. Mais pour l’épiscopat, c’est autre chose: jamais je ne pourrai me persuader que je suis né pour être élevé à un si haut rang”<sup>5</sup>.

M. Provencher écrivit le même jour à un ami personnel qui devait, cinq jours plus tard, être sacré évêque de Telmesse et devenir coadjuteur de l’évêque de Québec pour Montréal<sup>6</sup>. Il sollicitait de lui une opinion sans réticence sur la ligne de conduite qu’il devait suivre dans

5. Yamachiche, 16 janv. 1821.

6. Cet ami n’était autre que M<sup>sr</sup> Jean-Jacques Lartigue, enfant de Montréal, où il était né le 20 juin 1777, et dont il allait devenir le premier évêque (13 mai 1836). Esprit vif et quelque peu autocratique, ou du moins homme assez brusque dans ses manières, ce prélat était physiquement l’antithèse de son correspondant: aussi petit que celui-ci était grand. Cette disparité de taille devenait encore plus sensible lorsque, plus tard, les circonstances mettaient les deux amis près l’un de l’autre. Dans les grandes cérémonies, M<sup>sr</sup> Lartigue portait une mitre gothique, c’est-à-dire très haute. Et pourtant même alors la croix qui la surmontait venait à peine à l’épaule de M<sup>sr</sup> Provencher!

les circonstances. “Monseigneur [de Québec] devrait me connoître assez pour ne pas penser à moi”, mandait-il à M<sup>sr</sup> Lartigue. “Enfin, je suis bien décidé, sans faire grand bruit, à me défendre tant que je pourrai”.

Le comble de l’humilité est, croyons-nous, de vouloir passer pour un orgueilleux et un ambitieux. Or M. Provencher appréhendait les jugements du monde sur le refus qu’il faisait de la dignité offerte; il craignait aussi de scandaliser par une contention trop prononcée avec son ordinaire. Aussi se hâtait-il d’ajouter: “Je n’aimerois pas que le monde connût mes sentiments sur cette matière. J’aime mieux qu’on me croie désireux de l’épiscopat que de me rendre coupable du mal qui pourroit résulter d’une rupture ouverte”.

Il terminait en disant: “Voilà sincèrement ce que je pense; dites-moi avec la même franchise ce que vous pensez vous-même. J’ai beaucoup de confiance dans vos conseils, vos lumières et votre esprit de Dieu”.

Son correspondant lui conseilla de céder. En conséquence, le 19 mars 1821, M. Provencher notifia son consentement à son ordinaire. Il resta pourtant encore un an à Yamachiche, dans le but de créer des ressources à sa pauvre mission, et aussi afin de pouvoir chercher des recrues dans les séminaires et les collèges. Il n’en trouva qu’une, M. Jean Harper, Canadien-français caché sous un nom anglais, qui consentit à le suivre<sup>7</sup>.

Le 12 mai 1822, Provencher fut sacré par M<sup>sr</sup> Plessis, et devint par là même coadjuteur de ce prélat pour le Nord-Ouest, vu que les autorités civiles refusaient encore de permettre, au Canada, la création d’une hiérarchie catholique, avec métropolitain et suffragants. Le 1<sup>er</sup> juin

7. M. Jean Harper, qui devait lui rendre de grands services, surtout au point de vue de l’éducation, était né à Québec le 6 sept. 1801, et avait fait ses études classiques au séminaire de cette ville.

de la même année, il repartait pour sa lointaine mission, avec M. Harper pour compagnon.

Le voyage de retour fut, pour le nouvel évêque, l'occasion d'une sorte de désappointement, vu que, au dernier moment, les officiers de la compagnie de la baie d'Hudson l'avertirent qu'ils ne pouvaient lui accorder le passage sur lequel il avait compté. Il dut donc équiper un canot à ses propres frais, et ainsi furent dissipées les économies qu'il avait faites à Yamachiche et ailleurs.

En route, il régénéra de nombreux enfants dans les eaux du baptême, et réconcilia plusieurs pêcheurs avec leur Dieu. Le 7 août 1822, il rentrait à Saint-Boniface, où ses anciens paroissiens, maintenant ses diocésains, lui firent une réception remarquable par les bruyantes démonstrations de joie dont elle fut accompagnée.

Il ne s'y trouvait que depuis un jour, quand il dut s'occuper d'une affaire qui, pendant assez longtemps, menaça de dégénérer en une source de grands ennuis pour lui et pour son peuple. Nous avons déjà vu que, en raison de sa proximité des bandes de bison, Pembina était alors le grand point de ravitaillement de la colonie<sup>8</sup>, tandis que Saint-Boniface et ses environs avaient été trois fois visités par des nuées de sauterelles, qui avaient détruit les récoltes des champs, les produits des jardins et jusqu'à l'herbe de la prairie. Ces circonstances expliquaient facilement la prépondérance de la population à la première place.

Mais un traité, conclu le 20 octobre 1818 entre les gouvernements de Londres et de Washington, avait laissé aux États-Unis tout le territoire au sud du 49° degré de

8. Pembina était le nom d'une rivière, d'un fort, d'une colonie et même d'une montagne, et ce mot rappelait dans chaque cas une espèce de fruit sauvage, the *Viburnum oxicoccus* des botanistes, qui offrait lui-même une ressource économique appréciée des premiers habitants du pays, et que ne dédaignèrent pas les colons qui vinrent plus tard.





Mgr PROVENCHER





latitude, et l'on venait de découvrir que Pembina se trouvait juste en dehors des possessions britanniques dans l'Amérique du Nord. D'un autre côté, l'exécuteur testamentaire de lord Selkirk (mort à Pau, France, le 8 avril 1820) avait vu avec une peine qu'il ne put dissimuler l'abandon relatif de la "Fourche" par les métis et les Canadiens-français.

Cet exécuteur se nommait John Halkett, et il était le beau-frère de lord Selkirk. Malheureusement, il était loin de partager la sympathie de ce dernier pour les catholiques<sup>9</sup>. Il venait de partir pour le fort Norway, d'où il pensait passer à la baie d'Hudson et de là en Angleterre, après avoir réglé certaines affaires concernant la succession aux droits du défunt lord. Mais il avait laissé en partant une lettre adressée à M<sup>gr</sup> Provencher, dans laquelle il sommait le nouveau prélat, en termes assez raides et plutôt inconvenants, de rappeler son peuple du territoire américain, et de l'établir dans le voisinage du fort Douglas.

Les raisons qu'il avançait en faveur de pareille mesure étaient assez plausibles, mais son exécution n'était pas aussi facile qu'il se l'imaginait. C'est pourquoi l'évêque déclara carrément, dans une lettre qu'il adressa à Halkett trois jours après son propre retour à la Rivière-Rouge, que "cette émigration est absolument impossible - cette année, parce que personne ne sera pressé de s'établir à la Fourche pour évidemment y mourir de faim". Il va même jusqu'à affirmer que, "bien loin que la Fourche soit capable de nourrir des émigrés de Pembina, il faudra qu'une partie des habitants de la Fourche aille encore cet hiver chercher la vie à Pembina".

9. Il paraît évident que de même que lord Selkirk avait travaillé personnellement à la fondation de la mission catholique, de même avait-il au moins souhaité la promotion de son supérieur à la dignité épiscopale. "C'est un appui fort clair pour leur colonie", en avait-il écrit dès le 1<sup>er</sup> mars 1821 à M<sup>gr</sup> Plessis.

Il ajoutait que le plus tôt qu'une mesure comme celle que Halkett avait en vue pût se réaliser, était le printemps suivant; puis il finissait par dire à son peu aimable correspondant: "Je crois qu'il auroit été mieux de faire connoître vous-même vos intentions aux gens de Pembina. Pour moi, je ne puis que les engager à quitter l'endroit".

Halkett reçut cette communication à la factorerie de York. Il y répliqua le 30 août, par une missive qui se faisait remarquer par un ton presque aussi péremptoire, et, à la demande du prélat qu'il fût permis de s'établir au lac Manitoba, où ceux des Canadiens et des métis qui n'aimaient point l'agriculture eussent pu vivre de pêche, l'inexorable Écossais répondit par un refus formel.

Par suite de cette correspondance, l'évêque de Julopolis dut aller passer quelques jours à Pembina (janvier 1823), afin de préparer ses ouailles à l'exode décrété par le successeur de lord Selkirk. Il leur dit alors que l'exécution de cette mesure le mettait dans la nécessité de rappeler M. Dumoulin, et les engagea à transférer leur domicile à Saint-Boniface, ou aux environs.

Quelques-uns suivirent son conseil. D'autres, plus nombreux, remontèrent l'Assiniboine, et, à quelque vingt milles de la Fourche, fondèrent, sur la plaine du Cheval-Blanc <sup>10</sup>, l'établissement qui devait plus tard s'appeler Saint-François-Xavier. Cuthbert Grant, le même qui avait dirigé les métis à la bataille de la Grenouillère, doit être considéré comme le fondateur du nouveau centre <sup>11</sup>.

10. Nom qui était dû, paraît-il, au fait que les métis y avaient trouvé un cheval de cette couleur, qu'on dit avoir été très rare parmi leurs montures.

11. A cause de l'importance de ce personnage, il convient d'entrer dans quelques détails à son sujet. D'après sir Georges Simpson, qui l'appelle "le fameux Cuthbert Grant" (20 mai 1822), "les métis et les Indiens de cette partie du pays le regardent avec grand respect; de fait, il n'y a pas un homme dans tout le pays qui possède sur eux la

Ayant quitté le service de la compagnie, qui l'avait admis au nombre de ses commis peu après la Coalition, il fixa sa résidence non loin de l'Assiniboine, sur les confins de la plaine susmentionnée, et son exemple fut immédiatement suivi par un certain nombre d'habitants de Pembina, métis comme lui et ses parents pour la plupart.

C'était au printemps de 1824.

D'autres, parmi les anciennes ouailles de M. Dumoulin, finirent par s'établir au lac Manitoba, malgré l'édit de Halkett. Enfin, trente-cinq Canadiens envoyèrent à Washington une pétition, dans laquelle ils sollicitaient la protection du gouvernement américain.

Cette pièce fut l'occasion de plaintes de la part de quelques-uns des fonctionnaires de la compagnie de la baie d'Hudson qui semblaient disposés à en rejeter tout le blâme sur M<sup>st</sup> Provencher, bien qu'en réalité celui-ci eût fait tout ce qui dépendait de lui pour obtenir un résultat contraire. Ces rumeurs étant parvenues aux oreilles

moitié de son influence". Né en 1796, Grant n'avait pas plus de vingt ans quand il dirigea métis et Canadiens à la bataille de la Grenouillère. Et pourtant il était déjà commis au service de la compagnie du Nord-Ouest, indices indubitables de capacités plus qu'ordinaires. La part qu'il avait prise à cette malheureuse affaire milita naturellement contre son acceptation comme membre de la nouvelle corporation, après la fusion du printemps 1821. Mais telle était son importance au pays que, pas plus d'un an après, le gouverneur Simpson parlait de l'introduire subrepticement (*he might be smuggled in*) dans la compagnie de la baie d'Hudson.

Le plan de l'habile fonctionnaire se réalisa bientôt; mais, pour une raison ou pour une autre, le chef métis ne resta pas longtemps à son service. Il en sortit en 1824, au plus tard, pour s'établir à Pembina. C'est de là qu'il alla fonder la colonie de la plaine du Cheval-Blanc. Dès lors, il fut regardé même par les blancs, y compris les missionnaires, comme un gentilhomme de campagne. Non seulement il reçut le titre de "gardien des plaines", mais, le 12 fév. 1835, il devenait juge de paix pour le quatrième district, et le 30 avril suivant, il entra au conseil d'Assiniboia. Puis on devait lui conférer toute une série de titres, auxquels il est inutile de nous arrêter ici.



de son supérieur à Québec, ce dernier, qui connaissait l'animosité de Halkett contre les missionnaires catholiques, craignit un instant que cet homme ne réussît à mettre en danger l'avenir de leur établissement à la Rivière-Rouge.

En conséquence, il demanda que si, en dépit de leur conduite irréprochable, des plaintes étaient envoyées à Londres contre ces prêtres, on ne préjugéât point la question, mais qu'on fournît aux accusés l'occasion de se défendre <sup>12</sup>. Halkett répondit qu'aucune plainte de cette nature n'était parvenue à Londres, mais que le comité de la Compagnie avait reçu avis que la pétition aux autorités américaines avait dû être rédigée et passée de main en main avec l'approbation, sinon l'intervention active, du prêtre catholique. Halkett s'empressait d'ajouter que "cela paraît extrêmement invraisemblable" <sup>13</sup>.

En ce qui regardait le personnel de la mission, l'abandon du poste de Pembina eut un fâcheux résultat. L'abbé

12. Le 19 janv. 1824.

13. Londres, 14 avril 1824. Le 12 juin de l'année suivante, Provencher, qui connaissait sa position délicate en pareille occurrence, écrivait à M<sup>sr</sup> Plessis: "Il est bien vrai que lorsque le major Long est passé à Pembina, les gens du lieu l'ont chargé d'une requête pour le congrès américain; mais il est très faux qu'elle ait été faite à notre instigation, puisque aucun de nous n'y étoit, qu'il n'en avoit jamais été question, et que nous ne l'avons su que longtemps après le passage du major. Je ne sais comment était conçue cette requête, qui a fait peu de bruit ici".

Quant à John Halkett lui-même, il semble avoir été un homme instruit, mais qui se laissait trop influencer par ses préjugés religieux. En 1825, il publia (à Londres) un livre intitulé *Historical Notes respecting the Indians of North America*, qui dénote de l'érudition, mais est parfois défiguré par l'exhibition d'idées préconçues contre tout ce qui est catholique. Par exemple, à la p. 371, il parle sur un ton dédaigneux des "doctrines abstruses, vaines cérémonies, règlements gênants et pénitences vexatoires approuvées par les premiers Jésuites (en Amérique)" il aurait sans doute pu ajouter "et par l'Église catholique entière".

Dumoulin, tout excellent prêtre qu'il était, avait déjà laissé la vision d'amis, parents et clocher du village natal envahir son imagination, et retirer graduellement son cœur du théâtre de ses travaux apostoliques. Il prétexta sa retraite forcée de Pembina pour demander son retour au Canada.

Ce n'était là que le commencement d'une longue série de semblables départs, qui devaient être la source d'angoisses sans cesse renouvelées pour le chef de la mission. Ce prélat n'ayant aucun moyen de recruter son clergé, tenait naturellement à le garder le plus longtemps possible. Or il ne s'était pas plus tôt réjoui de l'arrivée d'un nouvel ouvrier dans la vigne du Seigneur, qu'un autre, qui n'était resté que quelques années avec lui, jetait déjà des regards d'envie sur ceux qui venaient de retourner au pays natal, et faisait des plans pour arriver à les suivre dans le plus bref délai.

A part le sentiment naturel qui pousse les âmes trop faiblement trempées à se reporter sans cesse au foyer paternel et aux amis d'enfance, il y avait à la Rivière-Rouge les privations extrêmes que les missionnaires avaient à souffrir. A ces privations, l'on pouvait ajouter l'état de pénible insécurité dans lequel ils devaient passer leur vie, et qui n'était nulle part plus prononcé qu'à Pembina. A la date du 10 novembre 1822, le pasteur de cette localité écrivait que, si le côté spirituel de sa mission était satisfaisant, il s'en fallait qu'on en pût dire autant de son état au point de vue matériel.

Les choses étaient allées si loin que, au printemps de l'année précédente, les colons avaient dû envoyer au roi une pétition dans laquelle ils demandaient l'expédition de troupes, pour les protéger contre les incursions des sauvages américains. M. Dumoulin avait même adressé une requête à l'évêque de Québec, qu'il priait

d'appuyer cette pétition de son influence<sup>14</sup>. Et pourtant, vers la fin de 1822, ce même prêtre enregistrerait le massacre, en quatre différentes attaques, de pas moins de douze de ses gens par les Sioux, dans l'espace d'une seule année!

Un autre effet du passage de John Halkett sur la liste des hommes publics de la Rivière-Rouge, fut la destitution d'Alexandre Macdonell, qui dut céder sa place comme gouverneur de la colonie au capitaine André Bulger. Alexandre Ross représente le premier comme un fonctionnaire peu idéal, et la plupart des auteurs subséquents se sont crus obligés de rééditer ses critiques à ce sujet. Cet historien va même jusqu'à assurer ses lecteurs que "le peuple lui donna par dérision le sobriquet de "gouverneur sauterelle", parce qu'il fut, dit-il, "aussi destructeur à la maison que les sauterelles le sont dans les champs"<sup>15</sup>. L'écrivain presbytérien parle alors des secrétaires, assistants-secrétaires, comptables, ordonnances, valets, cuisiniers et sommeliers dont il s'entoura, et se plaît à mentionner les "bals, danses, désordres et orgies" qui régnèrent au fort Douglas pendant son administration.

Il est pour le moins étrange que, au cours d'une volumineuse correspondance, dans laquelle ils se montraient aussi explicites que possible sur une foule de questions, MM. Provencher et Dumoulin n'aient pas eu un seul mot à dire des festins et de la débauche qui, s'il faut en croire Ross, semblent avoir régné en permanence au poste de Macdonell. L'un et l'autre ecclésiastique furent les hôtes de cet officier, et plus tard le premier se permettait de rappeler certains détails qui trahissaient clairement la pauvreté de sa table<sup>16</sup>.

14. Dumoulin à M<sup>gr</sup> Plessis, 5 juin 1821.

15. *The Red River Settlement*, p. 64.

16. On n'y voyait, d'après lui, ni pain ni légumes, pas plus que de beurre, de thé ou de sucre, mais seulement de la viande sèche de bison.

De plus, l'historien D. Gunn, qui non seulement avait été huit ans dans le pays lorsque Macdonell fut mis à la retraite, mais fait preuve d'une amertume constante pour tout ce qui touche de près ou de loin la compagnie de la baie d'Hudson, n'a pas la plus petite allusion à la prétendue dissipation du gouverneur catholique. Au contraire, après avoir remarqué que pendant le temps qu'il présida aux destinées de la colonie naissante, celle-ci avait été affligée par la malice humaine sous la forme d'hostilités qui venaient du dehors, hostilités auxquelles il fallait ajouter les ravages des sauterelles, cet Écossais protestant ne peut s'empêcher d'affirmer que "M. Macdonell a droit à quelque crédit, pour avoir établi et maintenu la paix et l'ordre au sein des différentes nationalités représentées par le peuple qu'il gouverna" <sup>17</sup>.

A ce témoignage d'un homme qui n'avait aucun intérêt à plaider la cause de Macdonell, nous pourrions ajouter le fait qu'Angus Matheson et dix-sept autres colons déclarèrent solennellement <sup>18</sup> qu'ils n'avaient aucune critique à faire sur son gouvernement de la colonie, mais qu'au contraire ils étaient on ne peut plus satisfaits de la manière dont ils avaient été traités par lui.

En outre, le premier ministre protestant de la Rivière-Rouge, dont nous avons enregistré les remarquables dispositions anti-papistes, fut, lui aussi, l'hôte de Macdonell. Or il ne dit que du bien de ce gouverneur dans son journal. Ce fonctionnaire "eut", écrit-il, "la bienveillance de m'accorder une chambre pour l'office divin le jour du sabbat" <sup>19</sup>. Non seulement West ne vit au fort ni luxe ni extravagance, mais il dit même positivement que la résidence qu'on lui trouva ensuite sur la ferme de

17. *History of Manitoba*, p. 221.

18. Cf. *Dominion Archives, Selkirk Papers*, XIX, 6405.

19. *Journal*, p. 22.



lord Selkirk était "plus confortable"<sup>20</sup> que celle qu'il avait près de Macdonell. Plus loin, il note la "bienveillante attention"<sup>21</sup> du soi-disant débauché de Ross, qui lui avait donné deux serviteurs armés comme addition à sa suite, lors d'un voyage qu'il fit à Qu'Appelle. Enfin il nous le montre<sup>22</sup> pratiquant "la plus stricte économie".

De dérèglements, d'extravagance et d'orgies, pas un mot. A qui fera-t-on croire que si les critiques de Ross avaient été fondées, le ministre protestant aurait pu les cacher au point de n'y pas faire la moindre allusion dans les 210 pages de son journal ?

Cela n'empêche pourtant pas un auteur récent, le Dr Edm.-H. Oliver, d'affirmer carrément qu'il ne "semble pas y avoir beaucoup de doute que Macdonell ne se soit rendu coupable de dérèglements grossiers et d'extravagance"<sup>23</sup>. On aimerait à savoir sur quelle autorité, autre que celle de Ross, Oliver se repose pour émettre une opinion si catégorique. Car enfin pareilles dénonciations ne se lancent point sans preuves. Et puis le témoignage de M<sup>gr</sup> Provencher et d'un anti-catholique comme West, qui furent tous les deux les commensaux du gouverneur incriminé et purent l'étudier tout à leur aise, vaut bien, ce semble, celui d'un homme comme Alexandre Ross, fameux par ses antipathies, et qui ne vint au pays que trois ans après le règne de celui qu'il critique si vertement<sup>24</sup>.

20. *Ibid.*, p. 25.

21. *Ibid.*, p. 34.

22. *Ibid.*, p. 80.

23. *Review of Historical Publications relating to Canada*, vol. XVIII, p. 212.

24. Nous ne pouvons voir non plus la relation qu'il y a entre la mauvaise opinion que le gouverneur Semple avait du caractère d'Al. Macdonell et les *mœurs*, ou la conduite privée, du même individu. Le malheur voulut que celui-ci restât au conseil d'Assiniboia après qu'on lui eût enlevé la charge de gouverneur de la colonie. Il va sans dire

C'est pourquoi, sans vouloir faire d'Alexandre Macdonell un modèle de perfection, le seul fait que son renvoi fut dû à l'intervention d'un fanatique comme Halkett, nous porte à mettre au compte d'une étroitesse d'esprit provenant de préjugés religieux beaucoup des accusations lancées contre lui par l'historien presbytérien. En toute sincérité, nous croyons que les auteurs qui se piquent d'impartialité devraient y regarder à deux fois avant d'admettre dans leurs pages une critique d'après coup, contredite par les documents contemporains.

Quoi qu'il en soit, M. Dumoulin s'en alla le 16 juillet 1823, après exactement cinq ans de bons services à la Rivière-Rouge. Un seul prêtre, M. T. Destroismaisons, restait à M<sup>sr</sup> Provencher, et M. Dumoulin n'était pas plus tôt parti que le premier commençait déjà à penser à son propre retour dans l'est <sup>25</sup>. Il est vrai que l'évêque avait aussi avec lui ce M. Harper qu'il avait lui-même amené du Bas-Canada. Mais cet ecclésiastique n'était encore que dans les ordres mineurs.

C'est à lui que revient l'honneur d'avoir été le premier ministre des autels ordonné dans les "pays d'en-haut." M<sup>sr</sup> Provencher l'avait tonsuré le 18 août 1822, et lui avait conféré les ordres mineurs le jour de la Pentecôte, 13 mai 1823. Le 27 mai de l'année suivante, il allait l'admettre au sous-diaconat, et peu après, le jour de la Saint-Pierre, au diaconat.

qu'un fonctionnaire qui a joui des douceurs de la première place, est souvent assez porté à ne pas tout voir du même œil que son successeur. En outre, il ne faut pas oublier que Simpson était encore jeune lorsqu'il écrivait à propos de Macdonell, et chacun sait que pour peu que celui-ci ait eu l'audace de s'affirmer devant celui qui devait être appelé "l'empereur de l'Amérique Britannique", il ne pouvait être bien vu de lui. Il n'y avait point de place pour les deux à la fois à la Rivière-Rouge.

25. "M. Destroismaisons reverroit le Canada sans peine" (Provencher à M<sup>sr</sup> Plessis, 16 juil. 1823).

## CHAPITRE VII

### ÉDUCATION

1822-27

Un seul prêtre avec un minoré, tel était donc tout le clergé de l'évêque de Juliopolis au mois d'août 1823. Et pourtant, le besoin de bons ouvriers se faisait vivement sentir, dans ces missions où presque tout était encore à créer. Sans parler des Indiens, pour lesquels rien de sérieux n'avait jusque-là pu être tenté, le nombre des catholiques augmentait de jour en jour, soit par l'accession de nouveaux venus, soit par l'accroissement naturel, ou même par les conversions du protestantisme. Dès le mois d'août 1821, les catholiques étaient au nombre de huit cents dans la vallée de la rivière Rouge. Saint-Boniface en comptait trois cent cinquante, avec quarante-six catéchumènes, et Pembina quatre cent cinquante, plus cinquante catéchumènes. De plus, il ne faut pas oublier que ces fidèles étaient dispersés sur une assez grande étendue de pays, puisque, jusqu'à une époque relativement rapprochée de nous, il n'y eut aucun centre de population, ou du moins aucune agglomération ressemblant même à un village, dans ce qui est aujourd'hui le Manitoba, à plus forte raison dans les régions plus à l'ouest.

Au commencement de 1822, des émigrés suisses étaient arrivés, parmi lesquels se trouvaient sept catholiques<sup>1</sup>. Puis, par suite de la fusion des deux compagnies de traite en 1821, de nombreux postes, qui avaient été établis uniquement dans un but de compétition, se trouvèrent inutiles. Ils furent donc abandonnés, et leurs engagés, désormais sans emploi, tournèrent les yeux vers la Rivière-Rouge, où ils se rendirent avec leurs familles, et contri-

1. Destroismaisons à M<sup>gr</sup> Plessis, 30 août 1821.

buèrent ainsi à grossir considérablement les rangs de la population catholique.

Cette augmentation et les besoins qui s'ensuivirent suscitèrent, pour les missionnaires, certaines questions d'ordre matériel. Les 10.392 arpents de terre concédés à la mission par lord Selkirk lui eussent été parfaitement inutiles, s'il n'eût été loisible à ceux qui devaient en bénéficier, pendant le temps qu'ils y exerçaient leur ministère, de mettre ce domaine en culture, ou d'en retirer quelque avantage pécuniaire, en le louant ou le vendant, en tout ou en partie. Cette alternative avait porté M. Dumoulin à envoyer, au nom de l'évêque de Juliopolis, une série de neuf questions au gouverneur Bulger. L'une d'elles avait trait aux droits de la mission relativement aux baux, et avait pour but d'apprendre si l'on ferait objection à ce que Provencher concédât des terres sur la Seine, moyennant une rente déterminée, avec droits de "lods et ventes", tels que ceux dont jouissaient alors les seigneurs du Bas-Canada.

En date du 14 septembre 1822, le gouverneur répondit du fort Douglas que n'importe quel parti pouvait acheter ou louer une terre de la mission catholique, pourvu qu'il ne fût pas tenu par un engagement préalable de s'adresser pour cela à la succession de lord Selkirk. Mais, il ajoutait que les droits seigneuriaux n'étaient point reconnus, et "qu'on ne permettrait jamais de les voir en vigueur, dans les territoire concédé au comte de Selkirk par la compagnie de la baie d'Hudson".

M. Dumoulin demandait, en outre, si l'on pouvait céder une partie de la terre de la mission aux Meurons. La réponse fut négative, parce que, disait-on, les Meurons s'étaient engagés à prendre des terres directement dans le domaine de lord Selkirk<sup>2</sup>.

2. Ces questions sont, avec les sept autres, consignées dans l'ouvrage du juge A. MARTIN, *Hudson's Bay Land Tenures*, pp. 100-02. Nous



Il est donc évident, par cette correspondance, que l'arrivée des gens du nord en 1822 ne fut pas sans faire impression, ni sans créer certaines complications, parmi les catholiques de la Rivière-Rouge. D'autre part, les abjurations du protestantisme, sans être fréquentes, réjouissaient parfois le cœur du directeur de la mission. En août 1822, la conversion d'une dame écossaise est enregistrée dans la chronique locale, et, deux ans plus tard, M<sup>sr</sup> Provencher prenait plaisir à annoncer celle de plusieurs femmes suisses mariées à des catholiques. Il ajoutait même que d'autres devaient probablement suivre dans un avenir rapproché. Il y avait en outre les enfants d'autres Suisses qui, ne comprenant pas l'anglais, étaient aussi destinés à tomber tôt ou tard dans le sein de l'Église catholique<sup>3</sup>—preuve irrécusable de l'influence ultime de la langue sur les convictions religieuses.

Ces accessions faisaient plus que contrebalancer les défections des premières années, mentionnées par le ministre protestant, dont l'influence, du reste, ne paraît pas avoir beaucoup effrayé M<sup>sr</sup> Provencher. Ce prélat allait, en effet, jusqu'à écrire, à la date du 29 novembre 1822: "Celui qui est ici ne paraît pas fort estimé, ce qui le rend moins dangereux. Il n'a pas encore de chapelle, mais seulement une maison d'école, où il y a un maître

y trouvons aussi le tarif des rentes qui se payaient alors à la Rivière-Rouge, et qui était comme il suit:

Les première et deuxième années, on ne demandait pas de rente.

La troisième année, la rente était de dix boisseaux de blé par cent arpents.

La quatrième année, la rente était de quinze boisseaux de blé par cent arpents.

La cinquième année, la rente était de vingt boisseaux de blé, et elle restait la même pour toutes les années subséquentes.

La terre s'était d'abord vendue à raison de \$2.00 l'arpent; mais en 1822 on n'en demandait plus que cinq chelins.

3. Provencher à M<sup>sr</sup> Plessis, 15 juillet 1824.

et une douzaine d'écoliers. Il a aussi un ou deux petits sauvages, mais qui ne sont pas d'ici" <sup>4</sup>.

De son côté, bien qu'il eût quitté la mission de la Rivière-Rouge, M. Dumoulin ne continuait pas moins à la porter dans son cœur, et faisait tout ce qu'il pouvait, étant donné les circonstances, pour en favoriser l'extension. Il publia en 1824 un petit mémoire, destiné avant tout à justifier la création d'une circonscription épiscopale dans ce pays lointain. Plusieurs en parlaient comme d'une mesure inutile, ou du moins prématurée. Il en prit occasion pour faire remarquer que, lors de son propre départ de l'Ouest, on avait déjà administré huit cents baptêmes, célébré ou régularisé cent vingt mariages et fait faire la première communion à cent cinquante personnes. Il ajoutait que ce pays contenait déjà plus de catholiques que n'en avait le district de Boston, quand il fut érigé en diocèse.

Puis M. Dumoulin portait aux nues les vertus de l'évêque de Juliopolis, et terminait son factum en sollicitant des souscriptions pour l'aider dans sa grande entreprise, se portant lui-même sur la liste de ses bienfaiteurs pour la somme de quinze livres sterling <sup>5</sup>.

Cette donation, et celles qu'elle appelait, devaient être reçues avec d'autant plus de reconnaissance que la mission de la Rivière-Rouge avait alors grandement besoin du nerf de la guerre. "Les exécuteurs de lord Selkirk épargnent le plus qu'ils peuvent", écrivait M<sup>sr</sup> Provencher, qui allait jusqu'à dire: "Je pense que si la mission étoit à demander, elle ne le seroit [pas d'ici à] longtems. Je doute qu'on nous voie d'un bon œil; M.

4. Il les avait emmenés avec lui des forts York et Norway, et ils devaient plus tard être connus sous les noms d'Henri Budd et de James Settee, et devenir tous les deux missionnaires anglicans.

5. *Notice sur les missions de la Rivière-Rouge; Saint-Pierre*, 10 mars 1824.

Halkett a fait voir [que non] en plus d'une rencontre. Il paroît être parti monté de York. Il avoit écrit au capitaine Bulger de ne point nous donner de vin, et il paroît qu'il en avoit dit autant à l'agent de la Compagnie"<sup>6</sup>.

L'évêque de la Rivière-Rouge faisait ces remarques au cours de 1823. En toute justice pour ceux qui dirigeaient alors la colonie, il convient pourtant d'ajouter qu'ils devaient l'année suivante, reconnaître officiellement l'imposition de la dîme dans les limites de leur juridiction, ce qui, du reste, leur étoit facile et n'entraînait pour eux aucun sacrifice. "Le conseil du pays, composé des gouverneurs et autres principaux, a autorisé le payment de la dixme pour cette année, sur le même pied qu'au Canada", écrivait M<sup>sr</sup> Provencher à la date du 1<sup>er</sup> juin 1824. Il serait intéressant d'apprendre combien lui rapporta cet impôt prélevé sur des gens qui ne possédaient guère que leur cheval de course et leur fusil de chasse.

Une des principales causes de dépenses à la nouvelle mission étoit les écoles entretenues par l'évêque et ses prêtres. On peut dire sans exagérer que le clergé catholique fut constamment unanime à les regarder comme une œuvre d'une importance vitale. Quand on considère l'extrême instabilité de la population qui formait alors son troupeau, il nous est bien permis d'admirer ses persévérants efforts dans cette direction, d'autant plus qu'ils étoient si peu appréciés des parents, Canadiens ou métis habitués à la vie errante des prairies, où la possession d'une bonne éducation littéraire étoit loin de paraître indispensable.

Ainsi, en 1821, M. Sauvé demandait encore des livres

6. 16 juillet 1823. Il va sans dire que le vin étoit pour la célébration des saints mystères.

de lecture élémentaires, quelques grammaires, des *Epitome* et autres livres de classe <sup>7</sup>. Quelques mois après, le directeur du collège improvisé avait besoin d'ouvrages sur l'histoire et de livres de piété <sup>8</sup>.

Et ce n'était pas tout. Même à cette époque si rapprochée de la fondation de la mission, la pensée du clergé se portait vers l'avenir. Les missionnaires auraient voulu tirer des éléments si disparates dont se composaient leurs paroisses en formation, des recrues pour remplir leurs propres rangs, lorsqu'ils se seraient vus contraints d'abandonner leurs travaux. Dans ce but, ils s'efforçaient de préparer au sacerdoce des enfants canadiens ou métis. Nous voyons en 1822 Provencher se préoccuper de l'acquisition de dictionnaires français-latins et latins-français, ainsi que de quelques exemplaires des classiques de Rome, dont il avait besoin pour ses élèves <sup>9</sup>. Plus tard, en juin 1824, il parle de deux jeunes gens, assez bien doués au point de vue intellectuel, qui avaient passé par l'école élémentaire de M. Harper à Saint-Boniface, et allaient incontinent commencer leur cours classique.

Même alors, il avait deux autres garçons dans les auteurs latins, auxquels il servait lui-même de professeur. Ils avaient déjà vu tout l'*Epitome*, le *De Viris illustribus*, *Cornelius Nepos*, quatre livres de Quinte-Curce, les quatre Évangiles, les Actes des Apôtres et l'Imitation en latin. "Ils commencent à entendre la versification", écrit-il, "ont un abrégé de géographie, et suivent les belles-lettres pour les voir cet été."

Puis vient l'expression significative d'un souhait cher

7. Lettre de M<sup>gr</sup> Provencher; Yamachiche, 14 juin.

8. *Ibid.*, 1<sup>er</sup> oct. 1821.

9. Yamachiche, 18 mai 1822.



à son cœur: "Dieu veuille", dit-il "qu'ils ne m'échappent point"<sup>10</sup>!

Ce souhait ne devait pas se réaliser. Ni de son propre vivant, ni pendant la plus grande partie de l'épiscopat de son successeur immédiat, aucun métis ne parvint à la prêtrise dans l'Ouest canadien. Mais, au point de vue des avantages qui découlent d'une éducation supérieure, on ne peut assurément qu'admirer, et enregistrer pour la postérité, ces efforts d'hommes qui manquent presque du nécessaire, et donnent pourtant à ces enfants de mères indiennes une éducation qui les place, intellectuellement, au-dessus de la plupart des blancs<sup>11</sup>.

Eu égard à l'état prospère de la grande institution maintenant si universellement connue dans l'Ouest sous le nom de collège de Saint-Boniface, il peut être opportun d'ajouter un mot sur ses débuts. Ses premiers élèves, dont les noms nous soient parvenus, furent un Canadien-français du nom de Sénécal et un métis appelé Victor Chénier, dont le père, originaire de Lachine, se trouvait en 1825 à Pembina, où il vivait dans des conditions de fortune peu brillantes.

Quant à la date de fondation du cours classique, et partant du collège actuel, nous croyons pouvoir la fixer à 1821. En effet, dès le mois de juin de cette année, M. Sauvé avait, comme nous l'avons vu, demandé des livres de classe latins à M. Provencher, alors à Yamachiche, et, vu l'enthousiasme que ce dernier manifesta dans la suite pour l'instruction supérieure, il est invraisemblable qu'il ait négligé de faire droit à la requête de son séminariste-professeur, alors qu'il lui était si facile de l'accorder. D'un autre côté, rien ne nous porte

10. Le 1<sup>er</sup> juin 1824.

11. Et qui devait plus tard, ainsi qu'on le verra, leur assurer des positions sociales et gouvernementales fort enviées, qu'ils surent occuper à la satisfaction de tous.

à croire que ces livres une fois à la Rivière-Rouge, on les ait laissé moisir dans les armoires de la mission. Et puis il y a l'argument irréfutable qu'au printemps de 1821, il y avait cinq latinistes sous la direction du clergé local.

De plus, en se rendant en 1822 à Saint-Boniface avec M<sup>sr</sup> Provencher, M. Harper dut prendre avec lui "un exemplaire de livres de chant avec quelques dictionnaires latins-français et français-latins"<sup>12</sup>. Enfin, par les progrès que les latinistes de Provencher avaient déjà faits et les auteurs qu'ils avaient traduits en entier au printemps de 1824, il est évident qu'ils avaient dû commencer leurs études classiques beaucoup plus d'un an auparavant.

Nous sommes donc fondés à croire que le présent collège de Saint-Boniface, en tant qu'institution comportant un cours classique, fut inauguré quelque temps avant le retour de M<sup>sr</sup> Provencher à la Rivière-Rouge comme évêque, alors que les responsabilités de sa nouvelle charge lui faisaient un devoir de songer aux moyens à prendre pour se recruter un clergé. Si donc nous devons fixer une date un peu précise pour l'origine de cet établissement qui était appelé à un si brillant avenir, nous lui assignerions sans hésiter le commencement de 1821, époque où les "cinq latinistes" dont nous avons parlé avaient dû commencer ces hautes études qui sont le propre d'un collège classique<sup>13</sup>.

Pendant nombre d'années consécutives, nous voyons le directeur de la mission s'occuper activement de son

12. Yamachiche, 18 mai 1822.

13. De même qu'il convient d'assigner l'automne de 1818 comme date de la fondation de l'institution que nous appelons aujourd'hui l'école Provencher, qui n'est que le prolongement, l'évolution naturelle de l'humble école fondée dans son propre presbytère par cet excellent ami de l'enfance.

collège en formation, demandant des livres ici, des fonds là, et périodiquement forcé d'admettre son amer désapointment. Les capacités mentales des élèves étaient tout ce qu'il fallait; mais, arrivés à un certain âge, ceux-ci devaient s'en aller faute de vocation ecclésiastique.

Et pourtant, ainsi qu'on le conçoit sans peine, la formation d'un clergé indigène était le principal mobile de l'évêque missionnaire dans tous ces travaux d'éducation, auxquels il se livrait souvent lui-même. M<sup>gr</sup> Plessis l'avait averti qu'on ne pourrait longtemps lui fournir des sujets pour sa mission, et ceux qu'il lui avait jusque-là envoyés étaient si rares et si pressés de retourner au Canada! "Vous m'avez prévenu que je n'aurois bientôt plus de sujets de votre diocèse", écrivait Provencher à son évêque. "Je souhaiterois pouvoir m'en passer; je l'avois un peu espéré, mais je me suis trompé. Je ne perds pas de vue l'instruction propre à me procurer de l'aide; j'en fais presque toute mon occupation. Si je prends les moyens de me procurer la vie plus largement, c'est afin de garder et d'instruire un plus grand nombre d'enfans. Enfin, je prie le Maître de la moisson d'envoyer lui-même des ouvriers pour travailler à sa vigne"<sup>14</sup>.

L'évêque de Juliopolis faisait certainement tout ce qui lui était humainement possible, et se résignait même à tous les sacrifices, pour faciliter le recrutement de son clergé dans les rangs de la société, plus ou moins primitive, à la tête de laquelle Dieu l'avait placé. En 1827, il résolut de prendre des pensionnaires s'il pouvait amasser assez de provisions pour les nourrir. Il en avait déjà deux, et quelques autres n'attendaient qu'un mot de lui pour venir. Un métis du nom de Bruneau<sup>15</sup> devait

14. Ap. G. DUGAS, *Monseigneur Provencher*, p. 136; Montréal, 1889.

15. Le même qui devint plus tard un magistrat respecté de tout le monde, pour son intégrité et autres précieuses qualités.

finir ses études dans deux ans, dit le prélat; mais une triste expérience le portait à se demander si ce jeune homme était réellement fait pour les autels (22 juin 1827). L'année suivante, il était encore avec lui, à la tête de son cours classique, et Provencher chérissait à son sujet des espérances qui ne devaient point se réaliser.

C'était probablement du même que le prélat écrivait en juin 1828: "J'ai un écolier en rhétorique depuis Pâques"<sup>16</sup>, et, un peu plus tard: "Avez-vous des objections à ce que je donne la tonsure à un jeune homme né d'une mère métive et hors du légitime mariage? Il pourra peut-être être admis à la fin de l'année 1829, ou dans la suivante"<sup>17</sup>.

Une autre question, déjà mentionnée incidemment dans cet ouvrage, préoccupait vivement M<sup>sr</sup> Provencher; nous voulons dire l'éducation des filles. En 1821, M. Harper, qui devait bientôt être promu à la prêtrise, faisait la classe à Saint-Boniface, tout en terminant ses propres études théologiques. Mais les filles étaient forcément négligées, et l'évêque eût voulu pour elles un établissement analogue à celui de ses garçons.

Or il avait fait la connaissance, à Pembina, d'un ancien traiteur nommé Nolin qui avait cinq filles métisses, dont quelques-unes avaient reçu une éducation soignée au Canada. L'une d'elles, Angélique, pourrait, pensait-il, faire une bonne religieuse, ou du moins une maîtresse d'école passable. En juillet 1824, il en écrivit à son père, la lui demandant pour la fondation de son école de filles à Saint-Boniface. Mais la réponse du vieillard ne fut point telle que l'évêque la désirait. Nolin prétexta son grand âge, 82 ans, pour la retenir près de lui<sup>18</sup>.

16. Saint-Boniface, 18 juin 1828.

17. *Ibid.*, 10 août 1828. Étant né avant la fondation de la mission, le dit écolier était aussi légitime qu'il pouvait être dans les circonstances.

18. "Je suis encore sans école", écrivait M<sup>sr</sup> Provencher le 12 juin



M<sup>gr</sup> Provencher ne put s'empêcher de le croire un peu déraisonnable, puisqu'il avait quatre autres filles en âge de lui être utiles. Il soupçonna pourtant que l'opposition au départ d'Angélique venait plus de ses propres sœurs que de son père. L'année suivante, il revint à la charge, mais sans plus de succès. Le vieux traiteur paraissait inexorable, bien que sa fille eût hâte, apparemment, de se consacrer à Dieu. Il vécut encore deux ans, et ne mourut qu'au mois d'août 1826<sup>19</sup>. Mais alors, soit que des difficultés imprévues aient surgi, soit que le zèle de la jeune fille se soit refroidi, ou bien encore qu'il n'ait jamais été aussi ardent que le prélat se l'imaginait, Provencher dut attendre jusqu'en 1829 pour mettre ses plans à exécution.

Angélique Nolin vint alors à Saint-Boniface, accompagnée d'une de ses sœurs. Sans être "métamorphosée en religieuse", comme son père spirituel s'attendait à la voir quand il jeta les yeux sur elle<sup>20</sup>, cette demoiselle ouvrit, au mois de janvier 1829, la première école de jeunes filles qui ait jamais été en opération dans les limites de ce qui est aujourd'hui le Manitoba, de même que les autorités catholiques avaient elles-mêmes fondé, en 1818, la première école élémentaire, et en 1821 le premier collège, du même territoire.

Cependant, tout important qu'il fût, le soin de se procurer un personnel enseignant pour la jeunesse qui avait

1825. "Le vieux Nolin, dont la fille brûle du désir de se consacrer à Dieu, s'obstine à la retenir".

19. Il fut enterré le 23 août par M<sup>gr</sup> Provencher lui-même. Nolin avait alors 84 ans passés du 4 juin précédent.

20. Lettre de M<sup>gr</sup> Provencher, 13 juin 1824. "Si je puis détacher une D<sup>ne</sup> Nolin, je vais la métamorphoser en religieuse de la Rivière-Rouge, et lui confier l'éducation des filles", disait alors le prélat, qui continuait ainsi: "Je ne serois pas fâché d'avoir une école de filles sur pied avant les protestants, qui parlent d'en établir sur un grand plan depuis longtemps, sans avoir mis la main à l'œuvre".

jusque-là croupi dans la plus profonde ignorance, ne pouvait primer, dans l'esprit de M<sup>gr</sup> Provencher, celui de se recruter un clergé. Strictement parlant, la mission de la Rivière-Rouge pouvait exister sans ses écoles primaires; elle ne pouvait se développer, ou même simplement vivre, sans guides spirituels. Or le prélat, qui avait sous lui un district presque aussi vaste que l'Europe, ne possédait encore qu'un seul prêtre, M. Destroismaisons. Le 1<sup>er</sup> novembre 1824, il promut au sacerdoce M. Jean Harper, que nous avons vu lui prêter le concours de sa bonne volonté, à la tête de son école paroissiale de Saint-Boniface.

Quant à M. Destroismaisons, c'était un homme doux et de dispositions bienveillantes; mais ce n'était point un orateur. Avec l'aide d'un interprète, il donna parfois de petites retraites aux indigènes qui fréquentaient l'embouchure de la rivière Pembina. Les résultats n'en étaient point brillants. Pourtant le bon prêtre avait la consolation de se voir écouté. Il expliquait alors de son mieux les principaux mystères et enseignait quelques cantiques, de facture assez primitive, aux enfants de la prairie, qui malheureusement étaient loin d'apprécier le don de Dieu à sa juste valeur.

Un autre ministère qui convenait probablement mieux à son tempérament, était la visite des malades. Et, à ce sujet, nous ne pouvons résister à la tentation de citer un passage d'une des lettres de son évêque, qui nous donnera une idée des difficultés incroyables dont était alors entouré même ce ministère, qui ne comporte guère aujourd'hui que des déplacements peu considérables.

"J'ai passé quelques semaines à Pembina", écrit M<sup>gr</sup> Provencher. "Cet hiver, pendant que j'y étais, M. Picard <sup>20</sup> est parti pour la rivière Qu'Appelle, pour porter les secours de la religion à M. John McDonald, ancien bourgeois du

20. Ou Destroismaisons.

Nord-Ouest, et il y est resté deux mois; ce qui lui a donné moyen de faire plusieurs baptêmes et mariages”<sup>21</sup>.

C'est-à-dire que notre missionnaire n'avait pas dû franchir moins de trois cent vingt-cinq milles pour arriver à son malade! En pareil cas, il convient de ne pas attendre que celui-ci soit à toute extrémité pour demander le prêtre, surtout si l'on considère l'extrême lenteur des moyens de locomotion d'alors.

M. Destroismaisons, dit Picard, retourna au Canada en 1827, et sa place fut prise par un ecclésiastique du nom de François Boucher, qui n'avait encore reçu que la tonsure<sup>22</sup>. L'évêque de Juliopolis, on le voit, ne gagnait guère au change.

A cette époque, toute une petite colonie de Canadiens et de métis, la plupart originaires des environs de Saint-

21. A M<sup>gr</sup> Plessis, 16 juillet 1823.

22. L'abbé Thomas-Ferrier Destroismaisons, dit Picard, surnom que l'abbé G. Dugas écrit Piquart—naquit le 13 janvier 1796 à Saint-Pierre de la rivière du Sud, et, bien qu'il ait toujours joui de l'estime de M<sup>gr</sup> Provencher, on peut dire que son départ ne causa pas un bien grand regret. Il était trop timide pour prêcher, et n'avait point de voix pour chanter. Il fit constamment de son mieux pour aider son supérieur, pendant les sept années qu'il resta dans l'Ouest; mais il n'était point fait pour réussir comme missionnaire. “M. Picard a fait une mission, il y a quelques jours, chez les sauvages qui demeurent en été à l'entrée de cette rivière”, écrivait à la date du 8 août 1825 son évêque, qui ne pouvait alors s'empêcher d'ajouter: “Il n'a pas fait grand'chose”, c'est-à-dire: son succès n'a pas été brillant. D'autre part, ses insuccès lui étaient si peu imputables que, à son départ pour l'est, le 22 juin 1827, l'évêque de Juliopolis écrivait à M<sup>gr</sup> Panet, évêque de Québec: “M. Destroismaisons est un brave prêtre, plein de bonne volonté. Il ne donnera pas de trouble à son évêque”.

Quant à l'abbé Boucher, il était né le 12 mars 1804, à Saint-François de la Beauce, et avait fait ses études à Nicolet.

M. Destroismaisons prit passage, apparemment du fort Alexandre à Montréal, dans le canot du fameux explorateur, le capitaine (plus tard sir) JOHN FRANKLIN, qui en parle comme d'un “monsieur Picard”, vol. II, p. 315 de l'édition en deux volumes de son journal (*A second Journey to the Shores of the Polar Sea*; Londres, 1818).

Boniface, se formait sur les bords du lac Manitoba, en dépit du veto de John Halkett. Après trois ans écoulés sans la visite des sauterelles, qui avaient fait tant de mal à la colonie (1822-25), il avait plu à la divine Providence d'envoyer un autre fléau au pays. Ce fléau avait pris la forme d'une inondation, qui affecta toute la vallée centrale de l'Amérique du Nord au printemps de 1826 <sup>23</sup>.

L'automne précédent avait été très pluvieux; puis une neige épaisse était venue recouvrir la terre, lorsque soudain l'hiver se fit extrêmement rigoureux, et cela beaucoup plus tôt que d'habitude. Ce contretemps inattendu paralysa tout dans la colonie et sur la plaine, et l'on assure qu'une trentaine de chasseurs de bison périrent de faim et de froid. Vinrent alors des tempêtes de neige, dont l'une ne dura pas moins de trois jours et quatre nuits. Non seulement tout trafic fut interrompu, mais une foule de gens coururent des dangers très sérieux. Une famille composée du père, de la mère et de trois enfants, fut trouvée ensevelie dans la neige, où elle avait passé cinq jours et cinq nuits. La mère et deux enfants en revinrent pourtant <sup>24</sup>.

D'un autre côté, le printemps de 1826 avait été d'un froid exceptionnel, qui se prolongea jusqu'à la dernière semaine d'avril, alors qu'un fort vent du sud remplaça les rigueurs de l'aquilon, et fit fondre l'énorme couche de neige qui recouvrait le sol depuis le mois d'octobre précédent. En sorte que, dès le 3 mai <sup>25</sup>, la rivière Rouge, après avoir monté sans cesse, finit par sortir de ses digues naturelles, et, se répandant de chaque côté, transforma

23. Au mois d'avril de cette année, le Missouri monta si rapidement que les habitants de quinze tentes d'Indiens du Dakota furent noyés, et un Canadien-français, Toussaint Charbonneau, dut se réfugier sur un hangar qui flottait sur l'eau, où il resta trois jours sans feu.

24. D. GUNN, *History of Manitoba*, p. 249.

25. Provencher à M<sup>gr</sup> Lartigue, 24 août 1826. D'autres disent le 2.



la plaine en un lac immense et détruisit tout sur son passage.

Si prompt fut l'action des eaux que, dans certains cas, les colons furent réveillés en sursaut par l'irruption dans leurs chaumières de l'élément destructeur. Ils n'eurent alors que le temps de se précipiter vers quelque endroit plus élevé, ou de grimper au faite de leur habitation. Sur la rive droite de la rivière, la résidence épiscopale fut la seule maison épargnée par le torrent. Et encore l'eau y monta-t-elle cinq pieds au-dessus du plancher, et y causa-t-elle beaucoup de dégâts.

C'est dire que, pendant longtemps, chapelle et habitation proprement dite furent hors de service. De fait, les missionnaires restèrent deux mois sans pouvoir dire la messe, et ne rentrèrent au logis que le 15 juin.

Ils semèrent alors un peu d'orge; mais les semailles de blé durent être presque complètement négligées dans la colonie. En sorte que l'avenir s'y présentait sous les couleurs les plus sombres. D'où l'émigration aux États-Unis d'un grand nombre de gens découragés, parmi lesquels les Suisses se faisaient remarquer<sup>26</sup>, tandis que d'autres se portaient vers le lac Manitoba. Par bonheur, près de cent cinquante personnes arrivèrent du nord cette année, qu'on appela longtemps l'année du déluge, ou de l'inondation (*the year of the flood*), au pays. C'étaient d'anciens voyageurs accompagnés de leurs nombreuses familles, qui prirent bientôt une bonne partie des places vacantes à Saint-Boniface et aux environs.

26. "Notre colonie a perdu à peu près deux cent cinquante âmes, en Suisses, Meurons et autres", écrivait M<sup>sr</sup> Provencher à l'évêque de Québec (15 juillet 1826).

## CHAPITRE VIII

### TRAVAIL ET INDUSTRIE

1826-33

La population catholique devenait de plus en plus homogène à la Rivière-Rouge. Les deux frères Macdonell avaient quitté le pays, emportant avec eux les regrets des gens de bien, qu'ils avaient mérités par leur intégrité et leur attachement à la foi de leurs pères. Madeleine Poitras avait donné au plus âgé des deux, John, pas moins de six enfants pendant son séjour dans l'Ouest; sa famille devait s'augmenter d'autant dans l'est<sup>1</sup>. Un autre ami de langue anglaise restait aux missionnaires, et lui aussi menaçait de leur dire adieu. C'était John McDonald, surnommé le Borgne, pour le distinguer d'autres individus du même nom dans l'Ouest, celui-là même, apparemment, dont le mauvais état de santé avait occasionné pour M. Destroismaisons la longue course que nous avons mise à son crédit.

John McDonald avait été l'un des "propriétaires", ou bourgeois, de la compagnie du Nord-Ouest. A la date du 16 août 1817, nous le trouvons au fort William, et le

1. Le bout de correspondance inédite qui suit donnera la dernière touche au portrait que nous avons à différentes reprises esquissé des deux frères, en même temps qu'il nous initiera à leur état de fortune subséquent à leur séjour dans l'Ouest. C'est John qui écrit à Miles: "Le dit William [McGillis] parla d'une note promissoire pour cinq livres qu'il me doit depuis 1805-1806. C'est une somme que je payai en son nom, je crois, à John Bane McGillis, et que j'avais oubliée. Il dit, je crois, que tu avais cette note. Or, bien que nous soyons très pauvres, William McGillis est encore plus pauvre que nous, et si tu es du même avis que moi, nous ferons cadeau de tout au pauvre diable. Ce n'est qu'une goutte dans l'océan (*in the bucket*, lit. dans le seau) pour nous; mais dans sa situation actuelle, c'est quelque chose de très onéreux pour lui" (Pointe-Fortune, 18 mai 1824). V. App. E.

22 octobre de l'année suivante il était accusé, avec un grand nombre d'autres bourgeois, d'avoir connivé après coup au meurtre de Robert Semple, dans un procès qui s'instruisit à Toronto et eut pour résultat l'acquittement des inculpés<sup>2</sup>. Et maintenant (2 février 1826) M<sup>gr</sup> Provencher regrettait d'avoir à annoncer qu'il était gravement malade à la rivière Winnipeg inférieure.

Il y avait bien encore, tout à côté du prélat, un autre pionnier catholique de même langue, mais de caractère tout différent. C'était André McDermott, Irlandais dont l'arrivée au pays datait de 1812, puisqu'il avait fait partie du second contingent de colons amenés par son compatriote, l'inexorable O. Keveney. McDermott avait le génie des affaires, et il n'allait pas tarder à devenir un concurrent sérieux même pour la toute-puissante compagnie de la baie d'Hudson. Malheureusement, ce brave homme s'y entendait moins bien aux choses de la religion. Étant tombé dans la faute, trop commune parmi ses nationaux, de contracter un mariage mixte, les intérêts de l'âme en vinrent insensiblement, par suite de son association journalière, à perdre de leur importance à ses yeux. Puis l'un de ses garçons étant mort dans des conditions qui ne permettaient pas aux autorités religieuses de lui accorder les honneurs de la sépulture ecclésiastique, McDermott père cessa dès lors de fréquenter l'église catholique, sans pourtant changer précisément de religion<sup>3</sup>.

Presque tous les autres colons de langue anglaise étant protestants, M<sup>gr</sup> Provencher et ses prêtres n'avaient plus guère à s'occuper que des Canadiens et des métis français, qui formaient la masse de la population catho-

2. Cette accusation peut paraître un peu extraordinaire à qui n'est point versé dans les subtilités de la loi anglaise. John McDonald n'en fut pas moins appelé à témoigner au cours du même procès.

3. Né en 1789, il devait vivre à Winnipeg jusqu'à l'âge de 92 ans.

lique, et qui, dans les limites de la juridiction du premier, se trouvaient surtout à Saint-Boniface et dans les environs, c'est-à-dire à la prairie du Cheval-Blanc, ou Saint-François-Xavier, sur l'Assiniboine, et au nouvel établissement du lac Manitoba.

M. Destroismaisons avait passé les fêtes de Noël de l'année de l'inondation (1826) à ce dernier centre. Il fut le premier prêtre qui y exerça le saint ministère. Quant à Pembina, cette place comptait encore, malgré l'ukase de Halkett, plus d'habitants qu'elle n'en avait jamais eu du temps de M. Dumoulin. Mais, strictement parlant, elle n'appartenait plus à la colonie de la Rivière-Rouge, bien que la mission catholique dût toujours veiller sur ses intérêts spirituels.

Le jour de la Pentecôte 1828, M<sup>gr</sup> Provencher ne confirma pas moins de cinquante-trois personnes, ce qui indiquait pour la vallée de la Rouge une population catholique sans cesse croissante. M. Harper lui était alors d'un grand secours, "presque toujours en route pour le bien des âmes", comme l'écrivait son supérieur ecclésiastique<sup>4</sup>. Au mois d'août de l'année précédente, il était allé séjourner deux mois avec les chasseurs de bison; mais son ministère fut assez stérile, à cause de l'excitation de la chasse et des distractions qu'elle comportait forcément. Les métis de la plaine n'étaient point encore dressés à la contrainte bienfaisante, qui devait plus tard assurer l'ordre et la protection religieuse dans ces importantes randonnées.

Harper passa l'hiver 1827-28 à la prairie du Cheval-Blanc, enseignant et distribuant le pain de la parole de Dieu, surtout aux enfants et aux femmes qui ne pouvaient se rendre pour cela à Saint-Boniface. Il fut donc le premier prêtre à faire l'office de desservant régulier

4. Le 18 juin 1828.



de ce poste de métis. Jusqu'en 1827, ce petit centre avait été visité par M. Destroismaisons, mais seulement à titre de mission, et d'une manière intermittente. A partie de l'automne de cette année, M. Harper y passa chaque hiver, et alla y dire la messe tous les dimanches de la belle saison.

Peu après, en juin 1828, ce dernier prêtre partit pour la factorerie de York, où il prêcha une retraite. L'automne suivant, il se bâtit à la plaine du Cheval-Blanc une chapelle de trente pieds sur vingt, qu'il mit sous le patronage de saint François-Xavier, vocable de l'ancienne mission de Pembina, que le nouveau centre était supposé remplacer. Le nom religieux s'étendit graduellement, mais lentement, à toute la place, où un ancien commis des traiteurs de fourrures faisait déjà la classe. Si rapides allaient être les progrès de cette colonie, qu'au printemps de 1833, elle n'allait pas compter moins de quatre cent trente-quatre âmes.

Quant à l'évêque de Juliopolis lui-même, non seulement il veillait sur les intérêts spirituels des adultes de Saint-Boniface, mais son biographe nous le montre faisant le catéchisme aux enfants presque chaque jour de sa vie <sup>5</sup>.

Cependant les soucis inhérents à la charge pastorale n'absorbaient point tout son temps. Provencher était le père de son peuple et l'ami, par excellence, de tous ceux qui réclamaient son ministère. Nous doutons que jamais pasteur ait eu aussi à cœur tout ce qui touchait aux besoins temporels de ses ouailles. Dans un pays si éloigné de tout centre de civilisation, la vie était parfois bien difficile. L'évêque catholique s'appliquait constamment à la rendre aussi douce que possible à son troupeau, et, dans ce but, il n'est point de détails dans lesquels il n'entrât.

5. G. DUGAS, *Monseigneur Provencher*, p. 137.

Dépourvus de toute espèce d'industrie, et d'ailleurs peu portés à l'agriculture, ses Canadiens, métis et sauvages ne pouvaient, pensait-il, briser avec leurs habitudes de vagabondage, si l'on ne faisait quelque chose pour les attacher à la glèbe. Il se crut donc personnellement obligé de les pousser à abandonner cette vie errante qui, pour beaucoup, était l'occasion de danger d'ordre moral, en même temps qu'il voulut contribuer de son mieux à la prospérité générale de la colonie.

Il se mit à leur enseigner l'agriculture, et il le fit d'exemple aussi bien que de parole, ne rougissant pas, en dépit de son caractère sacré et du rang qu'il occupait dans la société, de mettre lui-même la main à la charrue. Nombreux sont encore, à Saint-Boniface et dans les environs <sup>6</sup>, ceux qui se rappellent l'avoir vu, la soutane retroussée jusqu'à la ceinture, labourer son champ ou engerber du blé, en compagnie de gens auxquels il rendait par là un double service: il les aidait à vivre en les gardant à son emploi, et il leur enseignait à faire vivre leurs familles, en leur montrant le moyen de faire contribuer le sol à leur subsistance.

Et cette sollicitude ne se borna pas aux seuls Canadiens et métis. Dès 1822, il avait, à force de bonnes paroles, porté les Sauteux à semer du blé en quatre différentes localités <sup>7</sup>. De plus, il fit venir du Canada plusieurs espèces d'arbres fruitiers, et s'efforça de les faire croître et produire. Puis, comme il ne pouvait réussir avec des plants importés, il essaya de leur semence, malheureusement sans plus de succès.

Et plus de dix ans s'étaient écoulés que l'infatigable prélat poursuivait toujours sa campagne en faveur de

6. Du moins ils l'étaient lorsque parut la première édition de cet ouvrage, en 1910.

7. Saint-Boniface, 16 août 1822.

l'agriculture. Cette fois, c'étaient encore les sauvages qui étaient l'objet de ses leçons indirectes. Au moment (1833) où il posait les fondations du nouveau temple dont nous allons parler au chapitre suivant, il demandait au gouverneur Simpson quarante ou cinquante pioches pour les Indiens, auxquels il voulait faire cultiver des pommes de terre et du maïs <sup>8</sup>.

Puis il tourna son attention du côté de l'industrie. L'oisiveté de son peuple lui faisait mal. Il comprenait qu'elle ne pouvait avoir que les plus désastreuses conséquences pour leurs mœurs, aussi bien que pour leur bien-être matériel. Afin de leur procurer du travail à la maison, et pour les tirer, autant qu'il était en lui, de la pauvreté dans laquelle un trop grand nombre croupissaient, il fit enseigner l'art de filer et de tisser à son école de filles. Cette industrie lui suggéra de cultiver le chanvre, et nous le voyons aussi demander, le 2 février 1826, des cardes à laine qui, n'étant point venues du Bas-Canada ainsi qu'il s'y était attendu, durent plus tard être commandées d'Angleterre <sup>9</sup>.

L'année suivante, il était fier d'annoncer que, parmi les vingt-cinq personnes qu'il nourrissait, bien que la mission n'eût rien reçu depuis deux ans en fait de dîme, il y avait une Canadienne qui avait "montré à des métives à faire de l'étoffe, dont elles ont fait trente verges depuis qu'elles sont seules" <sup>10</sup>. Il apprend alors à son correspondant qu'on attendait à la colonie des moutons pour cette année-là.

8. Ap. G. BRYCE, *The Remarkable History of the Hudson's Bay Company*, p. 301.

9. Saint-Boniface, 2 fév. 1826. "J'avois demandé par ma lettre de cet hiver un envoi de cardes", écrit-il à M<sup>gr</sup> Panet le 15 juillet suivant. "Il ne faut point en envoyer: on en aura d'Angleterre à meilleur marché".

10. A M<sup>gr</sup> B.-C. Panet; Rivière-Rouge, 22 juin 1827.

De plus, une des raisons pour lesquelles il plaida avec tant d'instance en faveur du concours des demoiselles Nolin comme maîtresses d'écoles, était précisément qu'elles étaient familières avec ce genre d'industrie. "Elles ont l'intention", écrivait-il à M<sup>sr</sup> Panet, le nouvel évêque de Québec, "de travailler pour la mission, et de faire de l'étoffe et de la toile". Puis il ajoutait: "Cette fabrique est absolument nécessaire ici" <sup>11</sup>.

Mais il n'attendit pas l'ouverture de l'école spécialement consacrée aux filles pour faire enseigner une industrie si utile dans un pays comme était alors la Rivière-Rouge. "On compte trop sur le magasin pour les habits", avait-il écrit quelques jours auparavant. Aussi était-il heureux d'annoncer qu'il avait "commencé cet hiver à faire montrer, par la femme de son fermier, qui est canadienne, aux filles de l'école à travailler le lin et la laine, afin d'en donner l'idée et l'envie aux autres". "J'avois peu de lin cette année", continue-t-il; "mais je vais en faire semer, et engager les autres à en faire autant".

Puis une espèce de scrupule lui vient. "Je ne sais", dit-il, "si toutes ces choses temporelles entrent dans les desseins de Dieu. J'en jugerois peut-être autrement ailleurs qu'ici; mais je crois que si la mission ne met pas cela en marche, personne ne s'en mêlera, et la pauvreté ira toujours croissant" <sup>12</sup>.

Il apprend ensuite à son correspondant l'érection d'un moulin à vent bâti par la colonie et vendu à un particulier, et il termine par une remarque qui dénote l'importance au point de vue matériel que son propre établissement avait déjà prise, ainsi que l'influence dont il jouissait lui-même dans les milieux non catholiques. Il ajoute donc que, dans le contrat de cette vente, on a inséré une clause

11. Au même, 18 juin 1828.

12. Au même, 2 fév. 1826.



en vertu de laquelle l'acheteur prendra "la mouture comme en Canada, au jugement des MM. de la mission catholique"<sup>13</sup>.

Trois ans plus tard (26 septembre 1831), il mandait à son correspondant de Québec: "Nous attendons des moutons l'été prochain. Leur arrivée rendra grand service à nos pauvres gens, qui ont beaucoup de difficulté à s'habiller"<sup>14</sup>. Et dans l'été de 1838, cette même question de l'industrie parmi son peuple servait encore de thème à certaines de ses correspondances. "J'ai l'espérance", écrivait-il alors, "de réussir à faire montrer à nos femmes et filles à filer et à faire de l'étoffe et de la toile; c'est une chose importante à la Rivière-Rouge. Il y a des moutons en assez grand nombre. Le lin réussit bien"<sup>15</sup>.

Cette sollicitude de M<sup>gr</sup> Provencher pour le bien-être matériel des colons ne fit qu'augmenter avec les années, et une décision du conseil d'Assiniboia, le corps législatif du pays, alla même jusqu'à mettre ce prélat, timide et réservé comme il était avec les Anglais, à la tête d'un "comité d'économie chargé d'encourager, par des prix ou autrement, les manufactures et les branches de l'agri-

13. Le meunier retenait pour lui un dixième du grain qu'on lui faisait moudre, ce que M<sup>gr</sup> Provencher trouvait un peu excessif. Sur les douze moulins à farine qui existaient à la Rivière-Rouge en 1830, au moins quatre étaient entre les mains des catholiques. L'un d'eux avait pour propriétaire André McDermott, le marchand irlandais; un autre appartenait à Narcisse Marion, Canadien-français qui vivait sur les bords de la Rouge; un troisième à Michel Klyne, Allemand, ou Meuron, dont la postérité dans l'Ouest est aujourd'hui toute française. Enfin le chef des Métis, Cuthbert Grant, en avait d'abord établi un qui était actionné par un pouvoir hydraulique à l'embouchure du ruisseau à l'Esturgeon; mais la chaussée en céda sous la pression de la masse d'eau produite par la fonte des neiges, et cet accident lui fit pour huit cents livres de dommage. Il fut ensuite plus heureux dans une entreprise analogue, mais moins prétentieuse.

14. Saint-Boniface, 26 sept. 1831.

15. A M<sup>gr</sup> Signay, évêque de Québec; Rivière-Rouge, 6 août 1838.

culture qui y ont trait, soit en produisant la matière première, soit en abrégant la durée du temps nécessité par le travail”<sup>16</sup>.

Étant donné cette activité de l'évêque catholique, il n'y a rien d'étonnant si nous le voyons recevoir du gouverneur en chef de la compagnie de la baie d'Hudson en Amérique, M. Geo. Simpson, une lettre dans laquelle cet officier l'assure qu'il “va être très heureux d'informer le comité de Londres des importants services que la mission rend au pays”<sup>17</sup>.

Moins d'un mois plus tard, le conseil annuel de la même corporation, tenu à la factorerie de York, reconnaissait officiellement “les grands services rendus par les efforts bienveillants et inlassables de la mission catholique de la Rivière-Rouge, pour la prospérité et l'éducation morale et religieuse de ses nombreux adhérents, et remarquait avec beaucoup de satisfaction que l'influence de l'établissement dirigé par le très révérend évêque de Juliopolis a toujours été en faveur des vrais intérêts de la colonie en particulier et du pays en général”<sup>18</sup>.

Comme gage de sa reconnaissance, la Compagnie accorda alors à la mission une gratification annuelle de cinquante livres sterling, et un assortiment de provisions de bouche que le pauvre prélat reçut avec la plus vive satisfaction. Tout cela nous autorise à conclure que, par l'intérêt qu'il prenait à l'éducation de la jeunesse et à tout ce qui pouvait promouvoir la prospérité générale des colons, au double point de vue spirituel et temporel, M<sup>gr</sup> Provencher était en bonne voie de devenir le grand citoyen de la Rivière-Rouge.

Ce qui nous surprend après cela, c'est le silence que les

16. *Minutes of the Council of Assiniboia*, 19 juin 1845.

17. Saint-Boniface, 12 juin 1825.

18. York Factory, 2 juil. 1825

historiens anglais ont uniformément gardé relativement à l'influence et à l'esprit public de l'Église catholique dans les premiers temps du pays. Alexandre Ross, en particulier, est si complet et si impartial que, non seulement il ne tient aucun compte du rôle important qu'elle joua alors, mais il ne condescend même pas à nommer une seule fois M<sup>gr</sup> Provencher dans les 416 pages de son précieux volume<sup>19</sup>!

C'est ainsi qu'on prétend écrire l'histoire en certains quartiers!

Nous nous permettrons d'établir un contraste entre cette étroitesse d'esprit et la franchise d'un auteur qu'on pourrait presque regarder comme un incroyant, malgré son nom italien. Dans le *Pèlerinage en Europe et en Amérique* de Beltrami, nous trouvons une allusion à la grande figure qui nous occupe en ce moment. Cette allusion est d'autant plus importante qu'elle reflète une impression acquise sur les lieux, par une connaissance personnelle de celui qui en est l'objet, et par la constatation de l'opinion publique à son sujet. Nous traduisons aussi littéralement que possible de l'anglais.

“Plus bas, au fort Douglas, il y a encore un évêque, monsieur Provençais (*sic*). Son mérite et ses vertus font l'objet d'éloges universels. On me dit qu'il ne mêle point la politique à la religion, que son zèle n'est point le fruit de l'ambition, que sa piété est pure, son cœur simple et généreux. Il ne fait point de largesses publiques aux dépens de ses créanciers; il est hospitalier aux étrangers,

19. Lui, du moins, dit un mot des travaux de M. Belcourt. Mais son compatriote et coreligionnaire Donald Gunn se contente de mentionner (p. 206) l'arrivée, en 1818, de “deux prêtres”, dont il n'a même pas l'air de savoir les noms! Et son continuateur, Tuttle, est tout aussi réticent à l'endroit de M<sup>gr</sup> Taché, jusqu'au moment où l'insurrection de 1869 le force à l'introduire sur la scène! Il est pourtant bien sûr que chacun de ces trois auteurs était persuadé avoir écrit l'histoire complète du pays, non pas seulement celle des protestants manitobains!

et la dissimulation ne souille jamais son esprit ni son paternel ministère”<sup>20</sup>.

Cet auteur écrivait au mois d'août 1823, pendant qu'il était en visite à la Rivière-Rouge. Les relations de M<sup>sr</sup> Provencher avec la compagnie de la baie d'Hudson étaient alors quelque peu tendues par suite des difficultés résultant du passage de John Halkett, et il semblerait qu'on ait eu des doutes sur la stabilité de la mission catholique en ce pays, car Beltrami ajoute immédiatement : “Comme il ne peut naturellement prêcher aux catholiques d'une manière qui plaise à la Compagnie, il est très à craindre que les infortunés habitants ne soient privés de leur excellent pasteur”.

La suite fera voir que ces craintes étaient sans fondement. Mais nous ne pouvons nous empêcher de trouver précieux ces aveux d'un mangeur de Jésuites, comme était Beltrami.

Son livre vit le jour en 1828. Malgré ses trois stations régulières, la mission de la Rivière-Rouge n'avait qu'une seule bâtisse qui pût réellement prétendre au titre d'église. C'était l'édifice en chêne érigé par M<sup>sr</sup> Provencher au cours de 1820<sup>21</sup>. Bien que celui-ci n'ait jamais été achevé, et

20. Vol. II, p. 356; Londres, 1828. Dans un ouvrage contemporain (Cox, *Adventures on the Columbia River*, vol. II, pp. 396-97), nous trouvons les statistiques suivantes, qui peuvent n'être pas sans utilité ici. En 1827, il y avait dans la colonie de la Rivière-Rouge : 189 hommes mariés et 37 qui ne l'étaient point; 193 femmes mariées ou veuves; 96 jeunes filles et 227 enfants du sexe féminin; 90 jeunes gens et 210 petits garçons : en tout, 1052 âmes. Cette petite population possédait 178 maisons, 126 étables, 251 chevaux, 545 bêtes à cornes, 20 porcs, 90 charrettes, 13 bateaux, 173 canots, 31 charrues et 39 herses.

21. L'abbé G. DUGAS dit dans son *Monseigneur Provencher* qu'on ne put la mettre à l'épreuve de la neige et de la pluie avant 1825. Étant donné l'assertion de M. Dumoulin que “l'office divin se faisait avec solennité dans la nouvelle église de Saint-Boniface” (*Notice*, etc.) avant son départ, qui eut lieu en 1823, la remarque de M. Dugas ne s'explique guère que par la supposition, d'ailleurs assez vraisemblable, que M. Dumoulin avait l'enthousiasme facile.



qu'il ait sérieusement souffert de l'inondation de 1826, il servait encore de cathédrale.

Mais il semblait que le temps était venu de bâtir un temple digne de sa destination. En 1829, le gouverneur Simpson, qui estimait beaucoup l'évêque de Juliopolis, offrit spontanément de souscrire pour la somme de cent livres sterling, si l'on élevait à Saint-Boniface une cathédrale en pierre <sup>22</sup>. L'expérience avait prouvé que pareilles bâtisses n'étaient nullement impossibles à la Rivière-Rouge, et M<sup>sr</sup> Provencher était justement occupé à remplacer (1829-30) par une maison de ce genre celle qui lui avait jusque-là servi de "palais". La pierre en était ramassée le long de la rivière et transportée à Saint-Boniface dans des bateaux plats.

Cette offre du gouverneur fit impression sur le bon prélat. Il résolut donc de passer en Canada; et d'y chercher des fonds supplémentaires, ainsi que des recrues pour son clergé. A cet effet, il partit au mois d'août 1830, et passa plus d'un an à solliciter des aumônes dans le Bas-Canada. On ne les ménagea pas à l'homme apostolique. En 1832, il retourna dans l'Ouest, arrivant à Saint-Boniface le 17 juillet. Mais l'absence de maçons le contraignit à ajourner le commencement de son entreprise, vu que le seul homme de ce métier dans le pays avait déjà promis ses services à la compagnie de la baie d'Hudson.

Les fondations du nouveau temple furent posées à la fin de mai 1833 <sup>23</sup>, et cinq maçons à l'œuvre firent bientôt

22. Provencher à l'évêque de Québec, 6 juin 1830. Le gouverneur devait peu après en donner autant pour le temple protestant de la Rivière-Rouge (Cf. *Minutes of the Council of Assiniboia*, 1832, résolution 92).

23. Le 28 ou le 29 mai 1833, s'il faut en croire un parchemin de 1863, trouvé dans une pierre angulaire de la seconde cathédrale en pierre, qui mentionne l'une et l'autre date. Le directeur des travaux, ou maître maçon, était, d'après la même autorité, un Guillaume Fournier, de

des progrès si satisfaisants, qu'en juillet de l'année suivante, le prélat se plaignait d'être dans l'impossibilité de les fournir de pierre. L'édifice avait cent pieds de long sur quarante-cinq de large; il avait une façade imposante, bien que d'apparence assez lourde, malgré les nombreuses portes et fenêtres dont elle était percée, et lorsqu'il fut achevé, il devint l'orgueil de la colonie, et fut immortalisé par le poète américain Whittier comme la cathédrale "aux tours jumelles"<sup>24</sup>. Elle ne devait être terminée qu'en 1837, et, en juillet de cette année-là, il restait encore un peu de maçonnerie à faire au porche<sup>25</sup>.

En rendant compte des travaux qu'elle occasionna, M<sup>sr</sup> Provencher mentionne sa nouvelle résidence en pierre, qu'il déclare tomber insensiblement en ruines, et qu'il nous montre comme la cause de beaucoup d'embarras les jours de pluie. Comme la chaux n'était pas encore connue à la Rivière-Rouge quand elle fut bâtie, l'évêque avait cru la remplacer avantageusement par une espèce d'argile, qu'on trouvait dans certains endroits le long de la rivière. Il avouait maintenant son erreur. En même temps, il constatait que, après les grandes dépenses nécessitées par l'érection de sa cathédrale, il ne pouvait être question de construire une nouvelle maison pendant quelque temps.

Saint-Hyacinthe, et nous savons par ailleurs qu'un autre maçon était un J.-B. Charbonneau, dont l'abbé G. Dugas a fait comme le prototype des "voyageurs" des jours d'antan.

24. V. Appendice G.

25. "Mon église est couverte en planche et se couvre en bardeau. Il y a en ce moment un peu de maçonnerie à faire pour finir le portail. Tout ce qui est fait paroît solide" (M<sup>sr</sup> Provencher à M<sup>sr</sup> Signay; 4 juil. 1837).

## CHAPITRE IX

### PREMIÈRES MISSIONS INDIENNES

1831-38

Les fonds destinés aux travaux de construction que nous avons mentionnés ne furent pas l'unique résultat du voyage de M<sup>gr</sup> Provencher au Canada. Il en avait amené un sujet qui, le premier de tous ses prêtres, devait s'appliquer exclusivement à l'évangélisation des tribus indiennes, éparpillées sur les prairies et dans les bois de son vaste domaine.

Le lecteur n'a pas oublié que le premier point des instructions données par M<sup>gr</sup> Plessis aux missionnaires de la Rivière-Rouge avait été la prédication de l'Évangile aux indigènes, et la préparation de grammaires et dictionnaires de leurs langues. Mais il est inutile de faire remarquer que, avec l'insuffisance numérique parfaitement évidente de son clergé, tout ce que M<sup>gr</sup> Provencher pouvait faire, était de pourvoir aux besoins spirituels des catholiques, Canadiens, métis et autres. Néanmoins, de faibles efforts avaient de temps en temps été faits, pour se conformer quelque peu aux directions de l'évêque de Québec sous ce rapport.

Humainement parlant, cette œuvre n'avait rien d'attrayant, et les résultats obtenus n'étaient guère encourageants. Même au point de vue purement matériel, les Sauteux qui entouraient la colonie ne pouvaient inspirer beaucoup de sympathie. "C'est une nation misérable, et qui va presque nu", en avait écrit Provencher peu après son arrivée au pays <sup>1</sup>. Inutile d'ajouter que, sous le rapport

1. A M<sup>gr</sup> Plessis, 15 août 1818.

des mœurs, son contact avec des blancs si longtemps sans religion n'avait pas été de nature à l'améliorer.

M. Dumoulin, en particulier, n'avait pas emporté le meilleur souvenir possible des Indiens de la Rivière-Rouge. En 1820, l'un d'eux lui avait tiré un coup de fusil pendant qu'il disait son bréviaire le long de la Pembina, et la balle avait traversé son chapeau. M. G. Dugas donne à entendre que l'objet du Peau-Rouge était alors de constater si le prêtre était vulnérable ou non <sup>2</sup>. Si c'était là réellement le cas, il faut croire que la première expérience du sauvage ne le satisfit point, puisque, le printemps suivant, le même individu la renouvela avec un résultat identique <sup>3</sup>.

Cette fois, quelques-uns des paroissiens de M. Dumoulin étaient proche. Ils s'emparèrent de l'Indien et le garrotèrent. "Un bon nombre voulaient le tuer", écrit le missionnaire lui-même; "mais heureusement qu'il s'est échappé".

Outre qu'on n'avait eu personne pour l'entreprendre, la conversion des indigènes de la Rivière-Rouge était, comme nous l'avons vu, une tâche excessivement ingrate. M. Dumoulin en avait vite deviné l'obstacle principal. Il consistait, mandait-il à l'évêque de Québec, en "cette malheureuse coutume établie dans le pays d'enivrer les naturels lorsqu'on veut avoir quelque chose d'eux. La colonie le fait avec aussi peu de scrupule que la Compagnie. Dans les conventions mêmes faites avec les sauvages, pour l'achat de l'établissement de la Rivière-Rouge, une des principales clauses est que, tous les ans, la colonie livrera aux principaux chefs tant de rhum, de sorte qu'ils en ont beaucoup plus qu'il ne faut pour s'enivrer tous" <sup>4</sup>.

2. *Monseigneur Provencher*, pp. 314-15.

3. Dumoulin à M<sup>gr</sup> Plessis; Pembina, 25 mai 1821.

4. Du même au même; *ibid.*, 5 janv. 1819. On pourrait ajouter des témoignages sans nombre pour corroborer cette assertion. Nous n'en



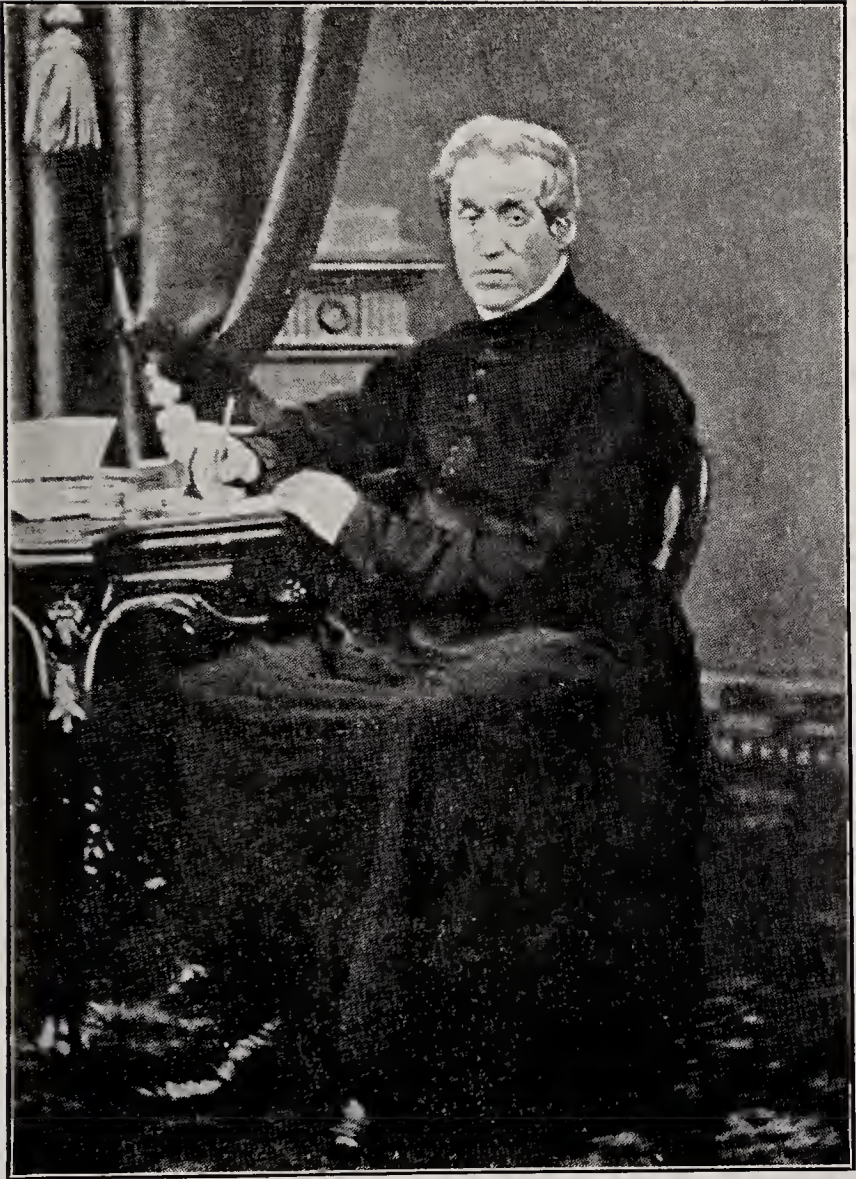
Le missionnaire mentionne alors que, dans l'automne de 1817, une sauvagesse avait été tuée pendant une des orgies occasionnées par l'abondance des boissons fortes, ajoutant que pareils excès et des conséquences si fatales n'étaient nullement rares.

La situation s'améliora peu avec le temps et l'écho des saturnales à la mode par suite de cette complaisance indue parvint jusqu'aux vieilles paroisses de l'est. Il n'y a donc pas à s'étonner si l'abbé Belcourt paraît avoir eu ses appréhensions quand l'évêque de Québec l'envoya à la Rivière-Rouge. Il était alors curé de Sainte-Martine, dans le Bas-Canada. L'espèce de répulsion que sentaient tous les prêtres de l'est, quand il était question de cette région déshéritée de la fortune, suffirait, à elle seule, pour expliquer les lignes suivantes de M. Belcourt à son ordinaire :

“J'avoue sincèrement que je vois avec surprise et frayeur l'ordre exprès que vous me donnez de me préparer à partir pour la Rivière-Rouge, au moment où toutes mes craintes

citerons qu'un, et le choisissons parce qu'il est à peu près contemporain et emprunté à un auteur protestant. Le Rév. M. West, dont il a été plusieurs fois question, écrit à la date du 2 avril 1821: “L'un des principaux colons m'a informé ce matin qu'un Indien avait poignardé l'une de ses femmes, dans un moment d'ivresse à un campement près de sa maison. Je me suis immédiatement rendu à la loge pour prendre des informations, et j'ai trouvé que la pauvre femme avait été poignardée, par pure cruauté, dans l'épaule et le bras, mais pas mortellement. Les sauvages étaient encore ivres, et comme quelques-uns avaient leurs couteaux, j'ai cru très prudent de me retirer de leurs tentes sans offrir aucune assistance”.

Là-dessus le ministre anglican moralise ainsi: “Les Indiens me paraissent en général inoffensifs et par nature hospitaliers; mais les boissons fortes, à l'instar de la guerre, les mettent en fureur, et leur inspirent des sentiments de vengeance et de barbarie. Ils le savent si bien eux-mêmes, qu'ils ont l'habitude de livrer leurs fusils, arcs et flèches, ainsi que leurs coutelas, aux officiers avant de commencer à boire au poste de la Compagnie, et lorsqu'ils sont dans leurs tentes, le premier soin des femmes est de les tenir cachés, tout le temps que dure la période d'ébriété et de désordres” (Journal, p. 56).



M. BELCOURT



étaient tombées. Ce qui m'étonne c'est de voir combien je suis peu connu de Votre Grandeur. Les personnes qui vous ont parlé si avantageusement de moi, Monseigneur, m'attribuent gratuitement les qualités qu'elles me donnent<sup>5</sup>; je n'ai reçu de Dieu que des avantages bien communs, et celui qui pourra me remplacer à Sainte-Martine pourra tout aussi bien que moi figurer à la Rivière-Rouge''.

C'étaient là certainement des paroles dictées ou bien par un excès de modestie, ou bien par le désir d'écarter la mission offerte. Viennent alors les déchirements d'un cœur chez lequel les élans de la nature ne sont pas encore morts.

"Je laisse un père et une mère inconsolables, qui se sont épuisés pour me procurer mon instruction; mon père, je le sais, ne survivra pas à mon départ. Je crois que la conscience, d'accord avec la nature, me dit impérieusement qu'il n'est pas plus permis d'être ingrat avec des parents qu'avec des étrangers qui m'auraient rendu le même service, pour me permettre ces réclamations. Tandis que votre Grandeur a fait instruire des sujets qui n'auraient pas eu tous ces obstacles à vaincre; tandis qu'il y a des Français qui ne seraient pas plus expatriés à la Rivière-Rouge qu'en Canada...

"Je dirai de nouveau à Votre Grandeur: Si mes représentations ne valent rien, si je suis inutile ou nuisible dans ce diocèse, si la Providence m'a fait naître ici pour une autre patrie, en tremblant j'obéis"<sup>6</sup>.

5. M<sup>sr</sup> Provencher en avait lui-même écrit à M<sup>sr</sup> Lartigue: "Tout ce que l'on m'a dit de M. Belcourt, qui s'est offert lorsqu'il s'est agi d'envoyer l'abbé Boucher, me le fait regretter. Il vouloit s'y consacrer pour la vie; il a, dit-on, de la capacité pour plusieurs choses, sait passablement l'anglais, a déjà un peu étudié l'algonquin, bon caractère, etc. Il ne pense peut-être plus de même" (Québec, 30 nov. 1830). Belcourt était donc revenu de son premier moment d'enthousiasme lorsque, un peu plus de deux mois après, il envoya à son ordinaire la lettre que nous citons.

6. Sainte-Martine, 9 fév. 1831.



Malgré ces protestations de la nature, M. Belcourt fit son sacrifice, ne se doutant guère que, dans son cas particulier, peu de consolations et d'abondantes mortifications d'un genre qui n'est point commun l'attendaient dans l'Ouest. L'or n'est pas moins de l'or parce qu'il est accidentellement défiguré par des scories, et la perfection n'est point de ce monde. Écrivant une histoire, non pas un panégyrique, il convient de dire au début que M<sup>gr</sup> Provencher n'accorda jamais sa pleine sympathie au nouveau missionnaire qui, plein de zèle et de talent, quoique un peu inconstant et assez volontaire, eût fait plus de bien s'il eût été en pleine harmonie d'idées avec son supérieur immédiat <sup>7</sup>.



Signature de M. Belcourt.

M. Georges-Antoine Belcourt <sup>8</sup> est le seul prêtre catholique qu'Alexandre Ross daigne mentionner dans son volume intitulé *The Red River Settlement* <sup>9</sup>. Il le traite d'homme "actif, intelligent et entreprenant", ajoutant que, "toute paradoxale que puisse paraître l'assertion, M. Belcourt

7. Une des causes du peu d'entente qui existait entre les deux missionnaires, tout bien intentionnés qu'ils étaient, consistait en la position quelque peu anormale de M<sup>gr</sup> Provencher. Ce prélat, bien que revêtu du caractère épiscopal, n'était alors guère plus que le grand vicaire de l'évêque de Québec—même pas vicaire apostolique. Conscient de cet état de choses, M. Belcourt, qui devait à M<sup>gr</sup> de Québec son séjour dans l'Ouest, affectait de ne traiter d'affaires qu'avec lui, manière de faire qui, toute correcte qu'elle pût être en théorie, n'en mettait pas moins M<sup>gr</sup> de Juliopolis dans un position fausse, et occasionnait des difficultés inévitables.

8. Né le 22 avril 1803, à Baie-du-Febvre, Bas-Canada, G.-A. Belcourt était le fils d'Antoine B. et de Joséphine Lemire. Il fit ses études au collège de Nicolet, et fut ordonné prêtre le 19 mars 1827. D'abord curé de Saint-François du Lac, il fut en 1830 transféré à Sainte-Martine.

9. Avec, pourtant, M. Darveau, qu'il appelle Derveau.

comprenait la langue des sauvages mieux qu'eux-mêmes. Avec une ingénuité et une persévérance caractéristiques, il profita de la nature même de l'idiome sauteux pour l'enrichir de composés, qui exprimaient fidèlement, et avec autant de force que faire se pouvait, les idées exotiques propres à la civilisation et au christianisme. Sous ce rapport, M. Belcourt a un avantage incalculable sur ses rivaux protestants, qui, généralement parlant, doivent s'en rapporter implicitement à des interprètes dont les capacités sont fort peu adéquates''<sup>10</sup>.

Après avoir étudié le sauteux, M. Belcourt établit (1833) sur les bords de l'Assiniboine, à quelque trente milles de son embouchure, un village indien auquel le gouverneur Simpson fit présent d'une belle pièce de terre de cinq milles de long<sup>11</sup>. Là furent, avec le temps, érigées une église, avec des maisonnettes entourées de champs minuscules. Le tout était plutôt le résultat de ses propres travaux que des efforts de ses néophytes. Pour réussir dans son entreprise, il n'épargna ni fatigue, ni travail manuel, ni dépense.

Il en était encore à ses débuts, quand ses catéchumènes furent dispersés par une bande de Gros-Ventres, qui fondirent sur eux au moment où ils s'y attendaient e moins<sup>12</sup>. On avait justement bâti une maison d'à peine vingt pieds carrés, qui devait servir de chapelle pour le peuple et de logis pour le prêtre. Elle était alors la seule construction du genre. Quand il fut assailli par les sauvages américains, Belcourt vivait sous un abri de peau et d'écorce. Il le quitta précipitamment, pour se réfugier dans la maison en troncs d'arbres, où il ramassa les quelques Sauteux qui restaient.

Surprises et massacres étaient alors à l'ordre du jour.

10. *Op. cit.*, pp. 285-86.

11. *Ibid.*, *ibid.*

12. Les Gros-Ventres étaient les Hidatsas, tribu sious.

Les sauvages du sud, surtout les Sioux, prenaient plaisir à faire des irruptions contre les Indiens du Canada, n'épargnant même pas les Canadiens et les métis, chaque fois qu'ils pouvaient les prendre au dépourvu.

Dans le cas présent, il semblerait que les étrangers étaient de simples maraudeurs, ou des espions, au service d'un parti plus important. C'était en septembre 1833, et tous les hommes du missionnaire étaient à la chasse au bison, à l'exception de deux païens, qui n'avaient même pas de flèches avec eux, et d'autant de chrétiens qui aidaient M. Belcourt à scier des planches pour sa chapelle. De leur étroite retraite, les deux chrétiens tirèrent coup sur coup, pendant que les autres faisaient un tapage tel que les braves (?) guerriers du sud crurent prudent de se retirer. Pourtant, plusieurs jours durant, ils tracassèrent les gens de M. Belcourt, se tenant cachés et essayant de fondre sur eux à l'improviste, avec l'intention probable de se procurer des scalpes avant de retourner dans leur pays <sup>13</sup>.

Cette circonstance provoqua un changement de site pour la mission projetée. L'emplacement choisi alors était originellement appelé la prairie à Fournier<sup>14</sup>, et se trouvait sur la rive gauche de l'Assiniboine. Il est connu aujourd'hui sous le nom de Saint-Eustache<sup>15</sup>; mais M. Belcourt l'avait mis sous le patronage de l'Apôtre des nations, et sa mission se nommait Saint-Paul.

En juin 1835, le missionnaire annonçait qu'une trentaine de familles indiennes avaient semé, et se réjouissait à la

13. Lettre de M. Belcourt; Mission Saint-Paul, 11 juil. 1834.

14. "La première prairie en bas du fort de la Reine" (Journal de JOHN MACDONELL, *ap. Les Bourgeois du Nord-Ouest*, vol. 1, p. 290), ainsi nommée en l'honneur d'un traiteur du sud.

15. Ou, pour parler plus correctement, c'est la paroisse de Saint-Eustache qui a remplacé la mission de M. Belcourt, bien que le site de son centre ne soit pas absolument identique avec celui de cette dernière.

pensée que M<sup>gr</sup> Provencher lui avait envoyé des bœufs. M. Belcourt était par nature optimiste, du moins en ce qui était de l'œuvre de ses mains; dans le cas présent, il comptait beaucoup de familles pour lesquelles son serviteur avait fait toute la besogne. Des pommes de terre, du maïs et de l'orge, tels étaient les objets de ces travaux.

Peu auparavant, une nouvelle recrue était venue au secours des missionnaires de la Rivière-Rouge. C'était l'abbé Charles-Édouard Poiré, qui fut ordonné à Saint-Boniface en 1833, et chargé de la desserte de la prairie du Cheval-Blanc. Au bout de quatre ans, il demanda à retourner au Bas-Canada, sous prétexte qu'il n'était venu qu'à la condition de ne pas rester plus longtemps<sup>16</sup>.

M. Belcourt avait plus de persévérance. De fait, il est à remarquer que, malgré les angoisses que lui avait coûtées son départ du Canada, il sentit bientôt, et conserva toujours, un véritable attrait pour l'Ouest. En était-il momentanément éloigné, il languissait jusqu'à ce qu'on lui eût rendu ses plaines lointaines. Le grand air de l'interminable prairie l'attirait; il se sentait à l'aise au milieu des chasseurs de bison, et même les Sauteux, crasseux et déguenillés comme ils étaient, avaient pour lui des charmes sans pareil. En un mot, c'était un véritable missionnaire.

Belcourt était un homme de plans, toujours pour le plus grand bien de son troupeau—et quelquefois du troupeau des autres—mais pas aussi souvent d'accord avec les inspirations d'un jugement plus mûr. Nous ne pouvons cacher le fait qu'il semble avoir généralement considéré comme essentiel au succès de sa mission ce qui n'en aurait dû être regardé que comme un accessoire<sup>17</sup>. La grâce peut

16. Provencher à M<sup>gr</sup> de Sidyme, 30 avril 1837.

17. C'était là un renversement de l'ordre normal des choses, qui est commun à la plupart des protestants, ministres comme laïques. Dans une de ses lettres (19 juil. 1843), M. Belcourt rapporte une visite que le gouverneur Simpson fit à son second établissement, Wabassimong.



transformer un païen dépravé en un chrétien modèle, mais elle n'a rien à faire avec les caractéristiques raciales. Peu importe pour aller au ciel que vous soyez fermier, pêcheur ou chasseur. Demander à un nomade invétéré qu'il s'attache à la glèbe avant de devenir chrétien, c'est aller trop loin et renverser l'ordre normal des choses.

Avec son expérience plus grande et son jugement plus sûr, M<sup>sr</sup> Provencher aurait préféré plus de catéchisme et moins de labourage chez son représentant sur les bords de l'Assiniboine. Mais celui-ci était susceptible; il était porté à voir dans les remarques qu'on lui faisait un oubli de ses bonnes intentions, et parfois la pensée d'un prompt départ essayait de s'emparer de son esprit.

Au moment même où il annonçait à l'évêque de Québec, une si grande activité et de tels travaux agricoles autour de sa demeure, M. Belcourt écrivait à propos de M<sup>sr</sup> Provencher: "Monseigneur s'est rendu à mes désirs pour l'avancement de ma mission beaucoup plus qu'à l'ordinaire<sup>18</sup>. J'ai pourtant reçu de lui de temps en temps des

"Chemin faisant", dit-il, "je lui communiquai mon projet d'envoyer hiverner au poste une famille à qui je donnerais des bœufs de charrue, des vaches et des moutons, afin d'y établir une ferme, pour encourager les sauvages à cultiver la terre. Ce projet parut lui faire plaisir, et il m'encouragea beaucoup à l'exécuter, me disant: 'Je suis constamment d'avis qu'il n'y a rien à faire avec les sauvages, si on ne leur fait goûter les avantages de l'agriculture'" (*Rapport sur les missions du diocèse de Québec*, juillet 1845, p. 87).

Or l'expérience acquise par les meilleurs missionnaires de la Colombie Britannique, le pays de l'Amérique du Nord où l'influence de la religion et de la civilisation s'est le plus fait sentir parmi les Indiens, prouve le contraire. Il faut d'abord instruire les sauvages des vérités de la foi, et leur inspirer le goût des choses de Dieu: les améliorations d'ordre matériel viendront alors comme d'elles-mêmes. L'Indien bien ancré dans sa religion cherchera à la pratiquer le plus facilement possible. Dans ce but, il s'établira insensiblement près de l'église, où il sera comme obligé d'écouter les conseils du civilisateur.

18. A la date du 10 avril 1837, M<sup>sr</sup> Provencher remarque, dans une lettre adressée à l'évêque de Québec, que plus de six cents livres

lettres qui m'ont fait vivement désirer de m'en retourner au Canada... Je ne puis me persuader que Monseigneur n'ait pas d'antipathie contre moi... Si je ne verse pas mon sang pour le salut des infidèles, j'aurai versé bien des larmes. S'il plaisait à Votre Grandeur de les essuyer en me rappelant vers Elle, je lui baiserais la main avec action de grâces”<sup>19</sup>.

L'année suivante, pendant qu'il était à la mission Saint-Paul, M. Belcourt signalait peu de progrès et de bien minces consolations, quoiqu'il parût prévoir des temps meilleurs pour un avenir prochain. Des Sauteux, dont l'habitat était près des montagnes Rocheuses, étaient venus s'enquérir de la vérité de ce qu'ils avaient entendu dire, à savoir que plusieurs membres de leur tribu “priaient”, c'est-à-dire étaient devenus chrétiens, dans un village sauteux qui se formait sur les bords de l'Assiniboine, et qu'un prêtre, qui parlait leur langue comme eux-mêmes, donnait cours à des paroles d'une sagesse admirable. Partis le 20 février, ils n'étaient arrivés à Saint-Paul que le 2 juin.

Cet été-là (1838), le missionnaire eut l'ineffable consolation d'admettre à la première communion cinq de ses néophytes, qui avaient été en probation pendant trois ans. C'étaient les prémices de la nation sauteuse dans l'Ouest.

sterling (15.000 fr.) avaient jusqu'alors été dépensées pour cette seule mission.

19. Rivière-Rouge, c'est-à-dire Pembina; 25 juin 1835.

## CHAPITRE X

### SOCIAL ET POLITIQUE

1834-39

Si l'amélioration des indigènes, au double point de vue spirituel et temporel, ne fut point proportionnée à la somme de travail que leur premier missionnaire catholique y consacra, on ne peut s'en prendre à lui, ni l'accuser d'insouciance ou de manque d'activité. Un auteur protestant, Alexandre Simpson<sup>1</sup>, rend témoignage au "zèle infatigable" de M. Belcourt, tandis que des autres prêtres alors dans le pays il dit que "ces hommes, dont la vie est un sacrifice continuel, sont d'une conduite exemplaire, et animés d'un zèle qui ne connaît point la fatigue dans leurs efforts pour le bien d'autrui". Il mentionne en outre la conversion "d'un grand nombre d'Indiens des nations crise et sauteuse", qui fut due à leurs efforts persévérants<sup>2</sup>.

M. Belcourt était populaire parmi toutes les classes de la société, et il savait faire tourner à bien l'influence que lui valait cette popularité. Même lorsqu'il ne faisait que passer à Saint-Boniface, ou à toute autre localité où se trouvaient des blancs et des métis, il parvint parfois à y faire plus de bien que parmi ses inconstants Peaux-Rouges.

Nous avons déjà parlé de travaux de nature jusqu'à inconnue à la Rivière-Rouge, de bâtiments en pierre, qui s'y étaient récemment construits. La mission catholique ne fut pas la seule institution à tenter ce genre d'ouvrage. Dès 1832, la compagnie de la baie d'Hudson avait commencé, près de la jonction des deux rivières,

1. Frère de Thomas, dont il va être question.

2. *Life and Travels of Thomas Simpson*, p. 89; Londres, 1845.

l'érection d'un fort en pierre, qui devait devenir fameux dans l'histoire du pays. C'était une vaste enceinte formée de murs de quinze pieds de haut, épais et très solides, se prolongeant deux cent quatre-vingt pieds dans un sens et deux cent quarante dans l'autre. Le tout était muni de créneaux et de bastions, et abritait, ou protégeait, les bâtisses communes à cette espèce d'établissement: des magasins, des entrepôts, une poudrière et des maisons de résidence pour les officiers et les employés.

Cet important poste, qui allait remplacer le fort de bois, successeur lui-même du fort Douglas des premiers jours de la colonie, ne fut pas terminé avant 1837 <sup>3</sup>. Nous parlons on le comprend, du célèbre fort Garry, ainsi nommé en l'honneur de Nicolas Garry, l'un des principaux membres du comité de la compagnie de la baie d'Hudson à Londres, qui était venu peu auparavant organiser le nouveau corps commercial, résultat de l'amalgame de la compagnie du Nord-Ouest avec celle de la baie d'Hudson.

Quelques temps avant le jour de Noël 1834, un commis du nom de Thomas Simpson, qui devait périr misérablement après avoir accompli d'importantes explorations sur la côte septentrionale de l'Amérique, se trouvait dans le nouveau fort encore inachevé. Il était occupé à payer les employés de sa compagnie lorsque l'un d'eux, Antoine Larocque, las d'attendre son tour, pénétra hardiment dans

3. On a mentionné différentes dates, toutes antérieures à la nôtre, comme étant celle de l'achèvement de cette véritable place forte. La résolution 44 du conseil de 1836 prouve qu'on s'est jusqu'ici trompé à ce sujet. Cette "résolution" se lit ainsi: (Résolu) "que des artisans et des ouvriers soient employés à élever et compléter le nouvel établissement du fort Garry, et qu'on extraie et charrie pendant l'hiver assez de pierre pour les bastions et les murs qui l'entourent". Or cette même résolution se trouve répétée dans les procès-verbaux des séances du même conseil tenues en juin 1837, ce qui remet à la fin de l'été, ou à l'automne, de cette année le parachèvement du fort.



le bureau de l'Anglais, et demanda ce qui lui revenait sur un ton qui frisait l'insolence.

Pour toute réponse, il reçut de Simpson, non pas l'argent qu'il réclamait, mais un coup de tisonnier en fer, qui manqua de lui fracturer le crâne.

Le Canadien pouvait être dans son tort; toutefois il est permis de présumer que le traiteur n'était pas lui-même au-dessus de tout blâme, si l'on considère qu'un de ses propres compatriotes, Robert-M. Ballantyne, admet dans l'un de ses livres qu'il "était de nature hautaine" <sup>4</sup>.

La figure toute couverte du sang qui s'échappait de sa blessure, Larocque sortit précipitamment du fort, et se montra à un certain nombre de métis qui se trouvaient dans les environs. Après les premiers moments de stupéfaction, ceux-ci résolurent de faire payer cher l'acte de violence dont l'Anglais s'était rendu coupable. De bouche en bouche la nouvelle courut, comme une traînée de poudre, que Simpson avait attenté à la vie d'un des leurs.

—Il faut qu'on nous le livre, s'écrièrent les métis.

Les choses prenaient décidément une mauvaise tournure.

Le pauvre commis n'était nullement pressé d'aller s'offrir en holocauste à la rage des métis, qu'il savait ne point badiner quand l'honneur national, qui commençait à s'affirmer chez eux, était en cause. Autant eût-il valu se jeter, les poings liés, dans une bande de loups affamés. Ses supérieurs ne voulaient pas davantage le laisser s'aventurer en dehors de chez lui.

4. *Hudson's Bay*, p. 138. D. GUNN a là-dessus écrit ce qui suit: "Larocque, métis français, étant entré dans le bureau, demanda son argent. N'appréciant point sa présence, M. Simpson lui appliqua des épithètes peu courtoises, qui provoquèrent une réplique dont M. Simpson fut si offensé, qu'il perdit tout contrôle sur lui-même. Saisissant le tisonnier, il en frappa Larocque sur la tête, découvrant ainsi un pouce ou deux de son crâne" (*History of Manitoba*, p. 284).

A six heures du soir, la foule des mécontents avait grossi d'une manière alarmante. Elle était, de plus, dans un tel état de surexcitation que même les murs de pierre du fort, eussent-ils été terminés, n'auraient pas été une protection bien efficace contre eux, à moins d'avoir recours aux canons dont on disposait. En vain le gouverneur local, qui était alors M. Alexandre Christie, essaya-t-il de faire entendre raison aux meneurs, leur envoyant message sur message et leur offrant des conditions de paix. Les métis ne voulaient prendre en considération aucune proposition qui ne comprenait point l'abandon entre leurs mains du malheureux commis.

Le gouverneur lui-même alla les trouver, en compagnie de MM. Logan et Ross, dans l'espoir d'apaiser leur courroux. Malgré l'humiliation qu'elle comportait, même cette démarche n'eut aucun succès. C'était Simpson qui avait fauté; c'était lui qu'on voulait <sup>5</sup>.

En désespoir de cause, les autorités de la colonie pensèrent alors à la colonie catholique, de l'autre côté de la rivière.

—Il faut aller demander le secours du prêtre, suggéra quelqu'un.

—Oui, allons-y, firent les officiers du fort.

Et le gouverneur en chef lui-même, Georges Simpson <sup>6</sup>, passa avec quelques autres messieurs à Saint-Boniface, où M. Belcourt se trouvait par hasard.

Celui-ci parla aux métis, et leur rappela comment ils avaient toujours trouvé en lui un ami sincère. Il leur répéta ce qu'on leur avait déjà dit au sujet du pardon des injures, qui était commandé à tout chrétien, et, par ces bonnes paroles basées sur la foi plutôt que sur la raison,

5. "Ils ressemblaient plus à une troupe de furies qu'à des êtres humains", nous assure ALEX. ROSS.

6. Qui était parent de Thomas.

lesquelles, chez les catholiques, ont leur valeur centuplée par le caractère sacré dont est revêtu celui qui les profère, il réussit à calmer la colère qui bouillonnait dans la poitrine du peuple <sup>7</sup>.

La compagnie dut accorder une compensation pécuniaire à la famille de sa victime; mais Thomas Simpson eut la vie sauve, et on le laissa désormais tranquille <sup>8</sup>.

Pendant que M. Belcourt s'employait ainsi dans l'intérêt de la paix chez les métis, un jeune prêtre, de talents moins brillants, mais de caractère plus souple et plus constant dans l'exécution des ordres qu'il recevait, se préparait à la longue carrière de missionnaire chez les sauvages qui l'attendait dans l'Ouest. M. Jean-Baptiste Thibault était né à Saint-Joseph de Lévis, le 14 décembre 1810, et était arrivé dans l'été de 1833 à Saint-Boniface, où il avait été ordonné prêtre le 8 septembre de la même année. Tout en dirigeant les six élèves qui formaient alors le collège de Saint-Boniface, il étudiait les langues indiennes, et, au mois de juillet 1834, ses progrès sous ce rapport étaient déjà considérables.

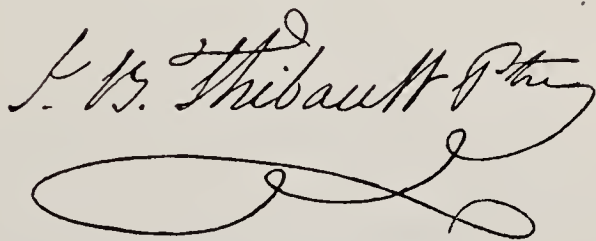
7. Ross, qui détaille l'incident tout au long, est si impartial qu'il ne dit pas un traître mot du rôle honorable que joua alors M. Belcourt.

8. A propos de cet épisode, l'abbé G. DUGAS dit (*L'Ouest canadien*, p. 68) que le gouverneur *envoya chercher* Belcourt. Il ne peut y avoir de doute qu'il alla lui-même le trouver. Car lorsque, plus de douze ans après, ce missionnaire eut un différend avec le même personnage, il en écrivit, au cours d'une lettre qui parut dans un document officiel:

"Si son cœur avait connu la générosité commune à la généralité des hommes, il se serait souvenu du jour où il *vint*, escorté des principaux du pays, me chercher dans ma pauvre chaumière, pour dissiper un trouble passager et faciliter les mesures qu'il regardait comme nécessaires à sa propre sûreté" (Lettre à A.-K. Isbister; Québec, 21 déc. 1847; dans *Correspondence relative to the Inhabitants of the Red River Settlement*, p. 100). M. Belcourt se trompait en s'imaginant que le gouverneur Simpson avait oublié le grand service qu'il lui avait rendu, à lui et à son établissement. Nous verrons que quand, après une rupture sérieuse, celui-ci consentit à le faire revenir à la Rivière-Rouge, il basa son intervention précisément sur les services que le prêtre avait rendus à la colonie et à lui-même.

Même à cette date éloignée, M<sup>gr</sup> Provencher voyait en lui “un sujet précieux pour les missions. Nos gens”, ajoute-t-il, “ont trouvé qu’il prêchait bien; il instruira bien et parlera bien sauvage”<sup>9</sup>.

Or l’évêque de Juliopolis avait alors plus que jamais un besoin pressant de pareils auxiliaires. C’est, en effet, à cette époque qu’il reçut des colons du lointain Orégon, une pétition à l’effet d’avoir des missionnaires. Comme il n’avait personne à leur envoyer, il résolut d’aller chercher de l’aide dans l’est. Il partit donc pour le Bas-Canada, et poussa même jusqu’en Europe, laissant le jeune M. Thibault temporairement à la tête de ses missions (1835-37)<sup>10</sup>.



Signature de M. Thibault.

Peu après son retour à Montréal, qui s’effectua le 16 juillet 1837, son ami et correspondant de vieille date, M<sup>gr</sup> Lartigue, évêque de cette ville, lui fit faire une ordination générale, à laquelle prit part, en qualité de candidat aux ordres mineurs, un petit jeune homme qui, pas moins de quatre-vingts ans plus tard, devait continuer en partie l’œuvre du prélat missionnaire, et cela du palais même de son troisième successeur. Ce lévite était l’abbé (et futur père) Damase Dandurand, qui était en outre destiné

9. Provencher à M<sup>gr</sup> J. Signay, évêque de Québec, 16 juil. 1834.

10. Ce voyage, auquel le prélat eut de la peine à se résoudre (Cf. lettre à M<sup>gr</sup> Lartigue, 25 oct. 1834), lui fut facilité par la Compagnie, qui lui accorda un passage gratuit dans un de ses canots, après avoir souscrit la somme de 100 livres pour l’achèvement de sa cathédrale (3 juin 1835—M<sup>gr</sup> Provencher, écrivant le 5, dit “hier”).



à mourir à la Rivière-Rouge, devenue le Manitoba, avec le titre de doyen du clergé de l'Église universelle.

Dans le cours de l'hiver 1837, M<sup>gr</sup> Provencher obtint en outre les services de deux sujets de choix, MM. François-N. Blanchet et Modeste Demers, qui devaient tous les deux être élevés à l'épiscopat sur les bords du Pacifique. Faute de place dans les canots de la compagnie de la baie d'Hudson, un seul put accompagner l'évêque de Juliopolis à la Rivière-Rouge, quand il y retourna en 1837. C'était le doux et pieux M. Demers, qui travailla un an à Saint-Boniface, en attendant l'arrivée de son supérieur immédiat, M. Blanchet, pour lequel on obtint un passage de Lachine à la Rivière-Rouge en 1838 <sup>11</sup>.

Avec ce dernier vint un jeune prêtre de Deschambault, l'abbé J.-Arsène Mayrand, qui devait rester sept ans dans les missions de M<sup>gr</sup> Provencher, sans pouvoir y travailler autant qu'il l'eût voulu, à cause du peu de santé dont il jouissait.

A l'arrivée de ces recrues, l'évêque de Juliopolis pouvait se glorifier d'avoir plus de prêtres qu'il n'en posséda jamais avant la venue des Oblats. C'étaient MM. Belcourt, Poiré, Thibault, Demers, Blanchet et Mayrand. Par cette liste, néanmoins, on verra que deux autres, MM. Harper et Boucher, avaient dûment marché sur les traces de leurs devanciers, c'est-à-dire étaient retournés au Canada. Le premier était parti en 1832; le second un an plus tard <sup>12</sup>. D'un autre côté, deux autres encore n'étaient

11. Comme il était évident que l'évêque de Juliopolis, qui avait déjà tant de peine à se procurer des sujets pour la Rivière-Rouge ne pourrait en trouver pour la si lointaine mission de la Colombie, il essaya, en 1840, de s'assurer les services des pères de Picpus sans pourtant que ses démarches aient pu aboutir.

12. De retour au Bas-Canada, M. Boucher, fut nommé curé de L'Ange-Gardien et missionnaire chez les sauvages des postes du roi. En septembre 1844 il fut transféré à Saint-Ambroise, d'où il visitait périodiquement les Montagnais du lac Saint-Jean, les Hurons de la

là qu'en passant, et à leur départ pour l'Orégon, le clergé de M<sup>gr</sup> Provencher se trouva réduit à quatre membres, dont l'un, M. Poiré, devait s'en aller l'année suivante.

Quand le prélat fut revenu du Canada, il envoya M. Belcourt au lac la Pluie, avec mission d'étudier sur place les conditions locales, en vue d'y établir une mission permanente. Celui-ci partit au printemps de 1838, pendant que M. Poiré le remplaçait à Saint-Paul, où Angélique Nolin faisait la classe depuis 1834. La glace de la rivière Rouge commençait à perdre de sa consistance, et le cheval de Belcourt s'y enfonça. Heureusement que certaines personnes qui admiraient son courage, ou s'étonnaient de son imprudence et redoutaient un sérieux accident, vinrent à son secours, et l'aidèrent à se tirer de ce mauvais pas, sans autre mal qu'un bain d'eau glacée.

Le missionnaire resta quelque temps au fort de la Winnipeg inférieure, où il célébra quelques mariages et remplit les fonctions du ministère propres à un prêtre de sa condition. Au lac la Pluie, il trouva les Indiens "peu disposés à quitter la bouteille pour l'écouter", comme Provencher le fait remarquer dans son langage pittoresque<sup>13</sup>. Mais il ne désespérait point, et nous le reverrons plus tard semant encore sur un sol qui n'était que trop pierreux.

A son retour, M. Poiré rentra à Saint-Boniface, où il arriva le 12 août 1838, et se mit presque immédiate-

Jeune-Lorette, et les Miamaes de la province de Québec. Il mourut dans cette dernière paroisse le 4 déc. 1880.

Quant à M. Harper, on lui confia, à son retour, la direction de la paroisse de Saint-Grégoire, à Nicolet, où il resta jusqu'au jour de sa mort, qui arriva subitement le 30 juil. 1869. Ses restes furent déposés dans un caveau pratiqué sous l'église locale, qu'il avait rebâtie, à côté de deux de ses frères, prêtres comme lui (Abbé DOUVILLE *Histoire du collège-séminaire de Nicolet*, 1803-1903, vol. I, p. 407; Montréal, 1903).

13. A l'évêque de Sidyme; Rivière-Rouge, 6 août 1838.

ment en route pour la pointe Lévis, son pays natal. Il ne devait point revoir la Rivière-Rouge.

C'est à la même époque (1838) que doit se rattacher la fondation, par M. Belcourt, d'une mission au confluent de la rivière aux Anglais avec la Winnipeg <sup>14</sup>. Wabassimong—tel était le nom indien sous lequel elle fut connue—coûta au missionnaire des efforts surhumains, au double point de vue physique et moral; mais, en tant que centre religieux, elle ne fut jamais un succès, malgré les illusions de son fondateur à ce sujet, et bien qu'Alexandre Ross en parle comme "d'un établissement considérable" <sup>15</sup>.

Cette mission comprenait, outre une église sous le vocable de Notre-Dame de la Merci, des maisonnettes pour les Indiens, ainsi que les petits champs propres aux missions de M. Belcourt, avec des bêtes à cornes fournies par Saint-Boniface—répétition de la première erreur de ce missionnaire, qui essayait de civiliser avant de poser de solides fondations chrétiennes. Ces dernières venant à manquer, l'édifice qui avait coûté tant de sueurs et d'argent s'écroula, après une dizaine d'années de labeur opiniâtre.

Au mois d'août 1838, Belcourt, qui avait fait marcher de pair avec ses travaux religieux et manuels la préparation d'un dictionnaire et d'une grammaire de la langue sauteuse, partit pour le Canada "plein de projets d'impression" <sup>16</sup>. Dans le cours de l'année suivante, il publia en sauteux un livre de lecture, un catéchisme

14. Par une curieuse erreur, dans le premier de ses volumes intitulés *History of the Northwest*, ALEXANDRE BEGG attribue (p. 281) à M. Darveau la fondation de la mission de Wabassimong, alors que ce dernier n'était pas encore prêtre à l'époque où M. Belcourt l'établit.

15. *The Red River Settlement*, p. 288.

16. Provencher à M<sup>re</sup> Signay, 6 août 1838. A Saint-Boniface et aux environs, il y avait, en 1839, seize cents catholiques et sept cents à Saint-François-Xavier.



M. THIBAULT





et livre de prières combinées, ainsi qu'une brochure de 146 pages sur les "principes de l'idiome sauteux" en français. Il dut remettre à plus tard la publication de son dictionnaire <sup>17</sup>.

Passant maintenant de la sphère purement religieuse à l'administration civile de la colonie, dont il est bon d'avoir une idée pour mieux comprendre la suite de notre récit, nous voyons que, pendant les premières années de son existence, ce petit pays s'était développé sous le contrôle d'un seul homme, ou à peu près. Il y eut bien, dès 1815 <sup>18</sup>, une espèce de conseil, dont la première session—la seule de cette année—se tint le 24 juin; mais cet humble corps politique qui, avec le temps, devait devenir quasi-législatif, n'était guère que consultatif à l'origine. Plus de sept ans s'écoulèrent, jusqu'à ce qu'une seconde session régulière eût lieu. C'était le 4 décembre 1822, date après laquelle ses membres se réunirent sept fois, jusqu'au printemps de 1824 inclusivement. Nous n'avons point de comptes rendus d'autres séances pendant les huit ans qui suivirent.

La colonie avait dès lors reçu le nom d'Assiniboia <sup>19</sup>.

Les conseillers étaient pratiquement à la nomination de la baie d'Hudson, et consistaient en quelques notables, qui étaient supposés aider le gouverneur de leurs lumières dans l'administration des affaires publiques. Au commencement, les autorités catholiques du pays ne furent point officiellement reconnues dans la formation de cette assemblée, qui avait son siège au fort de la Compagnie. Le 4 mai 1822, les membres de ce corps public étaient: Georges Simpson, gouverneur de la terre de Rupert, président; Donald McKenzie, gouverneur de l'Assiniboia,

17. Il se trouve encore en manuscrit à l'archevêché de Saint-Boniface.

18. Le 13 juin 1813, lord Selkirk avait suggéré à Miles Macdonell d'avoir un conseil, qui aurait pu se composer alors de MM. Keveney, Lasserre, K. McRae et Archibald McDonald.

19. On commença par dire Ossiniboia et Ossiniboya.

et les conseillers James Sutherland, John Pritchard et Robert Logan<sup>20</sup>.

On pourrait tirer du fait que le principal représentant de la Compagnie était le président de ce conseil la preuve qu'on ne voulait point lui donner le caractère d'une assemblée populaire. On ne saurait pourtant nier que la plupart de ses décisions aient été inspirées par le souci des véritables intérêts publics. D'autre part, on augmenta avec le temps le nombre de ses membres, et, pendant les dernières années de son existence, le conseil représentait assez bien le peuple, quelques-uns de ses membres étant même connus pour leur opposition au corps commercial, qui les avait choisis<sup>21</sup>. C'était la partie principale d'un gouvernement primitif, où les droits de la morale, de la justice et de l'ordre n'étaient pas plus oubliés que les prétentions de la puissante corporation qui lui avait donné naissance.

Ce ne fut que le 12 février 1835, qu'un membre du clergé catholique fut admis à ses délibérations, dans la personne de M<sup>sr</sup> Provencher. Même alors, il ne s'y trouvait avec quatre autres personnes que par suite d'une invitation spéciale, et non à titre de membre régulier. La population totale de la colonie était alors de trois mille six cent soixante-dix-neuf âmes<sup>22</sup>.

20. A peu près tous les historiens du Manitoba donnent 1835 comme la date initiale de l'existence de ce corps public. Or le procès-verbal de sa session de 1832, sans compter de plus anciens, existe encore.

21. "La justice veut que nous disions que la Compagnie, sans introduire dans le pays le principe électif, a, depuis douze ans au moins à ma connaissance personnelle, basé le choix des conseillers sur le sentiment public, bien plus que sur ses propres intérêts" (M<sup>sr</sup> TACHÉ, *Esquisse sur le Nord-Ouest de l'Amérique*, p. 52 de la seconde édition; Montréal, 1901).

22. Cette même année 1835, les héritiers du comte de Selkirk transférèrent à la compagnie de la baie d'Hudson la colonie et tout le territoire que son fondateur en avait originairement obtenu. La somme de \$4.000 livres sterling, plus 111 livres d'intérêt, fut le prix que la Com-

Même après cette date, et quelque temps avant le départ du prélat pour l'Europe, nous voyons le Rév. David-T. Jones, ministre anglican qui avait succédé à M. West, membre d'office de ce conseil, mais aucun représentant de la partie catholique de la population. Ce n'est que le 16 juin 1837 que l'évêque de Juliopolis fut admis dans son sein, par la cérémonie usuelle du serment, en même temps qu'un capitaine Georges-Marc Cary.

Étant donné la position exceptionnelle du prélat dans la colonie, cette admission peut paraître une reconnaissance bien tardive de sa position sociale et de ses talents administratifs. Mais il est très possible que, en homme retiré qu'il était et en raison de son peu de familiarité avec la langue anglaise, il ait lui-même préféré jusqu'alors se désintéresser des petites questions de la politique locale. Nous avons déjà montré que ses services à la cause publique étaient pleinement reconnus <sup>23</sup>. Nous en trouvons une nouvelle preuve dans l'allocation de cent livres sterling, accompagnée de la gratification de ce qui était encore considéré comme un luxe à la Rivière-Rouge, c'est-à-dire du thé, du sucre et quelques autres articles de table, qui furent votés en juin 1835, à sa mission par la compagnie de la baie d'Hudson <sup>24</sup>.

pagne dut alors déboursier, pour recouvrer les droits qu'elle avait cédés lors du marché avec le comte de Selkirk. GUNN parle du second marché comme ayant été conclu entre la Compagnie et ce même personnage (*History of Manitoba*, p. 279), alors que celui-ci était mort depuis quinze ans.

23. Il est bon d'ajouter que, dès le 8 sept. 1823, G. Simpson avait écrit: "Je crois qu'il serait bon d'ajouter le facteur en chef du district et l'évêque catholique à la liste des conseillers".

24. Résolution 74. Entre 1825 et 1833 inclusivement, la Compagnie accorda annuellement un subside de 50 livres à sa mission. En 1834, le conseil ne se réunit point, ou du moins ne laissa point de procès-verbaux de ses séances. A partir de 1835, l'allocation à la mission fut doublée. Il peut être bon d'ajouter qu'après cette époque la Compagnie, non seulement augmenta dans la même proportion les secours précé-



Dans tous les cas, sa présence au conseil d'Assiniboia, ainsi que celle d'autres catholiques dont nous aurons beaucoup à dire dans la suite, fut des plus salutaires, et le rôle qu'ils y jouèrent ne fut certainement pas secondaire.

Il n'en pouvait être autrement, si l'on considère l'étendue des intérêts dont l'évêque, en particulier, avait alors la direction dans la colonie. Pour ne mentionner que la question de l'éducation, Provencher se trouvait déjà à la tête d'un véritable système scolaire, qui comprenait des maîtres d'école des deux sexes, dont l'un enseignait l'anglais depuis 1834<sup>25</sup>.

En outre, de plus en plus pénétré de la nécessité d'améliorer la condition matérielle de son peuple, aussi bien que ses mœurs, le prélat renchérit encore sur ce que nous l'avons vu faire sous ce rapport, en faisant venir du Canada, au cours de 1838, deux femmes destinées à enseigner l'art de tisser aux colons<sup>26</sup>. La compagnie de la baie d'Hudson leur promit un salaire pour les trois premières années, tandis que la mission leur donnerait le vivre et le couvert. Malheureusement, un incendie consuma, le 26 mars 1839, les instruments et le local dans

demment donnés à d'autres, mais gratifia de la même somme de cent livres même M. Jones, ministre anglican à la Rivière-Rouge, qui recevait déjà comme tel un traitement de cette corporation.

25. Provencher à Signay, 16 juil. 1834.

26. Les noms de ces deux premières représentantes de l'industrie dans l'Ouest méritent de passer à la postérité. La première était une dame Lapalice, née Marguerite Chesnay. Elle avait vu le jour en 1789 à Saint-Antoine de la rivière du Loup (Louiseville), et en 1813 avait épousé un Laurent Lapalice, qu'elle perdit avant son arrivée à la Rivière-Rouge. Elle devait retourner dans l'est en 1842, et mourir à Saint-Aimé en 1874.

La seconde était une demoiselle Ursule Grenier, née à Yamachiche le 27 déc. 1806, d'Augustin Grenier et de Marguerite Venne. Elle ne revit point son pays natal; mais, après s'être retirée quelque temps à l'évêché de Saint-Boniface, finit par se marier à un nommé Larivière, et mourut au lac des Chênes, Manitoba.

lequel les cours se donnaient. Les tisserandes et leurs élèves n'eurent que le temps de se sauver, et tout ce qui servait à carder, filer et tisser la laine devint la proie des flammes.

Mais l'évêque de Juliopolis avait trop à cœur le bien-être de ses ouailles pour s'avouer vaincu. Il remit sur pied son école industrielle<sup>27</sup>, qu'il établit alors dans sa propre demeure, en attendant que la bâtisse incendiée fût restaurée, et se réfugia lui-même dans la sacristie de son ancienne église. Sa cathédrale n'était point encore terminée, et l'accident arrivé à son école de tissage eut comme un contre-coup sur la première, puisque les portes et les fenêtres de l'édifice en pierre, qui avaient été conservées dans celle-ci, furent détruites en même temps qu'elle.

Cette école de tissage devait durer jusqu'en 1842, et, d'après un certificat écrit de la main même de M<sup>gr</sup> Provencher<sup>28</sup>, en faveur de l'une des maîtresses qui retourna alors dans l'est, celle-ci s'était acquittée de sa tâche "à la satisfaction des gens du pays."

27. Pour laquelle le conseil d'Assiniboia lui octroya la somme de 50 livres (Résolution 85, année 1839).

28. Dont nous avons en ce moment un fac-similé photographique sous les yeux.

## CHAPITRE XI

MINISTRES ET INDIENS

1839-41

Il est pourtant à peine nécessaire de faire remarquer que le zèle de l'évêque catholique avait pour objet principal la préservation et la propagation de la foi. La première expliquait l'existence de ses stations, plus ou moins permanentes au point de vue de la résidence du prêtre, de Saint-Boniface, Saint-François-Xavier, Pembina et lac Manitoba, et c'était le désir de favoriser l'extension du royaume de Dieu qui avait suscité la fondation des missions sauvages de Saint-Paul, Wabassimong et du lac la Pluie.

Le prélat suivait avec une sollicitude de tous les instants les luttes d'un pionnier comme M. Belcourt, contre des forces qui lui étaient de tous points supérieures, et il ne négligeait aucune occasion de lui rappeler l'obligation de ne point oublier les intérêts des âmes, sous prétexte de procurer l'aisance matérielle.

Ce missionnaire revint du Canada le 11 juin 1839, au grand contentement de ses néophytes, qui craignaient de ne plus le revoir <sup>1</sup>. Nous le retrouvons au commencement de juillet à Saint-Paul, d'où il formule en deux lignes une nouvelle de la plus haute importance pour l'histoire des missions du nord. "Avant de quitter l'équipage", écrit-il, "je baptisai un sauvage peau-de-lièvre, que j'avais instruit le long de la route, lequel était en danger prochain de mort" <sup>2</sup>.

1. Il revint, à la demande même de M<sup>gr</sup> Provencher, qui désirait "qu'il finît son dictionnaire, qui pourra être utile à ceux qui viendront après lui". C'est ajoute-t-il, "le principal motif qui m'a engagé à le redemander" (A M<sup>gr</sup> de Québec, 8 juil. 1839).

2. A M<sup>gr</sup> de Québec, 7 juil. 1839.

Les Peaux-de-Lièvre sont des aborigènes du cercle arctique. C'est donc à M. Belcourt que revient l'honneur d'avoir été le premier ministre d'un culte à baptiser un représentant de la grande famille dénée, dont nous aurons tant à dire plus tard.

En 1840, nous voyons le même missionnaire, toujours plein de bonne volonté, mettre ses talents d'artisan à la disposition de son évêque, qui parfois était disposé à regarder d'un mauvais œil leur trop fréquente exhibition. Il tourna cent trente balustres de chêne pour le chœur et les chapelles de la cathédrale, ainsi que cent cinquante chandeliers pour servir à la célébration de l'office divin. Tout en contribuant à former une peinture exacte de la vie ecclésiastique à la Rivière-Rouge, il y a quatre-vingts ans, la mention de ces occupations ne peut que nous rappeler en même temps ce grand artisan de Tarse appelé Paul, qui, malgré la sublime mission qu'il tenait de Notre-Seigneur lui-même, ne crut pas déroger à sa dignité en se livrant à des travaux manuels<sup>3</sup>.

La même année 1840, M. Belcourt nous fait passer dans ses lettres des bords de l'Assiniboine aux grandes plaines de l'Amérique du Nord. La chasse au bison, nous l'avons dit, était alors la grande ressource de la colonie et, pour les métis, un agréable passe-temps. Cette chasse était en même temps rémunératrice: l'excédent de viande était vendu aux colons, et cette vente permettait aux chasseurs de s'acheter quelques articles de première nécessité au fort. Cet été-là, pas moins de dix-sept cents charrettes avaient conduit les métis et leurs familles à la chasse; mais la malchance s'était attachée aux pas d'un trop grand nombre, et près de deux cents de ces véhicules étaient revenus vides.

3. *Actes*, xviii, 3; *ibid.*, xx, 34; *1 Cor.*, iv, 12; *1 Thess.*, ii, 9; *ii Thess.*, iii, 8.



Pour comble de malheur, la foudre était tombée, le 1<sup>er</sup> août, au milieu des chasseurs, dont quatre avaient été tués raides, et quinze en avaient reçu des atteintes moins meurtrières.

Mais l'année 1840 fut remarquable, au Canada occidental, par un événement de tout autre caractère. Cet événement devait reléguer bien loin au second rang les intérêts matériels, pour faire concentrer l'attention des missionnaires sur les besoins spirituels de leurs ouailles, surtout ceux des Indiens, bien que ceux-ci se fussent montrés jusqu'alors si réfractaires aux charmes de la doctrine évangélique. Le salut des âmes allait maintenant demander un redoublement d'énergie. Comme si la conversion des sauvages n'eût pas été une tâche assez ardue<sup>4</sup>, un autre obstacle se présentait, qui allait rendre encore plus difficile le peu de bien qu'on leur faisait. L'homme ennemi arrivait de l'est, et l'ivraie était prête à semer.

Jusqu'alors les ministres anglicans ne s'étaient guère attaqués aux Indiens. Mais, dans l'été de 1840, les canots de la compagnie de la baie d'Hudson amenèrent aux missions de M<sup>gr</sup> Provencher trois ministres méthodistes, qui allaient se mesurer plutôt avec les enseignements de la robe-noire et les pratiques religieuses que ses néophytes tenaient d'elle, qu'avec les ténèbres épaisses et l'immoralité révoltante dans lesquelles croupissaient encore plusieurs des nations barbares du Canada occidental.

L'un de ces ministres s'arrêta au lac la Pluie, où il s'imposa aux indigènes, tandis que les deux autres se dirigeaient vers le fort Cumberland<sup>5</sup>, dans la vallée de la basse Saskatchewan, environ deux cent soixante lieues

4. "Convertir les Sautaux que je viens de visiter, c'est transporter des montagnes", écrivait M. Belcourt (Cf. *Rapport sur les missions du diocèse de Québec*; janv. 1841, p. 33).

5. Poste fondé en 1772 par Joseph Frobisher.

de Saint-Boniface. Un de ces derniers devait presque immédiatement pousser jusqu'à l'Extrême-Ouest.

Ces trois fondations se faisaient avec le concours actif de la compagnie de la baie d'Hudson, qui semblait même en assumer publiquement la responsabilité <sup>6</sup>. Non seulement elle allouait à tous ces ministres les régals et avantages d'ordre matériel que recevaient annuellement ses propres fonctionnaires supérieurs <sup>7</sup>, mais elle bâtissait pour celui de Norway-House un temple, avec maison d'école et logis pour l'instituteur. En même temps, elle hébergeait en permanence M. Evans, le prédicant local <sup>8</sup>.

Dieu seul connaît les difficultés auxquelles les missionnaires catholiques eurent à se heurter, quand il fut question de convertir des païens endurcis, des sauvages démoralisés par l'intempérance et l'immoralité, comme étaient alors les Sauteux; d'autant plus que ces missionnaires faisaient consister cette conversion dans un changement complet de vie, plutôt que dans l'acceptation d'une bible et l'observation, plus ou moins religieuse, du repos dominical. Un sauvage n'a généralement pas d'objection à s'abstenir de travail le dimanche, le moindre labeur étant toujours une rude corvée pour lui. Il en va autrement lorsqu'il doit dire adieu à la polygamie, et vivre dans l'accomplissement de ses devoirs conjugaux, pur de toute souillure, sobre et mortifié, honnête et sou-

6. La résolution 73 de son conseil annuel, tenu à Norway-House le 18 juin 1840, session à laquelle le gouverneur Simpson n'assistait point, demande en effet, "que trois missions soient établies cette saison dans le département du Nord, à savoir: une à Norway-House, sous la direction du Rév. M. Evans; une au lac la Pluie, avec le Rév. M. Mason à sa tête, et une à Edmonton, sous le Rév. M. Rundle". On demande en outre "que toute facilité leur soit accordée pour assurer le succès de leurs travaux spirituels".

7. *Les commissioned gentlemen*.

8. *Minutes of the Council*, publiées par I. COWIE, p. 805.

cieux de cette reconnaissance journalière de ce qu'il doit à son Créateur, qui constitue la véritable vie chrétienne.

Et puis, il y a la question des superstitions propres aux aborigènes, de ces pratiques condamnables sur lesquelles beaucoup ferment les yeux, alors qu'ils sont toujours prêts à débâter contre des observances religieuses qui datent des âges de foi, et étaient en honneur dans la chrétienté longtemps avant qu'on eût entendu parler d'un Luther ou d'un Henri VIII. M. Belcourt rapporte un discours que lui fit un chef, lequel expose les raisons qui militaient contre la conversion des indigènes. Comme il projette une vive lumière sur la mentalité de ces derniers, nous en reproduisons une bonne partie.

“Je suis convaincu”, dit l'Indien au missionnaire, “que tu veux notre bonheur. Tes paroles sont sages; ta bouche est bonne. Le manitou<sup>9</sup> qui a fait les Français a fait ton cœur. Mais je t'ai déjà dit l'an dernier ce que je pensais. J'ai vu depuis notre manitou; voici ce qu'il m'a dit: ‘Le Grand Esprit est dans le ciel; c'est lui ‘qui a fait les blancs, avec de la terre blanche’. Notre manitou, celui qui nous a faits misérables comme nous sommes, est dans la terre, et non pas dans le ciel. Il nous a faits avec de la terre noire, et voilà pourquoi nous ne sommes point blancs comme les Français.

“Oui, notre manitou, notre père, est dans la terre, et la terre est notre mère; le soleil est son fils, et la lune est sa fille. Les étoiles sont les nombreux enfants du soleil et de la lune. J'ai vu notre manitou: regarde là, voici comme il m'est apparu”, fit-il en montrant du doigt une pierre ronde, badigeonnée de vermillon<sup>10</sup>.

Tels étaient les grossiers artifices dont se servait le

9. Esprit.

10. Mission Saint-Paul, 9 nov. 1840.

prince des ténèbres, pour retenir ces pauvres sauvages dans les liens de son esclavage <sup>11</sup>.

L'abbé Georges Dugas écrit que M. Belcourt fonda la mission du lac la Pluie au printemps de 1838 <sup>12</sup>. Il est souvent assez difficile de déterminer au juste l'époque de pareilles fondations, parce qu'une certaine période d'essai la précède généralement. Dans le cas présent, nous voyons, dans l'été de 1840, un officier de la compagnie de la baie d'Hudson, Allan Macdonell, écrire à M<sup>sr</sup> Provencher : "J'apprends que mon digne ami, M. Belcourt, est sur le point de partir pour une mission au lac la Pluie... Je crois de mon devoir d'informer Votre Grandeur qu'il y a déjà deux missionnaires wesléyens établis là, qui ont été envoyés d'Angleterre avec la permission, et sous le patronage, de la compagnie de la baie d'Hudson" <sup>13</sup>.

Il n'y a pourtant aucun doute que les prêtres catholiques, sans s'y fixer en permanence, avaient depuis longtemps visité cette localité avec un certain degré de régularité. Ils y avaient leurs néophytes, et ne pouvaient évidemment les abandonner pour faire plaisir aux nouveaux venus.

Mais, à cette époque, l'idée de voir des missions établies dans ses vastes possessions, surtout lorsqu'elles étaient sous des auspices catholiques, ne souriait guère à la grande corporation commerciale. Peu de temps avant la lettre de Macdonell, dont nous venons de citer un passage, ses directeurs avaient voté un ordre du jour

11. Grossière, et même ridicule, comme était cette représentation de la Divinité, nous ne devons pas oublier les emblèmes non moins inertes qui, dans l'Égypte civilisée et même dans l'empire romain à son apogée, servaient une fin identique. La roche peinte du chef sauteux peut soutenir la comparaison avec la pierre conique noire, que l'empereur Héliogabale adorait comme représentation du dieu soleil, et qu'il maria (!) avec Astarté, la déesse lunaire des Syriens.

12. *Monseigneur Provencher*, p. 182.

13. Fort Garry, 29 juin 1840.



par lequel il était décidé que "l'on n'encouragerait point les missions protestantes ou catholiques à étendre, sans son consentement formel, la sphère de leurs opérations au-delà des limites de la colonie" <sup>14</sup>.

Mais Provencher tenait ses pouvoirs d'une autorité plus élevée. Comptant sur Dieu seul, il laissa M. Belcourt continuer ses travaux apostoliques au lac la Pluie, tout comme s'il eût été persuadé que les potentats du commerce des pelleteries les avaient pour agréables. Après tout, il ne pouvait voir comment ces traiteurs eussent le droit d'y créer un monopole en faveur des nouveaux venus, alors que ce poste avait été desservi par ses prêtres et d'autres depuis 1816 <sup>15</sup>.

Alexandre Ross reconnaît lui-même cette priorité des catholiques au lac la Pluie, et il expose ainsi la situation créée par l'arrivée des méthodistes: "Nous pensons certainement que, ayant été les premiers, ils [les catholiques] avaient les meilleurs droits. Malgré tout cela, les Wesléyens entreprirent leur mission en opposition aux catholiques, et alors commença la lutte entre eux, comme si le pays n'avait pas été assez vaste pour que chaque faction pût y déployer son zèle, sans se mettre dans le chemin l'une de l'autre" <sup>16</sup>.

Puis, après avoir parlé du dévouement et de l'esprit de sacrifice des prêtres et enregistré leur insuccès final, l'auteur presbytérien ajoute que "le succès des Wesléyens au lac la Pluie ne fut pas plus grand que celui de leurs rivaux. M. Jacobs, un des derniers ministres wesléyens qui y aient été stationnés, me disait un jour à ce sujet: "Nous y avons travaillé pendant les onze

14. Le 7 mars 1838

15. M. Tabeau y avait élevé une grande croix, qu'on voyait encore en 1841.

16. *The Red River Settlement*, p. 288.



ENFANTS DÉNÉS



‘dernières années, et y avons suivi le système ordinaire, ‘sans avoir pu y établir une école et y opérer une seule ‘conversion’! Tels furent les lauriers qu’ils gagnèrent par leur ingérence et leur opposition’’<sup>17</sup>.

Mais n’anticipons pas. Après que M. Belcourt fût parti pour le lac la Pluie, au mois de juin 1840, il apprit en chemin que, indépendamment de l’antagonisme créé par la présence du ministre protestant, un autre obstacle rendait son succès plus que problématique. Les Indiens étaient, paraît-il, très montés contre lui, parce qu’on leur avait rapporté qu’une récente décision, par laquelle le conseil d’Assiniboia défendait de leur donner des boissons enivrantes, avait été prise à son instigation. On assurait même que sa vie ne serait rien moins qu’en sûreté dans cette localité.

Le missionnaire n’en continua pas moins sa route. Il s’efforça même, sans trop y réussir, de nourrir de la parole de Dieu les nombreuses bandes d’indigènes qu’il rencontra avant d’arriver à destination. On trouvait une excuse pour l’apathie religieuse qui était générale dans une histoire, plus ou moins authentique, qui faisait alors le tour des bivouacs aborigènes. Un Indien du lac Supérieur était, assurait-on, mort peu après avoir été baptisé. Quand il voulut pénétrer dans le séjour des chrétiens trépassés, il en fut repoussé, sous prétexte que leur place n’était point pour les sauvages. Mais quand il se fut rendu à celle qui était assignée à ses compatriotes, on refusa pareillement de le laisser entrer, parce qu’il avait

17. *Ibid.*, p. 289. Les succès des missionnaires protestants n’augmentèrent point avec le temps. En 1846, nous voyons l’artiste Paul Kane écrire de cette localité: “Le fort Frances compte généralement environ deux cent cinquante Indiens. Ils ont constamment au milieu d’eux un missionnaire métis de l’Église méthodiste; mais il paraît qu’il était sur le point de les quitter, découragé qu’il était par son manque de succès” (*Wanderings of an Artist*, p. 451; Londres, 1859).



été baptisé. Comme il n'y avait point de place pour lui au pays des mânes, il était revenu à la vie.

M. Belcourt ne pouvait naturellement se laisser arrêter par de pareilles puérités. Après avoir tourné en ridicule le conte des Indiens, comme il s'apercevait que sa satire n'avait point le résultat voulu, il s'écria :

—Eh bien ! alors recevez le baptême, si vous voulez ressusciter après votre mort et jouir d'une seconde vie <sup>18</sup>.

Ce fut au cours de ce voyage qu'il planta une grande croix à Wabassimong, "le Chien blanc", comme prise de possession formelle de cette place pour l'établissement d'une mission. C'était le 15 juillet 1840. Au lac la Pluie, il vit peu de sauvages, à cause de la disette qui les avait dispersés ; mais les employés canadiens et leurs enfants métis, qui avaient, pour la même raison, été congédiés, afin de pourvoir plus facilement à leurs besoins, n'eurent pas plus tôt appris son arrivée, qu'ils retournèrent au fort et profitèrent de son ministère.

De retour de ce poste, il eut une occasion de s'apercevoir que, tout aveugles qu'ils étaient au point de vue religieux, même les Indiens savaient distinguer le pasteur du mercenaire. Il rencontra un indigène d'un pays lointain, qu'il questionna sur la condition et les progrès spirituels de ses nationaux.

—Priez-vous là-bas ? demanda-t-il <sup>19</sup>.

—Quelques-uns le font, lui fut-il répondu.

—C'est bien. Écoutez votre prêtre et devenez de bons sauvages, dit Belcourt. A propos, quel est le nom de ce prêtre ?

A cette question, l'étranger et sa femme partirent d'un éclat de rire. Puis l'Indien reprit :

18. Ce conte montrait du moins que même les Sauteux admettaient une vie future après la mort. chose que, du reste, aucune tribu n'a jamais nié à notre connaissance.

19. C'est-à-dire êtes-vous chrétiens ?

—Oh! c'est un de ces prétendus prêtres qui sont mariés. C'est pourquoi moi je ne l'écoute point.

Selon Alexandre Ross, la mission de la baie aux Canards, sur la rive occidentale du lac Winnipegosis, à peu près à moitié chemin entre ses deux extrémités, fut commencée en 1841 <sup>20</sup>. Mais Belcourt nous apprend lui-même qu'il l'inaugura pendant la première semaine d'octobre 1840, de la même manière qu'il avait marqué la fondation du poste de Wabassimong, c'est-à-dire par la plantation d'une grande croix <sup>21</sup>. Au cours du même voyage, l'intrépide missionnaire poussa même jusqu'à la rivière Qu'Appelle, et ne revint qu'en automne à Saint-Paul, qui était encore le seul poste indien avec prêtre résidant. M. Mayrand l'avait remplacé pendant son absence.

L'année suivante (1841), un nouveau prêtre vint grossir les rangs trop étroits du clergé de l'Ouest. Il s'appelait Jean-Édouard Darveau <sup>22</sup>. Agé de 27 ans, il s'était généreusement offert, alors que sa mère était mourante, et qu'il ne pouvait avoir aucun espoir de la revoir, pour la lointaine mission de la Colombie; mais il n'avait pu trouver de place dans la caravane de la Compagnie qui se dirigeait de ce côté. Ce jeune prêtre passa six mois à étudier le sauteux sous M. Belcourt; après quoi il se rendit à la baie des Canards, pendant que son professeur allait (18 mai 1842), avec des hommes et des matériaux, bâtir une église à Wabassimong.

20. Cette fameuse baie, célèbre par le poisson qu'y prennent les Indiens et autres, se trouve à 267 milles de Saint-Boniface par les moyens de communication actuels. M<sup>gr</sup> Provencher nous apprend lui-même que cette mission avait été ébauchée l'année précédente, par une visite qu'il trouvait trop courte pour faire du bien (A M<sup>gr</sup> Signay, 25 juin 1840).

21. Mission Saint-Paul, 9 nov. 1840.

22. Né à Québec, le 17 mars 1816, il avait été ordonné prêtre le 21 fév. 1841.

Arrivé à la baie des Canards, M. Darveau eut le regret de voir qu'un ministre anglican, le premier qui, au dire d'Alexandre Ross, eût "levé le pied en faveur des sauvages depuis le départ de M. West" en 1823 <sup>23</sup>, jetait dans le voisinage les fondations d'une station rivale, qui ne devait pas peu contribuer à désorienter les Indiens, et les rendre incertains sur la ligne de conduite qu'ils avaient à suivre. Ce ministre était le Rév. Abraham Cowley, un des représentants de la *Church Missionary Society*, société biblique d'Angleterre.

Néanmoins, les premiers travaux de M. Darveau ne furent pas tout à fait stériles. Mais toutes ces différences dans le *Credo*, trahies maintenant par la prédication du ministre, étaient comme une énigme pour l'esprit des naturels. Comme le dit un des chefs au prêtre: "Tu nous affirmes qu'il n'y a qu'une religion qui peut sauver, et que c'est toi qui l'as; M. Cowley nous assure que c'est lui qui l'a: lequel de vous deux blancs dois-je croire"?

Puis, se ravisant après une longue pause, pendant laquelle il avait fumé son calumet et conféré avec ses gens:

—Je vais te dire la résolution que mon peuple et moi venons de prendre, reprit-il. C'est celle-ci: quand vous vous serez mis d'accord tous les deux, et que vous suivrez la même voie, nous voyagerons avec vous. Jusqu'alors nous garderons notre religion à nous <sup>24</sup>.

L'activité des missionnaires catholiques comportait non seulement du zèle et du dévouement, mais aussi des dépenses considérables, d'autant plus que, à cette époque et avec des Indiens si réfractaires, on croyait nécessaire de suivre la coutume générale du pays, et de payer pour le moindre service. Le louage des canots et de leurs équipages était l'occasion de dépenses qui ne laissaient rien pour le

23. *The Red River Settlement*, p. 74.

24. *Ibid.*, p. 292.

pauvre missionnaire, et chaque fois qu'il était question de bâtir, ceux qui devaient bénéficier des constructions contribuaient fort peu à solder les frais qu'elles entraînaient, si tant est qu'ils donnassent la moindre chose dans ce but.

Et pourtant les ressources de l'évêque étaient si minimes, qu'il se voyait obligé d'épargner au point qu'on était parfois tenté de le trouver parcimonieux. Alexandre Ross dit à ce propos: "Il faut confesser que cette pauvreté [des catholiques] tourne beaucoup à leur honneur. Lorsqu'on se propose d'établir une mission, et que le titulaire en est nommé, l'évêque lui donne dix livres pour s'outiller; puis il ajoute sa bénédiction, et l'affaire est bâclée" <sup>25</sup>.

Ross n'est pas le seul auteur protestant qui ait noté les désavantages qui entravaient l'action du missionnaire catholique. "Les prêtres catholiques eurent à surmonter de nombreuses difficultés", écrit Alexandre Begg, "et, à cause de leur pauvreté, ils ne purent étendre la sphère de leurs travaux aussi rapidement que les missionnaires protestants. Mais ce qui leur manquait en ressources matérielles était, chez eux, compensé par une persévérance pleine de dévouement, et graduellement ils se frayèrent un chemin au travers des obstacles et des déappointements" <sup>26</sup>.

Ce que les écrivains protestants ne disent point, mais ce qu'assurent tous les missionnaires catholiques, c'est l'usage peu honorable que les ministres firent souvent de leur argent. Leurs libéralités à des gens si mercenaires que les Sauteux et les Cris, sont la meilleure explication des quelques succès relatifs qu'ils obtinrent.

25. *Ibid.*, pp. 290-91. Le même auteur dit encore (*op. cit.*, p. 291): "La mission protestante avait aussi des fonds à sa disposition, au moyen desquels M. Cowley pouvait nourrir et vêtir ses néophytes, tandis que le pauvre prêtre n'avait que l'instruction à leur offrir".

26. *History of the Northwest*, vol. 1, pp. 281-82.



Mais leurs rivaux étaient tout disposés à les laisser jouir de pareils succès; car ils estimaient que des âmes achetées ne pouvaient être des âmes conquises, et bien souvent la permanence de ces soi-disant conversions se mesurait à la persévérance du ministre dans ses libéralités.

Rien ne serait plus facile que de donner, au fur et à mesure que nous avancerons dans notre récit, des exemples de ces coûteuses opérations. Si nous citons les suivants, c'est parce qu'ils ont trait aux premières armes des missionnaires protestants dans l'Ouest canadien.

Parlant de sa mission au lac la Pluie, dans l'été de 1841, M. Belcourt écrit: "J'y fis sept baptêmes de sauvages qui, n'ayant pas encore voulu mordre à l'appât des avantages que leur offrait le ministre, m'avaient attendu jusqu'à ce moment. Une seule famille, qu'il a habillée de pied en cap, s'est fait baptiser par lui; encore m'assure-t-on qu'elle n'attend que le moment de ma rencontre pour faire abjuration... On a fait offrir aux sauvages bœufs, vaches, semence, instruments d'agriculture: rien de tout cela n'a été accepté" <sup>27</sup>.

Ce désintéressement était superbe; mais combien de temps pouvait-il durer?

Deux ans plus tard, le même prêtre écrit d'une autre localité: "Je n'y vis personne, à cause de l'esprit vénal d'un des chefs, vieillard qui m'avait dit d'abord qu'il voulait être catholique, malgré les sollicitations des ministres. Je ne lui avais fait espérer de nous que les biens spirituels; il s'était montré persévérant, et, sur sa demande, j'avais entrepris une petite bâtisse pour y faire des instructions. A ma grande douleur, j'appris par les hommes que j'avais laissés à l'ouvrage qu'il était allé se vendre à un ministre pour deux petits cochons. Plus tard, j'ai su qu'il allait porter à celui-ci ses petits

27. *Rapport sur les missions du diocèse de Québec*, janv. 1842, pp. 45-46.

enfants, deux par deux et non tous ensemble, afin de se procurer par ce moyen des dons plus fréquents”<sup>28</sup>.

Et, pour montrer que ce trafic honteux n'était point le fait des seuls adversaires de M. Belcourt, nous pourrions mentionner que, lorsque M. Darveau se fut introduit dans un certain camp sauvage, avec un enfant qui lui servait de catéchiste, la première question qu'on fit à ce dernier fut à l'effet de savoir “combien de couvertures et de verges de drap le prêtre donne à ceux qui prient”<sup>29</sup>.

Enfin, un peu plus tard, le 7 octobre 1843, lorsque ce missionnaire se préparait à quitter Le Pas, poste de la basse Saskatchewan, il répondit à une députation d'Indiens qui sollicitaient la présence continuelle d'un prêtre au milieu d'eux, qu'il en demanderait un pour eux, à condition qu'ils devinssent plus fervents. Ce à quoi l'un d'eux répondit: “Tu m'étonnes; le ministre est ici depuis trois ans: il habille tous les sauvages; il loge tous leurs enfants, et il n'en a pas plus que toi”<sup>30</sup>.

28. *Ibid.*, juil. 1845, p. 81.

29. *Ibid.*, *ibid.*, p. 90.

30. *Ibid.*, *ibid.*, p. 94. Du reste, pas n'est besoin des rapports des missionnaires catholiques pour établir ce fait; le témoignage si explicite de l'historien Alex. Ross (Cf. note 25 de ce chapitre) doit suffire.

## CHAPITRE XII

### EXTENSION DANS L'OUEST

1841-43

Pendant que les ministres de l'erreur prodiguaient ainsi leurs largesses aux Indiens assez petits pour disposer de leurs âmes à prix d'argent, l'évêque de Juliopolis avait d'autant plus besoin d'épargner qu'en 1841 il avait perdu la somme de trois cent soixante-neuf livres sterling, par suite de la faillite de la banque Hammersley. Heureusement que la société de la Propagation de la Foi vint vite à son secours, en lui allouant la somme de 15,880 francs qui, non seulement le dédommagea de cette perte, mais l'aïda à entreprendre d'autres travaux <sup>1</sup>.

M<sup>gr</sup> Provencher n'allait pas tarder à en faire profiter ses missions indiennes, pourtant déjà florissantes au point d'exciter comme une admiration jalouse chez leurs adversaires, beaucoup moins exigeants que les prêtres catholiques. "L'Église romaine l'emporte évidemment sur nous", écrivait alors un ministre du pays, le Rév. M. Smithurst <sup>2</sup>.

Et pourtant le prédicant anglais ne pouvait savoir que ces missions étaient à la veille de se développer encore d'une manière merveilleuse. C'était comme une nouvelle phase qui allait commencer pour elles; une extension graduelle jusque vers les plages les plus lointaines de l'occident, dont les heureux résultats devaient compenser nos missionnaires des désappointements du Canada central. L'important fort Edmonton, ou des Prairies, comme on

1. Provencher à M<sup>gr</sup> Turgeon, coadjuteur de Québec; Saint-Boniface, 17, 18 et 19 juin 1841.

2. *Cburch Missionary Record* pour 1842, p. 300.

l'appelait encore surtout dans les cercles français, avait alors à sa tête un catholique du nom de John Rowand, qui fit savoir aux autorités religieuses que le ministre qui avait passé l'hiver avec lui ne faisait aucun progrès dans la conversion des sauvages, dont la majorité étaient des Cris, qui paraissaient disposés à écouter les "vrais priants", c'est-à-dire les prêtres catholiques<sup>3</sup>.

C'était en 1841.

Le M. Rowand qui invitait ainsi indirectement les missionnaires de Provencher à se rendre dans ses lointains parages, était beaucoup plus qu'un simple bourgeois, ou chef de poste. Il se trouvait dans le commerce des fourrures depuis les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, époque où il était entré dans la compagnie du Nord-Ouest; puis, ayant été promu, après la Coalition, aux grades de traiteur en chef et de facteur en chef dans la nouvelle corporation, il en avait finalement reçu la direction des districts de la Saskatchewan et de l'Athabaska. On le connaissait dans l'Extrême-Ouest comme "le gouverneur", et son territoire s'étendait à l'est jusqu'au fort Cumberland inclusivement<sup>4</sup>.

3. *Ibid.* Le premier ministre protestant qui pénétra chez les Indiens du fort Edmonton fut ce méthodiste, le Rév. Robert-T. Rundle, qui avait, l'année précédente, quitté l'Angleterre, son pays natal, pour se faire missionnaire chez les sauvages des plaines canadiennes. Il arriva au fort Norway deux mois avant le Rév. James Evans, qui devait inventer le syllabaire cris (Cf. YOUNG, *The Apostle of the North*, p. 132; Londres, 1899; aussi JOHN MCLEAN, *James Evans*, p. 152; Toronto, 1890). L'artiste-auteur P. KANE, avec son infélicité habituelle quand il s'agit de noms propres (par exemple, Thebo pour Thibault; Le Fleck, pour Laflèche, etc.), l'appelle M. Rundell, et rapporte le fait qu'il voyagea avec lui en se rendant au fort Edmonton dans l'été de 1846.

L'établissement de Rowand était alors si important, que ses employés ne comptaient pas moins de cent trente âmes, y compris leurs femmes et leurs enfants (*Wanderings of an Artist*, p. 365). Le missionnaire protestant résidait alors dans l'enceinte de ce fort.

4. Près du 102<sup>e</sup> degré de longitude.



Personnellement, Rowand était le type du traiteur de fourrures, un empereur en miniature, qui possédait à un degré exagéré l'impétuosité du Celte—c'était un Irlandais, catholique de cœur et par sa naissance, mais dans sa conduite privée guère plus chrétien que la plupart des traiteurs du temps. Ce qui l'intéressait surtout, c'étaient les privilèges commerciaux de sa corporation, sur lesquels il veillait avec un soin jaloux, et, bien que de taille plutôt exiguë, il savait se faire respecter des blancs et craindre des sauvages. Mettant à profit les tendances superstitieuses de ces derniers, il lui arrivait de leur en imposer par l'exhibition de merveilles, comme la soudaine effervescence des sels Seidlitz et les résultats incompréhensibles pour l'esprit indien d'autres mélanges.

Quant aux blancs, ils savaient tous qu'il n'était pas homme à se laisser intimider. Assez souvent même, ils avaient à souffrir les effets de sa mauvaise humeur. Il assistait un jour à un grand dîner, où la plupart des convives étaient connus pour leurs sentiments anti-catholiques. Comme on allait boire une santé, l'un d'eux fut assez mal avisé pour entonner un chant dont les paroles étaient insultantes pour le Pape. C'était plus que Rowand pouvait supporter :

—Je suis catholique, s'écria-t-il hors de lui-même, et je ne souffrirai jamais qu'on insulte en ma présence le chef de ma religion.

Et, en un clin d'œil, son verre avait volé à la face du maladroit insulteur; ce qui porta l'un des hôtes à remarquer que si Rowand ne s'*agenouillait* pas souvent dans une église, il n'en savait pas moins *se lever* pour son Église<sup>5</sup>.

Tel était le gouverneur de l'Extrême-Ouest et, en particulier, le commandant du fort Edmonton en 1841.

5. Manière anglaise de parler: *He knows how to stand for his Church*. C'est un jeu de mots, qui roule sur la différence en anglais entre *to stand*, se tenir debout, se lever, et *to stand for*, soutenir.

La population immédiatement sous ses ordres à ce poste, y compris les femmes et les enfants, était d'environ quatre-vingts âmes quand le P. de Smet le visita en 1845. Ce grand missionnaire ambulant décrit ce fort comme un établissement très prospère, et la contrée dans laquelle il se trouvait comme un pays de grande abondance.

Rowand a laissé la réputation d'un homme qui brillait plus par son indomptable énergie que par sa mansuétude chrétienne; mais pour de Smet c'était un homme qui "joignait à toutes les aimables qualités d'un parfait gentilhomme celles d'un ami sincère et d'un hôte généreux. Sa bonté et sa tendresse paternelle en font le type du vrai patriarche, au sein de sa charmante et nombreuse famille", ajoutait le missionnaire, qui allait jusqu'à dire: "Il est estimé et vénéré par toutes les tribus des environs, et, bien qu'avancé en âge, il est encore d'une activité extraordinaire" <sup>6</sup>.

6. Extrait d'une lettre du P. de Smet; Fort Jasper, 16 avril 1846. On a généralement cru que John-Alexander Rowand était né à Dublin entre 1775 et 1780, et qu'il entra dans la compagnie du Nord-Ouest dès 1800. Les registres de l'église Notre-Dame à Montréal peuvent, ce nous semble, jeter quelque lumière sur les premières années de ce personnage, unique même dans les annales de l'Ouest canadien. Nous y voyons que, le 3 juin 1802, un nommé Jean Roâune, âgé de quinze ans, fit sa seconde communion dans cette église. L'identité de ce J. Roâune avec notre J. Rowand (dont le nom est souvent écrit Rowan) nous paraît d'autant plus probable que d'aucuns assurent que son père était alors médecin à Montréal. Roâune est très vraisemblablement la manière dont un scribe français ignorant la langue anglaise écrirait un nom prononcé comme l'est Rowand. Dans tous les cas, Roâune n'est certainement pas français, et le fait que le petit jeune homme qui le portait ne fit point sa première communion à Montréal, confirmerait l'opinion qu'il était originaire d'ailleurs.

Notre futur potentat de l'Extrême-Ouest serait alors né en 1787, et serait arrivé au Canada peu avant 1802. Une chose est certaine, c'est que deux ans après cette dernière date, nous le trouvons établi en qualité de commis au fort des Prairies, ou Edmonton. A dix-sept ans, c'est bien jeune, dira-t-on; mais nous connaissons d'autres cas analogues, et les traiteurs qui réussirent le mieux dans le commerce des fourrures commencèrent généralement très jeunes.

Ici de Smet a surtout en vue le père de famille. A tout prendre, nous croyons l'appréciation suivante de son caractère par l'explorateur Th. Simpson un portrait beaucoup plus fidèle, malgré l'erreur initiale sur sa nationalité: "Rowand est un Canadien-anglais, un homme généreux, au cœur chaud, brave comme un lion et vif comme la poudre. Il est à la tête de la Saskatchewan, le district le plus précieux et le plus populeux du pays, et c'est le plus adroit traiteur indien que nous ayons"<sup>7</sup>.

Nous ne croyons pas être loin de la vérité en disant que c'est cet Irlandais typique qui envoya, en 1841, un métis du nom de Picher<sup>8</sup> demander un prêtre à M<sup>sr</sup> Provencher. Sa requête fut accueillie d'autant plus favorablement que, dès l'été de 1837, celui-ci avait voulu envoyer un missionnaire au fort Edmonton, mais n'avait pu mettre son dessein à exécution, par suite du refus de la Compagnie de lui accorder un passage gratuit dans sa "brigade". La voie des canots étant fermée au messenger du Prince de la paix, on songea à un trajet au travers des prairies.

Comme personne n'était alors disponible, il fut décidé que M. Thibault, qui savait le cris, se rendrait

A l'époque de la fusion de la compagnie du Nord-Ouest avec celle de la baie d'Hudson, en 1821, Rowand devint traiteur en chef (second grade alors) dans la nouvelle corporation qui résulta de l'amalgame des deux corps commerciaux. Il devait avoir alors 34 ans. D'autres ont atteint plus tôt ce rang. En 1825, il reçut le titre si recherché de facteur en chef; puis, pendant longtemps, il eut la direction de l'immense district de la Saskatchewan, avec résidence habituelle à Edmonton. Il mourut d'un accès de colère, au printemps de 1854, au fort Pitt, où commandait son fils John, alors qu'il se rendait à la réunion annuelle des principaux bourgeois, qui avait lieu au fort Norway, à l'extrémité nord du lac Winnipeg. Si notre identification avec le jeune Roàune est correcte, il devait avoir alors 67 ans—mais ses traits rudes et quelque peu grossiers le faisaient paraître plus vieux.

7. *Life and Travels of Thomas Simpson*, p. 82; Londres, 1845.

8. Que M. Thibault écrit Pichet.



JOHN ROWAND





à ce poste au printemps de l'année suivante. L'accomplissement de cette promesse devait entraîner pour cet homme dévoué un voyage de presque deux mille milles.

En conséquence, M. Thibault quitta la Rivière-Rouge le 20 avril 1842, et arriva le 27 mai au fort Carlton, où il passa plus d'une semaine à instruire, confesser et marier les employés du traiteur local et à baptiser les enfants<sup>9</sup>. Le 19 juin, il était à destination, après un voyage à cheval ou en charrette qui devait apporter le salut à plus d'une pauvre âme.

Avec les commodités que la civilisation a mises à la portée du voyageur moderne, il est difficile de se former une idée exacte des fatigues et des périls inhérents à pareille course. Sans mentionner les dangers dus aux hordes sauvages d'Indiens à l'état naturel, toujours prêts à voler, piller et massacrer, le missionnaire dut maintes fois passer à gué des rivières avec l'eau presque jusqu'au cou, on en se cramponnant à la crinière de son cheval à la nage<sup>10</sup>. Et puis, comment se figurer l'inexprimable lassitude d'une chevauchée de six mois, sous les rayons d'un soleil ardent, que ne tempérerait d'autre ombre que celle de son cheval, une nourriture monotone

9. En 1859, le "fort Carlton était un grand espace clos d'une palissade, avec des bastions carrés à chacun des quatre coins. La plupart des maisons étaient assez bonnes, mais quelques-unes n'étaient pas tout à fait terminées. Il se dressait à environ un quart de mille de la rivière [Saskatchewan], au pied d'une terrasse qu'on avait défrichée en arrière des habitations" (SOUTHERN, *Saskatchewan and the Rocky Mountains*, p. 132; Édimbourg, 1875).

10. En outre, le missionnaire écrit: "Nous franchîmes de nombreux bourbiers, où plus d'une fois nous fûmes réduits à nous mettre en traits, pour aider nos chevaux amaigris à en arracher leurs charges". Quand il s'agit de traverser la Saskatchewan, "mon guide et sa femme employèrent nos tentes de cuir pour en faire des embarcations", ajoute M. Thibault, "pendant que je traînais le bois nécessaire pour faire un radeau d'une quinzaine de pieds, afin de pouvoir traverser nos voitures" (*Rapport sur les missions du diocèse de Québec*, juil. 1845, p. 73).

et souvent insuffisante, des accidents sans nombre et des difficultés de toutes sortes?

Enfin, en ce qui regardait la marche, le missionnaire n'était guère plus que l'humble serviteur de ceux qu'il devait suivre bon gré mal gré. Aussi se plaint-il de la rapidité extraordinaire de la course. "C'est", dit-il, "bien déplaisant de voir toujours au grand trot des animaux chargés comme sont les miens... Aussi mes chevaux n'en peuvent déjà plus. Si on doit continuer de ce train, je suis dans l'impossibilité de continuer ma route" <sup>11</sup>.

Le trajet était à peine moins pénible quand la selle faisait place à la fameuse et excessivement primitive charrette de la Rivière-Rouge. "J'ai cassé deux essieux, et suis prêt à faire mettre le troisième", mande-t-il encore, pour donner une idée des difficultés de la route, dans un pays presque sans aucun chemin tracé, avec des voitures dans la construction desquelles n'entre pas un morceau de fer—partant sans le moindre ressort.

M. Thibault arriva au fort Pitt, sur la Saskatchewan, en compagnie d'un M. Henri Fisher, catholique qui en était alors le commandant. Le bon prêtre fut heureux d'y trouver les métis plus instruits qu'ailleurs, grâce au zèle tout apostolique d'une fille du bourgeois, élevée à la Rivière-Rouge, qui avait passé son temps à enseigner les prières et le catéchisme. Aussi le missionnaire put-il faire à ce poste vingt-six baptêmes et un mariage, sans compter les instructions qu'il donna et les confessions qu'il entendit.

Il fut bien reçu aussi au fort Edmonton. Malgré les rapports peu véridiques et les secrètes intrigues du ministre protestant, sa mission près de Cris eut autant de succès qu'on pouvait espérer, étant donné les circonstances et la race à laquelle il s'adressait. Ces sauvages étaient peut-

11. Thibault à M. Mayrand, cité par ce dernier dans une lettre à M<sup>gr</sup> Provencher, 31 juil. 1843.

être moins corrompus que les Sauteux; leur attachement à leurs idées théogoniques et à leurs pratiques superstitieuses ne le cédait guère à celui des aborigènes des grands lacs manitobains.

Thibault reçut même la visite d'une bande de Pieds-Noirs, "les plus méchants sauvages de ces contrées", comme il écrivait à son père<sup>12</sup>. Par l'intermédiaire d'un interprète, il leur annonça la bonne nouvelle, et fut écouté avec le plus grand respect. Puis les Indiens lui dirent 'un solennel adieu à leur manière, c'est-à-dire en lui passant la main sur la tête, les épaules, la poitrine et les bras. Enfin, lui serrant affectueusement la main, ils le quittèrent l'un après l'autre, mais seulement après avoir déposé à ses pieds les bonnes résolutions qu'ils prenaient pour l'avenir.

"Tes paroles sont gravées dans mon cœur; je veux suivre ton chemin", disait l'un. "Moi je n'ai pas été un très méchant homme; mais je veux à présent être bien meilleur", faisait un autre, ajoutant qu'il portait le missionnaire dans son cœur, parce qu'il avait eu pitié de lui et lui avait enseigné le chemin de la vie. Un troisième était oppressé par un passé plus orageux, ou était peut-être plus scrupuleux. "J'ai eu un mauvais cœur", avouait-il, "j'ai été un méchant homme. J'ai honte devant toi; mais prends-moi en pitié: je te promets de vivre autrement, maintenant que je t'ai vu et entendu"<sup>13</sup>.

De simples paroles, dira-t-on peut-être. Oui, des paroles; mais, en quelques cas du moins, des paroles qui étaient

12. *Rapport sur les missions*, etc., juin 1843, p. 6. Les Pieds-Noirs, qui sont une division des Siksikas, et appartiennent, ainsi que nous l'avons fait remarquer, à la grande famille algonquine, doivent, dit-on, leur nom caractéristique à la couleur que revêtent leurs mocassins, après qu'ils sont venus en contact avec les cendres de leurs prairies ravagées par le feu. Ils font partie d'une confédération composée des Pieds-Noirs proprement dits, des Gens du Sang et des Piéganes.

13. *Ubi suprà*.



les précurseurs d'actes. Dans cette circonstance et autres semblables, Thibault ne faisait que semer. Bien que la semence évangélique n'ait pas toujours levé, ni pris les développements auxquels on aurait pu s'attendre, on doit se rappeler que, sans ces premières impressions, l'histoire de la valeureuse nation pied-noire aurait pu s'écrire avec beaucoup plus de sang, surtout ce chapitre qui a trait à la suprême épreuve qui l'attendait avec l'invasion de la race blanche.

Dans tous les cas, l'envoyé de Dieu fit une telle impression, qu'il ne put s'empêcher d'éprouver de la confusion devant les témoignages de respect dont ils le gratifièrent. Comme preuve qu'ils voulaient au moins mettre à l'essai les pratiques de la vie chrétienne, ils demandèrent, et M. Thibault donna à leur chef, un papier sur lequel étaient marqués les jours de la semaine, afin, dit le missionnaire, "qu'ils puissent connaître le dimanche et le sanctifier".

Celui-ci donna de véritables missions ou retraites à différents groupes de métis et d'Indiens, au fort Edmonton et dans les environs; puis il se remit en route pour la Rivière-Rouge, qu'il atteignit le 20 octobre 1842. Dans cette mémorable tournée, il avait baptisé trois cent cinquante-trois enfants, béni vingt mariages, et admis quatre personnes à la première communion. En plus de ces consolants résultats, il apportait avec lui une pétition au gouverneur, signée par les métis et les Indiens de l'Extrême-Ouest, qui demandaient l'établissement d'une mission au milieu d'eux, en dépit de la décision contraire que cet officier avait précédemment prise.

"Tous les métis et la plupart des sauvages ont abandonné les ministres méthodistes pour écouter le prêtre catholique", annonçait joyeusement M<sup>sr</sup> Provencher à l'évêque de Québec. "Malgré les mensonges et les calomnies que le fanatisme et la haine ont fait débiter contre

lui et la doctrine qu'il venait enseigner, il a réussi à faire triompher la vérité" <sup>14</sup>.

Ce qui assurément ne voulait pas dire que tous les sauvages fussent dès lors catholiques, et qu'il n'y eût plus rien à faire qu'à entretenir la piété chez eux. L'Indien est par nature impressionnable: en face du nouveau et de l'inouï, il se laisse facilement persuader, surtout lorsque l'habit, le genre de vie, l'esprit de prière et, avant tout, le célibat sont là pour lui montrer qu'il se trouve en contact avec le représentant de la Divinité. Mais ces premières impressions sont trop souvent passagères, bien qu'elles aient parfois des effets durables et des plus salutaires.

Dans le cas présent, c'étaient de trop favorables commencements pour n'en pas profiter. L'année suivante vit donc M. Thibault de nouveau dans le voisinage des montagnes Rocheuses. Il fut alors témoin des excès dont peuvent se rendre coupables des barbares qui ne sont point sous l'influence du Prince de la paix. Pendant qu'il se trouvait au fort Pitt <sup>15</sup>, une bande de Pieds-Noirs, qui ne le connaissaient point, attaqua des Cris campés près du fort, la nuit du 15 août 1843. Comme résultat de cette agression, un de ces derniers fut tué d'une flèche, après que son cheval eût été frappé d'une balle. Le lendemain, un Pied-Noir ayant été trouvé gravement blessé, fut immédiatement criblé de balles, puis scalpé. Enfin on lui coupa les mains, les pieds, les bras et les jambes, qu'on attacha comme des trophées au cou des chevaux, ou qu'on suspendit à de longues perches, autour desquelles on dansa jour et nuit <sup>16</sup>.

14. A M<sup>gr</sup> de Québec; Saint-Boniface, 2 janv. 1843.

15. "Petit fort, propre et compact, qui, à l'instar de tous les autres excepté ceux de la Rivière-Rouge, est bâti en bois" (PAUL KANE, *Wanderings*, p. 129).

16. C'est ce que les Indiens appelaient la danse de la victoire. Dans certaines tribus, cette danse se faisait remarquer par la répétition sur un ton triomphal des dernières paroles de la victime.

Alors une soixantaine de Cris partirent pour une campagne de représailles, et revinrent quelque temps après avec une centaine de chevaux capturés aux Pieds-Noirs. Ils avaient, ainsi que l'ennemi, perdu un homme dans l'échauffourée qui était résultée de leur rencontre avec les Pieds-Noirs. Dans une autre partie de la même région, vingt de ces derniers avaient également été massacrés par des Assiniboines, auxquels ils avaient volé des chevaux.

Telles étaient les manières du "noble Peau-Rouge", avant sa conversion au christianisme. Comme on le voit, il ne ressemblait guère à l'idéal que s'en sont fait les romanciers du siècle dernier.

M. Thibault était par nature timide et retiré. Sans peur et sans reproches avec les sauvages, il se sentait mal à l'aise au foyer des blancs de la compagnie de la baie d'Hudson<sup>17</sup>. C'est peut-être cette particularité qui le porta à fonder la mission qu'avaient demandée les gens de l'Extrême-Ouest, non pas au fort Edmonton, comme l'eût sans doute voulu le gouverneur Rowand, mais sur un lac quarante-cinq milles à l'ouest de ce poste. Ce lac portait originairement le nom de l'ennemi de tout bien<sup>18</sup>: il fut dès lors dédié à sainte Anne, sous le vocable de laquelle il est encore connu. Cette mission servit quelque temps de centre d'où le prêtre rayonnait, pour évangéliser les tribus des environs. Sa fondation réelle date de 1844.

Pendant que ces excursions apostoliques remuaient les cœurs des sauvages des lointaines plaines occidentales, M<sup>gr</sup> Provencher remplissait fidèlement les fonctions plus

17. "Cet homme est trop timide; il n'aime pas à demeurer dans les forts, parce qu'il est gêné avec les bourgeois ou les commis", écrivait M<sup>gr</sup> Provencher à ce propos (Saint-Boniface, 6 juil. 1844).

18. Selon lord Southesk, son premier nom était lac du Grand Esprit, ou de l'Esprit (*Manitou*). Cf. son livre *Saskatchewan*, etc., pp. 168-69. Or les différentes îles Manitou qu'on rencontre dans la plupart des grands lacs de l'Ouest ont toujours leur nom traduit "île du Diable" par les métis qui connaissent les langues indienne et française.

monotones de curé à Saint-Boniface, aidé souvent de M. Mayrand, qui veillait en même temps sur les intérêts spirituels des habitants de Saint-François-Xavier; M. Belcourt, courait de l'une à l'autre de ses trois missions indiennes, et M. Darveau, tout en assistant ce dernier, prenait un soin particulier des sauvages qui fréquentaient le lac Winnipegosis et la Saskatchewan inférieure.



## CHAPITRE XIII

### LES MÉTIS

1843-44

En mars 1843, la population de la colonie de la Rivière-Rouge était de 5,143 âmes. Sur ce nombre, il y avait 2,798 catholiques et 2,345 protestants. Cette population se répartissait en huit cent soixante-dix familles, dont cinq cent soixante et onze étaient métisses ou indiennes et cent cinquante-deux canadiennes-françaises. Soixante-une étaient originaires des îles Orkney (Écosse), quarante-neuf de l'Écosse proprement dite et vingt-deux d'Angleterre. La Suisse, le pays de Galles, l'Italie, la Norvège, le Danemark et l'Allemagne étaient autant de contrées qui y avaient envoyé deux familles chacune, tandis que la Pologne et les États-Unis y étaient représentés par une.

Comme on le voit, la masse—nous pourrions dire la totalité—des catholiques alors dans l'Assiniboia était des Canadiens-français et des métis partiellement de même descendance. Étant donné le nombre et l'importance des derniers, un mot sur leurs mœurs et coutumes ne sera pas hors de place ici.

Les métis français étaient, ou bien les rejetons de Canadiens-français par des mères indiennes, ou bien issus de parents métis comme eux. C'étaient généralement de beaux hommes, grands, robustes et bien taillés, tandis que leurs femmes avaient le plus souvent des traits réguliers, des yeux et des cheveux d'un noir d'ébène, et se faisaient remarquer autant par leur modestie que par leurs manières engageantes <sup>1</sup>.

1. L'historien ALEX. ROSS fait même dire à un compagnon: "Vos métisses, bien que pâles, ont un plus beau teint que les Canadiennes. Mais leur extrême timidité (*bashfulness*) les prive de ce port gracieux qui est propre aux blanches" (*Op. cit.*, p. 200).

Celles-ci se drapaient uniformément dans les plis d'un châle jeté sur la robe, lequel leur servait en même temps de coiffure ou capulet. Les habits de leurs maris étaient le plus souvent de laine, quelquefois taillés dans une couverture. Une ceinture de même matière, mais de couleur voyante, retenait en été leur pantalon, quelquefois garni de franges à la couture des jambes. Cette ceinture était en hiver passée par-dessus la veste, ou chemisette. Des mocassins sauvages complétaient en toute saison leur costume, auquel on ajoutait pendant les temps froids des guêtres, ou mitasses, retenues à la jambe au moyen de jarretières, ornées selon le goût de l'individu.

Le teint chez l'un et l'autre sexe variait entre un brun sale et la couleur des Français, ou à peu près. Il dépendait considérablement et de la nationalité du père et de la proportion de sang européen qui coulait dans les veines du fils. C'était un peuple naturellement jovial, ennemi des soucis et partisan du plaisir, qui ne trouvait guère de charme dans la vie sédentaire du fermier—du moins tel était le cas des métis français—et qui se sentait toujours mieux au grand air qu'à la maison.

Les demeures de ces grands enfants étaient des maisonnettes échelonnées le long des principaux cours d'eau, où chaque famille possédait une terre très étroite (généralement de dix chaînes seulement de large), mais se prolongeant deux milles en arrière<sup>2</sup>. Leurs chaumières étaient

2. Ces terres n'avaient point une largeur uniforme. Quelques-unes n'avaient que six chaînes de large; d'autres en avaient douze, et certaines en avaient jusqu'à dix-huit. Au bout de ces terres, les métis possédaient en outre deux milles de terre à foin de la même largeur que leur ferme. Une chaîne est l'équivalent de 66 pieds anglais, soit 20 mètres 7768. Le fait que nous avons compté, dans les documents officiels portant sur les années 1812-70, pas moins de 506 personnes à noms français en possession de titres à une ou plusieurs de ces terres—et très nombreux étaient ceux qui en occupaient sans preuve légale de leur droit—donnerait à entendre que les métis de notre langue ne mépri-

en troncs d'arbres, quelquefois blanchies à la chaux, couvertes d'un toit en terre, et ne contenant d'ordinaire qu'un appartement. Un côté de cette unique pièce était partiellement occupé par un large foyer, tandis que, le long des autres, se dressaient un grand lit à rideaux pour les parents et des couchettes ouvertes pour les nombreux enfants<sup>3</sup>, d'une table plus ou moins solide et un coffre ou une malle pour les effets de la famille.

A côté de l'humble logis, ou à l'entour, se voyait une clôture de facture primitive, qui renfermait le petit champ de pommes de terre ou de grain. A de rares exceptions près, on préférait la culture de l'orge et de l'avoine à celle du blé, pour lequel il n'y avait point de marché, et qu'on pouvait toujours se procurer des colons écossais et autres fermiers de la colonie, tandis qu'on avait constamment besoin pour ses chevaux des deux espèces de céréales susmentionnées.

Mais les métis français n'étaient chez eux qu'une partie de l'année. On pouvait les diviser en chasseurs—la classe de beaucoup la plus nombreuse—en pêcheurs, et en ouvriers ou hommes de peine.

Ces derniers étaient d'habitude des guides dont les services étaient très recherchés à certaines saisons de l'année, et qui jouissaient en tout temps de l'estime des voyageurs. A cela rien d'étonnant, car la faculté d'observation qu'ils tenaient de leurs mères, ainsi que la déférence et la patience dans les contretemps que leurs pères leur

saient pas tout à fait autant l'agriculture qu'on l'a écrit, bien qu'il faille admettre qu'un grand nombre d'entre eux ne tiraient pas grand parti de leurs propriétés immobilières. Il faut dire aussi que probablement un dixième au moins de ces propriétaires étaient de purs Canadiens.

3. Il n'est que juste d'ajouter que ces lits étaient, dans beaucoup de familles métisses, un luxe qui ne s'introduisit qu'à une époque ultérieure, remplaçant les peaux de buffle qu'on étendait primitivement sur le plancher, ou même simplement sur le sol.

avaient sans doute léguées, étaient merveilleusement développées chez la plupart d'entre eux. Une fois qu'il avait passé par un endroit, un métis se rappelait le moindre détail topographique, et se perdre en route était pour lui chose à peu près inconnue, malgré la monotonie presque constante de la prairie <sup>4</sup>.

Pourtant, comme il y a des exceptions partout, même dans les sociétés les mieux composées, il arrivait parfois que l'inconstance, due chez certains guides au sang indien qui coulait dans leurs veines, les portait à se montrer infidèles vis-à-vis de leurs maîtres, surtout lorsque ceux-ci étaient trop exigeants, ou se montraient soupçonneux.

Quant à ceux qui s'occupaient de la pêche, c'étaient presque toujours les plus pauvres, parce que les plus paresseux, et, physiquement parlant, les plus chétifs des métis. Ils menaient, sur le bord des lacs, une vie indolente et satisfaite de la maigre pitance que leur rapportaient journellement leurs filets.

Mais la plupart des métis français étaient des chasseurs de bison. Avec la fonte des neiges, l'assèchement du sol et la réappartition de l'herbe verte, l'instinct indien, et partant nomade, qui était en eux s'affirmait de nouveau, et il fallait qu'ils reprissent leurs ébats sur la prairie. Pourtant, même lorsqu'ils se conformaient aux exigences

4. Cette faculté d'observation commune aux métis s'étendait aux personnes, et, d'après M<sup>GR</sup> TACHÉ, elle était pour eux une source de véritables jouissances, "lorsque surtout il leur arrive un étranger qui a l'air d'avoir besoin de se contenir pour ne pas laisser éclater le mépris que le sentiment de sa propre dignité lui inspire, à l'article de tout ce qu'il croit tenir du sauvage. La curiosité de nos hommes se saisit de sa personne avec des dehors calmes et insoucians; ils étudient cet étranger, qui ne se défie de rien, puis ensuite, le dépouillant de son vernis de civilisation, ils l'habillent à leur guise. J'avoue que, bion des fois, il m'a fallu éclater de rire, en entendant les plaisanteries pleines de sel et d'agrément, que le pédantisme inspirait à cet esprit d'observation" (*Esquisse sur le Nord-Ouest de l'Amérique*, p. 78).



de cet instinct, ils tenaient à mettre une différence entre eux et leurs cousins sauvages. Ils usaient alors de quelque accessoire de la vie civilisée, telle qu'on la connaissait dans l'Ouest. D'où la légendaire charrette de la Rivière-Rouge, véhicule sans ressorts, sans peinture, ni une seule pointe dans sa manufacture. Elle servait aux femmes et aux enfants, qui ne pouvaient facilement faire à pied le long trajet de la colonie au rendez-vous des buffles<sup>5</sup>. On y transportait également les affaires du ménage, attirail de cuisine—jamais bien compliqué—tentes et couvertures pour la nuit, etc. En outre, les dépouilles plus ou moins opimes de la chasse y prenaient place quand on était sur son retour.

Des centaines et des centaines de ces charrettes se frayaient annuellement un chemin, criant et cahotant<sup>6</sup>, au travers de la verte savane, et se rendaient à Pembina, puis aux retraites des troupeaux de bœufs sauvages. Des lois tacites, mais strictement observées, parmi lesquelles nous citerons la prohibition du travail le dimanche, ainsi que de toute chasse privée, gouvernaient alors les opérations de la troupe ambulante, sous l'autorité de capitaines et de soldats régulièrement choisis et religieusement obéis<sup>7</sup>.

5. Ou bisons. Ces animaux, ont pour nom spécifique le dernier, et sont parfois assimilés aux buffles, dont strictement parlant, ils diffèrent notablement. C'est une autre forme d'anglicisme, une traduction trop littérale, sous l'influence de similarité consonantale, de l'anglais *buffalo*.

6. On rapporte que les métis, en grands enfants qu'ils étaient, s'arrangeaient souvent pour ne point graisser les essieux de leurs charrette assez longtemps avant leur rentrée à la Rivière-Rouge, et jouissaient alors de l'affreuse cacophonie qui en résultait. C'était leur manière d'annoncer leur retour à la colonie, et ceux qui ont entendu ce signal s'accordent à dire que, considéré comme instrument de torture pour l'oreille humaine, il n'y a point de sirène de vaisseau qui en approche.

7. D'après Henry-Youle Hind, qui écrivait en 1858, il y avait un président électif au-dessus de capitaines et soldats, et ceux-ci étaient attachés aux premiers dans la proportion de dix pour un. Originaire-

Le temps de la chasse était pour les métis une période pleine de vie et d'émouvantes aventures. Une fois que la bande de plusieurs centaines de chasseurs était parvenue dans le voisinage des bisons, un éclaireur prenait les devants, pour s'assurer de la position exacte et de la condition du troupeau errant. Aussitôt qu'il l'avait aperçu, le métis exécutait avec sa monture un mouvement rotatoire, dont le sens était compris de tous. Immédiatement, sur l'ordre du capitaine en chef ou président, un crieur public parcourait les rangs, faisait arrêter toutes les charrettes, et, au moment psychologique dont il était seul juge, ordonnait un assaut général contre les animaux qui broutaient paisiblement sur la prairie, sans se douter du danger qui les menaçait.

Chaque adulte montait alors son meilleur coursier, et fondait sur les buffles qui, après un premier moment de surprise, décampaient majestueusement et s'enfuyaient ensemble comme un escadron qui fait la manœuvre, puis se dispersaient dans toutes les directions, pendant que certains mâles, plus braves que les autres, faisaient mine de foncer sur les intrus—acte d'indépendance dont ils s'acquittaient vigoureusement s'ils étaient blessés.

La terre tremblait alors sous les coups redoublés de milliers de sabots<sup>8</sup>, mais le cœur du métis bondissait

ment si un métis donnait la chasse au bison avant le signal, on mettait en pièces sa selle et sa bride, punition qui, vers 1855, fut commuée en une amende de vingt chelins. Le signal de camper était donné par des drapeaux entre les mains de guides, qu'on ne devait pas dépasser sous peine d'une amende de cinq chelins. Aucun chasseur ne pouvait retourner chez lui sans permission, et l'on imposait une forte amende à quiconque négligeait d'éteindre son feu avant de reprendre sa course (Cf. HIND, *Narrative of the Canadian Red River Exploring Expedition of 1857*, vol. II, pp. 111-12).

8. "Après que nous eûmes voyagé environ trois heures, toute la scène autour de nous fut animée par des bisons. Ils étaient si nombreux que nous n'en avions, je m'imagine, pas moins de dix mille en différentes bandes sous les yeux à la fois" (WEST, *Journal*, p. 41).

de joie. Le chasseur courait furieusement, se précipitait à droite, revenait à gauche, tirait dans le tas, ou bien visait les plus belles pièces, s'attaquant aux vaches les plus grasses, et il était heureux. Car encore que cette chasse fût si mouvementée, la précision de son tir était telle qu'à peu près tous ses coups portaient.

Les métis gardaient généralement leurs balles dans la bouche. Au plus fort de la mêlée, ils les laissaient tomber dans le canon de leur fusil, et s'en servaient sans prendre le temps de les assujettir par l'addition de bourre. Dans le but de prévenir toute contestation relativement à l'identité du chasseur qui avait fait mordre la poussière à un animal, ces balles étaient souvent marquées de quelque signe conventionnel.

Ainsi que nous l'avons vu, cet exercice était aussi dangereux qu'excitant. Un homme pouvait, dans l'espèce d'ivresse qui s'emparait de lui, être désarçonné, jeté à bas par son cheval épouvanté et piétiné par la bande épeurée, sinon encorné par quelque taureau furieux. Pour cette raison, et aussi dans le but de tenir les métis dans les voies de la morale et de la modération chrétiennes, un prêtre les accompagnait le plus souvent. Néanmoins, telle était la dextérité des enfants de la plaine, que des accidents sérieux étaient bien rares.

Trop souvent l'instinct du carnage, qui est irrésistible chez toutes les races primitives, était la cause de boucheries sans raison et d'un gaspillage dont on eut plus tard à se repentir amèrement<sup>9</sup>. De fait, l'on parle encore de cas

9. Nos lecteurs savent qu'on peut aujourd'hui considérer le bison américain comme à peu près éteint. N'était la prévoyance du gouvernement canadien, qui en a rassemblé comme les derniers vestiges, dans d'immenses enclos en Alberta, où ils se multiplient d'une manière satisfaisante, la génération même du premier quart du <sup>xx</sup>e siècle n'aurait probablement jamais eu l'occasion de voir un seul de ces animaux vivants.

où les animaux furent massacrés uniquement en vue de se procurer leurs langues. La carcasse était alors laissée en pâture aux oiseaux de proie et aux animaux carnassiers. Plus généralement pourtant, à peu près toutes les parties charnues servaient un but économique. Ce qui n'était pas consommé sur place était converti en viande sèche ou en pemmican.

Dans l'un et l'autre cas, la viande était tailladée en tranches longues et très minces, que les femmes faisaient sécher au soleil avant de la transporter à la Rivière-Rouge. Une charrette ordinaire donnait place à la viande ainsi préparée de huit bisons.

Ce que nous venons de dire s'applique à la grande chasse du printemps. Une expédition analogue, et parfois encore plus importante, avait lieu en automne, juste avant, ou pendant, les premières semaines de neige, alors que la température s'était tellement abaissée que la viande pouvait se conserver par la congélation au lieu de la dessiccation.

Souvent aussi, de fortes bandes de métis passaient de longs mois à errer de ci de là sur la grande plaine; puis hivernaient là où ils pouvaient trouver du bois de chauffage, c'est-à-dire sur quelque élévation qu'on appelait montagne, à moins que ce ne fût le long d'un cours d'eau. C'était alors pour le missionnaire qui les accompagnait comme une mission permanente, doublée des exercices assez monotones du catéchiste, ou même parfois du maître d'école. Ainsi que l'écrivait l'un d'eux, qui fait allusion aux tournées de chasse privées, pas aux expéditions dont il a été question, "pendant que le chasseur court la prairie à la poursuite du *buffalo*, le missionnaire visite les nombreux hivernements, pour s'y occuper du salut des âmes.

"En arrivant, son premier soin est de faire la revue des consciences; car si ces braves gens n'ont pas toujours la



chance d'avoir un prêtre avec eux, par contre, ils savent profiter de son passage pour recevoir les sacrements. Mais la grande occupation, c'est le catéchisme; occupation laborieuse de toutes façons, les enfants de la prairie étant loin d'avoir l'intelligence ouverte aux choses de la foi comme les enfants des écoles. Des familles qui voyagent sans cesse n'offrent guère de ressources pour l'instruction religieuse : il n'y a aucun travail préparatoire; le prêtre est obligé de tout faire, et de donner jusqu'aux notions les plus élémentaires, soit pour les idées, soit pour le sens même des mots. Il doit, de plus, apprendre les prières, et dégager peu à peu les intelligences de ces pauvres petits êtres des ténèbres où elles sont placées. Son labeur n'est pas perdu cependant : le jour se fait progressivement dans les esprits; on prend goût à l'étude de la religion, et vient enfin un moment où l'on peut annoncer une fête de première communion. C'est une grande joie pour tout le camp; on se prépare à cette solennité, et on déploie à la célébrer toute la pompe possible" <sup>10</sup>.

Là ne se bornait pourtant point le ministère du prêtre sur la prairie, ainsi que nous l'apprend le même père Decorby : "La visite des malades est encore une des grandes sollicitudes du missionnaire", ajoute-t-il; "ce devoir prend beaucoup de temps, et exige des voyages à de grandes distances. J'ai fait quelquefois plus de deux cents milles anglais pour aller assister des mourants, le visage fouetté par la neige et au milieu des rafales. Aussi quand, les vêtements couverts de glace, après deux ou trois jours de marche dans la solitude, après avoir erré et souvent perdu sa voie, on voit enfin apparaître la ligne des bois, on éprouve comme un sentiment de délivrance. Auprès d'un bon feu, on oublie toutes les souffrances, et on prépare

10. V. *Les Cloches de Saint-Boniface*; vol. xv, p. 364.

l'entrée du ciel à quelque moribond qui soupirait après l'arrivée de son consolateur, le prêtre" <sup>11</sup>.

A cause des bandes vagabondes d'Indiens hostiles, la sûreté personnelle était alors assez précaire. Aussi, soit qu'ils se rendissent à la chasse, ou qu'ils entreprissent tout autre voyage de quelque importance, les métis allaient toujours en groupes bien armés, s'ils étaient accompagnés de leurs familles. La longue file de charrettes se mettait en branle de très bonne heure chaque matin, pour ne s'arrêter que lorsque les chevaux ou les bœufs paraissaient fatigués. On faisait alors halte pour le déjeuner, après quoi la bruyante procession se déroulait de nouveau sur la prairie, et cheminait péniblement jusqu'à l'heure du dîner <sup>12</sup>. Après le coucher du soleil, toutes les charrettes étaient rangées en forme de cercle, dans lequel les voyageurs campaient autour d'un feu qui brûlait au milieu.

A défaut de bois, on se servait pour fins de chauffage de la bouse de bison desséchée, qu'on trouvait un peu partout <sup>13</sup>. Des tentes, ou l'abri des charrettes, accommodaient pour la nuit les enfants de la plaine, et l'on faisait bon quart pour prévenir toute surprise par les sauvages ennemis qui rôdaient de tous côtés.

D'habitude, les rivières étaient traversées à gué. En cas de trop grande profondeur, on avait recours à des radeaux, sur lesquels on passait le bagage et ceux, ou plutôt celles, qui ne pouvaient nager — un métis ne se serait pas cru

11. *Ibid.*, pp. 364-65.

12. C'est la méthode encore suivie dans les parties de l'Ouest qui se ressentent le moins de la civilisation moderne, là où l'on voyage encore en caravane comme au temps des traiteurs de fourrures.

13. C'est ce qu'on appelait dans le pays du "bois de vache", expression qu'on rencontre parfois même dans des livres anglais écrits à cette époque. Voir, par exemple, HIND, *Reports of Progress*, etc., p. 43; l'ouvrage du même auteur en deux volumes, pp. 295 et 343 du premier; ALEX HENRY, *Journal*, p. 585, etc.

homme s'il n'eût été expert sous ce rapport. Une corde attachée à une extrémité de cette primitive embarcation servait à l'amener de l'autre côté, et, une fois fixée au bout opposé, la faisait revenir à son point de départ, où elle recevait une nouvelle charge.

De retour sur sa ferme en miniature, le métis faisait du foin pour ses chevaux et ses bœufs, s'il en avait; puis il s'occupait à moissonner ce qu'une indulgente Providence lui avait fait croître et mûrir, bien qu'il n'y eût lui-même consacré qu'un minimum de travail. Alors, tout en employant un peu de son temps à quelques menus travaux et de petites corvées occasionnées par des besoins transitoires, il passait la plupart des longs mois d'hiver à se récréer, manger, boire et dormir. L'hiver était la saison par excellence des visites. Pendant l'hiver on courtisait, en présence de toute la famille, à laquelle l'étiquette interdisait de rien voir, ou qui était supposée fermer les yeux. Pendant l'hiver aussi, l'on se mariait et l'on dansait.

Nous verrons plus loin que les métis n'étaient point immoraux, comme l'ont donné à entendre certains auteurs anglais, qui auraient pu prendre d'eux des leçons de bonne conduite, et nous aurons aussi l'occasion d'admirer leur extraordinaire honnêteté.

Par ailleurs, les métis français surtout étaient d'une générosité et d'une hospitalité proverbiales. C'était l'une de leurs maximes qu'on "ne peut manger devant quelqu'un sans partager sa nourriture avec lui, alors même qu'on n'aurait qu'une bouchée". Les pauvres, ou les moins laborieux, étaient donc toujours sûrs d'un repas, et, comme conséquence naturelle, peu d'entre ceux qui étaient plus industrieux pouvaient jamais devenir riches.

Quant à la danse, ils y étaient passionnément attachés. De pétillants jeunes gens, de gentilles pucelles plus ou moins minaudières, et même des couples qui avaient depuis longtemps passé le midi de la vie y consacraient des nuits

entières, et semblaient parfaitement enivrés par la cadence du mouvement et le grincement du violon <sup>14</sup>.

Une autre espèce d'ivresse, celle-là de caractère beaucoup trop littéral, défigurait assez souvent ces parties de plaisir. L'appétit pour les boissons fortes était alors tout aussi prononcé qu'aujourd'hui parmi les métis. Heureusement pour leur bien-être moral et physique, ils avaient autrefois moins d'occasion de le satisfaire <sup>15</sup>.

Ces occasions existaient pourtant; et, à l'époque où nous en sommes, il y avait même dans la colonie comme une recrudescence des désordres qu'elles entraînent toujours avec elles. Plusieurs blancs sans principes connaissant cette passion, générale chez les Indiens et trop commune même chez les métis et les Canadiens, ne se faisaient aucun scrupule de distiller de l'alcool, dont ils se servaient trop souvent pour faire concourir sauvages et autres à l'exécution de leurs desseins. D'où le décret du conseil d'Assiniboia (8 juin 1840), que nous avons déjà mentionné en parlant de M. Belcourt. Cette mesure défendait de donner ou de vendre même de la bière aux aborigènes. L'année suivante (25 juin), le même corps législatif prohibait la distillation privée des spiritueux.

Et pourtant le mal s'obstinait à ne point disparaître —peut-être parce que la compagnie de la baie d'Hudson, en tant que corporation commerciale, se refusait elle-même à adopter une ligne de conduite si radicale dans ses rapports avec les sauvages établis en dehors des limites de la colonie <sup>16</sup>. Il fut donc résolu d'appeler, dans un mémoire

14. La colonie de la Rivière-Rouge avait même inventé une danse à mouvements très vifs, connue des Anglais sous le nom de *Red River jig*.

15. Ceci fut écrit avant l'introduction dans l'Ouest de la loi de prohibition totale.

16. Il serait certainement injuste de regarder la Compagnie comme ayant été favorable au commerce, ou même au débit accidentel, des boissons enivrantes parmi les sauvages. Elle fit, par moments, de



signé par les évêques de Québec, Montréal, Kingston et Toronto, l'attention des directeurs de la Compagnie à Londres sur l'effet pernicieux que l'usage des boissons enivrantes avait sur les Indiens, et de demander aux autorités supérieures de prendre les mesures qui paraîtraient les plus efficaces pour enrayer les effets du fléau.

A Londres, on feignit de croire à de l'exagération. Mais il est permis de supposer que, malgré ce que firent les les potentats du commerce indien pour sauvegarder les apparences et protéger la réputation de leurs agents au Canada occidental, ceux-ci n'en reçurent par moins des avis secrets, qui les engageaient à se montrer plus circonspects à l'avenir.

A la Rivière-Rouge, probablement sur l'initiative des autorités religieuses elles-mêmes, une pétition datée du 17 juin 1843, et signée de plusieurs métis, à la tête desquels nous voyons un Michel Genton <sup>17</sup>, dit Dauphiné, ainsi qu'un François Bennean (*sic* dans la copie des procès-verbaux du conseil à Ottawa), évidemment F. Bruneau, l'ex-collégien de Provencher, demandait que, puisqu'on ne pouvait trouver d'autre moyen d'arrêter la fabrication illicite des spiritueux dans la colonie, l'on établît une distillerie publique, dont les opérations seraient protégées par des restrictions convenables.

Cette mesure devait être adoptée par le conseil deux

louables efforts pour endiguer le torrent des désordres causés par ce commerce, qui était aussi nuisible à ses propres intérêts que fatal à la paix publique et aux bonnes mœurs. Toutefois nous ne pouvons cacher le fait que la "résolution" 42 de son conseil tenu en 1843 portait que "huit barils de spiritueux soient fournis au lac la Pluie pour l'approvisionnement de cette année, lesquels seront donnés gratuitement aux Indiens du fort Frances, du Portage-du-Rat et du lac du Bois-Blanc". Ensuite, il n'est que juste de faire remarquer que la conduite des fonctionnaires préposés à chacun de ses postes était, en beaucoup de cas, loin de se conformer aux règlements prohibitionnistes que leurs supérieurs pouvaient faire de temps à autre.

17. Ou plutôt Genthon.

ans plus tard <sup>18</sup>. En attendant, comme il était évident que, dans un pays si vaste, où la population était si clairsemée, l'influence de la religion pourrait seule extirper le mal, l'évêque de Juliopolis chargea ses prêtres de ne laisser passer aucune occasion de fulminer contre l'intempérance. Aussi voyons-nous bientôt après le zélé prélat noter le fait que "M. Mayrand a profité de ce temps d'affliction pour crier contre l'ivrognerie, à laquelle, malgré cela, plusieurs se livraient. Il a expliqué la tempérance [totale] et y a engagé un bon nombre, ne leur demandant que jusqu'au printemps pour l'essayer".



(Signature de M. Darveau)

Ceci était écrit le 19 avril 1844 <sup>19</sup>. M. Darveau n'était pas moins actif dans le même sens. "M. Darveau me dit qu'il a aussi prêché la tempérance", mande le prélat, "et que presque tout le monde a donné son nom" <sup>20</sup>. En même temps, il porte au nues le dévouement de ce missionnaire.

18. A savoir le 16 juin 1845. Le Rév. E.-H. OLIVER prétend (*Review of Historical Publications relating to Canada*, vol. xviii, p. 213) qu'il n'est pas correct de dire que cette mesure fut adoptée par le conseil. En second lieu, il nous cite à ce propos une décision de ce corps législatif datée du 19 juin, "pas du 16 juin", ajoute-t-il par manière de correctif. Troisièmement, il fait remarquer que "c'était la Compagnie, non pas le conseil, qui devait établir la distillerie". Or, depuis l'apparition de l'édition de notre ouvrage qu'il critique ainsi, cet auteur a lui-même publié, sous la date que nous avons mentionnée, la résolution de ce même conseil que nous avons trouvée en manuscrit aux Archives du Canada, Ottawa, et dont une traduction littérale se lit ainsi: "Le conseil, jugeant qu'il est très probable que l'établissement d'une distillerie publique découragerait, et finirait par abolir, la distillation privée, exprima une opinion unanime en faveur de la mesure" (Cf. *Pioneer Legislation*, vol. 1, p. 316). Et puis nous n'avions point spécifié si cette distillerie devait être établie par le conseil ou par la Compagnie.

19. De l'Hôtel-Dieu de Montréal.

20. *Ibid.*

Dans une autre lettre écrite un peu plus tard, M<sup>gr</sup> Provencher décrit l'état pitoyable, sous ce rapport, des Indiens qui l'entourent. Puis, en venant à ses propres efforts pour améliorer la situation, il écrit ce qui suit : "Ici les sauvages sont perdus par le whiskey et la bière, que chacun fait. Tout cela se fait du côté des protestants; un ou deux catholiques à gros grains font de la bière, mais, je crois, point de whiskey. D'autres y ont renoncé et embrassé la tempérance, que j'ai établie dans le courant de l'hiver. J'ai enrôlé une grande partie des ivrognes. Il faut la tempérance ici, ou ne s'attendre qu'à un ministère stérile" <sup>21</sup>.

C'est toujours de l'abstinence complète de toute boisson alcoolique que parle l'évêque de Juliopolis <sup>22</sup>.

"M. Mayrand est toujours faible", poursuit-il, comme pour donner à entendre qu'on ne peut raisonnablement attendre beaucoup de lui. Quant à M. Darveau, "il a fait du bien partout où il a pénétré", assure-t-il.

21. Saint-Boniface, 20 juin 1845.

22. Et non pas de l'usage modéré (*temperans*) des boissons fortes, que désigne ce mot en français. Au Canada, on lui attribue le sens que lui ont donné les puritains anglais. C'est un anglicisme dont on ne se rend pas compte.

## CHAPITRE XIV

MORT DE M. DARVEAU

1843-44

Pauvre M. Darveau! L'heure allait bientôt sonner où il ne pourrait plus faire d'autre bien que celui qui résulterait du souvenir de son dévouement et de ses vertus apostoliques. L'été de 1844, M<sup>gr</sup> Signay qui, le 13 juillet de cette année, avait été nommé archevêque de Québec, fut attéré à la réception d'une lettre dans laquelle le prélat missionnaire lui disait:

“On est venu du fond du lac Manitoba m'annoncer que M. Darveau étoit noyé, ainsi que les deux hommes qu'il avait avec lui. Il étoit parti d'ici depuis le mois de mars, afin d'avoir du temps à donner à l'instruction des sauvages de la baie des Canards, et se rendre ensuite, après le départ des glaces, au Pas <sup>1</sup>, mission qu'il avait ouverte l'année dernière. J'ai appris qu'il étoit parti du lac des Canards <sup>2</sup> le soir, et avait campé à une petite distance. Il est probable qu'il a péri en partant le lendemain, parce qu'on a trouvé son canot, ses autres effets et son corps, ainsi que celui de Jean-Baptiste Boyer, métis de la prairie du Cheval-Blanc, à peu de distance de son campement.

“Ce sont les sauvages qui ont trouvé le tout. Ils ont laissé les corps sur la grève, apporté à la baie des Canards (à la maison ou à la chapelle) une partie des effets, et sont ensuite venus avertir des métis qui faisaient du sel en deçà de la chapelle. Deux hommes partirent aussitôt pour aller enterrer les corps, peut-être sur le lieu, peut-

1. Pour l'origine du nom de cette place, V. Appendice F.

2. M<sup>gr</sup> Provencher voulait dire la *baie* des Canards.



être à la chapelle. Un sauvage qui étoit aussi avec lui n'avoit pas été trouvé alors"<sup>3</sup>.

Tel fut le premier rapport qui circula sur ce triste événement. C'est le seul qui fut longtemps connu des blancs, bien que, peu après, les Indiens aient soupçonné quelque manœuvre criminelle comme cause de cette mort mystérieuse, et que peu à peu la vérité se soit fait jour dans un cercle restreint d'indigènes. Nous sommes aujourd'hui en position de fournir au lecteur un exposé authentique de la fin prématurée de M. Darveau, qu'on attribuait jusqu'ici à un accident de canot<sup>4</sup>.

Tout d'abord, pour faire toucher du doigt le bien-fondé de la remarque de M<sup>gr</sup> Provencher, à l'effet que M. Darveau était un homme plein de zèle et d'activité, qui "craignoit peu les privations auxquelles est souvent exposé un missionnaire"<sup>5</sup>, il nous suffit de mentionner un incident de sa vie dans le Nord-Ouest. Le jour de la Saint-Patrice, 17 mars 1843, il était parti de Saint-Boniface pour la baie des Canards, sur le lac Winnipegosis. Lorsqu'il eut atteint cette immense nappe d'eau, qui dormait alors sous sa lourde couverture de glace, il laissa en arrière l'homme qui avait charge de son traîneau, pour se diriger à la hâte vers l'habitation d'un certain Pierre Chartrand, qu'il connaissait déjà.

Peu après, une terrible tempête de neige, une effroyable

3. Lettre du 29 juil. 1844.

4. Et pour cela nous devons remercier, entre autres, le P. J.-C. Camper, O.M.I., missionnaire émérite chez les Sauteux, qui connut personnellement plusieurs des Indiens impliqués dans cette tragédie. Il parlait leur langue aussi bien qu'eux, et ils ne pouvaient rien lui cacher. On trouvera que son récit tel, ou à peu près, que nous le donnons cadre parfaitement avec l'allusion à ce fatal événement, et à ceux qui en furent moralement responsables, qui se lit dans le *Rainbow in the North*, ouvrage que ce missionnaire ne vit jamais, pas plus qu'il ne connut la lettre de M. Darveau que nous avons retrouvée.

5. A M<sup>gr</sup> Signay, 29 juil. 1844.

poudrerie, comme on dit au Canada, s'éleva, apparemment de tous les points de l'horizon à la fois. Dans l'impossibilité de rien voir, le voyageur imprudent fut en quelques instants désorienté, et se mit à errer à l'aventure, aveuglé par la neige fine qui tombait en tourbillonnant sous l'étreinte d'un vent violent.

Quand son compagnon arriva chez Chartrand, celui-ci apprit avec stupéfaction ce qui était arrivé. Il partit aussitôt à la recherche du missionnaire perdu, se demandant s'il le trouverait mort ou vivant. Et voilà que, après mainte allée et venue, le Canadien tomba soudain sur lui, alors qu'il avait passé deux nuits et un jour sans feu, ni le moindre morceau à se mettre sous la dent, au sein d'une tourmente à rendre fou, sinon à donner la mort. Darveau ne perdit pas une minute à faire le récit de ses aventures, ou même à simplement dire un mot des souffrances qu'il venait d'endurer.

—Avez-vous quelque chose à manger ? J'ai faim ; telles furent les paroles dont il salua Chartrand.

On aurait dit qu'il ne voyait rien qui fût digne de mention dans le fait qu'il venait de lutter avec la mort, et qu'il avait triomphé là où tant d'autres succombent. Dans une lettre qu'il écrivit ensuite sur ce voyage et un autre qui s'ensuivit pour lui, il n'eut pas la moindre allusion à son aventure, et se contenta de dire en passant qu'il avait beaucoup souffert, au cours de cette tournée de quatre-vingts ou quatre-vingt-dix lieues <sup>6</sup>.

Arrivé à la baie des Canards, il s'employa à l'instruction de ceux des Indiens qui consentirent à l'écouter, et, pendant l'été, fit quelques excursions le long du rivage du lac en quête d'âmes à convertir.

Le Pas, un peu en dessous du confluent de la rivière Carotte avec la Saskatchewan, avait été sous le régime

6. Saint-François-Xavier, 7 déc. 1843.

français, un poste de traite qui, nous l'avons vu, était alors plus connu sous le nom de Basquia, ou Pasquia. A cette époque et longtemps après, la branche septentrionale de la Saskatchewan portait le nom de rivière du Pas, que lui avait, dit-on, donné le chevalier de Lavérendrye, en mémoire de sa mère, Marie-Anne Dandonneau du Sablé de l'île du Pas <sup>7</sup>. La localité qui garda seule ce dernier vocable, avait déjà reçu la visite du prêtre catholique depuis l'établissement de l'Église à la Rivière-Rouge, dans la personne de MM. Blanchet et Demers, qui passèrent par là en route pour la Colombie dans l'été de 1838.

Ce furent les deux seuls missionnaires que vit, dans cinquante ans, une espèce de patriarche local, Joseph Constant, métis de Michillimakinac, qui s'y était fixé en 1794.

Le R. P. Petitot, fameux missionnaire du Grand-Nord et auteur très prolifique, prétend, mais à tort, que "du temps de La Vérandrye, les pères de la compagnie de Jésus avaient établi une mission au fort du Pas. Après le traité de Paris, en 1763, ils évacuèrent leur établissement et se retirèrent à la suite des Français, en ayant soin d'enfouir sous terre le matériel du culte renfermé dans des coffres" <sup>8</sup>.

Cet auteur ajoute: "On n'a pas retrouvé ce trésor". On ne le retrouvera jamais, car l'histoire entière est apocryphe <sup>9</sup>. Nous n'avons absolument aucune preuve que les premiers Jésuites se soient jamais établis dans aucun poste de l'Ouest autre que les forts Saint-Charles et la Reine. Nous sommes même en position d'affirmer que, non seule-

7. V. Appendice F.

8. *En route pour la mer Glaciale*, p. 240; Paris, 1887.

9. A plus forte raison, faut-il en dire autant d'une soi-disant tradition d'après laquelle un père jésuite aurait été tué "aux environs du fort Lacorne, sur la Saskatchewan" (*Missions des missionnaires oblats de Marie Immaculée*, vol. XXIX, p. 35). Le dernier Jésuite dans l'Ouest était reparti pour le Canada en juin 1751, plusieurs années avant la fondation du fort La Corne.

ment ils ne se fixèrent point dans d'autres localités, mais qu'ils ne sortirent guère des deux derniers établissements que pour retourner dans l'est, ce qu'ils firent assez longtemps avant la Cession.

Quoi qu'il en soit, M. Darveau apprit que les anglicans avaient l'intention d'envoyer un ministre au Pas. Plein de zèle pour la propagation de la vraie foi, il se décida à aller voir lui-même s'il n'était pas possible de prévenir le représentant du schisme et de l'hérésie. Un an ou deux auparavant, un Indien que l'on connaissait sous le nom d'Henri Budd s'était établi à cette place, où il remplissait les fonctions de maître d'école et de catéchiste, sous les auspices de l'Église d'Angleterre<sup>10</sup>. Étant donné ce qui devait arriver, nous laissons au lecteur à décider jusqu'à quel point il était judicieux de mettre un pur sauvage comme missionnaire, chez des Indiens tels que ceux qui fréquentaient la basse Saskatchewan et ses tributaires.

En se rendant au Pas, M. Darveau eut l'occasion de s'arrêter à un campement indigène, et l'un des deux hommes qu'il avait engagés et payés pour l'accompagner durant tout le voyage refusa d'aller plus loin. Il demanda même au missionnaire des provisions qui, après la perte pécuniaire qu'entraînait pour celui-ci son peu de parole, ne purent lui être accordées. Là-dessus, cet individu, Muskégon appelé Chétakonn, murmura quelques mots de mécontentement et s'en alla. De son côté, le prêtre trouva un autre compagnon et continua son voyage, arrivant au Pas le 28 août 1843.

Il passa cinq semaines dans cette localité, en proie aux tracasseries mesquines et aux menaces de ceux des indigènes qui prenaient le parti du catéchiste protestant.

10. Ce sauvage avait été élevé à la Rivière-Rouge par le Rév. M. West, qui dit l'avoir baptisé au mois de juin 1823 (Journal, p. 96).



Même l'impassible Darveau, qui n'avait pas cru devoir dire un mot de ses souffrances physiques au sein de la tempête sur le lac Winnipegosis, ne peut s'empêcher d'insister sur les manœuvres déloyales dont lui et ses néophytes furent l'objet au Pas. Il en écrit ce qui suit:

"L'enfer a employé ici toutes ses ruses, d'abord pour me chasser, et ensuite pour rendre inutiles tous mes efforts. On est venu m'avertir, pour m'intimider sans doute, que l'on allait me chasser si je ne m'en allais pas. Quand on me vit déterminé à rester jusqu'à ce qu'on me traînât pieds et poings liés hors de la mission <sup>11</sup>, les cadeaux ont été prodigués aux sauvages et à leurs femmes, et les promesses encore plus: on venait chercher les jeunes gens au catéchisme, pour qu'ils vinssent à l'école. Mes deux serviteurs ont eu leur part de l'orage...

"Dès qu'un sauvage arrivait, il se voyait entouré de protestants qui ne le laissaient tranquille que quand il avait consenti à aller au prêche, fait par un sauvage... Une jeune femme suivait régulièrement mes instructions: on la menaça de la faire répudier par son mari, alors absent... Pour rendre les catholiques odieux, on leur a donné le nom de

11. Où il demeurerait chez le vieux Joseph Constant, ce métis dont la tradition locale a fait un blanc, ainsi qu'on peut le voir par ce qu'en dit M. A.-H. DE TRÉMAUDAN dans son *Hudson Bay Road*, p. 195; Toronto, 1915. Constant s'était marié à une Sauteuse, qui lui avait donné quatre filles et deux fils. M. Darveau dit qu'ils pratiquaient à son arrivée "les plus grossières superstitions indiennes" (*Rapport* pour 1845, juil., p. 92), assertion que confirme d'ailleurs l'auteur du *Rainbow in the North*, p. 157. Cette publication appelle son fils aîné un Indien, qui dit-elle, était connu sous le nom de Wetus.

Avant le passage de M. Darveau, ce Wetus avait plus ou moins fréquenté le prêche du catéchiste Budd; mais le missionnaire catholique avait fini par lui faire promettre de se faire catholique, et avait même baptisé ses trois enfants, ainsi que les deux de son frère cadet, converti précédemment. On verra plus tard quel fut leur sort définitif au point de vue religieux. Le chef actuel des Indiens du Pas descend de Joseph Constant.

*windigo*, être fantastique dont le seul nom fait trembler les enfants et fait fuir les grandes personnes”<sup>12</sup>.

Le prêtre catholique fut représenté comme un être affreux qui portait la mort dans ses flancs, et chacun fut averti de n’avoir rien à faire avec lui.

“Parmi mes auditeurs”, dit encore M. Darveau, “se trouvait un vieillard, qui redoutait tellement la *prière* qu’il n’osait même regarder l’échelle chronologique<sup>13</sup>, fruit du zèle de M. Blanchet. ‘Je crains’, disait-il, ‘la puissance magique de ce morceau de papier’ ”<sup>14</sup>.

Là-dessus, l’innocent missionnaire s’écrie: “Étrange erreur, dont il est permis de demander comment elle a pu pénétrer dans ces pays lointains”!

Lorsque le lecteur se rappellera que le boute-en-train de la place était un sauvage qui avait été élevé par l’anti-catholique M. West, il sera probablement moins disposé à se le demander. M. Darveau était petit, et Budd eut peut-être la naïveté de s’imaginer que son courage allait de pair avec sa taille: il finit par apprendre qu’il s’était trompé.

On peut même dire que le séjour du prêtre catholique au Pas ne fut point sans bons résultats. Un noyau d’adhérents fidèles, d’autant plus sincères dans leurs bonnes

12. Saint-François-Xavier, 7 déc. 1843 (Cf. *Rapport*, juil. 1845, p. 92). Un *windigo* est, aux yeux des Indiens de race algonquine, une personne possédée d’un mauvais esprit, un démoniaque, un cannibale, ou les deux combinés, qu’ils ont coutume de tuer à la première occasion. Il n’y a pas bien longtemps qu’un meurtre de ce genre arriva au nord d’Edmonton, et celui qui s’en rendit coupable se croyait parfaitement autorisé à le commettre. Le lecteur le plus borné devinera sans peine qui, dans le cas présent, inventait pareilles histoires à propos du prêtre, et qui fut en réalité responsable de la persécution à laquelle il fut soumis. A moins d’être poussés par un fanatique, les Indiens se borneront à laisser froidement seul un missionnaire qui n’est pas de leur goût.

13. Espèce de précis historique et doctrinal dont il sera fait plus ample mention lorsque nous parlerons de la Colombie Britannique.

14. *Rapport*, juil. 1845, p. 91.

dispositions qu'ils n'avaient aucun avantage matériel à espérer de lui, restaient au milieu des prosélytes du protestantisme, et lui avaient juré une persévérance inlassable pourvu qu'il revînt chez eux. M. Darveau les quitta le 7 octobre 1843, leur promettant de revenir le printemps suivant fonder un établissement permanent au Pas.

Voici les lignes que le petit volume *The Rainbow in the North* <sup>15</sup>, publié en 1854 par les soins de la *Church Missionary Society*, de Londres, consacre au passage du missionnaire catholique au Pas: "M. Budd avait eu une grande épreuve pendant l'été de 1843: c'était l'arrivée d'un prêtre romain <sup>16</sup>, qui était venu avec l'intention non déguisée d'attirer le monde à lui. Il planta une grande croix de bois, marqua l'emplacement de sa future maison, et, après avoir baptisé une vingtaine de *païens* <sup>17</sup> du voisinage <sup>18</sup> (car tous ceux qui avaient l'habitude d'assister aux instructions de M. Budd restèrent fermes), il retourna à la Rivière-Rouge, déterminé à revenir établir là sa demeure permanente au printemps".

Fidèle à sa promesse, M. Darveau partit en effet pour Le Pas au commencement de juin 1844. Il avait pour compagnons un métis du nom de Jean-Baptiste Boyer et un petit garçon de la tribu des Muskégons. Non loin de la baie des Canards, leur point de départ, le prêtre et ses gens campèrent à un certain point du rivage, où ils furent bientôt rejoints par quelques Muskégons, entre autres Chétakonn, le serviteur infidèle de l'année précédente. Pendant la soirée, le missionnaire essaya de leur

15. "L'Arc-en-ciel dans le nord".

16. L'expression *Romish* dont se sert ici l'auteur contient un sens dépréciatif qu'il est impossible de rendre en français.

17. Souligné dans l'original.

18. Fausseté. Bien que, règle générale, Darveau ne donne pas le nombre de ses baptêmes, ou la localité du baptisé, il mentionne ici au moins cinq nouveaux chrétiens qui appartenaient au Pas.

parler religion; mais Chétakonn prit à part un autre vieillard appelé Tchimékatis, auquel il représenta que le prêtre était la cause de l'épidémie qui avait peu auparavant décimé la tribu.

—Il faut donc, insista-t-il, en finir avec lui, avant qu'il ait perverti les Indiens du Pas à sa manière de prier, et ne les ait par là mis en danger d'essuyer une autre attaque du même fléau.

Les exhortations du missionnaire relativement à la nécessité d'embrasser la vraie foi, ne firent qu'accentuer l'aigreur des deux sauvages à son égard. Elles décidèrent sans doute de son sort. Et, de peur que leur crime ne fût rapporté aux blancs, ils se virent dans la nécessité de se défaire de son compagnon métis, que l'un des deux métis tua d'un coup de fusil. L'autre tira alors sur le prêtre; mais telle était son agitation à la pensée des conséquences de son acte, qu'il le manqua.

Les armes des deux meurtriers se trouvaient donc déchargées<sup>19</sup>. Appréhendant que l'objet de leur haine ne vînt à s'échapper pendant qu'ils les rechargeaient, ils pressèrent vivement un troisième sauvage, nommé Vizéna, le beau-fils de Tchimékatis, qui revenait justement d'une petite tournée de chasse aux lièvres aux alentours du campement, de tuer le prêtre.

—Tire-le; tue-le vite! cria Tchimékatis.

Mais Vizéna ne se croyait point de taille à tuer un prêtre, surtout lorsque celui-ci ne lui avait rien fait, et alors qu'il n'avait point été monté contre lui par les stupides accusations de Chétakonn. Son beau-père insista donc :

—Tue-le, te dis-je, ou bien il va nous tuer lui-même<sup>20</sup>.

19. Dans ce temps-là, les fusils entre les mains des sauvages étaient presque uniformément à un seul coup, longs et de petit calibre.

20. L'Indien fait probablement allusion ici à la puissance magique qu'il prête au missionnaire catholique.



Avec répugnance Vizéna tira le coup fatal, et M. Darveau tomba mort près de son canot <sup>21</sup>.

Les trois mécréants épargnèrent le petit Muskégon, parce qu'il était l'un des leurs; mais ils lui défendirent, sous les peines les plus graves, de jamais souffler mot de ce qui était arrivé. Comme, plus tard, il lui arrivait, en cas de contradiction ou de mécontentement, de menacer de tout révéler, l'un des meutriers le prit un jour avec lui à la chasse, et on ne le revit jamais plus.

Les corps furent laissés sur la grève, où ils restèrent plusieurs jours. Quand on les trouva, ils étaient dans un état de décomposition trop avancé pour qu'on pût les examiner. Un ours, dont les pistes étaient bien visibles, avait traîné le corps de M. Darveau, et en avait partiellement mangé une jambe.

Pendant ce temps, on faisait courir le bruit que le prêtre et ses compagnons s'étaient noyés, bien que le lac eût été d'un calme peu ordinaire quand ils s'étaient embarqués à la baie des Canards. Darveau était connu pour son intrépidité, sinon son imprudence, sur l'eau. Ceux-là crurent donc la rumeur sans trop de peine qui n'étaient point au courant des chuchottements qui, aux feux de bivouac indiens, faisaient secrètement passer aux oreilles une tout autre version de l'affaire.

L'iniquité était consommée. Le *windigo* du catéchiste protestant avait subi le sort auquel tous ses semblables doivent s'attendre dans la société indienne. Du même coup, l'Église de Saint-Boniface perdait un de ses ministres qui promettait le plus, et cette perte était d'autant plus sensible que, à l'encontre de tous les prêtres qui avaient jusque-là offert leurs services à M<sup>sr</sup> Provencher, M. Dar-

21. N'était-ce point là le sort auquel fait allusion le *Rainbow in the North*, lorsqu'il porte que "en chemin M. Darveau rencontra une mort terrible, a fearful death".

veau "s'étoit dévoué pour la vie", comme écrivait ce prélat. Ce jeune prêtre, dit-il encore, "avoit du zèle, une grande activité, s'accomodoit de tout pour la vie, et craignoit peu les privations auxquelles est souvent exposé un missionnaire"<sup>22</sup>.

Autant qu'on peut le conjecturer, la tragédie du lac Winnepegosis dut arriver le soir du 4 juin 1844<sup>23</sup>.

Comme épilogue, nous mentionnerons ici que Chétakonn eut une fin misérable, digne châtiment de son crime. Tchimékatis, qui avait comme forcé son gendre à tuer le prêtre, eut un sort encore pire. Aveugle et sourd depuis longtemps, il fut brûlé vif dans sa cahute. Vizéna admit publiquement, à l'heure de sa propre mort, qu'il allait en enfer pour deux raisons: il avait assassiné ses deux femmes, et avait fusillé M. Darveau<sup>24</sup>.

Telles sont, après une étude approfondie des documents manuscrits et d'autres sources d'information, les circonstances qui accompagnèrent la mort de cet excellent

22. Lettre du 29 juil. 1844.

23. Dans le passage de son livre déjà cité, où il parle de l'établissement des Jésuites au Pas, Petitot fait allusion à ce qu'il appelle à bon droit le *meurtre* de M. Darveau; mais, par une étrange confusion, il le met au compte de son guide "montagnais", et dit aussi que, pour cette raison, sa mission passa aux mains des anglicans en 1840, c'est-à-dire avant que ce missionnaire soit jamais venu dans l'Ouest (*op. cit.*, p. 240). Quant à M<sup>gr</sup> Taché, telle était sa droiture naturelle, qu'il ne put jamais se résigner à croire à une manœuvre criminelle de la part des Sauteux. Le fait que l'expérience qu'il avait acquise du caractère indien lui venait surtout, nous devrions presque dire exclusivement, de son commerce avec les Dénés du nord, gens que la seule pensée de l'assassinat d'un prêtre suffirait à horrifier, pourra expliquer, en même temps qu'excuser, sa constante incrédulité à l'endroit de celui de M. Darveau.

24. Même ALEX. ROSS, tout en attribuant officiellement la mort du missionnaire à un accident de canot, semble flairer quelque chose de louche dans cet "accident", puisqu'il ne peut s'empêcher de faire observer que le prêtre catholique "trouva la mort d'une manière plutôt mystérieuse" (*op. cit.*, p. 291), remarque qui avait échappé à notre attention en préparant les précédentes éditions de cet ouvrage.

missionnaire. Ces documents se composent en partie des dépositions explicites des Indiens directement ou indirectement impliqués dans le drame, Indiens que le vétéran qu'était le P. Camper connut personnellement. Ce vénérable prêtre garantit lui-même l'authenticité de leurs dires et de ceux qui nous ont aidé à arriver à la conclusion que nous venons de donner. Il y a bien quelques petites variantes dans les détails; mais un point est désormais acquis à l'histoire: la mort de M. Darveau fut due à la malice de l'homme, et non le résultat d'un accident, comme on l'avait dit jusqu'ici. Il est aussi fort probable, sinon certain, que cette fin prématurée fut occasionnée par la haine du nom catholique et une peur superstitieuse du prêtre, inspirées par le représentant d'une secte protestante <sup>25</sup>.

Le 24 juillet, M<sup>sr</sup> Provencher envoya un cercueil au lieu du sinistre, et les restes du prêtre martyr furent amenés à Saint-Boniface, où ils devaient plus tard reposer avec ceux de son propre évêque <sup>26</sup>.

25. Ce qui précède avait été écrit depuis longtemps lorsque nous sommes tombé sur le passage suivant du livre de lord Southesk, composé en très grande partie d'un journal de voyage qui fut écrit en 1859. Tout n'est pas correct dans cette allusion à la fin de M. Darveau; mais l'on verra que, même alors, il y avait dans le pays certaines sources d'information qui étaient parfaitement au courant du sort qu'avait subi ce missionnaire. Nous traduisons :

"Il y a quelques années, un prêtre catholique romain fut tué près de cette place par la même tribu. Persuadés par ses exhortations pendant une visite précédente, les Indiens l'avaient laissé baptiser tous leurs enfants. Une épidémie se déclara peu après, laquelle emporta la plupart de ces enfants, et les superstitieux sauvages attribuèrent leur perte aux rites mystiques de l'Église. Sans savoir ce qui était arrivé, le prêtre retourna après quelque temps à son troupeau dans la solitude; mais au lieu de souhaits de bienvenue, ces brebis égarées reçurent leur pasteur avec des coups, et l'adjoignirent à la troupe des martyrs" (*Saskatchewan*, etc., p. 342).

26. Ils reposent aujourd'hui, dans des tombeaux séparés, sous le chœur de la cathédrale de Saint-Boniface.

## CHAPITRE XV

### PREMIÈRES RELIGIEUSES

1843-44

Rien ne pouvait naturellement compenser la perte d'une vie aussi précieuse que celle de l'abbé Darveau. Toutefois, juste dix-sept jours après la mort du missionnaire canadien, un événement d'une nature bien différente apporta la joie à plus d'un cœur, dans la partie méridionale de ce qui est aujourd'hui le Canada central. Nous avons vu que M<sup>gr</sup> Provencher n'avait pas été six mois à la Rivière-Rouge, qu'il avait manifesté le désir d'avoir des religieuses pour ses écoles, ou du moins pour celles qui seraient fréquentées exclusivement par les petites filles. Il est vrai que les demoiselles Nolin avaient sous ce rapport, rendu de grands services; mais l'inconstance propre à la race à laquelle elles appartenaient les avait portées à se fatiguer de leur occupation, du moins à Saint-Boniface.

Elles la poursuivaient à Saint-François-Xavier, quand M<sup>gr</sup> Provencher reçut d'une religieuse de la Visitation de Grasse, en France, une lettre par laquelle sa correspondante (dans le monde Angélique-Aimée Courmel) s'offrait à établir une école pour les filles de la Rivière-Rouge ou de la Colombie.

C'était en 1838 <sup>1</sup>. L'évêque voulut avoir des renseignements sur cette personne, mais ne reçut rien. Il écrivit alors à l'évêque d'Amiens; mais les négociations qui s'ensuivirent avec ce prélat n'aboutirent point <sup>2</sup>. En 1842,

1. Lettre de M<sup>gr</sup> Provencher, 6 août 1838.

2. Il paraît que, peu après, la supérieure des Ursulines des Trois-Rivières, que M. Belcourt était allé voir lors de son voyage dans l'est,



il demanda à l'évêque de Québec de lui envoyer des sœurs de charité de n'importe quel institut : ce fut encore en vain. Il s'adressa aussi à M<sup>sr</sup> Loras, évêque de Dubuque, aux États-Unis, toujours dans le même but et avec un résultat identique.

Voyant qu'il ne gagnait rien par correspondance, il résolut de se rendre au Canada par la voie des États-Unis. A Dubuque, il s'aboucha avec des religieuses ; mais elles ne savaient point le français. Dans les environs de Saint-Louis, il essaya d'avoir des sœurs de Saint-Joseph ; mais il ne put persuader à leurs supérieures d'entreprendre une fondation si loin de chez elles. A Montréal, M<sup>sr</sup> Bourget lui recommanda les sœurs grises, comme étant celles qui convenaient le mieux à l'œuvre qu'il avait en vue. Après quelques négociations, l'évêque de l'Ouest fut enchanté de voir enfin ses offres acceptées par la supérieure générale de cette congrégation.

Les sœurs de charité communément appelées sœurs grises, par allusion à la couleur de leur costume, furent fondées en 1738 par M<sup>me</sup> d'Youville, sœur de la Jemmeraye, neveu de Lavérendrye et son lieutenant dans ses explorations. Il est de tradition dans cet institut que la fondatrice avait coutume d'envoyer aux Indiens de l'Ouest des habits qu'elle préparait de ses propres mains, et il semblerait que ses filles aient eu pendant longtemps comme

avait écrit à M<sup>sr</sup> Provencher, pour lui offrir des religieuses de son ordre. Ce prélat dut en parler au titulaire de Québec ; mais ce dernier le dissuada d'accepter, d'abord parce que sa communauté ne pourrait se passer de la dite supérieure, dont la santé laissait à désirer, et ensuite parce que des religieuses cloîtrées ne feraient point pour un pays comme l'Ouest—opinion que l'évêque de Juliopolis partageait pleinement. Le prélat québécois lui suggérait de s'adresser plutôt aux sœurs de la Congrégation, aux sœurs de la Charité, ou à d'autres (Cf. *Etablissement des Sœurs de Charité à la Rivière-Rouge*, par l'abbé G. DUGAS).

un pressentiment qu'un jour elles suivraient leur "oncle" au pays de son dernier sommeil.

La famille religieuse de la vénérable fondatrice avait jusque-là plus ou moins végété. Non seulement elle était restée cantonnée dans l'est du Canada, mais elle était même à peu près inconnue en dehors de Montréal. Or il est à remarquer que c'est de l'acceptation des postes difficiles qu'on se proposait de lui confier, dans cet Ouest qui ne comptait encore que quatre femmes de la race blanche <sup>3</sup>, que date pour elle un accroissement qui n'allait pas tarder à se reproduire, mais sur une échelle encore plus grande, en faveur d'un autre ordre religieux qui devait, lui aussi, bien mériter du Canada tout entier <sup>4</sup>.

Comme résultat final de ses démarches et des entrevues qu'il eut avec les membres de la hiérarchie de l'est, M<sup>gr</sup> Provencher passa de Montréal en France, accompagné de son premier confrère à la Rivière-Rouge, M. Dumoulin qui, croyons-nous, lui paya son passage, et que, à son retour en Amérique, il aurait bien voulu ramener avec lui dans sa pauvre mission <sup>5</sup>. Un second compagnon du prélat dans sa traversée en Europe était un M. Hudon, prêtre du diocèse de Montréal, qui avait été chargé par son ordinaire de traiter à Lyon une affaire délicate, pour laquelle l'archevêque de Québec avait lui-même député M<sup>gr</sup> Provencher.

Un autre but du voyage de ce dernier était de chercher pour la Colombie des missionnaires qu'il comptait faire embarquer à Londres, sur l'un des premiers vaisseaux en partance pour les îles Sandwich. De là ils devaient se rendre à destination par le bateau de la compagnie de la

3. V. M<sup>gr</sup> TACHÉ, *Esquisse sur le Nord-Ouest*, pp. 74, 83 de la seconde édition.

4. V. le chapitre suivant.

5. Provencher à M<sup>gr</sup> Turgeon, évêque de Sidyme, 14 déc. 1843.

baie d'Hudson, qui avait coutume de mouiller dans leurs eaux.

Or il arriva que le fameux P. de Smet se trouvait à Gand, Belgique, lorsque M<sup>sr</sup> Provencher atteignit Paris (24 janvier 1844). Ayant appris que ce missionnaire allait bientôt s'embarquer avec six religieuses et des Jésuites pour la Colombie, l'évêque de Juliopolis bannit dès lors toute inquiétude de ce côté-là.

Restait la mission dont l'avait chargé l'archevêque de Québec. Le Canada avait, depuis sept ans, une œuvre de la Propagation de la Foi distincte de celle de Lyon, qui se montrait déjà comme la mère nourricière des missions catholiques du monde entier. Le Saint-Siège ayant manifesté le désir de voir les deux sociétés se fusionner sous une direction unique en France, les évêques canadiens avaient député M<sup>sr</sup> Provencher et M. Hudon pour négocier cette union, et veiller à la sauvegarde des intérêts des nombreuses missions qui dépendaient d'eux. Montréal d'abord, puis Québec, acceptèrent les conditions qui leur furent posées, et d'après lesquelles le conseil général de Lyon devait avoir la libre disposition de toutes les sommes recueillies au Canada comme ailleurs.

Ce voyage de l'évêque missionnaire ne fut donc pas sans résultats appréciables même pour la Rivière-Rouge. Au point de vue financier, il fut même couronné d'un véritable succès, puisque la Propagation de la Foi lui fit, en réponse à l'exposé de ses besoins, considérablement augmentés par la fondation très prochaine de son premier couvent, une allocation de trente mille francs. Ensuite, il trouva au Canada deux sujets de choix, qui devaient rester avec lui beaucoup plus longtemps que la plupart de ses prêtres.

Le premier, homme de grande valeur, était l'abbé Louis-François Richer-Laflèche, plus connu sous le nom abrégé de Laflèche, qui était professeur au collège de

Nicolet quand M<sup>sr</sup> Provencher y passa en 1843, avant de se rendre en Europe <sup>6</sup>. Il fut ordonné prêtre à Québec le 7 janvier de l'année suivante, puis nommé vicaire à Saint-Grégoire le Grand, où M. J. Harper, l'ex-missionnaire de la Rivière-Rouge, lui donna une première teinture des langues indiennes.

L'évêque voyageur avait ensuite jeté les yeux sur un M. Olivier Caron, pour lequel il semblait avoir une attraction particulière <sup>7</sup>. Mais lorsque le prélat revint de France, abordant à Montréal le 25 mai 1844, ce prêtre ne se crut point assez fort pour les missions de l'Ouest.

C'était là un grand désappointement pour M<sup>sr</sup> Provencher, qui avait déjà retenu des passages pour lui-même, deux prêtres et quatre religieuses dans la "brigade" du gouverneur Simpson. Celui-ci en avait réduit le prix à £175. Le prélat trouva heureusement un remplaçant pour M. Caron dans la personne d'un abbé Joseph Bourassa, de Lévis <sup>8</sup>, qui fut promu à la prêtrise le 14 avril 1844, c'est-à-dire juste à temps pour partir avec son nouvel ordinaire.

Ce dernier avait été malade à l'Hôtel-Dieu de Montréal, mais avant la saison des voyages; en sorte que ce contretemps ne retarda aucunement son départ pour l'Ouest.

Le 27 avril, trois jours après que les sœurs étaient parties, non sans quelques déchirements de cœur bien excusables, M<sup>sr</sup> Provencher s'embarqua avec ses deux missionnaires, l'évêque dans le canot du gouverneur et les jeunes prêtres dans un autre.

Simpson était dans ses voyages, d'une rapidité pro-

6. M. Laffèche était né à Sainte-Anne de la Pérade, le 4 sept. 1818, et sa famille devait son nom à la ville natale de son ancêtre Pierre Richer, qui passa de La Flèche, diocèse du Mans, au Canada vers 1670.

7. "Ce jeune prêtre me plaît; je le destine à de grandes choses", disait-il de lui.

8. Où il naquit le 31 mai 1817.



verbale. Tout délai lui donnait sur les nerfs, et c'est à peine s'il laissait le temps de se reposer à son équipage. Il était né cinquante ans avant l'époque pour laquelle il semblait fait. C'est pourquoi, arrivé au Sault Sainte-Marie, l'évêque chargea les deux missionnaires d'accompagner les religieuses, pendant que lui-même prendrait les devants avec le gouverneur.

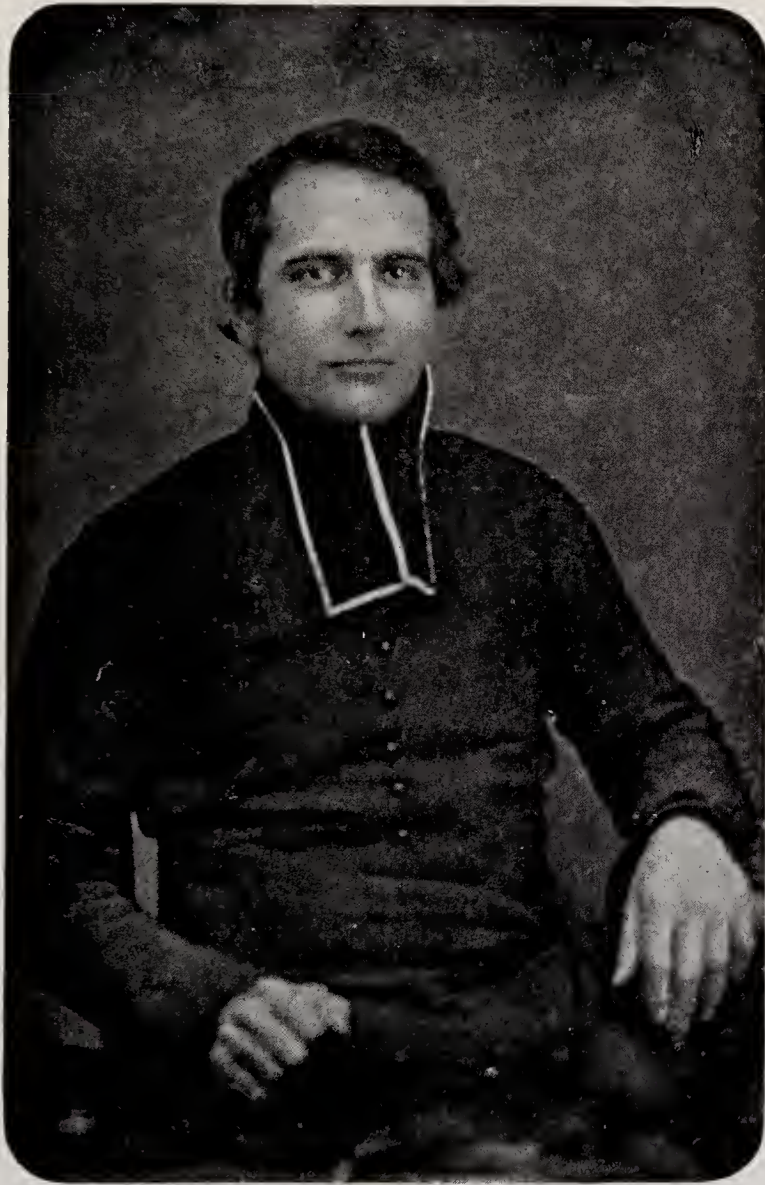
Les premières sœurs qui laissèrent tout pour obéir à l'appel du devoir dans les postes plus ou moins sauvages de l'Ouest canadien étaient de véritables femmes fortes. Liens du sang et joies des associations journalières, avantages de la civilisation et société de leurs semblables, elles sacrifièrent tout pour s'enfoncer dans l'inconnu, où elles n'attendaient que privations et sauvagerie. Elles méritent donc que l'historien enregistre pieusement leurs noms. C'étaient les sœurs Valade, supérieure, Lagrave, Coutlée et Lafrance.

En route, prêtres et religieuses eurent l'occasion de voir des sauvages, qui ne durent pas leur faire une bien bonne impression. Et pourtant il y avait alors, d'après M. Belcourt, des Sautaux christianisés au Grand-Portage par un missionnaire catholique du nom de Pears, du diocèse de Détroit, que le prêtre canadien avait vus au fort William, et qu'il déclare avoir été "vraiment édifiants" <sup>9</sup>.

Plus près du terme de leur voyage, ils firent une autre rencontre, qu'ils apprécièrent autant que celui avec qui ils vinrent en contact. Le pionnier des missions indiennes de la Rivière-Rouge, M. l'abbé Belcourt, la décrit ainsi dans une lettre à l'archevêque de Québec :

"Le dimanche, 16 juin comme nous doublions une pointe au bas de la chute aux Esclaves, nous entendîmes des cris de joie venant du portage qu'il faut faire en cet endroit. C'étaient des Iroquois qui conduisaient les canots

9. *Rapport sur les missions du diocèse de Québec*, juil. 1845, p. 108.



M. LAFLÈCHE



venant du Canada, lesquels, ayant aperçu le bout de mes voiles (car nous nous servons de voiles quand le vent nous est favorable), avaient reconnu qui nous étions. Quelle ne fut pas ma joie en apercevant qu'ils avaient avec eux deux jeunes confrères, MM. Laffèche et Bourassa, tous deux bien portants, et quatre dames religieuses de la communauté des sœurs grises de Montréal, que la divine Providence envoyait à notre secours!

“Une de celles-ci souffrait encore beaucoup d'une entorse qu'elle s'était faite à un pied, en débarquant du canot sur le lac Huron. Elle était assise sur un petit brancard, tout humiliée de l'occupation que son état l'obligeait de donner aux gens de l'équipage. M. McPherson, membre de l'honorable compagnie de la baie d'Hudson, était à la tête de la brigade.

“La rapidité avec laquelle on se rencontre dans ces voyages nous permet à peine de nous faire quelques questions réciproques. J'eusse voulu parler à tous, et m'informer de tous ceux qui me sont chers au Canada. Mais déjà on poussait au large. Joie bien éphémère que celle que j'éprouvai alors: triste image de la vitesse avec laquelle le temps entraîne tout vers l'éternité”<sup>10</sup>.

Le premier canot, celui qui portait M<sup>sr</sup> Provencher et le gouverneur Simpson, arriva à Saint-Boniface le 31 mai 1844; mais les autres n'atteignirent ce point que le 21 juin<sup>11</sup>.

Le dimanche suivant, le prélat présenta les religieuses à son peuple. Leur œuvre principale devait naturellement être l'instruction de la jeunesse; mais il comptait aussi sur

10. *Ibid.*, p. 106.

11. Pourtant nous venons de voir qu'ils ne perdirent point de temps. M. J.-Ernest Cyr, dans une récente conférence sur M<sup>sr</sup> Provencher, donne 1843 comme la date de l'arrivée des premières religieuses à la Rivière-Rouge. C'est peut-être là une coquille qu'on doit mettre au compte des imprimeurs.



elles pour différentes branches d'industrie, qu'il jugeait utiles, sinon nécessaires, dans un milieu comme celui qui allait désormais être le leur. Au moins une des sœurs devait s'appliquer à la pratique de la médecine, dont elle avait déjà acquis une certaine connaissance, en prévision de l'emploi qui l'attendait sur les bords de la Rouge. Elles parlaient toutes l'anglais, et, dans le but de pouvoir l'enseigner d'une manière irréprochable, elles s'étaient encore perfectionnées dans la pratique de cette langue avant de partir pour l'Ouest <sup>12</sup>.

En attendant la construction du logis spécial que l'évêque leur destinait, celui-ci leur céda sa propre maison de pierre, qu'il avait quittée au premier de l'An 1843, pour habiter celle qu'il avait fait bâtir au chevet de sa cathédrale, et qui formait une addition de soixante-dix pieds sur quarante-six à cet édifice.

Malgré l'exiguïté de leur local, les bonnes sœurs ne tardèrent pas à y avoir un noviciat. Leur première recrue fut une jeune métisse du nom de Marguerite-Caroline Connolly. C'était la fille du ci-devant bourgeois du fort Saint-James, sur le lac Stuart, en Colombie Britannique, d'où il avait dirigé tous les postes de la compagnie de la baie d'Hudson dans l'intérieur de ce pays entre 1824 et 1830 <sup>13</sup>. Une des sœurs de la nouvelle novice, Nellie, s'était mariée en 1828 avec James Douglas, qui devait devenir comme le premier gouverneur régulier de la Colombie Britannique, et mériter le titre de chevalier <sup>14</sup>.

12. Provencher à Turgeon; Montréal, 9 nov. 1843.

13. V. notre *History of the Northern Interior of British Columbia*, chapitre VIII et seq. La mère de Marguerite, qui était Crise, avait été baptisée sous le nom de Suzanne, et son nom indien était l'équivalent de Bellefeuille.

14. On peut raisonnablement se demander si, malgré son titre de lady Douglas, cette dame mena une vie plus heureuse avec son mari protestant que sa sœur Marguerite avec les religieuses de Saint-Boniface. Une importante question de droit civil s'attache à leur commune

Née le 26 juillet 1830, la sœur Connolly, ainsi qu'on devait dès lors l'appeler, allait être la première religieuse à faire ses vœux dans l'Ouest canadien. En raison même de sa parenté, elle devait rendre à sa communauté et au pays des services tout spéciaux, près des Indiens dont sa propre mère lui avait appris la langue. D'un autre côté, Dieu devait récompenser sa générosité en lui accordant de longues années de vie religieuse, dont elle devait constamment faire bénéficier le prochain <sup>15</sup>.

Peu après, deux nouvelles postulantes allaient en outre venir de l'est former avec elle comme le noyau du nouveau noviciat.

Enfin, nous ne devons pas oublier de mentionner, au crédit de cette même année 1844, déjà si riche en événements de caractère varié, un autre fait important pour la jeune Église de Saint-Boniface. Jusque-là, l'évêque de Juliopolis n'avait été qu'un auxiliaire, une espèce de vicaire général, ou le représentant, du prélat préposé au siège de Québec. Le 16 avril 1844, son vaste district fut, par une bulle du Souverain Pontife, détaché de cet ancien diocèse et constitué en vicariat apostolique, avec juridiction distincte, qui fut appelé vicariat de la baie d'Hudson et de la baie James. Par cette mesure, M<sup>gr</sup> Provencher devenait le représentant direct du Pape, indépendant du titulaire de Québec, qui était archevêque depuis quelques années.

famille. Leur père s'étant finalement retiré à Montréal, s'y maria avec une blanche, à laquelle, à sa mort, il laissa toute sa fortune. Mais l'un des garçons de Connolly par sa première femme ayant réclaté sa part de l'héritage, sous prétexte que ses parents s'étaient mariés à la mode des nationaux de sa mère, les tribunaux lui donnèrent gain de cause, et déclarèrent la seconde alliance nulle et sans effet. "Cette juste décision agit comme une digue salutaire, et dès lors l'abandon d'épouses et de familles indiennes devint moins fréquent", remarque à ce propos E.-O.-S. Scholefield dans son *British Columbia*, vol. I; p. 294.

15. Elle ne mourut que le 7 oct. 1904, après avoir passé une soixantaine d'heureuses années au couvent des sœurs grises de Saint-Boniface.

Les améliorations matérielles dont nous avons parlé, l'arrivée des premières religieuses et l'érection du pays en vicariat apostolique, étaient pour l'Église de Saint-Boniface comme l'aurore d'une ère nouvelle. Mais cette ère, ainsi que la grande expansion dans l'œuvre de missions indiennes qui devait y correspondre, et la non moins désirable cessation pour le vicaire apostolique de tout souci relativement au recrutement de son clergé, ne devait, à proprement parler, s'ouvrir que l'année suivante, ainsi qu'il nous reste maintenant à le voir.

# LIVRE III

## VERS LE NORD

---

### CHAPITRE I

ARRIVÉE DES OBLATS

1845

Plus de vingt-cinq ans s'étaient écoulés depuis l'établissement de l'Église sur les bords de la rivière Rouge, et, en dépit d'actes héroïques, de privations et de souffrances de toutes sortes patiemment endurées, ce qu'avait été fait ne pouvait être considéré que comme un faible commencement. Il est vrai qu'il y avait au centre un évêque, avec une cathédrale convenable; mais, malgré les deux récentes additions aux rangs du clergé, cet évêque n'avait encore, en 1844, que quatre prêtres à sa disposition, pour les deux mille huit cents catholiques de race blanche ou métisse éparpillés dans une contrée vaste comme un royaume. Un des missionnaires devait retourner l'année suivante à son pays natal, et trois se dévouaient exclusivement à la conversion des Indiens. Un seul était resté un temps appréciable dans le vicariat, et l'un d'eux<sup>1</sup> eût été préféré par son supérieur dans l'est plutôt qu'à côté de lui.

Il serait oiseux de nier que la Rivière-Rouge ait été dénuée de charmes pour le clergé canadien. Dans un moment de généreuse abnégation, quelques prêtres étaient

1. M. Belcourt qui, en dépit d'une activité prodigieuse et de talents incontestables, n'eut jamais la complète sympathie de son supérieur immédiat.



bien venus travailler dans un pays si isolé du monde civilisé; mais, après un court séjour de quatre ou cinq ans, rarement plus long, ils avaient l'un après l'autre échappé au contrôle de l'évêque local. En sorte qu'on en vint à se demander si la race qui avait donné tant d'explorateurs et de hardis voyageurs à l'Ouest possédait réellement des ecclésiastiques avec assez de dévouement pour suivre ces pionniers et sauver leurs âmes, ainsi que celles des tribus sauvages au sein desquelles ils s'étaient établis.

Même le grand évêque qu'était M<sup>sr</sup> Plessis avait été frappé de l'à propos de cette question. En réponse à un bon prêtre qui voulait retourner au Canada, après avoir passé quelques années à la Rivière-Rouge, il s'écriait :

“Quand on en est rendu à dire: ma tâche est terminée, il faut que le zèle soit bien émoussé. Ah! où en serait le Canada si les missionnaires qui y sont venus planter la foi n'avaient pas eu plus de constance? J'ai fait ma tâche, dites-vous... Notre tâche, à tous tant que nous sommes, ne sera finie que lorsque nous aurons dévoué toute notre vie au salut des âmes... Sachons dire à nos parens: *quid me quærebatis*” ? ?

Cette inconstance des compagnons de travail de M<sup>sr</sup> Provencher était d'autant plus pénible à ce prélat que, dans un diocèse voisin de son propre district, celui de Dubuque, qui ne comptait alors que quelques années d'existence, il y avait déjà onze prêtres, dont la plupart venaient de France <sup>3</sup>.

C'est pourquoi, las de l'anxiété et des désappointements qui avaient jusque-là accompagné ses efforts

2. “Pourquoi me cherchiez-vous” (*Luc.*, II, 49)? Lettre du 17 août 1823. On pourrait peut-être dire, à leur décharge, qu'ils avaient besoin des liens créés par la vie religieuse, pour se soumettre avec quelque constance aux exigences de la vie du missionnaire dans un pays si sauvage.

3. Provencher à M<sup>sr</sup> de Québec; Saint-Boniface, 30 juin 1842.

pour se recruter un clergé au Canada, l'évêque de Julio-polis avait pensé à obtenir la coopération de l'un de ces ordres religieux qui florissaient en Europe, et avait demandé à M<sup>gr</sup> Bourget, évêque de Montréal, de faire tout en son pouvoir pour lui procurer des Jésuites.

Ces religieux avaient été les premiers prêtres de l'Ouest; pourquoi n'y reviendraient-ils pas reprendre les traditions de leurs anciens, et s'y établir définitivement? Au cours d'une visite *ad limina* (1841), le prélat mont-réalais avait eu une entrevue avec le général de ce célèbre institut. Le résultat n'en paraît pas avoir été trop défavorable, et le pasteur solitaire sur les bords de la Rouge commençait à se bercer de l'espérance qu'il aurait, avant longtemps, de ces bons pères avec lui. Ses lettres trahissent cette attente durant 1842, et, à la fin de l'année suivante, il ne désespérait pas encore de voir son rêve réalisé <sup>4</sup>.

Mais la Providence avait d'autres plans. En réponse à l'appel du saint évêque de Montréal, des représentants d'un ordre religieux bien plus jeune venaient de s'établir sur les bords du Saint-Laurent. On parla à Provencher de leurs merveilleux succès dans les paroisses de la campagne du Bas-Canada. Les Oblats de Marie Immaculée, fondés en 1816, à Aix en Provence (France), par M<sup>gr</sup> Charles-Joseph-Eugène de Mazenod, évêque de Marseille, furent les premiers missionnaires à pénétrer au Canada après la cession de ce pays à la Grande-Bretagne. Ils avaient pour but spécial les missions aux pauvres et aux humbles, et ils étonnaient déjà les provinces de l'est par la ferveur de leur prédication et les fruits extraordinaires de salut qui en résultaient.

Pendant son dernier voyage à Québec, l'évêque de Julio-polis avait assisté à l'oblation <sup>5</sup> du P. Eusèbe Du-

4. Le même à M<sup>gr</sup> Turgeon; Montréal, 14 déc. 1843.

5. Ou l'émission solennelle des vœux de religion, par laquelle un novice devient Oblat de Marie Immaculée. Ce religieux était le frère du

rocher, l'un des premiers Canadiens admis dans cette congrégation, et cette circonstance avait naturellement attiré son attention sur la nouvelle société évangélique. Les Oblats faisaient profession de prêcher aux pauvres : c'étaient précisément là les missionnaires qu'il lui fallait ; car qui était plus pauvre que ses propres sauvages, métis ou même blancs ?

La question de détacher la Rivière-Rouge de la juridiction de Québec était alors à l'étude. Cette mesure rendrait d'autant plus nécessaires les services d'un ordre religieux dans l'Ouest. Si, malgré les liens qui rattachaient ce jeune pays au plus ancien siège du Canada, il avait été impossible de se procurer assez de prêtres pour les nouvelles missions, que serait-ce une fois que ces liens auraient été rompus ? Tout dernièrement, M<sup>gr</sup> Provencher avait escompté la venue d'un prêtre capable, M. O. Caron, qui avait reculé au dernier moment ; n'était-ce pas là un avertissement providentiel qui, ajouté à tant d'autres, devait rappeler à l'évêque missionnaire qu'il ne pouvait compter sur les prêtres séculiers du Bas-Canada ?

Il lui fallait donc à tout prix avoir des Oblats. C'était pour ses paroisses en formation, et surtout pour les missions indiennes du Nord-Ouest, une question de vie ou de mort. "Des prêtres séculiers feront peu de progrès", pensait-il. "Il n'y a point d'unité dans leurs vues ; sans compter qu'ils ne mettent les mains à la charrue que pour un court espace de temps, qu'ils trouvent toujours trop long" <sup>6</sup>.

C'est pourquoi il recommandait vivement au coadjuteur de Québec, l'un de ses amis personnels, de se bien

P. Flavien Durocher, fondateur de la paroisse Saint-Sauveur, à Québec, et d'Eulalie D., plus tard Mère Marie-Rose, et fondatrice des sœurs des saints Noms de Jésus et de Marie.

6. A l'abbé C.-P. Cazeau ; Québec, 19 avril 1844.

garder de contrarier les vocations à la vie religieuse, parce que, remarquait-il, "vous retrouverez ce que vous aurez donné au centuple" <sup>7</sup>. Et, pour être encore plus explicite sur la nature des vocations qu'il avait en vue, il écrivait peu après: "Des religieux, des religieux, des religieux! Nous ferons peu de bien et beaucoup de dépenses comme nous sommes là. Il n'y a point d'ensemble; chacun fait et voit à sa façon... Des révérends pères Oblats! Que Dieu bénisse leurs travaux et ferme par là la bouche à ceux qui parlent et ne voudraient pas faire" <sup>8</sup>.

Et dix jours plus tard: "S'il est vrai qu'il doive venir des Oblats l'année prochaine, il sera bon que j'en sache quelque chose cet hiver... S'il y a des vocations, favorisez-les; car nous ne ferons rien avec un clergé séculier" <sup>9</sup>.

Par le ton de cette dernière remarque, il paraîtrait que, après avoir été déçu dans son attente de Jésuites, il avait encore des doutes relativement à l'acceptation de ses missions par les Oblats.

Il s'était pourtant adressé directement à leur supérieur général, au cours de son voyage à Rome. Le vénérable M<sup>sr</sup> de Mazenod, dont le cœur était grand comme le monde, avait consenti à entreprendre une fondation à la Rivière-Rouge. Humainement parlant, c'était là une décision d'une témérité sans pareille. Ses fils avaient à peine planté leur tente dans le Bas-Canada; comment penser à affaiblir, sinon détruire, ces humbles commencements en essayant de fonder, dans un pays bien plus lointain et dénué de toute ressource matérielle, des établissements dont le nombre ne pouvait pas même se prévoir? Pourrait-il trouver un personnel suffisant pour ces deux missions d'outre-mer dans les rangs de son jeune

7. Le même à M<sup>sr</sup> Signay, de Québec, 19 avril 1844.

8. Le même au même, 26 juin 1844.

9. Saint-Boniface, 6 juil. 1844.



institut ? Et puis qui fournirait aux dépenses occasionnées par de semblables entreprises ?

Mais M<sup>gr</sup> de Mazenod était un homme d'une foi immense. Il céda aux supplications du pauvre évêque missionnaire, et chargea le P. Guigues, premier provincial oblat en Amérique (en attendant qu'il devînt le premier évêque d'Ottawa), d'envoyer quelques-uns de ses religieux au secours du vicaire apostolique de la baie d'Hudson.

Dieu, qui ne pouvait se laisser vaincre en générosité, récompensa immédiatement son serviteur de la confiance extraordinaire qu'il avait montrée en sa providence. C'est de l'établissement de ses premières missions indiennes dans le Nord-Ouest canadien que date ce merveilleux développement de la congrégation des Oblats, en dehors de la région qui avait vu son berceau. La pensée des incroyables difficultés, des sacrifices inouïs, qui attendaient les hérauts de la Croix dans les steppes glacées du Grand-Nord américain, enflamma d'une sainte ardeur le cœur d'une multitude de jeunes clercs et de prêtres plus ou moins expérimentés. Disant un éternel adieu au "doux pays de France", ces futures victimes du dévouement s'embarquèrent chaque année, à la recherche des brebis d'Israël, perdues dans les neiges de l'Athabaska et du Mackenzie, sans laisser échapper un mot de regret pour les amis et les parents qu'elles laissaient au pays natal.

En attendant la réalisation de ces nobles élans, il nous faut relater les efforts, à peine moins méritoires, des pionniers dans cet exode, qui devait être une source de salut pour tant d'âmes délaissées.

Selon toute prévision, les premiers Oblats auraient dû arriver au commencement d'août 1845. Et pourtant personne ne venait, et le gardien vigilant du peuple de Dieu dans ce coin de l'Amérique était porté à perdre tout espoir de les voir chez lui cette année-là, quand, le 25 août, on signala leur canot, qui remontait lentement la rivière.

Il sortit à la hâte avec M. Mayrand et les sœurs <sup>10</sup>, pour recevoir les missionnaires qui devaient sauver son pays d'adoption.

Mais quand l'évêque aperçut les religieux qu'on lui envoyait, sa première impression ressembla quelque peu à un désappointement. Au lieu d'une petite caravane de prêtres tout prêts à commencer leurs travaux apostoliques <sup>11</sup>, il n'en voyait qu'un, le R. P. Pierre Aubert <sup>12</sup>, qui était accompagné d'un jeune homme à la mine presque enfantine, et apparemment à peine sorti de l'adolescence.

—Quoi! s'écria-t-il à cette vue, j'avais demandé des hommes, et voilà qu'on m'envoie un enfant!

Il ne tarda pas à constater que cet "enfant" n'était pas ordinaire, et quelques semaines plus tard il en demandait encore de cette espèce <sup>13</sup>.

Cet "enfant" merveilleux n'était autre que le frère Alexandre-Antoine Taché, encore simple novice dans sa congrégation et sous-diacre dans la hiérarchie ecclésiastique. Né à Fraserville, le 23 juillet 1823, d'une des meilleures familles du Canada, il était, du côté de sa mère <sup>14</sup>, un descendant direct du découvreur du pays, le grand de Lavérendrye <sup>15</sup>. Après un bon cours classique

10. Auxquelles les nouveaux venus amenaient deux postulantes.

11. Le P. Léonard, un des Oblats de l'est, lui avait laissé à entendre qu'il recevrait trois prêtres.

12. Le P. Pierre Aubert était le 47<sup>e</sup> Oblat par ordre de profession. Il était né à Digne, France, le 3 fév. 1814, et avait fait son noviciat à Billens, Suisse, prononçant ses vœux perpétuels le 1<sup>er</sup> nov. 1831. Il fut ordonné prêtre le 25 déc. 1836, et était arrivé au Canada le 8 août 1844.

13. "Des Taché et des Lafèche vous pouvez m'en envoyer sans crainte".

14. Louise-Henriette de Labroquerie, qui descendait aussi de Pierre Boucher de Boucherville, fondateur de la famille de ce nom, qui avait été anobli par Louis XIV.

15. Quant à son père, Charles Taché, c'était un militaire distingué qui avait vu du service dans les campagnes contre les États-Unis, de

au collège de Saint-Hyacinthe, où il était entré en 1833, il avait étudié pendant deux ans la philosophie à la même institution; puis il avait fait ses études théologiques au séminaire de Montréal, qui lui avait ouvert ses portes le 1<sup>er</sup> septembre 1841. Enfin, se sentant appelé à la vie religieuse, il avait été admis, le 7 octobre 1844, au noviciat des pères oblats à Longueil <sup>16</sup>, et en suivait les saints exercices depuis huit mois, lorsque ses supérieurs pensèrent que, en dépit de sa jeunesse et de sa position encore incertaine dans leur congrégation, il était destiné à réussir dans les missions de la Rivière-Rouge.

En contemplant ce novice à l'aspect juvénile et engageant, le vicaire apostolique de la baie d'Hudson était loin de se douter qu'il eût devant lui celui qui devait être son successeur, un grand prélat qui couvrirait d'un lustre éclatant le siège de Saint-Boniface, et deviendrait le plus grand Canadien de son pays adoptif.

Une fois la première impression défavorable passée, M<sup>gr</sup> Provencher écrivit à son ami de Québec, l'évêque de Sidyme: "*Deo gratias!* Voilà au moins de la graine de religieux. C'est sur cette espèce d'hommes que je compte depuis longtemps, pour travailler efficacement aux missions sauvages. Le R. P. Guigues m'en fait espérer d'autres pour l'été prochain. Je vais lui écrire en conséquence. M. Thibault en demande deux. M. Laflèche en voudrait un de son côté" <sup>17</sup>.

Le Pape avait dit à l'évêque de Juliopolis de chercher quelqu'un qu'il pût nommer vicaire général, et initier au mécanisme de l'administration. Le prélat regrettait

1812 à 1816, en qualité de capitaine. Il était le frère de sir Étienne-Pascal Taché, premier ministre du Canada-Uni, qui joua un rôle prépondérant dans la préparation de la Confédération.

16. Où il fut le premier novice du P. Allard, qui devint subséquemment évêque et vicaire apostolique dans l'Afrique australe.

17. Saint-Boniface, 29 août 1845.

de ne pouvoir le faire immédiatement. Le P. Aubert, était, pensait-il, l'homme de la situation; mais on pourrait faire de objections à sa promotion à cause de sa nationalité. Les plus vieux de ses prêtres n'avaient guère les qualités requises pour le gouvernement d'un diocèse. "Ils ont plus varloppé qu'étudié"<sup>18</sup>, remarquait-il, en pensant évidemment à M. Belcourt, dont il mentionne à différentes reprises l'atelier de menuisier, auquel il ne peut s'empêcher de croire qu'il consacre trop de temps<sup>19</sup>.

Il ne voyait que M. Laflèche pour cette position; mais ce prêtre n'avait que 27 ans! Est-ce que d'autres prêtres séculiers n'allaient point venir du Bas-Canada, même après l'arrivée des Oblats? Il l'espérait fermement. De fait, il croyait encore leur concours nécessaire<sup>20</sup>. Mais les événements devaient prouver qu'en cela il se trompait. Durant les dix-sept années qui s'ensuivirent, pas un seul prêtre ne vint de ce pays dans l'Ouest, à moins que ce ne fût pour y travailler comme Oblat, immédiatement ou peu après son arrivée.

M. Mayrand s'en alla le 29 août 1845, et le P. Aubert, avec son unique novice et futur confrère, se constitua à l'évêché l'élève de M. Belcourt en sauteux. Ce qui ne veut certes pas dire que tout le temps des nouveaux arrivés, surtout du plus ancien, ait dès lors été absorbé par ces études plutôt arides. En effet, le 14 septembre de cette même année, nous voyons le P. Aubert rendre les derniers devoirs à la dépouille mortelle du métis Jean-Baptiste Boyer, qui est porté sur les registres de Saint-François-Xavier, où il fut enterré, comme étant "mort

18. *Ibid.*

19. "Très certainement il seroit mieux dans une cure qui ne lui laisseroit pas le temps de tenir boutique de menuisier, charron, etc., car il fait de tout... Il est d'une activité étonnante" (Provencher à Turgeon; Saint-Boniface, 10 juin 1847).

20. Provencher à Turgeon, 25 avril 1844.



au mois de juin 1844 en accompagnant M. Darveau''. On remarquera l'expression dont se sert le nouveau missionnaire, expression qui trahit son ignorance de la manière dont le jeune homme était passé de vie à trépas <sup>21</sup>.

En sorte que, par une coïncidence qu'il peut être bon de signaler, le premier acte de ministère sacerdotal exercé à Saint-François-Xavier par le premier Oblat de l'Ouest canadien eut pour objet l'infortuné compagnon du premier martyr de cette vaste contrée sous le régime britannique, d'un fidèle serviteur dont le sang s'était mêlé à celui de son maître sur la grève inhospitalière d'un lac sauteux. C'était comme le nouvel ordre de choses qui payait son tribut de respect à l'ancien, les réguliers qui rendaient hommage au dévouement des séculiers, dans la personne d'un de leurs humbles auxiliaires.

Cet exercice du ministère sacerdotal n'était pourtant pour le P. Aubert qu'une diversion assez peu fréquente aux soucis qui lui incombaient à Saint-Boniface. Ceux-ci consistaient d'abord dans la formation religieuse de son novice de vingt-deux ans—il n'en avait lui-même que dix de plus. Il y avait en outre, et surtout, pour le maître et le disciple la pénétration dans les arcanes assez peu attrayants d'une langue dont aucune étude antérieure ne leur avait fait pressentir les particularités, ni amoindri les difficultés.

Heureusement, l'un et l'autre étaient robustes et intelligents. De plus, ils avaient hâte d'être en état de faire du bien aux aborigènes, qu'ils voyaient si dépourvus de ces secours religieux qui, même humainement parlant, contribuent à alléger le fardeau de la vie, tout en assurant le repos éternel.

21. Le défunt n'avait que vingt-deux ans lors de sa mort, et il était fils de Pierre Boyer et de Marguerite Bonneau.

Quant à M. Laflèche, sa santé était mauvaise, et cette circonstance l'avait empêché de se rendre au lac Sainte-Anne, de l'autre côté du fort Edmonton, et de coopérer à l'évangélisation des sauvages déjà visités par M. Thibault, qui brûlait du désir de s'élancer vers le nord. M. Bourassa le remplaça dans ce poste lointain.

Le jeune prêtre se mit alors à bâtir une résidence quelconque pour les deux missionnaires, tandis que son compagnon d'armes, M. Thibault, voyageait chez les Indiens (1844). Au cours de ses excursions, ce dernier pénétra jusque dans le pays des Montagnais, tribu de la grande famille dénée, qui le reçut à bras ouverts.

Il avait alors affaire avec une race de sauvages entièrement distincte de celles qu'on avait évangélisées jusqu'alors, et sur laquelle il convient de donner maintenant quelques renseignements.

## CHAPITRE II

### LES DÉNÉS

1845

Les Dénés, "hommes", forment dans l'Amérique du Nord une famille indigène très importante, dont les divisions les plus populeuses se trouvent dans le sud des États-Unis, où elles sont connues sous les noms de Navajos et d'Apaches. Mais la simple mention de ces deux tribus, surtout de la dernière, éveille dans l'esprit du lecteur légèrement versé dans l'ethnographie américaine des idées inexactes, relativement aux caractéristiques des Dénés canadiens. Timides et lâches par nature, bien que nullement à l'épreuve de spasmes d'irritation et de colère, durant lesquels ils commettront toutes sortes d'excès, leur sens religieux est notablement plus développé que chez les sauvages dont nous avons parlé jusqu'ici. Ils sont moins immoraux, et, conscients de leur propre infériorité, ils sont plus portés à imiter ceux qu'ils se croient supérieurs que leurs voisins du sud, les Pieds-Noirs, les Cris, les Assiniboines et surtout les Sauteux.

Absolument nomades dans les forêts sans fin et le long des immenses lacs qui foisonnent dans leur territoire—dont les principaux sont le lac Athabaska, le Grand lac des Esclaves et le Grand lac des Ours, véritables mers intérieures qui leur fournissent du poisson en abondance—ils ne forment aucune agglomération de quelque importance. De fait, ils n'avaient, à l'époque où nos premiers missionnaires vinrent en contact avec eux, ni villages, ni même d'autre habitation que la *tipi*, déjà connue de nos lecteurs.

Leur mœurs ne faisaient que gagner à cet isolement

relatif de leurs bandes, et, au point de vue moral, certaines de leurs tribus étaient, à part la polygamie, que toutes pratiquaient; et même la polyandrie<sup>1</sup>, que quelques-unes connaissaient, supérieures à la plupart des populations aborigènes du Nouveau-Monde.

Indépendamment du poisson qui, comme nous venons de le voir, entre pour une large part dans leur alimentation, les Dénés vivent des animaux sauvages qu'ils prennent aux pièges et aux collets, beaucoup plus que de la grande chasse à courre, bien qu'ils recherchent aussi le gros gibier, tel que l'orignal<sup>2</sup>, le caribou et le renne. Le bison n'était guère connu que des plus méridionaux des Dénés.

Le renne traverse annuellement en immenses troupeaux le pays de chasse de ceux de ces Indiens qui ont leur habitat à proximité des *Barren Grounds*, ou "terres stériles", du Canada nord-est, juste à l'ouest de la baie d'Hudson, où un grand carnage s'en fait.

Ces migrations périodiques du renne sont aux Indiens du nord ce que le bison était autrefois à l'habitant de la plaine, ce que le blé est aujourd'hui à la race blanche et le riz à la race jaune. Mais comme, avec leur imprévoyance ordinaire, les sauvages des déserts septentrionaux ne mettent point de côté assez de viande pour suffire à leurs besoins pendant un an, il leur faut donner la chasse à d'autre gibier, comme l'ours, le castor et le porc-épic, pour se procurer des provisions de bouche. Les deux premiers animaux fournissent, en outre, d'excellentes fourrures qui, avec celles des loups, martres, lynx, pécans, renards, loutres et foutreaux, qu'ils troquent contre des

1. Coutume qui voulait qu'une femme eût plusieurs maris.

2. Espèce de grand cerf à tête ressemblant à celle du cheval, mais munie d'andouillers plats et très larges (*Alces macblis*). Le renne est une espèce de petit caribou, qui va toujours en bandes.



marchandises aux forts de la compagnie de la baie d'Hudson, leur permettent de mener une vie irrégulière, généralement pauvre et souffreteuse, avec des alternatives d'abondance et de pénurie, la seconde durant toujours bien plus longtemps que la première.

A cause de la rigueur exceptionnelle de leur climat, les Dénés sont vêtus plus chaudement que les Indiens des grandes plaines. Parmi eux, les vêtements de peau tannée sont forcément remplacés par des habits en fourrure, garnis généralement d'un capuchon qui retombe commodément sur la tête en hiver. Du moins, telles étaient, il n'y a pas encore bien des années, la matière et la forme de leur costume<sup>3</sup>.

Plusieurs de leurs tribus ajoutent encore aux articles d'ornementation personnelle qui leur sont communs avec les sauvages des plaines, des pendants de nez, anneaux ou rondelles, suspendus à la cloison nasale<sup>4</sup>, ou bien encore de longs coquillages qui la traversent de droite à gauche.

Étant, par nature, portés aux choses de la religion, les Dénés septentrionaux sont, faute de foi raisonnée, profondément superstitieux. Ils placent une confiance absolue dans le pouvoir occulte de leurs chamans, jongleurs et médecins combinés, dont la mission consiste à chasser des malades les mauvais esprits qui sont, pensent-ils, la cause des malaises corporels, des perturbations atmosphériques, accidents et contretemps dans la nature, tels que tempêtes ou accalmies inopportunes sur l'eau, le manque ou l'insuffisance du saumon, lorsque ce poisson remonte annuellement les rivières, etc.

3. C'est même la forme pointue de leur capuchon qui occasionna le nom de Chippewayan que les Anglais ont emprunté aux Cris, leurs voisins du sud, pour désigner une des principales tribus dénées, celle des Montagnais.

4. Quelques-uns de ces cercles, ou anneaux, étaient assez grands pour permettre de manger au travers—du moins tel était le cas chez certains Dénés du Pacifique.

Les chamans s'acquittent de leurs fonctions au moyen de vigoureuses insufflations ou autres incantations, opérées au cours de danses furibondes accompagnées de battements de tambour et de chants spéciaux.

Les Dénés du Canada septentrional errent en bandes plus ou moins nombreuses, sous la conduite d'un notable, qui est souvent le plus ancien père de famille, juste au nord du territoire des Cris, avec lesquels ils se trouvent mêlés en quelques endroits, c'est-à-dire à partir d'une ligne allant de l'Ile-à-la-Crosse à la "passe", ou col, de la Tête-Jaune, dans les montagnes Rocheuses, jusqu'aux frontières des Esquimaux, à peu de distance de la mer Glaciale. De l'est à l'ouest, ils s'étendent à peu près de la baie d'Hudson à la côte du Pacifique.

A l'est des montagnes Rocheuses, leurs principales tribus sont: les Montagnais, qui rayonnent autour du lac Athabaska, bien que d'importantes branches se trouvent au sud de cette nappe d'eau, notamment à l'Ile-à-la-Crosse et au lac Froid; les Castors, qui errent le long de la rivière la Paix et pays circonvoisins; les Esclaves, à l'ouest de l'immense lac auquel ils ont donné leur nom et dans la vallée du Mackenzie; les Flancs-de-Chien, entre le Grand lac des Esclaves et le Grand lac des Ours; les Peaux-de-Lièvre, dont l'habitat est principalement sur la rive orientale du bas Mackenzie, ainsi que le long des rivières Anderson et Macfarlane, et les Loucheux, tribu très répandue et formée d'un grand nombre de sous-tribus, dont les terres de chasse se trouvent juste à l'ouest du Mackenzie et dans tout l'Alaska, à l'exception de ses côtes.

L'avant-dernière partie de cet ouvrage donnera l'habitat des représentants de cette grande famille au sud de l'Alaska, et à l'ouest des montagnes Rocheuses.

Les Montagnais furent ainsi appelés par les premiers "voyageurs" originaires du Bas-Canada, à cause de leur

ressemblance supposée avec la tribu algonquine du même nom, qu'ils avaient connue dans l'est; les Esclaves doivent leur peu honorable appellation au fait que les Cris, qui empiétaient sur leur territoire, les réduisirent autrefois à une espèce de servitude; les Flancs-de-Chien sont ainsi appelés, parce qu'ils prétendent être descendus d'un chien, et les Peaux-de-Lièvre à cause des vêtements de cette matière qui formaient jadis leur costume national. Quant aux Loucheux, leur nom vient du strabisme qui est commun dans celle de leurs subdivisions qui vint la première en contact avec les blancs.

Le costume primitif de ces derniers se faisait remarquer par la forme pointue de la partie inférieure de leurs sur-touts, ou pardessus, en peau tannée.

Il y a encore les Couteaux-Jaunes, au nord-est du Grand lac des Esclaves, qui sont ainsi désignés à cause d'une mine de cuivre natif, avec lequel ils faisaient originellement des couteaux et autres instruments, têtes de flèches et de lances, etc., qu'ils vendaient ensuite à un prix fabuleux à leurs congénères du sud et de l'ouest, et les Mangeurs-de-Caribou, à l'est du lac Athabaska, dont la nourriture ordinaire explique le surnom sous lequel ils ont jusqu'aujourd'hui été connus.

La première fois que ces aborigènes prirent contact avec des représentants de la race blanche fut en 1771<sup>5</sup>, lorsqu'un traiteur anglais, Samuel Hearne, étant parti du fort Prince de Galles, à l'embouchure de la Churchill, baie d'Hudson, découvrit le Grand lac des Esclaves<sup>6</sup>, et, avec

5. Nous parlons ici de ceux qui ne fréquentaient point les factoreries établies sur la baie d'Hudson.

6. Comme Hearne appelle cette pièce d'eau Athapuscow, on a longtemps cru qu'il voulait parler du lac Athabaska; mais il est aujourd'hui hors de doute que l'important bassin découvert par l'explorateur anglais n'est autre que le Grand lac des Esclaves. D'abord, il le représente comme ayant vingt lieues, soit près de soixante milles, de large, ce qui

une suite composée de Mangeurs-de-Caribou, la tribu la plus orientale de toute la famille, quelques Montagnais et des Couteaux-Jaunes, se rendit jusqu'à l'embouchure de la rivière au Cuivre (*Coppermine*), ou peu s'en faut.

Comme Hearne n'avait aucune influence sur ses compagnons, il put les étudier à son aise et nous les montrer dans leur état absolument naturel. Il les décrit comme des débauchés aux mœurs dont les détails défient toute description, et il dépeint sous de terribles couleurs leur soif de sang quand ils se trouvent en présence d'un ennemi désarmé<sup>1</sup>.

ne peut évidemment s'appliquer au lac Athabaska. En second lieu, il dit l'avoir traversé à son endroit le plus étroit, lequel, fait-il remarquer, "est tout plein d'îles", ce qui doit sans aucun doute s'entendre de la partie du Grand lac des Esclaves qui confine à l'embouchure de la rivière du même nom, que Hearne déclare ensuite avoir suivie pendant quelque temps. Le lac Athabaska n'est nulle part "plein d'îles". D'autres preuves de moindre force pourraient être produites en faveur de l'identité du Grand lac des Esclaves avec le lac Athapuscow de Hearne.

Ce dernier nom qui est d'origine criée, ne s'applique régulièrement ni à l'une ni à l'autre des deux pièces d'eau en question. Il signifie "embouchure pleine de roseaux", et désigne ici le delta de la rivière aux Esclaves, auquel il convient, du reste, parfaitement. Il est probable que l'explorateur, ayant entendu les Indiens l'appliquer à ce delta, l'étendit au lac tout entier sans en connaître la signification, de même que Peter Pond le donna à la pièce d'eau que nous appelons aujourd'hui Athabaska et qui n'est, à proprement parler, que le "lac des Collines".

7. Ayant, au cours de 1771, surpris pendant leur sommeil un camp de plus de vingt Esquimaux inoffensifs, ils les massacrèrent jusqu'au dernier, et traitèrent leurs corps avec une cruauté et une indécence sans pareilles. HEARNE décrit, en particulier, les angoisses d'une jeune fille d'environ dix-huit ans qui, atteinte d'un coup de lance, tomba à ses pieds, comme pour implorer son intervention; en sorte que, écrit-il, "ce ne fut qu'avec peine que je pus me débarrasser de ses étreintes de mourante" (*A Journey from Prince of Wales's Fort*, p.153). L'explorateur demanda grâce pour elle à deux Indiens qui la poursuivaient; mais loin de faire attention à ses prières, ils tournèrent en ridicule ce qu'ils prenaient pour de la sensiblerie, et lui demandèrent s'il voulait une Esquimaude pour femme.

Plus tard, ils rencontrèrent un autre groupe d'Esquimaux qui purent



Malheureusement, les quelques blancs qui devaient, peu après, venir en contact avec ces Indiens ne pouvaient guère réagir contre ces dispositions barbares, ne se faisant pas remarquer eux-mêmes par une douceur bien évangélique. Ainsi l'Américain Peter Pond, qui fonda en 1777 le fort Athabaska, sur la rivière la Biche, à quarante milles de son embouchure, est qualifié de fougueux et d'intraitable par un historien qui se montre par ailleurs plutôt favorable au parti que ce traiteur représentait<sup>8</sup>. Le même auteur ne peut s'empêcher d'écrire qu'il "laissa un triste souvenir dans le pays"<sup>9</sup>. De fait, lorsqu'il le quitta, Pond n'avait à son actif pas moins de deux meurtres, dont l'un avait eu pour objet un M. Ross, son concurrent dans le commerce des fourrures.

Neuf ans après la fondation du fort Athabaska, c'est-à-dire en 1786, un Canadien-français, Laurent Leroux, découvrit une autre partie du Grand lac des Esclaves, sur lequel il établit les forts Résolution et Providence. En 1789, l'explorateur Alexandre Mackenzie descendit jusqu'à son embouchure le fleuve géant qui porte aujourd'hui son nom, et par le fait même visita la plupart des tribus échelonnées le long de ses rives.

Puis vinrent, en 1819 et les années suivantes, les explorations de sir John Franklin avec ses guides de langue française, dont le triste sort—presque une douzaine morts de faim et de misère—sur les steppes arides du

leur échapper, excepté un vieillard qu'ils criblèrent de tant de coups que HEARNE nous assure qu'au moins vingt d'entre eux prirent part à son supplice, en sorte que son corps "ressemblait à une passoire". Plus loin ce fut le tour d'une vieille femme, à laquelle ils commencèrent par arracher les yeux; puis ils la poignardèrent horriblement, dans les endroits du corps où ils savaient qu'une blessure n'entraînerait pas la mort, afin de prolonger son martyre.

8. MASSON, *Les Bourgeois du Nord-Ouest*, vol. 1, p. 30.

9. *Ibid.*, *ibid.*, p. 16.

Grand-Nord n'était que le prélude de celui qui l'attendait lui-même <sup>10</sup>.

La disparition finale de ce courageux voyageur occasionna subséquemment diverses expéditions ayant pour but de le retrouver, mort ou vif, comme celles de Back et de King, de Richardson et de Rae, au cours desquelles la nouvelle race d'aborigènes qui va nous occuper fut à même de se faire quelque idée de nos mœurs, de nos qualités et, malheureusement aussi, de nos vices.

Étant donné l'importance pour les Indiens d'une première impression, il y a lieu de considérer comme providentiel le fait que ces différentes peuplades aient généralement reçu la visite du prêtre catholique avant celle du ministre de l'erreur, bien que celui-ci ait essayé de pénétrer chez elles avant que celui-là ait été en position de le faire. Une circonstance aussi tragique qu'inattendue les préserva d'une visite qui n'eût pu avoir d'autre résultat que de les faire tomber dans les pièges de l'hérésie. Nous la donnons ici dans les termes mêmes dont se sert un des deux premiers missionnaires catholiques qui s'établirent au milieu d'eux.

“Le Rév. M. Evans, ministre wesléyen, homme d'un zèle digne d'une meilleure cause, avait fait, pendant l'hiver de 1844 et par ordre du gouverneur, la visite des différents postes du nord. Ayant eu l'occasion d'entendre parler des Montagnais, il leur avait donné un rendez-vous pour l'été suivant. Il leur avait adressé une lettre magnifique, dans laquelle, suivant la pittoresque expression du bon vieux Mackenzie<sup>11</sup>, il leur promettait plus de beurre que de pain.

10. Chacun sait que Franklin périt misérablement de faim et de froid, non loin de la côte septentrionale de l'Amérique, et que ses restes ne furent retrouvés que longtemps après.

11. Roderick McKenzie, le bourgeois du fort de l'Ile-à-la-Crosse quand Laflèche et Taché y établirent leur résidence. Il ne faut pas

“De bonne heure au printemps, il se mit en route, pour ne pas manquer au rendez-vous donné, avec un excellent interprète qui avait pour nom Thomas Habel, et qui était lui-même Montagnais et fort estimé de sa nation. Rien donc ne manquait au ministre pour un complet succès. Dieu pourtant en décida autrement. Il voulut épargner une épreuve aussi dangereuse que celle-là à un peuple connu pour la simplicité de son cœur. Au moment où ils entraient sur les terres des Montagnais, au détour d’une pointe de la rivière, M. Evans, qui gouvernait lui-même son canot, aperçut quelques canards, et, comme il saisissait son fusil pour les tuer, le coup partit soudain, et frappa dans le dos l’infortuné Habel. Il n’eut que le temps de dire un mot et expira.

“Force fut à M. Evans de rebrousser chemin; car il n’était pas prudent pour lui, après un semblable accident,

confondre ce traître avec un contemporain du même nom, l’hon. Roderick McK., cousin germain du fameux explorateur, sir Alexandre Mackenzie. Il ne resta pas si longtemps dans les pays indiens, et, en une certaine circonstance, il causa le plus grand ébahissement en voyageant, non seulement sans querelle ou voie de fait, mais même en ami, avec son concurrent local à l’Île-à-la-Crosse. C’était en 1787; mais ce McKenzie vivait encore en 1840, à Terrebonne, Bas-Canada, dont il avait acquis la seigneurie.

Le Rod. McKenzie dont il est ici question était, en 1846, un vieux traître, qui se montra toujours très bon pour les missionnaires. Dès 1804, nous le voyons remplir l’office de commis au lac Népigon, comme membre de la compagnie du Nord-Ouest. En 1830, il était facteur en chef et bourgeois du district de la rivière aux Anglais, et trois ans plus tard, il était rendu à l’Île-à-la-Crosse. Il avait un fils, Samuel, qui, à l’époque de l’établissement de la mission catholique chez son père, était chargé du fort Laronge, pas très loin de là.

En 1852, son père Roderick (ou Rodrigue) était à la retraite, et vivait dans la vallée de la rivière Rouge, tout près du fort de Pierre, ou fort d’En-Bas, sur ce cours d’eau. Il était alors “très vieux, un peu sourd et aveugle”, nous écrit M. Roderick Macfarlane, qui fit sa connaissance cette même année, et ajoute qu’il mourut deux ou trois ans plus tard. Nous aurons encore l’occasion de mentionner cette relique des temps héroïques du commerce des fourrures.



LE P. AUBERT, O. M. I.





de se montrer parmi les Montagnais; tant les meilleurs sauvages sont soupçonneux”<sup>12</sup>.

Cette dernière remarque de M. Laflèche nous révèle une autre particularité de la mentalité dénée, de fait, d'à peu près tous les sauvages américains: le sang versé appelle le sang, et même en cas d'accident, le code indien ne change guère. C'est celui des Juifs: œil pour œil, dent pour dent.

“Ce fut l'été suivant que nous fîmes notre apparition au milieu des Montagnais”, ajoute le missionnaire. Avant que cette apparition pût se produire, certaines mesures préparatoires devaient se prendre; car celui qui était destiné à accompagner leur premier prêtre résidant n'était encore que le frère Taché, novice sous-diacre à Saint-Boniface.

Il fut ordonné diacre le 31 août 1845, c'est-à-dire le premier dimanche après son arrivée à la Rivière-Rouge. Le 22 octobre suivant, il devenait, par l'imposition des mains de M<sup>gr</sup> Provencher, l'un des plus jeunes prêtres de la sainte Église. Le vicaire apostolique de la baie d'Hudson avait reçu du Saint-Siège les pouvoirs les plus étendus pour faire face à pareille éventualité, et il dut en faire usage, car l'ordinand n'avait alors que vingt-deux ans et deux mois et demi.

Le lendemain, le novice prononça ses vœux de religion<sup>13</sup> entre les mains du R. P. Aubert, qui représentait son supérieur général à Marseille. Malgré sa jeunesse, Taché était dès lors un père oblat régulièrement constitué.

D'après les plans de l'évêque, il devait rester près de lui, et, de concert avec le prélat lui-même, avoir soin des paroisses ou missions de Saint-Boniface, Saint-François-Xavier, Saint-Paul des Sauteurs, Notre-Dame de la Merci

12. Séminaire de Nicolet, 9 avril 1855. *Rapport*, mars 1855, p. 133.

13. Les premiers qui aient jamais été prononcés dans l'Ouest.

(Wabassimong), Saint-Norbert de la baie des Canards et Sainte-Marie du Pas, poste que l'évêque de Juliopolis considérait comme toujours existant, en dépit de la précieuse vie qu'il avait déjà coûté.

Il est vrai qu'il y avait encore M. Belcourt pour les missions chez les Sauteux; mais, depuis surtout l'arrivée des Oblats, ses services paraissaient de moins en moins appréciés à la Rivière-Rouge, et M<sup>gr</sup> Provencher ne se gênait pas pour le laisser voir<sup>14</sup>. Du reste, ce missionnaire devait avant longtemps disparaître des limites du vicariat apostolique. C'est pourquoi son supérieur sentait encore le besoin d'ouvriers apostoliques, surtout pour le nord du pays, et c'est ce qui le portait à écrire en décembre 1845: "Tâchez de persuader au P. Guigues de m'envoyer d'autres bons sujets. Chacun des pères qui sont venus cette année sont des gens avec lesquels il sera toujours facile de s'entendre".

Une remarque finale du même prélat nous ramène à la considération des succès obtenus par l'un des plus anciens prêtres de son vicariat. "M. Thibault a baptisé cinq cents enfants dans son voyage de l'été dernier", écrit-il. C'étaient en majeure partie des Montagnais du lac Froid, du lac la Biche et de l'Ile-à-la-Crosse. Après avoir passé quelques jours au fort Carlton, il se rendit à ces différentes places, et fut charmé de la réception qu'on lui fit<sup>15</sup>.

14. "M. Cazeau revendique M. Belcourt pour l'année prochaine. S'il y a assez de pères pour que les missions ne souffrent pas, il sera mieux qu'il retourne au Canada" (Provencher à Turgeon, 29 août 1845). Deux ans plus tard (10 juin 1847), ce prélat écrivait au même correspondant: "Il auroit été mieux qu'il quittât le pays".

15. Le fort de l'Ile-à-la-Crosse (localité qui paraît tirer son nom du fait que les Indiens avaient autrefois la coutume de se réunir près de son futur site, pour y faire des parties de "crosse", espèce de jeu adopté depuis par les Canadiens comme amusement national) avait été bâti en 1773, par un nommé Thomas Frobisher, frère du fondateur du fort Cumberland.

“Le zèle de ces pauvres sauvages pour entendre la parole de Dieu et apprendre à le servir était extrême”, écrivait le missionnaire. “Jour et nuit, ils étaient occupés à répéter les prières et les instructions que je leur faisais. Aussi les ai-je laissés sachant tous le *Pater*, l’*Ave* et le *Credo* et leur chapelet en français. Des petits enfants de trois ans disent très bien ces prières seuls. Tous comprennent, et sont capables d’expliquer, les principaux points de l’Échelle catholique. Tous ceux qui pouvoient se faire entendre en cris se sont confessés. J’en ai baptisé une trentaine. Un certain nombre pourront avoir ce bonheur l’été prochain”<sup>16</sup>.

Mais, consolantes comme étaient ces bonnes dispositions pour le cœur et l’esprit du prêtre, celui-ci n’en avait pas moins à souffrir, en tant qu’être civilisé, au contact de primitifs comme étaient alors les Montagnais de M. Thibault. Ce missionnaire en écrivait :

“Ces sauvages sont d’une malpropreté qui fait bondir le cœur. Ne pouvant d’abord surmonter mes répugnances, j’eus à souffrir de la faim parmi eux. Leur cuisine est une marmite, qui est destinée à tous les usages universellement. Ils y entassent le poisson à la sortie de l’eau, dans l’état de pure nature; c’est le *nec plus ultra* de l’art culinaire parmi eux. Le repas est servi sur une écorce, un morceau de bois ou sur la terre, et il faut se garder d’une fausse délicatesse si l’on ne veut éveiller leurs susceptibilités, et si l’on tient à conserver leur estime et leur confiance. Vaincu par la faim, on dévore bientôt ces mets sans répugnance; car, sous l’empire de cette cruelle marâtre, tout le monde devient sauvage”<sup>17</sup>.

Même dans ces régions si peu favorisées de la nature, le missionnaire trouva un de ses compatriotes, nommé

16. A M<sup>gr</sup> Provencher; Lac Sainte-Anne, 23 déc. 1844.

17. *Ibid.*, ap. *Rapport*, juil. 1847, p. 55.



Joseph Cardinal, qui vint le chercher pour l'emmener jusqu'au lac la Biche, où sa famille attendait le prêtre<sup>18</sup>. Malgré le poids de quatre-vingt-huit années, ce vieillard le guida à travers bois et lui fit franchir mille obstacles, durant un voyage de pas moins de dix journées de marche à pied. M. Thibault trouva là une quinzaine de familles, qui le reçurent avec une reconnaissance infinie. Tous se confessèrent plusieurs fois, et furent assidus aux exercices d'une mission de quinze jours qu'il prêcha.

18. M<sup>sr</sup> Taché devait le trouver à la même place, à la fin d'avril 1854, et lui administrer le sacrement de confirmation à l'âge de 98 ans! Ce vieillard jouissait encore de toutes ses facultés, physiques et intellectuelles, et se trouvait entouré d'une couronne de cinq générations d'enfants—toute une tribu métisse (Cf. *Rapport de l'association de la Propagation de la Foi pour le district de Montréal*, p. 59; Montréal, 1855).

### CHAPITRE III

#### SÉGULIERS ET RÉGULIERS

1845-47

Le 24 mai 1845, M. Thibault était encore à l'Ile-à-la-Crosse, où il éprouva de si grandes consolations, qu'il ne put s'empêcher d'écrire: "Je travaille jour et nuit; je suis à moitié mort. J'ai vu tous les sauvages qui traitent à ce poste, environ quatre-vingts familles, et tous, depuis le plus jeune jusqu'au plus vieux, montrent un zèle extrême à apprendre... Jour et nuit, ils sont occupés à se montrer les prières, afin d'être baptisés plus vite. 'Hâtons-nous, disent-ils, car nous allons peut-être mourir bientôt, et nous ne pourrons pas voir Dieu'. Il n'est pas possible que jamais peuple sauvage soit mieux disposé que les Montagnais à embrasser la foi" <sup>1</sup>.

Là-dessus, il fait un vibrant appel aux ouvriers évangéliques doués d'aptitudes pour l'acquisition des langues, appel d'autant plus justifié qu'il lui paraît que les tenants de l'hérésie guettent leur proie, et que les méthodistes n'attendent que le moment propice pour s'introduire dans cette peuplade si bien disposée.

Il va sans dire que, avec des Indiens si primitifs et à l'intelligence et aux dispositions si enfantines, il faut faire la part de l'impressionnabilité d'une nature portée aux choses de la religion, prompt à céder à l'impulsion d'un moment de générosité, mais trop souvent aussi apte à retomber dans la routine d'une vie bien différente de

1. Ile-à-la-Crosse, 24 mai 1845. Faute de savoir leurs langues, les premiers missionnaires de l'Ouest apprenaient aux Indiens à prier en français, circonstance qui ne pouvait que rendre encore plus évidente la bonne volonté de leurs néophytes.

l'idéal chrétien. Ce n'était pas une tâche herculéenne de convertir de pareilles gens au christianisme; la difficulté était de les faire adhérer constamment à la règle de conduite qu'il prescrit.

Pendant sa course apostolique de 1845, M. Thibault parvint, le 4 juin, jusqu'au fameux portage la Loche<sup>2</sup>, la hauteur des terres entre les bassins de la mer Arctique et de l'Atlantique. Ce point géographique était le grand rendez-vous des brigades de canots que les traiteurs de fourrures envoyaient du nord et du sud, les premiers chargés de précieuses pelleteries, que les seconds prenaient et transportaient à la baie d'Hudson, d'où on les expédiait en Angleterre.

Là aussi le missionnaire fut témoin du même enthousiasme religieux. "Ce bon peuple est d'une docilité indigne", dit-il. "Dieu seroit-il venu en personne au milieu d'eux pour leur faire connoître lui-même ses volontés, je crois qu'ils ne le traiteroient pas avec plus d'honneur et ne l'écouteroient pas avec plus de docilité, quoique je ne sois que son très indigne représentant"<sup>3</sup>.

Le bon missionnaire était si enchanté du résultat de son voyage que, cédant lui-même à l'enthousiasme général, il aurait voulu "prolonger, l'été suivant, ses courses jusque chez les dernières nations qui habitent notre terre", d'autant plus, ajoutait-il, qu'il "paroît que toutes les nations qui sont connues d'ici au pôle ont le même désir de connoître Dieu"<sup>4</sup>.

Après la ferveur extraordinaire des Indiens du Grand-

2. Long de onze milles de demi, pendant lesquels il fallait *porter* à dos les colis et traîner par terre les *barges*, beaucoup trop pesantes pour être transportées autrement. Dans le cas d'un canot d'écorce, il était aussi transporté de main d'homme, sur le dos ou à deux, lorsqu'on franchissait un portage.

3. Portage-la-Loche, 24 juil. 1845.

4. *Ibid.* Ce qui, comme on le verra en temps et lieu, ne pouvait pourtant s'appliquer aux Esquimaux.

Nord, ceux des plaines occidentales, Cris, Assiniboines et Pieds-Noirs, lui paraissent bien tièdes dans leur amour de la prière et la pratique des vertus chrétiennes, absorbés qu'ils sont par leurs guerres incessantes, et corrompus par l'eau de feu que leurs servent des blancs encore pires qu'eux, parce qu'ils abusent de plus de grâces<sup>5</sup>.

Revenant au fort Edmonton le 3 janvier 1846, M. Thibault trouva à ce poste le P. de Smet S.J., qui avait péniblement essayé de trouver les Pieds-Noirs, ennemis irréconciliables des Têtes-Plates, sauvages des États-Unis. Il voulait faire, au nom de ces derniers, des propositions de paix aux premiers, dans le but de rendre ses propres gens du Nord-Ouest américain plus aptes à recevoir la lumière de l'Évangile. Il avait erré si longtemps sur la plaine, dans l'espoir de les rencontrer, que son guide avait fini par l'abandonner, et il aurait probablement péri de misère s'il n'était providentiellement tombé sur le fort Edmonton.

Pendant le séjour de quelques semaines que l'intrépide voyageur fit à ce poste, il poussa une pointe du côté du lac Sainte-Anne, qu'il dit n'être qu'un anneau dans une chaîne de onze lacs qui s'écoulent dans la Saskatchewan, par la rivière Esturgeon. Établies autour des missionnaires, MM. Thibault et Bourassa, il trouva dix-sept familles de métis français.

Le 12 mars, le P. de Smet dit adieu au fort Edmonton et à son nombreux personnel, et se dirigea du côté du col Athabaska, dans les montagnes Rocheuses, qu'il se proposait de traverser. Sur les bords du lac Jasper, non loin du fort du même nom, il fit la rencontre d'un vieil Iroquois, qui n'avait pas vu de prêtre depuis qu'il avait quitté son pays, c'est-à-dire depuis quarante ans. Aussi fut-il heureux de suivre le missionnaire au fort, avec sa famille, enfants

5. Le 6 mai 1846.



et petits-enfants au nombre de trente-six personnes. Après quinze jours de catéchisme et d'instruction soignée, le prêtre ambulant régénéra tout ce petit monde dans les eaux du baptême, et fit sept mariages dans ses rangs. Le nombre des baptêmes qu'il conféra alors s'éleva à quarante-quatre, et, parmi ceux qui en bénéficièrent, il y eut quatre enfants du bourgeois local, M. Colin Fraser, et deux de ses serviteurs.

En reconnaissance de ce que le missionnaire avait fait pour eux, ces braves gens insistèrent pour donner solennellement son nom à une montagne avoisinante, qui n'avait pas moins de quatorze mille pieds de hauteur.

Quant au titulaire de Sainte-Anne lui-même, M. Thibault, que le passage du P. de Smet nous a fait momentanément négliger, il mentionnait dans sa chronique la conversion de trente-six sauvages, qui avaient précédemment embrassé le méthodisme<sup>6</sup>. Mais, comme les épreuves manquent rarement dans la vie du missionnaire, il dut annoncer quelques semaines après de l'Ile-à-la-Crosse, où il s'était de nouveau rendu, alors qu'il se dirigeait vers les confins du Grand-Nord, qu'il se voyait forcé d'abandonner l'important voyage qu'il avait projeté. Il n'avait trouvé personne à ce poste, par suite d'une rumeur qui voulait qu'il eût été tué par les Pieds-Noirs. De plus, un individu mal intentionné avait semé partout les plus absurdes calomnies contre lui. Les sauvages qui l'écoutaient devaient tous mourir prochainement, disait-il, et M. Thibault était représenté comme riant sous cape, en empochant l'argent fourni par une source mystérieuse comme prix des baptêmes qu'il faisait, etc.

En conséquence, la peur l'avait emporté sur l'inspiration de leur jugement, et même ceux que n'avait pas encore trompés la nouvelle de sa mort s'étaient tenus

6. Le 27 déc. 1845.

à distance, pour ne point devenir victimes de son influence maligne<sup>7</sup>.

Pendant ce temps, M. Bourassa, son compagnon au lac Sainte-Anne, mu par le même zèle pour la conversion des âmes, portait la bonne nouvelle aux Castors, qui le reçurent également comme l'envoyé de la Divinité<sup>8</sup>. Dans une excursion qui le conduisit jusqu'au Petit lac des Esclaves, et même à la rivière la Paix, points géographiques qu'il fut le premier prêtre à voir, il administra cent sept baptêmes. Plus tard, il rencontra des envoyés des Sékanais, autre tribu dénée qui erre continuellement sur les deux versants des montagnes Rocheuses et les terres adjacentes. Ces nomades se plaignirent à lui d'être délaissés, et de n'avoir aucune part aux bonnes choses du ciel qu'il distribuait partout; en sorte qu'il dut leur promettre une visite.

Les consolations étaient moins abondantes à la Rivière-Rouge. Il est vrai que l'évêque trouvait un grand sujet de joie dans l'œuvre si chrétienne que les religieuses y accomplissaient. Au mois de juin 1845, elles avaient déjà quatre-vingts enfants dans leurs classes<sup>9</sup>. D'autre part, bien qu'elles fussent si éloignées du berceau qui les avait vu naître à la vie religieuse, il semblait que leur institut ne fût pas destiné à l'extinction dans leur pays d'adoption, puisque trois postulantes y prirent l'habit le

7. Thibault à Provencher, 3 juin 1846.

8. "Il m'est absolument impossible de décrire les transports de joie et d'allégresse, avec lesquels ces pauvres sauvages m'ont reçu", écrivait-il le 10 déc. 1845, du fort de la Grande-Prairie. "Je les voyois courir de loge en loge aussitôt qu'ils m'ont aperçu, pour avertir que l'homme de Dieu arrivoit. J'ai eu beaucoup de peine à entrer dans le fort, car il m'a fallu donner la main à tous, petits et grands. . . Leur ardeur étoit si grande, qu'ils ont mieux aimé jeûner quelques jours, et plusieurs qui étoient déjà partis, avertis de mon arrivée, sont revenus sur leurs pas. J'ai fait cent sept baptêmes".

9. Provencher à Signay, 20 juin 1845.

17 juin 1846, et qu'une autre jeune fille devait les imiter avant la fin de cette année<sup>10</sup>.

Mais une grande épreuve devait alors affliger le cœur aimant du père commun des chrétiens de l'Ouest canadien. D'abord, pendant l'été de 1846, M<sup>gr</sup> Provencher se trouvait seul à Saint-Boniface pour desservir cette localité, Saint-François-Xavier et Saint-Paul des Sautaux. M. Laflèche, qu'il avait jusque-là gardé près de lui ou à Saint-François-Xavier, pour lui permettre de se guérir d'un mal qu'il avait contracté en se rendant à la Rivière-Rouge, était parti l'année précédente pour la baie des Canards et Le Pas, de triste mémoire, bien que, à cause de sa maladie, il n'eût pu encore faire de grands progrès dans les langues sauvages. Or le ministère paroissial auquel devait se soumettre le prélat se trouva bientôt considérablement compliqué, par suite d'une épidémie qui éclata parmi ses ouailles le 8 juillet 1846. En peu de temps, cent cinquante de ses paroissiens succombèrent au fléau, tandis qu'un nombre à peu près égal en mouraient à Saint-François-Xavier, à Saint-Paul et sur la prairie, sans compter les sauvages non chrétiens qui furent emportés par le même implacable visiteur<sup>11</sup>.

Cette épidémie avait fait voler M. Belcourt au secours des chasseurs de bison, dont vingt-cinq moururent en quelques jours. Quant au P. Aubert, il était parti le 30 juin de cette année pour Wabassimong, où il fut peiné de ne trouver que très peu de traces de christianisme sérieux, et M. Laflèche avait, avec le P. Taché, dit un

10. Le même aux conseils centraux de l'œuvre de la Propagation de la Foi; *Rapport*, juil. 1847, p. 51.

11. C'était une espèce de typhus, ou dysenterie tellement maligne que tous les engagés de l'abbé Belcourt en tombèrent malades, et que l'un d'eux perdit de la sorte tous ses enfants, au nombre de six (Lettre à M<sup>gr</sup> l'archevêque de Québec; Saint-Paul, 6 août 1846). En un seul jour, le même missionnaire fit huit enterrements, tandis qu'à Saint-Boniface son supérieur en faisait neuf.

solennel adieu à l'évêque de Juliopolis, le jour même de l'apparition de l'épidémie, pour aller établir une mission permanente à l'Ile-à-la-Crosse<sup>12</sup>.

Nous avons mentionné la visite du P. de Smet à Edmonton, où commandait notre vieille connaissance, l'impétueux John Rowand. Ce missionnaire, qui était aussi distingué dans ses manières que versé dans les sciences et la littérature, fit une profonde impression sur l'intrépide Irlandais et sa famille, qui ne pouvaient s'empêcher de le

12. Cette date est importante, parce qu'elle marque l'origine des fameuses missions indiennes des Oblats dans le Nord canadien. On nous pardonnera donc si nous essayons de la rendre absolument certaine. Une contradiction dans deux documents contemporains nous avait d'abord porté à fixer au 5 juillet 1846 le départ du P. Taché pour son poste lointain, bien qu'il donne lui-même le 8 à la p. 28 de ses *Vingt années de missions* (Montréal, 1866). Il réitère cette date dans une lettre écrite à sa mère au mois de janvier 1847. Il y dit qu'il s'embarqua au fort de Pierre, sur la rivière Rouge inférieure, dans l'un de deux petits *sloops*, dont l'autre avait pour passagers "un commis de la Compagnie et un jeune monsieur du Haut-Canada, qui voyageait comme un touriste dans ces contrées" (Ap. DOM BENOÎT, *Vie de Mgr Taché*, vol. 1, p. 108; Montréal, 1904).

Ce jeune homme était l'artiste PAUL KANE, qui publia plus tard un journal intéressant, et aujourd'hui fort recherché, de son voyage au travers de l'Amérique du Nord. Or voici ce que cet auteur dit à ce sujet: "Nous nous reposâmes près d'une heure, et nous embarquâmes dans l'un des *sloops*, pendant que deux missionnaires catholiques, M. Le Fleck et M. Taché, qui allaient à l'Isle la Croix (*sic*), occupaient l'autre" (*Wanderings of an Artist*, p. 99). Il dit alors qu'ils passèrent la nuit à la résidence d'un ministre épiscopalien, et, après avoir décrit les incidents d'une autre journée de navigation, avec un second campement (détails qui sont corroborés par le journal du P. Taché), il donne sous la date du 7 juillet ce qui arriva le jour suivant—ce qui fait du 5 le jour du départ.

A partir de là, le voyageur donne des notes journalières, sans jamais laisser soupçonner qu'il se soit trompé de date. Nous avons donc conclu que, écrivant de mémoire au moins six mois après coup, le P. Taché était tombé dans une erreur bien excusable étant donné les circonstances. Mais cette supposition ne tient point devant une lettre de M<sup>gr</sup> Provencher lui-même qui affirme positivement que le départ des deux missionnaires pour l'Ile-à-la-Crosse s'effectua le jour où éclata l'épidémie de la Rivière-Rouge, c'est-à-dire le 8 juillet.



comparer avantageusement avec M. Thibault, et prenaient pour de la fierté ce qui n'était, au fond, que de la timidité et de la gêne chez le prêtre canadien<sup>13</sup>.

“J’ai parlé mainte et mainte fois de vous depuis que nous nous sommes quittés”, écrit le traiteur au P. de Smet, alors dans la vallée de la Colombie. “Mes pauvres filles surtout mentionnent souvent votre nom; vos manières et celles du Rév. M. Thibault sont si différentes! Elles ne peuvent pas avoir la même estime pour ce dernier. Vous savez combien de fois il vient à Edmonton dans le cours d’un hiver: seulement quand on l’envoie chercher”<sup>14</sup>.

Puis, après avoir manifesté le désir de s’établir dans la vallée de la Colombie, n’eût-ce été que par considération pour ses filles, qui auraient pu profiter de l’éducation supérieure qu’y offraient des religieuses arrivées depuis peu de temps, Rowand parle de l’épidémie, qui n’avait

13. Qui était, par ailleurs, beaucoup moins à l’aise dans une conversation anglaise que le missionnaire belge.

14. *Apud Life, Letters and Travels of Father de Smet, S. J.*, vol. iv, p. 1560; New-York, 1905. Nous avons vu comment mourut John Rowand. Si sa fin fut assez triste, le sort réservé à ses restes ne fut guère plus enviable, à en croire une tradition qui paraît bien authentique. Après un enterrement provisoire au fort Pitt, son fils John les fit exhumer, au printemps de 1855; puis, à la demande de son frère le docteur, qui vivait à Québec, et voulait leur donner une sépulture honorable, on les désossa, et ces ossements, bien lavés, furent mis dans un sac en cuir et dirigés sur Québec—d’autres, moins vraisemblablement, disent Montréal.

Mais comme on les transportait sur le lac Supérieur, une terrible tempête s’éleva qui mit bientôt tout le monde en péril. C’était sur la baie du Tonnerre, qu’on venait d’atteindre. Désespérant de sauver autrement l’équipage, un Iroquois nommé Ignace, qui faisait probablement l’office de timonier, ordonna de les jeter par dessus bord. C’est donc, paraît-il, au fond du lac Supérieur qu’ils doivent reposer aujourd’hui. Toujours est-il que ni à Montréal, ni à Québec, où nous avons fait des recherches spéciales, nous n’avons pu trouver dans les registres du temps aucune mention de l’enterrement des restes d’un individu du nom de Rowand.

pas ménagé ses propres quartiers, terrassant jusqu'à trente-cinq de ses employés à la fois. "Les Indiens des factoreries de York, Oxford, Harvey et Rivière-Rouge ont souffert le plus", mande-t-il; "pas moins de trois cents sont morts à la Rivière-Rouge".

Un surcroît de travail résultait naturellement de ces tristes circonstances pour séculiers et réguliers. Ni les uns ni les autres n'étaient bien nombreux dans l'Ouest; mais de nouveaux représentants des derniers n'allaient pas tarder à venir consacrer leurs talents et les ressources de leur zèle au service des blancs et des Indiens, ou métis, de ce vaste pays.

La congrégation des Oblats de Marie Immaculée avait loyalement accepté les pénibles missions indiennes de M<sup>gr</sup> Provencher. Bien que son personnel fût alors si limité, elle lui envoya trois nouveaux sujets en 1846. Le premier était un homme de grande expérience et de capacités administratives remarquables: nous avons nommé le R. P. François-Xavier Bermond, qui arriva à Saint-Boniface le 5 septembre<sup>15</sup>. Deux mois après, le frère Henri Faraud, scolastique qui n'avait encore reçu que les ordres mineurs<sup>16</sup>, mais était appelé à une carrière glorieuse dans le Grand-Nord canadien, abordait (9 novembre) à la même place, accompagné d'un frère convers, le F. Louis Dubé, le premier de cette légion d'humbles

15. Le 57<sup>e</sup> Oblat par ordre de profession, ce père était né à Frelle, diocèse de Gap, le 28 avril 1813, avait fait ses vœux perpétuels le 4 juin 1834, et avait été ordonné prêtre le 27 sept. 1836. Arrivé au Canada le 23 août 1845, il était parti pour la Rivière-Rouge, le 9 juillet de l'année suivante.

16. D'après M<sup>gr</sup> Provencher (à M<sup>gr</sup> Signay, 24 nov. 1846), il n'était encore que tonsuré, bien qu'il eût déjà près de 23 ans. De son côté, M<sup>gr</sup> Taché l'appelle un "scolastique minoré" (*Vingt années de missions*, p. 14), et, bien qu'il donne la date de sa promotion au sous-diaconat et au diaconat, il ne dit pas un mot de celle de son admission aux ordres mineurs.

coopérateurs qui ont tant fait pour rendre possibles les travaux des missionnaires <sup>17</sup>.

A la fin de 1846, c'est-à-dire à peine quinze mois après l'arrivée des premiers Oblats, M<sup>gr</sup> Provencher ne comptait donc pas moins de sept prêtres, un scolastique qui devait être prochainement ordonné et un frère convers. Ce chiffre, inouï jusqu'alors, était évidemment un présage de temps meilleurs pour les missions du Nord-Ouest <sup>18</sup>.

En mars 1847, le P. Bermond se dirigea vers la baie des Canards, et y passa deux mois et demi à instruire un groupe d'Indiens qui ne se montrèrent pas trop rebelles à la voix de la grâce. Malheureusement, il en allait autrement au Pas, poste qui était historiquement uni à cette fameuse baie. Constamment travaillés par les représentants de la secte anglicane qui vivaient au milieu d'eux, même ceux qui s'étaient groupés, quatre ans auparavant, autour de M. Darveau glissaient insensiblement vers l'hérésie. C'est ainsi que le fils aîné du patriarche Constant, qui avait un moment cédé aux instances du missionnaire catholique et de son propre père, se laissait baptiser, le jour de Pâques 1847, par le ministre local, qui lui donnait

17. Un frère convers est un religieux qui, sans jamais entrer dans les ordres sacrés, n'en est pas moins lié à sa congrégation et consacré au service de Dieu par les vœux ordinaires d'obéissance, de pauvreté et de chasteté. Ses occupations sont presque uniformément d'ordre matériel, et consistent le plus souvent dans le soin de la cuisine ou du jardin, de la couture ou de la porte de sa commu nauté, bien que certains d'entre eux se livrent aussi à l'enseignement parmi les sauvages et autres.

Le F. Louis-Vincent Dubé avait pris l'habit à Longueuil, le 7 déc. 1843, sous le P. Honorat, supérieur des premiers Oblats qui vinrent au Canada. Il fit ses premiers vœux le 8 déc. 1844 et ses derniers juste un an après. Il était né à Kamouraska, Bas-Canada, le 7 oct. 1819.

18. Il peut être bon de mentionner ici que le voyage du P. Taché fut le dernier qui se fit par la voie excessivement difficile des canots. A partir de 1846, à peu près tous les missionnaires de la Rivière-Rouge se rendirent à destination par Saint-Paul et les grandes prairies américaines.

le nom de Louis Constant. Sa femme et ses enfants <sup>19</sup> se livraient en même temps à la secte par la même cérémonie.

Tel était le résultat déplorable du manque de prévoyance d'un père métis qui, au lieu d'imiter la conduite des Canadiens du nord, avait permis à ses enfants de fréquenter les prédicants, sous le prétexte, en honneur chez les ignorants, qu'il est loisible de remplacer par la contrefaçon qui est à sa portée l'authentique qu'il faudrait attendre.

Vers la même époque, le P. Taché, faisait de longs et extrêmement pénibles voyages à la raquette, d'abord au lac Vert, où il baptisa un chef cris, puis au lac Caribou, importante pièce d'eau bien à l'est, qui n'avait encore jamais été visitée par l'homme de Dieu <sup>20</sup>. En passant au lac Laronge, il regretta de s'apercevoir qu'il y avait été précédé par un maître d'école protestant, qui remplissait en même temps les fonctions de ministre.

Il arriva au beau lac Caribou le 5 mars 1847, et, comme les deux nations avaient des représentants sur ses bords, il put constater combien les Montagnais étaient plus près du royaume de Dieu que les Cris.

Le 13 juillet suivant le revit à l'Ile-à-la-Crosse. Il passa l'été à étudier avec M. Laflèche la langue de ses fidèles, auxquels il faisait le catéchisme, tout en préparant leur église, ainsi que son propre jardin. M. Roderick McKenzie, le bon vieillard dont nous avons déjà rapporté une remarque piquante, avait eu la prévenance de faire bâtir un humble logis pour les deux missionnaires.

19. Du moins, il faut le croire charitablement, ceux qui avaient pu naître depuis que M. Darveau avait baptisé ses trois premiers en 1843.

20. Sous cette courte phrase, se cache un effort peu ordinaire, vu qu'entre le lac Vert et le lac Caribou il n'y a pas moins de 400 milles. Et dire que cette distance fut parcourue en raquettes!



Le F. Faraud <sup>21</sup> fut ordonné le 8 mai de cette même année (1847), et son premier poste fut Wabassimong, où il accompagna le P. Aubert, supérieur des Oblats dans le pays. Quand ces deux pères en revinrent, M<sup>gr</sup> Provencher abandonna cette mission <sup>22</sup>. Des tribus sans nombre réclamaient la présence du missionnaire dans l'ouest, et surtout dans le nord. Il jugea qu'il était plus à propos d'envoyer des prêtres là où ils pourraient faire du bien, que de les laisser languir dans une inaction forcée, en des places où leurs services n'étaient point appréciés.

Enlisés dans la vase de leur immoralité, encroûtés dans des superstitions dont ils ne voulaient point se débarrasser sincèrement, les Sauteux de Wabassimong avaient coûté à leur missionnaire des efforts, et même des dépenses d'ordre matériel, qui auraient pu ailleurs fructifier au centuple. On les laissa donc à leur sort, et le P. Aubert resta à Saint-Boniface, avec le vénérable prélat dont il était devenu l'homme de confiance, en même temps que le vicaire général, pendant que le P. Faraud accompagnait les chasseurs de bison dans leur excursion d'automne.

Puis, après avoir étudié quelque peu le sauteux sous M. Belcourt, qu'il appelle "un prêtre canadien d'un grand talent et de beaucoup de vertus" <sup>23</sup>, ce jeune père reçut, en juin 1847, son obédience pour le Grand-Nord. Un voyage de quarante-cinq jours, à partir de Saint-Boniface, le conduisit à l'Ile-à-la-Crosse, où il causa la plus agréable surprise aux deux pionniers de l'Évangile. Il trouva Laflèche et Taché casés dans une maisonnette en troncs d'arbres couverte en chaume, dont l'extrême pauvreté le toucha profondément.

21. En venant de Montréal, pendant un voyage qui dura trois mois, le F. Faraud avait manqué d'être tué par sa charrette, qui lui avait passé sur le corps avec sa charge.

22. Lettre de Provencher, déc. 1847.

23. *Dix-buit ans chez les sauvages*, p. 36; Paris, 1866.

Affamé de nouvelles conquêtes, le P. Taché prit occasion de l'arrivée du P. Faraud pour quitter encore ses humbles quartiers généraux, ce qu'il fit au mois d'août, laissant M. Laflèche dans la compagnie du nouveau venu. Il se rendit alors, le premier de tous les ministres de l'Évangile, au lac Athabaska, où il régénéra dans les eaux du baptême cent quatre-vingt-quatorze personnes, des enfants montagnais pour la plupart, au cours d'une mission qui dura trois semaines.

A ce propos, l'auteur du petit livre déjà cité à l'occasion de la mort de M. Darveau, ouvrage qui professe une sainte horreur pour les "pâturages empoisonnés du papisme"<sup>24</sup>, proclame bien haut que les prêtres romains avaient l'habitude de baptiser, sans aucune préparation préalable, quiconque n'y avait point d'objection, "attachant au cou du récipiendaire une croix de métal, et l'assurant que son salut était certain"<sup>25</sup>. Elle accuse de la même précipitation M. Darveau<sup>26</sup>, ainsi que les deux missionnaires de l'Ile-à-la-Crosse, ajoutant que, dans ce dernier cas, au lieu d'instruire les candidats au baptême, on leur donnait un papier contenant le nom des patriarches et des apôtres, la représentation du ciel, des saints, du déluge, du temple de Salomon, etc. L'auteur semble surtout préoccupée<sup>27</sup>

24. *The Rainbow in the North*, p. 132.

25. *Ibid.*, p. 152. Cette auteur semble par là anticiper les jours de l'armée du Salut qui, elle, "sauve" les gens à coups de roulements de tambour et de discours. Il faut vraiment avoir une mentalité bien particulière pour parler ainsi de salut éternel, lorsqu'il est question de pécheurs qui ont mille occasions de se damner, même après le meilleur mouvement intérieur. Luther n'a-t-il pas affirmé bien haut que c'est la foi qui sauve et non les œuvres? Pourquoi attribuer gratuitement à des missionnaires catholiques des idées qu'ils répudient, tandis qu'elles ont cours parmi ses propres coreligionnaires protestants? *Cuique suum*.

26. *Ibid.*, p. 154.

27. C'était une femme, probablement une vieille fille, M<sup>lle</sup> S. Tucker.

d'un chemin représentant la religion catholique et menant au ciel, tandis qu'un autre, désigné sous le nom de "Prétendue Réforme", conduit à "une tout autre place"<sup>28</sup>.

Elle affirme, en outre, que "quelques-uns des Indiens [vraisemblablement de l'Ile-à-la-Crosse] avaient résisté à toutes les sollicitations des prêtres", et que même certains de ceux qui avaient été baptisés jetèrent leurs croix "de leur propre mouvement"<sup>29</sup>, et demandèrent à être instruits en protestants.

L'objet principal du petit livre en question était d'intéresser les bonnes gens d'Angleterre, et de les porter à contribuer généreusement au trésor des missions anglicanes. A cela nous n'avons rien à redire. Mais il y a, même dans la version protestante de la Bible, une défense formelle émanant d'un Pouvoir bien haut qui a trait au faux témoignage. Nous n'éprouvons aucune hésitation à déclarer que cette injonction a été violée dans cette publication.

D'abord, il est évident que lorsqu'un missionnaire passe trois semaines à prêcher et à faire le catéchisme — un autre, qui opérait à peu près dans le même pays, nous apprend qu'il n'eut jamais moins de cent personnes à ces réunions quotidiennes — son peuple doit nécessairement posséder quelque instruction quand il est admis au baptême<sup>30</sup>. Et pourtant, lecture prise des nombreuses

28. *Op. cit.*, p. 168.

29. *Ibid.*, p. 169.

30. Sans compter qu'un individu qui sait quelque chose des patriarches et des apôtres, du ciel et des saints, du déluge et de ses causes, du temple de Salomon et de Celui qui y résidait, etc. ne peut guère être considéré comme étant sans instruction. Par exemple, quand on lui parle des apôtres, il doit par le fait même apprendre qui les choisit, dans quel but, quels pouvoirs il leur conféra, quand et comment ceux-ci s'exercent aujourd'hui, etc. En mentionnant le ciel, le missionnaire ne fut certainement pas sans expliquer ce qu'il faut pour le mériter et ce qui en barre l'entrée.

lettres de missionnaires à notre disposition, en particulier de celles des prêtres incriminés par l'auteur protestante, nous sommes forcé de conclure que, même après pareille préparation, quelques rares adultes seulement étaient baptisés, probablement ceux qui étaient en danger plus ou moins prochain de mort, et que presque tous les baptêmes étaient administrés à des enfants, la grande majorité des parents étant remis à plus tard <sup>31</sup>.

Ensuite, en ce qui est du fait que des Indiens se soient débarrassés "de leur propre mouvement" des insignes religieux conférés à leur entrée dans l'Église catholique, il faudrait être bien peu au courant de la mentalité aborigène pour ajouter foi à une semblable assertion. La moindre familiarité avec les dispositions communes à tous les aborigènes forcerait, au contraire, à la trouver mensongère. Un Indien, même païen et sans velléité de conversion aucune, regardera pareil objet comme un trésor. Il lui attribuera même une importance quelque peu entachée de superstition, et rien ne pourra le porter à s'en défaire; à plus forte raison, ne le jettera-t-il jamais "de son propre mouvement".

Enfin, on n'a qu'à se transporter à l'Ile-à-la-Crosse pour admirer la splendide mission que les catholiques y ont toujours entretenue, depuis les jours de Laflèche et de Taché. On cherchera en vain un seul protestant parmi les Indiens qui la fréquentent, et si l'on est assez curieux pour aller aux informations, on ne tardera pas

31. Une publication de sa secte, *Dayspring in the Far West*, admet elle-même (pp. 50-51) que M. W.-W. Kirkby, second missionnaire protestant du Mackenzie, baptisa quatre Indiens étrangers après un seul jour d'instruction, précipitation absolument sans exemple dans les annales des missions catholiques de ces froides régions. Et dire que ces sauvages quittèrent ses fonts baptismaux pour retourner immédiatement à leurs pays de chasse, à douze jours de là!



à apprendre qu'il n'y en a jamais eu dans cette localité ou ses environs <sup>32</sup>.

Beaucoup plus généreuse, comme plus véridique, est l'allusion aux travaux des deux missionnaires de l'Ile-à-la-Crosse que nous trouvons dans l'ouvrage d'un autre protestant, celui-là un témoin désintéressé des fruits de leurs labeurs, à l'époque même à laquelle se rapporte le livre de propagande religieuse dont nous parlons. Et pourtant cet auteur prend les deux prêtres pour des Jésuites <sup>33</sup>, qualité qui, on le sait, est loin d'être une recommandation pour un non-catholique. Sir John Richardson a donc ce qui suit dans son journal:

"25 juin 1848.—Comme c'est aujourd'hui dimanche, nos voyageurs ont été à la messe à l'église catholique, située à près d'un mille d'ici. Cette mission fut établie en 1846 par M. La Flèche, qui a réussi à un haut degré à gagner la confiance des Indiens, et à les grouper en nombre considérable, dans un village qui entoure l'église. Dans le cours de la journée, j'ai reçu la visite de M. La Flèche et de son collègue M. Taschè. Tous les deux sont des hommes intelligents, et *dévoués à leur tâche d'instruire les Indiens*" <sup>34</sup>.

32. Le presbytérien ALEX. ROSS écrivait en 1852: "L'empire des papistes (*sic*) y est souverain" (*Red River Settlement*, p. 319).

33. *Arctic Searching Expedition*, vol. II, p. 29.

34. *Ibid.*, vol. I, p. 104. Quant à M. Darveau, il lui arrive de parler dans l'une de ses lettres du ministre auquel il est permis d'imputer l'accusation contenue dans le *Rainbow in the North*. Mentionnant un camp indien qu'il visita en se rendant à la Rivière-Rouge, il dit: "Je ne pus les instruire que quatre jours, par le manque de vivres, qui les forçait à se débander chaque jour pour en chercher. L'année dernière, ils ont eu la visite d'un ministre qui, en huit jours, a fait quelques baptêmes d'adultes, après un court catéchuménat, comme vous voyez" (Saint-François-Xavier, 7 déc. 1843), remarque finale qui donne clairement à entendre que l'instruction qu'il donnait lui-même durait plus longtemps.

C'est ainsi que les séculiers et réguliers unissaient leurs efforts, pour étendre le royaume de Dieu dans le nord de l'Amérique <sup>35</sup>.

Mais il est temps de quitter les déserts septentrionaux, où la lumière évangélique disputait avec succès le terrain aux ténèbres du paganisme, pour nous reporter aux contrées plus favorisées au point de vue humain, où cette même foi chrétienne commençait déjà à produire les plus heureux fruits de ce qu'on peut appeler la véritable civilisation.

35. A l'Ile-à-la-Crosse, les deux missionnaires jouirent de l'estime, pour ne pas dire de la vénération, de M. McKenzie, le bourgeois protestant du fort, qui se demandait comment il se faisait que deux esprits cultivés, comme M. Laflèche et le P. Taché, se résignassent à passer leur vie à instruire de simples sauvages.

—Vous devez avoir un bien bon salaire, pour employer les plus belles années de votre vie dans un poste comme celui-ci ? leur demanda-t-il un jour.

Ce à quoi M. Laflèche répondit qu'il avait juste \$50.00 par an, mais que le P. Taché n'avait absolument rien en fait de rémunération.

—S'il en est ainsi, je préfère le sort du P. Taché, fit alors le vieux traiteur. Cinquante piastres est quelque chose de ridicule pour l'ouvrage que vous faites ici. Le P. Taché a du moins tout le mérite de son dévouement (Cf. G. DUGAS, *Histoire de l'Ouest canadien*, pp. 94-95).

## CHAPITRE IV

### MONOPOLE ET TROUBLES

1847-49

Pendant que ses missionnaires gagnaient les suffrages d'un honnête protestant sur des plages lointaines, M<sup>gr</sup> Provencher n'était pas oisif à Saint-Boniface. Il était plus que jamais en voie de devenir le grand citoyen de la colonie. En juin 1845, il avait, comme nous l'avons vu, été mis à la tête d'un comité chargé d'encourager l'industrie locale. Juste deux ans plus tard, le rapport de ce comité reconnaissait publiquement les obligations qu'avait le pays vis-à-vis du prélat, "pour avoir commandé au Canada le modèle d'une machine à carder de construction simple" <sup>1</sup>.

En 1845, il avait déjà cinq écoles avec un bon nombre d'élèves, sans compter d'autres institutions semblables, qui étaient moins régulières dans leurs opérations. C'était même son intention d'en établir encore deux, sous la direction des bonnes sœurs qu'il logeait dans son ancien "palais", en attendant la construction de leur propre couvent, pour lequel les matériaux étaient prêts. Il avait avancé cinquante livres au contracteur, qui malheureusement avait employé cet argent à s'acheter des outils et des provisions, pendant qu'il travaillait pour d'autres. Le pauvre prélat constatait maintenant que cette somme avait été versée en pure perte.

Commencé en 1845, le couvent n'avait encore que deux appartements habitables deux ans plus tard. Néanmoins, Dieu bénissait les travaux des religieuses, et les meilleures familles de la colonie, en particulier les bourgeois de la com-

1. *Minutes of the Council of Assiniboia*, 28 juin 1847.

pagnie de la baie d'Hudson, sans distinction de croyances, envoyaient leurs enfants à l'école de Saint-Boniface. Lorsqu'il fut terminé, le couvent forma un édifice de cent pieds sur quarante, avec deux étages<sup>2</sup> et un soubassement, qui s'élevait à trois pieds au-dessus du sol<sup>3</sup>.

A côté de ces consolants progrès, se dressait une question épineuse. Le ciel politique s'obscurcissait, et une bourrasque se préparait lentement à l'horizon de la colonie, à laquelle les ouailles de M<sup>sr</sup> Provencher allaient se trouver mêlées. Au point de vue économique et social, l'Assiniboia était alors divisée en deux classes: celle des cultivateurs, en grande majorité de langue anglaise et protestante, et celle des chasseurs à coudre ou au piège, métis français presque jusqu'au dernier. Ceux-ci étaient, ou bien d'anciens employés de l'une des deux compagnies qui se disputaient originellement la traite des fourrures, ainsi que leurs enfants, ou bien des fils de Canadiens-français venus

2. C'est-à-dire un rez-de-chaussée et un étage, pour parler comme en France.

3. Comme contrepoids à l'établissement des sœurs, une institution protestante du même genre fut mise sur pied, dans le voisinage du fort Garry, sous le nom de collège de demoiselles, ou académie de la Rivière-Rouge, à l'entretien de laquelle la Compagnie contribua annuellement pour la somme de £100. Malgré cela, elle ne put jamais rivaliser avec l'école catholique, tout humble que celle-ci pût être. Comme les religieuses n'attendaient leur récompense que dans l'autre monde et qu'elles n'avaient, du reste, point à penser à leur avenir personnel, elles ne demandaient qu'un prix nominal pour l'éducation qu'elles donnaient, tandis que les dames protestantes exigeaient un fort salaire.

S'il faut en croire l'abbé G. DUGAS (*Hist. de l'Ouest canadien*, pp. 89-90), une autre circonstance milita contre le succès du collège de demoiselles, et finit par causer sa fermeture. La principale de la Maison-Jaune, comme on appelait populairement l'institution protestante, avait l'habitude de quitter son établissement après les heures de classe, afin de jouir de la compagnie d'un monsieur du fort Garry. Ces absences eurent pour résultat des entrevues secrètes entre les jeunes filles de cette institution et des jeunes gens du collège anglican de Saint-Jean. Pour couper court aux dires des mauvaises langues, la Maison-Jaune fut fermée.



directement des pays d'en-bas, comme on disait alors. Les voyages et la chasse au buffle ou aux animaux à fourrure avaient, pour ces gens, des charmes bien supérieurs à ceux qu'ils pouvaient trouver dans la culture des quelques arpents qu'ils avaient clôturés, près de leurs modestes demeures.

Mais, depuis la coalition des deux compagnies, en 1821, la corporation qui en résulta était devenue de plus en plus stricte dans la mise en vigueur du monopole commercial qu'elle faisait dériver de sa charte. C'était maintenant un crime, non seulement d'acheter ou de vendre des pelleteries ailleurs qu'à ses comptoirs, mais même d'en avoir en sa possession.

En 1828, un Canadien du nom de Régis Laurence<sup>4</sup> ayant été accusé d'en avoir quelques-unes chez lui, une bande de mercenaires aux ordres de la Compagnie enfonça sa porte, pendant son absence, et s'empara de toutes celles qu'elle put trouver dans sa maison. D'autres habitants paisibles, anglais aussi bien que français—des derniers surtout—furent traités avec le même sans-gêne.

Les documents contemporains mentionnent en particulier deux cas, qui eurent le privilège d'exciter la sympathie du public en faveur de ceux qui furent les victimes de la rapacité des traiteurs, et causèrent en même temps un mécontentement proportionné dans toute la colonie. C'étaient ceux de deux Canadiens-français et d'un Italien nommé Ferdinando. Les premiers s'étaient établis sur le lac Manitoba, après la grande inondation de 1826. Ils étaient très pauvres, et trouvaient chaque matin une maigre pitance dans le produit de leurs filets. L'un d'eux était boiteux, et n'aurait pu trouver facilement d'autre

4. Que M. G. DUGAS appelle Larence (*Hist. de l'Ouest*, p. 56). D. GUNN écrit son nom Régiste LaRance (*Hist. of Manitoba*, p. 255; pour R.-B. HILL, le même individu devient Régis Laurent (*Hist. of Manitoba*, p. 119), tandis que JOSEPH TASSÉ en fait un Régistre Larant.

moyen de pourvoir à ses besoins personnels. L'Italien était un ferblantier, bien connu comme ne pouvant avoir aucune marchandise, à échanger pour des pelleteries, bien que, à défaut d'argent chez les sauvages, il ait pu, en de très rares circonstances, recevoir une peau de martre ou de castor en paiement de ses services.

Les Canadiens n'avaient commis d'autre crime que celui de fréquenter le ferblantier. Ils furent pourtant appréhendés et leur cabane réduite en cendres. On ne permit même pas aux pauvres pêcheurs de retirer du lac leurs hameçons et leurs filets; mais on les fit immédiatement partir pour le fort Garry, où on les tint quelque temps sous les verroux. Quand on les remit en liberté, on leur défendit, sous les peines les plus graves, de retourner à leur ancien lieu de pêche. Quant à l'Italien, il dut passer quelques mois en prison, et fut ensuite dirigé sur la factorerie de York <sup>5</sup>.

5. Un peu plus tard, à un poste très éloigné de la Rivière-Rouge—Edmonton, croyons-nous—le P. Lacombe ayant eu un jour l'audace de se présenter au bourgeois vêtu d'un pardessus dont le col était garni de bandes de rat musqué, en guise de protection contre le froid, il fut salué d'une volée de reproches par le traiteur, qui l'accusait de donner le mauvais exemple à son peuple, en ne faisant aucun cas des règlements de la Compagnie. Pour apaiser le commerçant, le missionnaire dut enlever les malencontreux morceaux de peau de rat.

Dans un essai important, quoique un peu partial, sur la colonie de la Rivière-Rouge, M. Belcourt donne les exemples suivants d'une conduite qu'il est difficile d'excuser: "Une fois, [les fonctionnaires de la compagnie de la baie d'Hudson] saisirent les effets d'un chasseur, parce qu'ils soupçonnaient qu'il pourrait lui arriver d'en échanger quelques-uns des Indiens pour des fourrures. Une autre fois, ils firent emprisonner un chasseur pour avoir donné l'un de ses pardessus à un sauvage pour à peu près sa valeur en peaux de rat. Ils refusent aussi de permettre aux missionnaires de recevoir des pelleteries pour le soutien du culte public, alors que les Indiens ne peuvent obtenir de la Compagnie la moindre somme d'argent pour les fourrures, et ils défendent aux missionnaires d'acheter du cuir ou des peaux pour protéger leurs pieds du froid" (Appendice à J.-W. BOND, *Minnesota and its Resources*, p. 339; Redfield, 1853).

De plus, en 1844, la Compagnie lança une proclamation par laquelle elle déclarait qu'elle ne ferait aucune expédition avec ses bateaux—le seul moyen de communication alors avec l'Ancien-Monde—pour quiconque n'aurait pas solennellement affirmé par écrit qu'il ne s'occupait, ni directement ni indirectement, du commerce des fourrures, qu'il n'avait pas donné de marchandise à crédit, n'avait pas avancé d'argent aux personnes soupçonnées de faire le commerce des pelleteries, et ne donnait pas à la Compagnie "le droit de détenir ses importations à York-Factory, durant un an, ou de les acheter au prix coûtant", si l'on apprenait qu'il avait agi contrairement à certaine partie de sa déclaration.

Signé le 7 décembre 1844, cet édit fut, dix-sept jours après, complété par un ukase dont il faut lire le texte pour se faire une idée de l'extrême rigidité de la main qui s'appesantissait alors sur quiconque essayait, le moins du monde, de porter atteinte au précieux monopole des fourrures. En vertu de ce nouveau document, toutes les lettres destinées à l'exprès d'hiver devaient porter extérieurement le nom de l'expéditeur, au coin du rectangle formé par la missive pliée <sup>6</sup>, et "s'il n'est pas l'un de ceux qui ont fait une déclaration qu'ils ne se livrent point au commerce des fourrures, elle devra être remise ouverte, ainsi que ce qui peut l'accompagner, et le tout sera fermé à ce bureau".

Il est facile de comprendre que de pareils actes d'oppression ne pouvaient manquer de provoquer de bruyantes protestations, chez un peuple si jaloux de sa liberté comme étaient alors les métis. Pour imposer silence, et

6. Ne pas oublier qu'avant l'introduction des enveloppes, il y a une soixantaine d'années, la dernière page d'une lettre était toujours laissée en blanc, pour pouvoir y écrire l'adresse, une fois que le tout était plié, sous forme de rectangle, et scellé avec de la cire au point où les deux bouts repliés entraient l'un dans l'autre.

faire peur aux “gens libres” et à leurs amis, on fit venir, et on garda quelque temps, un corps de cinq cents soldats. Quand ceux-ci retournèrent en Angleterre, soixante-dix vétérans les remplacèrent dans la colonie, lesquels arrivèrent dans l'automne de 1846. L'année suivante, un nombre égal d'anciens soldats les suivirent à la Rivière-Rouge, portant à cent quarante ou cent cinquante le nombre des militaires qui étaient supposés devoir faire observer l'ordre, et les prétentions de la Compagnie, dans ce pays. Ils étaient sous le commandement d'un major Caldwell.

L'Église catholique ne prit point officiellement connaissance du malaise général créé autour d'elle par les vexations des traiteurs; mais quelques-uns de ses représentants, en tant qu'individus, ne purent s'empêcher de montrer leur sympathie pour les opprimés, d'autant plus que la validité de la charte qu'on invoquait constamment pour justifier pareils actes était alors, et est restée depuis plutôt problématique.

Dès 1845, nous voyons M<sup>gr</sup> Provencher noter le fait que cent soixante-dix dragons (du premier contingent de soldats mentionné plus haut) parcouraient la prairie, et avertissaient les chasseurs qu'à l'avenir leurs opérations ne seraient point tolérées.

Cette défense eut pour résultat immédiat une pétition, par laquelle ceux des métis qui vivaient dans le sud de la colonie demandaient au congrès des États-Unis de les protéger dans leur droit de chasse immémorial, et déclareraient qu'ils étaient prêts à devenir citoyens américains et à relever la colonie de Pembina. Aucun membre du clergé catholique ne prit part à cette démarche plutôt précipitée. Nous allons voir, au contraire, que le seul prêtre qui fut un peu mêlé aux troubles qui s'ensuivirent exprima les sentiments de la plus parfaite fidélité aux institutions britanniques, dans la pièce qu'il rédigea pour obliger les métis de la Rivière-Rouge.



Ce prêtre était M. Belcourt, l'idole de la population française dans l'Ouest <sup>7</sup>.

Les colons de langue anglaise furent plus lents à agir; mais, en ce qui était de la question du monopole commercial, des droits d'entrée des marchandises et d'autres matières du même genre, tout individu non inféodé à la Compagnie pensait que son joug devenait insupportable. C'est pourquoi, au commencement de 1847, deux pétitions demandant un remède à la situation furent envoyées à la reine: l'une en anglais, rédigée par un Assiniboyen instruit, M. A.-K. Isbister <sup>8</sup>, et signée par cinq autres Anglais, l'autre en français, qui avait été préparée par M. Belcourt; et à laquelle neuf cent quatre-vingt-dix-sept signatures étaient apposées.

Le document français demandait une mitigation du monopole, une magistrature indépendante de la compagnie de la baie d'Hudson, et le droit de disposer des terres en faveur des nouveaux venus, avec permission de se servir temporairement du revenu qui en résulterait, pour améliorer les moyens de communication avec le monde extérieur. Le *factum* de M. Belcourt se terminait par la déclaration suivante:

“Nous sommes près de la ligne territoriale; nous pourrions nous ranger sur le territoire voisin; nous y sommes invités; mais nous admirons la sagesse de la constitution britannique et nous en désirons les privilèges. Le désir

7. M. Provencher l'appelle, avec une fine pointe d'ironie à laquelle quelque chose ressemblant au dépit peut n'être pas étranger, “son oracle”, dans une lettre à M<sup>gr</sup> Turgeon, du 27 juin 1849.

8. Pour être plus exact, ce document portait le titre de *mémoire* (*memorial*). Alex.-Koonababay Isbister vivait alors à Londres, où il exerçait la profession d'avocat, après avoir fait de fortes études à une université du Royaume-Uni. Mais il était né à la Rivière-Rouge, et avait même un peu de sang indien dans les veines. De fait, nous croyons que son second prénom était tout simplement son nom sauvage.

sincère qu'à notre auguste reine de rendre tous ses sujets heureux est connu jusqu'ici et au delà; nous espérons donc tout de sa clémence. En nous exauçant, elle fera des heureux" <sup>9</sup>.

On ne saurait nier que cette pétition ait été écrite dans des termes très modérés. Elle était datée du 17 février 1847, et disait du monopole des fourrures: "Il va s'appesantissant, au point qu'il ne nous est plus permis de nous entr'échanger des pelleteries de notre pays pour des effets importés, ou *vice versâ*, sous peine d'être emprisonnés, ou de voir nos effets saisis, sous le soupçon même qu'on doive les échanger pour des pelleteries. Cette sévérité a été poussée jusqu'au point de défendre de recevoir du paiement pour des vivres procurés à des Indiens périssant de faim, à des distances éloignées de tout secours, vu que ce paiement ne pouvoit être que des pelleteries, et nonobstant l'assurance de livrer les dites pelleteries au magasin de la Compagnie même, et au prix qu'elle en voudroit donner".

En réponse à cette accusation, la corporation incriminée alléguait simplement une fin de non recevoir. Les colons français, qui sont surtout des métis, disait le major J. Griffiths au nom de la Compagnie, n'ont pas plus à voir dans les droits de ce corps commercial que les habitants de l'Afrique australe <sup>10</sup>!

Aux plaintes qu'on se permettait relativement au fait que le principal magistrat de la colonie était aux gages de ceux qu'il était souvent appelé à juger, le même militaire objectait que "s'il n'était pas payé par la Compagnie, il le serait par la couronne" <sup>11</sup>. Comme réponse, c'était plus que faible: c'était naïf. Le brave homme ne paraissait

9. *Correspondence relative to the Complaints, etc.*, p. 5.

10. *Ibid.*, p. 112.

11. *Ibid.*, *ibid.*

pas capable de voir la différence, au point de vue des administrés, qui ne pouvaient raisonnablement avoir avec la couronne des démêlés sur lesquels le *recorder*, ou juge suprême, aurait à se prononcer.

Les pétitionnaires avaient demandé bien humblement "des juges de paix, ou magistrats, choisis parmi ceux que le peuple respecte et considère comme justes". A cette requête fort raisonnable, la Compagnie répondait par un soufflet en pleine figure, qui était d'autant moins à propos, qu'il trahissait de la part de ceux qui le donnaient une honteuse ignorance de l'objet réel de cette partie de la pétition. "Les conseillers", disait-elle, "sont choisis parmi les meilleures classes de la colonie, mais certainement pas dans les rangs des métis français, qui ne sont aujourd'hui propres à faire l'office de législateurs ni par leur position sociale, ni par leurs habitudes ou leur caractère" <sup>12</sup>.

Cette rebuffade était écrite le 18 janvier 1849. Qu'aurait dit ce Griffiths qui se faisait ainsi le porte-voix des oppresseurs s'il avait pu savoir que, dans dix-huit mois, pas moins de cinq de ces métis français qu'il méprisait tant <sup>13</sup> seraient élevés au rang de magistrat, et qu'ils devaient en remplir les fonctions à la satisfaction de tous, même des Anglais; puis qu'un peu plus tard d'autres seraient même admis dans le cercle enchanté des "législateurs" d'Assiniboia?

Bref, de concert avec le mémoire anglais, la pétition des métis français provoqua une longue correspondance entre les gouvernements britannique et canadien, les autorités de la compagnie de la baie d'Hudson à Londres et en Amérique, M. Isbister et un grand nombre de personnages publics, dans les hautes comme dans les plus basses sphères, parties au litige dont chacune était

12. *Ibid.*, *ibid.*

13. "C'est une race de nomades sans loi, *they are a lawless, roving race*", avait-il déclaré dans le même document (p. 112).

armée de mémoires et de documents de toutes sortes, pour et contre l'objet de la pétition. Ces différentes pièces forment 115 pages in-folio ayant pour titre: *Correspondence relative to the Complaints of the Inhabitants of the Red River Settlement* <sup>14</sup>.

Ce fut un rude coup pour la compagnie de la baie d'Hudson, un coup auquel elle fut d'autant plus sensible que c'était le premier qu'elle recevait si ouvertement. La structure de la puissante corporation trembla jusque dans ses fondations, et, malgré l'exagération manifeste de parties intéressées, le bien-fondé de plusieurs accusations contre elle fut complètement établi. Et cela en dépit du fait que, se basant sur les rapports de personnes aussi partiales à la Compagnie qu'étaient le major Griffiths et le colonel Crofton, le comte Grey, qui représentait alors le gouvernement britannique, coupait court à toute discussion en disculpant la Compagnie "d'une partie des accusations", tandis qu'il reconnaissait que les deux officiers susmentionnés "ne pouvaient se prononcer sur le reste" <sup>15</sup>.

La brèche était faite: les immunités commerciales de la grande corporation n'étaient plus sacro-saintes. On pouvait désormais les discuter. Cette brèche allait considérablement s'élargir à l'investigation officielle de 1857, que préparaient les attaques de 1847, et les unes comme les autres devaient plus tard avoir pour conséquence définitive l'absorption par le Canada de tout le territoire de la compagnie de la baie d'Hudson, avec son fameux monopole et ses privilèges commerciaux.

Le résultat immédiat, en ce qui regardait l'Église catholique dans l'Ouest fut que M. Belcourt dut quitter le pays. Le gouverneur de la Compagnie, sir Georges Simp-

L4. Londres, 1849.

L5. Lettre de B. Hawkes à A.-K. Isbister, *op. cit.*, p. 113.



son, demanda péremptoirement son rappel à l'archevêque de Québec, et insinua même que, en cas de refus, il ferait peser le poids de son ressentiment sur tout le clergé catholique de la Rivière-Rouge. Une retraite plus ou moins longue s'imposait pour ce missionnaire, et il retourna dans l'est (1847).

Dans cette circonstance, la Compagnie se mit même dans son tort en insultant gratuitement sa victime. M. Belcourt, en effet, ne put quitter l'Assiniboia qu'après avoir été formellement cité à comparaître devant le shérif, en compagnie de M. Thibault, sous l'accusation d'avoir des fourrures en sa possession. Belcourt nia sans hésitation; mais le fonctionnaire refusa de le croire sur parole, et voulut absolument examiner sa malle, dans laquelle il ne trouva rien de compromettant. M. Thibault fut également exonéré. M. Christie fut l'individu responsable de cette insulte <sup>16</sup>.

Malgré les capacités incontestables de M. Belcourt, surtout comme linguiste, le vicaire apostolique de la baie d'Hudson fut d'avis qu'il était préférable de le mettre à la tête d'une paroisse du Bas-Canada <sup>17</sup>. Mais le même missionnaire qui avait au début manifesté tant de répugnance à s'arracher à Sainte-Martine, voulait absolument retourner au théâtre de ses longs travaux. Il en écrivit deux fois à sir Georges, alors à Lachine <sup>18</sup>, et, le 3 mars 1848, considérant les services que le prêtre avait rendus, et lui donnant crédit pour de bonnes intentions lors de sa récente intervention dans les affaires de la colonie, le gouverneur eut la magnanimité (?) d'intercéder pour lui près de l'archevêque de Québec. Il demanda donc à celui-ci de le renvoyer à la Rivière-Rouge.

16. Provencher à Signay, 14 juin 1847. M. Belcourt quitta la Rivière-Rouge à la fin d'octobre 1847.

17. Le même à M<sup>sr</sup> Turgeon, 14 juin 1848.

18. Les 11 et 17 février 1848.

Mais on comprit dans les hautes sphères ecclésiastiques que l'époque où il y pouvait faire le bien était passée<sup>19</sup>. On lui permit de s'installer aussi près du vicariat apostolique de M<sup>gr</sup> Provencher qu'il le pouvait, sans pourtant se trouver dans les limites de son territoire. Il s'établit donc dans la petite colonie de Pembina, à laquelle il ne tarda pas à donner un regain de prospérité, y bâtissant une église, fondant un couvent<sup>20</sup>, et mettant sur pied d'autres entreprises qu'il n'est point dans notre plan de détailler, puisqu'il se trouvait en dehors du pays auquel est consacré le présent ouvrage.

19. Un passage d'une de ses lettres à M. Isbister montre que M. Belcourt lui-même ne partageait pas cette manière de voir. "Je me vis", dit-il, "forcé de quitter, désolé, ces missions, vu qu'il n'y avait aucun missionnaire connaissant les langues indiennes pour prendre ma place" (*Correspondence relative to the Complaints, etc.*, p. 100).

20. Avec des métisses chez lesquelles il croyait voir la vocation à l'état religieux.

## CHAPITRE V

### L'AFFAIRE SAYER

1848-50

Cependant l'irrépressible Belcourt n'avait pas dit son dernier mot en ce qui regardait le théâtre de ses travaux passés. Il devait encore être quelque temps un facteur avec lequel les petits politiciens de l'Assiniboia auraient à compter. Sa personnalité allait même préoccuper, jusqu'à un certain point, les cercles ecclésiastiques de la Rivière-Rouge.

Pour commencer par ces derniers, il s'était à peine établi à son nouveau foyer, qu'on commença à se communiquer tout bas la nouvelle qu'il venait d'être nommé évêque de Pembina. M<sup>gr</sup> Provencher fit d'abord peu de cas de ces rumeurs, jugeant à bon droit qu'il serait ridicule de fonder un siège épiscopal si près de Saint-Boniface, dans une localité qu'il croyait alors à peu près déserte <sup>1</sup>. Mais, un mois après avoir émis cette opinion, il s'était tellement habitué à la pensée de voir son ancien sujet évêque, qu'il commença à trouver dans la voix publique un interprète de la vérité, comme nous le constatons par une lettre qu'il écrivit à son fidèle correspondant de Québec <sup>2</sup>.

Il avait lui-même vu son titre de vicaire apostolique de la baie d'Hudson et de la baie James changé en celui d'évêque titulaire, par des bulles datées du 4 juin 1847. Celles-ci ne lui parvinrent qu'un an après, et elles avaient cela de particulier qu'elles ne lui assignaient point d'autre siège que celui du Nord-Ouest, titre territorial propre à un

1. Provencher à Turgeon, 14 juin 1848.

2. Du même au même, 18 juillet 1848.

représentant du Pape plutôt qu'au chef d'une église autonome <sup>3</sup>.

Cette nomination fit revivre certains plans déjà élaborés, en vue de diviser son immense territoire. Au cours de 1846, les évêques de l'est avaient proposé pour l'Ouest canadien la formation d'une province ecclésiastique en règle, avec métropolitain et évêques suffragants. Consulté à ce sujet, Provencher trouva cette mesure prématurée, à cause du caractère relativement désert de cet immense pays; mais il manifesta le désir d'avoir un coadjuteur, qui pût entreprendre et mener à bonne fin les grands voyages qu'il savait nécessaires au bien des âmes, mais que ses

3. La plus grande confusion semble régner dans les documents qui ont été publiés jusqu'à ce jour sur l'évolution de l'évêque de Juliopolis en évêque de Saint-Boniface. Se copiant l'un l'autre, à défaut des documents officiels qui furent détruits dans l'incendie de 1860, les auteurs s'accordent généralement à dire que M<sup>gr</sup> Provencher fut nommé vicaire apostolique de la Rivière-Rouge en 1844 et évêque de Saint-Boniface en 1847. L'une et l'autre de ces assertions sont pourtant erronées. Il n'y a jamais eu de vicaire apostolique de la Rivière-Rouge; le titre officiel de ce prétendu personnage était: vicaire apostolique de la baie d'Hudson et de la baie James. D'un autre côté, le diocèse de Saint-Boniface n'existait point avant le voyage de M<sup>gr</sup> Taché à Rome, en 1852.

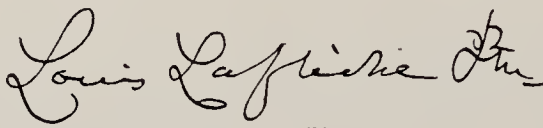

M<sup>gr</sup> Provencher ne paraît pas lui-même avoir eu là-dessus des idées bien claires. Écrivant, le 20 juin 1845, à l'archevêque de Québec, il dit bien qu'il vient de recevoir les bulles qui le nomment vicaire apostolique; mais, trois ans plus tard (14 juin 1848), nous le voyons signer: "évêque de Juliopolis ou de Saint-Boniface". Et il ajoute: "Je n'ai plus de nom: je prendrai celui de la cathédrale. Nord-Ouest est inconnu ici... Si l'on n'est pas content, je changerai encore". Cette dernière remarque, ajoutée à la tentative d'assumer un titre qui ne lui appartenait point, montre bien qu'il n'avait pas d'idées bien précises sur la place qu'il occupait dans la hiérarchie catholique avant 1852, alors que son coadjuteur lui apporta de Rome son nouveau titre d'évêque de Saint-Boniface.

Pour nous résumer, M<sup>gr</sup> Provencher fut nommé évêque de Juliopolis en 1820, vicaire apostolique de la baie d'Hudson en 1844, évêque du Nord-Ouest en 1847, et évêque de Saint-Boniface en 1852. Dans l'évolution de ses titres, nous en omettons naturellement un dont le gratifie sérieusement Donald Gunn, dans son Histoire du Manitoba. C'est celui de "vicaire général de Juliopolis" (*op. cit.*, p. 119)!



propres infirmités et le manque de forces l'empêchaient d'accomplir. De plus, il aurait voulu que, au cas du décès du titulaire, le coadjuteur pût *ipso facto* lui succéder.

Pour ce poste important, il avait déjà jeté les yeux sur M. Laflèche, qui n'avait encore que vingt-neuf ans, mais aurait atteint l'âge canonique avant que les négociations à ce sujet fussent terminées. Selon son habitude en pareil cas, M<sup>gr</sup> Provencher citait l'opinion du P. Aubert en confirmation de son propre avis. Malheureusement pour la prompte réalisation de ses plans, M. Laflèche était alors en très mauvaise santé. De fait, sa condition était telle qu'il ne pouvait songer à voyager <sup>4</sup>.

Signature de M. Laflèche.

Il y avait bien une autre alternative. Le P. Taché était un homme capable, avait reçu une excellente éducation, jouissait d'une santé florissante, et se faisait remarquer par de grandes qualités intellectuelles; mais il était si jeune! Il venait seulement de naître, ne pouvait s'empêcher de s'écrier Provencher dans l'angoisse de son âme <sup>5</sup>.

4. Parlant plus tard de cette époque, son compagnon d'alors, devenu M<sup>gr</sup> Taché, disait: "Pendant deux ans, j'ai pansé de mes mains les plaies que la privation, le travail et la souffrance avaient infligées à ses membres trop faibles pour le genre de vie que son grand cœur lui faisait embrasser, avec tant de générosité et d'ardeur" (*Apud* SAVAËTE, *Voix canadiennes*, vol. VI, p. 449).

5. M<sup>gr</sup> Provencher ne croyait pas le P. Aubert acceptable pour cette position, à cause de sa nationalité. Quant à M. Laflèche, il avait été, en 1848, nommé vicaire général et administrateur du diocèse en cas de vacance du siège.

Cependant l'évêque du Nord-Ouest dut revenir sur sa décision touchant l'inopportunité de diviser son territoire; car, en juillet 1848, nous le voyons écrire au coadjuteur de Québec: "Il paroît que M. Belcourt doit être évêque à Pembina... Si le père Taché était plus vieux, il pourroit très bien faire l'affaire; mais on ne doit pas penser à lui pour le moment" <sup>6</sup>.

Le vénérable prélat révèle alors ses propres plans. Il annonce qu'il écrit au cardinal Frasoni, lui demandant de faire diviser son diocèse en trois; ce qui donnerait un diocèse dans le Nord-Ouest, avec siège à Edmonton, qu'on confierait à M. Thibault, tandis qu'une autre division aurait pour résultat un troisième diocèse, cette fois taillé dans le Grand-Nord, avec Athabaska comme quartiers généraux. En attendant une organisation complète, il proposait que ce dernier fût gouverné d'Edmonton. Il terminait en disant: "Encore quelques années, et le P. Taché aura atteint l'âge requis. Comme les Oblats sont chargés de ces missions, il ne seroit peut-être pas mauvais que l'évêque fût oblat".

Ainsi que nous le verrons bientôt, le premier projet d'avoir un simple coadjuteur, sans partition du diocèse, finit par prévaloir. Il ne fut pourtant pas mis à exécution avant que M. Belcourt eût joué sa dernière carte dans le monde politique de la Rivière-Rouge.

Malgré l'immense commotion qu'elle avait causée dans les cercles du commerce des pelleteries et ailleurs, la pétition de 1847 n'améliora pas sensiblement le sort de ceux qui l'avaient signée, par plus que le mémoire bien plus détaillé qui l'avait accompagnée. Le mécontentement de la population française, surtout, n'avait fait qu'augmenter, à cause des procédés repréhensibles du magistrat principal, M. Adam Thom, homme capable, mais qui passait pour

6. A M<sup>sr</sup> Turgeon, 18 juil. 1848.

nourrir des sentiments anti-français<sup>7</sup>. Le rôle qu'il avait joué dans l'est, lors de la rébellion de 1837 et depuis, ne pouvait que confirmer l'opinion publique sous ce rapport.

Créature de la compagnie de la baie d'Hudson, qui lui faisait un salaire annuel de sept cents livres sterling, en plus du logis et du couvert, non seulement Thom refusait de laisser parler français à son tribunal, bien que la majorité de ceux qui y passaient ne connussent point l'anglais, mais il était encore regardé comme l'instigateur des récentes mesures vexatoires de la Compagnie, ou du conseil d'Assiniboia, entre lesquels on ne voyait alors que peu de différence.

En mars 1849, un métis du nom de Guillaume Sayer<sup>8</sup>, qui était regardé comme français, bien que son père eût été un bourgeois anglais de la compagnie du Nord-Ouest<sup>9</sup>, fut accusé d'avoir acheté illicitement des fourrures à des Indiens. Il fut donc arrêté, après une vigoureuse résistance, qui lui valut l'infliction de sérieux sévices par les mercenaires de la compagnie de la baie d'Hudson. Mais on finit par l'élargir sous caution, quitte pour lui à se présenter aux prochaines assises criminelles, avec trois autres métis, McGinnis, Laronde et Goulet, auxquels on reprochait un méfait analogue.

Ces arrestations, venant après l'agitation déjà mentionnée à notre précédent chapitre, furent l'étincelle qui mit le feu aux poudres. Les métis prirent la résolution d'empêcher que leurs compatriotes eussent à souffrir d'actes qu'ils approuvaient pleinement. Néanmoins, de

7. Après avoir reçu son éducation au King's College, Aberdeen, Écosse, il avait été rédacteur du *Herald*, de Montréal, et attaché, sous l'administration de lord Durham, à la commission des municipalités. Malgré des qualités intellectuelles incontestables, il ignorait le français, et était trop souvent porté à jouer le rôle d'avocat, ou d'accusateur, en même temps que celui de juge.

8. Que D. Gunn appelle Sayre.

9. John Sayer, ou Sayers, qui était traiteur dans l'Ouest en 1797-98.

peur d'agir imprudemment, ils voulurent consulter leur conseiller ordinaire, M. Belcourt, alors à Pembina. Considérant les excès commis par la Compagnie, au nom d'une charte que beaucoup de juristes regardaient comme invalide, excès dont il avait lui-même eu à souffrir, celui-ci fut d'opinion que si les vétérans étaient appelés aux armes, pour faire observer une décision basée sur cette charte, il serait permis de repousser la force par la force <sup>10</sup>.

Or il arriva que les métis avaient précisément dans leurs rangs un homme capable de les diriger dans une éventualité comme celle-là <sup>11</sup>. C'était un nommé J.-Louis Rielle (ou Riel), homme de trente-deux ans, qui était fils d'une métisse franco-montagnaise et d'un Canadien-français. Comme il avait passé une assez grande partie de sa vie dans l'est, où il était même entré au noviciat des Oblats, il jouissait d'une considération toute particulière chez les métis.

Appréhendant quelque embarras, la compagnie de la baie d'Hudson avait été assez rusée pour fixer le procès de Sayer et compagnons au 17 mai, qui, en 1849, était le jour de l'Ascension, fête d'obligation pour les catholiques. Elle espérait que l'accomplissement de leurs devoirs religieux retiendrait les métis à Saint-Boniface, pendant qu'on instruirait la cause de leurs nationaux. Mais ceux-ci assistèrent en masse à une messe matinale à la cathédrale, et quand l'heure fixée pour la tenue du procès fut arrivée, une foule considérable de gens armés, Canadiens et métis, sous la conduite de Riel, entourèrent la bâtisse qui servait de palais de justice.

10. Provencher à Turgeon, 27 juin 1849.

11. Cuthbert Grant vivait encoro, et passait toujours pour lo chef des métis; mais il faisait partie du conseil d'Assiniboia depuis 1835, était magistrat depuis 1837, etc. Il ne pouvait donc décemment se mettre à la tête d'un mouvement ayant pour but une opposition populaire, en un cas particulier, à l'administration de la justice sous les auspices de ceux-là mêmes dont il était comme l'associé.



Alexandre Ross affirme qu'on compta trois cent trente-sept fusils parmi eux <sup>12</sup>, indépendamment de ceux qui pouvaient se trouver dans les petits groupes moins bien armés. Le continuateur de Gunn dit à ce propos que ces gens "se conduisirent avec beaucoup d'ordre, se contentant de cerner le palais de justice, et de montrer leurs intentions par leur présence", lesquelles étaient, non pas d'empêcher l'instruction de la cause, mais d'exiger l'acquiescement des inculpés <sup>13</sup>. Pareil procédé pouvait ne pas être des plus réguliers: il était même illégal. Mais, prétendre, comme l'a fait un autre auteur<sup>14</sup>, que ces métis voulaient attenter à la vie de celui qui représentait alors l'autorité judiciaire dans la colonie, serait plus que forcer la note. Ce serait tout simplement se moquer des droits de la vérité.

Ensuite, il faut croire que les métis, surtout ceux de langue française, avaient alors de bien bonnes raisons de manifester ainsi leur mécontentement, pour qu'un homme comme Alexandre Ross ne craigne pas d'excuser leur conduite dans cette circonstance. Il énumère, en effet, plusieurs de leurs griefs, et ne se fait pas faute d'ajouter qu'ils étaient fondés.

En premier lieu, "les Canadiens et les métis français

12. M<sup>gr</sup> Provencher dit: "peut-être plus de deux cents hommes" (A M<sup>gr</sup> Turgeon, 27 juin 1849). RICHARDSON, (*op. cit.*, vol. II, p. 58) met cet événement au compte de l'hiver 1848. Il déclare que le *recorder* dut se cacher, et qu'il avait à compter avec cinq cents métis armés jusqu'aux dents!

13. *History of Manitoba*, p. 304.

14. L'ex-traiteur JOSEPH-JAMES HARGRAVE renchérit encore sur l'explorateur anglais. Selon lui, les métis ne voulaient rien moins qu'occire Thom (*Red River*, p. 89)! La seule excuse de cet auteur pour cette exagération, dans laquelle personne autre que lui n'est tombé, consiste dans le fait qu'il ne se rendit à la Rivière-Rouge qu'en 1861. Des gens religieux, comme le sont la majorité des métis, qui se dérangent pour assister à une messe spéciale avant d'aller commettre un meurtre prémédité (*with the avowed intention*), voilà ce qui ne s'est encore jamais vu au pays.

formant alors la majorité de la population..., il n'était que juste", dit-il, "qu'ils fussent représentés au conseil législatif, et qu'on leur expliquât les lois dans leur propre langue dans les cours de justice. Les choses étaient pourtant comme il suit: 1° Il y avait douze conseillers législatifs, sans compter le gouverneur qui en était le président; de ce nombre, neuf étaient protestants et trois catholiques <sup>15</sup>, c'est-à-dire trois contre un en faveur des premiers. 2° Les jurys mixtes n'avaient jamais l'avantage d'un interprète français compétent, et les lois qui avaient trait aux différents cas ne leur furent jamais expliquées autrement. 3° Les lois furent toujours administrées en anglais..., et elles n'avaient jamais été professionnellement expliquées en français, ce qui est un grief réel. 4° Les lois avaient toutes été composées au profit des classes commerciales et agricoles; pas une seule pour les métis ou les chasseurs. 5° Le plus grand de leurs griefs consistait en ce que, d'après la charte telle qu'interprétée par M. Thom, ils ne pouvaient trafiquer en fourrures avec les Indiens; or ces fourrures étaient le seul medium de commerce en dehors de la colonie" <sup>16</sup>.

L'auteur écossais en vient alors aux raisons personnelles qu'avait la population de langue française de s'opposer au régime de Thom, qui passait pour faire à lui seul les lois et les interpréter ensuite comme il l'entendait, et cela exclusivement en anglais et sur un ton des plus autoritaires; puis il ajoute: "Bien que cette loi <sup>17</sup> dût peser beaucoup plus sur les colons d'origine française que sur leurs frères anglais, Thom introduisit une mesure pour

15. A savoir M<sup>gr</sup> Provencher, Andrew McDermott (qui ne pouvait guère être considéré comme représentant les intérêts catholiques puisqu'il pratiquait à peine sa religion) et Cuthbert Grant.

16. *Red River Settlement*, p. 377.

17. Une loi fiscale, dont la nature est expliquée dans ce même passage de l'auteur écossais.

imposer un droit de dix pour cent sur tous les articles américains, à d'insignifiantes exceptions près, tandis que l'importateur n'en payait que quatre pour cent <sup>18</sup>.

On ne peut donc guère s'étonner que la population métisse ait saisi une occasion comme celle de l'arrestation de Sayer pour essayer de mettre un terme à pareille situation. Lorsque celui-ci parut devant le tribunal, douze métis l'escortèrent qui, avec l'agrément du juge, devaient l'aider à se défendre. En même temps, Riel se leva, et déclara sans broncher que le peuple demandait l'acquittement des accusés.

—Nous vous donnons une heure pour arriver à une décision, dit-il, et, à l'expiration de cette heure, nous les considérerons comme acquittés, si vous n'avez vous-même prononcé une semblable sentence.

—Nous ne voulons point d'un juge qui ne comprend pas ceux dont il instruit la cause; cria l'un des douze.

—Il est aux ordres de la Compagnie, qui met des entraves inutiles au commerce <sup>19</sup> et nous fait payer des droits d'entrée exorbitants, fit un autre.

—Oui, et cette Compagnie ne fait aucun cas de nous dans le gouvernement de notre pays, ajouta un troisième.

—Avant tout, il nous faut la liberté de la traite, observa Riel <sup>20</sup>.

18. *The Red River Settlement*, p. 385.

19. "Le conseil est d'opinion que l'excitation [des métis] était venue en grande partie, de leur désir d'obtenir... 3<sup>o</sup> l'abrogation des présentes lois concernant toute importation des États-Unis d'Amérique" (Délibérations du conseil d'Assiniboia, 31 mai 1849).

20. Toutes ces différentes demandes sont spécifiées dans le procès-verbal de la session du conseil qui fut tenue la semaine après le procès de Sayer. M<sup>gr</sup> Provencher écrit à ce sujet: "Ils ont demandé le rappel immédiat du recorder, Adam Thom. Il a été suspendu de ses fonctions jusqu'à décision. Il fera bien de partir; sa vie pourroit être en danger dans un moment d'effervescence. Tout ce qui ne plaît pas retombe sur lui... Il est arrivé ici avec la réputation d'avoir été le grand ennemi

Pendant ce temps, vingt hommes armés montaient la garde près de la porte, et cinquante autres étaient postés à l'extérieur, tandis que le gros des manifestants se tenaient aux alentours, attendant le moindre mot de Riel, pour prêter main-forte aux sentinelles qui suivaient de plus près les péripéties du procès.

Que pouvaient faire les autorités en face de pareil déploiement de force? Sayer admit qu'il avait traité des fourrures avec les Indiens, mais ajouta qu'il en avait obtenu la permission d'un individu au service de la Compagnie. Le juge fut bien aise de trouver cette excuse pour l'acquitter. Il mit aussi en liberté les trois autres métis, sans aucune forme de procès.

Là-dessus, l'un des douze, qui comprenait à peine la nature de ce qui se passait, s'imaginant qu'on faisait droit aux demandes des métis, sortit en criant :

—Le commerce est libre!

—Le commerce est libre! Vive la liberté! répétèrent à l'envi des centaines de voix.

Et l'on déchargea bruyamment les fusils, on se donna de vigoureuses poignées de mains, et trois formidables acclamations retentirent en l'honneur du nouvel état de choses.

L'odieux monopole avait vécu.

On n'essaya point de le faire revivre. Après avoir résisté quelque temps à la tempête et tenté de se réhabiliter aux yeux du public, en faisant des concessions, comme l'emploi d'un interprète français, Thom dut retourner dans l'est, et toutes les demandes des métis furent peu à peu accordées. Le 5 septembre 1850, M. Laflèche fut admis au conseil d'Assiniboia, et, cinq semaines après (16 octobre) les métis Pascal Breland, Urbain Delorme et Joseph

des Canadiens dans les troubles de 37 et 38'' (A M<sup>gr</sup> Turgeon, 27 juin 1849).



Guibeau furent nommés magistrats pour les districts de la prairie du Cheval-Blanc, tandis que François Bruneau, avec Maximilien Genthon et trois Anglais, était élevé à une semblable position pour le "district d'en-haut"—autant de nominations qui contribuent, en même temps, à démontrer l'accroissement de l'élément catholique et de son influence dans la colonie d'Assiniboia.

Enfin, détail non moins significatif, lorsque, quelques mois seulement après l'affaire Sayer, il fut question pour la colonie de s'acheter une presse d'imprimerie avec tout son matériel, on spécifia formellement, dans la commande qu'on envoya en Angleterre, que, "tout devant s'imprimer en français aussi bien qu'en anglais, on a besoin d'une provision de lettres avec accents et cédilles"<sup>21</sup>.

Et, qui plus est, cette requête était signée par le juge Thom lui-même, avant son départ de la colonie!

Une autre circonstance qui montre que l'effet de l'intervention métisse sur les esprits dirigeants ne fut pas un feu de paille, se trouve dans la rédaction des lois coloniales après 1850. Le 13 juillet 1852, le conseil d'Assiniboia codifiait tous les règlements qu'il avait faits jusqu'au 30 avril de l'année précédente. Il eut alors le bon esprit d'en demander une traduction française à l'abbé Laflèche, laquelle fut déclarée officielle au même titre que l'original anglais. Dix ans plus tard, 4 août 1862, une mesure analogue avait pour but de mettre le public français au courant des lois sociales passées jusqu'à cette époque.

21. Lettre d'Adam Thom; Rivière-Rouge, 25 nov. 1850 (*Ap. Pioneer Legislation*, vol. I, p. 367).

## APPENDICE A

### QUELQUES CIRCONSTANCES DU MASSACRE DU LAC DES BOIS

Dans son important ouvrage *The Search for the Western Sea*, Lawrence Burpee dit <sup>1</sup>: “Ils partirent de bonne heure du fort, et quand ils s’arrêtèrent pour déjeuner, ils avaient atteint une île à quelque distance de ce qu’on appelle aujourd’hui la pointe aux Chênes (*Oak Point*)”. Il mentionne alors le massacre de la bande entière, et ajoute par manière de commentaire: “On ne peut conjecturer comment les Sioux réussirent à surprendre un si fort parti de ‘voyageurs’ expérimentés”.

Nous partagerions l’étonnement que cette remarque trahit, si l’on pouvait nous faire croire que le massacre ait eu lieu en plein jour, ainsi que Burpee se l’imagine. Mais nous ne trouvons aucune autorité qui nous permette d’arriver à une semblable conclusion, parmi tous les documents contemporains à notre disposition. Nous croyons avoir consulté toutes les sources d’information qui datent de la période des explorations françaises dans l’Ouest canadien — les mémoires, lettres et journaux de Lavérendrye, ainsi que ceux de Beauharnois — et nous répétons que nous ne pouvons rien trouver qui justifie la conclusion de Burpee que le massacre arriva le matin.

Cet auteur doit évidemment ses données sur ce point aux notes publiées par le P. Félix Martin, S. J., qui dit que “les explorateurs avaient atteint le lac des Bois, et avaient abordé à une île pour leur déjeuner”, lorsqu’ils furent attaqués par les Sioux qui rôdaient dans ces parages <sup>2</sup>. Nous ne saurions dire où le P. Martin puisa ses renseignements; ce dont nous sommes certain, c’est qu’il a dû se tromper. Ce prêtre écrivait il y a plus de quarante ans, à

1. P. 245.

2. *The Aulneau Collection*, p. 90.

une époque où les recherches faites depuis n'avaient point mis au jour les nombreux documents contemporains que nous possédons maintenant.

Tout d'abord, il fait venir le P. Aulneau au Canada en 1730, au lieu de 1734, et dit qu'il partit pour l'Ouest six ans après, c'est-à-dire en 1736, au lieu de 1735; en sorte qu'il s' imagine évidemment que ce jeune missionnaire fut massacré comme il était sur le point d'arriver à destination. Ensuite ses remarques à ce propos produisent l'impression que ce fut l'explorateur lui-même, Lavérendrye père, et non son fils aîné, qui tomba victime de la perfidie des Sioux. Enfin le P. Martin dit expressément de ses compagnons que " quelques-uns cherchèrent un refuge dans la fuite pour périr dans les flots ", assertion que les récentes découvertes sont loin de confirmer. Le 19 septembre 1736, le sieur de Lavérendrye envoya, selon son propre mémoire, " le sergent avec six hommes pour aller lever les corps du P. Aulneau et de [son] fils." Or la découverte du fort Saint-Charles<sup>3</sup> confirme cette assertion, et les crânes de tous les voyageurs français en ont récemment été exhumés.

De plus, deux considérations, basées sur les habitudes des " voyageurs " et des Indiens, s'unissent pour combattre l'assertion que le massacre du lac des Bois eut lieu le matin. D'abord, la lâcheté et l'amour des voies détournées qui caractérisent les aborigènes américains sont bien connus. Il est inconcevable que les Sioux aient attaqué et annihilé en plein jour un groupe de vingt et un blancs bien armés, qui auraient certainement dû les voir approcher. Et puis Lavérendrye dit explicitement que l'île qui fut le théâtre de leur massacre était située à sept lieues, soit vingt ou vingt et un milles, du fort Saint-Charles. Une fois en chemin, les *voyageurs* d'autrefois, comme tous ceux qui continuent de nos jours leur genre de vie et leurs traditions au service des traiteurs de fourrures, se levaient généralement de grand matin, et franchissaient souvent une bonne distance avant de déjeuner. Mais ces mêmes voyageurs

étaient tout aussi lents à quitter une place habitée, faisant quelquefois traîner jusqu'à midi, sinon au-delà, leurs préparatifs de départ.

Il est donc tout à fait impossible que les gens de Lavérendrye aient quitté le fort sans manger, et se soient rendus à vingt ou vingt et un milles de là avant de prendre leur déjeuner. Pareil tour de force—car un rameur a d'ordinaire bon appétit—pourrait à peine être mis au crédit d'hommes qui, ainsi que le suppose à tort le P. Martin, arrivaient au terme d'un long voyage: il est absolument incroyable de gens qui ne faisaient que partir, et si les deux auteurs susmentionnés avaient été un tant soit peu au courant des habitudes des *voyageurs* ou de leurs successeurs modernes, l'idée de semblable supposition ne leur serait jamais venue<sup>4</sup>.

En ce qui est de la manière dont les compagnons de Lavérendrye furent massacrés, M. le juge L.-A. Prud'homme incline à croire que les Sioux tombèrent sur eux à l'improviste pendant qu'ils étaient en conseil, et qu'ils furent faits prisonniers, puis, pour une cause qu'il ne dit pas, tués jusqu'au dernier<sup>5</sup>. Il base son opinion sur certaine remarque de Lavérendrye, d'après laquelle le parti qu'il envoyait dans l'est aurait été massacré "par la plus grande de toutes les trahisons".

Le savant juge a fait sur Lavérendrye et tout ce qui s'y rapporte des études approfondies. Son opinion mérite donc *a priori* la plus grande considération. Pourtant, avec l'expérience du caractère indien que nous avons nous-même acquise par un long séjour au milieu des aborigènes et l'étude, pendant nombre d'années, de documents se rapportant à la grande famille sious, il nous est impossible de souscrire à cette explication du massacre. Vingt blancs armés étaient certainement un nombre suffisant pour en imposer à n'importe quelle bande de sauvages, dont la plupart n'avaient que des flèches pour toute arme, et nous

4. Nous avons vécu quelque 25 ans avec ces "voyageurs", et les avons vus très souvent à l'œuvre.

5. Cf. *Les Cloches de Saint-Boniface*, vol. VIII, p. 213.



ne pouvons voir comment les premiers se seraient laissé faire prisonniers sans la moindre résistance.

Ensuite, il n'entrait pas dans les mœurs des Indiens des plaines de faire des prisonniers, lorsqu'ils étaient excités par l'esprit de vengeance comme étaient les Sioux du lac des Bois. La remarque de Lavérendrye à propos de trahison ne nous semble point non plus avoir le sens que lui trouve Prud'homme. Tout père, parlant le français du temps, qui raconte le massacre d'un fils bien aimé par des gens auxquels il n'a jamais fait de mal, sera porté à parler de trahison. D'ailleurs, le sieur de Lavérendrye n'avait rien pour lui faire croire que ses hommes avaient d'abord été faits prisonniers, puisque aucun d'eux n'avait échappé au massacre. Le fait que leurs têtes furent trouvées ensemble, sur des peaux de castor, prouvait simplement qu'elles avaient été ainsi disposées par leurs bourreaux <sup>6</sup>.

Enfin, comment certains de leurs assaillants purent-ils être tués ou blessés, ainsi qu'il appert de la découverte subséquente des canots sioux et de la remarque de Lavérendrye même, que le savant juge cite une page auparavant, à savoir que les Sioux "ont eu des blessés, et peut-être des tués, car les Monsonis ont trouvé des membres d'hommes enterrés dans le sable", si les blancs furent d'abord faits prisonniers ? A qui fera-t-on croire que les Indiens se soient montrés d'assez bon accommodement vis-à-vis d'eux pour se contenter de les faire prisonniers, après que ceux-ci eussent répandu une goutte du sang de l'un des leurs ? Par ailleurs, il va sans dire que, une fois désarmés et captifs, ces blancs étaient dans l'impossibilité de rien faire à leurs assaillants.

Il est donc bien plus vraisemblable de penser que les vingt et un membres de la caravane française furent massacrés

6. Sans compter qu'on ne voit pas non plus comment de simples voyageurs auraient été, jusqu'au dernier, réunis en conseil. Rien n'est plus contraire à des habitudes consacrées par la tradition. Le guide, dans leurs expéditions, est un maître dont les décisions sont sans appel. Même celui qui l'emploie doit s'y soumettre, et il n'a que la direction générale de son parti. Quant aux autres, ils n'ont pas voix au chapitre

pendant qu'ils prenaient leur souper autour du feu de bivouac, à la façon des "voyageurs", alors que, aveuglés par la lueur des flammes, au point de ne point s'apercevoir de ce qui se tramait contre eux, ils furent assaillis par les sauvages qui avaient peut-être attendu, cachés ailleurs, ce moment favorable pour frapper un grand coup.

## APPENDICE B

### DÉCOUVERTE DU FORT SAINT-CHARLES

Au cours des longues années qui s'écoulèrent après la tragédie que nous venons de raconter, l'identité même des lieux où elle s'était déroulée devint si douteuse que lorsque, peu après son avènement au siège de Saint-Boniface, M<sup>gr</sup> Langevin voulut la mettre à l'abri de toute contestation, il se heurta à de sérieuses difficultés et fut condamné à un insuccès temporaire. L'île au Massacre était connue des Indiens de la contrée comme un point à éviter, bien qu'ils ne pussent dire exactement pour quelle raison, et la place exacte du massacre est encore un sujet de discussion. Quant au site du fort Saint-Charles, où les restes du P. Aulneau et de ses compagnons furent définitivement inhumés, il avait jusqu'alors été un problème rempli du plus profond mystère.

Mais cette circonstance même ne fit que stimuler l'intérêt du nouvel archevêque, et le porta à essayer par tous les moyens possibles de le découvrir, et, avec lui, tout ce qui pouvait rester du missionnaire et des explorateurs. Dans ce but, il organisa à ses frais une expédition qu'il dirigea en personne, et qui se composait, en outre de son chef, des PP. J.-B. Baudin, O.M.I., curé de Kénora, sur le lac des Bois; Jos. Blain, S.J., du collège de Saint-Boniface; Ch. Cahill et Thibaudeau, O.M.I.; de l'abbé A. Béliveau, secrétaire de l'archevêque<sup>1</sup>, et du juge Prud'homme, auquel l'histoire des origines françaises de l'Ouest doit tant.

1 Et aujourd'hui archevêque de Saint-Boniface lui-même.

La plupart des membres de l'expédition quittèrent Winnipeg pour le lac des Bois le 1<sup>er</sup> septembre 1902. Grâce à sa connaissance de la langue indienne, le P. Cahill n'eut pas de peine à procurer à la petite caravane les services de deux chefs sauvages, qui lui parlèrent de ruines de très anciennes cheminées qu'ils avaient vues dans leur jeunesse sur les bords d'une baie dans la partie occidentale du lac, un peu à l'ouest de l'île Buckete et d'un promontoire connu sous le nom de pointe Américaine.

Après les avoir cherchées quelque temps, l'un des chefs appelé Powassin ne fut pas peu déconcerté de ne plus les trouver. Désespérant d'aboutir dans ses recherches, le groupe d'explorateurs venait de s'embarquer, à l'exception du P. Thibaudeau, qui s'était attardé dans le bois et les hautes herbes du rivage, lorsque celui-ci s'écria qu'il venait de trouver quelque chose. C'étaient les restes d'un ancien foyer, des pierres carrées disposées de manière à former les trois côtés d'un rectangle, lesquelles accusaient à ne pas s'y tromper l'existence d'une cheminée dans un passé lointain, et par conséquent d'une bâtisse qui, dans un premier moment d'enthousiasme, fut proclamée comme ayant appartenu au fort si ardemment désiré. La confiance dans les traditions des Indiens fut par là ravivée, et les excursionnistes quittèrent la place avec l'intention de revenir plus tard compléter leur découverte.

En août 1905, le même endroit, ainsi que l'île au Massacre fut de nouveau visité par M<sup>gr</sup> Langevin, accompagné cette fois de cinq Oblats, d'un Jésuite et du juge Prud'homme. Quelques autres tertres artificiels furent découverts et examinés, sans occasionner aucun résultat appréciable.

Deux ans plus tard, une semblable expédition, composée d'un personnel analogue, compléta ce qu'on prenait alors pour la découverte du fort, au moyen d'excavations, d'inspections et de mensurations plus ou moins scientifiques, au cours desquelles furent trouvées les ruines de trois cheminées avec quelques objets de métal, comme une lime, des clous et la lame d'un couteau.

Ces résultats, tout encourageants qu'ils étaient, ne satis-

firent point les PP. Paquin, Cahill et autres, d'autant plus que la nature du sol ne paraissait point justifier l'assertion que cette localité eût jamais pu être le siège d'un poste entouré d'une palissade, comme on savait que le fort Saint-Charles l'avait été. Pendant ce temps, l'enthousiasme que M<sup>gr</sup> Langevin avait su instiller dans ceux qui avaient fait partie des différentes expéditions avait porté le juge Prud'homme à faire fouiller les archives du ministère de la Marine à Paris, où l'on trouva de précieux documents qui avaient trait à l'emplacement de cet établissement.

Le 10 juillet 1908, un autre parti, composé cette fois de Jésuites du collège de Saint-Boniface, se rendit au site déjà exploré, armé des documents de M. Prud'homme, des cartes et des comptes rendus des travaux des précédentes expéditions. Les membres de ces dernières s'étaient constitués, le 4 septembre 1902, en société historique de Saint-Boniface, association qui a depuis obtenu sa reconnaissance légale dans le Manitoba.

Jusqu'alors, toutes les recherches avaient été faites sur la rive septentrionale de la baie. Un des membres du dernier groupe d'explorateurs, le P. Paquin, ayant été mis dans l'impossibilité de rien faire, par suite d'une blessure qu'il s'était infligée, utilisa ses loisirs en parcourant attentivement tout ce qui avait été écrit sur le sujet. Il tomba alors sur les passages suivants du compte rendu, par le juge Prud'homme, de l'expédition de 1902, qui avait trait à des renseignements fournis par le chef Andakámigowinini: "Sur la rive sud, vis-à-vis de l'endroit où vous venez de planter la croix, il y a aussi trois cheminées... [qui] sont dans une petite anse, où il y a des joncs et une tremblière. Elles ne se trouvent pas exactement en face de la croix, mais un peu à l'ouest (en montant la rivière de l'Angle)".

Ayant fortement engagé ses compagnons à examiner cet endroit, le P. Paquin fut, bientôt après, enchanté d'apprendre qu'ils avaient trouvé un monceau de grosses pierres, dont la disposition trahissait la main de l'homme, et qui se trouvaient cachées par une luxuriante végétation d'arbres de bonne taille. Ce tertre attestait la présence en ce lieu,



dans un passé lointain, d'un grand foyer. Puis, comme résultat d'un examen méthodique, on découvrit deux autres foyers de moindres dimensions, ainsi qu'un certain nombre d'objets en métal. Puis l'on mit à jour, au nord du grand foyer, un monceau d'ossements humains, qui pouvaient former une douzaine de squelettes complets, à l'exception de la tête qui manquait dans chaque cas. On trouva enfin dans le sol les débris poudreux de la palissade du fort, ce qui acheva de rendre évidente l'identité du site.

Ces fouilles furent faites en juillet 1908. Le 5 août de la même année, un nouveau parti composé de M. Béliveau, du juge Prud'homme, des PP. Jésuites Blain et Paquin, avec trois frères de la même compagnie, se rendit au site maintenant incontesté de l'ancien fort Saint-Charles. Après un jour de recherches futiles, on put déterminer l'emplacement de la chapelle, et, à l'indicible joie des explorateurs, on tomba sur un tas de crânes humains. Comme le dit le P. Paquin, dans *The Discovery of the Relics of Fr J. P. Aulneau, S. J.*<sup>2</sup>, "ils étaient disposés dans la claie en une double rangée, à environ deux pieds de la surface du sol. Ils étaient bien conservés, et des racines s'étaient introduites dans la cavité des yeux, des oreilles et du nez. On les compta, et on trouva qu'ils étaient au nombre de dix-neuf. L'une des têtes avait une pointe de flèche enfoncée dans la mâchoire, et une seconde fut trouvée à l'état libre dans un autre crâne"<sup>3</sup>.

Pendant les troisième et quatrième jours des fouilles, on découvrit en outre trois squelettes, dont l'un était celui d'un enfant en état de décomposition avancée. C'étaient les restes d'Indiens, qu'on avait enterrés là sans cercueils.

Enfin, dans la partie la plus septentrionale de l'emplacement de la chapelle, la bêche des travailleurs vint en contact avec les restes pulvérisés de ce qui avait été une boîte en

2. P. 499.

3. Nouvelle preuve que le massacre commença à distance, par des gens qui étaient sur l'eau ou assez loin sur terre. Les Indiens n'auraient pas expédié avec des arcs des blancs qu'ils avaient à côté d'eux.

bois de quatre pieds sur deux, “contenant deux squelettes couchés côte à côte sur le dos et sans les têtes... L’un et l’autre avaient été serrés dans un espace si restreint que les corps avaient dû être dans un état de décomposition avancée lorsqu’ils furent mis dans la boîte avec laquelle ils avaient été enterrés”, circonstance qui s’accorde entièrement avec ce que nous savons de la mort et de la sépulture d’Aulneau et de Lavérendrye. Avec l’un des squelettes on trouva deux clefs et, entre les deux, un couteau de poche ou un rasoir. Trois petites têtes de flèches gisaient aussi sur la colonne vertébrale de l’autre<sup>4</sup>, et l’on découvrit près de ses pieds un trousseau de clefs, une boucle de souliers telle qu’en portent encore des ecclésiastiques en France et quatorze grains de chapelet.

Mais ce qui compléta l’identification de ces restes précieux fut une indentation profonde, œuvre apparemment d’un outil peu coupant, que l’on observa dans le sacrum de l’un des squelettes. C’était là une preuve aussi incontestable qu’on se trouvait en présence des ossements du fils de Lavérendrye, qu’on était par ailleurs sûr d’avoir dans les autres ceux du P. Aulneau.

Toutes les reliques provenant de ces expéditions sont maintenant gardées avec un soin jaloux au collège de Saint-Boniface.

## APPENDICE C

### LA FAMILLE DE LA CORNE

Sans compter cinq filles, la famille de la Corne était composée de sept garçons, à savoir: Louis, Louis-Luc, Antoine, François-Josué, Luc, Joseph-Marie et Jean-Louis. Un mot, d’abord, du père.

Le chef de la famille, le sieur DE CHAPT chevalier Jean-Louis de la Corne, avait les plus brillants états de services militaires à son crédit. Il avait perdu un œil au siège de

4. Preuve additionnelle du même fait.

Gironne, en 1684, et été fait lieutenant l'année suivante au Canada. En 1689, il eut le bras gauche cassé dans la guerre des Iroquois. C'était, dit M. de Beauharnois, "un officier plein de zèle et de désintéressement". Aussi sa valeur fut-elle maintes fois reconnue officiellement. En 1690, il fut fait lieutenant réformé, puis confirmé dans ce grade le 15 mars 1691. La même année, il devenait lieutenant, grade dans lequel il fut confirmé le 1<sup>er</sup> mars 1693. Deux semaines plus tard, il était nommé garde marine, et cette même année il fut blessé à la cuisse.

Le 27 mai 1706, il devint capitaine en pied, et le 28 juin 1713 il était honoré de la croix de chevalier de Saint-Louis. Le 12 mai de l'année suivante, nous le voyons major aux Trois-Rivières, et le 27 avril 1716, il était promu au rang de capitaine à Québec. Une preuve que ses services ne furent point méconnus, même au simple point de vue pécuniaire, se trouve dans le fait que, le 8 février 1724, le trésor royal le gratifiait de la somme de 400 livres. Deux ans plus tard, 23 avril 1726, le grade de lieutenant du roi à Montréal couronna sa carrière. Il mourut le 6 mai 1732, digne père d'une famille de militaires, après un service dans l'armée de près de cinquante ans. Le roi accorda à sa veuve une pension de 400 livres.

## I

LOUIS, connu dans l'histoire comme l'aîné et le seigneur de Terrebonne, était sieur de Chapt, comme son père, et chevalier. Il fut baptisé à Montréal le 24 juin 1696, et le 1<sup>er</sup> septembre 1740 il épousa, à la même place, Elisabeth de Ramsay. Après avoir servi huit ans (1711-20) en Canada, il en passa douze en France, dans le régiment royal de la marine, où il était lieutenant en 1733. Il avait été fait enseigne en second le 5 mai 1720, enseigne en pied le 22 mars 1732 et lieutenant en pied le 1<sup>er</sup> avril 1733.

Nous le voyons à cette époque à Valenciennes, d'où il écrit pour demander une lieutenance, avec l'expectative d'une compagnie. En 1736, nous le retrouvons au Canada,

où il a servi en second “dans la dernière campagne de M. Des Noyelles”, dit un document contemporain, qui ajoute: “Il a de l’esprit”. Trois ans plus tard, 1<sup>er</sup> octobre 1739, une liste apostillée des officiers majors et autres qui servaient alors en Canada le qualifie de “bon officier, qui entend le service et est au fait des sauvages”. Il commandait alors au poste du lac Alépinigons. Le 1<sup>er</sup> avril 1744, le marquis de Beauharnois le proposa pour une compagnie, c’est-à-dire demanda pour lui le grade de capitaine, qu’il reçut peu après, et, au cours de 1751, il était de plus honoré de la croix de chevalier de Saint-Louis.

Après la capitulation de Québec, 8 septembre 1760, il resta au Canada, acquit la seigneurie de Terrebonne, et y fut inhumé le 2 avril 1762.

## II

Nous venons maintenant au de la Corne qui fut le dernier gouverneur des postes de l’Ouest. Il est connu dans l’histoire comme le chevalier de la Corne, bien que, ainsi que nous l’avons vu, il n’ait point été le seul de la famille à posséder ce titre. Il naquit le 6 juin 1703, et fut ondoyé le même jour par le P. Michel Bruslé, récollet. Ce ne fut que le 21 juin de l’année suivante que les cérémonies du baptême purent être suppléées sur lui, à Montréal, alors qu’il reçut les prénoms de Louis-Luc. Il se maria le 21 janvier 1728 avec Marie-Anne Hubert-Lacroix. Sa carrière est encore plus glorieuse que celle de son frère aîné. Un document officiel du temps le décrit comme “un bon officier, s’acquittant bien des devoirs de son Employ d’Ayde Major des Troupes [et] d’une bonne conduite”.

En conséquence, il fut fait enseigne en second pour le Canada le 5 mai 1722, et enseigne en pied le 12 avril 1727. L’année suivante, jour pour jour, il devenait lieutenant, et, au cours de 1744, il était nommé capitaine à Montréal.

Trois ans plus tard, il commandait en second un détachement de 250 Canadiens, accompagnés de 60 sauvages malécites et miamaes, dont la plupart finirent par désertir.



Ayant attaqué, le 11 février 1747, après une pénible marche à la raquette à travers bois de plus de soixante lieues, une troupe anglaise d'environ 600 hommes, retranchés dans les maisons des Mines, ou "la Grand'-Prée", dont une était en pierre et défendue par des canons, les Français tuèrent 140 Anglais, parmi lesquels était le commandant, colonel Noble, en blessèrent 38 et en firent prisonniers 54. Le chef des forces françaises, auxquelles vingt-cinq habitants s'étaient joints en route, fut blessé dans ce premier combat et remplacé par de la Corne.

Par une seconde bataille, celui-ci força l'ennemi à se rendre, et, pour cette brillante affaire, il reçut la croix de chevalier de Saint-Louis en 1749.

Dans l'automne de cette dernière année, le même chevalier capitaine de la Corne fut chargé de défendre l'isthme canadien contre les Anglais, qui prétendaient y avoir droit. A cet effet, il érigea des postes militaires à Chipoudy, Petcoudiac et Memramcouk. Une flotte anglaise, composée de dix-sept voiles, ayant paru dans les eaux de Beaubassin, le 13 septembre 1750, sa présence à Beauséjour empêcha le commandant Lawrence de débarquer. Il repartit pour Québec le 8 octobre 1750.

Après son retour de l'Ouest, nous le retrouvons dans l'été de 1756 à la tête de troupes irrégulières, d'abord au sud du Saint-Laurent. Ainsi, le 16 juillet de cette année-là, nous le voyons tenir tête aux Anglais, et les harasser avec 500 hommes au portage de la rivière Lachute, par laquelle le lac Georges, ou du Saint Sacrement, se décharge dans le lac Champlain. En mars 1757, il est campé juste au sud du Saint-Laurent, et, le 30 octobre suivant, M. de Vaudreuil le propose pour le commandement d'un bataillon des troupes de la marine, et pour son admission dans l'état-major du dit bataillon, "avec le même rang et les mêmes appointemens que les commandans de bataillons de troupes de terre ont en France". Trois autres officiers étaient proposés en même temps pour une semblable promotion, basée sur le fait que "ces quatre officiers sont des plus anciens capitaines; ils sont très expérimentés dans le service.

Ceux qu'ils ont constamment rendus, et notamment dans cette dernière guerre, les rendent dignes d'être à la tête d'un bataillon''.

Néanmoins, vers la fin de l'année suivante, Montcalm qui, comme chaenn sait, ne voyait généralement pas les choses du même œil que Vaudreuil, se plaint de ce que le passage de ses troupes, plus ou moins irrégulières et assez peu disciplinées, ait occasionné quelques désordres, par suite d'excès dans le boire, et ajoute même que le chevalier "en a été témoin, et qu'il se plaît assez dans le désordre pour s'en être amusé". Elevé dans la stricte discipline des troupes européennes, Montcalm ne pouvait se faire au laisser aller de la milice canadienne.

Le 29 juin 1759, nous voyons le chevalier de la Corne partir de la pointe au Baril, à la tête de 21 officiers, 240 soldats, 820 miliciens, 71 Iroquois, 19 sauvages de la tribu des Loups, 15 Mississagués et 5 Hurons, formant un total de 1191 hommes <sup>1</sup>. Le 11 août suivant, il est campé sur la rivière Chouaguen (Oswego). Il devait être sur le point d'en partir, puisque, quatre jours après, l'intendant Bigot écrit qu'il se trouve avec 1100 hommes près des Rapides, sur le Saint-Laurent. Les chroniques officielles du temps nous le montrent, le 23 août de la même année, à l'île aux Calots, vis-à-vis de la place appelée aujourd'hui Beauharnois. Deux mois plus tard, 25 octobre 1759, Vaudreuil en parle comme étant dans les environs de la Chouaguen, où il prenait part à des escarmouches contre les Anglais.

Mais le temps de la crise suprême approchait. Aussi le voyons-nous, en août 1760, s'approcher de Québec pour contribuer à la défense du fort Lévis qui, ayant malheureusement été pris dans l'espace de trois jours, rendit sa présence inutile dans ces parages. Cet échec des Français paraît les avoir démoralisés; car, en se retirant aux Cèdres, le chevalier de la Corne fut abandonné de ses 400 soldats, qui étaient tous des habitants de l'île Perault, comme on écrivait alors, ou

1. Il est bien permis de se demander comment un chef militaire aurait pu mettre un peu de discipline dans une troupe si hétérogène.

bien de Montréal. Ces désertions étaient-elles inconnues de Vaudreuil, ou bien ceux qui en furent coupables revinrent-ils immédiatement à résipiscence ? Nous ne pouvons le dire. Toujours est-il que, vers la mi-août de cette année, le gouverneur détacha, d'après les documents contemporains, "de la Corne, capitaine des troupes de la marine avec 400 miliciens, aux rapides aux Cèdres, à dix lieues au-dessus de Montréal, pour harceler l'armée du lac Ontario, si elle entreprenait de descendre, et donner le temps de rassembler un corps de troupes plus considérable."

Le chevalier de la Corne avait une ferme à Repentigny. Après la capitulation de Québec, il ne put se faire à l'idée de servir sous les Anglais, et voulut rentrer en France; mais il périt avec un neveu du même nom et Louis-Joseph de Lavérendrye, dans le naufrage de l'*Auguste*, sur les côtes du Cap-Breton (15 novembre 1761).

### III

Le troisième garçon de la famille de la Corne reçut au baptême le nom d'ANTOINE, le 1<sup>er</sup> décembre 1708, à Contrecoeur, et se maria à Montréal le 16 novembre 1744 avec Marguerite Petit de Villiers. Il est connu comme le sieur de la Colombière et de la Corne de la Colombière. Lui aussi fut incorporé dans l'infanterie au Canada, et en 1733 il était enseigne. A la date du 1<sup>er</sup> octobre 1739, un document officiel, qui le donne comme enseigne en pied—grade qu'il avait reçu le 1<sup>er</sup> avril 1739—dit qu'il était un "bon officier, qui a de la conduite; il est détaché à Niagara". En 1741 nous le voyons à Saint-Michel, et, au cours de l'année 1748, il fut fait lieutenant. En avril 1753, il était promu au rang de capitaine et recevait en 1757 la croix de chevalier de Saint-Louis.

Après la cession du Canada, il retourna en France, et d'après une lettre de Lavallée à M<sup>re</sup> Briand en date du 6 mai 1781, il y mourut au cours de l'année précédente.

### IV

FRANÇOIS-JOSUÉ est le quatrième fils de la famille de la

Corne. Généralement connu sous le nom de sieur de Dubreuil, ou du Breuil, ou encore de la Corne du Breuil, il fut baptisé à Montréal le 7 octobre 1710, et s'y maria avec Marie-Michelle Hervieux le 28 décembre 1745. Lui aussi embrassa la carrière des armes; mais, comme il mourut beaucoup plus jeune que ses frères, il ne put atteindre le même rang, et ses hauts faits nous sont moins connus. A peu près tout ce que nous savons de lui consiste dans le fait qu'en 1739 il appartenait au parti de M. de Longueuil, qui guerroyait alors contre les Chicachas. De Beauharnois dit qu'il était un "bon officier, zélé pour le service et de bonne conduite." En octobre 1753, il avait le grade de lieutenant d'infanterie, et commandait en second à Belle-Rivière.

Il mourut le 17 octobre 1753, à l'âge de 43 ans, et fut inhumé à Québec deux jours après.

## V

Mais la figure la plus attrayante et la plus originale de cette intéressante famille est celle du cinquième fils, connu sous le nom de SAINT-LUC, ou Saint-Luc de la Corne. Il fut baptisé au cours de 1711, et se maria pour la première fois à Montréal le 10 décembre 1742 avec Marie-Anne Hervieux. Il contracta plus tard deux autres mariages, dont le dernier (9 avril 1774) fut avec Madeleine Boucher de Boucherville.

Sa carrière commence, dans les documents officiels du temps, avec la campagne qu'il fit contre les Sacs et les Renards. C'était vers 1734, et, le 20 mars de cette année, il était cadet dans les troupes, et commandait sous le sieur de Repentigny. Il fut fait enseigne l'année suivante, et, le 10 avril 1742, le marquis de Beauharnois le proposait pour le grade d'enseigne en pied. Il s'était distingué l'année précédente au fort Clinton, et le 15 février 1748, il devint lieutenant. Le 15 mars, il était promu au rang de capitaine, et, cette même année, Vaudreuil croyait pouvoir écrire de lui (Montréal, 6 nov. 1758): "Ce capitaine a très bien servi dans tous les temps. Il a fait toutes les campagnes depuis cette



guerre, et s'est toujours distingué, particulièrement cette dernière campagne à Carillon, ayant été à la tête d'un détachement en embuscade sur le chemin du fort Lydius, où il a entièrement défait un convoi ennemy, ainsi que j'ai eu l'honneur d'en rendre compte à M. de Moras. Il est d'ailleurs aimé des sauvages, et sçait les faire mouvoir."

Dans cette action, il s'empara de 150 voitures appartenant à l'armée du général Abercrombie. Il était le grand favori des Indiens, dont il parlait d'ailleurs plusieurs langues, et le 19 juin 1758, nous le voyons à la tête d'une troupe hétérogène composée de Nipissings, d'Algonquins et d'Iroquois. Nous pouvons donc nous expliquer facilement pourquoi il fut décoré de la croix de chevalier de Saint-Louis dès 1759.

Il prit part à plusieurs engagements au cours de la campagne qui se termina par la prise de Québec, et fut blessé à la bataille de Sainte-Foy. Puis il s'embarqua pour la France en 1761, en compagnie de son frère le chevalier et d'autres nobles qui ne voulaient pas du joug anglais, sans compter un certain nombre de roturiers. Mais, au lieu de périr dans le naufrage de l'*Auguste*, comme on l'a écrit, il fut rejeté vivant sur la côte, et, après des difficultés inouïes, il parvint à revenir au Canada, où il eut une honorable carrière sous le régime anglais<sup>2</sup>. Nous le voyons à Longueuil le 28 mars 1762.

2. Une seconde édition de son journal a été publiée en 1863 à Québec, sous le titre de *Journal de voyage du M. Saint-Luc de la Corne, Ecr., dans le navire l'Auguste, en l'an 1761*. Il est facile de conclure de certains passages de ce document, que ce de la Corne était assez bien pourvu des biens de ce monde. Par exemple, il y dit, dès la première page: "Deux bâtimens seuls étaient destinés pour notre transport en Europe; m'appercevant (*sic*) qu'ils n'étaient pas suffisants, ou du moins qu'il n'était pas possible d'y être commodément, vu le nombre de passagers, je proposai au général Murray d'en acheter ou louer un à mon propre compte, ce qu'il me refusa par un motif de générosité, puisque deux jours après le navire l'*Auguste* fut équipé pour cet effet. J'obtins même la chambre du bâtiment moyennant cinq cent piastres d'Espagne que je payai au capitaine". Et plus loin, p. 21: "Dès l'instant, j'expédiai les deux sauvages pour aller au secours des deux

Saint-Luc de la Corne avait le teint plutôt basané, et ainsi que nous l'avons dit, il savait plusieurs langues indiennes. C'était en outre un homme plein de ressources, et plus porté à la gaieté qu'aux idées noires. Après la Cession, il eût l'occasion de passer en France, pour y faire des emplettes d'ornements sacrés, etc., pour les églises canadiennes. On raconte qu'au retour il évita de payer aucun droit de douane en se faisant passer pour un grand chef sauvage, et donnant pour autant d'insignes de son rang dans sa tribu les différents ornements que renfermaient ses caisses. Lorsque le douanier anglais faisait quelque difficulté pour avaler ses histoires, il s'embarquait dans de longues tirades en pure langue indienne, qui ne manquaient jamais d'apporter la conviction.

Lorsque le conseil législatif du Canada fut créé, Saint-Luc de la Corne en fut un des premiers membres, et il continua jusqu'à sa mort d'en faire partie. Il fut assermenté à la première session de ce conseil, qui eut lieu le 17 août 1775, au château Saint-Louis, dans la ville de Québec. Il eut avec le général Abercrombie certains démêlés de presse, dans lesquels il se montra constamment chevalier sans peur et sans reproche. Il servit aussi contre les Américains dans la guerre d'Indépendance, et fut promu au rang de colonel par le gouvernement anglais.

Enfin il mourut, regretté de tous, juste avant le 5 octobre 1784, jour de l'annonce officielle de son décès. Malgré ses trois mariages, il ne laissa qu'une fille avec sa veuve, qui réclama deux ans plus tard, pour elle-même et pour son enfant, la pension qui revenait à son défunt mari, et que, paraît-il, celui-ci n'avait jamais touchée.

pauvres français que j'avais laissés à *Niganiche*. Je leur donnai vingt louis d'or, quatre-vingts livres de farine, cinquante livres de lard, du tabac, de la poudre, du plomb, une tasse d'argent et bien d'autres choses que j'avais". Et encore à la page suivante: "Je raccommodai un petit canot d'écorce; l'appas de 25 louis tenta deux jeunes gens et nous embarquâmes quatre dans le canot, compris le nommé Pierre, sauvé ainsi que moi du naufrage". P. 26, il dit que son voyage de retour après le naufrage ne lui coûta pas moins de 130 louis.

## VI

Nous en venons maintenant aux deux ecclésiastiques de la famille de la Corne, JOSEPH-MARIE et JEAN-LOUIS, jumeaux nés le 2 novembre 1714. Le premier est connu dans l'histoire comme le chanoine; le second, dont le nom de baptême aurait été Jean-Marie d'après certains auteurs, se fit Récollet, et est passé à la postérité sous le nom de Père Maurice. Joseph-Marie fut ordonné en 1731; son frère jumeau, dix ans plus tard.

Le chanoine JOSEPH-MARIE de la Corne, surtout, est intimement lié à l'histoire ecclésiastique de la Nouvelle-France, et cela en dépit du fait qu'une bonne partie de sa vie de prêtre se passa en France. Il fut chanoine du chapitre de Québec dès l'année 1742. Trois ans plus tard, nous le voyons accompagner M<sup>gr</sup> de Pontbriand dans une visite pastorale. Quelque temps après, il fut, à la demande de son évêque, nommé greffier du conseil supérieur, où il prit place le 6 septembre 1749. Il assista assez régulièrement à ses séances jusqu'à son départ pour la France, qui s'effectua l'année suivante, c'est-à-dire dans l'automne de 1750. A la date du 9 octobre 1748, M<sup>gr</sup> de Pontbriand avait écrit de lui: "Il a de l'esprit et du talent, est homme de condition, frère de MM. de la Corne qui ont acquis tant d'honneur dans cette guerre".

Bien que loin du Canada, il ne cessa point de s'y intéresser, et, au cours de 1753, on installa dans la cathédrale de Québec des orgues qu'il avait fait fabriquer à Paris, par ordre du chapitre auquel il appartenait. Toutefois, il ne revint jamais au pays natal, ce qui ne l'empêcha point d'être nommé doyen du chapitre de Québec, place dont il prit possession par procuration dans l'automne de 1755. Le chanoine Perreault le représentait alors.

Et ce n'est pas tout: Le succès, au point de vue humain, semblait s'attacher à ses pas. Après sa nomination comme doyen du chapitre, et peu après la conquête du Canada, il devint abbé de Maubec, puis obtint la riche abbaye de l'Étoile, d'où il tira longtemps son nom (abbé de l'Étoile).

Il mourut en France le 7 décembre 1779, d'après une lettre d'un de ses neveux, Ch. Lacorne de Chapte. M. de Villars dit le 8 décembre, et M. Lavallée écrit: "dans la nuit du 7 au 8".

## VII

Quant à la carrière du P. MAURICE, elle est un peu moins connue. Nous en savons pourtant assez pour pouvoir affirmer qu'elle fut moins brillante, et même, pour des raisons indépendantes de sa volonté, elle se termina d'une manière qui laisse l'impression d'un insuccès final. Nous savons pourtant qu'il se dévoua avec fruit à l'évangélisation des Indiens de l'Acadie, ainsi qu'en témoigne le passage suivant d'une lettre de l'intendant Hocquart, écrite à la cour vers 1754: "Nous avons lieu d'être extrêmement contents de la conduite que le P. Germain, jésuite, missionnaire à Beaubassin, et le P. La Corne, récollet, missionnaire à Miramichi, ont tenue à l'Acadie. Ils mériteroient les récompenses du Roy, si, par leur état, ils n'y avoient renoncé. . . . Le second s'est montré à l'affaire du Port Lajoie, à la suite de ses Micmacs, avec l'intrépidité d'un homme de guerre". On voit par cette remarque que le sang des de la Corne coulait bien dans ses veines.

En même temps, on a fait un crime au P. Maurice d'être sorti de son ordre, et l'on a employé à ce propos le gros mot de "défroqué". Un "mémoire sur les affaires du Canada depuis 1749 jusqu'à 1760" a même ce qui suit: "L'abbé Menac. . . avoit succédé dans cette mission au Père de la 'Corne, Récollet, à qui on avoit donné le sobriquet de 'capitaine Jean Barthe'. En effet, ce missionnaire n'avoit de son ordre que l'habit. Il étoit commerçant; il ne venoit à Québec que pour vendre ses effets et faire des retours. Il avoit une goélette qu'il commandoit. Quand il eut amassé de grandes sommes, il quitta sa mission et demanda à passer en France, sous prétexte de quelques indispositions. En attendant, l'argent qu'il avoit lui servit à entretenir un équipage; il se mêla avec les dames, et ne se soucia plus de



son couvent. Il passa en France, où, à force d'argent, il s'est fait séculariser".

Voilà qui est réellement bien amer. Voyons maintenant l'autre côté de la médaille. Son frère le chanoine en écrivait de Paris, où il l'avait près de lui: "Le pauvre Maurice est toujours malade, il est dans les remèdes; on ne lui en fait prendre que trop. Il ira aux eaux. Sa poitrine et son estomac sont dans un triste état. Dieu veuille que les eaux le soulagent! Les médecins lui ont dit qu'il ne falloit pas qu'il espérât jamais observer la règle ni la régularité de son état. On l'a pressé de quitter son état pour passer dans un ordre plus mitigé, ce qu'on appelle sécularisé. Il a résisté longtems; mais le mal l'a fait céder.

"C'est monseigneur de Blois et beaucoup d'autres évêques qui lui ont dit qu'il ne devoit pas s'en faire de la peine. Et M<sup>gr</sup> d'Orléans a demandé lui-même le consentement du provincial, qui le lui a accordé d'autant plus volontiers qu'il voit que le pauvre garçon n'en profitera pas longtems. Il seroit devenu un des gros bonnets de St-François s'il eût eu assez de santé; il eût été employé dans les premières places à la première promotion, à ce que m'a dit le provincial, qui est un digne homme. Enfin il va être abbé. Je souhaite que ce changement opère celui de sa santé". Cette lettre étoit datée du 6 février 1759. Elle montre ce qu'il faut penser du mémoire fielleux précité.

Bien que devenu abbé de Chapte, il ne paraît pas que le P. Maurice ait changé beaucoup à son genre de vie; car un de ses neveux en écrivait plus tard: "Pour mon pauvre oncle de Chapte, comme il étoit religieux, quand il auroit laissé des biens, nous n'aurions pu en hériter". Ce "religieux" mourut dans l'été de 1778, à une station d'eau thermale du Bourbonnais.

## APPENDICE D

### QUESTION DE PRIORITÉ

Jusqu'à une époque assez rapprochée de nous, tous les

auteurs avaient été unanimes à donner ces deux prêtres comme les premiers ministres d'un culte à pénétrer et résider dans ce qui est aujourd'hui le Manitoba, depuis le commencement du régime anglais au Canada. Il était réservé au D<sup>r</sup> G. Bryce de découvrir qu'un M. James Sutherland, qui accompagna comme *elder*, ou "ancien", les premiers colons écossais fut "le premier homme dans les ordres qui se rendit à la colonie de Selkirk"<sup>1</sup>. C'est là une expression bien hardie, pour employer un euphémisme, et tout à fait caractéristique de la source d'où elle émane. Quels ordres, en effet, avait reçus Sutherland ? Absolument aucun, et son coreligionnaire G. Bryce le sait mieux que personne.

Un autre coreligionnaire, Donald Gunn, admet même sans aucune hésitation que Sutherland était "un homme sans éducation" (*uneducated*)<sup>2</sup>. Bryce doit aussi savoir que le ministre presbytérien, un nommé Page, qui était désigné pour accompagner les Écossais, refusa au dernier moment de partir pour la Rivière-Rouge, et que ce fut cette circonstance qui porta les autorités de sa secte à demander à Sutherland de le remplacer, autant que le pouvait faire un laïque. Cela est si vrai que, d'après Bryce et tous les auteurs protestants, les colons écossais ne cessèrent d'importuner les autorités pour avoir enfin un ministre de leur secte, ainsi qu'on le leur avait promis. Pourquoi ces plaintes, si Sutherland était réellement "dans les ordres" ?

Comme nous allons sous presse, nous apprenons qu'en réalité le D<sup>r</sup> Bryce n'a pas droit à l'honneur de cette trouvaille. En effet, John McLeod, déjà mentionné plusieurs fois dans nos pages, ayant dit dans son journal, publié pour la première fois en 1908 (c'est-à-dire un an après le livre du D<sup>r</sup> Bryce) qu'il partit de Montréal avec une quarantaine de Canadiens-français "conduits par mes deux bons amis les prêtres, qui étaient les premiers missionnaires dans le

1. *The romantic Settlement of Lord Selkirk's Colonists*, p. 111; Winnipeg, 1909.

2. *History of Manitoba*, p. 132.

nord depuis le régime français", son annotateur H.-G. Gunn le rappelle immédiatement à l'ordre, en disant que le premier missionnaire était J. Sutherland, qu'il admet pourtant n'avoir été qu'un simple catéchiste<sup>3</sup>.

En sorte qu'après tout chacun des deux presbytériens a simplement voulu payer d'audace. Gunn avait nié au profit de sa secte un point acquis depuis longtemps à l'histoire, et avait fait un missionnaire d'un simple catéchiste, tandis que, pour renchérir encore sur l'exploit de son coreligionnaire, Bryce l'avait "ordonné" d'emblée. Il est pourtant possible que ces deux écrivains se prennent au sérieux...

Du reste, il paraîtrait qu'il y a, parmi les presbytériens de l'Ouest, comme un mot d'ordre à ce sujet, puisque, depuis que les lignes qui précèdent ont été publiées, nous avons dû défendre publiquement la vérité historique contre les avancés analogues d'un certain docteur de la même secte, qui doit être assez au courant de l'histoire du pays pour savoir qu'il se trompe.

L'explorateur Palliser pêche d'une autre manière relativement au même point. Il est si peu familier avec l'histoire de l'Ouest, qu'il n'hésite pas à écrire que "le premier missionnaire qui fut dans la terre de Rupert" fut M. West<sup>4</sup>, bien que ce ministre ne soit arrivé à la Rivière-Rouge que plus de deux ans après MM. Provencher et Dumoulin.

## APPENDICE E

### LES FRERES MACDONELL

Nous avons déjà donné dans le cours de ce volume nombre de détails inédits sur les frères Macdonell. Mais étant récemment devenu acquéreur des papiers de leur famille, grâce à l'extrême obligeance du petit-fils de John, M. Énée-D.-C. Macdonell, aujourd'hui âgé de 78 ans, papiers qui

3. *Collection of the State Historical Society of North Dakota*, vol. II, p. 133.

4. *Exploration of British North America*, p. 49; Londres, 1860.

comprennent jusqu'à l'autobiographie du fameux *Spanish John*, arrière-grand-père de ce dernier, écrite de sa propre main, nous ne croyons pas inutile d'ajouter à nos renseignements certains points, qui nous permettront de faire apprécier encore plus justement les membres de cette grande famille, dont les noms paraissent dans cette Histoire.

Grande famille, avons-nous dit. En effet, les seigneurs des îles de Skye, dont elle descend, étaient autrefois des princes souverains, qui s'allièrent par le mariage aux rois d'Écosse. On fait remonter leur généalogie jusqu'à l'an 111 de notre ère, alors que mourut Corbred III, roi d'Écosse et seigneur des Îles, qui repoussa les envahisseurs romains sous la conduite de Jules Agricola. C'était de plus une famille de soldats; ou plutôt, ne serait-il pas juste de dire que les insulaires de Skye, en général, sont une race de soldats? On a, en effet, calculé qu'entre les guerres de Napoléon et l'année 1858, cette île, qui n'a même aujourd'hui que 13,317 habitants, ne fournit à l'empire britannique pas moins de 21 lieutenant-généraux et généraux "mayors", 48 lieutenants-colonels, 600 officiers de grades inférieurs et 10,000 soldats, plus un gouverneur général, un adjudant général, un baron en chef d'Angleterre et un juge de la cour suprême d'Écosse.

La famille Macdonell dont il s'agit ici se composait, à part deux filles, de trois frères: John, Miles et William. On connaît peu de chose de ce dernier, excepté ce que nous trouvons dans une lettre de Miles, à savoir qu'il était marié dans une famille respectable de Boston. Quant aux deux autres frères, les seuls qui nous intéressent, ils ne se ressemblaient que par une foi vive, qui pourtant était moins pratique chez Miles, et par une prédilection spéciale pour la carrière des armes. John, bel homme de six pieds cinq pouces<sup>1</sup>, qui parlait gaélique, anglais, français, latin et sauvage, était foneièrement religieux et ne s'en cachait

1. Son fils, John-B.-Palafox, père de cet AEnéas ou Énée auquel nous devons les documents sur lesquels est basé cet appendice, avait six pieds trois pouces et demi.



pas. Miles était, lui aussi, un catholique de bonne trempe; mais il était moins sérieux et plus homme du monde, et son frère aîné ne se gênait pas, à l'occasion, pour lui en faire d'amicales remontrances. Miles paraît avoir été souvent à court d'argent, ainsi qu'on va bientôt en avoir des preuves, et il avait alors l'habitude de recourir à la charité de John, pour des emprunts dont les montants n'étaient peut-être pas régulièrement remboursés.

Mais procédons par ordre chronologique dans le dépouillement des vieux papiers de famille que nous tenons du petit-fils de ce dernier.

Le plus ancien document que nous ayons est daté du 20 juin 1788. C'est le brevet de John comme enseigne au bataillon de la milice de Cornwall et Osnabruck. Il est tout en anglais, et signé Dorchester, que l'en-tête appelle "capitaine général et gouverneur en chef des colonies de Québec, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick". C'est un premier signe que le fils sera digne de son père.

Puis une autre pièce analogue, mais cette fois en anglais et en français, nomme le même John Macdonell "capitaine dans le corps des voyageurs canadiens". Elle est datée du 2 octobre 1812, et rappelle une époque importante dans la vie de notre héros. En effet, il vit alors du service actif, et eut à souffrir de plusieurs manières aux mains des Américains. Le 23 octobre de cette année, ayant été attaqué par des troupes qui étaient aux siennes dans la proportion de plus de cinq contre un, il fut fait prisonnier avec son lieutenant et trente-cinq de ses hommes.

De 1816 à octobre 1825, John fut en outre juge de district, en compagnie du célèbre juge Georges Hamilton, et, pendant plus de dix-huit ans, c'est-à-dire du 1<sup>er</sup> avril 1822 au 11 juin 1840, il fut colonel de la milice de Prescott.

Nous avons aussi beaucoup de lettres de Miles, qui sont d'autant plus précieuses qu'elles révèlent plus clairement ses sentiments intimes. La plus ancienne est datée du 22 mai 1799, et elle fut écrite au fort Georges. Il rappelle à son aîné qu'il lui a envoyé la généalogie des seigneurs des Îles, et termine par un mot de nature toute personnelle:

“En retour”, dit-il, “de ton renseignement que tu as les cheveux gris, je dois te dire que je suis devenu chauve. Lorsque nous nous reverrons, nous ferons une paire très respectable et très vénérable”. John se trouvait alors au Grand-Portage, Nord-Ouest.

Le 26 avril 1804, Miles était à Osnabruck, d’où il demandait la somme de £300 à son frère alors à Athabaska. A Kingston le 9 mai 1807, il demandait £100 à John qui résidait quelque part à la Rivière-Rouge; puis, le 26 mai 1808, il touchait à Cornwall la somme de £60 sur son frère aîné.

Le 31 mars 1813, il écrit une lettre qui nous le montre comme un esprit droit, honnête et fidèle à son patron, lord Selkirk. “Le comte” au service duquel il s’était mis, n’était point, assure-t-il, “ce visionnaire et caractère faible qu’on te fait croire, ni un homme qui abandonne facilement ses desseins et entreprises. Par son importance, la présente est un objet digne de son grand génie”.

Une des communications qui suivent nous le fait voir aux mains de ses ennemis du “Nord-Ouest” qui l’emmènent dans l’est du Canada. Le 30 juillet 1816, il écrit du Sault Sainte-Marie, après un long voyage sous la conduite d’un “Monsr Pelland”, guide qui, dit-il, ne s’est pas montré expéditif comme il a la réputation de l’être, et qu’il soupçonne d’avoir été corrompu par ses adversaires pour le faire lambiner en route. Il donne ensuite, par ouï-dire, une relation de la bataille de la Grenouillère et de ses conséquences, qui n’est pas exempte d’inexactitudes. John Macdonell était alors à la pointe Fortune.

L’année suivante, le 16 décembre 1817, Miles lui écrit de Montréal sur les suites de cette malheureuse affaire, une lettre qu’il voudrait voir circuler autant que possible dans le public. Il parle d’abord de son arrestation illégale à Pointe-Meuron, près du fort William, le 12 août précédent, après laquelle il resta “aux mains des Philistins jusqu’à son arrivée à Sandwich le 6 novembre, alors qu’il fournit caution pour répondre aux accusations que portaient contre lui les commis parjures de la compagnie du Nord-

Ouest<sup>2</sup>”. Il y parle aussi de son frère William, de son fils Donald, alors à Cornwall, et de sa “petite Bella”, qui vient de lui écrire du couvent des Ursulines de Québec; puis il continue: “Le comte de Selkirk a quitté la Rivière-Rouge en septembre pour descendre le Missicipi et traverser les États-Unis; mais je n’ai point encore de nouvelles de Sa Seigneurie. Il avait avec lui 40 hommes [des soldats] et deux pièces d’artillerie légère. Le col. Dickson et plusieurs autres messieurs étaient avec lui. On disait partout au Sault Sainte-Marie et sur l’île Drummond, quand j’y étais, que la compagnie du Nord-Ouest avait employé l’un de ses commis métis pour l’assassiner en chemin entre la Rivière-Rouge et le fort William, mais qu’en prenant la voie du Missicipi, il avait déjoué leurs noirs desseins”.

Puis, l’heure du triomphe ayant sonné pour lui, il avait la satisfaction d’écrire le 19 mai 1818: “Je suis maintenant acquitté de toutes les accusations et charges portées contre moi par la compagnie du Nord-Ouest. C’est maintenant mon tour de poursuivre, et je dois avoir ce matin une entrevue avec M. Stuart, pour aller en cour en vue d’obtenir réparation”. Il ajoute que la compagnie a cent cinquante de ses membres accusés de haute trahison et de conspiration, et conseille à son frère de retirer le plus vite possible son argent d’entre ses mains, vu que, dit-il, “le diable va s’en payer avec elle avant longtemps”, prédiction qui ne devait pourtant pas s’accomplir, la dite compagnie ayant trouvé dans l’est des amis plutôt que des juges.

Dans cette lettre intime à John, Miles Macdonell trahit ses sentiments intimes à l’égard de la future mission de la Rivière-Rouge, et on doit dire qu’ils sont pleinement conformes à ceux qu’il avait déjà exprimés officiellement. “C’est un plaisir”, écrit-il, “de voir les missionnaires monter dans l’intérieur, pour planter la Croix parmi les infidèles”. Il se montre alors légèrement partisan lorsqu’il ajoute: “Je regrette que M. Tabeau ait pris passage dans

2. Ne pas oublier que John Macdonell avait été longtemps au service de la compagnie du Nord-Ouest.

les bateaux de la compagnie du Nord-Ouest; les autres sont seuls, et se montrent indépendants de l'un et l'autre parti; mais ils doivent rester à la Rivière-Rouge. Tableau retourne cette saison. Exclusivement attachés aux missionnaires se trouvent deux ouvriers pour les servir en qualité de voyageurs, et faire tout ce qui est nécessaire, bâtir des maisons, cultiver le sol, etc., etc. Un jeune ecclésiastique accompagne les prêtres, pour s'appliquer particulièrement à l'acquisition des langues indiennes, et travailler ensuite pour la mission".

Pendant ce temps, son frère John, définitivement établi à la pointe Fortune, où il s'était construit un beau logis, la "villa aux Peupliers" (1817), semblait vouloir prendre à cœur de justifier le titre glorieux de *Prêtre* que les voyageurs lui avaient octroyé. Il avait élevé un beau calvaire en face de sa demeure, et y faisait prier le monde. Chaque dimanche, avant l'érection de l'église Saint-André, il avait coutume de rassembler les voisins et de les mener en bateau à la messe à Rigaud, "faisant chaudière", c'est-à-dire prenant une réfection en chemin—la distance était de sept milles.

Miles n'était probablement pas aussi dévot, car, dans une lettre du 3 septembre 1828, William Macdonell, de Boston, écrivait à son frère John: "M. McLean m'apprit que son ami avait été au dépôt de journaux pour voir ceux du Canada, où il lut l'annonce de la mort de notre pauvre frère Miles, qui arriva chez vous le 28 juin. C'était la première nouvelle que j'en avais. C'était, je crois, le 7 juillet. Depuis, Lucie [sa fille] me l'a confirmée. . . J'espérais que vous me diriez qu'il avait fait ses pâques, afin que je puisse faire dire des messes pour le repos de son âme".

Miles avait été marié au moins deux fois, et il eut deux garçons et deux filles. Il mourut veuf.

Quant à John, après avoir été à l'aise au point de vue de la fortune, il avait fini par s'endetter, et ses créanciers se montraient exigeants. A 76 ans, fatigué et perclus, il se souvint des sacrifices qu'il avait faits pour son pays d'adoption, et mit sa cause entre les mains d'un avoué, par une



procuration dont nous avons ce qui paraît être le brouillon. Ses pertes, lors de la guerre avec les États-Unis (1812), dont il sollicite le recouvrement, se classent en trois catégories, dont il fournit les détails. Ce sont 1° des dépenses personnelles occasionnées par la formation du corps des voyageurs canadiens: £117. 15. 11½; 2° des biens perdus à Saint-Régis (épée avec poignée d'argent, jumelles d'officier, etc.): £42; 3° des effets pris par l'ennemi à Montréal pendant sa captivité: £21. 17. 9.

On s'adressa bien à l'autorité supérieure, mais celle-ci répondit (19 juillet 1849) qu'il était trop tard, et qu'il n'y avait point d'argent au trésor pour le compenser de ses pertes.

Ses héritiers et ceux de son frère n'ont pas été plus heureux dans leurs efforts pour obtenir au moins quelque chose des 50,000 acres de terre qui revenaient à Miles à titre de gouverneur-fondateur de l'Assiniboia, et des 10,000 acres auxquels ils croient qu'il avait droit lui-même, par suite de son séjour et de ses travaux dans l'Ouest.

## APPENDICE F

### LE PAS ; D'OU VIENT CE NOM ? EST-IL CORRECT ?

On s'est disputé vivement à propos de l'origine, de l'étymologie et du vrai sens du nom de la capitale du Manitoba septentrional, les Anglais voulant que ce mot soit une abréviation de Pasquia ou Poskoyac, qui servait autrefois à désigner le fort de cette place, et le faisant précéder de leur article *the*, pour faire contrepoids au "le" dont se servent les Canadiens-français avant le même substantif. Celui-ci, assurent ces derniers, a une origine toute française, et nullement indienne. Les choses en sont venues au point que, après avoir été officiellement appelée Le Pas, cette localité est devenue *The Pas*, puis, pour couper court à toute dispute, simplement Pas.

Une règle de nomenclature géographique veut que la

priorité décide pareilles questions. D'après ce critérium, il ne peut y avoir aucun doute que cette place ne doive s'appeler Le Pas, puisque c'est indubitablement le premier nom sous lequel elle a été connue des blancs, et cela peut aisément se prouver, même par les auteurs anglais qui en ont parlé avant l'érection de la mission protestante.

Pas est un mot français peu usité aujourd'hui dans le sens qu'a le nom de la place en question, excepté dans certains anciens noms de lieux comme Pas de Calais, Pas de Roland, Pas du Loup, etc., dans lesquels il est comme une abréviation du mot passage. S'il nous était permis d'en appeler à nos propres souvenirs, nous pourrions ajouter qu'une paroisse contiguë à celle où nous avons vu le jour, en France, est connue comme Le Pas tout court, et sa topographie répond parfaitement à son application.

Des conditions de terrain analogues durent frapper les explorateurs lorsqu'ils atteignirent pour la première fois son homonyme manitobain; car non seulement ils lui donnèrent le même nom<sup>1</sup>, mais finirent même par étendre cette dénomination à toute la rivière sur laquelle il se trouvè. Ainsi, dès l'année 1795, John Macdonell, dit le Prêtre, écrivait de certains Indiens dans son journal qu'ils étaient "bien plus indolents que ceux qu'on rencontre dans le district de la *rivière du Pas*" en toutes lettres<sup>2</sup>. Il répète la même expression cinq pages plus loin.

Puis le 23 juillet 1804, nous voyons l'Écossais William McGillivray parler de "l'abondance des provisions envoyées à la rivière Opas"<sup>3</sup>, par où il veut évidemment dire la rivière au Pas, c'est-à-dire sur laquelle se trouve Le Pas. Au Pas (son Opas) étant la contraction de "à Le Pas" exigée par la grammaire française, il s'ensuit que la place était bel et bien appelée alors Le Pas. De plus, comme les

1. D'après l'abbé E. PETITOT, ce serait le chevalier de Lavérendrye lui-même qui l'appela ainsi, en mémoire de sa mère Marie-Anne Dandonneau du Sablé de l'Isle du Pas, fille du marquis du même nom (Cf. *En route pour la mer Glaciale*, p. 238).

2. *Les Bourgeois du Nord-Ouest*, vol. I, p. 272.

3. *Ibid.*, vol. II p. 30.

provisions ne servent point aux cours d'eau, il est clair que ce magnat du commerce des fourrures désigne implicitement non pas la rivière, mais par là un point sur la rivière qui portait ce nom dans son temps.

On doit en dire autant d'une lettre d'Alexandre Mackenzie, qui commence par la remarque que sa dernière communication était datée "de la Opas"<sup>4</sup>. Cette dernière pièce remonte au 1<sup>er</sup> juillet 1790, et l'expression "au Pas" étant, comme nous venons de le voir, l'équivalent de "à Le Pas", il s'ensuit que cette localité était appelée Le Pas dès les premières années de la compagnie du Nord-Ouest.

Un autre Écossais, John Maclean, qui écrivait en 1849, mais d'après des notes prises en 1833, dit lui-même: "Nous arrivâmes le 5 août à la *rivière du Pas*, [textuel en français dans ses pages anglaises], où un vieux Canadien, M. Constant, avait fixé sa résidence"<sup>5</sup>. Ici nous avons une double preuve que la place en question s'appelait Le Pas, même parmi les blancs de langue anglaise, d'abord parce qu'on nous parle encore du cours d'eau auquel elle avait donné son nom, et puis parce que la mention du vieux Constant, l'aïeul du chef actuel des Indiens du Pas, nous montre, par la connaissance que nous avons du lieu où il s'était établi que c'était bien le site de la ville d'aujourd'hui qu'on avait en vue lorsqu'on mentionnait Le Pas.

Et cette tradition s'était maintenue au moins jusqu'en 1862 parmi les gens du pays—nous savons par ailleurs que ce qu'on appelle aujourd'hui la Saskatchewan du nord était connue sous le nom de rivière du Pas même après 1870. En effet, lorsque le P. Petitot y arriva la première année avec ses payeurs:

—“La rivière du Pas! s’écrièrent les métis, comme nous rentrions dans le courant bordé de grands arbres. Ce n’était pourtant pas la rivière Paskéyaw.

—“Et la Saskatchewan, où donc est-elle? demandai-je

4. *Les Bourgeois du Nord-Ouest*, vol. 1, p. 34.

5. *Notes of a Twenty-Five Year's Service in the Hudson's Bay Territory*, vol. 1, p. 223.

à l'un de mes gens. Le ministre nous a dit avant-hier que nous allions la remonter.

—“Y a pas de rivière qui s'appelle de même. Ça c'est la rivière du Pas. On connaît que ça, nous autres.

“Telle fut la réponse des métis”<sup>6</sup>.

Rien n'est donc plus clair, ce semble. Ce ne fut qu'à partir d'environ 1840 que, quelques Anglais s'étant établis là, commencèrent à nommer la place *The Pas*. Puis soit ignorance, soit désir de pallier quelque peu l'incongruité de cet accouplage contre nature d'anglais avec du français, ils voulurent faire dériver le mot Pas de l'indien *wapask-wéyaw*, qui veut dire “détroit dans une rivière”. Mais cette étymologie ne tient pas debout une minute si l'on réfléchit que même les Anglais prononcent le mot Pas comme nous (*pâ*), tandis que si c'était réellement une abréviation du mot cris susdit, ils devraient dire *pass* puisque l's sonne dans ce mot.

Pour tourner la difficulté, un correspondant du *Herald* publié au Pas (18 janvier 1918) a imaginé de faire venir le mot Pas de l'indien *wapow* (il veut dire *wapaw*), qui signifie non pas baie, comme il le dit, mais “détroit dans un lac”, désignation aussi inappropriée que possible pour une place comme Le Pas, qui est sur un cours d'eau.

La conclusion s'impose donc: Le Pas ayant le droit de priorité, devrait rester et reprendre la place usurpée par une expression hybride, si l'on veut suivre dans le cas actuel la ligne de conduite à laquelle on s'est uniformément astreint dans les autres.

6. *En route pour la mer Glaciale*, p. 238.





# TABLE DES MATIÈRES

---

PRÉFACE DE L'ÉDITION DÉFINITIVE . . . . .	XI
PRÉFACE DE LA PREMIÈRE ÉDITION FRANÇAISE . . . . .	XLI

---

## LIVRE I

### PRÉPARATION

#### CHAPITRE I

##### LES ABORIGÈNES (1650)

Le pays.—Différentes tribus.—Costumes et ornements.—Chasse et guerre.—La femme.—Croyances et pratiques.—Organisation sociale . . . . .	1
--	---

#### CHAPITRE II

##### LE COMMERCE DES FOURRURES (1659-1721)

Radisson et Desgroseillers.—La compagnie de la baie d'Hudson.—Fondations et conflits.—Kesley.—Plans français . . . . .	17
--	----

#### CHAPITRE III

##### HÉRAUTS DE LA CROIX (1727-35)

De Lavérendrye.—Le P. Mesaiger.—Fort Saint-Charles.—Fort Maurepas.—Le P. Aulneau.—L'eau-de-vie . . . . .	32
--	----

#### CHAPITRE IV

##### MASSACRE DU LAC DES BOIS (1736)

Disette et décès.—Attaqués par les Sioux.—Massacrés.—Pressentiments.—Effets du massacre . . . . .	44
---	----

#### CHAPITRE V

##### PROGRÈS (1736-49)

Détresse.—Au site du futur Winnipeg.—Aux Montagnes Rocheuses.—Le P. Coquart.—Retraite de Lavérendrye.—De Noyelles . . . . .	54
---	----

## CHAPITRE VI

## DÉCADENCE (1749-55)

Mort de Lavérendrye.—De Saint-Pierre et de la Morinie.—Fort la Jonquière.—Attentat au fort la Reine.—De la Corne.—Hendry.—Agriculture.....	66
--	----

## CHAPITRE VII

## ÉPOQUE DE TRANSITION (1756-98)

Origine des métis.—Coureurs de bois.—Alex. Henry et autres traiteurs.—La compagnie du Nord-Ouest.....	79
---	----

## CHAPITRE VIII

## L'AUBE DE LA CIVILISATION (1799-1810)

Observations des fêtes liturgiques.—Conduite chrétienne et civilisée.—John Macdonell et autres catholiques.—La première Canadienne de l'Ouest.....	90
--	----

## LIVRE II

## ÉTABLISSEMENT

## CHAPITRE I

## COLONIE DE LA RIVIÈRE ROUGE (1811-15)

Selkirk.—Miles Macdonell.—Émigration.—Opposition.—M. Bourke.—O. Keveney.—Réception hostile.....	101
---	-----

## CHAPITRE II

## BATAILLE DE LA GRENOUILLÈRE (1814-16)

Commencements de la colonie.—L'embargo et ses suites.—Hostilités réciproques.—Bataille finale.....	115
--	-----

## CHAPITRE III

## LE BIEN TIRÉ DU MAL (1817-18)

Les Meurons.—Dénuement religieux.—On demande des prêtres.—M. Tabeau.—Pétition.—Réponse de M <sup>gr</sup> Plessis.....	130
--	-----

## CHAPITRE IV

## FONDATION DE L'ÉGLISE DE SAINT-BONIFACE (1818)

- M. Provencher.—Obédience et instructions.—Départ et itinéraire.  
—Arrivée.—Premières impressions..... 144

## CHAPITRE V

## PREMIERS TRAVAUX (1818-20)

- “La Fourche” et Pembina.—Cas de conscience.—Fort William.  
—Saint-Boniface.—Voyages.—M. West.—Désordre dans  
le Nord.—Au Canada..... 157

## CHAPITRE VI

## PREMIER ÉVÊQUE DANS L'OUEST (1820-23)

- Objection de Provencher.—Sacré.—Difficulté avec Halkett.—  
Saint-François-Xavier.—Départ de Dumoulin.—Destitution  
de Macdonell..... 173

## CHAPITRE VII

## ÉDUCATION (1822-27)

- Questions agraires et financières.—Instruction secondaire.—Col-  
lège de Saint-Boniface.—Angélique Nolin.—Inondations..... 188

## CHAPITRE VIII

## TRAVAIL ET INDUSTRIE (1826-33)

- Catholiques anglais.—Différentes dessertes.—Agriculture.—Indus-  
trie.—Les efforts de M<sup>gr</sup> Provencher reconnus.—Sa cathédrale. 203

## CHAPITRE IX

## PREMIÈRES MISSIONS INDIENNES (1831-38)

- État des aborigènes.—M. Belcourt.—Hésitations.—Mission Saint-  
Paul..... 216

## CHAPITRE X

## SOCIAL ET POLITIQUE (1834-39)

- Le fort Garry.—Agression de Simpson.—Ses suites.—Recrues  
ecclésiastiques.—Wabassimong.—Gouvernement politique.—  
M<sup>gr</sup> Provencher conseiller..... 226



## CHAPITRE XI

## MINISTRES ET INDIENS (1839-41)

Travaux de M. Belcourt.—Ministres méthodistes.—Au lac la Pluie.—Rivalités.—Perplexité des Indiens.—Pauvreté et vénalité.....	240
--	-----

## CHAPITRE XII

## EXTENSION DANS L'OUEST (1841-43)

M. Rowand.—Son caractère.—Vers l'ouest.—Bon accueil.—Travaux et conversions.—Mission Sainte-Anne.....	254
---	-----

## CHAPITRE XIII

## LES MÉTIS (1843-44)

Apparence physique.—Catégories.—La chasse au bison.—Le missionnaire chez les métis.—Amusements.—Boisson.....	266
--	-----

## CHAPITRE XIV

## MORT DE M. DARVEAU (1843-44)

Premières nouvelles.—Au sein de la tempête.—Au Pas.—Persécutations.—Meurtre.—Épilogue.....	281
--	-----

## CHAPITRE XV

## PREMIÈRES RELIGIEUSES (1843-44)

Demande de religieuses.—Provencher en Europe.—Nouvelles recrues.—En route.—Arrivée des sœurs.—Vicaire apostolique.	293
--	-----

## LIVRE III

## VERS LE NORD

## CHAPITRE I

## ARRIVÉE DES OBLATS (1845)

Inconstance de certains missionnaires.—Les Oblats.—Arrivée à Saint-Boniface.—Premières occupations.....	303
---	-----

## CHAPITRE II

## LES DÉNÉS (1845)

Habitat.—Costume et ornements.—Différentes tribus.—Premiers  
blancs chez elles.—M. Evans.—MM. Belcourt et Thibault. . 314

## CHAPITRE III

## SÉCULIERS ET RÉGULIERS (1845-47)

Succès de M. Thibault.—Le P. de Smet.—Épidémie.—Nouveaux  
Oblats.—Travaux du P. Taché.—Le P. Faraud.—Calomnies  
protestantes . . . . . 327

## CHAPITRE IV

## MONOPOLE ET TROUBLES (1847-49)

Jalousies commerciales.—Saisies et proclamations.—Petition et  
réponses.—Départ de M. Belcourt. . . . . 344

## CHAPITRE V

## L'AFFAIRE SAYER (1848-50)

Nomination ecclésiastique.—Désir d'un coadjuteur.—Guillaume  
Sayer.—Émeute.—Réclamations et leurs conséquences. . . . 356

---

*APPENDICES*

A.—QUELQUES CIRCONSTANCES DU MASSACRE DU LAC DES BOIS. . 367  
B.—DÉCOUVERTE DU FORT SAINT-CHARLES. . . . . 371  
C.—LA FAMILLE DE LA CORNE. . . . . 375  
D.—QUESTION DE PRIORITÉ. . . . . 386  
E.—LES FRÈRES MACDONELL. . . . . 388  
F.—LE PAS; D'OU VIENT CE NOM. . . . . 394

## TABLE DES FAC-SIMILÉS

---

De Lavérendrye.....	33
Du P. Mesaiger.....	35
Lettre du P. Aulneau.....	52
Du P. Coquart.....	58
Carte de Lavérendrye.....	66
De John Macdonell.....	94
De Miles Macdonell.....	117
Passeport de M. Provencher, etc.....	147
Autographe de M. Provencher.....	155
De M. Belcourt.....	220
De M. Thibault.....	231
De M. Darveau.....	279
De M. Laflèche.....	358

---

## TABLE DES GRAVURES

---

Sauvages des plaines canadiennes.....	10
Une vieille Sarcise.....	74
Macdonell lisant la proclamation de Selkirk.....	114
M <sup>gr</sup> Provencher.....	178
M. Belcourt.....	218
M. Thibault.....	234
John Rowand.....	258
M. Laflèche.....	298
Le P. Aubert, O. M. I.....	322
Enfants dénés.....	346





[illegible]



0 1164 0299826 8

BX1421 .M58 1921 v.1 cop.2  
Morice, Adrian Gabriel  
Histoire de l'Église catholique  
dans l'Ouest canadien

DATE

ISSUED TO 219392

219392

